Jean-Louis Michel

L’Occident a-t-il encore un avenir ?

Petits blancs, vous finirez tous mangés

L'OCCIDENT A-T-IL ENCORE UN AVENIR ?
Petits blancs, vous finirez tous mangés

Les civilisations meurent par suicide, non par meurtre.
Arnold Toynbee

Les siècles de domination occidentale sur la planète y ont causé pas mal de dégâts, accumulant des frustrations, des attentes et des espérances ambiguës.

Que le ressentiment des peuples du tiers-monde à l'égard de l'Occident soit fondé ou non, qu'il repose sur des raisons proclamées quoique peu convaincantes ou sur des raisons réelles non avouées, il est entretenu par le calcul politique de leurs dirigeants et par la maladresse avec laquelle l'Occident intervient dans les affaires de l'Afrique et du Proche-Orient. Ce ressentiment ne débouche pas sur une hostilité générale au niveau individuel ; il est cependant assez partagé pour déterminer les attitudes collectives dans bien des nations du « Sud » ainsi que dans les communautés qui les prolongent sur votre territoire. Il est surtout en train de nourrir une dynamique allant bien au-delà de la revendication, sans doute légitime, d'un rééquilibrage de l'ordre du monde : elle fait entrevoir la perspective de son renversement[1].

Le rapport actuel des forces économiques et militaires peut faire croire que l'avenir de l'Occident est à l'abri d'un tel risque.

Cette impression est trompeuse.

L'avantage est sans doute encore pour quelque temps du côté de l'Occident pour ce qui est des éléments *matériels* du rapport de forces. Mais ces derniers ne suffisent pas à déterminer l'avenir. Au plan *moral*, le rapport de forces s'est *déjà* inversé. L'inversion se manifeste sur trois plans. Le « Sud » a désormais assimilé la rhétorique du mea-culpisme dont il joue avec habileté pour attirer les opinions publiques du « Nord » à sympathiser avec sa cause. Les occidentaux ont, de leur côté, collectivement perdu l'estime

d'eux-mêmes sur laquelle ils fondaient leur assurance. Enfin, le sujet occidental, policé par les efforts d'une civilisation qui s'était donné pour dessein l'adoucissement des mœurs, amolli par les effets d'une prospérité dont il a confusément honte, en a oublié le sens et l'instinct de la lutte pour la vie ; en face, les masses du tiers-monde, endurcies par les épreuves et les frustrations, ont gardé, et même aiguisé, leur combativité. Dans les situations de compétition impitoyable qui se profilent à l'horizon de la prochaine génération du fait de l'épuisement des ressources et de la saturation de l'espace, ce dernier facteur peut, à lui seul, faire toute la différence.

Peut-être aurait-il pu en être autrement si l'Occident ne s'était employé avec autant de persévérance à faciliter la tâche à ses adversaires, d'abord en ne cessant de se déchirer depuis un siècle, ensuite en se prenant d'une telle haine pour lui-même qu'il en vient à se prêter avec complaisance aux manœuvres dirigées contre lui. On peut se dire à l'inverse que, par une sorte de justice immanente – ou une ironie de l'histoire, si on préfère le voir comme cela –, les dominations s'effondrent toujours par l'effet même de ce qui a auparavant fait leur force.

Ce sont les luttes concurrentielles entre les nations de l'Europe qui les ont jetées à l'assaut du reste du monde à partir des Temps modernes. Lorsque ces luttes ont dégénéré, elles l'ont abattue.

Ce sont les contradictions inhérentes au système de valeurs édifié dans le sillage du réveil humaniste, à la fin du Moyen-Âge, qui ont fondé le dynamisme singulier des occidentaux, à l'échelle individuelle comme à l'échelle collective. C'est le stress généré par leurs contradictions qui les fait aujourd'hui se retourner contre eux-mêmes.

Longtemps, l'Occident s'est complu à penser sa *singularité* comme une *supériorité*. En un sens, il n'avait pas tort. Il y a eu en effet une période de quatre siècles pendant laquelle l'Occident a été en situation historique de supériorité par rapport au reste du monde. Elle est précisément datée puisqu'on peut l'encadrer par les deux dates symboliques du 12 octobre 1492, jour où Christophe Colomb met le pied sur le sol du Nouveau Monde, et du 2 août 1914, jour où se met en marche le processus d'autodestruction de la civilisation occidentale. Cette supériorité était d'ordre purement pratique. Elle ne tenait pas à une quelconque supériorité intrinsèque du « matériel humain » occidental, mais à la force d'organisation sociale que lui ont conférée les traits spécifiques de la culture construite par les Temps modernes et qui paraît aujourd'hui à bout de souffle. La question qui se pose désormais est de savoir si la singularité qui a déterminé la puissance de l'Occident pourra survivre à la perte de sa supériorité. Elle est d'autant plus cruciale pour nous que le reste du monde, qui a d'autant mieux fait

l'amalgame entre la singularité et la supériorité occidentales qu'il a souffert tout autant de l'une que de l'autre, a décidé de régler ses vieux comptes avec la supériorité passée de l'Occident en s'employant à faire disparaître ce qui reste de sa singularité.

On ne peut pas, en tout cas, faire reproche aux peuples du « Sud » d'éprouver du ressentiment et encore moins de chercher à exploiter la situation à leur avantage. Si l'Occident a adopté un cours suicidaire, il le doit aux développements de sa propre logique interne et les peuples du tiers-monde n'y sont pour rien. Les « blancs » n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils ont décidé de baisser les bras et ont renoncé à lutter contre le cours du destin comme leurs ancêtres avaient su le faire à des moments clefs de l'histoire de leur civilisation. Et s'ils se laissent manipuler, personne ne les y oblige. Le problème, c'est qu'ils y ont pris goût. Ils s'en délectent, même, dirait-on.

Puisque vous aimez cela, ne boudons pas notre plaisir et voyons vers quel destin joyeux cela vous entraîne.

I

La maison divisée contre elle-même

Le monde occidental a fait le jeu de ses adversaires en se déchirant entre ses composantes. Ce n'est pas nouveau. C'était déjà une cause majeure de l'échec des Croisades, les Francs n'ayant jamais pu s'entendre avec les Byzantins pour faire front commun. Neuf cents ans plus tard, il n'a toujours pas compris, même pas le professeur Huntington, qui continue à présenter les civilisations « orthodoxe » et « occidentale » comme étrangères l'une à l'autre. Il est vrai que, à partir de l'ère des Découvertes, ce sont précisément les rivalités entre nations européennes qui ont stimulé leurs ardeurs conquérantes mais c'est précisément ce facteur de dynamisme qui a précipité leur décadence. Tout au long du vingtième siècle, en effet, les occidentaux n'ont pas cessé de jouer contre leur propre camp.

Ils ne pouvaient sans doute pas en avoir une juste conscience. La vision du monde qui a prévalu jusqu'à la fin de la guerre froide, et que beaucoup partagent encore, les empêchait de percevoir ce qu'ils avaient en commun pour ne faire ressortir que ce qui les divisait : les idéologies, les ambitions rivales. Rien qui pût leur donner le sentiment qu'ils formaient un *camp* face au reste du monde. Dans leur esprit, le reste du monde n'était qu'une périphérie indifférenciée, ou plutôt une périphérie qui n'était structurée que par les prolongements des lignes de fracture internes à la sphère occidentale.

Cela les a empêchés de se rendre compte que, du reste du monde, pouvaient émerger des rivaux, tandis que leur complexe de supériorité les a entraînés dans la plus grave erreur de jugement qui se puisse commettre : celle de sous-estimer ses adversaires. De la sorte, au lieu de développer la solidarité entre ses composantes pour assurer leur avenir collectif, l'Occident a laissé libre cours à leurs querelles, ouvrant ainsi un boulevard à ceux qui attendent leur salut de son déclin.

Cent ans de grand jeu

L'ambiguïté d'une politique américaine qui a longtemps fait preuve de complaisance vis à vis des mouvements islamiques radicaux n'a pas peu contribué à accroître la vulnérabilité de l'Occident au cours des deux dernières décennies. Les plus redoutables de ces mouvements avaient fait leurs premières armes contre les ennemis des États-Unis, avec l'appui de ceux-ci, avant de se retourner contre leurs protecteurs. Peur-on se dire : « bien fait pour eux, ils ont joué avec le feu, ils ont mérité ce qui leur arrive » ? Sans doute, mais on aurait tort de s'en réjouir.

Pour comprendre par quel enchaînement on en est arrivé là, il ne faut pas limiter la perspective à la période récente. C'est en remontant aux origines du « grand jeu », bien avant 1914, que les choses s'éclairent.

Aux frontières des Indes

L'expression de « grand jeu » a été forgée par Rudyard Kipling, dans son roman *Kim*, publié en 1901[2]. Pour ceux à qui les studios *Walt Disney* ont réussi à faire oublier que *Le livre de la jungle* avait un auteur, il suffira de rappeler que Kipling, né et élevé en Inde, a si bien exprimé la dynamique conquérante de l'Angleterre victorienne que son nom est devenu le symbole de l'Empire britannique à son apogée. Bien qu'ayant été distinguée par un prix Nobel en 1907, son œuvre n'a certes pas les qualités politiquement correctes qui pourraient en faire conseiller la lecture aux esprits bien-pensants d'aujourd'hui.

Le « grand jeu », c'est la rivalité qui oppose les Anglais et les Russes pour l'hégémonie sur ce qu'on appelait alors la « haute Asie », c'est-à-dire la vaste zone montagneuse qui sépare l'Inde et la Chine des plaines d'Asie Centrale. L'ambition des tzars est de prolonger leurs conquêtes des régions situées à l'est de la Caspienne pour atteindre les rives de l'océan Indien : la fameuse obsession séculaire de l'accès aux « mers chaudes » qu'il est plus juste de formuler comme l'obsession d'accéder aux mers « ouvertes ». De son côté, Whitehall a le souci constant d'établir un glacis de protection sur les marches occidentales de l'empire des Indes : des anciens cavaliers aryas aux Moghols, en passant par les phalanges d'Alexandre, c'est presque toujours de ce côté qu'ont surgi les invasions menaçant le sous-continent[3]. Ces deux ambitions rivales évitent toutefois le choc frontal, car les uns et les autres savent que l'équation de l'équilibre européen impose de préserver les chances de l'alliance qui commence à se dessiner contre les appétits allemands[4]. Espions russes tentant de déstabiliser la tutelle britannique sur l'Inde, raids lancés par les Anglais pour soumettre telle ou telle tribu

afghane, le « grand jeu » déploie ainsi toutes les formes de stratégies indirectes, compliquant à l'envi les intrigues pour le plus grand plaisir des lecteurs de Kipling, s'il en reste.

Le pétrole entre en scène

La victoire des bolcheviks assure le retour en force de l'hégémonie russe et met fin à l'éphémère indépendance des territoires d'Asie centrale. Elle relance donc le « grand jeu » dans les années 1920. Mais le théâtre principal s'est déplacé vers l'ouest, vers des régions que la chute de l'Empire ottoman a fait entrer dans l'orbite britannique et dont on vient de prendre la mesure de la richesse pétrolière. La question des marches de l'Inde est gelée à l'aide d'un *modus vivendi* par lequel l'Angleterre s'accommode d'une certaine « influence » soviétique sur l'Afghanistan, en contrepartie du fait que la Russie met en sourdine ses prétentions sur la Perse.

Le « grand jeu » se transforme et se complique. Sur le théâtre moyen-oriental, l'Angleterre a trouvé un autre rival, la France, qui a réussi à se faire attribuer un mandat sur la Syrie arrachée aux Ottomans ; ou, plus exactement deux autres rivaux, car c'est à ce moment que les États-Unis entrent en scène dans le « grand jeu », à travers leurs compagnies pétrolières qui entendent bien prendre une part, de préférence la plus grosse, du gâteau. Pour faire prévaloir leurs intérêts, ces dernières n'ont d'ailleurs pas hésité à soutenir Ibn Saoud, chef bédouin des oasis de Riyad, contre Fayçal, fils de l'émir du Hedjaz et protégé des Anglais[5], qui espérait bien régner sur toute l'Arabie. Mais ce sont là péripéties secondaires qui n'altèrent pas la structure fondamentale d'une entreprise géopolitique engagée par l'Angleterre et poursuivie sous direction américaine, visant à bloquer l'expansion de la sphère d'influence russe vers le sud et à s'assurer du contrôle des accès au sous-continent indien.

C'est dans le droit fil de la stratégie du « grand jeu » que se situe la complaisance des Britanniques dans les années 1930 vis-à-vis du séparatisme musulman qui ouvrait pourtant la voie à l'éclatement de l'empire des Indes[6]. Ils avaient trop besoin des musulmans, qui peuplaient toute la région nord-ouest de l'Inde, pour faire barrage entre la Russie et le reste du sous-continent. Le maintien contre vents et marées de l'alliance pakistanaise malgré l'aventurisme nucléaire du régime d'Islamabad et son attitude équivoque à l'égard des talibans afghans et des réseaux Ben Laden est une conséquence directe des options de l'époque.

De la même manière, il est difficile d'imaginer que les liens d'intérêts du clan Bush-Cheney avec la famille Ben Laden auraient pu suffire à

infléchir la politique étrangère des États-Unis s'ils ne s'étaient pas inscrits dans un contexte propice[7]. C'est que l'esprit du « grand jeu » joue encore aujourd'hui un rôle central dans la pensée géopolitique anglo-saxonne. On le voit bien à la lecture d'Huntington dont l'insistance à présenter la Russie et l'orthodoxie comme une aire civilisationnelle à part, irréductible à l'Occident, doit beaucoup à la vigilance hostile que les Anglo-saxons conservent de leur rivalité séculaire avec l'empire des steppes.

L'Angleterre est une île

Cette vision géopolitique est une transposition à l'ensemble du bloc eurasiatique de la doctrine de l'équilibre européen forgée par la diplomatie anglaise.

Dès le *XIVe siècle* l'Angleterre prend conscience que son insularité lui interdit de laisser la rive continentale qui lui fait face sous la domination d'une seule puissance, fût-elle amie : les amitiés sont fragiles, la géographie est coriace. L'Angevin s'inquiète donc de la prétention du Valois de réunir le comté de Flandres au domaine royal. Plus que la question dynastique qui, à l'époque, intervenait rituellement comme une « figure imposée » du discours de justification des guerres, c'est le véritable détonateur de la Guerre de Cent ans. Aux temps élisabéthains, c'est la domination espagnole sur les Pays-Bas que l'Angleterre redoute. Suivent deux siècles de lutte contre l'hégémonie française. L'inédite configuration d'alliances de la guerre de Sept ans donne à Londres le point d'appui continental qui fera contrepoids aux appétits français dans la région des bouches du Rhin : ce sera la puissance émergente de la Prusse. Quand les Anglais s'aperçoivent que leur protégé a décidément les dents bien longues, à peine Napoléon enterré, le rapprochement s'amorce avec Paris. Londres ferme les yeux sur l'intervention française en Espagne puis accepte une mission commune « d'observation » en Grèce, – qui se transformera en intervention active avec la bataille de Navarin — trois-quarts de siècle avant l'Entente cordiale de 1904, et rallie la France à ses côtés dans la guerre de Crimée qui s'inscrit déjà dans l'équation du « grand jeu »[8].

En arrière-plan de ces retournements diplomatiques où les observateurs mal intentionnés voient la marque de la prétendue « perfidie d'Albion », se dessine la cohérence d'un dessein poursuivi avec ténacité pendant un demi-millénaire. Rien d'étonnant qu'elle ait imprégné l'analyse historique et la pensée géostratégique outre-Manche et, par contagion culturelle autant que par la convergence des intérêts, outre-Atlantique. Plus qu'une doctrine, elle a forgé un paradigme.

De Kipling à Huntington

Sa version « globale » repose sur quatre postulats.

« *Qui tiendrait l'Eurasie serait maître du monde* ». C'est peut-être vrai. Huntington le répète à l'envi. C'est pourquoi l'Amérique veille à empêcher tout rapprochement entre la Russie et l'Europe. C'est une des données fondamentales de l'équation géopolitique actuelle. Nous en reparlerons.

« *La haute Asie est la clef de l'Eurasie* ». C'est discutable. Si la géographie montre comment cette région met en communication l'aire moyen-orientale, le sous-continent indien, le monde chinois et le domaine russe, on peine à trouver les exemples historiques justifiant cette pseudo loi. Le souvenir de Gengis Khan et de Tamerlan ne suffit pas à en démontrer la validité, car il y a eu des époques bien plus longues pendant lesquelles cette zone a été sous l'hégémonie d'une seule puissance, l'empire perse par exemple, sans que pour autant sa domination se soit étendue au-delà du Proche-Orient[9].

« *Les Anglo-Saxons ont pour mission historique de s'opposer à ce que quiconque puisse dominer seul l'Eurasie* ». Traduisez : « mission historique » par : « intérêt permanent », et il y a sans doute du vrai dans cette affirmation depuis que l'étendard de saint Georges a commencé à flotter sur l'Amérique et l'océan Indien tandis que les intérêts britanniques se « découplaient » de ceux de l'Europe continentale.

« *Ils doivent s'allier avec les nations musulmanes qui bordent le sud de la Russie* ». Si l'on admet les trois premières propositions, la quatrième paraît couler de source car on ne peut pas exercer une influence décisive sur une région sans y disposer de relais.

Les alliances de revers conclues par les Anglo-américains ont pris diverses formes depuis la seconde Guerre mondiale. Il y a eu d'abord le Pacte de Bagdad, réunissant la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan pour former un *limes* censé faire barrage à l'expansion du régime de Staline. Après le retournement de l'Irak dès 1958 et la dérive hostile de l'Iran après 1978, la stratégie américaine ne pouvait plus s'appuyer que sur les deux môles turc et pakistanais jusqu'à la fin de la guerre froide. Et le succès a été au rendez-vous, puisque c'est précisément par le Pakistan que les *moujahidin* afghans ont reçu le soutien américain avec lequel ils ont usé la machine de guerre soviétique. Aujourd'hui, avec l'occupation militaire de l'Afghanistan et de l'Irak, avec l'obtention de points d'appui en Azerbaïdjan et dans plusieurs républiques d'Asie centrale, avec les ingérences politiques en Géorgie, en Kirghizie et en Ukraine, le dispositif de *containment* se

reconstitue. L'affaiblissement de la Russie et les tracas[10] que lui causent les Tchétchènes l'obligent à y acquiescer avec le soupçon que la « guerre contre le terrorisme » a peut-être bon dos. Elle y acquiesce d'ailleurs avec de plus en plus de mauvaise grâce. On le voit bien avec le rapprochement diplomatique – et l'amorce de coopération militaire – que la Russie de Vladimir Poutine[11] est en train d'opérer avec la Chine afin de rompre l'encerclement que les Anglo-Saxons s'emploient à lui imposer. De là à dire que l'Occident est en train de jeter la Russie dans les bras de la Chine, ce serait exagéré, mais en tout cas c'est un obstacle de plus à l'établissement de rapports plus étroits entre la Russie et l'Europe, cauchemar que les Américains feront *tout* pour conjurer et qui est pourtant la *dernière* chance historique de l'Europe. En attendant, tout se passe comme si l'adversaire visé restait le même qu'au temps de Kipling.

Ça tombe bien : Poutine est un « méchant ». On peut aussi le dire autrement : c'est pour cela qu'il faut présenter Poutine comme un méchant.

Trente ans de guerre civile

> Nous n'avons pas commencé à jauger les dommages que les événements survenus depuis 1914 ont infligés à l'homme.
>
> George Steiner, *Grammaires de la création*[12]

On dit : « les deux guerres mondiales ». En réalité, lorsqu'on voit que les deux conflits ont opposé les mêmes belligérants regroupés *grosso modo* de la même manière[13] et que le second reproduit certains des schémas du premier, en particulier le scénario d'intervention tardive des États-Unis sur le théâtre européen, on est tenté de n'y voir que deux épisodes d'une même guerre, séparés un intervalle de trêve. Les nations européennes, et en particulier les puissances coloniales, sont sorties exsangues des deux conflits. Déjà, après 1918, elles n'avaient plus les moyens de poursuivre outre-mer une politique ambitieuse, l'élan était perdu et les bâtisseurs d'avenir ont dû céder la place aux gestionnaires du quotidien, laissant l'« œuvre coloniale » largement inachevée au moment des indépendances. Après 1945, elles n'avaient plus ni la volonté ni la capacité militaire de maintenir leur domination par la force, d'autant plus que la participation des empires à l'effort de guerre des métropoles donnait une légitimité nouvelle aux revendications centrifuges des peuples coloniaux. S'y ajoutait, pour la France, le choc de la défaite de 1940 qui avait démontré à ses colonisés que leur colonisateur n'était pas invincible. Cela n'aurait peut-être pas suffi à entraîner un bouleversement aussi rapide si les deux guerres mondiales n'avaient fait émerger les États-Unis comme la seule vraie puissance dominante de l'Occident, une puissance qui entendait bien faire table rase de ce qui restait encore de l'ancienne hégémonie européenne. En fait, le processus était déjà amorcé depuis le tournant du siècle, avec la guerre hispano-américaine de 1898 et les concessions territoriales imposées par les États-Unis au détriment de possessions britanniques en Amérique[14].

La première guerre mondiale avait été une occasion perdue pour l'Amérique de se poser en arbitre du jeu européen. Elle n'allait pas manquer celle que lui offrirait la seconde.

Dans une perspective européenne, les deux guerres mondiales ont aussi été des guerres civiles, opposant des nations qui ont fait passer leurs rivalités avant leur intérêt commun, dont elles n'ont pas eu la clairvoyance de prendre conscience à temps. Fallait-il pour comprendre l'urgence d'une solidarité entre les nations d'Europe, être sorti de son cadre géographique,

comme ces officiers italiens d'Érythrée qui, aussitôt après la prise d'Asmara par les forces de l'Empire britannique en 1941, se sont proposés pour seconder leurs vainqueurs afin de faire front face aux « indigènes »[15] ? Ou alors être perdu depuis des années au bout du monde, comme ce naufragé anglais échoué sur une île déserte du Pacifique qui, voyant débarquer une chaloupe détachée d'un galion espagnol s'était avancé vers les arrivants en chantant le credo en latin pour se faire reconnaître comme chrétien et ne pas être pris pour un « sauvage » ? En tout cas, cette guerre de trente ans a laissé les Européens dans un état d'accablement moral dont ils ne se relèveront peut-être jamais.

Les ambiguïtés d'un doux idéaliste

La guerre de 14-18 n'a pas été seulement marquée par la cruauté des combats, l'irruption des techniques industrielles dans les opérations militaires et l'instauration de l'impôt sur le revenu. Les conditions du règlement de paix qui l'a suivie sont aussi à l'origine de tensions géopolitiques qui ont déterminé une bonne part de l'histoire du XXe siècle : déstabilisation de l'Europe centrale, exacerbation des nationalismes, découpage du Proche-Orient, coupure entre l'Occident et la Russie, contradiction entre l'influence globale de la puissance américaine et sa réticence à s'intégrer dans l'ordre international.

En fait, les États-Unis étaient déjà en embuscade et attendaient l'heure propice à l'accomplissement du dessein qu'ils avaient commencé à former à partir de la présidence de Theodore Roosevelt. Tout était parti de la guerre de 1898 contre l'Espagne[16]. Aujourd'hui, on retient surtout de ce conflit qu'il a conduit à l'indépendance de Cuba et à l'annexion de Porto Rico. Il a aussi fait tomber les Philippines et Guam aux mains des Américains, assurant leur présence politique et militaire en Asie[17]. C'est à ce moment là qu'ils s'engagent dans le percement du canal de Panama. Le caractère plus stratégique que commercial de cet ouvrage est illustré par le fait que c'est au service du génie de l'armée qu'ont été confiées sa construction et son exploitation de manière à mieux en assurer le caractère de « voie d'eau intérieure des États-Unis ». Ainsi, Atlantique et Pacifique sont reliés pour ne plus constituer que deux bassins d'un même théâtre ouvert aux opérations de leur marine de guerre.

En 1914 les États-Unis n'avaient *a priori* aucune raison impérative de s'impliquer dans le bourbier européen. On dit qu'ils sont entrés en guerre en 1917 pour sauver leurs créances qu'une défaite de la France et de la Grande-Bretagne eût anéanties. Mais leur auraient-ils prêté autant d'argent s'ils

n'avaient pas déjà choisi leur camp ? Et s'ils avaient choisi leur camp, pourquoi avoir attendu si longtemps pour le rejoindre ?

Il y avait tout d'abord un travail important à achever. Le soutien financier accordé à Londres par Washington dès le début du conflit n'était pas gratuit. Il était en partie gagé sur les énormes créances que l'Angleterre détenait sur les états d'Amérique latine. En parallèle, les firmes britanniques, qui contrôlaient l'économie de pays comme l'Argentine et le Brésil, se voyaient supplanter par les intérêts américains, établissant une hégémonie économique dont l'aire latino-américaine peine encore à s'émanciper.

Dès 1915, les *US Marines* occupent Haïti. Ne sont-ils alors que dans leur rôle traditionnel de « gendarmes » de la région ? Non. Haïti est alors dominé par une poignée de familles bourgeoises d'immigration récente, des Français et des Allemands surtout. Elles avaient édifié des fortunes rapides, comme en témoignent encore aujourd'hui les belles villas en bois de style victorien[18] du quartier de Pacot à Port-au-Prince, construites autour de 1900. En 1914, les Français quittent l'île pour répondre à l'ordre de mobilisation ; les Allemands reçoivent au contraire instruction de leur gouvernement de rester sur place afin de consolider leur mainmise sur le pays que viennent d'abandonner les intérêts français. L'occupation américaine se situe dans ce contexte. Elle visait à empêcher les Allemands de se constituer un point d'appui menaçant la route maritime de New York à Panama.[19].

Les États-Unis ont surtout attendu l'épuisement des belligérants pour aller porter au moindre prix le coup final qui ferait pencher la balance et leur donnerait l'occasion de jouer le premier rôle dans le règlement diplomatique du conflit et dans l'ordre international de l'après-guerre.

Wilson n'était sans doute pas que l'idéaliste naïf décrit par la légende. On ne réussit pas à se faire élire chef d'un grand pays en étant naïf. Lorsque ce pays est en train d'émerger comme la nouvelle grande puissance, on est tenu de faire prévaloir son intérêt national sur toute autre considération. Il n'envoyait pas les *boys* pour servir de force d'appoint mais avec l'idée de prendre la tête des alliés pour terminer la guerre et implanter durablement l'influence américaine en Europe. L'armistice de 1918 lui a coupé l'herbe sous le pied[20]. Qu'à cela ne tienne, Wilson prendra en mains les négociations de paix. Son attitude au traité de Versailles n'était pas dictée *que* par des principes moraux, mais tout autant par des considérations géopolitiques : s'appuyer sur les nationalismes pour faire barrage à la contagion bolchevique, humilier l'Allemagne pour faire plaisir à Clemenceau et Poincaré mais sans trop l'affaiblir de manière à maintenir la structure d'un « équilibre européen », concept hérité de la diplomatie britannique. Il ne s'agit pas de prétendre que Wilson a créé volontairement les conditions d'un

futur affrontement, ce serait lui supposer un degré de cynisme qu'il aurait réussi à dissimuler aux historiens les plus perspicaces. En outre, la Société des Nations devait prévenir ce risque : le maintien d'un équilibre entre les puissances européennes n'avait d'autre objet que de conforter l'Amérique dans le rôle de « juge de paix » du Vieux continent.

On sait ce qui est advenu du traité de Versailles après que le Congrès des États-Unis ait refusé de le ratifier[21]. Selon un cliché qui a la vie dure, on impute ce refus à l'« isolationnisme » traditionnel de l'opinion américaine. Là encore, je crois que c'est une mauvaise interprétation. Il faut en effet observer que l'Amérique tend à alterner les phases d'expansionnisme avec celles de *consolidation interne*, qui passent à tort pour des phases d'isolement : c'est juste pour être plus forte avant de mieux sauter. La maxime, comme dans leur stratégie de prise de contrôle des points d'appui allemands des Caraïbes avant de se lancer dans la guerre en Europe, est toujours : « *secure your backyard first* [22]». Chaque phase « isolationniste » de repli a été suivie d'une phase d'expansion extérieure qui a amené les Etats-Unis toujours plus avant. Après la Grande Guerre, l'ordre du jour était plutôt à la consolidation.

Y a-t-il un scénariste dans la salle ?

Pendant l'entre-deux guerres, les Américains sont restés attentifs à ce qui se passait en Europe. Ils ont su tirer profit de l'inflation des années 1920 pour mettre la main au plus bas prix sur quelques belles pièces de l'industrie allemande comme *Opel* et *Telefunken*, preuve qu'ils étaient à l'affût. Les États-Unis n'avaient joué aucun rôle dans le déclenchement de la première guerre mondiale. En a-t-il été de même pour la seconde ? La question mérite d'être posée et la réponse est loin d'être claire.

Les filiales allemandes de firmes américaines – comme, il est vrai, pas mal d'autres entreprises en Allemagne – avaient soutenu le parti nazi après 1929, toujours au nom du « rempart contre le bolchevisme ». Les tenants de la « théorie du complot » y voient la trace d'un plan concerté[23], mais leurs « preuves » sont, comme à l'accoutumée, purement anecdotiques et pas décisives. Ce n'est pas parce que M. X … venait deux fois par an de New York pour siéger dans le même conseil d'administration que M. Y …, banquier allemand bien en cour auprès des nazis, que cela révèle leur complicité dans de noirs desseins ; ce n'est que la routine de la logique capitaliste. J'ai bien siégé dans des conseils d'administration de sociétés implantées dans des pays africains gouvernés par des dictateurs : ce n'était pas parce que la France avait partie liée avec eux, c'était juste parce que mes

patrons n'avaient pas envie de faire le voyage pour s'exposer aux pannes de climatisation, aux moustiques et autres tracasseries locales et qu'ils me payaient pour le faire à leur place.

En revanche, l'absence de préparatifs militaires visibles des États-Unis dans les années trente a pu contribuer à tranquilliser Hitler. Les services secrets américains étaient pourtant déjà mobilisés dans la perspective d'un conflit avec l'Allemagne. Je ne tire cette information ni de l'un des nombreux ouvrages produits par les « théories du complot » ni des confidences d'un ex-agent de la CIA – je n'en ai pas dans mes relations – mais d'une publication tout à fait officielle réalisée par la chaîne des hôtels *Intercontinental* pour célébrer son cinquantième anniversaire. On y lit que l'implantation en Amérique du sud de la *Pan Am*, maison mère de la chaîne hôtelière, avait été pilotée par les services de renseignement pour surveiller les agents allemands opérant au Brésil, au Chili, en Argentine, en Colombie, à travers les courriers venant d'Allemagne transportés par ses avions. Simple précaution de routine ? Sûrement pas. Les États-Unis voulaient assurer leurs arrières en Amérique latine dans la perspective de leur future entrée en guerre.

« Je sais que vous le savez, mais je n'ai pas le choix »

De Gaulle n'a jamais douté de la victoire. « La guerre est une affaire réglée », affirmait-il dès juin 1940 à un interlocuteur stupéfait[24]. Trois semaines plus tôt, Ciano[25], apprenant que Mussolini avait tranché en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie, déclarait à un groupe de dignitaires fascistes : « alors, nous sommes perdus ». Tous deux pressentaient que ce serait une guerre mondiale et que la disproportion des forces rendait l'issue certaine. Que l'issue fût certaine ou pas, l'Angleterre restée seule face à l'Allemagne trouvait le temps bien long en attendant que l'Amérique se décidât enfin. L'Amérique n'était pas pressée.

On dit souvent que Roosevelt, quoique personnellement décidé à s'engager dans le conflit, en était empêché par la réticence du Congrès et de l'opinion publique – toujours ce fameux « isolationnisme ». Je ne crois pas que c'était le retournement de l'opinion publique qu'il attendait, c'était *le moment opportun.* Et le moment opportun était celui où l'Angleterre serait à genoux. Comme dans la recette des ormeaux : la chair de ce coquillage est si coriace qu'il faut taper dessus avec un maillet pour l'attendrir avant de la cuisiner. En août 1941, lors d'un entretien avec Churchill à bord d'un croiseur au large de Terre-neuve, Roosevelt s'était dérobé à tout engagement précis quant à l'entrée en guerre des États-Unis. Ce qui l'intéressait était de

faire souscrire les Britanniques à une déclaration commune, connue sous le nom de « Charte de l'Atlantique ». Un des articles impliquait l'engagement de démanteler la « préférence impériale », un système d'accords commerciaux liant la Grande-Bretagne à ses *dominions,* tandis qu'un autre énonçait le droit de *tous* les peuples[26] – et donc implicitement ceux des colonies – à « choisir leur propre forme de gouvernement ». Agacé, Churchill lui dit : « Monsieur le Président, je sais que votre but est de détruire l'Empire britannique, et vous savez que je le sais, mais je n'ai pas le choix[27] ». Non seulement il n'avait certes pas le choix, mais Churchill était assez visionnaire pour savoir, tout « réac' » et « impérialiste » qu'il fût de cœur et de tempérament, que la perte de l'Empire était inéluctable : il signa. Et continua à attendre.

Les États-Unis ont-ils tant tardé à s'engager parce qu'ils étaient tentés par l'idée d'un partage du monde avec l'Allemagne, à elle le continent européen, à eux le reste ? Les Allemands en avaient peut-être caressé l'illusion. La propagande soviétique l'insinuait à l'époque de la guerre froide[28]. En tout cas, c'est à cela que menait la posture isolationniste[29]. Roosevelt ne poussait sans doute pas le cynisme jusque là et s'était vivement opposé, lors des élections de 1940, à ceux qui préconisaient cette ligne. Et de toute manière, il n'avait aucune intention de partager avec Hitler car il considérait Hitler comme un voyou qui n'aurait respecté aucun accord, mais surtout parce qu'il voulait *et* l'Europe *et* le reste du monde.

Lorsque l'attaque japonaise a finalement obligé les Américains à se jeter dans le conflit, l'Angleterre n'était pas encore à genoux, mais déjà assez affaiblie par son combat solitaire pour ne leur disputer ni le leadership de la coalition ni le rôle dirigeant dans la définition de l'ordre politique du monde d'après-guerre. Staline, en grand réaliste qu'il était, ne s'y était pas trompé en manifestant d'emblée au messager de Roosevelt mille fois plus d'égards qu'il n'en avait eus pour les envoyés britanniques venus lui apporter le soutien de Londres après l'offensive allemande : le tzar ne se met pas en frais pour un vassal. Vassale de l'Amérique, l'Angleterre l'était devenue et l'assumait. Elle n'a pas fini d'en payer le prix et toute l'Europe avec elle.

La vengeance est un plat qui se mange froid

Plus encore que le statut économique et politique des puissances coloniales, les deux guerres mondiales, et surtout la seconde, ont ruiné l'idée d'une supériorité *morale* de la civilisation occidentale. L'Allemagne n'était pas un pays marginal, un état voyou exotique, c'était le cœur de la

civilisation européenne, le pays le plus avancé du point de vue culturel, scientifique et social. Pas question de se satisfaire à bon compte de ce que les horreurs nazies aient été l'œuvre d'une bande de malfaiteurs et de fanatiques, non, c'était peut-être un aboutissement logique de la civilisation occidentale, le signe éclatant de sa faillite.

En faillite, les puissances coloniales l'étaient déjà virtuellement au lendemain de la Grande Guerre. La France et la Grande-Bretagne avaient contracté des dettes d'une telle ampleur que l'une et l'autre étaient incapables d'y faire face. À qui avaient-elles emprunté ? Il fallait une sacrée dose de confiance pour prêter des sommes aussi énormes à des états engagés dans une guerre totale avec le risque de tout perdre si jamais ils étaient vaincus. Presque jusqu'au bout, le conflit avait été indécis : les Allemands occupaient encore un bon bout du territoire français au jour de l'armistice. Les créanciers étaient de deux catégories. Il y avait d'une part l'oncle d'Amérique. Il avait misé sur la France et l'Angleterre ; lui pouvait estimer que l'affaire était gagnante à coup sûr puisqu'il était résolu à s'en mêler le moment venu pour faire pencher la balance dans le sens qui lui convenait. Disons pour résumer que c'était un choix géopolitique qu'avaient fait les États-Unis très vite après le début des hostilités. L'autre catégorie de prêteurs était constituée des épargnants, citoyens des classes moyennes de France et d'Angleterre qui étaient venus apporter leur or pour contribuer à la victoire de leur pays. Les professionnels de la finance ont coutume de mesurer la valeur d'une créance à l'aune des facultés de paiement du débiteur, ce qu'ils appellent « la qualité de la signature ». C'est une vue erronée lorsqu'il s'agit de dette publique. Quand un état doit plus d'argent qu'il ne peut en rembourser, ce qui se passe alors dépend surtout de la qualité du *créancier*, c'est-à-dire du rapport de forces que cet état entretient avec lui.

La solution préconisée par John Keynes avait le mérite de la clarté : laisser filer la valeur de la monnaie pour déprécier la dette. Tant pis pour les rentiers et tant mieux pour le redressement de l'économie. Peu importe que l'ouvrage où il exposait cette solution[30] ait contenu en germe toutes les intuitions géniales qu'il allait développer plus tard dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* et qui seraient à la base de la prospérité d'après la *seconde* guerre mondiale, il n'avait aucune chance d'être entendu. Pas, comme on le dit trop souvent parce que ses idées allaient à contre-courant des dogmes de la pensée économique de son temps. Pour deux raisons plus simples et bien plus déterminantes : l'une était qu'il n'avait pas assez de notoriété pour que ses thèses soient prises au sérieux[31] ; l'autre était que leur application allait à l'encontre des intérêts des couches

sociales formant le noyau dur de la base politique des gouvernements au pouvoir des deux côtés de la Manche. Allez donc proposer de spolier les rentiers à un gouvernement élu par les rentiers – en ce temps-là, les dirigeants n'avaient pas encore pris l'habitude de mener leurs politiques à front renversé. C'est ainsi que Churchill, qui avait réussi à rebondir politiquement après le désastre des Dardanelles et à obtenir le portefeuille de chancelier de l'Échiquier, a tranquillement mis en œuvre un deuxième désastre, rétablir la convertibilité or de la livre sterling à la parité d'avant-guerre, précipitant l'Angleterre dans le marasme.

Rétrospectivement, on peut se dire que l'action de Churchill a eu deux résultats contradictoires. Lorsque la crise de 1929 est arrivée, les Anglais étaient déjà habitués à se serrer la ceinture de sorte qu'ils l'ont vécue avec davantage de philosophie et l'ont mieux surmontée que d'autres. L'autre résultat a été plus dramatique : l'incapacité de la Grande-Bretagne à financer son budget militaire, ce qui n'a pas peu contribué à déséquilibrer en faveur de l'Allemagne le rapport de forces en Europe dans les années trente – tout en la privant des moyens de maintenir l'Empire. On pardonne aujourd'hui à Churchill parce qu'après deux énormes bourdes, il était vraiment résolu à ne pas en commettre une troisième et il s'est magistralement racheté à partir de 1940, consacrant toute son énergie à se donner les moyens de combattre les Allemands en faisant monter en puissance la machine industrielle pour qu'elle produise chaque semaine plus de *Spitfires* que la *Luftwaffe* en abattait et … en luttant au Parlement contre les partisans d'un accommodement avec Hitler : comme quoi, on apprend à tout âge et la clairvoyance qui vient sur le tard est parfois la meilleure.

En France, où l'équation politique d'après 1918 était similaire, mais où Poincaré était loin d'avoir la carrure de Churchill, on a fait les choses à moitié en dévaluant un peu, pas assez pour relancer la machine et pas trop pour ne pas désespérer les rentiers.

Restait la question des sommes dues à l'Amérique : le problème était plus coriace mais on a cru pouvoir le résoudre en pressurant l'Allemagne puisqu'elle devait, aux termes du traité de Versailles, d'énormes réparations aux vainqueurs. La France a donc, pour le seul bénéfice des Américains, délibérément choisi d'attiser l'hostilité des Allemands à son égard, avec les conséquences qu'on connaît. L'intéressant, dans les solutions adoptées après la première guerre mondiale, n'est pas seulement que la volonté de châtiment découlant des sentiments idéalistes a fait oublier les sages préceptes de la *realpolitik*. C'est aussi qu'elles ont fourni le mode d'emploi du rebond fantastique d'après 1945 : il a suffi de faire *exactement le contraire* pour que ça marche.

Hélas, l'économie n'est pas tout. C'est peut-être triste à avouer quand on fait métier d'être économiste, mais pourquoi jouirait-on d'un privilège dont la privation ne semble faire aucune peine aux fabricants de glaces à la vanille ou aux mécaniciens automobiles qui savent, eux, à quoi s'en tenir sur le fait que leur art n'est pas tout, même s'il est, en bien des circonstances, plus utile à l'agrément et à la commodité du genre humain que celui des économistes ?

Le premier conflit mondial n'avait pas seulement entraîné les belligérants dans la faillite financière, il avait constitué une *faillite morale* pour la belle civilisation européenne. Des peuples façonnés par quatre siècles de culture humaniste et qui s'étaient entretués d'aussi horrible façon pouvaient-ils continuer à revendiquer le magistère moral qu'impliquait leur domination planétaire ? Je ne veux pas dire par là que la domination matérielle légitime un magistère moral – encore que, dans les faits, c'est souvent de cette manière que les choses se passent. Je veux dire au contraire que la domination matérielle n'est supportable que si elle est accompagnée, tempérée, par la suprématie de valeurs morales. Le premier à l'avoir compris et à l'avoir traduit en principes politiques tout de suite après la Grande Guerre est, sans surprise, une des grandes figures morales et un des esprits politiques les plus subtils du XXe siècle, je veux parler de Gandhi.

La seconde guerre mondiale a conduit à un résultat paradoxal : le fait que les pays européens aient trouvé la formule pour se relever très vite de la faillite financière ne les a pas protégés d'une nouvelle faillite morale plus grave encore que celle de 1918. Bien pire : ceux-là mêmes qui ont combattu le mal absolu qu'était le nazisme n'ont pas été épargnés par la faillite morale que celui-ci représentait pour la civilisation européenne tout entière. Ah oui, elle a bonne mine, votre civilisation qui a produit Auschwitz ! De quoi ont-elles l'air, vos fameuses « Lumières », après être allées se prostituer jusque sur la plaque apposée à l'entrée du ministère de Joseph Goebbels[32] ? La culpabilité du nazisme ne pèse pas que sur ceux qui l'ont porté au pouvoir, qui l'ont accepté ou qui l'ont servi, elle pèse *même sur ceux qui l'ont combattu* au péril de leur vie et qui ont réussi à l'abattre au prix d'immenses sacrifices.

L'Occident n'est pas encore, plus de soixante ans après la fin du nazisme, parvenu au bout de la réflexion philosophique à laquelle l'invite cette aventure insensée. En attendant, la perte de sa légitimité historique, la fêlure qui en reste dans sa conscience, le divorce d'avec sa propre identité, ont le goût amer de quelque chose qui pourrait ressembler à une vengeance posthume de Hitler.

Quarante ans de guerre froide

L'appellation de « guerre froide » fait partie de ces expressions qui s'installent dans le langage, à tel point qu'elles finissent par s'user et on en oublie de se poser la question de leur contenu. Cette période qui va du blocus de Berlin à la chute du mur, marquée par l'affrontement est-ouest, présente pourtant un caractère moins univoque que ce que suggère l'appellation familière. Il ne s'agit pas d'engager une *réécriture* de son histoire – laissons ce genre d'exercice aux historiens qualifiés et aux élégantes députées radicales de gauche qui ne le sont pas – mais d'inviter à une *relecture*.

Au piquet, garnements !

Des amis, originaires des ex pays de l'est – drôle d'expression suggérant que ce ne sont plus des pays ou qu'ils ont changé de place sur la carte –, m'ont raconté une plaisanterie amère qui circulait sous le manteau à Bucarest. Quel est l'homme d'État le plus génial du XX[e] siècle ? C'est Roosevelt. Ah bon, et pourquoi ? A cause de Yalta. Tout le monde croit que, affaibli par la maladie qui allait l'emporter quelques jours après, il s'est fait rouler par Staline ; mais c'est une grave erreur, ce n'est pas du tout ainsi que les choses se sont passées. En réalité, disaient-ils, c'est Roosevelt qui a proposé le marché :

– *Dear Joe*, ne crois-tu pas qu'il est temps qu'on mette fin une bonne fois pour toutes aux conflits entre ces petits pays, qui se disputent sans cesse pour quelques arpents d'Alsace-Lorraine, du Tyrol ou du Banat ? Si nous autres, les grandes personnes, nous ne mettons pas à la raison tous ces garnements, ils ne vont pas tarder à recommencer.

– Mais certainement, *tovarich Frank*, comment comptes-tu t'y prendre ?

– C'est simple, *dear Joe*, je m'occupe des Anglais, des Italiens, des Français, des Allemands, et toi des Polonais, des Hongrois, des Tchèques ; on les sépare bien et, chacun de son côté, on les tient en mains. Comme ça tout le monde sera tranquille.

– D'accord Frank, mais fais-moi plaisir : s'il te plait, donne-moi quand même un bout d'Allemagne.

– Bon, tope-là, ça marche.

– Allez, ça s'arrose, *za zdarovié*, et, musique !

Mes amis ajoutaient : bien sûr, ça a marché surtout pour vous, grâce à *Santa Claus* Marshall, c'est seulement dommage pour nous que nous ayons

tiré le mauvais numéro, parce que *dear Joe*, notre maître d'internat, il n'était vraiment pas drôle.

Si l'on gomme le folklore, force est de reconnaître qu'il y a quelque vérité dans cette lecture du partage de Yalta. Ce n'est pas agréable pour nous de penser que les « grandes puissances » voient nos vieilles nations comme une bande de galopins turbulents[33] qui se sont employés à semer le trouble à travers la planète. Mais comment leur donner tort ? De Christophe Colomb à la guerre de l'opium, de Tordesillas à Fachoda, l'Europe s'était ingéniée depuis cinq siècles à exporter ses tourments, ses démons et ses conflits à travers les continents, sans trop se soucier des dégâts qu'elle infligeait à des peuples qui ne lui demandaient rien. Que la vision des grandes puissances rejoigne sur ce point celle des supporters de la cause tiers-mondiste, est en outre un élément crucial de l'équation.

Comment les grands vainqueurs de 1945 ont-ils maintenu l'ordre et calmé les chahuteurs ? Par la guerre froide. L'« équilibre de la terreur », héritage de Yalta et de Hiroshima, a modéré les ardeurs guerrières. La longue scène de « retenez-moi, ou je fais un malheur » que les deux superpuissances se sont jouée pendant quatre décennies a permis de canaliser les énergies et de stabiliser le Vieux continent en y gérant l'extinction progressive des antagonismes séculaires. Pas tous, certes, mais la plupart.

Pas froide pour tout le monde

Hélas, la guerre n'a pas été « froide » pour tout le monde. On hésite en effet à trouver l'expression pertinente, en dévidant la liste interminable des conflits qui se sont succédés depuis que *dear Jo*e et *tovarich Frank* avaient échangé leurs toasts au bord de la mer Noire. Si l'on additionne les millions de morts de la partition de l'Inde en 1947, de la guerre du Cachemire et de la guerre du Bengale de 1970, des deux guerres d'Indochine et du génocide cambodgien, de la guerre de Corée, encore quelques millions en Indonésie, entre la guerre d'indépendance et les massacres de 1965, les morts d'Algérie, du Yémen, du Soudan, du Liban, du Congo, du Biafra, d'Angola et du Mozambique, des guerres israélo-arabes, de la guerre Iran-Irak, de la guerre d'Ogaden entre l'Éthiopie et la Somalie, de la guerre soviétique en Afghanistan et, pour faire bonne mesure, ceux de la guerre civile grecque, de l'insurrection de Budapest et des guérillas latino-américaines, on arrive à un score fort honorable qui relativise sérieusement le qualificatif de « froide » appliqué à cette guerre de quarante ans. Et encore n'a-t-on pas compté la guerre civile chinoise de 1945-49, et les tumultes ultérieurs du « Grand bond en avant » et de la « Révolution culturelle », faute de précision dans les

bilans, au million ou à dix millions près. Tous ces épisodes, peu ou prou liés à la rivalité est-ouest, font partie d'un phénomène historique qui n'a rien à envier aux deux premiers conflits mondiaux. Que les « deux grands » aient rarement engagé leurs propres forces – les États-Unis en Corée et au Vietnam, l'URSS en Hongrie et en Afghanistan –, et qu'ils aient évité avec soin de s'impliquer en même temps sur les mêmes théâtres, ne change rien à l'affaire. Quand Ronald Reagan, à qui l'on demandait, à la fin de son deuxième mandat, quel avait été la plus grande réussite – « *the greatest achievement* » – de sa présidence, a répondu : « j'ai gagné la guerre froide », il a sans doute péché par excès de modestie ; ce qu'il a gagné ressemble bien à une troisième guerre mondiale.

Mais y avait-t-il vraiment une guerre à gagner par l'un des camps contre l'autre, ou juste un peu d'agitation à entretenir sur les marges dans l'intérêt commun des deux grands ?

Au théâtre ce soir

Remontons aux origines de l'État soviétique et de la scission du mouvement ouvrier, au lendemain de la révolution russe. « Octobre » – qui a eu lieu en novembre 1917 selon le calendrier grégorien – a vu se dénouer le conflit qui opposait deux tendances au sein du parti révolutionnaire par la victoire des *bolcheviks* – l'usage est de traduire par « majoritaires[34] », mais cela peut également signifier, aux dires du professeur de russe dont je suivais les cours aux « Langues O' » : « maximalistes », ceux qui en voulaient *plus* – sur les *mencheviks*, réputés plus modérés. Les bolcheviks, conduits par Vladimir Oulianov, s'emparent de Petrograd et prennent le contrôle de ce qui restait d'État. Et là, que faire[35] ? Construire le socialisme, oui, sans doute, mais d'abord assurer sa victoire et faire marcher la boutique : Oulianov, auteur sous son nom de guerre de « Lénine » d'ouvrages de doctrine faisant fond sur la pensée de Marx, est surtout un pragmatique, non pas dans le sens édulcoré que l'usage donne à ce terme, mais dans celui, combien redoutable, de celui qui fait de la réussite concrète de l'action sa priorité absolue, quels que soient les moyens à employer. Ses brûlots, édités du temps de la clandestinité, manuels à l'usage des combattants de la lutte finale, exposent une méthode infaillible et impitoyable pour assurer la prise du pouvoir par le parti révolutionnaire. Le « monsieur Plus » de la révolution russe a longtemps passé dans les milieux progressistes pour une sorte de saint laïque, un idéaliste mort trop tôt et dont les nobles desseins ont été dévoyés par le méchant secrétaire, Ossip Dougatchvili, qui a usurpé l'héritage pour instaurer un régime inhumain. Cette image pieuse[36] n'a pas résisté au jugement de l'histoire. Lénine est bien celui qui a imaginé le

système des soviets, qui a mis en place, en récupérant les éléments les plus féroces de la police secrète tsariste, l'outil répressif le plus efficace que l'histoire ait connu, qui a donné à l'idée de socialisme un contenu concret d'où les notions de justice, de solidarité et de liberté ont été évacuées.

En face des coupoles dorées du Kremlin qui renvoyaient les reflets couleur de coquelicot de l'immense étendard de soie flottant doucement dans la brise, de l'autre côté de la Moskova, une fière devise brillait en lettres de néon au fronton de la vieille centrale électrique crachant sa fumée de charbon : « _______, ___ ______ _____ _ _____________ _____ ______ », « le socialisme, c'est le pouvoir des soviets et l'électrification de tout le pays ». Passez votre chemin, les pères fondateurs, les Proudhon, les Marx, il n'y a rien à faire pour vous ici ; allez donc moisir en Sibérie, les docteur Jivago, rêveurs assoiffés de justice, défenseurs des faibles et de la pureté de l'idéal révolutionnaire ! Ici on s'occupe de choses sérieuses, pas de rêveries. La priorité de la Révolution, c'est de composer avec le principe de réalité, avec les principes de toujours : établir son pouvoir, maîtriser les richesses essentielles. Le reste viendra par surcroît.

Une si belle œuvre ne s'est pas faite en un jour. Quand Lénine entreprend la « construction du socialisme », la république des Soviets est attaquée de toutes parts : ces bolcheviks, que la propagande bourgeoise représente le sourcil broussailleux, l'œil injecté de sang et le couteau entre les dents, subissent les assauts d'armées coalisées ; le pain manque, les épidémies font des ravages. Quelles que soient l'énergie indomptable de ses chefs et l'abnégation de ses troupes, la révolution est menacée. Sa succursale allemande est écrasée dans le sang ; en France, le mouvement ouvrier brise son unité à Tours. Il va falloir composer. Une nouvelle doctrine voit le jour : au slogan « prolétaires de tous les pays, unissez-vous[37] », qu'on met en sourdine, succède la stratégie du « socialisme dans un seul pays ». La révolution peut triompher, la bourgeoisie peut respirer. Ce n'est pas que le léninisme ait abandonné son objectif final de domination universelle, il continuera à le poursuivre par des stratégies indirectes, infiltration idéologique dans les « nations bourgeoises » et soutien à la lutte « anti-impérialiste » dans les contrées périphériques, mais il se résout à un *modus vivendi* provisoire avec le capital. Les classes possédantes d'Occident y trouvent leur compte : le mouvement ouvrier, solidement encadré par des partis qui prennent leur consignes à Moscou, est au moins à l'abri des tentations anarchistes. Rien de tel qu'un ennemi commun pour faciliter un bon arrangement. Tous ne souscrivent pas à ce qu'ils considèrent comme une trahison de l'idéal d'origine : Trotski, l'infatigable organisateur de l'Armée Rouge, partisan de la « révolution permanente », mis en accusation

par le Parti, menacé dans sa vie, arrive à passer au travers des mailles du filet des purges et se réfugie à Istanbul d'où il gagnera le Nouveau Monde pour un exil qui est tout sauf une retraite. Lorsque, dans sa maison de Mexico, d'où il anime une groupusculaire « quatrième internationale », un pic à glace lui fracasse la cervelle, s'agit-il seulement de régler un vieux compte entre les héritiers de Lénine, ou de sceller dans le sang un pacte qui rendra possible deux ans plus tard l'alliance de l'Amérique et de l'URSS dans la seconde guerre mondiale ? Bien entendu, on imagine mal la vertueuse Eleanor Roosevelt se dépouillant de ses sept voiles pour demander à Staline la tête de Trotski sur un plat. Cela n'empêche pas de penser que l'Hérode géorgien, prévoyant que son alliance de circonstance avec l'Allemagne n'allait pas durer, pouvait vouloir donner un gage à la bourgeoisie d'Occident. Et celle-ci n'en a pas marchandé le prix, réglé sous forme de chars et d'avions *Dakota* vite repeints de l'étoile rouge, acheminés sur Mourmansk par les convois de *liberty ships*.

On peut alors donner deux lectures de la genèse de la guerre froide. La première, la plus classique, correspond à ce que décrit Mao Zedong sous le titre général « s'allier à l'ennemi secondaire pour détruire l'ennemi principal, avant de se retourner contre l'ennemi secondaire » : une fois l'Axe abattu, les antagonismes entre les deux blocs reprennent le dessus. La seconde est plus hypothétique certes, mais pourrait bien ouvrir des perspectives intéressantes : l'existence d'un bloc communiste, à la fois pôle d'attraction pour les forces révolutionnaires et repoussoir pour les classes moyennes, rend un immense service à la classe possédante occidentale. Les masses ouvrières, auxquelles les autorités ne savent pas parler et vis-à-vis de qui elles se sentent mal à l'aise, sont structurées et encadrées par les partis communistes et leurs « courroies de transmission » syndicales : cela se révèlera fort commode à plusieurs reprises pour éviter les dérapages, par exemple quand il faudra mettre fin aux mouvements anarchisants qui ont pris le contrôle de la rue en mai 68. La fidélité des couches intermédiaires est garantie par la diabolisation des « marxistes », que ces derniers s'emploient, non sans complaisance, à justifier, sur le mode sanglant, comme à Budapest, ou sur le mode bouffon, comme lors de cette mémorable session des Nations Unies qui vit Khrushchev ôter sa chaussure pour taper sur la table. Le péril ainsi conjuré est celui d'une alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes, configuration qu'on trouve à la base de toutes les révolutions.

Les années soixante ont été une période d'espoir et de prospérité à l'Est aussi : le régime se libéralisait, les prisonniers politiques étaient élargis, le niveau de vie s'améliorait, et l'objectif de « dépasser les États-Unis » à travers la « coexistence pacifique » semblait ne plus être une chimère. Un

ingénieur bulgare rencontré lors d'un séminaire à Sofia, qui avait travaillé en Russie au cours de ces années, s'en souvenait comme d'un épisode heureux, dans un pays qui respirait enfin et se mobilisait avec ferveur pour mettre en valeur ses immenses ressources. L'ère Brejnev a mis bon ordre à tout cela : à mesure que le régime accumulait les succès extérieurs en étendant son hégémonie géopolitique sur les contrées arrachées une par une à l'emprise occidentale, Vietnam, Angola, Mozambique, Éthiopie, l'économie intérieure des pays de l'Est s'enfonçait dans le marasme et le système répressif se faisait plus pesant. La guerre froide s'est achevée en feu d'artifice, avec l'« initiative de défense stratégique » lancée par Reagan et ses perspectives de « guerre des étoiles » à coups de lasers à hautes énergies. C'était peut-être un gigantesque bluff, un *kriegspiel* en réalité virtuelle[38], mais il était trop tard pour que le système soviétique pût réagir. Comme un joueur de poker qui a un carré d'as entre les mains, mais plus un sou en poche pour suivre les enchères, il a dû quitter la table. Quand les soubresauts de l'Europe de l'est ont commencé à révéler que le colosse avait des pieds d'argile, il a suffi d'une admonestation du Pape et d'une entrevue à Malte avec Bush, pour que Gorbachev acceptât de signer la levée d'écrou de l'Europe orientale : le mur de Berlin pouvait tomber.

Les murs ne tombent pas seulement quand ils sont minés. Ils tombent quand ils ne servent plus à rien.

Khrushchev l'avait fait construire en 1961, au moment où il mettait à l'épreuve l'administration Kennedy en orchestrant une crise artificielle à Berlin[39]. Le prétexte invoqué était que la RDA était menacée par l'exode de ses ressortissants, encouragé par l'Allemagne de l'Ouest dans le but de nuire à sa voisine socialiste. Pendant vingt-huit ans, le « mur de la honte » a été le symbole de la division du monde, et le garant de la diabolisation du système communiste.

Au moment où les premiers craquements se sont fait entendre dans ses fondations, les couches dirigeantes d'Occident n'avaient plus besoin de diaboliser le régime soviétique pour maintenir leur ordre chez elles. Elles avaient prononcé la dissolution de la classe ouvrière et mis en place, grâce à une politique consistant à exporter le travail et à importer le chômage, une formidable machine à fabriquer l'exclusion, qui exerçait une terreur salutaire sur les masses laborieuses. Alors, pourquoi s'embarrasser de la présence d'un régime potentiellement dangereux pour la stabilité du monde, et de tous ses symboles sordides ? Le contre-pouvoir régulateur que représentait l'Union Soviétique n'avait plus d'utilité : son rôle historique était terminé. Pour que la pièce fût jouée, tout au plus restait-il à l'acteur chargé de la dernière scène à venir faire ses adieux à la ronde, bien poliment,

accompagné de la très présentable Raïssa Gorbacheva[40], en récitant le générique de fin devant le baisser de rideau, comme dans les émissions de *Au théâtre ce soir*.

Œil de Faucon a parlé

Vous avez dit : « théâtre » ? Se pourrait-il que la guerre froide ait été une gigantesque mystification montée par la propagande ? Non, certes, les victimes des conflits périphériques en témoignent, mais il y a de quoi s'interroger. L'historien britannique Eric Hobsbawm a jeté le pavé dans la mare avec son *Âge des extrêmes*, dont les thèses ont causé un tel déplaisir aux milieux bien-pensants néolibéraux qu'il a fallu près de dix ans pour qu'un éditeur accepte d'en publier une traduction française. Pour lui, le « péril soviétique » n'a *jamais* existé. La balance des forces a toujours été en faveur de l'Occident, ne serait-ce qu'en raison de sa puissance industrielle très supérieure, avec une telle disproportion qu'elle dissuadait d'emblée les Soviétiques de rien tenter. Le danger de guerre agité par la propagande n'avait d'autre but que d'assurer la cohésion du camp occidental sous la houlette américaine et n'a pas eu beaucoup de consistance, en dehors de l'épisode des missiles de Cuba en 1962, qui doit plus aux erreurs de calcul commises de part et d'autre – et surtout au fait que Khrushchev[41] avait mal mesuré les risques que faisaient courir l'impulsivité et l'inexpérience diplomatique de Kennedy et de son équipe – qu'à une réelle volonté d'affrontement[42].

Je suis incapable de trancher cette question mais je peux vous livrer une anecdote personnelle qui n'est pas loin de donner raison à la thèse. J'avais été invité par mes collègues américains à une réception officielle qui avait pour cadre le nouveau musée de l'air et de l'espace construit à proximité de l'aéroport Dulles à Washington. On y voit exposés quelques uns des engins mythiques ayant marqué l'histoire du XXe siècle, comme le *Concorde*, la navette spatiale et le tristement célèbre *Enola Gay* qui a largué la bombe atomique sur Hiroshima. Au hasard des allées, je tombe en arrêt sur une sorte de gros insecte haut sur pattes, aux formes bricolées et au fuselage si grêle qu'il fallait bien le rationnement qui sévissait pendant la guerre pour que le pilote fût assez svelte pour se glisser aux commandes :

– Tiens, un *Arado* !

Derrière moi, j'entends une voix me répondre :

– Ça alors, vous connaissez l'*Arado* ? Ce n'est pas courant.

C'est un vieux monsieur qui, à l'américaine, se présente aussitôt : « amiral X …, ancien pilote de combat de l'*US Navy*, *pleased to meet you* ».

– Non, je ne savais même pas à quoi ça ressemblait, mais j'avais déjà vu ce nom dans *Le grand cirque*, de Pierre Clostermann ; on lisait ça dans ma jeunesse ; il y a un chapitre qui relate l'attaque menée contre l'aérodrome de Schwerin où ils étaient basés.

Nous engageons la conversation et l'ancien aviateur se fait un plaisir de m'expliquer les innovations étonnantes que comportait cet appareil qui avait tout juste dépassé le stade du prototype.

– Puisque l'aviation vous intéresse, je vais vous montrer quelque chose de peu connu.

Et il m'entraîne vers une autre allée, où s'alignent des modèles des années cinquante et soixante :

– Vous voyez, ce sont les machines sur lesquelles j'ai combattu et que j'ai combattues : le F-84 *Super Sabre* de la guerre de Corée, le F-4 *Phantom* de la guerre du Vietnam et, en regard, les générations correspondantes de *Mig*. Des *Mig*, j'en ai descendu plus d'un en Corée et au Vietnam et, vous voyez, je suis toujours vivant. Y a-t-il quelque chose qui vous saute aux yeux ?

– Oui, les avions russes sont, à chaque fois, beaucoup plus petits que les vôtres.

– En effet, et ils étaient très légers, très manœuvrants, des adversaires coriaces. Je vais vous dire pourquoi ils étaient plus petits. Parce qu'ils emportaient moins de sortes différentes d'armements et, surtout, contenaient beaucoup moins d'équipements, presque pas d'électronique, alors que les nôtres en étaient bourrés, déjà dans les années cinquante. Les Soviétiques avaient une conception différente : les pilotes étaient guidés du sol dans leurs missions, alors que nous, nous étions autonomes grâce à nos équipements de bord et nous pouvions frapper toutes sortes de cibles avec nos systèmes d'armes polyvalents. Vous voyez ce que ça implique, du point de vue opérationnel ?

– Dites-moi.

– Eh bien, nous avions la capacité d'opérer en profondeur au-dessus du territoire adverse, alors que ceux d'en face devaient rester à portée radar de leurs bases pour faire une seule chose : tirer sur d'autres avions. C'est une curiosité qui m'a toujours donné à réfléchir.

– Les Soviétiques étaient en retard, techniquement ?

– C'est ce qu'on nous disait. Je l'ai longtemps cru. Mais ils avaient la capacité de combler leur retard, s'ils l'avaient voulu : ils sont bien arrivés les premiers à envoyer un homme dans l'espace. En réalité, je crois bien que,

s'ils ne l'ont pas fait, c'est en raison d'un choix stratégique : ces appareils étaient conçus pour être utilisés en posture exclusivement *défensive*. Pour attaquer, il faut pouvoir se projeter loin de ses bases. Nous le pouvions, pas eux.

Je commence à entrevoir où il va en venir.

– Toute ma vie, j'ai fait la guerre. C'était mon métier. J'ai accompli ma tâche avec cœur parce que je croyais que mon pays était menacé. Je suis arrivé à la conclusion qu'il ne l'était pas : les Soviétiques n'auraient pas fait un tel choix stratégique s'ils avaient eu des intentions agressives.

Un air de mélancolie passe dans le regard du vieux guerrier :

– Bah, ça fait des souvenirs. Et c'est un plaisir de les avoir évoqués. Ce n'est pas si souvent que je rencontre quelqu'un qui s'y intéresse. *Good luck*.

Eh oui, on en est tous là. On se bat pour quelque chose, ou *contre* quelque chose, et puis on se rend compte un beau jour que ce n'était que du vent, qu'on n'a rien fait d'autre que de miser sur un jeu où les cartes étaient truquées. À quoi sert d'en parler ? Et en parler à qui ? Qui a envie qu'on lui révèle que la partie qu'il joue est truquée avant qu'il le découvre par lui-même ? S'il le découvre jamais : les plus heureux ne sont-ils pas ceux qui meurent sans avoir été détrompés ? Il n'y a plus, ce jour-là, qu'à se taire et à laisser la parole aux poètes – et au vent – : « *O vento só fala do vento* ».

Les marrons du feu

Mais je ne me tairai pas. Je suis allé trop loin dans ce livre, dont l'enjeu est précisément de montrer en quoi la partie est truquée dans la grande ordalie où nous sommes jetés, je ne m'arrêterai pas en chemin. Truquée, non par d'hypothétiques complots des « méchants », mais par la mécanique objective de forces que nous avons réveillées et auxquelles nous prêtons notre concours sans toujours en être conscients. Respirons un bon coup et reprenons.

Contrairement à la fière parole de Reagan, l'Amérique n'a donc peut-être pas gagné la guerre froide. Pour deux raisons : la première est qu'*il n'y avait pas de guerre menée contre elle* ; la seconde est que sa « victoire », qui l'a fait émerger comme la seule grande puissance mondiale d'aujourd'hui, n'est qu'apparente puisqu'elle était *déjà* la seule grande puissance dès le commencement de la partie, et qu'elle n'avait jamais cessé de l'être depuis.

Si l'Amérique n'a pas gagné, la Russie encore moins, bien entendu, puisqu'elle a perdu son rang de challenger. Et l'Europe alors ? La question

est moins simple qu'il y parait. La fin de la guerre froide a entraîné la réunification de l'Allemagne. Bilan mitigé : elle a conforté l'emprise territoriale du pays le plus puissant d'Europe de l'ouest, tout en le précipitant dans la crise et le marasme à cause des énormes dépenses imposées par la reconstruction de l'ex-RDA, crise qui s'est aussitôt étendue à la France, à l'Italie, à la Belgique. Quant aux conséquences futures de la disparition du rideau de fer, il sera temps d'en discuter plus tard. Dans la perspective plus longue de ces quarante années, deux phénomènes émergent : l'un est la construction européenne, avec l'impulsion qu'elle a donnée aux économies du continent, au moins dans les trois premières décennies, disons jusqu'à Maastricht ; l'autre est la perte de leurs empires coloniaux par la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique et le Portugal. Les deux sont liés à la guerre froide.

La construction européenne a été voulue et appuyée par les Américains[43] pour renforcer l'Europe de l'ouest de manière à ce qu'elle fasse barrage à la puissance soviétique. Elle a perdu tout intérêt pour Washington à partir du moment où cette puissance n'existait plus : ce fait n'est peut-être pas étranger à l'essoufflement de la dynamique européenne à partir des années quatre-vingt dix.

Est-ce à dire que les Américains sont en mesure de manipuler à ce point la politique européenne ? Regardez ce qui s'est passé en Italie. Ce pays a été dirigé pendant quarante ans par un parti, la Démocratie chrétienne, qui a réussi vaille que vaille à former des coalitions pour se maintenir au gouvernement après avoir perdu la majorité absolue qu'il avait au début. Bizarrement, autour de 1990, la DC s'effondre et disparaît du paysage politique. À se demander même si elle a jamais « existé », je veux dire : existé en tant que mouvement doté d'une véritable assise politique, et pas seulement comme un clan de notables habiles à contrôler le jeu politicien à l'aide de quelque artifice. En guise d'artifice, s'agissait-il des subsides de l'oncle Sam ? Les Américains voyaient en elle une assurance contre l'accession éventuelle des communistes au pouvoir[44]. On peut se dire qu'une fois qu'elle avait fini de servir, puisqu'il n'y avait plus ni communisme ni URSS, il n'y avait plus qu'à la faire passer à la trappe. Si ce n'est pas ce qui s'est passé, cela y ressemble fort. L'Italie pèse à peu près autant que la France au plan économique et ce n'est pas une république bananière. Les Français ont beau se gausser des rebondissements pittoresques de sa vie politique, ils ont tort. Les Italiens sont fermement attachés à la démocratie, ils ont une conscience politique aiguisée, ils savent se mobiliser pour des causes autres que la revendication de travailler toujours moins : sur bien des aspects ils pourraient donner des leçons de civisme à leurs voisins

transalpins – oui, vus d'Italie, c'est nous qui sommes les « transalpins ». Ils ont juste un édifice institutionnel « usine à gaz » : à vouloir faire trop démocratique, il n'y a plus moyen de gouverner. Donc, ce n'est pas un pays si facile à manipuler. Si les Américains y sont arrivés si longtemps, pourquoi n'arriveraient-ils pas aussi à contrôler la mécanique européenne ? Oh, pas à cent pour cent, mais assez pour déterminer des orientations générales : regardez l'affaire turque avec l'intervention directe de Condoleeza Rice qui a clos le débat. Bref, si la construction européenne était un produit de la guerre froide, il n'est pas très étonnant que la fin de celle-ci lui pose des problèmes.

La décolonisation de l'Inde était déjà programmée depuis l'avant-guerre – certes pas pour être aussi rapide – de sorte qu'elle ne peut pas s'interpréter comme un produit de l'affrontement est-ouest. Pour les autres territoires coloniaux, il est clair que l'élément décisif a été l'affaiblissement des puissances européennes consécutif à la seconde guerre mondiale[45]. Là où la situation de guerre froide a joué, c'est sur les modalités et le calendrier de la décolonisation. La première guerre d'Indochine se situait en plein dans ce contexte : le sort de Dien Bien Phu a été scellé par l'artillerie acheminée depuis le bloc communiste. Les mouvements révolutionnaires des colonies portugaises, d'Aden, de Rhodésie, étaient armés et entraînés par les pays de l'Est. Dans des pays ayant connu une décolonisation plus paisible, un certain nombre des leaders nationalistes, comme Modibo Keita, Sékou Touré, Kwame N'Krumah, Patrice Lumumba[46], étaient traités en « frères » par Moscou. Et l'Algérie ?

Dans les débuts de la guerre d'Algérie, le gouvernement français se refusait à reconnaître l'enracinement populaire de la rébellion et sa propagande présentait les insurgés comme des séides de Nasser et du Kremlin. C'était faux : le FLN a bien bénéficié d'un appui politique du Caire et de Moscou, ainsi que de livraisons d'armes, mais son action n'était pas « téléguidée » de l'extérieur. Propagande mise à part, un certain nombre d'officiers français avaient le sentiment que les méthodes de leurs adversaires étaient inspirées par les doctrines de guerre subversive professées dans les écoles spécialisées où l'Union Soviétique de l'époque accueillait comme stagiaires ses « amis » du tiers-monde[47]. Ils étaient convaincus que la prise du pouvoir par le FLN ferait entrer l'Algérie dans l'orbite géopolitique du bloc de l'Est. À leurs yeux, la révolution algérienne – dont tous ne niaient pas, par ailleurs, le caractère authentiquement « national » – offrait aux Soviétiques une belle occasion de déployer leur fameuse « stratégie de contournement » pour prendre l'Europe à revers sur son flanc sud, selon des théories tirées d'écrits de Lénine[48]. Cette stratégie a-

t-elle existé ? Dans les années suivant l'indépendance de l'Algérie, la flotte de guerre soviétique a commencé à paraître en Méditerranée occidentale où les nouveaux maîtres d'Alger lui avaient consenti des facilités d'escale, mais pas de « base » proprement dite. Il est vrai aussi que de nombreux coopérants russes sont arrivés en Algérie dans les années soixante pour occuper des postes dans l'enseignement, l'industrie et les centres d'instruction de l'armée. On ne peut pas en tirer de réponse définitive. En tout cas, les militaires gagnés à ces thèses[49] pouvaient croire qu'à travers l'Algérie, *c'était la France elle-même qui était menacée*[50], et cela peut expliquer leur refus acharné de l'évolution vers l'indépendance, aussi bien que la brutalité des méthodes qu'ils préconisaient pour écraser l'insurrection. De Gaulle lui-même raisonnait en fonction du contexte de la guerre froide, mais sa logique était toute différente. Croyait-il ou non à la stratégie du contournement ? Il semble que, pour lui, la priorité stratégique se situait sur le front central et non sur le front périphérique qu'était l'Afrique du nord. Avec l'armée russe à trois cents kilomètres de ses frontières – « à deux étapes du Tour de France », disait-il –, maintenir l'essentiel de ses forces de l'autre côté de la Méditerranée était pour la France une absurdité[51]. Indépendamment des aspects politiques de la question – ce nationaliste sourcilleux était le premier à comprendre l'aspiration des Algériens à redevenir eux-mêmes –, il est clair que de Gaulle, de par son passé professionnel, ne pouvait pas compter pour rien la dimension militaire. Ses positions diplomatiques ultérieures font soupçonner qu'il n'adhérait pas totalement à la thèse – au mythe ? – de la « menace soviétique » mais, pour un pragmatique comme lui, « la confiance se nourrit de la précaution ». En l'espèce, la précaution était de ramener l'armée française sur le Rhin et de mettre fin aux dépenses insensées de la guerre d'Algérie pour redéployer les crédits en vue de constituer une force nucléaire. Ce n'est pas pour faire de la peine aux patriotes algériens des deux côtés de la Méditerranée, mais on peut se dire que l'indépendance de leur pays doit autant, sinon plus, au contexte de la guerre froide en Europe qu'à la « victoire » de leur glorieuse lutte de libération.

L'Europe a-t-elle, au final, gagné ou perdu à l'émancipation de ses colonies ? Au plan géopolitique, ainsi qu'au plan *symbolique*, la réponse paraît évidente : c'est un repli, une retraite, une contraction du périmètre des puissances européennes. En contrepartie, et c'était sans aucun doute l'opinion du général de Gaulle, cela lui a donné l'occasion de diriger vers son propre développement, vers la modernisation de ses structures et de son appareil productif, des énergies qui se dispersaient autrefois aux quatre coins du monde. Les colonies étaient devenues un fardeau, et pas seulement à

cause des guerres coloniales : les états européens qui s'étaient relevés le plus vite des cendres de la seconde guerre mondiale étaient précisément ceux qui n'avaient pas, ou n'avaient plus, de colonies. En ce qui concerne la France, on ne peut qu'être impressionné par l'accélération qu'a connue sa croissance après l'indépendance de ses territoires africains. Relation de cause à effet, ou simple concomitance de phénomènes indépendants ? Pour que la perte de l'empire ait vraiment rendu à la France le service qu'elle en attendait, encore aurait-il fallu qu'elle ait redéfini d'une autre manière ses relations avec ses anciennes possessions. Les flux d'aide publique en direction de l'Afrique, aux beaux temps de la « Coopération », n'avaient pas diminué par rapport à l'époque coloniale. La France s'est efforcée de faire partager son effort à ses partenaires européens, mais elle n'y a réussi qu'imparfaitement puisqu'elle ne l'a obtenu qu'au prix d'une contribution disproportionnée au Fonds européen de développement dont elle alimente encore un quart à elle seule. Surtout, la poursuite d'une illusion postcoloniale à travers le système de la « Françafrique » a empêché la France de se « libérer » de ses préoccupations africaines et a maintenu des liens qui offrent à ses présidents le petit plaisir de jouer les « parrains » au centre de la photo de famille des sommets franco-africains. Satisfaction bien mince, alors que ces liens font de votre pays la cible numéro un aussi bien du discours de l'anticolonialisme rétrospectif que de flux migratoires qui lui posent de sérieux problèmes. Au final, si la France voulait se débarrasser du fardeau de ses colonies, le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est loupé : le fardeau, elle le traîne encore.

Tout bien pesé, le vrai bénéfice de la guerre froide pour les pays européens est qu'elle a établi la paix entre eux[52]. C'est immense, mais cela n'empêche pas l'Europe de faire plutôt figure de vaincue : la seconde guerre mondiale l'avait abattue, la guerre froide a conforté son statut de vassale.

Si on porte maintenant le regard vers le Sud, force est de constater que les pays du tiers-monde – du moins ceux qui n'ont pas été déchirés par les conflits périphériques de la guerre froide – ont su tirer un parti habile de la rivalité est-ouest. Beaucoup se sont engagés, dès l'indépendance, dans un jeu de bascule visant à arracher à chaque camp le maximum d'avantages. Un exemple extrême est celui de l'état de Kiribati. Qui a entendu parler du Kiribati, à l'exception de la poignée de lecteurs de *Pôles et tropiques*, la petite revue de la congrégation des oblats de Marie immaculée, un ordre missionnaire français actif dans cet archipel de Micronésie[53] ? À peine huit cents kilomètres carrés à marée haute, et encore, puisque cette superficie minuscule est répartie entre quelques dizaines d'atolls, dispersés sur deux mille kilomètres au beau milieu du Pacifique de part et d'autre de l'équateur. Trop loin de tout pour espérer attirer du tourisme, trop petit pour qu'aucune

industrie puisse y être viable, il n'a pas d'autre ressource que la pêche. Comment exploiter le potentiel de son immense domaine maritime quand les moyens manquent ? Les dirigeants qui ont pris la tête du pays au moment de l'indépendance en 1979 ont résolu le problème : en accordant des licences de pêche à des pays étrangers :

– Allo, Moscou, deux millions de kilomètres carrés de droits de pêche, ça vous intéresse ?

– Bien sûr, on arrive tout de suite pour négocier un accord.

– Allo, Washington, les Russes nous offrent un pactole pour pêcher chez nous.

–Vous n'allez pas faire ça ! On arrive tout de suite avec un chèque encore plus gros.

C'est ainsi que le Kiribati a pu tirer pendant une dizaine d'années l'essentiel de ses ressources de la rivalité est-ouest en faisant monter les enchères entre les deux grands. Patatras, le mur de Berlin est tombé : plus un sou, ni d'un côté ni de l'autre.

Il n'y a pas que le Kiribati qui a souffert de la fin de la guerre froide : quantité de pays – et quantité de régimes, comme celui de Mobutu – qui n'étaient soutenus que parce qu'ils représentaient un enjeu stratégique dans le bras de fer opposant les deux camps, ont vu ces soutiens s'évanouir quand la guerre froide a commencé à baisser d'intensité à partir du deuxième mandat de Reagan et de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. La crise des économies africaines, le virage de La Baule pour la coopération de la France, sont à replacer dans ce contexte. Entre temps, pas mal de pays du Sud – du moins leurs dirigeants et leurs couches privilégiées – en avaient bien profité. Ils en ont surtout, au-delà des bénéfices financiers immenses, mais aussitôt dilapidés, tiré une assurance nouvelle dans leur dialogue avec le Nord, ayant appris à user de *chantage* à son égard. Dans le jeu des relations Nord-Sud, si l'on met en balance la situation de vassalité de l'Europe et l'émancipation de l'Afrique à l'égard de l'influence européenne, il n'est pas très difficile de voir où sont les gagnants et les perdants.

L'empire du milieu

Dans le jeu de périphrases laborieuses que conseille l'usage français, l'expression d'« empire du Milieu » sert à éviter la répétition du mot : « Chine ». Elle n'est d'ailleurs que la traduction du nom que se donne celle-ci dans sa propre langue : « *Zhong Guo* », « pays du milieu ». Elle s'applique pourtant de façon parfaite aux États-Unis, centre, clef de voûte, « tour de contrôle » de l'économie mondiale et des relations internationales. Elle reflète en outre leur vision du monde : sur les mappemondes américaines, le Nouveau continent occupe l'axe tandis que les bords de la feuille coupent en deux sans beaucoup d'égards la masse asiatique.

Copernic Park

De la perception américaine du monde, les atlas ne révèlent pas tout. Les caricatures non plus. Celle du citoyen moyen des États-Unis, dit « du *Middle West* », par exemple. Pour commencer, la région en question ne rassemble qu'une petite fraction de la population du pays, assez vide en son centre et densément peuplé sur ses deux façades océaniques. Il est vrai que l'Amérique est assez vaste pour constituer un monde à elle seule, qu'elle offre une assez large variété de paysages, de climats et de ressources naturelles pour qu'on puisse avoir l'impression qu'elle se suffit à elle-même. La preuve, c'est qu'elle s'est inventé des sports auxquels elle est seule à jouer et peut ainsi organiser des « championnats du monde » qu'elle est sûre de remporter. Jusqu'à une époque récente, disons les années soixante, elle n'avait besoin de rien importer ou presque et son commerce extérieur était infime en proportion de la richesse totale. On n'avait donc pas besoin d'être *ignorant* du reste du monde pour y être *indifférent*. Il reste des traces de cette ancienne posture : à peine dix pour cent des Américains possèdent un passeport – qui n'est pas nécessaire pour se rendre au Canada et au Mexique – et certains ne savent pas encore qu'il existe dans le monde d'autres monnaies que le dollar et des pays où l'on ne parle pas anglais. Mais les Américains sont loin d'être tous des *rednecks*[54]. Nombre de villes moyennes possèdent un musée rempli d'impressionnistes français et un orchestre symphonique de niveau honorable qui ne joue pas que des *light classics*. Un livre comme *The trial of Socrates* de I. F. Stone, dénigré lors de sa sortie en France par la critique bien-pensante pour avoir osé mettre en examen les clichés idéologiques attachés à cette « vache sacrée » de la pensée occidentale, a trouvé des millions de lecteurs, pas tous attirés par la seule notoriété journalistique de l'auteur[55]. La vision du monde qui prévaut aux États-Unis *et qui détermine leur action internationale* est un peu plus

subtile que ce qu'on s'en imagine. Pour la reconstituer, puisqu'elle n'est explicitée nulle part, il faut puiser à des sources aussi diverses que le document officiel sur la politique nationale de défense[56], les éditoriaux des grands et petits journaux, les ouvrages rédigés par des membres de l'*establishment*[57], les conversations qu'on peut avoir au hasard des rencontres avec des chauffeurs de taxi, des universitaires, des gens d'affaires, des militants d'ONG ou des diplomates. Il faut aussi observer les positions prises par Washington sur les dossiers internationaux, son action concrète et, bien entendu, faire appel à l'histoire. Pas seulement à celle du siècle écoulé : bien des fils conducteurs nous font remonter jusqu'à l'époque où s'est formée leur conscience nationale, avant l'indépendance.

Le moment crucial se situe dans les années qui s'écoulent de la guerre de Sept ans à la rupture de 1776. La guerre de Sept ans[58], premier conflit « mondial », marque le début de l'hégémonie anglo-saxonne. Une partie des actions décisives s'est déroulée en Amérique du nord. Londres et Versailles ont y déployé des stratégies opposées. Celle des Français reposait sur une force expéditionnaire envoyée d'Europe et sur les alliances tissées avec les nations indiennes de l'arrière-pays, chargées d'opérations de harcèlement sur les fronts de l'Ohio et de l'Hudson. La maîtrise des mers par la marine anglaise lui a permis de couper la route aussi bien aux renforts français qu'aux flux commerciaux sur lesquels était fondée notre alliance avec les Indiens[59]. Sur le terrain, les Anglais ont surtout engagé des unités recrutées sur place parmi leurs colons d'Amérique[60], qui pouvaient au surplus s'appuyer sur les ressources d'une économie plus diversifiée et, déjà, préindustrielle, de manière à réserver leurs propres troupes pour les autres théâtres : c'est dans ces circonstances que George Washington a fait ses premières armes[61]. La guerre gagnée grâce à eux, les colons attendaient de leur métropole de recevoir le prix de leur dévouement. Ni Londres, ni les gouverneurs britanniques des colonies américaines n'ont su répondre à leur attente. Il ne s'agissait pourtant, au départ, que d'obtenir des aménagements fiscaux, la maîtrise de l'administration intérieure et des échanges commerciaux ainsi que l'extension de droits politiques déjà reconnus en Angleterre. Ce n'est que plus tard, lorsque la situation s'est radicalisée, qu'a émergé la *double* revendication de l'indépendance et d'un régime républicain, plus comme un pis-aller, comme un constat de l'échec à s'accorder sur une formule de compromis, que comme objectifs en soi[62]. En quoi aurait pu consister cette formule[63] que, paraît-il, certains des rédacteurs de la déclaration du 4 juillet auraient bien préférée à l'aventure révolutionnaire[64] ? À un rééquilibrage des pouvoirs entre les deux rives de l'Atlantique au sein d'un empire britannique rénové sans briser son unité. La

configuration issue de la Seconde guerre mondiale ressemble ainsi, par une singulière ruse de l'histoire, à la réalisation de la vision initiale avortée des pères de l'indépendance américaine : le monde anglo-saxon a reformé, à l'initiative de Roosevelt, une sorte d'« empire britannique », à ceci près qu'il n'est plus piloté de Westminster, mais de Washington.

La manière dont l'Amérique se représente le monde reflète cet héritage. Cela fait penser à un système copernicien où elle occuperait, en toute modestie, la place du soleil.

La première orbite qui l'entoure est celle de la famille anglo-saxonne. On a beaucoup parlé, ces dernières années, du fameux projet *Echelon* qui réunit, au sein d'une « coopérative » du renseignement électronique, les services secrets des États-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni. S'il recouvre aussi exactement ce périmètre, ce n'est pas fortuit, c'est le reflet d'une vision géopolitique privilégiant la solidarité « anglo-saxonne », au nez et à la barbe des autres « alliés » : les récriminations exprimées à l'Otan et les enquêtes du parlement européen au sujet d'*Echelon* n'y changeront rien.

Ces grincheux, correspondant *grosso modo* à « l'aire nord-atlantique », ne font pas partie de la fratrie, ils doivent se contenter de former un deuxième cercle, celui des cousins éloignés que les convenances obligent à inviter aux mariages et aux funérailles, mais qui n'ont pas leur rond de serviette à la table dominicale. Ce sont des pays envers lesquels les solidarités sont bien moins fortes, peuvent évoluer au gré des circonstances et sont, en tout cas, *subordonnées* aux intérêts communs des membres du premier cercle. Israël, qui croit devoir à l'influence supposée des juifs américains d'être admis au premier cercle, gravite en réalité dans le second.

Le troisième cercle est celui des alliés solides de l'Amérique hors de la sphère « occidentale » : Japon, Taiwan, Corée du Sud, Turquie et, sans doute, quelques états latino-américains ayant donné des gages de fidélité. Leurs intérêts sont ménagés dans la manière dont on gère les choses à Washington, mais on n'hésite pas à y porter atteinte si on y trouve avantage par ailleurs. Taiwan, par exemple, redoute d'être sacrifiée si Pékin faisait monter les enchères assez haut pour dissuader l'Amérique de prendre des risques pour la protéger.

Aux trois premiers cercles correspondent – sans les recouvrir exactement – des structures institutionnelles. On a évoqué, pour le cercle de famille anglo-saxon, l'organisation *Echelon,* reposant sur des accords non divulgués ; on peut supposer qu'il en existe d'autres. Le deuxième cercle

englobe à peu près l'orbite de l'Otan ; le troisième, celle des pays de l'OCDE, l'organisation rassemblant les intérêts du « Nord ».

Au-delà, les liens sont plus flous, et la relation, amicale ou non, avec Washington n'est que bilatérale. Le quatrième cercle est ainsi celui des « amis » de l'Amérique, avec qui les relations reflètent l'utilité stratégique qu'on leur prête, mais dont les intérêts propres ne sont pas pour autant dignes de considération[65]. On y trouve pêle-mêle les Philippines, Singapour, la plupart des pays d'Amérique latine, ainsi que le Maroc, l'Afrique du Sud, l'Égypte, la Jordanie, et quelques autres comme Sao Tomé, qui vient d'être choisi par l'*US Navy* pour y établir une base destinée à surveiller la ceinture pétrolière du golfe de Guinée. Arabie Saoudite et Pakistan, autrefois membre du troisième cercle, semblent avoir été relégués dans cette catégorie, où l'« amitié » américaine peut se mêler d'une méfiance secrète.

Avec le cinquième cercle, on atteint le degré zéro de l'indifférence. Il s'agit, pour reprendre l'image du système solaire, de la « ceinture d'astéroïdes » formée par les états restant plus ou moins fréquentables parce qu'on les juge inoffensifs – et inoffensifs parce que trop faibles – mais dont on ne se soucie guère : Afrique profonde, pays marginaux d'Amérique latine, micro-états sans intérêt stratégique, les « *banana republics* » pour faire bref.

Plus aucune indifférence, au contraire, lorsqu'on aborde le sixième cercle : des états avec qui on est forcé de préserver ses relations parce qu'ils ont la capacité de faire valoir leurs intérêts et qu'on ne peut ni les manipuler ni s'offrir le luxe de les traiter avec désinvolture. Peu nombreux, ils pèsent lourd : la Chine, la Russie et maintenant l'Inde.

Le septième cercle, celui des « ténèbres extérieures », est, comme dans l'enfer de Dante[66], réservé aux damnés les plus endurcis, « états voyous » infréquentables dont la liste n'est que trop connue[67] : Cuba, Corée du Nord, Iran, Somalie, en attendant d'être rejoints par le Venezuela si son président continue à jouer avec le feu. Il n'y a que deux moyens d'en sortir : avoir beaucoup de pétrole et faire amende honorable en se montrant tout doux, comme y a réussi la Libye de Kadhafi, ou provoquer les États-Unis pour se faire envahir et se faire expédier de Washington un gouvernement en kit prêt à monter, comme cela a été le cas pour l'Irak et l'Afghanistan.

Ce qui me paraît être le principe directeur de cette représentation en orbites concentriques est *le degré de confiance décroissant* à mesure qu'on s'éloigne du centre. La confiance peut se nourrir du sentiment d'appartenance à une même famille, comme avec les états du premier cercle. Entre le deuxième et le troisième, la différence vient de ce qu'avec les

occidentaux, à la fois parce qu'ils sont plus transparents et parce qu'on partage avec eux assez de codes culturels, on sait mieux comment ils pensent, comment ils « fonctionnent » ; on peut plus aisément les manipuler de l'intérieur, par exemple à travers des relais d'influence dans leur opinion publique. Avec les non occidentaux du troisième cercle, c'est déjà plus ardu. Même avec un allié aussi « stratégique » et aussi loyal que le Japon, cela l'est d'autant plus, depuis une quinzaine d'années, que les *Mac Arthur boys* installés aux commandes dans les années cinquante ont pris leur retraite. Éloignons nous un peu plus du centre : pourquoi s'embarrasser de méfiance à l'égard d'états pourtant peu fiables, comme les *banana republics* ? Ils ont si peu de capacité de nuisance. C'est pourquoi ils trouvent place un rang avant les « poids lourds » du sixième cercle. C'est important, la notion de confiance dans la culture américaine. Presque autant que le café au Proche-Orient.

L'Amérique n'est pas seulement au cœur de cette organisation du monde : elle y fait figure d'œil du cyclone.

La géopolitique, version export de la politique intérieure

La manière dont les Américains se représentent le monde – et entendent le conformer à leur représentation – ne résulte pas que de pesanteurs culturelles, elle reflète des contraintes qui limitent leurs choix stratégiques et auxquelles leur gouvernement doit se plier. En d'autres termes, les comportements « impérialistes » des États-Unis ne peuvent pas être expliqués par le fait qu'ils sont dirigés par des « méchants ». Certes, Bush fait figure chez vous de « méchant » ou, pour les plus indulgents, de borné manipulé par des méchants ; mais, un autre aurait-il été à sa place, la force des choses lui aurait-elle permis d'agir autrement ? Et maintenant qu'il est remplacé par un « gentil », est-on si sûr que les choses vont changer autant qu'on l'espère ?

Les Américains consomment plus qu'ils produisent et cela s'aggrave chaque année – une grande partie de ce qu'ils produisent étant d'ailleurs constituée de biens ou de services dont la valeur est illusoire. Je voudrais à cet égard citer une blague que j'avais relevée dans *Business Week* ou un magazine similaire il y a une quinzaine d'années. À l'occasion du salon de Detroit, on présentait un nouveau modèle de voiture :

– Plus besoin d'acheter des berlines importées qui friment, maintenant vous avez pour moins cher ce modèle américain qui est au *top*.

– Elle a un moteur aussi bon qu'une *Béhème* ?

– Pensez donc, un V8 de trois cent cinquante *cubic inches*[68], trente-deux soupapes, quadruple arbre à cames en tête, fabriqué au Japon, c'est du sérieux ; l'électronique aussi : ABS, ordinateur, *cruise control*, lecteur de CD, climatisation automatique …

– Oui, mais la carrosserie ?

– Design italien et acier français, ça ne pèse rien mais c'est aussi solide qu'un tank. Avec traitement anticorrosion garanti dix ans.

– Et la boîte de vitesses ?

– Ah, on voit que vous êtes un fin connaisseur ! Une superbe boîte automatique allemande assemblée au Mexique, cinq rapports plus une position « sport ».

– Dites-moi, qu'est-ce qu'elle a d'américain, votre voiture, à part ses pneus *Michelin* où je lis : *made in USA* ?

– *Lawyers' fees*.

Les honoraires juridiques, qui servent aussi bien à ficeler les innombrables contrats d'achat, de transport ou de protection de propriété industrielle organisant cette production « délocalisée », qu'à se prémunir contre les réclamations des clients, ne représentent pas qu'un pourcentage substantiel du prix des voitures, ils pèsent lourd dans l'économie américaine.

Pour maintenir son niveau de consommation, il lui faut donc prélever – « extorquer », diront certains – de la valeur sur le reste du monde, en s'efforçant au surplus de faire supporter par d'autres le coût de prélèvement. Plus que toute autre raison, ce mécanisme objectif est à la racine de l'hostilité croissante que les États-Unis suscitent à travers la planète. Leur immense déficit commercial, entraîné par la productivité médiocre et les salaires élevés de leur industrie manufacturière, ainsi que les exigences prédatrices de leurs actionnaires, ne sont que les manifestations les plus directes de ce phénomène global. Ils sont arrivés, jusqu'à la crise de 2008, à résoudre avec brio leur problème d'emploi – y compris au sein de leurs minorités – à travers l'hypertrophie du tertiaire tout en maintenant un niveau de vie élevé : c'est la condition *sine qua non* de la paix sociale et de la stabilité politique interne, mais au prix du sacrifice de l'équilibre des comptes extérieurs, désormais impossible à rétablir. Mais qui y songe un instant ?

Le modèle économique américain déroule alors les impacts qu'il exerce sur l'ordre mondial avec une logique implacable qu'on peut schématiser à travers cinq conditions auxquelles il ne peut pas se soustraire.

Première condition : pouvoir régler la note des importations en dollars papier.

Deuxième condition : investir massivement à l'étranger, toujours avec du dollar papier, et imposer des règles visant à protéger ses investissements et à maximiser leur rentabilité. Diable, il faut bien assurer les revenus des retraités.

Troisième condition : pour que le monde extérieur continue à accepter pour argent comptant ces dollars papier, maintenir une hégémonie politique et militaire absolue, tout en s'assurant un monopole dans des secteurs stratégiques[69]. Il s'agit en premier lieu du *high tech*, puisque les fabrications courantes ne sont pas compétitives. De l'énergie, ensuite : bonne raison pour ne pas ratifier le protocole de Kyoto, du moins tant que les industries nucléaires des pays concurrents n'auront pas été mises à genoux par les efforts de leurs mouvements écolos[70]. L'agriculture, encore, si déterminante dans l'équation politique américaine du fait des pouvoirs que la Constitution réserve au Sénat, dont deux tiers des membres sont élus par des états où dominent les intérêts agraires. Et enfin, les secteurs où on vend du vent, qui sont aussi ceux où le prestige de l'hégémonie tire les ventes et où, en retour, l'attrait pour les produits concourt à la fascination qui fait accepter l'hégémonie : les « marques globales[71] », les industries culturelles. Il n'y a pas à être surpris quand l'Amérique crie : « bas les pattes ! » chaque fois que des intérêts étrangers touchent à Hollywood – Messier m'a fait beaucoup rire en s'installant à New York, croyant ainsi amadouer les Américains sur le dossier *Universal*. Il n'y a rien d'étonnant non plus que la France fasse figure de « mouton noir » du monde occidental aux yeux de l'opinion américaine. Au-delà de l'aspect anecdotique du boycott des vins de Bordeaux et du roquefort en représailles à nos gesticulations[72] diplomatiques sur la question irakienne, il y a le fait objectif que la France a ciblé des domaines d'excellence qui font de l'ombre à l'hégémonie américaine : les industries aéronautiques, spatiales et militaires, les télécoms, l'énergie, l'agriculture, sans parler de cette fameuse « exception culturelle » qui donne de l'urticaire à Hollywood. Pas d'inquiétude : tout s'arrangera dès que les fonds d'investissement américains auront achevé de prendre le contrôle de vos industries qui les gênent : lorsqu'elles seront à eux, elles ne les dérangeront plus. Et quant à la culture, il suffit d'attendre qu'elle devienne assez « métissée » pour ne plus se poser en exception.

Quatrième condition, découlant de la précédente : empêcher l'émergence de tout pôle alternatif qui risquerait de concurrencer les États-Unis sur son modèle. Avec l'Europe, c'est réussi. Avec la Chine, ce sera plus dur.

Cinquième condition, enfin, qui boucle la boucle : entretenir par rotation un seuil minimum d'insécurité économique[73] et d'insécurité tout court dans quelques régions du monde – ou, du moins, s'en accommoder : je ne veux pas verser dans les procès d'intention des « théories du complot » –, afin que la forteresse Amérique et sa monnaie restent le refuge de dernier recours des capitaux[74]. Ainsi s'entretient l'appétence des opérateurs internationaux pour le dollar, assurant de façon quasi « magique » le maintien de sa valeur d'échange et le financement des déficits abyssaux de l'économie américaine. C'est ce que j'ai voulu exprimer en recourant à l'image de « l'œil du cyclone ».

En bref, l'Amérique s'approprie les richesses du reste du monde, qu'il s'agisse de produits de consommation ou de valeurs de patrimoine, en les payant avec du papier dont la valeur est garantie par sa supériorité militaire. On n'est pas très loin du modèle ancestral du « tribut » : *nihil novi*. Il résulte de cette logique que l'unilatéralisme et l'hégémonisme ne sont pas les politiques arbitraires de méchants gouvernants qui pourront s'inverser comme par magie avec l'arrivée au pouvoir de plus gentils, pas davantage des « comportements de cow-boy » dont on peut faire grief à tel ou tel dirigeant, ni même le produit d'une « arrogance » qui serait inhérente au peuple américain[75]. Ce sont de pures et simples *nécessités structurelles* de son modèle économique auxquelles aucune administration américaine ne peut se dérober sans mettre en péril les équilibres sociaux et la stabilité du pays. Les États-Unis n'ont d'autre choix que de poursuivre une politique revenant à exporter leur question sociale. Sans surprise, *la géopolitique* apparaît ainsi comme *la projection à l'échelle globale de la politique intérieure de la puissance dominante du moment*.

On peut en tirer, à l'inverse, une autre leçon. Le modèle de croissance économique basé sur l'expansion indéfinie du tertiaire dont les économistes néolibéraux[76] attendent, dans leur bel optimisme, la solution du problème structurel de l'emploi dans les pays postindustriels, n'est pas transposable chez nous dès lors que manque l'ingrédient de l'hégémonie politique et militaire qui, *seul*, a jusqu'ici assuré son succès pour les États-Unis.

Et, bien entendu, il y a encore moins de raison que la recette fonctionne dans les pays du « Sud ». En Afrique subsaharienne par exemple : l'apparence de décollage économique observé depuis quelques années, à la grande satisfaction de commentateurs bien intentionnés, se manifeste surtout dans le tertiaire – commerce d'importation de produits de luxe, spéculation immobilière, téléphonie mobile, services aux administrations – ; elle se traduit mécaniquement par le creusement des

déficits extérieurs. Admettons que c'est moins grave : le montant des ardoises reste à votre portée et vous êtes là pour le régler.

Dernière leçon, et pas la plus encourageante : cette dynamique de fuite en avant ne peut pas être « durable » – « *sustainable* » – car elle est profondément déstabilisatrice. Plus elle se développe, plus les déficits et les déséquilibres s'amplifient et plus les conditions de fonctionnement du système deviennent lourdes et donc difficiles à remplir. Il est immanquable qu'arrive un jour l'heure de solder les comptes, en purgeant le système des valeurs factices qu'il ne cesse d'accumuler, comme avec les « bulles » boursières qui finissent toujours par éclater. La crise qui se développe depuis 2008 semble bien relever d'un tel phénomène que des Américains pessimistes, nourris de culture biblique, évoquaient sous le nom un peu pompeux de « *Great Reckoning* », terme emprunté à la *King James's Version* pour annoncer le Jugement dernier. La « refondation du capitalisme » qu'on nous annonce à grand bruit sera-t-elle en mesure d'écarter cette perspective apocalyptique, ou ne pourra-t-elle que différer de quelques années la « chute finale » ? Je ne suis pas devin, mais rappelez-vous bien la quatrième condition : avec la montée en puissance de la Chine, elle ne devrait pas continuer à être remplie longtemps.

En attendant – et cela pourrait bien hâter l'échéance –, les Américains ont tout fait pour faire peser sur l'Europe – une fois la Russie mise hors-jeu – le poids de cette quatrième condition, au point qu'on peut désormais se poser une question incongrue.

Les États-Unis sont-ils encore un pays « occidental » ?

Même en pleine guerre froide, les États-Unis n'ont pas toujours joué le jeu de la solidarité occidentale.

On se souvient de la crise de Suez en 1956, où les Américains n'ont pas hésité à faire cause commune avec les Soviétiques pour désavouer leurs « alliés » britannique et français qui avaient monté un coup audacieux – et, reconnaissons-le, assez « voyou » – contre l'Égypte de Nasser. On peut trouver d'excellentes raisons à leur attitude dans cette affaire ; Bush aurait dû s'en inspirer à l'égard de son « allié » israélien, en particulier quand celui-ci s'est attaqué au Liban, pays qui n'a jamais menacé personne et n'aspire qu'à être tranquille.

On se souvient moins du jeu inamical que Washington a mené à l'égard de la France au cours des guerres d'Indochine et d'Algérie. Eisenhower avait refusé l'engagement de l'*US Air Force* au moment de Dien Bien Phu, et même des livraisons d'avions de combat, bien qu'on lui ait

dépêché comme émissaire son vieux compagnon d'armes le maréchal Juin. Un peu plus tard, le sénateur Kennedy, le futur président, s'était fait remarquer par une déclaration fracassante où il accusait la France de mener une « guerre injuste » en Algérie. À l'époque, les États-Unis possédaient une base militaire à Kenitra, au Maroc – encore sous protectorat français –, et des témoins m'ont affirmé que des avions en décollaient pour de mystérieuses missions nocturnes en direction de la frontière algérienne – des parachutages au profit des insurgés ? Allez savoir … Selon ces témoins, « on soupçonnait des coups tordus, mais de là à tirer sur des appareils militaires US … ». Sans accorder crédit les yeux fermés à de telles spéculations, il est clair que les Américains, eux-mêmes anciens « colonisés », ne pouvaient par principe qu'être favorables à la cause de l'émancipation des colonies. Le fait que, à vrai dire, ils avaient été des *colons* et non des *colonisés* n'était qu'un tout petit détail qui ne les dérangeait guère pour justifier de cette manière leur position dans les années cinquante. L'affichage des grands principes et des bons sentiments servant d'ordinaire à dissimuler des intérêts, c'est le moment de se souvenir qu'ils avaient consenti aux sacrifices de la Seconde guerre mondiale pour établir leur propre hégémonie, pas pour remettre en selle leurs « alliés ». Dans le cas de l'Algérie, il y avait en outre une circonstance aggravante : on venait d'y découvrir du pétrole. On ne pouvait donc pas décemment laisser ce pays aux mains de la France.

On ne se souvient plus du tout de l'affaire de la Nouvelle-Guinée hollandaise, sur laquelle je n'ai pas vu le moindre article au cours des trente dernières années. De quoi s'agissait-il ? Au moment de l'indépendance de l'Indonésie, les Pays-Bas avaient conservé leur colonie de Nouvelle-Guinée, dont la population n'avait rien à voir avec celle du reste du « grand archipel d'Asie[77] ». En 1962, le gouvernement de Jakarta a revendiqué ce territoire. Vu la distance, les Hollandais n'étaient guère en mesure de le défendre militairement face à l'invasion que Soekarno préparait à grand bruit. Ils ont quand même fait appareiller leur porte-avions, le temps d'obtenir le soutien des Américains à une solution de « sortie de crise ». Loin de leur prêter main forte, ceux-ci leur ont imposé, avec la complicité du secrétaire général des Nations Unies, le Birman U Thant, de placer le territoire sous autorité de l'ONU en vue d'y organiser un référendum. Le scénario était cousu de fil blanc : l'administration transitoire n'avait pas les moyens, et encore moins l'intention, de s'opposer aux ingérences indonésiennes dans le processus d'« autodétermination ». Et cela, alors que Soekarno était lié aux Soviétiques et aux Chinois. Les Américains l'ont d'ailleurs fait renverser trois ans plus tard par un coup d'état. Quel était donc leur intérêt dans cette affaire, si ce n'était de parachever l'élimination des Européens de la zone asiatique ? Ah,

j'oubliais : des gisements prometteurs sur lesquels lorgnait une compagnie minière américaine. Lorsqu'on fait prévaloir l'intérêt privé d'une poignée de ses ressortissants sur celui d'une nation « alliée » avec qui on a en principe une solidarité stratégique, c'est qu'on n'accorde pas une grande priorité à cette dernière. Aujourd'hui, les Papous, population historique de l'Irian Jaya – nom indonésien de la province –, submergés par les « colons » venus du reste de l'archipel, sont passablement brimés, leur environnement est dévasté par les exploitations forestières et minières. À part l'émission *Thalassa* – dont on connaît l'attention qu'elle prête aux peuples indigènes – et les églises évangéliques, dont plusieurs missionnaires ont été assassinés pour avoir défendu les Papous, personne ne s'en soucie.

Partis sur cette lancée, qui avait l'avantage de si bien concilier les idées généreuses et leurs propres intérêts, les Américains ont continué. Dans le contexte que j'ai essayé de décrire à l'aide de la métaphore des cercles concentriques, les nations du deuxième cercle pèsent d'autant moins lourd aux yeux de Washington qu'elles se montrent parfois rétives à jouer le rôle d'« états tributaires » qui leur est assigné dans la vision du monde américaine, à la différence de celles du premier cercle qui semblent s'être appropriées la formule d'« empire britannique *new look* » instituée par Roosevelt[78]. De ce fait, s'établit entre le premier et le deuxième cercle une fracture, qui traverse l'Union européenne et l'empêche d'exister en tant qu'acteur et qui, au-delà, fait obstacle à la solidarité occidentale. On ne peut que souscrire à l'opinion de Robert Kagan qui voit l'Amérique et l'Europe – continentale – s'éloigner de plus en plus, comme si l'Atlantique ne cessait de s'élargir. Et ça va plus vite que la dérive des continents.

Les États-Unis ont une autre bonne raison de ne pas jouer la carte de la solidarité occidentale au-delà de la « famille » anglo-saxonne. Elle ne relève pas de leur schéma théorique du monde mais, encore une fois, de l'équation politique interne. Un des grands succès de l'Amérique au cours des quarante dernières années est d'avoir su apaiser les tensions raciales pour construire une société donnant leur place aux « minorités visibles ». Elle y a mis les moyens, avec des politiques scolaires autoritaires – le « *bussing* », qui consistait à transporter des enfants des quartiers « blancs » dans des écoles des quartiers « noirs » et vice versa, afin de promouvoir le « brassage » et l'égalité des chances – et les différentes mesures de « discrimination positive », qui ne se sont pas réduites à faire entrer en masse les noirs dans les universités : par exemple, lorsque vous soumissionnez à un marché public, il faut remplir un formulaire spécial de trois ou quatre pages afin d'exposer, au cas où vous ne satisferiez pas vous-même à cette condition, quels accords vous avez conclus avec des entreprises appartenant

à des membres de minorités pour leur réserver, en tant que partenaires ou sous-traitants, une part du gâteau, faute de quoi votre candidature est vouée à l'échec. Le système est, j'en ai fait l'expérience – eh oui, je n'ai pas travaillé qu'en Afrique –, très efficace pour écarter les PME étrangères. Ce n'est pas si facile, venant d'ailleurs, de trouver et de convaincre, dans le temps limité d'un appel d'offres, des partenaires qui vous permettent de remplir le quota. Il l'a également été pour susciter l'émergence d'une classe nouvelle d'entrepreneurs au sein des minorités. Le symbole de la réussite de ces politiques n'est autre que Condoleeza Rice, la flamboyante secrétaire d'État[79] de Bush II. Non pas qu'elle ait dû ses fonctions à autre chose qu'à son caractère énergique et à sa solide compétence – elle est, entre autres, une spécialiste « pointue » de la Russie, dont elle parle couramment la langue – mais on peut relever dans son parcours qu'elle a été présidente du *Board of Trustees* de l'université *Stanford*. Là encore, cette intellectuelle brillante possédait tous les titres requis. Sauf un : dans la galerie des portraits de ses prédécesseurs, affichée dans le hall d'honneur du *Main Quad*, au cœur du campus, on ne voit depuis un siècle que vieux messieurs aux cheveux blancs, anciens doyens de faculté, sénateurs à la retraite ou ex-patrons d'industrie vivant de leurs rentes ; croyez-vous que, si elle n'avait pas été *femme* et « *noire* », elle aurait eu la moindre chance d'accéder à ce poste *alors qu'elle n'avait pas quarante ans* ? Cette réussite de l'Amérique à intégrer ses minorités a aussi un prix : le « politiquement correct ». Ce qui était au départ une exigence de courtoisie imposant d'écarter de ses propos tout ce qui pourrait blesser ou heurter une personne au niveau de son identité ou de ses convictions, est devenu un outil de terrorisme intellectuel paralysant l'expression de toute opinion non consensuelle. L'empire du politiquement correct interdit désormais à l'Amérique *de se penser* en tant que nation « blanche » – il en est de même chez nous, du reste. Elle l'est d'ailleurs de moins en moins, du fait de l'immigration venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui a supplanté depuis trente ans l'immigration de souche européenne et pèse maintenant sur l'équation électorale.

J'irai plus loin : les *diktats* du politiquement correct empêchent désormais les dirigeants américains de se référer trop clairement à la « solidarité occidentale » et même de pratiquer des politiques dont on pourrait donner une telle lecture. Cela ne fait pas pourtant obstacle à la solidarité anglo-saxonne – en Australie et au Canada, on dit plutôt « anglo-celtique » à cause des composantes écossaise et irlandaise. Celle-ci repose en effet sur bien d'autres choses que les racines « ethniques » : la communauté de langue ; l'empreinte du moralisme protestant et des traditions maçonniques ; une même perception du rapport au travail, à l'argent et à la

propriété privée ; la relation distante qu'on entretient avec le système décimal ; ainsi que l'héritage de principes juridiques issus d'Angleterre comme le *Common Law* et l'*habeas corpus*. Il n'est d'ailleurs pas indifférent que l'ensemble de ces pays se soient ralliés à la doctrine à la mode du « multiculturalisme[80] », ce qui les rend parfaitement fréquentables aux yeux des tenants les plus vigilants du « politiquement correct ». Il n'en est pas de même avec les pays du deuxième cercle. Le vocabulaire d'aujourd'hui utilise trop le terme d'« occidental » comme un euphémisme évitant de proférer un gros mot – « blanc » – pour qu'on puisse encore parler de « solidarité occidentale » sans encourir le soupçon de vouloir évoquer le concept « communautariste », voire « raciste », d'une « solidarité blanche ». Et même, à tout prendre, chez les Américains blancs, a-t-il jamais existé un tel sentiment ?

Nous nous imaginons que les Américains doivent nous aimer. La France surtout, à cause de La Fayette et de Rochambeau, n'est-ce pas ? Même si ce n'était pas pour les beaux yeux des patriotes américains que Louis XVI a dépêché là-bas un corps expéditionnaire, mais d'abord pour régler un vieux compte avec l'Anglais[81]. L'Europe en général, à cause des origines du peuple américain, issu du vieux continent et héritier de sa culture. Que les Américains – enfin certains Américains – éprouvent respect et admiration pour l'antique culture humaniste qui a germé sur les pentes du Lycabette et fleuri sur les rives de l'Arno et de la Seine, pour la culture politique qui s'est affirmée à partir de la *Grande Charte* et du *Bill of Rights*, qu'ils se plaisent à flâner dans nos villages, à lever la tête vers nos clochers gothiques, à goûter nos spécialités culinaires ou à s'asseoir à nos terrasses de café, ne signifie pas qu'ils aient l'obligation d'éprouver un amour sans bornes pour des nations d'où leurs aïeux ont été chassés par la misère, l'oppression ou les persécutions : les Américains blancs sont d'abord les descendants de ces exclus de l'ordre social des pays européens, qui ont su édifier de l'autre côté de l'océan la plus puissante nation de la planète. Nous n'y pensons guère ; eux s'en souviennent. Beaucoup s'en souvenaient sans doute en 1944 lorsque, avec peut-être quelque chose de la secrète allégresse que donne le sentiment d'une revanche méritée, ils déversaient des chapelets de bombes de cinq cents livres sur nos fières cités ou achetaient avec une tablette de chocolat les faveurs de nos jeunes filles amaigries[82]. Nous nous étonnons souvent de voir des dirigeants américains qui ne semblent pas *aimer* l'Europe : la mission pour laquelle ils sont élus n'est pas de *nous* aimer, encore moins de nous plaire, mais de veiller aux intérêts de l'Amérique et de plaire à leurs concitoyens.

Le choix par Bush de l'élégante Condoleeza pour diriger sa diplomatie est ainsi un signal à l'attention des pays du deuxième cercle – sauf Israël, bien entendu – : « n'attendez plus de nous aucune faveur au titre de votre appartenance occidentale ». Le signal était trop voyant pour ne pas être parfaitement perçu dans les pays des cercles plus extérieurs où on a compris que l'Europe ne pouvait plus compter sur l'Amérique et que l'heure était venue d'exploiter la faille pour secouer le joug de la suprématie occidentale. Les États-Unis peuvent faire fi de la solidarité « blanche » mais, vu du « Sud », Amérique et Europe, « *tou sa sé menm bagay* » comme on dit en créole. Qu'ils le veuillent ou non, le refus des Américains de comprendre qu'ils sont embarqués avec nous sur le même bateau, semble à courte vue. Le périmètre anglo-saxon rassemble vingt-cinq millions de kilomètres carrés et quatre cent cinquante millions d'habitants. C'est beaucoup, mais à long terme, cela suffira-t-il, sans le soutien du reste de l'Occident pour faire face aux défis de l'hostilité du « Sud » et de la montée des nouveaux « poids lourds » qui verraient volontiers, eux aussi, le monde s'ordonner autour d'eux ? Ce ne serait pas grave si l'Amérique se décidait enfin à redresser les déséquilibres structurels de son modèle économique. Cela peut lui être fatal dans la mesure où celui-ci n'est viable que tant qu'elle occupe la position de « soleil » dans le système global. Les États-Unis gagneraient à méditer la leçon qu'un poète essayait de délivrer à son roi qui se prenait lui aussi pour le soleil : « on a souvent besoin d'un plus petit que soi. ».

Ils n'en prennent pas le chemin : dès la guerre froide enterrée, ils se sont convaincus qu'ils n'avaient plus besoin de l'Europe ; pire, ils se sont employés à l'affaiblir partout où elle avait encore quelque poids. Les rusés promoteurs du Nepad l'ont parfaitement compris : en faisant la cour à Washington, ils étaient sûrs d'obtenir sa bénédiction à une stratégie visant à éjecter « les blancs » – c'est à dire les intérêts européens – du continent africain. Alors qu'autrefois, les Américains, – peu intéressés au demeurant par l'Afrique à l'exception des régions pétrolières –, s'étaient résolus à recourir aux services des Européens, Français compris, en raison de leur expérience du terrain héritée de la « présence » coloniale, comme médiateurs des intérêts occidentaux, ils commencent maintenant à débarquer en force. Leurs émissaires, qu'on voit de plus en plus actifs au sud du Sahara, souvent des gens d'affaires afro-américains en quête de partenariats avec les oligarchies locales, font vibrer cette corde. Ils n'ont aucun mal à être entendus, d'autant plus que la soudaine floraison des controverses françaises relatives au « passé colonial » fournit une opportune caisse de résonance à leurs propos. Simple coïncidence, ou « plan média » habilement monté ? Je ne me prononcerai pas, mais l'opération de dénigrement des ex-puissances

coloniales, quotidiennement relayée dans la presse africaine, joue à coup sûr son rôle dans la pièce.

Ils en prennent d'autant moins le chemin que l'évolution culturelle des États-Unis les éloigne de plus en plus de la tradition commune de l'Occident. Je ne vais pas m'étendre en longs développements sur cette question, qui a fait l'objet d'excellentes analyses il y a déjà vingt ans sous la plume d'Alan Bloom[83]. Depuis, ça ne s'est pas arrangé. La disparition progressive de la curiosité scientifique[84], de la culture humaniste, de l'esprit d'universalisme et, surtout, de la *liberté critique*, au sein de la communauté intellectuelle américaine, en grande partie du fait de la prise du pouvoir sur les campus par les adeptes du « politiquement correct », entraîne peu à peu l'Amérique hors de la sphère de la civilisation occidentale.

Remarquez, c'est de plus en plus vrai aussi chez nous, à ce qu'il me semble …

II

Le ver dans le fruit

Vous avez sans doute remarqué, si vous avez lu mes précédents ouvrages, que je me suis attaché à plusieurs reprises à mettre en regard certains schémas qu'on observe dans le tiers-monde avec des pratiques de chez vous. Peut-être est-ce un effet de mes longues périodes d'éloignement qui me pousse à examiner votre société d'un œil plus extérieur. Il n'y a pas que cela car mon propos est délibéré.

Ce n'est pas seulement pour aider à mieux appréhender, à l'aide d'une comparaison avec des schémas qui nous sont familiers, comment « fonctionnent » les sociétés et les mécanismes de pouvoir dans le tiers-monde, c'est aussi pour faire ressortir que ces schémas n'ont pas besoin, pour être expliqués et interprétés, de faire appel à d'hypothétiques caractères d'ordre « ethnique » – c'est ma façon à moi de contribuer à la lutte contre le racisme. Il suffit pour cela de comprendre ce que les pratiques perverses qui bloquent le progrès et le développement doivent aux structures sociales et au jeu des intérêts objectifs.

On peut encore, si l'on adopte la perspective inverse, en tirer un autre enseignement et prendre conscience de la *fragilité* des mécanismes qui, chez vous, ont entraîné le « progrès » et l'entretiennent encore. Il suffit de peu de chose, de quelques grains de sable amenés par les vents du « Sud », pour gripper vos rouages et déclencher la rupture de tout le système, d'autant plus qu'il est déjà ébranlé par la déstabilisation de nos équilibres sociaux du fait de la dérive néolibérale. Pour dire la chose en termes plus crus : ce n'est pas le fait d'être blancs qui vous différencie des « sous-dèv' » et qui peut vous empêcher de le devenir si vous adoptez des conduites et des points de vue « sous-dèv' ».

Capitalistes de tous les pays, unissez-vous !

La vague de mondialisation à laquelle nous assistons est la troisième depuis le début des Temps modernes[85].

La première a été entraînée par l'essor du commerce au long cours consécutif aux découvertes maritimes de la Renaissance. Elle a été symbolisée par le siècle d'or d'Amsterdam puis par la maîtrise des mers acquise par l'Angleterre au moment de la guerre de Sept ans, c'est-à-dire par la superposition d'une suprématie commerciale à une hégémonie militaire.

La seconde a résulté de l'extension planétaire du capitalisme industriel au cours de l'ère victorienne. Ses symboles ont été la navigation à vapeur, la domination coloniale et la diffusion de l'écriture latine au reste du monde. Elle a subi un coup d'arrêt avec la première guerre mondiale et la crise de 1929. Là encore, les aspects économique et militaire sont allés de pair.

La dernière en date de ces vagues, celle que nous traversons aujourd'hui, s'est déclenchée avec la fin de la guerre froide. Tout comme les deux précédentes, elle a une composante économique, le triomphe d'un capitalisme financier « délocalisé », accompagnée d'une composante militaire, l'omniprésence de la puissance américaine. Sa nouveauté radicale par rapport aux deux vagues précédentes est que l'Europe n'y joue plus le rôle directeur et que le modèle culturel qu'elle porte n'est plus le sien. Les paradigmes idéologiques sur lesquels repose celui-ci sont tellement assujettis aux intérêts économiques « globaux » qu'il est devenu difficile, pour un peuple quel qu'il soit, de préserver son caractère propre.

Un œil qui dit zut à l'autre

Un seul pays y arrive à peu près. C'est même l'un des paradoxes de la mondialisation : le pays qui en est le moteur est aussi celui qui y est le plus réfractaire. Les Américains me font toujours rire quand ils prêchent la mondialisation avec un enthousiasme quasi religieux. À chaque fois que je les entends, j'ai envie de leur répondre : « quand vous aurez appris le système métrique, institué la TVA et imposé l'affichage des prix TTC, quand on pourra payer dans vos cabines téléphoniques avec des cartes de crédit à puce, quand vous écrirez sur du papier A4, quand vous aurez fini par vous rendre compte que les horaires d'avion indiqués en "*a*" et "*p*" sont d'une incommodité flagrante[86], quand vous accepterez de voir des films étrangers autrement qu'à travers leurs *remakes* hollywoodiens et quand vous jouerez au même football que tout le monde, vous aurez voix au chapitre pour parler de mondialisation ».

À l'inverse, c'est presque impossible pour les pays du « Sud », et c'est une des raisons qui expliquent pourquoi les résistances à une « mondialisation » ressentie comme imposée à la manière d'une version masquée de l'« impérialisme occidental » y prennent souvent des formes radicales dont le terrorisme n'est que la déclinaison extrême. C'est d'ailleurs sur les ravages causés par la mondialisation dans les pays du « Sud » que ses adversaires concentrent le feu de leurs critiques. Eux-mêmes ne se prétendent pas opposés à l'idée que le monde doit se penser dans sa globalité, puisqu'ils ont choisi de se dénommer « altermondialistes », mais à la forme particulière qu'elle a prise sous l'impulsion de la révolution néolibérale, l'ouverture généralisée des frontières aux marchandises et aux capitaux. À cette forme, ils opposent une « autre » mondialisation qu'ils appellent de leurs vœux et qui serait faite de « solidarité » et d'ouverture à l'« Autre ». Autant l'idéologie altermondialiste fournit un outil efficace d'analyse de l'ordre économique international en identifiant clairement quel en est le véritable moteur, ainsi que le bénéficiaire, c'est-à-dire *le système capitaliste*, autant elle brouille son analyse en voulant y faire intervenir une dimension morale, je dirais même, « moralisante ».

Voyez comment le mouvement altermondialiste – en particulier l'organisation *Attac* – a réussi à torpiller la « taxe Tobin ». L'idée était pourtant brillante et aurait pu faire son chemin. Peu importe que Tobin l'ait plus tard désavouée : je ne vois pas comment il aurait pu faire autrement s'il voulait conserver son statut au sein d'un *establishment* qui a vu en elle un épouvantail, justement par la faute de militants désireux de trop bien faire. L'évolution des dernières décennies a transformé le vieux capitalisme industriel en capitalisme financier. C'est une banalité. Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Pas seulement que les firmes industrielles sont dirigées selon des critères purement financiers imposés par les investisseurs qui contrôlent leur capital. Cela signifie surtout que ce ne sont plus les activités de production qui sont *créatrices de valeur*, mais les activités financières. Or, l'essentiel des prélèvements sur lesquels reposent les finances publiques – au sens large, régimes sociaux compris – pèse sur la production et la consommation de biens et de services : impôts sur le revenu, TVA, cotisations sociales basées sur les salaires. Celles-ci ne représentent désormais qu'une fraction de la création globale de richesses. Les activités purement financières échappent pour une bonne part aux prélèvements, parce qu'elles ont trouvé à se « délocaliser » dans une sorte d'espace virtuel extraterritorial. À supposer qu'on puisse appréhender cette matière fiscale potentielle, ce serait une extension appréciable de l'assiette des prélèvements, permettant soit de financer davantage d'actions d'utilité

collective, soit de résorber les déséquilibres, soit encore de diminuer les taux de prélèvement sur les activités productives et relancer l'économie réelle. Comment procéder ? L'idée de Tobin était de taxer les transactions financières internationales : pour que l'argent puisse « faire des petits », il doit effectuer d'incessants allers-retours entre la sphère virtuelle « extraterritoriale » et les « vrais » pays. Le volume de ces mouvements est aujourd'hui de plusieurs milliers de milliards de dollars par jour, cent fois celui des transactions commerciales, dix fois le budget *annuel* des états de taille moyenne. Voila de quoi, *même avec un taux indolore* – et il est indispensable que le taux soit indolore et fixé de manière consensuelle entre les grands états et la communauté financière pour que la méthode soit viable –, collecter des montants immenses au profit des états de départ et d'arrivée des flux financiers, à charge pour eux de les utiliser comme bon leur semble, ou – on peut rêver – comme leurs citoyens en décident démocratiquement.

Injectez dans cette idée une dose de morale, vous la tuez dans l'œuf. C'est ce qu'ont fait les altermondialistes tendance *Attac* : pire, ils y ont injecté *deux* doses de morale. Partant du principe que les acteurs du système étaient de méchants spéculateurs – pour sûr, l'essentiel de ces transactions est de nature spéculative : et alors ? –, ils ont proposé de taxer les transactions à des taux *punitifs* pour décourager la spéculation et moraliser le système. Pour que ce soit encore plus moral, les sommes ainsi collectées devraient, selon eux, être affectées, à travers quelque mystérieux mécanisme que mettrait en œuvre une nouvelle agence internationale, à l'aide au tiers-monde. Les deux objectifs sont clairement antagoniques : si vous voulez lever le maximum de fonds pour une noble cause, il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or d'où vous les tirez. Mais, dans le monde d'aujourd'hui, les contradictions logiques ne dérangent personne. Les atteintes aux intérêts, si. Bien entendu, « le système » n'a aucune envie d'être « moralisé » et encore moins d'être taxé à des taux confiscatoires qui gripperaient son fonctionnement. Comme il a les moyens de se faire entendre par les gouvernements et par l'*establishment* des économistes officiels, les uns et les autres ont trouvé, avec une belle unanimité, que la proposition était idiote et inapplicable. Quant au tiers-monde, il a naturellement trouvé l'idée excellente mais, vu le mal qu'on a à lui faire utiliser efficacement les montants d'aide qu'on lui envoie, il y a peu de chances qu'il puisse absorber cette manne supplémentaire pour en faire quoi que ce soit de sensé. Sans compter qu'il existe déjà, dans le dispositif de l'aide internationale, assez de « trous noirs » bureaucratiques où s'engloutissent des milliards en pure perte pour qu'il ne soit pas besoin d'en créer un de plus sauf, cela va de soi, si

c'est pour réserver des postes du conseil d'administration aux leaders altermondialistes. Voila comment une idée innovante, qui aurait pu apporter des solutions aux problèmes des déséquilibres financiers des états, a été transformée en un *gadget* ringardisé dont plus personne ne veut entendre parler.

Aux côtés des altermondialistes proprement dits, on trouve sur le front des mêmes « luttes », associés à la défense des mêmes « causes », toutes sortes de mouvements qui ont en commun le désir d'une « *autre* politique », ou d'« *autre* façon de faire de la politique », ou de « vivre sa citoyenneté ». Tous communient dans une même bienveillance à l'égard de l'« *Autre* », dans une même aversion à l'encontre de ceux qui leur ressemblent extérieurement sans partager leurs idées et dans une même propension à prêcher des leçons de morale. C'est pourquoi je les rangerai par commodité sous le vocable commun d'« alters ». Nous pouvons d'emblée mettre à leur crédit que leurs idées de « solidarité » ou d'« égale dignité des cultures » sont moralement préférables à l'« égoïsme » et au « mépris » qu'ils croient déceler chez ceux qui ne pensent pas comme eux.

Petit problème : si on veut comprendre comment tourne le monde, il faut attendre d'avoir découvert le fonctionnement de la machine avant de porter des jugements moraux, il ne faut pas les mêler au raisonnement. Un des résultats de la posture moralisante des altermondialistes est d'avoir produit une vision asymétrique empêchant de se rendre compte que les ravages de l'ordre mondialisé frappent *aussi* les pays du « Nord ». C'est pourtant une constatation d'évidence. Peut-être pas pour les élites protégées où l'on ne se fréquente qu'entre soi, mais demandez aux anciens ouvriers de *Moulinex.* Cette vision asymétrique est largement partagée dans les cercles bien-pensants : les résistances à la mondialisation qui se manifestent dans les pays du « Sud » sont légitimes et méritantes ; celles qu'on observe dans les pays du « Nord » sont le fait de « nostalgiques » à faire taire d'urgence. L'asymétrie fausse également – et c'est plus déterminant pour la compréhension et pour les pronostics qu'on peut en tirer – l'analyse des structures de domination : elle les représente comme une domination du « Sud » par le « Nord ». Elle occulte ainsi le fait que la mondialisation est *d'abord* une exploitation *du Nord et du Sud* par un capitalisme désormais libéré de tout enracinement national. Certes, les peuples du Nord tirent, *pour le moment*, de cet ordre économique beaucoup plus de profit que les peuples du Sud, il n'est pas question de le nier, mais ce n'est qu'un privilège *résiduel*. Il résulte de deux facteurs, de deux phénomènes d'inertie. L'un est l'héritage de l'ancienne avance économique, technique et sociale des pays du Nord par rapport à ceux du Sud, avance dont témoigne encore l'immense

patrimoine accumulé au Nord en matière d'équipements publics, industriels, culturels, mais aussi de savoirs et de savoir-faire. Elle avait trouvé sa traduction géopolitique dans la formation des empires coloniaux – ou, pour dire *presque* la même chose mais en inversant l'ordre de facteurs pour faire plaisir aux bien-pensants afin de les rallier au raisonnement : « l'héritage de l'ancien ordre colonial ». L'autre est ce qui subsiste encore des « acquis » résultant des luttes sociales des XIXe et X Xe siècles. Ce privilège est *transitoire* : les classes dominantes d'Occident tout autant que celles des pays émergents – laissons de côté l'Afrique et les autres pays que leurs élites maintiennent à toute force sur la voie du non-développement – sont bien déterminées à y mettre fin. C'est ainsi que le slogan familier de l'internationalisme prolétarien a été recyclé pour fabriquer le mot d'ordre de la mondialisation : « *capitalistes de tous les pays, unissez-vous* ».

Les statuts économiques des travailleurs du Nord et du Sud ont, dans la logique de la mondialisation néolibérale, vocation à *converger*. Vont-ils s'aligner par le haut, ou y aura-t-il un nivellement par le bas ? Toute la question est là. La dynamique amorcée depuis une vingtaine d'années se manifeste par la paupérisation et la précarisation des travailleurs du Nord, pendant que le sort *d'une partie* – encore minoritaire – des travailleurs des pays émergents s'améliore. Elle suggère que le point d'équilibre pourrait se situer quelque part entre les deux. Mais c'est un pur exercice de prolongation de tendances qui n'a pas de valeur probante sur le long terme. Plus convainquant est le raisonnement selon lequel le modèle économique qui fonde la prospérité de masse dans les pays du Nord n'est pas extensible à toute la planète, ne serait-ce qu'à cause de la limitation des ressources naturelles. Il s'ajoute à cela que la configuration géopolitique donne aux États-Unis le moyen, pour le moment et malgré le phénomène de « convergence » qui les affecte eux aussi, de figurer au premier rang des bénéficiaires de la mondialisation. Elle donne surtout à leurs couches sociales dominantes de quoi en tirer des profits immenses. Les couches dominantes de l'ensemble des autres pays se rallient dans l'ensemble à leurs vues et à leurs intérêts.

On aurait tort de prendre la « mondialisation » pour le masque de l'« impérialisme américain » et de s'imaginer que celui-ci en tire toutes les ficelles : ce modèle, qui repose sur l'hégémonie américaine, ne pourra pas indéfiniment tenir l'Amérique à l'écart de la logique de convergence et il n'est pas transposable sauf, bien entendu, à un pays qui arriverait à les supplanter dans leur rôle actuel de « soleil » de l'ordre mondial. Les plus optimistes des idéologues néolibéraux caressent l'espoir – je dirais plutôt qu'ils nous le font miroiter – que les « forces du marché » sauront toutes

seules inventer des « modèles économiques » nouveaux. Ils ne se fatiguent pas à chercher une démonstration, c'est pur article de foi[87] et nous sommes invités à nous en contenter. À défaut, on voit mal comment, si une convergence s'opère entre les niveaux de vie des travailleurs du Nord et des pays émergents du Sud, elle pourrait aboutir à un résultat qui ne situe pas nettement en dessous de ce que nous connaissons aujourd'hui au Nord[88].

– Si je comprends bien, vous êtes contre la mondialisation ?

Toujours cet acharnement à être « pour » ou « contre » ! C'est un produit de la « posture morale ». Presque aussi horripilant que mon acharnement à moi à vouloir préciser le sens des mots avant de les utiliser.

Au début des années quatre-vingts, quand s'élaboraient dans la discrétion les décisions capitales qui ont mis la machine sur les rails, la déréglementation des marchés, le désengagement des États, la mise au rancart des principes keynésiens, on pouvait se poser la question. L'opinion française, anesthésiée par les tours de passe-passe du Génie du Morvan et les innovations festives de son ministre de la culture sans cravate, n'y a vu que du feu. Aujourd'hui c'est trop tard, la mondialisation est une affaire qui roule.

La question d'être « pour » ou « contre » est donc *anachronique*. Comme la langue d'Ésope[89], la mondialisation n'est, au demeurant, ni bonne ni mauvaise en soi. C'est pourquoi il ne faut pas la considérer d'un point de vue moral. Elle est bonne pour ceux qui en tirent profit, elle est mauvaise pour ceux à qui elle fait du tort, un point c'est tout. Des pays comme le nôtre me semblent être de ceux à qui elle a fait jusqu'ici plus de mal que de bien. Mais ce n'est pas à partir de jugements moraux qu'on peut y changer quoi que ce soit. L'avenir de la mondialisation dépend d'une seule chose : de *l'évolution du rapport de forces* entre ceux qui en bénéficient et ceux qui en souffrent. Pour nous, le choix est juste de savoir si nous voulons chercher les moyens de nous faire une place du côté qui profite, de « tirer notre épingle du jeu » comme on dit, ou au contraire, de voir s'il est possible, en nous coalisant avec les « perdants », de renverser le rapport de forces pour en infléchir le cours. À la différence des « alters », je ne crois pas que la deuxième option soit viable. Ces perdants ont peu de poids dans l'équation globale ; ils pèsent d'autant moins qu'ils sont pour la plupart dans des pays *contrôlés par des groupes sociaux qui en sont largement bénéficiaires*, comme c'est d'ailleurs le cas chez nous. En outre, manipulés par leurs élites, ils nous détestent trop pour nous accepter comme alliés, selon la logique du « *tou blan sé menm bagay* » que nous avons déjà rencontrée : nous n'avons donc pas le choix. Si nous voulons conjurer cette fatalité, il faut mettre au point un compromis avec nos classes dirigeantes pour qu'elles trouvent leur

intérêt à défendre les nôtres et accepter les conséquences qui en découlent : travailler plus et mieux, et travailler nous-mêmes au lieu de compter sur le travail des autres, pour faire bref. Et il faut avant tout ne pas nous laisser duper par un discours qui a très bien saisi comment instrumentaliser les bons sentiments pour les faire servir à notre assujettissement.

– Mais qu'est-ce que vous reprochez aux bons sentiments ?

Je leur reproche beaucoup. Quand on propage une vision du monde qui a pour effet d'escamoter les « fondamentaux » d'un ordre économique dont on dénonce par ailleurs l'injustice, on s'en fait le complice objectif. La complicité ne s'arrête pas là. Bien des thèmes qui ont la faveur des promoteurs de l'ordre néolibéral se retrouvent dans le discours de ceux qui veulent se faire passer pour ses adversaires : c'est d'ailleurs ce qui donne sa puissance à l'alliance improbable scellée entre le capitalisme mondialisé et les « alters » pour former un front commun où l'on brandit les mêmes paradigmes au service des mêmes intérêts. Certains, même, arrivent à si bien faire cohabiter leurs intérêts matériels avec leurs idées altruistes que le langage médiatique a forgé un gentil oxymore pour les décrire : les bobos, ou « bourgeois-bohèmes ».

Personne chez soi et tous chez moi

Un de ces thèmes s'exprime en quelques mots : « les frontières, c'est dépassé ». Ils ont beau ne pas procéder des mêmes motivations et ne pas y mettre un contenu identique, les uns et les autres souscrivent à la formulation et les conséquences qu'on en décline se ressemblent fort.

Pour les néolibéraux, l'ennemi, c'est le « trop d'État » ou même l'État tout court. C'est du moins ce qu'ils prétendent. Mais, en matière politique ou idéologique, il faut *toujours* décoder les discours. En fait, leur ennemi est plutôt le concept de « nation », c'est-à-dire celui d'un cadre au sein duquel s'exercent les solidarités et s'élaborent les choix politiques par lesquels les citoyens essaient de peser ensemble sur leur destin collectif. C'est bien naturel : sachant quel destin ils réservent aux peuples, ils n'ont aucune envie de le partager. L'État, ils en ont tout de même besoin pour relayer leur pouvoir au niveau des fonctions coercitives dont ils n'entendent pas se charger eux-mêmes et pour maintenir assez de cloisonnements entre les marchés pour garantir les profits qui en découlent. Les cadres nationaux ont un périmètre géographique, ce qu'on appelle des « frontières ». Il ne s'agit pas de les rendre complètement perméables, mais juste ce qu'il faut pour que leur *business* fonctionne : laisser passer les capitaux, les marchandises et, de plus en plus, les travailleurs de manière à accélérer la convergence des

statuts sociaux qu'ils appellent de leurs vœux. Les cadres nationaux ne correspondent pas qu'à des périmètres imprimés sur les cartes : ils se traduisent aussi par des différences de cultures, de codes de conduite, de visions du monde profondément enracinées dans les habitudes et les esprits, ce qu'on appelle – excusez la grossièreté de mon vocabulaire de corps de garde – des « identités nationales ». Ces identités sont, pour les nations, une force qui risque de freiner la réalisation des desseins mondialistes : il est donc urgent de les éradiquer ou, à tout le moins de les dissoudre. Tout ce qui y contribue va dans le bon sens, et c'est pourquoi les néolibéraux sont enchantés du discrédit moral que les bien-pensants s'emploient à jeter sur les notions de « frontières » et d'« identités nationales ».

Ça tombe bien, les belles âmes, « alters » compris, n'aiment pas, mais alors pas du tout, l'idée de « nation ». Dans ce milieu, on est volontiers adepte de la « mobilité » et du « nomadisme ». On jette l'anathème sur toutes les formes d'« enracinement », à l'invitation de chefs pourtant bien enracinés dans les beaux quartiers de Paris, mais on n'est pas à une contradiction près. Pour ces gens-là, le détestable mot de « nation » se conjugue avec ceux de « nationalismes », d'« égoïsmes nationaux » et bien d'autres locutions peu aimables. Une fois le débat porté sur ce terrain, ils savent qu'on ne se risquera pas à leur donner tort : les ravages causés par les nationalismes du XXe siècle sont dans toutes les mémoires. Ils détestent tout autant les « frontières », symboles exécrés de la « fermeture », du « refus de l'Autre », du « repli identitaire » et de toutes sortes d'attitudes étriquées qui font obstacle à la solidarité universelle. Notez bien qu'on a évacué au passage, sans que personne y ait pris garde, le concept démocratique d'un destin commun maîtrisé par la collectivité des citoyens. Aucune importance : il suffit de compenser le passage à la trappe du concept *fonctionnel* de citoyenneté par un artifice de langage consistant à faire du mot « citoyen » un adjectif dont on saupoudre le discours pour faire « tendance ». À partir du moment où disparaît l'idée de « corps civique », disparaît avec elle la légitimité de l'État. Les « alters », il est vrai, n'aiment pas l'État. Sauf, bien entendu, comme employeur : la fonction publique est un des principaux viviers de ces mouvements. Ils lui préfèrent la nébuleuse des organisations de la « société civile » où ils peuvent « citoyenner » à leur aise. L'absence de règles du jeu claires y permet des manipulations plus faciles, d'autant qu'on peut y déployer des stratégies d'influence et de rivalités tellement plus amusantes que dans la vie politique officielle : un reste, je suppose, de l'esprit festif qui animait les acteurs de mai 68. Cerise sur le gâteau : du fait qu'il n'y a pas de sanction électorale, on s'amuse sans risque car on ne peut jamais être perdant. Haro donc sur les nations, haro sur l'État, haro sur les

frontières ! Voila bien des maximes qu'il n'est pas difficile de faire entrer dans ce qui ressemble furieusement à *une plate-forme commune* aux néolibéraux et aux « alters ». Au sein de cette alliance, contre nature mais diablement efficace, des cyniques et des chimériques, on ne s'accorde pas toujours sur la formulation des arguments, mais ils reviennent au même : pour les uns, il est inique de fermer les frontières à la misère du monde ; pour les autres, il est inopportun de fermer les frontières à la saine concurrence de travailleurs peu exigeants venus d'ailleurs. Au slogan « je suis partout chez moi » du capitalisme mondialisé, répond en écho le « tout le monde chez moi » des alters.

Mais qu'importent les arguments, c'est le résultat qui compte, n'est-ce pas ?

Quand on parle du loup

Néolibéraux et « alters » ne se rejoignent pas que sur quelques paradigmes généraux. Ils sont souvent du même bord sur des dossiers ponctuels. Prenez l'affaire du loup. Les loups se sont multipliés, d'abord dans les vallées du Mercantour ; de là, ils ont gagné une bonne partie des Alpes françaises ; certains auraient même – je soupçonne une galéjade – franchi le Rhône[90]. Oh, ils ne sont pas nombreux, quelques dizaines, mais cela suffit à causer des soucis aux éleveurs transhumants : des troupeaux sont attaqués et décimés, des bêtes disparaissent et, peut-on supposer, les agneaux ont peur d'aller boire à l'amont des ruisseaux ; pas question pour autant de prendre son fusil pour défendre les moutons : le loup est « espèce protégée ». Les bergers manifestent, les écolos se mobilisent. Le loup n'est pas qu'un magnifique animal. Il entretient avec l'humain un rapport étroit, complexe et ambivalent. C'est lui qui a fourni le stock génétique d'où nos ancêtres néolithiques ont tiré le chien domestique, lequel n'est après tout qu'une sorte de « loup OGM[91] ». Au niveau symbolique, il évoque la terreur qu'inspirent les forces obscures de la nature, mais aussi la fierté, l'abnégation, la dignité, l'amour de la liberté. De là à le dire inoffensif, à prétendre que la peur du loup est pur fantasme, non. Les bien-pensants se rangent naturellement, avec les écolos, du côté du loup. Du moins en apparence. Les loups, ils n'en ont vu qu'à la télé. Ou, à la rigueur, derrière des grillages dans des parcs où on paie pour entrer. Ne leur parlez pas davantage de « fierté » et la suite si vous ne voulez pas passer pour réacs. En fait, si l'on a bien observé les reportages passés à la télé, et notamment le portrait plutôt chargé qu'elle a donné du pittoresque porte-parole des bergers, c'est *contre les éleveurs* qu'ils se rangent. D'abord, de quel droit ces gens occupent-ils les montagnes ? Les espaces naturels, c'est bien connu,

sont réservés aux balades à VTT pendant les RTT, pas pour y pratiquer des activités économiques « ancestrales », sous-entendu : « obsolètes ». On ne va quand même pas se laisser embêter par une poignée de « nostalgiques ». Qu'ils soient attachés à un mode de vie d'un autre âge, passe encore : on le permet bien à d'autres en plein Paris et on trouve ça « super cool » ; mais qu'ils revendiquent de pouvoir vivre de *leur* travail sur *leur* terre, c'est très suspect, limite vichyste. Vive le loup !

Pour les néolibéraux qui sont des gens sérieux sachant compter, cette affaire ne mérite pas plus qu'un haussement d'épaules. Les moutons transhumants, c'est un fourbi qui rapporte des clopinettes, sans doute tenu à bout de bras par des subventions qui, en plus, coûtent une fortune à faire gérer par des bataillons de fonctionnaires. C'est tellement plus simple d'importer la viande et la laine d'Australie et d'envoyer ces braves gens s'inscrire à l'ANPE. Puisqu'on a sous la main le bon argument de la protection des loups pour régler son compte à cette survivance d'un mode de production condamné par la logique économique, va pour le loup.

L'affaire aurait mérité réflexion : que les loups attaquent les troupeaux, ce n'est pas nouveau, ils l'ont toujours fait. Pourquoi s'en accommodait-on autrefois ? Sans doute parce qu'ils attaquaient moins, quoique étant plus nombreux. On peut supposer qu'avec la raréfaction de la faune sauvage qui faisait l'ordinaire des loups dans les régions de montagne – vous vous doutez bien qu'ils préfèrent le « naturel » aux produits d'élevage, même « bio » : quand on a la force avec soi, on peut s'offrir le luxe d'être gourmet –, ils sont poussés à s'intéresser plus souvent aux moutons. Et qui sait si l'interdiction de la chasse n'a pas endormi chez eux la séculaire peur de l'homme qui devait tenir dans l'imaginaire de *Canis lupus* autant de place que la peur du loup dans celui d'*Homo sapiens* ? D'ailleurs, je me demande comment nos bien-pensants, si experts en la matière, n'ont pas encore fait voter une loi pour qu'on réécrive *Le petit chaperon rouge* en version loup : ça soignerait leur complexe identitaire et ils deviendraient doux comme des agneaux. Mais comment se lancer dans des considérations si compliquées quand il y a des urgences politiques ? Désireux de calmer le jeu, les pouvoirs publics ont résolu, après pas mal d'hésitations et de « messages » contradictoires, de faire abattre *deux* loups, à titre de victimes expiatoires sans doute ; disons, pour user d'un langage plus terre-à-terre, pour punir les loups d'avoir perturbé les vacances d'été des décideurs. Non mais ! Quand on parle du loup, la répression n'est jamais loin de pointer le bout de son nez.

À première vue, l'enjeu économique de la transhumance semble infime. Il ne l'est pas. Mais il n'est pas quantitatif, il est *qualitatif*. La viande

de ces bêtes élevées au grand air et nourries d'herbes sauvages, possède une saveur qu'on n'a pas, à ma connaissance, réussi à reconstituer en laboratoire. Les gourous néolibéraux, eux, sont détachés de ces contingences. Quand ils en mangent, de toute manière, c'est en discutant d'intrigues autour de tables réservées trois mois à l'avance dans leurs cantines de luxe, sous forme de « noisettes d'agneau juste poêlées en feuilleté léger de nougatine au sésame à l'infusion de gingembre, petit sorbet de cacao sauvage au balsamique et son coulis de potiron d'automne », préparées en usine et réchauffées au micro-ondes à 79,90 € l'assiette. Alors, entre nous, que l'animal ait gambadé sur un ubac du Haut Queyras ou qu'il sorte tout droit d'un congélateur néo-zélandais … L'enjeu qualitatif est pourtant déterminant, mais il fonctionne dans le sens inverse : pour susciter la mobilisation contre les bergers. Que les consommateurs aient encore l'occasion, de temps en temps, de dénicher des « vrais » produits dont ils peuvent comparer le goût à ceux de l'*agrobusiness*, c'est intolérable. Mais il faut « manger pour vivre, et non pas vivre pour manger », c'est bien connu. Il y a donc une vie entre les repas. En d'autres termes, l'enjeu n'est pas seulement économique, c'est-à-dire alimentaire. Il est symbolique.

De la même manière que le goût des fromages d'alpage – au lait cru, bien sûr ! – témoigne de ce qu'est un *vrai* produit qui n'est pas passé à la moulinette des *process* normalisés du capitalisme transnational et de la bureaucratie bruxelloise réunis, la transhumance *porte témoignage.* En tant que pièce du *patrimoine immatériel* de l'humanité, elle ne relève pas du folklore, ce n'est pas qu'un pan résiduel d'économie archaïque qu'on a laissé survivre par mégarde, elle témoigne jusque dans notre siècle d'une vieille civilisation, de son enracinement dans une terre, de son empreinte sur les paysages et de sa *capacité de résistance*. Les antiques *drailles* des Alpes du sud et des versants méditerranéens du Massif central ne font pas que relier les plaines aux plateaux : elles témoignent de la manière dont se forge entre gens du haut pays et gens des rivages la conscience d'un destin commun, elles racontent comment se tisse le lien social sur la longue durée, comment les horizons s'ouvrent peu à peu, comment le cadre local s'élargit jusqu'à l'échelle régionale, préfigurant la naissance d'un cadre national d'où sont sortis le peuple français et la République, leçon vivante d'histoire sociale, de géographie humaine, de civilisation. Témoignage aussi de l'empreinte que laisse dans les esprits et dans la culture une mémoire lentement accumulée, qui ne se fabrique pas, qui ne se décrète pas. Témoignage enfin de la dure vie de nos aînés, de ce que nous leur devons sans l'avoir pris à personne.

On comprend que ça dérange.

Faisons donc disparaître les témoins gênants et n'en parlons plus.

La mondialisation n’en est qu’à ses débuts. Elle vous prépare bien d’autres épreuves. Les maîtres de l’ordre néolibéral y voient le prix à payer – par vous, pas par eux ! – pour assurer la pérennité de leur pouvoir et de leur richesse. La bien-pensance y voit la juste punition de vos anciens méfaits et tient à votre disposition un catalogue de justifications morales qui démontrent combien vous l’avez méritée et vous privent du droit de faire appel. On ne sait jamais avec ce peuple : il a beau être accoutumé à avaler des couleuvres, on n’est pas à l’abri de coups de tête imprévisibles. Avant de vous administrer la punition, il vaut mieux qu’on vous y prépare afin que vous l’acceptiez sans rechigner.

Le bâton pour se faire battre

> *Nos fautes ne sont point dans les astres, mais dans nos âmes prosternées.*
>
> Shakespeare, *Jules César.*

> *Si les états disparaissent, c'est parce qu'ils perdent foi en eux-mêmes.*
>
> Metternich

> *Ils conçoivent les affections qui se livrent bataille en nous, comme des vices dans lesquels les hommes tombent par leur faute, c'est pourquoi ils ont accoutumé de les tourner en dérision, de les déplorer, de les réprimander, ou, quand ils veulent paraître plus moraux, de les détester. Ils croient ainsi agir divinement et s'élever au faîte de la sagesse, prodiguant toutes sortes de louanges à une nature humaine qui n'existe nulle part, et flétrissant par leurs discours celle qui existe réellement.*
>
> Spinoza, *Traité politique*, chapitre 1, §1.

Du reste, vous êtes déjà prêts.

Le cadre idéologique de l'expiation est en place. Pourfendeurs des « blancs » et blancs honteux avides de punition se rejoignent sur un point : l'urgence de « dépasser », voire de « déconstruire », l'édifice culturel sur quoi a reposé la suprématie occidentale et à qui ils ne pardonnent pas – non sans quelque raison – d'avoir conduit l'humanité dans une impasse morale, sociale et environnementale. La bien-pensance contemporaine se nourrit de cette honte et de ce désir de punition pour fonctionner à la manière d'une religion. Elle a récupéré la doctrine du péché originel et de la rédemption. Votre héritage historique y tient le rôle de la faute d'Adam, vous chargeant d'une culpabilité collective transmise de génération en génération. Dans son infinie bonté, cette religion vous offre une espérance de salut, à la condition de vous soumettre à ses pénitences. Les *Pater* et les *Ave* qu'on vous demande de réciter consistent à dérouler les litanies du dénigrement à l'égard de l'identité et de la mémoire de votre nation et de votre civilisation, en terminant comme il se doit par l'acte de contrition. Votre mauvaise conscience croit ainsi se soulager par des « repentances » qui ne sont que trahison et ne font que donner à vos adversaires le bâton pour vous faire battre. Vos devanciers ont commis des fautes ? Au lieu de les assumer et

d'en tirer des leçons pour orienter votre conduite, vous croyez habile de vous désolidariser de leur mémoire et, croyant prendre le parti de leurs victimes, vous ouvrez la voie pour en faire de nouvelles, vous délectant à l'avance de faire partie du nombre.

Vos accusateurs ont raison de flétrir l'hypocrisie de votre posture compassionnelle qui, en dénonçant les culpabilités du passé, n'a d'autre but que de vous exonérer de vos responsabilités d'aujourd'hui et d'autre résultat que de vous ôter l'envie de faire face aux défis de demain. Il est vrai que penser à demain, l'idée que les lendemains se construisent par les choix et les actions d'aujourd'hui, c'était à la mode autrefois mais, nous le savons tous, « la mode, c'est ce qui se démode ».

Les marchands de sable

Depuis les années 1950, la bien-pensance a changé d'habits, elle n'a pas changé de ton. À l'époque, elle s'affichait stalinienne ; aujourd'hui elle se veut plutôt antimarxiste et tiers-mondiste. J'ai pourtant le soupçon qu'elle recrute dans les mêmes cercles, sous la houlette de ceux qui ont su tourner casaque au bon moment sans arriver à dissimuler tout à fait les réflexes qu'ils ont gardés de leurs anciennes allégeances : « la caque sent toujours le hareng[92] ».

Il s'est publié assez de livres sur l'évolution des idées dans la France contemporaine pour que je ne me m'aventure pas à mon tour à la retracer. Il n'est pourtant pas inutile, je crois, d'essayer de recadrer la question dans la perspective de cet ouvrage. Je pense surtout aux plus jeunes. Non seulement, ils n'en ont pas le « vécu », mais il leur est difficile d'imaginer, au vu de la mollesse consensuelle des débats d'aujourd'hui, l'intensité et l'âpreté des controverses qui agitaient la vie politique et intellectuelle il y a quelques décennies, autant dire : « sur une exoplanète ».

C'était l'époque qu'on a appelée « les trente glorieuses » et qui s'étend de la fin de la Seconde guerre mondiale aux années de l'après-68. La guerre froide battait son plein, chacun devait choisir son camp. Les querelles d'idées opposaient bien plus qu'une gauche et une droite se disputant les places de pouvoir, mais deux conceptions du monde incarnées par les « progressistes » et les « conservateurs », ces derniers préférant qu'on les qualifiât de « libéraux[93] ». Chaque camp avait ses théoriciens et ses polémistes. Pour schématiser, il y avait d'un côté Sartre et de l'autre Aron[94]. Et ça cartonnait. Les choses ont changé à partir de 1968 lorsque le marxisme « orthodoxe[95] » a perdu de son prestige. Les « événements de mai » n'ont pas joué en cela le rôle majeur. Non, c'est plutôt l'écrasement du printemps

de Prague qui a été dur à avaler pour les « progressistes ». Le tournant décisif a été franchi avec la publication en 1973 de *L'archipel du Goulag* de Soljenitsyne, la chute de Saïgon en 1975, les *boat people* et l'apparition dans le paysage médiatique français des « nouveaux philosophes ». Le communisme était soudain devenu politiquement infréquentable et idéologiquement ringard. Cela aurait pu être la victoire du camp libéral. Pas du tout. Le débat était clos mais aucun des camps n'avait gagné. L'habileté des nouveaux philosophes, avec Bernard-Henri Lévy à leur tête, a été de « vendre » les causes humanitaires aux libéraux tout en endossant la posture moralisatrice des progressistes pour la recycler au profit d'un nouveau conformisme. Comme la première en date des causes offertes à leur compassion était celle de victimes du communisme, les libéraux sont tombés dans le panneau. Comme la stratégie de l'intimidation moralisante offrait des débouchés attrayants à leur savoir-faire, les progressistes ont suivi. Le tour était joué. La coalition bien-pensante était ficelée. Elle dure toujours.

Démasquer la « recette BHL » est une chose. Vouloir en dénigrer l'auteur, comme le font certains[96], en est une autre. Ce n'est pas mon propos. Il lui fallait du courage dans le contexte des années soixante-dix pour oser s'attaquer de front aux « vaches sacrées » idéologiques de l'époque. Ses idées étaient novatrices et audacieuses. Mais il est rare que les idées nouvelles triomphent par leur seul mérite. En général, elles ne prospèrent que si elles sont en congruence avec des intérêts qui ont voix au chapitre dans le jeu des rapports de force. Celles de notre nouveau philosophe préféré arrivaient à point nommé. Il avait pressenti que le nouvel ordre social qui s'annonçait manquait encore d'habillage idéologique et d'un talent pour séduire. Il lui a fourni l'un et l'autre. Le coup ayant réussi, il s'est trouvé à la tête d'un gentil petit fonds de commerce qu'il aurait eu bien tort de ne pas faire fructifier. Je soupçonne fort que si le personnage agace, c'est surtout parce qu'il écrit bien, le bougre, qu'il maîtrise les stratagèmes assurant les gros tirages et que beaucoup – j'en suis – aimeraient en faire autant.

Le marxisme était passé à la trappe. Le libéralisme, nettoyé de tout ce qu'il contenait d'inquiétude intellectuelle et de puissance de questionnement, n'était plus qu'une coquille vide à la disposition des bernard-l'hermite laissés sur le sable par la marée descendante. Ce qu'on appelle aujourd'hui « néolibéralisme », qui n'est guère qu'une doctrine légitimant la soumission aux marchés et la mise au rancart des luttes sociales, ne partage que peu de traits avec le libéralisme politique. Une telle doctrine serait bien tristounette si on ne la parait de quelques couleurs. C'est pourquoi on lui ajoute l'habillage aimable d'idées qui font chaud au cœur, bien propres à attirer les bonnes grâces des nostalgiques du temps des « camarades ». C'est la

fonction que remplissent les idéologies généreuses et inoffensives des droits de l'homme, de la diversité culturelle, de l'antiracisme, de la fraternité universelle, de tout ce qu'on peut ranger dans la catégorie des bons sentiments. Inoffensives, vraiment ? Oui, inoffensives pour l'ordre social issu de la victoire des forces néolibérales, quoique pas forcément aptes à vous garantir un avenir radieux.

La force de ces convictions c'est qu'elles sont, à l'évidence, moralement inattaquables. On ne saurait les contester sans ignominie. On ne peut même pas dévoiler ce que la posture de leurs adeptes recèle de tartufferie sans s'exposer soi-même à être rangé au nombre des « salauds ». Faute de contradicteurs, les bien-pensants ont pu enraciner des paradigmes qui régissent aujourd'hui l'expression des idées. Les méthodes d'intimidation employées du temps de la guerre froide par les « progressistes » à l'encontre de leurs adversaires continuent à fonctionner. Elles se sont même perfectionnées. À l'époque, « vipères lubriques » et autres « valets de l'impérialisme » osaient encore s'exprimer, quitte à s'exposer aux rigueurs du Goulag ou à devoir « passer à l'ouest » s'ils avaient la malchance d'être nés du mauvais côté du rideau de fer. Aujourd'hui, il n'y a plus de rideau de fer, donc plus d'« ouest » où l'on puisse se réfugier, comme si la chute du mur avait été, non pas la victoire de l'Occident mais celle de l'esprit stalinien réincarné en version « *soft* ». C'est pourquoi les dissidents potentiels sont comme anesthésiés, ou à tout le moins obligés de faire allégeance aux principes consensuels lorsqu'ils s'expriment. Vous avez peut-être remarqué que je ne manque pas de faire de même quand l'occasion m'y invite.

Ainsi s'impose un discours moralisant qui institue de nouveaux tabous. Certes, vous ne craignez rien à moquer les machos, les « beaufs », les chasseurs, les paysans, les fumeurs, les gros, les blondes, les vieux, la famille, les « cathos » ou les Corses ; c'est même très bien porté. Par contre, si vous abordez un point touchant aux orientations sexuelles, aux cultures non occidentales, à l'explosion démographique dans le tiers-monde, à la religion mahométane et autres sujets « sensibles », allez-y tout doux et prenez garde aux opinions que vous exprimez, que vous laissez deviner, voire aux arrière-pensées qu'on pourrait vous prêter. Et si vous vous laissez prendre en défaut, n'essayez surtout pas de vous en tirer par l'humour, vous aggraveriez votre cas : chez les bien-pensants, il n'a pas cours. Pas davantage que la contradiction. S'ils ont assimilé quelque chose de l'esprit des Lumières[97], cela se limite au « pas de liberté pour les ennemis de la liberté », le slogan des robespierristes pour réduire au silence les adversaires de leur clan avant de leur couper la tête : ouverture à l'« Autre », autant

qu'on veut ; ouverture aux opinions dissidentes qui viennent de chez soi, vous plaisantez ou quoi ?

La bien-pensance contemporaine ne se réduit pas à un emballage de bons sentiments et au terrorisme du « politiquement correct ». Elle a réussi à accrocher ses wagons à la locomotive de la pensée « postmoderne ». Il y a en effet entre les deux courants matière à convergences. Assez de convergences pour qu'on puisse parler de « bien-pensance postmoderne » pour qualifier ce qui donne cohérence à l'esprit du temps.

Dans le langage courant, « moderne » est un qualificatif laudateur désignant tout ce qui est déclaré conforme aux canons bien-pensants à la mode : le multiculturalisme, le métissage, les repentances, le patois des cités, la cuisine « fusion », les familles recomposées, le mariage homo[98], le rap, que sais-je encore ? Être « postmoderne » ne consiste pas, bien entendu, à mettre au rebut ces aimables manifestations de la vitalité contemporaine. Il s'agit, tout au contraire, de récuser l'héritage des « Temps modernes » et, par voie de conséquence, celui de la culture occidentale. Les deux, en effet, vont de pair.

Lorsqu'on essaie d'isoler les caractères qui déterminent la singularité de l'Occident par rapport aux « autres » tout en écartant l'idée absurde que l'« identité » occidentale pourrait être inscrite de toute éternité dans les gènes des « blancs », on constate que beaucoup de ces caractères, même s'ils plongent leurs racines bien plus loin dans le temps, ne se sont pleinement dégagés qu'avec la modernité, elle même symbolisée par le triptyque Renaissance, Réforme, Lumières. L'intervalle de temps qui sépare Érasme de Condorcet est celui où émergent l'esprit de libre examen, la rationalité scientifique, la notion de progrès, la théorie démocratique, ainsi que le modèle « utilitariste[99] » qui a assuré la suprématie occidentale.

La contestation des idéologies de la modernité ne date pas d'aujourd'hui. Après la « réaction romantique[100] » faisant suite à la tourmente révolutionnaire, il y a eu les penseurs « antimodernes » du début du XXe siècle, pris d'effroi devant la déshumanisation à quoi mène la modernité[101]. Le courant « postmoderne » n'a pas de parenté avec ces mouvements. Nietzsche, en revanche, peut être crédité de l'invention des concepts fondateurs de la postmodernité. Pas l'ombre chez lui d'une nostalgie pour des valeurs anciennes, mais la prise de conscience de l'urgence de « dépasser » une modernité destructrice de ce qui fait la saveur de la vie et la singularité de l'être humain. Ce serait pourtant faire trop d'honneur à la bien-pensance postmoderne que de la présenter en héritière de Nietzsche, lui tellement ennemi de toute forme de bien-pensance. Il y a bien filiation, pourtant, mais elle est « de la main gauche ». À la base, il y a

l'intuition nietzschéenne, l'idée que la « Raison » chère aux Lumières pourrait bien n'être que le masque de présupposés dogmatiques, la mise en forme d'un système de valeurs au service d'un ordre établi ou projeté. Elle est l'un des fils conducteurs de la leçon délivrée par les penseurs de la *rupture* avec les idéologies de la modernité, Foucault, Derrida et les autres[102]. Mais elle a été détournée, recyclée, par des épigones. Ils y avaient glané quelques formules à placer dans les dîners en ville et ils lui ont emprunté de quoi consolider un ordre moral qui leur donnerait le beau rôle. L'alliance de la bien-pensance et de la pensée postmoderne institue en effet un *ordre moral,* précisément ce que vomissait l'ermite de Sils-Maria et que la *French theory* s'employait à « déconstruire » à l'aide de son nouveau « paradigme critique ». La modernité prétendait bâtir un ordre du monde qui reflétât des exigences morales, cet ordre idéal qu'on baptisait du nom d'« utopie » et dont la mise en œuvre *ad absurdum* a produit des catastrophes. La postmodernité prend acte de l'échec du projet et en tire une morale en parfaite harmonie avec les exigences du nouvel ordre du monde : ce que j'ai appelé la « recette BHL ». On jette un voile pudique sur les valeurs utilitaires et on brandit celles des valeurs humanistes qui ne leur font pas d'ombre. Les grands prêtres de la postmodernité sont bien les « bâtards de Nietzsche[103] ». Ils ont pillé son héritage pour le retourner comme un gant, mettant en forme un système de valeurs bien-pensantes au service de l'ordre néolibéral. Comme, du même coup, ils ont effacé les tensions contradictoires qui faisaient tenir debout l'édifice de la modernité, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Le moment où tout cristallise se situe à la fin des années soixante, si riches en polémiques abstraites, si bouillonnantes de tendances confuses et encore si énigmatiques à nos yeux. S'il faut une date symbolique, pourquoi pas 1968 ? Encore 68 ? Bien sûr, vous pouvez dire que j'ai la vision partiale de ceux qui attribuent aux années où ils ont eu vingt ans un caractère singulier, péché mignon qui vient avec l'âge et travers vieux comme le monde. Ce n'est pas mon cas. J'ai vécu cette période avec bien d'autres soucis que ceux de controverses intellectuelles dont j'ignorais tout, plus préoccupé de décrocher les « peaux d'âne » censées assurer ma place au sein d'une société française qui m'était déjà étrange, que de participer au « mouvement ». J'ai passé le temps libre que me laissait le calendrier universitaire en stages dans des usines ou des laboratoires scientifiques, et, accessoirement, à me faire tabasser par force 9 sur un dragueur de mines au vent du phare d'Eckmühl pour y effectuer mes périodes de réserve d'officier de marine, pas à disputer de grandes idées dans les cafés.

Le tournant postmoderne est le produit des années au cours desquelles la pensée occidentale a ruminé les terribles leçons de la seconde guerre mondiale[104]. Vu les impasses où mènent les idéologies issues des Lumières, il est vain d'interpréter leur postérité tragique comme le fait de maladresses de mise en œuvre[105], il faut mettre en doute leurs fondements. On ne peut même pas se consoler avec l'illusion de l'abondance, car c'est le moment où la « perfection du bonheur[106] » annoncée par ses propagateurs commence à rimer avec un sentiment d'ennui et de dégoût. Ces thèmes, la « génération 68 » ne les a pas inventés mais les a trouvés à sa disposition en *self-service*, cuisinés en bouillie par des « agitateurs d'idées » appartenant à la classe d'âge précédente[107], celle à qui le 21 avril 2002 a notifié sa mise à la retraite politique, si vous voyez ce que je veux dire. L'après-68 a contribué à les vulgariser en faisant accepter comme allant de soi la remise en cause des acquis de la modernité. Du coup, on jette le bébé avec l'eau du bain. Ainsi passent à la trappe : la « morale traditionnelle », qualifiée de « bourgeoise » – le comble de l'opprobre dans le vocabulaire d'alors, l'équivalent de « nostalgique » dans celui d'aujourd'hui –, au profit d'un ordre moral dont les normes sont dictées par la mode ; l'autorité des maîtres de savoir au profit de la tyrannie des faiseurs d'opinion ; l'héritage culturel et la transmission des connaissances au profit de l'éloge d'une « créativité » dépourvue de bases, de sources et de disciplines ; les critères de recherche de la vérité au profit de la conformité au nouvel ordre moral. La société occidentale n'a pas « perdu » ses repères, comme on le dit si souvent : elle en a fait des *autodafés*, des « actes de foi » en hommage à sa nouvelle religion bien-pensante.

Bien sûr, c'est un condensé. Le bouleversement a été réel, mais nous qui l'avons vécu, ne l'avons pas ressenti à la manière d'un cataclysme soudain, plutôt comme un processus continu qui a été la trame de l'histoire de notre vie. Plus que comme un *big bang*, soixante-huit a fonctionné à la façon du fameux battement d'ailes de papillon qui fait pleuvoir quinze jours plus tard à l'autre bout du monde. Dans les facs que je fréquentais en ce temps-là, l'après-68 se distinguait à peine de l'avant-68. C'était dans les débuts une toute petite inflexion de ton, quelque chose d'indéfinissable qui avait changé le goût de l'air du temps. Un « je-ne-sais-quoi » faisant pressentir que ce qu'annonçait Michel Foucault dans les dernières phrases de son livre publié en 1967, *Les mots et les choses*, était en train d'advenir, à la manière de l'imperceptible grésillement de charges électriques émis par une rue africaine au moment précis où une discussion animée est en passe de tourner à l'altercation et, qui sait, à l'émeute. Le processus amorcé en 1968 a bien mis trente ans à dévider ses effets. Il a connu une accélération au début

des années quatre-vingt. Vous rappelez-vous cette photo du Jupiter olympien de la Force tranquille qui a fait le tour du monde ? Je veux dire : du monde qui compte, bien sûr, celui qui s'étend de la Seine au Luxembourg. Prenant le frais entre deux séances d'une conférence « Nord-Sud », assis sur un fauteuil de metteur en scène, costume crème et chapeau de paille, il avait adopté la pose inspirée, j'imagine, par son ami García Márquez, d'un *hidalgo* sur le perron de sa *finca* passant en revue les taureaux que lui présentent ses *peones*. À cette image patriarcale ne manquait même pas la légende : « il y eut un soir, il y eut un matin, et l'esprit de Cancún planait sur les eaux ». C'était le signal du *fiat lux* des élites soixante-huitardes.

Elles ont d'abord exercé leur influence en coulisses[108], position idéale pour opérer dans la discrétion leur « purification idéologique » avec l'aide des gros bras recyclés de chez les « camarades », experts en la matière. Une fois le terrain nettoyé de tous les obstacles, elles pouvaient enfin accéder, dans les années quatre-vingt dix, aux postes visibles de pouvoir. Plus rien désormais ne s'oppose à leur triomphe. D'autant plus que l'ordre économique néolibéral trouve très bien son compte dans une idéologie qui endort la vigilance critique. Nous n'apprécions guère ceux qui voudraient nous faire corriger nos penchants. Nous leur préférons de loin ceux qui les flattent pour les exploiter à leur profit[109]. Parmi ces penchants, il y a celui que l'aventure grandiose de 1789 a inculqué au peuple français : un amour immodéré pour les principes sublimes et les phrases encore plus sublimes par lesquelles on les formule, accompagné d'une égale indifférence quant au contenu pratique à leur donner[110]. Cela, nos habiles gourous de la bien-pensance postmoderne l'ont fort bien compris et en ont fait leur mot d'ordre : endormir les foules par le verbe et les abandonner à la force des choses. Pendant qu'ils savourent les délices d'une douce décadence entre leurs repaires germanopratins et leurs thébaïdes luberonaises, le monde bouge et aspire à nous piétiner.

Laissez-moi livrer à vos méditations un proverbe – chinois, paraît-il – que les éditoriaux de la presse africaine se plaisent à citer à tout propos, et le plus souvent hors de propos. Il nous dit que : « lorsque le doigt du sage montre la lune, le sot regarde le doigt ». Ce proverbe est idiot : si je ne regarde pas le doigt, comment pourrais-je savoir quelle direction il me désigne ? Il est toujours périlleux de faire d'un proverbe une maxime. Regarder le doigt peut m'aider à percer le dessein que poursuit le « sage » en m'invitant à regarder la lune, par exemple celui d'en profiter pour me faire les poches. Cette méfiance à l'égard de ceux qui promettent la lune peut paraître mesquine, elle n'a rien d'une sottise : ce n'est qu'une version terre-à-terre de la démarche philosophique de la « déconstruction ». Ce proverbe

fait aussi les délices des marchands de sable de la bien-pensance postmoderne : pendant que, la bouche grande ouverte d'ébahissement, nous avons tous le regard tourné vers les idéaux aimables qu'ils nous font miroiter, ils ont toute tranquillité pour perpétrer leurs mauvais coups dans notre dos.

Le reste, après, n'est plus que déclinaison. C'est pourquoi je me contenterai d'énoncer en vrac quelques traits de l'ordre moral imposé par l'esprit du temps.

La mauvaise conscience, d'abord, et ses effets sur le « vouloir vivre » des Européens, incapables de se penser un avenir parce qu'ils n'osent plus se penser en tant que communauté qui sait dire : « nous » en sachant à quoi le mot se réfère. La marginalisation des mécanismes démocratiques du fait du rejet du concept de « nation », et donc de « corps civique ». L'impuissance du politique face au « marché ». La vulnérabilité à la désinformation. La substitution de catégories morales aux concepts intellectuels. La fascination pour les visions « holistes » que notre paresse préfère aux tâches fastidieuses des approches analytiques. Le refus d'assumer le tragique de l'existence. La « psychologisation » du quotidien qui occulte les mécanismes sociaux objectifs fabriquant notre mal-être et étouffe ainsi les luttes sociales, c'est-à-dire le vrai moteur du « progrès ». Les ravages du « principe de précaution », issu de la négation du droit à l'erreur. La dévalorisation du travail productif. La perte de substance des savoirs transmis par l'école. Le repli des disciplines scientifiques au profit de celles qui préparent aux carrières dans les organes de contrôle social.

On parle beaucoup, n'est-ce pas, du « retour du religieux », poncif de ce début de XXIe siècle. Il ne s'agit pas, pour l'Occident en tout cas – y compris, quoi qu'on en dise, en Amérique –, d'un retour aux sources spirituelles de sa tradition et de son identité, bien au contraire. Je ne le ressens pas davantage comme l'émergence d'une « nouvelle spiritualité », mais plutôt comme une partie intégrante du courant postmoderne : le retour en force de la *pensée dogmatique*, à mesure que s'affadit le sens critique. On peut se gausser des « danses de la pluie », mais on y déjà presque revenu. Tenez, à ce propos, si on s'offrait une visite guidée ?

Le festival des repentances

Parmi ces danses de la pluie, figurent en bonne place les cérémonies de repentance. Il ne s'agit pas de se concilier les esprits de la météo, mais de faire pleuvoir les faveurs des divinités qui président à l'opinion.

Ce n'était certes pas dans cet esprit que la figure de la « repentance » a fait son entrée dans la vie publique, un beau jour de 1971. On se souvient du geste de Willy Brandt, lors de sa visite officielle en Pologne, tombant à genoux devant le mémorial du ghetto de Varsovie. Le premier chancelier socialiste de l'après-guerre avait beau être un maître de la communication politique, il y avait dans son geste toute la sincérité et la spontanéité d'un homme de cœur submergé par l'émotion, d'autant plus qu'il n'avait, à titre personnel, rien à se faire pardonner, ayant lui-même été jusqu'à surmonter son profond patriotisme pour lutter contre le nazisme depuis un pays étranger.

On ne peut pas non plus soupçonner de sombres calculs l'Église catholique lorsque, à l'issue d'une introspection douloureuse, elle a publié une « déclaration de repentance des évêques de France » qui a été lue le 30 septembre 1997, sur le site de l'ancien camp de transit de Drancy, antichambre française d'Auschwitz. Pour les rédacteurs de la déclaration, il ne s'agissait pas de flatter l'opinion, mais de répondre aux interpellations que la tragédie de la Shoah adressait à leur conscience et à leur foi de chrétiens. Comment l'Église a-t-elle pu, au cours de son histoire millénaire, se laisser infiltrer par le démon de l'antijudaïsme, alors que sa tradition spirituelle est issue du judaïsme, alors que Jésus, ses premiers disciples et sa mère, si chère au cœur des catholiques, étaient eux-mêmes tous juifs ? Pourquoi les avertissements lancés dès les années trente par des intellectuels chrétiens et le pape Pie XI lui-même n'ont-ils pas été mieux entendus ? Comment l'Église de France a-t-elle pu faire passer ses intérêts institutionnels avant les exigences de sa mission et de sa morale ? Comment a-t-elle pu garder « un silence coupable » et rester docile à des autorités civiles qui se livraient à des actes aussi atroces ? Les réponses sont nuancées. Elles ne passent sous silence ni la responsabilité de l'enseignement traditionnel de l'Église dans le regard que portent les chrétiens à l'égard des juifs, ni les choix effectués par la hiérarchie pour sauvegarder la sécurité de ses organisations, ni même les sympathies coupables de pas mal de catholiques pour l'ordre vichyste[111]. Ni, à l'inverse, le fait que l'horreur du sort que les nazis réservaient aux juifs est restée ignorée les premières années de l'occupation, les déclarations courageuses de responsables religieux de l'époque et les dévouements obscurs de tant de clercs et de laïcs qui se sont engagés à titre personnel pour sauver des milliers de juifs au péril de leur vie. Trop nuancées peut-être, pour l'esprit du temps qui aime les simplifications et qui, surtout, adore condamnations et anathèmes. Les bonnes âmes attendaient-elles de l'Église qu'elle se défausse de ses responsabilités collectives en désignant nommément des coupables à la

vindicte, le « méchant » Pie XII par exemple ou, à défaut, quelque cardinal qui s'était fait photographier en compagnie du Maréchal ? Ou, au contraire, qu'elle se livre avec délices à un exercice d'autoflagellation convenue ?

S'il y a un reproche qu'on peut adresser à la déclaration, c'est son flou sur les « aspects positifs » du dossier. Ce ne sont pas que des « initiatives individuelles » qui ont « sauvé l'honneur de l'Église » dans ces temps cruels. Il y a eu des actes de portée collective. On trouve dans le texte une brève allusion, déchiffrable par les seuls initiés : « quelques évêques courageux ont su élever la voix pour protester avec éclat, au nom des droits de la personne, contre les rafles de populations juives ». L'un d'eux était le cardinal Saliège, archevêque de Toulouse, pas juste un évêque parmi d'autres mais un des plus hauts dignitaires de l'Église de France. Son éclat de voix a pris la forme d'une « lettre pastorale » tout à fait officielle dont il avait en 1942 ordonné la lecture en chaire pendant la messe dominicale dans toutes les paroisses de son archidiocèse. Le choc a été immense. Des personnes qui l'avaient entendue m'ont dit en garder, soixante ans après, un souvenir précis : « on savait que les brimades se multipliaient contre les juifs, mais on ignorait jusqu'où ça allait ; on a compris ce jour-là que c'était quelque chose de terrible, dépassant tout ce que l'on pouvait imaginer ». Sa dénonciation des persécutions et de l'action du régime était rédigée dans des termes si vigoureux que les fidèles s'attendaient à ce que le cardinal soit arrêté, voire tué par les sbires de Vichy. Être arrêté ou tué, ce diable d'homme n'en avait cure lorsque sa conscience lui commandait de faire entendre la voix de l'Évangile. Quant aux actions concrètes de sauvetage de juifs par des chrétiens, outre l'exemple admirable des protestants du Chambon-sur-Lignon, il ne s'agissait pas que d'« actes de courage » isolés, elles ont aussi été prises en charge par des réseaux organisés mobilisant des couvents, des écoles religieuses – et notamment des pensionnats où ont été cachés, hébergés et scolarisés nombre d'enfants juifs – ainsi que de braves prêtres de campagne, avec ou sans la bénédiction de la hiérarchie. Peu de chiffres ; l'Église n'aime pas, ricanent ses ennemis, exhiber ses archives ; d'archives, d'ailleurs, il n'y en a peut-être pas : en ces temps de clandestinité, la prudence conseillait de ne pas en tenir. Sur les trois cents mille juifs de France en 1940, près des trois quarts ont échappé à la déportation : au moins une partie le doit aux « curés ». Mais quoi ? La démarche de « repentance » des évêques n'avait pas pour objet de présenter aux censeurs une comptabilité d'autojustification, sa signification était d'abord morale et spirituelle.

Heureusement que ce n'était pas, pour l'Église catholique, une opération de « relations publiques » car, si cela avait été le cas, c'était raté.

Le « bide » total. Elle a même donné à ceux qui ne lui veulent pas du bien un solide bâton pour se faire battre.

Depuis vingt-cinq ans, les vigilants gardiens du Temple de la « laïcité à la française » s'obstinent à se tromper d'adversaire. Ils continuent à agir comme si celui-ci était l'Eglise catholique, à croire que rien n'a changé depuis 1905, alors qu'elle est depuis longtemps devenue inoffensive à cet égard. Ils n'ont pas vu venir le défi bien plus sérieux que leur lance l'islam. Ils ont continué à bouffer du curé pendant que les « barbus » installaient tranquillement leur emprise. Paradoxalement, la posture islamophile de nos élites – et tout ce qui va avec : le succès du mythe de la « tolérance musulmane », la fascination pour *Al-Andalous* –, doit beaucoup aux combats d'arrière-garde que les ayatollahs de la laïcité continuent à mener contre « la calotte » sans voir que les calottes ont changé de têtes. Alors, la déclaration de Drancy est pour eux – passez-moi l'expression – pain bénit. Elle leur donne l'occasion d'afficher leur « déception ». Ah, les bons apôtres ! C'est pure hypocrisie car ils ont tout lieu d'être comblés. Le texte ne leur donne, il est vrai, guère d'arguments à exploiter dans le débat, mais la manière dont il a été compris – ou plutôt, incompris – est pour eux une divine surprise. En effet, qui s'est donné la peine de le lire, en dehors de cercles restreints ? Et qui se soucie des nuances ? Pour l'opinion de base, la cause est entendue : l'Église se repent, elle était donc coupable, point barre. Coupable de quoi ? Du pire, forcément, sinon on n'aurait pas fait un tel tapage. De là à ce beaucoup s'imaginent qu'elle s'est rendue complice du génocide … Je me demande même, en écoutant les interventions de certains sur des plateaux de télé, si elle ne passe pas, à leurs yeux, pour en avoir été *l'instigatrice*. Ce ne sont certes pas nos bien-pensants qui s'emploieront à dissiper le contresens : Pie XII tirant en sous-main les ficelles de Hitler, voilà bien un thème propre à les faire saliver, tout en étant du goût des amateurs de « théorie du complot » ! Qui vous dit qu'il ne fera pas bientôt son entrée dans l'« histoire officielle » ? En prime, on pourrait en faire des films et gagner plein de sous. Ah, on en a fait ? Je ne savais pas, je devrais aller plus souvent au cinéma. Ils avaient mille fois raison, ces Anglais de l'ère victorienne avec leur « *never complain, never explain, never apologize* ». Ne présentez jamais d'excuses, sauf pour des frivolités, sinon vous êtes perdus.

On devrait s'en souvenir car cela fonctionne de même pour toutes les autres injonctions de repentance : les croisades, l'esclavage, la colonisation, la décolonisation, les tirailleurs sénégalais, le *Banania*, le génocide rwandais, la famine au Sahel, que sais-je ? Non, pas toutes, je rectifie : vous imaginez une repentance pour le « génocide vendéen » ou l'extermination des Communards, ces crimes fondateurs de la République française ? Prenez

l'esclavage : c'est tout juste si les hérauts de la « cause noire » n'exigent pas maintenant repentance de la France pour l'avoir aboli sans la permission des intéressés[112], dans le seul dessein retors de les priver ainsi injustement de la gloire de s'être affranchis eux-mêmes par leurs propres luttes !

La repentance part d'un bon mouvement, mais c'est l'amorce d'un engrenage où on vous demande toujours plus. On vous intime de vous incliner devant la mémoire des victimes, pas pour l'honorer – certes pas : qu'ont-elles à faire d'hommages rendus par des êtres marqués d'une indignité aussi indélébile ? –, mais pour vous abaisser à une position qui facilitera le travail à ceux qui veulent vous piétiner. Et, à ce qu'il semble, vous aimez ça. Alors, pourquoi se priver ?

Dr Jekill & Mr Dupont

Quand je dis que vous aimez ça, il y a des limites. On a beau se complaire dans l'autodénigrement, il y a un moment où l'on aimerait se voir pour une fois dans un beau rôle. Un peu comme ces vieux acteurs coutumiers des personnages stéréotypés de truands ou de benêts qui aspirent à la tête d'affiche – et qui parfois y font merveille quand ils y accèdent sur le tard. Certains, se lassant que personne ne se décide à la leur offrir, décident de passer derrière la caméra pour se mettre en scène eux-mêmes. Dans la vie, c'est comme au cinéma, quand on en a l'occasion, le beau rôle, on se le donne.

C'est la voie qu'ont choisie nombre de bien-pensants. Les plus malins, cela va de soi.

En version locale, cela donne la posture des élites parisiennes, tellement soucieuses de se démarquer de la masse, qu'elles ont inventé – je vous accorde qu'elles se sont inspirées de spécimens pas totalement imaginaires – la figure bien connue du « beauf », censée incarner la turpitude franchouillarde dans toute sa pureté. On peut en dater la naissance avec assez de précision. On la doit d'ailleurs au cinéma[113]. Dans les années soixante-dix, Jean Yanne avait fait scandale avec son film *Les Chinois à Paris*. À travers la fable d'une occupation de la France par les troupes de Mao, il y parodiait les épopées résistantes, valeurs sûres de la production cinématographique française des deux décennies précédentes. Avec ses portraits – ses caricatures, plutôt – de personnages veules et cupides, il n'épargnait aucun des deux camps : il n'y avait plus ni bons ni méchants, tous étaient des ordures ou des pantins. Ce que les bien-pensants d'alors – les mêmes qu'aujourd'hui, à ceci près qu'en ce temps-là, ils s'affichaient à l'autre bord, celui où il ne fallait pas « désespérer Billancourt » – n'ont pas

supporté dans ce film était l'ambiguïté de son propos, invitant à une lecture au « second degré ». Jean Yanne, qui dissimulait sa sensibilité, sa chaleur humaine et sa finesse derrière des poses de « tête de lard » qui le faisaient ressembler superficiellement aux personnages de salauds qu'il incarnait avec une visible gourmandise dans les films de Chabrol, était une belle cible pour les amateurs de « premier degré », à croire que les esprits n'avaient guère évolué depuis le XVe siècle où les acteurs incarnant Judas dans les *mystères* étaient obligés de s'éclipser à la fin du spectacle pour ne pas être lynchés. Yanne ne s'était pas seulement amusé à « déconstruire » les mythes fondateurs de la Cinquième république – on le lui aurait vite pardonné –, il avait osé brocarder avec autant d'humour féroce les tics d'une intelligentsia progressiste, qu'il montrait complaisante aux « maos » et prête à s'adonner à la plus vile collaboration avec eux, du moment que c'était « tendance[114] » et qu'on pouvait « gratter de la thune ». Ruiné et mis à l'index, il ne lui restait qu'à s'exiler. Le film d'Yves Boisset, *Dupont Lajoie*, n'avait certes pas le défaut d'être subtil. Il était tout d'une pièce : formé à la bonne école des staliniens[115], son auteur connaissait les recettes qui marchent. C'est lui qui a installé le mythe du « beauf », et son titre, devenu locution familière, a longtemps servi à stigmatiser aussi bien la propension supposée des couches populaires à l'autosatisfaction et à la xénophobie[116], que les politiciens infréquentables qui sollicitaient leurs suffrages : un parfait contre-modèle donnant aux élites éclairées de quoi se sentir fières de leur « différence », tout en leur fournissant des motifs honorables de se démarquer du peuple français.

La stratégie du démarquage existe aussi en version export, plus sophistiquée, cela va sans dire. Elle s'appuie sur le constat que je ne cesse de vous rabâcher depuis mes premiers livres : « ils » nous en veulent – et on ne peut pas toujours leur donner tort de nous en vouloir. Comment sortir de cette situation inconfortable ? Par la tactique bien connue et vieille comme le monde du « c'est pas moi, c'est lui ». S'il y a un personnage qu'adoraient les bien-pensants, c'est bien Bush. Ils en ont fait, certes, leur bête noire mais que deviendront-ils sans lui ? Ils pourraient lui appliquer la phrase dont Marthe Hanau – l'aventurière affairiste dont s'inspire le personnage joué par Romy Schneider dans le film *La Banquière* – avait osé faire le titre d'un éditorial de son journal, au début des années trente : « si M. Hitler n'existait pas, il faudrait l'inventer ». Gonflé, non ? Quand on connaît la suite … Et notez le « monsieur » ! La qualité qu'ils ont trouvé à Bush, c'est celle de *faire-valoir* de leurs belles âmes : le *Dupont Lajoie* de la géopolitique. Avec Clinton, c'était plus difficile. Son sourire perpétuel et son talent incomparable pour laisser monter au coin de son œil une larme d'émotion à écraser discrètement

au bon moment, pouvaient attirer des sympathies – d'accord, il était fumeur, paraît-il : très mauvais point. De cigares pour préciser. Non ? Il ne les fumait pas ? J'ai décidément des lacunes, je devrais lire plus souvent la presse à potins. Avec son successeur, pas de danger qu'on le trouvât « sympa ». Donc, à chaque fois que le reste du monde pointe un doigt vengeur contre l'Occident et ses turpitudes, on peut prendre l'air innocent en s'exclamant : « c'est pas nous, c'est l'autre là-bas ». La tactique est grossière ; il faut donc la décliner en une thèse plus élaborée. C'est celle des « deux Occidents ».

Les deux visages que présente l'Occident aux yeux des peuples souffrants du « Sud », le visage aimable qui les fascine et le visage grimaçant qui attise leur hostilité, correspondraient à deux réalités *distinctes*. Il y a d'un côté un « bon » Occident : celui des « droits de l'homme », des libertés, des « repentances », de l'accueil à l'« Autre » – en bref, le nôtre, se convainquent les bien-pensants – ; et en face, le « méchant », marqué du sceau de l'infamie impérialiste : celui de l'exploitation, de la nostalgie coloniale et identitaire, de l'arrogance pseudo-universaliste, du « rejet de l'Autre ». Il est superflu de suggérer aux pharisiens de la bien-pensance de se reporter à la parabole de « la paille et la poutre » : qui s'intéresse encore à ces vieilleries de grenouilles de bénitier ? Qui même en a seulement entendu parler ? Je me contenterai donc d'observer que cette stratégie est inopérante.

Au premier degré, elle est inopérante parce qu'elle se heurte à la conviction bien ancrée au « Sud » que tous les « blancs » sont à mettre dans le même sac. Pas seulement aux yeux des « barbus », pour qui élites et « beaufs » partagent allègrement les mêmes mœurs dépravées. Quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, cela ne les empêchera pas d'être ce qu'ils sont : les héritiers de ceux qui ont asservi la planète. Ni de persévérer dans ce qu'on ressent avec le plus d'amertume : prétendre faire la leçon au reste du monde. Allez : je vous offre la récréation d'une petite anecdote. C'était en Haïti. Dans un village où nous allions de temps en temps pour profiter d'une jolie plage et de la fraîcheur des alizés, nous avions lié connaissance avec un jeune policier qui trompait l'ennui d'une affectation loin des siens en allant prendre un verre le samedi soir au seul bistrot à la ronde. Ce brave garçon était du genre idéaliste, entré dans la police, disait-il « pour servir son peuple ». Et quand bien même n'y serait-il entré que pour gagner son pain, j'aurais trouvé le motif tout aussi honorable, mais je crois qu'il était sincère. Il était bachelier et assez instruit pour entretenir des conversations sortant de l'habituel « bonjour, bonsoir, heureusement qu'il est tombé de la pluie ; et la famille ? » qui est l'ordinaire des propos de comptoir qu'on tient avec des inconnus en terre exotique. Un jour où le rhum avait coulé plus que de coutume, il prit un air embarrassé pour nous dire :

– C'est bizarre, jamais je n'aurais cru que je pourrais discuter tranquillement en buvant un coup avec des blancs.

– Et pourquoi donc ?

– Vous voyez, on nous a toujours dit d'avoir peur des blancs. À l'école, on nous enseignait que les blancs étaient tous méchants et qu'ils ne voulaient qu'une chose, nous reprendre notre liberté pour refaire de nous des esclaves. Quand j'étais petit, si je faisais une bêtise, mes parents me grondaient en disant : « si tu recommences, on va aller chercher le blanc, il t'emportera pour te faire *boucaner* et te manger ». Ça me fait tout drôle de parler à des blancs qui n'ont pas l'air d'être des cannibales.

Passons sur l'aspect folklorique, qui n'a rien d'original : dans les campagnes françaises d'autrefois, c'était du « bohémien » qu'on menaçait les enfants pas sages[117] ; ce n'est pas ce qu'on faisait de mieux, mais qu'y pouvons-nous aujourd'hui ? Passons aussi sur la dose d'humour qu'avaient les propos de ce jeune homme, assez fin pour tirer plaisanterie d'un étonnement simulé. On peut savoir faire la part des choses et être capable de ne pas se laisser aveugler par les stéréotypes, on ne s'en affranchit jamais tout à fait. Chacun sait que « le visage pâle a la langue fourchue » et que celui qui prétend ne pas être comme les autres est souvent celui dont il faut le plus se méfier.

« Ils » ont bien raison de se méfier. La dichotomie entre les deux faces de l'Occident, l'une cynique et brutale, celle de l'ordre économique appuyé sur la force guerrière, et l'autre débordant de bonnes intentions et de valeurs aimables qui restent de l'ordre du discours – ou d'une posture trop radicale pour jamais sortir d'une opposition confortable, comme celle des « altermondialistes » –, n'est qu'apparente. La seconde est non seulement inséparable de la première, mais elle lui est asservie, elle en est un instrument. Les peuples du « Sud » ne sont pas dupes de la « danse de la pluie » que leur jouent les « alter-occidentaux » pour s'attirer leur sympathie. Au premier degré, ils y voient pure hypocrisie, une ruse habile destinée à faire « passer la pilule ». Bonne raison, au demeurant, pour que les belles âmes soient les plus durement châtiées quand on les tiendra à merci. Et si, d'aventure, elles étaient sincères, elles n'en mériteraient que mieux leur châtiment, car on sait bien que « celui qui a trahi ton ennemi pour se mettre à ton service, te trahira à ton tour[118] ». Au second degré, certains, pas tous, peuvent être conscients du fait que les valeurs « tendance » dont se prévaut l'Occident « gentil » ont été recyclées, comme je crois l'avoir montré, par l'ordre néolibéral pour mieux assurer son emprise « globale » : la preuve en est que les élites du « Sud », alliées objectives de cet ordre, ont parfaitement assimilé le langage des bien-pensants pour le faire fonctionner au service de

leurs propres intérêts. Au degré zéro, ils décèlent dans la contradiction un défaut de la cuirasse, une faille à exploiter, et ils ne s'en privent pas.

La stratégie des « deux Occidents », par laquelle les « alter » et autres belles âmes de chez vous espèrent se soustraire à l'opprobre universelle pour être épargnés tels les Justes du Jugement dernier, n'est en effet pas seulement inopérante, elle est suicidaire. Si l'on souscrit à la thèse que j'ai présentée, le dynamisme singulier de la modernité occidentale est fondé sur un équilibre conflictuel entre valeurs utilitaires et valeurs humanistes. La dérive postmoderne, qui n'est autre que la déclinaison idéologique de l'ordre néolibéral, rompt cet équilibre et fait disparaître la relation antagonique qui cimentait l'édifice. En découplant les deux catégories de valeurs, en les déconnectant, pour remplacer *un* Occident contradictoire assumant sa contradiction, par un dédoublement entre « deux Occidents » étrangers l'un à l'autre, un « bon » et un « méchant » dont, au surplus, le premier désigne le second à la vindicte du monde, on brise la dynamique. Je dirais même – passez moi l'expression – qu'on « casse la baraque ». Unis et imbriqués, ces deux visages de l'Occident lui ont ouvert la domination du monde ; découplés l'un de l'autre, ils précipitent sa perte. Et celle des bien-pensants avec. On ne va pas pleurer pour eux.

Autopsie d'une désinformation

L'actualité française des premiers mois de 2006 a fourni une belle occasion d'affrontement entre les « méchants » et les « gentils ». Il s'agit de la douloureuse affaire – ou de la sinistre comédie, selon le point de vue adopté – de la « chasse à l'enfant ».

Tout a commencé avec les inquiétudes suscitées par la mise en chantier d'une loi – une de plus – sur l'immigration et le séjour des étrangers. L'orientation choisie par le gouvernement était mi-chèvre, mi-chou : rouvrir le marché du travail à une immigration sélective, histoire de le fermer encore plus aux chômeurs de chez nous, tout en donnant un os à ronger à ceux qui voyaient la chose avec méfiance : la promesse de durcir la lutte contre les clandestins ; à moins que ce ne soit l'inverse : serrer la vis à l'immigration sauvage tout en donnant des gages au camp bien-pensant. Avec ces politiques de bascule, on ne sait jamais dans quel sens leur logique fonctionne, à ceci près qu'on peut tenir pour probable que chaque camp en fera la lecture inverse de ce que souhaitent leurs promoteurs et qu'on finira par se mettre tout le monde à dos.

Sur ces entrefaites, et dans le contexte d'après les émeutes des banlieues, arrive l'incident de la tentative d'expulsion d'un lycéen en

situation irrégulière. Ce n'était pas un enfant : il était majeur. Mais surtout, il avait des copains – le vrai talent des petits malins est de comprendre les premiers qu'à l'école, comme dans la vie, il est plus important de savoir se faire des copains que de travailler pour décrocher des bonnes notes. Et là, c'étaient des copains qui savaient tirer les bonnes sonnettes. Du coup, « aux armes, citoyens », le lobby de l'apitoiement monte au créneau : « pauvre garçon, en pleine année scolaire, laissez-le au moins finir et passer son bac ». J'ignore s'il l'a finalement obtenu mais, en tout cas, l'affaire était dans le sac. D'autant qu'on fait savoir opportunément[119] que le diplômé potentiel avait engrossé une « Gauloise », ce qui le rendait, en tant que futur « père d'un enfant français », pratiquement inexpulsable une fois le rejeton reconnu : bien joué. Le ministre de l'Intérieur[120], beau joueur en apparence mais, je crois plutôt, trop pusillanime pour risquer son image sur un cas ponctuel en affrontant la meute des « collectifs » de soutien, remise au placard le *Kärcher* virtuel qu'il réserve à ses gesticulations médiatiques, et fait accorder à ce garçon méritant un permis de séjour jusqu'à juillet. Première capitulation, dont les bonnes âmes, bien entendu, ne lui savent aucun gré ; il y a dans cette chapelle comme un vestige de la vieille doctrine de la « prédestination » : une fois qu'elle vous a catalogué « méchant », plus de rédemption possible.

À partir de là, le précédent est créé et le mode d'emploi est à la disposition de tout « sans-papiers » qui a des enfants scolarisés en France : cela lui vaudra, pour le moins, un sursis. Et d'ici le terme de celui-ci, c'est bien le diable si la mobilisation des bonnes âmes n'a pas réussi à enclencher une dynamique de régularisation – une de plus, diront des esprits chagrins. Les esprits chagrins feraient mieux de se tenir à carreau car ils ne savent pas encore ce qui les attend : une superbe campagne qui les fera passer pour des salauds. Là intervient ce qui n'est sans doute qu'une maladresse de routine, mais qui fait désormais figure de provocation : des préfets envoient des policiers dans des écoles. N'ayant pas eu le privilège de leurs confidences, j'en suis réduit aux conjectures mais je connais assez les administrations pour avoir ma petite idée. Il ne s'agissait, je suppose, que de vérifier l'authenticité des certificats de scolarité en les comparant *de visu* aux registres des établissements – eh oui, c'est triste à dire, mais la précaution est élémentaire ; encore plus avec des « sans-papiers » qui, par définition, ne sont pas censés avoir de documents prouvant qu'ils sont bien les parents des porteurs de certificats. Pourquoi n'avoir pas confié cette mission à des fonctionnaires faisant moins tache dans le paysage scolaire, des travailleurs sociaux, par exemple ? Ne me dites pas que c'est parce que les préfets n'ont en eux qu'une confiance limitée dans ce domaine « sensible » ? À moins que

cet honorable corps, fort syndicalisé et, c'est assez naturel, largement acquis aux thèmes bien-pensants – ce n'est pas moi, professionnel du développement qui leur jetterai la pierre à cet égard, sachant bien qu'on ne scie pas la branche sur laquelle on est assis –, s'y soit refusé dans un héroïque geste de « résistance » ? On a eu du mal à le faire arriver, mais voilà le mot qu'on attendait, « Résistance », ajoutez-moi la majuscule s'il vous plait ! C'est une référence qui « fonctionne », la machine peut se déchaîner. Selon les recettes éprouvées de la désinformation, quand une question peut faire débat, l'essentiel est d'escamoter celui-ci afin d'empêcher l'adversaire de produire ses arguments et ses preuves. Il est bien plus efficace de trouver les mots-clefs qui font mouche et d'en faire des armes d'intimidation massive.

Il est vrai que, si l'on acceptait de débattre, le dossier des bien-pensants aurait du mal à « tenir la route ». On pourrait, par exemple, se demander s'il n'est pas normal que les familles restent ensemble. Quand des parents en séjour illégal sont « rapatriés », qu'y a-t-il de choquant à ce que leurs enfants soient rapatriés *avec eux* ? Ah, oui, il y a cette question scolaire ! Excusez-moi, cela ne me fait ni chaud ni froid. J'ai longtemps habité à l'étranger avec mes enfants. Lorsque mon contrat était achevé ou interrompu, mon permis de séjour expirait d'office et, année scolaire ou pas, il fallait rentrer au pays. C'était la règle du jeu, on l'acceptait et on n'en faisait pas tout un fromage. Et pareil dans l'autre sens quand on décrochait une nouvelle mission qui n'avait pas la bonne grâce de commencer à la rentrée de septembre. Et je ne vous parle pas des pays de l'hémisphère sud où le calendrier scolaire est inversé. Cela n'a pas empêché mes enfants de mener à leur terme des études correctes et de gagner aujourd'hui honorablement leur vie. D'accord, aucune n'a fait l'ENA mais, au risque de causer de la peine à certains, nous sommes nombreux à croire qu'il y a une vie en dehors de l'ENA.

– Ça n'a rien à voir : quand vous rentriez en France en fin de contrat, vos enfants trouvaient aussitôt une place dans une école de bonne qualité …

– Je vous interromps ; quand vous dites : « aussitôt », c'est faux. Effectuer les démarches d'inscription en cours d'année scolaire, donc en dehors des périodes réglementaires où les bureaux sont ouverts, et alors que les classes sont au complet, je vous garantis que c'est un vrai parcours du combattant qui prend facilement un mois ou deux.

– Tout ce que vous voulez, mais vous ne pouvez pas comparer votre cas de mercenaire de luxe au salaire confortable avec celui de ces malheureux sans ressources qui sont rejetés vers des pays où il n'y a pas d'écoles et pas d'avenir.

S'il n'y a pas assez d'écoles au « Sud », ou pas d'assez bonnes, ce n'est pas faute d'avoir fait ce qu'il fallait ; le « mercenaire » que je suis est bien placé pour le savoir. Combien de milliards ont été dépensés au cours des dernières décennies pour « renforcer » leur système scolaire, y édifier des classes, élaborer des programmes, imprimer des manuels, former des enseignants, pour l'essentiel aux frais de l'aide internationale, c'est-à-dire aux *vôtres* ? Si, maintenant, ça vous amuse de payer une deuxième fois ici ce que vous avez déjà payé là-bas, ça vous regarde[121].

Arrêtons la discussion : les arguments rationnels et la logique mesquine n'ont pas droit de cité à côté d'une image-choc. Pensez donc : les flics dans les écoles ! L'occasion est trop belle de présenter la chose comme une « rafle ». Le mot ne peut qu'évoquer les sinistres rafles d'enfants juifs opérées pendant l'occupation par la police de Vichy. Que le parallèle soit parfaitement abusif, on n'en a cure : la routine bureaucratique est presque mise au rang de « crime contre l'humanité ». Plusieurs semaines d'affilée, l'artillerie lourde de l'indignation vertueuse va pouvoir pilonner au rythme des éditoriaux et des manifestes brandis dans d'émouvantes veillées. La référence reste au niveau subliminal chez les rédacteurs soucieux d'un minimum de décence. Elle ne craint pas d'être explicite chez les plus militants. Il ne reste alors qu'à passer le relais aux appels à la « résistance ». Résistance d'autant plus attrayante que c'est sans risque qu'elle peut se délecter à dérouler le vocabulaire ronflant des grandes heures d'excitation collective que les Français aiment s'offrir de temps à autre pour se remonter le moral : « désobéissance civile », « mobilisation citoyenne », « parrainages républicains ». Vous aurez noté qu'on « citoyenne » beaucoup cet an-ci. Eh bien, « citoyennons » donc, nous aussi. Par exemple en faisant remarquer que ces appels à la désobéissance sont bien souvent des appels à enfreindre purement et simplement la « loi républicaine ». Appeler à changer une loi qu'on estime injuste ou inappropriée, c'est la base de la démocratie. Inciter à la violer, c'est autre chose : au mieux, cela disqualifie ceux qui s'y livrent de se réclamer de ce fameux « état de droit » qui pourrait bien les étouffer tant ils ont plein la bouche ; même si c'est au nom d'une « exigence morale » d'ordre supérieur, c'est en tout cas à manipuler avec précaution car cela peut être, au pire, la porte ouverte à n'importe quelle dérive. Quand l'appel émane d'autorités constituées, on n'est pas très loin des pratiques mises en œuvre par les fascismes débutants, le temps d'avoir fabriqué leurs lois scélérates. Lorsqu'un maire, revêtu de ses ornements sacerdotaux – excusez-moi, je délire ; je voulais dire « de son écharpe tricolore » –, donne sa bénédiction solennelle à l'illégalité, au cours de rituels larmoyants parodiant les cérémonies patriotiques, cela devrait entraîner aussi sec sa révocation, au

moins sa suspension, comme la loi en donne le pouvoir au ministre de l'Intérieur. Croyez-vous que « M. Kärcher » s'y serait risqué ? Non, il a laissé faire. Je ne suis pas dans ses secrets, encore moins – le ciel m'en préserve ! – à sa place. Peut-être estime-t-il que ces outrances déconsidèreront d'elles-mêmes leurs auteurs. Pour l'instant, ce n'est pas ce qui semble se produire. Du moins dans les milieux où l'on a droit à la parole. Assez sûrs d'avoir verrouillé l'espace médiatique, ils continuent à hurler à la « chasse à l'enfant » à l'occasion de la première expulsion survenant après la fin de l'année scolaire, celle d'un lycéen *majeur* et vaguement *délinquant*, une cause pourtant assez peu défendable, le cas ayant été, je suppose, sélectionné à cet effet par les experts en communication qui tiennent lieu de conseillers politiques à nos grands chefs. Les autres, les sans-voix, qu'en a-t-on à battre ? Ce ne sont que des « beaufs ». Un petit indice toutefois devrait mettre la puce à l'oreille : on achète moins les journaux ; ils s'en plaignent assez, mais pas au point de se demander si l'écart croissant entre la ligne idéologique qu'ils s'appliquent à suivre et le sentiment secret de leurs lecteurs n'y est pas pour quelque chose[122].

Le plus amusant, dans cette désinformation inspirée par le lobby xénophile, c'est qu'au fond, elle arrangeait tout le monde et c'est sans doute pourquoi elle a prospéré. « M. Kärcher », parce qu'elle lui offrait l'occasion d'usurper à bon compte l'image de fermeté dont il se targue auprès de son électorat ; ses adversaires, parce qu'elle leur permettait de diaboliser ce chef des « poulets » paré des plumes du faucon et de serrer les rangs en cultivant un thème qui en appelle au bon cœur du « peuple de gauche ».

C'est nous les Africains qui revenons de loin

Lors de la commémoration du cinquantenaire de la Libération, le président de l'époque avait « oublié » d'y inviter les anciens combattants de la « France d'outre-mer », de sorte que vous avez vu défiler dans Paris le 14 juillet 1994 les troupes du pays qui vous avait occupés aux lieu de celles qui vous avaient libérés. Il a fallu attendre dix ans de plus pour que la France rende un hommage un peu crispé à ses vieux soldats algériens, marocains et sénégalais qui avaient porté avec vaillance ses couleurs jusqu'au nid d'aigle du *Führer*, ainsi qu'à « sa » bonne ville d'Alger, berceau du suffrage universel[123], où on avait tracé les fondations de la société des trente glorieuses. A cette occasion, l'attitude des officiels comme celle de la presse témoignait d'un certain embarras.

L'affaire des pensions en était-elle la raison ? On révèle soudain que les anciens combattants africains ne touchent qu'une fraction de ce que

reçoivent leurs anciens frères d'armes français[124]. Au bout de quarante ans ? Avouez qu'on aurait pu s'en émouvoir plus tôt. Vu de France, il y a de quoi être choqué de la disparité. Vu d'Afrique, on s'aperçoit que les équivalences comptables sont fallacieuses. Ce qui compte n'est pas tant l'argent que le statut social auquel il fait accéder. Le peu qu'on leur verse est assez pour qu'ils fassent bonne figure parmi les leurs : si les quelque dix mille francs CFA mensuels de leur pension n'atteignent pas le « dollar par jour » auquel aspirent tant de leurs compatriotes, c'est déjà mieux que ce dont bien des retraités de leurs pays sont obligés de se contenter après trente ans de cotisation à des caisses fantômes. Demandez à un ancien combattant métropolitain ce que sa pension représente pour lui, et vous risquerez fort de penser que, si disparité il y a, elle est en sens inverse. Ce n'est que l'aspect terre-à-terre du dossier. Il mérite d'être rappelé, mais on ne peut pas en rester là.

Quelle a été la *vraie* rétribution accordée par la France à ses soldats coloniaux ? Elle a été *politique* et n'était pas si mince : dans un premier temps, l'abrogation par la constitution de 1946 du statut de l'indigénat et la reconnaissance de la citoyenneté française à leurs peuples ; quelques années plus tard, l'indépendance. Vous me direz, présenter comme une récompense le fait de mettre fin à une injustice qui n'a que trop duré, c'est tout de même spécieux. J'en conviens. Formulons-le autrement : « par leurs combats, ils n'ont pas seulement contribué à libérer la France, ils ont aussi aidé à libérer leurs propres patries ». On a dit la même chose en changeant de logique. C'est d'ailleurs de cette manière que me l'avait présenté le père d'une amie algérienne il y a une trentaine d'années. Parmi ses camarades des mouvements nationalistes, certains étaient tentés par les sollicitations des agents allemands qui les poussaient en 1942 à déclencher un soulèvement contre les Français. S'allier aux nazis ? « Moralement, c'était impensable. Nous avons préféré faire le pari inverse. Nous nous sommes engagés dans l'armée française en espérant y gagner la reconnaissance politique de notre cause ». Pour les Algériens, le pari a été perdu. Les avantages obtenus ont été infimes et, au surplus, mis en échec par les colons. En revanche, dans les territoires d'Afrique noire, l'abolition de l'indigénat et l'assouplissement du régime colonial ont apporté une amélioration réelle de la vie des populations, avec la perspective de l'indépendance au bout du chemin. La période 1946-1960 a ainsi été la plus heureuse, peut-être, que ces peuples aient vécue au cours des deux derniers siècles. C'est en bonne partie aux exploits de leurs soldats qu'ils le doivent. Ce n'est pas rien et, pour ceux qui en étaient conscients, comme ces ex-tirailleurs au maintien de seigneurs dont nous contemplions avec respect les boubous couverts de médailles militaires et de

croix de guerre avec palmes dans les réceptions du 14 juillet des ambassades de France, c'était un motif de fierté qu'il ne leur serait pas venu à l'idée de vouloir monnayer.

Cela, bien entendu, n'avait aucune chance d'être compris par les bureaucrates parisiens dont la mentalité étriquée n'a su rien trouver de mieux que de bloquer le montant nominal des pensions. Les économies ainsi réalisées n'ont été qu'une goutte d'eau au regard des sommes englouties dans la « Françafrique ». Pour la France, il y allait de son prestige que ceux qui l'avaient servie bénéficiassent d'un petit privilège. Elle a préféré se ridiculiser en en accordant d'immenses à ceux qui l'avaient répudiée. Elle n'a même pas eu la présence d'esprit de consentir à ses anciens libérateurs la satisfaction symbolique de garder la nationalité française au moment des indépendances, selon la vieille maxime de la Légion, « Français, non par le sang reçu, mais par le sang versé » – au moins à titre honoraire, c'est-à-dire personnel et non transmissible. Oui, mais encore eût-il fallu rédiger des montagnes de textes, et lequel de nos politiciens avait assez de générosité, de sens de l'équité et – surtout – de persévérance, pour affronter les réticences paresseuses des bureaucrates ?

Revenons à 2004 et à l'embarras de nos officiels. Pendant de longues années, les Français avaient occulté la mémoire de leurs anciens frères d'armes. L'oubli dans lequel était tombée la participation des colonies à la libération de la France n'avait rien d'involontaire : tout s'était passé comme si on avait *voulu* oblitérer le souvenir des combattants africains, comme si le souvenir de ces armées, déjà « blacks-blancs-beurs », risquait de donner un coup de vieux à la belle idée du *multiculturalisme* en rappelant de manière inopportune que c'était à peu de chose près *l'idéologie officielle des « colonialistes »* aux derniers temps de « l'Empire[125] ». Outre la « reconnaissance de la Nation » au titre de leur participation à l'effort de guerre, c'est aussi cette idéologie qui avait inspiré l'attribution de la citoyenneté française aux peuples coloniaux. Le rappeler serait aussi reconnaître que certaines de leurs revendications actuelles – dont celle de pouvoir entrer en France et y séjourner à volonté –, soutenues par pas mal de belles âmes à la mémoire courte, se réfèrent à *des droits que ces peuples ont eus*, jusqu'à ce qu'ils y renoncent *de leur plein gré* en choisissant l'indépendance, choisissant du même coup de devenir « étrangers » alors qu'on ne les y obligeait pas. À eux d'assumer : « on ne peut pas avoir le beurre … » Bon, vous m'avez compris. Peut-on trouver d'autres raisons, plus déterminantes ?

On pourrait imaginer que les Français « de souche » n'étaient pas trop fiers de faire remarquer qu'il étaient en minorité dans les contingents

débarqués en août 1944 – pour d'évidentes raisons pratiques : la métropole étant occupée, ce n'est que dans les colonies qu'on pouvait lever des troupes en masse[126]. Cette hypothèse me paraît en contradiction avec un esprit du temps qui s'efforce plutôt de mettre en lumière tout ce qui porte atteinte à la fierté des Français. Et en plus, les Français, de souche ou pas, n'ont pas l'air gênés, à quelques nauséabondes exceptions près, d'être représentés par une équipe de football où les Français « récents » dominent l'effectif. Tant qu'elle gagne, cela va de soi.

Autre hypothèse, plus perfide, mais plus sérieuse.

Après la période gaullienne où le discours officiel exaltait la légende dorée de la « France combattante », on en était venu à l'excès inverse, suite aux chocs provoqués dans les années 1970 par les travaux de l'historien américain Robert Paxton sur Vichy et par le fameux film *Le chagrin et la pitié*. L'image d'une France collabo, antisémite, délatrice, persécutrice, complice sinon initiatrice des déportations, s'était progressivement imposée dans l'enseignement, dans les médias et dans la bonne foi naïve de la « génération M … ». Voir dans ce renversement d'image la main de tel ou tel groupe visant à « culpabiliser les Français » est sans doute *anachronique* : le lobby mea-culpiste n'était pas encore constitué dans ces années-là. C'est plus tard qu'il a pris appui sur cette image pour assurer son essor. Je suis convaincu en revanche qu'on peut l'imputer pour une bonne part aux manœuvres du clan arrivé au pouvoir en 1981 à qui ce thème offrait l'occasion d'un brillant coup double. Il s'agissait en premier lieu de « blanchir » leur chef par un processus de « banalisation » : si l'ensemble des Français avait collaboré, lui qui avait rompu avec Vichy dès fin 1943[127] avait donc « moins » collaboré que la plupart et pouvait célébrer ses propres exploits résistants en gravissant la tête haute la roche de Solutré. Il s'agissait aussi pour la gauche, avec l'appui de quelques intellectuels médiatiques, d'accréditer le fantasme d'une « droite française éternelle », faisant de tous ceux qui osaient s'opposer politiquement au Jaurès réincarné les héritiers spirituels des milieux vichystes et du fascisme. Cette double stratégie, blanchiment et intimidation, a réussi au-delà de toute espérance à convertir des générations entières de Français à sa douteuse vulgate. Elle avait en plus pour le chef charismatique du « peuple de Gauche » l'avantage immense de saper le mythe fondateur de la Cinquième république et par là même de renvoyer dans les ténèbres la mémoire tutélaire de l'homme qu'il avait combattu avec acharnement de son vivant et qu'il poursuivait de sa vindicte au-delà de la tombe. L'enjeu, en effet, n'était pas celui d'une querelle d'historiens portant sur le fait de savoir si la France avait « plutôt » collaboré ou « plutôt » résisté, il était de nier le témoignage de ceux qui avaient dit

« non ». Sans doute étaient-ils une minorité, mais ils avaient été le levain dans la pâte et ce dont ils témoignaient était l'âme de la France. Dans toutes les analyses sur le Génie du Morvan, on voit revenir des qualificatifs comme « florentin », ou « machiavélien[128] », jamais celui de « faustien ». C'est pourtant ce qui rend le mieux compte de l'énigme la plus troublante de ce personnage : la séduction incompréhensible qu'il a exercée, en véritable « Prince de ce monde », réussissant quatorze ans d'affilée à envoûter ses proches, ses alliés, ses partisans, son peuple et même ses adversaires. L'imaginaire gothique et la littérature romantique savaient proposer une clef à ce genre d'énigme : le *pacte avec le diable*. Que le Tartuffe de Latché ait vendu son âme au diable, cela le regardait et nous attriste modérément, mais il a vendu dans le même lot l'âme de la France et nous aurons bien du mal à la racheter.

Alors, quand on se décide enfin à commémorer la participation coloniale à la victoire, quelques faits désagréables viennent au jour. Que les figures emblématiques de l'aventure combattante aient toutes deux été issues précisément de ces milieux conservateurs, catholiques et « moisis » stigmatisés par les bien-pensants[129], cela ne faisait déjà pas plaisir. Que ces deux chefs de guerre, Leclerc[130] et de Lattre, se soient montrés exempts des préjugés racistes[131] qu'on impute habituellement à leur époque et à leur milieu, cela fait partie de l'indicible. Mais qu'on révèle que, parmi les troupes débarquées en Provence et qui allaient s'illustrer de si brillante façon, les deux tiers se soient trouvées sous les couleurs françaises[132], voilà qui risquait de ruiner l'image si bien construite d'une France absente de l'arène de l'histoire. Comment ceux qui avaient fait de la légende d'une France collaborationniste leur fonds de commerce depuis deux décennies n'en auraient-ils pas été chagrinés ?

Ce serait faire trop d'honneur au chef de l'État du moment que de croire qu'il était conscient de la peine qu'il allait causer à Saint-Germain-des-Prés et qu'il en a fait fi. Son opportunisme admirable ne plaide pas pour une telle supposition. Il en a peu après administré une nouvelle démonstration : accrocher l'annonce de l'alignement des pensions des anciens combattants coloniaux à la « promo » du film *Indigènes*, il fallait y penser, non ? En plus, le film est excellent. C'est d'ailleurs pour s'en assurer par lui-même qu'il a voulu le voir avant. C'est à ce genre de détails qu'on reconnaît un vrai « pro ». Et c'est entre autres pour ça qu'on commence à le regretter. Allez, ce type-là a beau avoir quitté la politique, il n'a pas fini de nous réserver des surprises.

Allez vous-en, enfants de la patrie

Autre débat récent, lui aussi révélateur de l'esprit du temps et de l'indécision maladroite de nos gouvernants : la « loi scélérate » sur la colonisation. Je n'en retracerai pas l'histoire, elle est présente dans tous les esprits. Pas question de contester que ses promoteurs ont pris tout le monde de court d'une manière pas très correcte en mettant aux voix l'amendement incriminé lors d'une séance de nuit, profitant de ce que les quelques députés d'opposition présents étaient assez assoupis pour le voter par mégarde. Pas question non plus d'entrer dans les discussions techniques sur son caractère « inconstitutionnel » : il est vrai que les programmes scolaires sont du domaine réglementaire et non du domaine législatif, mais la loi Taubira de 2002 sur la mémoire de l'esclavage contient un article rédigé en termes semblables – les promoteurs de l'« amendement scélérat » n'ont été que de vilains copieurs – et nul ne songerait à la censurer pour autant, ce qui montre que les arguties juridiques ne sont que prétexte. Ce n'est pas davantage le lieu de discuter du fond – la colonisation a-t-elle eu ou non des « aspects positifs » ? – : je vous ai assez fatigués avec ce thème au long de nombreuses pages de mes livres précédents pour ne pas y revenir. Du reste, le problème ne se situait pas au niveau de la véracité historique de telle ou telle thèse, il était de savoir quels enjeux se cachaient derrière les arguments invoqués de part et d'autre. L'enjeu était en l'espèce, pour les promoteurs de la « cause noire », de prendre empire sur vos esprits afin de les préparer à la prise de possession de votre pays, qui est leur objectif final. Point barre. Quant à savoir si c'est ou non « à la loi d'écrire l'histoire », on peut observer que, dans le cas d'espèce, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. Je dirais même que la levée de boucliers corporatiste des historiens recélait une bonne dose de mauvaise foi[133] : le texte tel qu'il était rédigé indiquait que la question devait faire partie des programmes enseignés à l'école[134] et ne prétendait nullement « dicter leur enseignement » aux professeurs, si ce n'est pour rappeler, sous une formulation maladroite, une vérité d'évidence : les phénomènes historiques sont complexes et ne peuvent être *correctement* enseignés qu'en assumant cette complexité. Admettons que c'est superflu de faire des lois qui enfoncent des portes ouvertes, tout en remarquant avec perfidie que, sous couvert de dénoncer la prétention du législateur à imposer une « histoire officielle », ce que revendiquent nos braves signataires de manifestes n'est autre que le droit d'enseigner *leur* propre vision passablement manichéenne *en tant qu'histoire officielle*.

Je crois plus pertinent à ce stade d'évoquer comment ce thème de la « mémoire coloniale » a été instrumentalisé dans le contexte politique. Ce n'était pas *a priori* un enjeu passionnant les foules. J'ai d'ailleurs été frappé

de l'indifférence dans laquelle le débat a été accueilli par quelques anciens « coloniaux » avec qui je m'en suis entretenu : ce n'est pas une loi, ni l'absence de loi qui change grand-chose à la conscience qu'ils gardent d'avoir, à l'époque, accompli leur devoir, mêlée du sentiment, comme pour chacun de nous lorsque l'âge invite au recul, de ne pas toujours l'avoir fait assez bien, et d'assez de lucidité pour ne pas être dupes des ambiguïtés qu'il comportait. Pour la masse des Français, je veux dire : des Français « canal historique », la question coloniale, simple appendice de l'histoire générale, ne fait tout simplement pas partie de leur mémoire collective. À tort, car ses conséquences sont en train de façonner leur devenir au XXIe siècle, c'est le moment de le répéter. Il en était manifestement de même pour le gouvernement que pour la masse, d'où le défaut de vigilance qui l'a conduit à se laisser piéger, ainsi que le manque de résolution à combattre ce qui n'était qu'une manœuvre politicienne, une fois le piège refermé : la décence, le respect des institutions et de l'état de droit, la dignité de sa charge exigeaient qu'une fois la controverse venue sur un plan politique, le président de la République défendît bec et ongles un texte, même inopportun mais voté dans les règles, *qu'il avait lui-même promulgué*. Tout à son souci de complaire aux bien-pensants pour faire monter sa cote dans les hebdomadaires du jeudi, il a cédé à ceux qui criaient le plus fort – tous de ce bord, bien entendu – sans en engranger le moindre bénéfice : le contraire eût été immoral, s'agissant d'une capitulation sans combat. Pour la gauche, en effet, outre le fait d'être vexée de ne pas avoir détecté d'emblée l'occasion de faire donner de la voix par ses veilleurs de nuit au Parlement, l'affaire fournissait un thème rêvé pour afficher à peu de frais sa cohésion, pour mobiliser sa « base » et surtout pour retisser, avec les organisations militantes et bruyantes de la « société civile », les liens qui sont essentiels à son poids politique.

Et les principaux intéressés, les anciens colonisés ? Ceux du « Sud » sont, de toute façon, tellement imprégnés d'une « histoire officielle » qui fait du colonialisme le mal absolu – je parle des générations qui ne l'ont pas connu, auxquelles appartiennent les gens qui s'expriment –, qu'il n'est pas pensable pour eux qu'il puisse y avoir débat sur cette question : la cause est entendue, et la controverse franco-française ne mérite pas qu'on s'y intéresse autrement que pour jeter un peu d'huile sur le feu, histoire de mettre les blancs un peu plus mal à l'aise : le *business as usual* du mea-culpisme. Une exception notable est celle du président algérien : il a fait de cette question son cheval de bataille pour déverser sur Paris un torrent d'injures dont on voit mal l'utilité pour quelqu'un qui prétend vouloir signer un « traité d'amitié ». À exiger des excuses pour tout, la conquête, l'exploitation

coloniale, l'instruction obligatoire, la langue française, la guerre, la paix, les harkis, la « loi scélérate », l'abrogation de la loi, le fait de ne pas avoir déjà fait des excuses, que sais-je encore, il fatigue tout le monde y compris, semble-t-il, ses propres compatriotes qui ont des soucis concrets bien plus pressants. Il est vrai qu'il n'a guère à sa disposition d'autre terrain à occuper pour faire semblant d'« exister » politiquement, tant il est tenu par l'opinion publique de son pays pour une simple marionnette dont les militaires tirent les fils en coulisse. C'est surtout chez les ex-colonisés de chez vous, les soi-disant « nouveaux Français », que l'affaire a mobilisé en masse. Je dis : « soi-disant », sans aucune ironie, mais seulement pour constater que cette querelle a révélé à quel point lesdits « nouveaux Français » se sont spontanément et unanimement rangés *du côté de leurs appartenances d'origine* dans l'exécration de la « patrie » d'accueil où ils sont censés vouloir construire leur avenir. On peut certes se dire que cette belle unanimité était peut-être de façade, qu'elle ne concernait que ceux qui ont eu accès à l'expression publique, ceux qui étaient d'un sentiment contraire s'étant tenus cois. Il n'y a en tout cas pas trace de telles positions et, quand bien même certains auraient penché de ce côté, le simple fait qu'ils n'aient pas osé en faire état est, en soi, révélateur.

Il faut dire que rien ne les y poussait. Si les Français, je veux dire les « Gaulois », ne défendent pas leur propre mémoire, comment voudriez-vous que des personnes vivant leur situation de « corps étranger » d'une façon parfois douloureuse soient motivés pour le faire à leur place ? Quand les plus bruyants et les plus visibles parmi les « Gaulois » surenchérissent à qui se désolidarisera le premier de la mémoire nationale, ils découragent les « nouveaux Français » de la partager.

C'est pour contrer cette tactique[135], plus sans doute que pour capter, comme l'ont dit leurs adversaires, un électorat d'anciens pieds-noirs ou autres « nostalgiques », devenu trop résiduel pour peser sur les équilibres politiques[136], qu'a été déposé le fameux amendement. La loi ayant été votée dans l'indifférence générale, et l'amendement étant passé inaperçu, le coup était raté. À se demander si ses promoteurs, déçus de cette indifférence, n'ont pas eux-mêmes agité en sous-main les milieux idoines pour « rallumer le pétard », le but qu'ils visaient n'étant pas ce malheureux article de trois lignes sans portée pratique, mais la controverse pour la controverse, afin de susciter une prise de conscience, de mobiliser le camp des défenseurs de l'identité française et de compter leurs troupes dans une optique politicienne – l'enjeu se situant au niveau de leur poids au sein de leur propre parti. Si c'est le cas, le test a été concluant : ils n'ont rien mobilisé du tout. Au moins les choses sont claires. La France est fâchée avec son passé, elle n'a pas

envie qu'on lui en parle, sauf pour en dire du mal ou, à la rigueur, pour le recréer en costumes dans de gros romans historiques imprimés sur papier épais à lire dans le RER ou à la plage. « Ne m'appelez plus jamais *France* », disait la chanson de Sardou il y a trente ans[137]. Elle était prémonitoire. C'est sans doute pour cela qu'elle a déplu : les Français n'aiment pas leur passé, ils aiment encore moins qu'on les fasse penser à leur avenir.

La France, en tant qu'ancienne grande nation, a bien entendu un *passé chargé*. Dans les deux sens. Sa grandeur d'autrefois lui a donné un rayonnement et un prestige incomparables ; elle a aussi fait pas mal de dégâts à travers le monde. En premier lieu chez ses voisins européens. Le saccage du Palatinat par les armées de Louis XIV et l'odieuse guerre d'Espagne menée par celles de Napoléon dépassent de loin en horreur ce qu'ont pu subir de son fait les pays colonisés. Je ne suis même pas sûr qu'il faille en excepter le Vietnam et l'Algérie car les soldats désenchantés de la quatrième République n'avaient rien de la férocité joyeuse qui animait leurs devanciers du temps de ces campagnes cruelles. Je ne crois pas que les misères causées à ses voisins sont la raison pour laquelle la France s'est fâchée avec son ancienne gloire : qui sait en France que prononcer le nom de Napoléon en Espagne produit presque le même effet que de parler d'Hitler à Tel-Aviv ? Pourquoi les dégâts de ses épopées coloniales pèseraient-ils plus lourd dans sa conscience collective ? Parce que les ex-colonisés d'Afrique et des Antilles sont aujourd'hui les seuls à trouver profit à se plaindre et parce qu'ils sont assez nombreux chez nous pour porter leurs plaintes sous nos fenêtres ? Plus que le souvenir de ses méfaits, je crois que la mémoire de ses souffrances et de ses humiliations – les tranchées de 14-18, la défaite de 1940, l'occupation – est à l'origine du dégoût de la France pour son passé guerrier. Et peut-être même le souvenir de *la grandeur elle-même*. Pas seulement parce que la grandeur est lourde à assumer, qu'elle se paie en efforts, en devoirs, en fatigues et en sacrifices, tout ce dont on ne veut plus, mais parce que la grandeur est enfuie. Nous lui en voulons de nous avoir abandonnés et nous nous en voulons d'en avoir été collectivement responsables, comme un amant qui hait sa maîtresse trahie parce qu'elle lui rappelle sa trahison et le renvoie à son statut de traître. Cette grandeur que nous avons perdue, qui nous est refusée, que le cours du monde nous interdit d'espérer reconquérir, nous la prenons désormais en horreur. Cette nation qui n'est plus à la hauteur de ses aïeux, nous nous prenons à la mépriser. Ils ont raison, ceux qui ne croient pas à la sincérité de vos repentances : l'aversion de la France pour son passé glorieux et pour sa propre identité en tant que nation, ce n'est pas du remords, c'est du dépit. *Le renard et les*

raisins, toujours …Je vous avais prévenus qu'il continuait à rôder alentour et qu'on le verrait revenir.

C'est ainsi que, pour ne plus rien avoir qui nous en rappelle le souvenir obsédant, nous jetons aux orties tout ce qui peut, de près ou de loin, symboliser la grandeur passée de la France ou, simplement, en témoigner. La mémoire de nos grands hommes – à commencer par Napoléon, qu'on s'échine à salir comme si le personnage n'avait pas déjà assez de traits déplaisants sans qu'on en rajoute – et « la trace de leurs vertus », la gloire de nos hauts faits d'armes[138], les leçons de nos maîtres de savoir et de sagesse, les œuvres à la beauté insolente de nos chers classiques qu'on délaisse au profit de *happenings* débraillés et vociférants, notre langue elle-même dont on se complaît à massacrer la syntaxe et les inflexions, l'élégance de nos mœurs policées, la douceur de nos paysages et l'ordonnance solennelle de nos cités dont on ne restaure les monuments que pour offrir un décor aux incivilités, ce mélange de liberté de ton, de vivacité et de finesse qui faisait le charme de l'esprit français …

J'allais oublier la *Marseillaise*.

Après qu'on ait à plusieurs reprises sifflé l'hymne national dans des stades, voila que de bons esprits, portés sans doute par leur acharnement à chercher des « messages » qu'il faudrait comprendre dans toutes les manifestations de muflerie du moment qu'elles émanent de « l'Autre », en viennent à revendiquer qu'on en change les paroles, à titre de « repentance finale », je suppose. À la grande indignation, bien entendu, de quelques « nostalgiques » qui n'ont d'autre tort que d'être encore en vie et de tenir pour sacrées des paroles qui résonnent à jamais dans leur mémoire pour les avoir entendu chanter par des camarades qu'on menait à la mort. Il est vrai que « le sang impur » dont nous nous proposons d'« abreuver nos sillons », ne sonne pas très bien à nos oreilles traumatisées par les effroyables récits de « nettoyage ethnique » des dernières années. Mais enfin, un hymne national, cela devrait faire partie des choses qu'on assume : ou on en change, et cela s'appelle une révolution, ou on le garde ; et si on le garde, on le garde tel quel, tel qu'il a retenti sur les champs des victoires, pour apaiser le chagrin des défaites ou pour raviver de fragiles flammes d'espérance. Lorsque des mots se sont imprimés dans l'histoire, on n'en efface pas la trace. On a pu rebaptiser la ville « Volgograd », la bataille de Stalingrad restera « Stalingrad[139] ». Mais, à la réflexion, je crois bien que ce n'est pas tant à ce politiquement très incorrect « sang impur » qu'en ont les bien-pensants : leur urticaire a déjà explosé dès l'apostrophe inaugurale : « allons enfants de la Patrie ». « Enfants de la Patrie », avouons-le, ça ne fait pas très « pacte républicain ». Cela suggère qu'au-delà de ce pacte abstrait, il pourrait exister

une réalité plus coriace, je n'ose pas dire : « vivante ». Allons, osons le mot – le gros mot – : une « identité nationale ». J'ignore si ces bons esprits ont quelques notions de *bahasa melayu*, la langue parlée en Malaisie, et si ces « enfants de la Patrie » leur évoquent un parallèle avec les *bumi putra*, « fils de la terre », c'est-à-dire les Malais de souche auxquels la loi réserve des privilèges substantiels par rapport aux autres citoyens de la fédération. On pourrait en effet avoir la tentation de distinguer chez nous les « enfants de la patrie », notion englobant aussi bien ceux qui sont Français par généalogie que ceux, *d'où qu'ils viennent*, qui le sont par le choix d'assumer l'identité française ; et ceux qui ne doivent cette qualité qu'au jeu de règles administratives, ceux qu'on pourrait appeler « enfants de la loi ». L'idéologie du « pacte républicain » qui fleurit aujourd'hui dans les cercles bien-pensants voudrait qu'on extirpe la première catégorie des pensées – et des arrière-pensées – pour ne voir dans tous les citoyens que des « enfants de la loi ». D'où la nécessité de *purger* l'hymne national de la référence nauséabonde aux « enfants de la patrie ». Une telle posture, que je ne crois pas – ou à peine – avoir caricaturée, est d'ailleurs cohérente. Elle est en accord avec le droit positif, qui ne connaît aucune différence de régime juridique entre les citoyens ; elle est en harmonie avec la religion de la « primauté du droit », y compris quand celle-ci entre en conflit avec une réalité politique, celle qui consiste pour une partie de ces « enfants de la loi » à considérer la France comme *un pays ennemi*[140] contre lequel on ressent l'obligation morale de mener une « *guerre juste* ». Elle se situe surtout dans le droit fil de l'ordre social postmoderne : la tendance générale à la *précarisation* des conditions et des statuts. Une citoyenneté que me confèrent mes origines ou mon adhésion intime est trop robuste pour qu'on me l'arrache ; celle qui ne repose que sur des critères administratifs est fragile : ce que la loi m'accorde, la loi peut aussi bien me l'enlever. Je ne parle pas ici de « nationalité » mais bien de « citoyenneté », c'est-à-dire des droits politiques découlant de l'appartenance à une communauté maîtresse de son destin à travers les mécanismes démocratiques. Comment mieux faire triompher la précarité, valeur suprême de l'ordre néolibéral, qu'en extirpant tous les concepts qui prennent racine dans le terreau marécageux du « droit naturel » pour les remplacer par l'arbitraire de lois de circonstance ?

C'est pourquoi les bons esprits n'ont pas tort de réclamer que quelque rimailleur mercenaire reçoive la vertueuse mission de corriger ce ringard de Rouget de l'Isle dont le romantisme belliqueux, décidément, fait désordre, afin de leur concocter une version *remix*, dans le genre :

Allez-vous-en, enfants de la Patrie,
(…)

Aux charmes citoyens,
Fêtez vos réveillons,
Brassons, brassons,
Qu'un sang nouveau féconde nos sillons !

Tout va bien, c'est en route. Pas encore la rédaction, mais déjà le « sang nouveau ».

Brassons, brassons

Vous avez sans doute fait tout seuls ce constat simple : les mêmes qui n'ont de cesse de dénoncer les atteintes que les « géants d'Hollywood », l'« américanisation » des goûts et des mœurs, ou encore la « mondialisation néolibérale », portent à l'identité française – ils n'emploient pas cette expression réac', mais celle d'« exception culturelle » –, sont souvent les premiers à s'enthousiasmer de l'« enrichissement » que promet le « brassage multiculturel ». Leurs dénonciations font bien rire en douce Hollywood et les promoteurs des « marques globales ». Et si leur optimisme quant aux bienfaits du brassage en méritait autant ?

Je me dois de vous prévenir tout de suite : il y a dans ce chapitre des passages politiquement incorrects dont mes efforts laborieux ne sont pas arrivés à lisser toutes les aspérités. L'avertissement est nécessaire car je ne voudrais pas que des personnes à la santé fragile courent le risque d'être étouffées d'indignation ou d'être prises d'un égarement soudain. C'est pourquoi je vous recommande, avant d'en entamer la lecture, de vous assurer que vos médicaments habituels sont à portée de la main, un verre de bon vin rouge par exemple – à consommer avec modération, cela va de soi, tant qu'on en a encore le droit. Je précise, pour ceux que le titre intriguerait, qu'il y sera incidemment question de bière, mais pas de brasseries.

De l'assimilation à l'intégration

Lorsqu'on a pris conscience en Europe dans les années soixante-dix que les nombreux travailleurs immigrés arrivés d'Afrique du nord, des Balkans et de Turquie n'étaient pas destinés à regagner leurs pays respectifs à l'issue d'un contrat limité dans le temps, mais qu'il étaient bel et bien installés à demeure, on s'est interrogé sur les conséquences qu'il convenait d'en tirer. La France a ainsi ressorti du tiroir la notion d'« assimilation ».

Elle datait d'un temps où l'on peinait encore à se réveiller du rêve colonial en version « égalité-fraternité ». La constitution de la Quatrième république avait pu, sur le papier, peupler soudain l'Union Française de millions de « citoyens français », on ne s'était pas trop soucié de donner un contenu pratique à cette réédition de l'édit de Caracalla au déclin de l'Empire romain, sachant bien que les colonies étaient vouées, tôt ou tard, à l'indépendance. Sauf l'Algérie, qui n'était pas une « colonie », mais un ensemble de « départements français » – même pas « d'outre-mer » ! On s'était imaginé que cette fiction juridique[141] allait obliger à la garder. Qu'entendait-on par « assimilation » ? On avait donné ce nom, pendant la guerre d'Algérie, à une politique visant à aligner les droits politiques et le

statut économique des « Français musulmans » – le vocable utilisé alors pour distinguer les Algériens « pur sucre » des juifs et des pieds-noirs – sur ceux des Français tout court, de manière à faire de l'ensemble des territoires métropolitain et algérien une seule « grande France » s'étendant de part et d'autre de la Méditerranée, « de Dunkerque à Tamanrasset », comme l'avait dit, un peu vite, le Général. De gros moyens furent dépensés au service de cette ambition – de cette chimère, devrait-on dire – sous forme d'infrastructures, de constructions scolaires, de logements et de mise à niveau des services publics. Le programme[142] a fait de l'Algérie de l'indépendance le pays le mieux équipé du continent, il a échoué au plan politique à transformer les Algériens en « Français à part entière[143] » et à les convaincre de renoncer à leur identité algérienne arabe et musulmane à laquelle ils tenaient plus qu'aux avantages matériels, ce qui est tout à leur honneur. Ce problème était le cœur même du conflit : on l'oublie trop, sans doute ni par ignorance ni par inadvertance, mais parce que s'en souvenir obligerait à s'interroger sur la sincérité avec laquelle veulent devenir françaises nombre de personnes issues d'un peuple qui a combattu avec détermination tout au long de huit ans de guerre, précisément parce qu'*il ne voulait pas* être français.

L'ambition assimilationniste des années soixante correspondait à l'esprit du temps. Elle n'était pas si différente du projet d'« homme nouveau » soviétique ni de son pendant occidental, le consommateur standardisé. C'était avant le tournant idéologique de 1968. On ne parlait pas encore d'« identité » ni de « différences ». Après tout, argument rebattu, on venait d'achever l'assimilation des enfants de républicains espagnols et d'italiens antifascistes, devenus sans états d'âme – ils avaient du moins, eux, la courtoisie de ne pas le laisser voir[144] – d'excellents petits Français. Pourquoi n'en serait-il pas de même avec les Nord-africains de la « nouvelle » immigration ?

Au cours des années quatre-vingt, le vocable d'« intégration[145] » a remplacé celui d'« assimilation ». Si l'assimilation ne fonctionnait pas, bien que son concept fût assez clair, il n'y avait aucune raison pour qu'une « intégration », notion plus floue, réussisse davantage. C'est du moins l'opinion qu'on peut en avoir lorsqu'on pense que les concepts clairs fondent des stratégies pertinentes. Bien sûr, ce raisonnement trop cartésien montre à quel point je manque de fibre politique. Un politique, lui, comprend d'instinct l'immense avantage des concepts flous : brouiller les pistes et empêcher qu'on puisse discerner plus tard le succès ou l'échec de ses actions. Il est vrai que le climat de contestation de l'après-68 n'avait pas épargné une politique visant à conformer des gens d'origine diverses à un

moule unique, projet « autoritaire », « ethnocentrique », et donc détestable. La mode était désormais à la « différence », aux « identités », aux « racines », de préférence lorsque celles-ci étaient exotiques : un projet politique visant justement à gommer ces « identités » ne pouvait être qu'une odieuse prétention revenant à « nier l'Autre ». L'assimilation n'avait plus aucune chance. Intégrons, donc, se propose la France d'alors. Ça tombe bien : les enfants du « rapprochement familial » formeront un matériau propice à la mise en œuvre de ce projet. Et c'était promis : ce qu'on affirmait naguère, à savoir qu'il n'y avait aucune raison que l'immigration nord-africaine ne s'assimile pas puisque les personnes d'origine ibérique ou italienne y étaient arrivées, on le reprenait intégralement en substituant seulement le mot « intégration » à celui d' « assimilation ».

Sans l'avouer, l'intégration prenait ainsi acte de l'échec de l'assimilation. On ne se proposait plus de transformer les immigrés, ou plutôt leurs enfants, en vrais Français. On leur a ouvert l'accès à une citoyenneté administrative qui leur donne des droits : c'est réussi. On espérait vaguement qu'ils trouveraient convenance à se conformer aux usages réglant les comportements dans l'espace public : là, c'est plus mitigé. On avait renoncé à attendre d'eux qu'ils adoptent nos mœurs, qu'ils s'approprient notre histoire et notre culture, qu'ils prêtent allégeance à la nation française : c'est réalisé au-delà de toute espérance. Si vous me permettez cette comparaison irrévérencieuse, il en a été comme avec l'extension des appellations contrôlées. Presque tous les vins de pays sont devenus « AOC » par la grâce de critères administratifs, mais ce n'est pas pour autant qu'on les trouve tous sur les tables étoilées.

À quoi – ou à qui – faut-il reprocher le succès pour le moins discutable de l'« intégration » ? Il y a plusieurs réponses qui, au premier degré, en disent plus long sur les auteurs des réponses que sur le phénomène lui-même. Ce n'est pas une raison pour s'arrêter au premier degré. Je vous propose de vous livrer à un petit exercice du type de ceux que vous offrent vos journaux ou le site Internet *Expression publique* ; cochez dans la liste suivante la réponse la plus proche de ce que vous pensez :

(a) ces gens-là sont incapables de s'intégrer, quoi qu'on fasse ;

(b) ils n'avaient pas vraiment envie de s'intégrer ;

(c) on n'a pas fait ce qu'il fallait pour ;

(d) c'est de la faute des discriminations dont ils sont victimes de la part des « Gaulois ».

La réponse (a) vous classe d'office dans le camp nauséabond d'un « essentialisme » indécrottable à quoi on reconnaît les penchants d'extrême-

droite, c'est pourquoi je ne doute pas que vous la rejetiez avec horreur. Elle n'est, hélas, pas stupide pour autant, à la condition de la prolonger par une réflexion sur les causes de cette prétendue « incapacité ». S'agit-il d'une inaptitude congénitale ? Non, bien sûr : la matière humaine est trop malléable pour que les comportements soient prédéterminés. Les différences qu'on observe entre ceux de tel ou tel peuple ne relèvent pas de déterminants « naturels » mais du conditionnement culturel[146]. Si l'on prend la mesure de l'étrangeté de la culture occidentale pour des personnes issues d'un tout autre contexte, du processus historique long et douloureux par lequel cette culture s'est forgée et s'est imprimée dans vos réflexes sociaux, il n'est guère étonnant que bien des nouveaux venus éprouvent les pires difficultés à se couler dans son moule. C'est, au demeurant, parce que la sujétion aux règles imposées par les « blancs » leur infligeait une épreuve si dure que les peuples dont ils sont issus l'ont rejetée il y a cinquante ans en réclamant leur indépendance. Pourquoi voudriez-vous que ces normes soient plus faciles à assimiler et à supporter pour leurs petits-enfants, au surplus éduqués depuis lors dans l'idée que l'abolition du colonialisme les avait enfin rendus à leur « vraie » identité ancestrale ? Et posez-vous la question dans l'autre sens : si j'avais à m'« intégrer » dans une société africaine ou asiatique, y arriverais-je ? Des nombreux Européens qui s'expatrient dans ces contrées, combien s'intègrent *réellement* aux sociétés locales et à leurs mœurs ? Presque aucun.

La réponse (b) est pure spéculation. Que savons-nous de ce que d'autres personnes « veulent » ou ne « veulent pas » ? Il n'est pourtant pas interdit de la reformuler : « ils ne voyaient pas d'intérêt objectif à s'intégrer ». À la lumière des observations qu'appelle la réponse (a), on peut en effet poser se poser la question en termes plus précis : vu le mal que doivent se donner des personnes issues de cultures non occidentales afin de s'intégrer chez vous, les récompenses qu'elles peuvent en attendre sont-elles à la mesure des efforts auxquels s'astreindre ? À partir du moment où cela ne fait guère de différence sur le plan de l'accès à l'emploi et aux avantages sociaux ainsi que du droit au séjour, y a-t-il même la moindre récompense attachée au fait de s'« intégrer » ? Avec, en prime si j'ose dire, la rupture du lien social avec ses congénères, voire la crainte d'être taxé de « trahison » au risque d'être exclu des solidarités communautaires, pour une satisfaction personnelle hypothétique et ambiguë.

Les réponses (c) et (d) auront sans doute la préférence des sondés et des sondeurs car elle ont l'avantage immense d'être politiquement correctes. La réponse (c) l'est en effet sans jouer sur les mots : c'est celle que nous donnent les politiques et il est vrai que, de leur point de vue, elle est parfaitement correcte car c'est sur ce seul plan que les institutions peuvent se

situer pour déterminer leurs actions. Malheureusement, si les « institutions » peuvent avoir leur logique propre, c'est une logique aveugle. Elles n'ont de volonté que celle que leur impriment ceux qui les dirigent et ceux qui les servent – ou s'en servent. Avec une constante dans le discours politico-syndical à la française où, lorsque vous entendez : « on n'a pas fait ce qu'il fallait », on doit traduire : « on n'a pas mis *assez de moyens* ». Cette vision quantitative, le plus souvent, ne reflète que les intérêts corporatistes des acteurs du système, en l'espèce les bureaucraties qui nous fabriquent de coûteux dispositifs « usine à gaz », relayées par les travailleurs sociaux et la nébuleuse d'organisations associatives chargées de leur mise en œuvre ; tout ce beau monde s'appuie sur elle pour revendiquer toujours plus de budgets, de pouvoirs et de privilèges, quand ce n'est pas un « plan Marshall ». Or, elle est fausse. Des moyens, on en a mis d'immenses. Mais ce n'étaient pas les bons, je suppose, si l'on en juge aux résultats.

Plutôt que d'entrer dans un débat factuel sur les différents *gadgets* qui ont tenu lieu de politique, je vous propose de pousser le raisonnement. Admettons sans barguigner que les moyens aient vraiment été insuffisants. À part dans des cercles animés par des gens peu recommandables, on ne s'est pas posé une question qui relève pourtant d'une approche classique en matière de gestion publique – et familière aux technocrates – : savoir s'il ne valait pas mieux réguler les flux migratoires pour les ajuster aux *moyens disponibles* et à la *capacité d'absorption* de la société française[147]. En outre, le « on » du « *on* n'a pas fait ce qu'il fallait », ne se rapporte pas qu'aux institutions ou à nous tous en général. Il inclut aussi tout un courant rassemblant des militants de terrain bien intentionnés, des chercheurs en sciences sociales et des faiseurs d'opinion prestigieux dont les éloges de la « différence », l'action diffuse de soutien aux tendances « identitaires » et le penchant à dénigrer le « complexe de supériorité occidental », n'ont pas fait que du bien à la cause de leurs « protégés ». Disons-le tout net : les bons sentiments ont bien « savonné la planche » à l'intégration, au moins autant que les réticences des « Gaulois » de base à s'ouvrir à « l'Autre ».

Celles-ci sont évoquées par la réponse (d). Discrimination, oui, il y en a, impossible de le nier. Reste à en apprécier l'ampleur et la portée. En tout cas, il y a au moins un motif à ne pas s'en alarmer outre mesure : elles ne font pas de la condition qui attend chez vous les candidats à l'immigration un enfer tel que cela les dissuade d'être sans cesse plus nombreux ! Selon un sondage récent[148], soixante et un pour cent des noirs de France estiment « avoir été victimes de discriminations ». Ce genre de sondage est révélateur, non de la *réalité* des discriminations – interprétation qu'on en a pourtant tirée – mais de l'ampleur du *sentiment* de discrimination éprouvé par ceux

qui en sont l'objet. Encore faut-il l'interpréter. Je suis même surpris qu'on n'approche pas davantage des cent pour cent de réponses positives. Ayant vécu longtemps en minoritaire, dont une quinzaine d'années en pays « noir », ce sentiment m'est familier. Cela va de tracasseries parfois irritantes mais mineures[149], comme le fait d'être toujours servi en dernier dans une file d'attente, de payer le double du prix pour un taxi ou les remarques acerbes sur le thème : « vous les blancs », à des manifestations porteuses d'effets nettement plus tangibles, comme me faire préférer un « frère » pour l'attribution d'un emploi ou d'un contrat, à qualifications et compétences égales – enfin, quand je dis : « égales », c'est pour rester aimable. Je n'imagine pas que des membres des « minorités visibles » vivant en France aient pu complètement échapper à ce genre de désagréments. S'ils ne sont « que » soixante et quelques pour cent à avoir répondu « oui », ils sont bien bons car je me refuse à croire que les reproches faits aux Gaulois soient aussi peu fondés, ce serait un scoop !

On peut se demander, en revanche, quelles seraient les réponses à une question formulée de façon plus rigoureuse : « pouvez-vous citer des actes précis de discrimination ayant porté atteinte à vos droits ou à vos intérêts ? ». Je ne doute pas qu'elle apporterait une proportion importante de réponses positives. Je ne doute pas non plus de la sincérité des réponses. Il faut néanmoins être conscient qu'une personne peut, en toute sincérité, s'estimer victime de discrimination, sans que pour autant son « identité » ethnique ou religieuse soit en cause. Quand on se rend à un entretien d'embauche pour un poste de commercial, en *dreadlocks*, jeans *baggy* délavé et baskets fluo non lacés, qu'on entre sans frapper en se balançant sur un rythme de *rap* tout en toisant le recruteur et qu'on répond à ses questions par des borborygmes vernaculaires – oui, j'admets, c'est une caricature : je force le trait pour me faire comprendre –, faut-il, en cas d'échec, l'attribuer à des préjugés « racistes », plutôt qu'à l'allure et aux manières par lesquelles on a cru malin de se singulariser[150] ? L'objection n'a pas échappé aux militants de la lutte contre les discriminations : « ce que vous voulez, disent-ils, c'est que les minorités visibles se coulent dans votre moule et se fassent *invisibles* ». Ils n'ont pas tort. Sur le constat. Mais on peine à leur donner raison sur les conclusions qu'ils en tirent, à savoir que la majorité « blanche » est « coupable » de ne pas faire droit à leur revendication contradictoire de *jouir des mêmes droits tout en refusant de se plier aux mêmes normes sociales*. En tout cas, la discrimination est un alibi commode pour occulter les causes objectives – et bien connues de tous – des problèmes rencontrés par les « minorités visibles » – manque de qualification, ignorance ou mépris des règles du jeu, affichage délibéré d'attitudes provocatrices – et les exonérer

de l'effort qui leur incombe pour y remédier : il est plus confortable de me dire que je ne trouve pas de travail parce que les Grands Méchants Blancs en veulent à ma couleur de peau que parce que je n'ai rien branlé à l'école. Vous me direz que même les titulaires de diplômes élevés postulant à des emplois de cadres sup' ont encore plus de mal à être admis au sein du « système ». Je vous répondrai que c'est dur pour tout le monde. Plus on monte dans l'échelle professionnelle, plus les exigences de conformité au modèle sont strictes ; au surplus, lorsqu'on fait partie d'une « minorité visible » dont la frange réfractaire ne cesse de vitupérer à grand bruit contre la société, on n'échappe pas à l'obligation, peut-être injuste mais logique, de montrer qu'on a « choisi son camp », de donner des gages d'allégeance. C'est la vie.

Mon sentiment est que les avatars de l'intégration découlent de deux traits typiques de la culture politique française : le nominalisme et l'esprit de système. On jette un mot dans le débat, on s'accorde pour lui trouver des mérites, on l'érige en principe sans se préoccuper de lui donner un contenu pratique et on croit avoir réalisé une réforme ; après quoi on le répète inlassablement comme une incantation. Et quand on croit avoir posé un principe parce qu'on a trouvé une étiquette à coller dessus, il faut que tous y communient ; le scepticisme n'est pas toléré ; pire, il est diabolisé. C'est ainsi qu'on en a usé avec l'intégration. On la décrète obligatoire et quand ça ne marche pas, on ne comprend pas pourquoi : « on a pourtant tout fait pour ». On se rend ainsi vulnérable au discours mea-culpiste : « non, justement, vous n'avez pas tout fait pour ; si l'intégration n'a pas marché, c'est de votre faute à vous "Gaulois", vous n'avez pas fait les efforts que vous auriez dû pour nous accueillir, c'est à cause du rejet de l'"Autre", etc. », vous connaissez la musique.

En réalité, ce n'est pas l'intégration en soi qui n'a pas marché : la preuve en est que pas mal de « rebeux », dans la génération des trente-cinq à quarante-cinq ans, nés en France ou arrivés enfants, donnent l'impression d'être parfaitement intégrés. Ce qui a échoué est *l'intégration obligatoire*. Pourquoi ne pas reconnaître que certains ont plus d'atouts que d'autres pour s'intégrer, que certains peuvent en avoir envie et d'autres pas ? Et pourquoi ne pas reconnaître à chacun le droit de *choisir*, en respectant son choix et en le plaçant en face de ses responsabilités ? « Que tu t'intègres ou non, n'est pas notre affaire, c'est à toi de voir mais assume les conséquences. Ou bien tu te conformes à nos mœurs, à nos codes et à notre vision du monde sans les discuter et tu as toute ta place parmi nous. Ou bien cela ne te dit rien, et tu fais ton temps, mais tu n'acquiers pas le droit de rester chez nous à demeure et, le jour où cela ne nous arrangera plus, tu devras partir ». Je me sens assez

bien placé pour en parler. Dans les pays, en Afrique, aux Amériques et ailleurs, où j'ai habité de nombreuses années, je n'avais nulle intention de m'intégrer ; je trouvais donc normal d'y avoir moins de droits et vocation à les quitter dès que ce pourquoi j'y étais venu serait terminé.

Bien entendu, offrir l'intégration comme *option*, c'est aussi être intraitable sur l'alternative en posant clairement le principe de la précarité du droit au séjour pour ceux qui s'y refusent ou y échouent, et le faire respecter sans faiblesse. Sur le plan pratique, ce n'était pas si difficile. Il suffisait d'appliquer la règle qui a cours dans beaucoup de pays : la cessation de l'emploi qui a justifié la délivrance du titre de séjour entraîne d'office la caducité de celui-ci, une « immigration CDD » en quelque sorte ; et de même pour ceux qui n'arrivent pas à satisfaire à des critères stricts de naturalisation au bout d'une durée donnée. En l'assortissant, comme on n'est pas des sauvages, du remboursement *de plein droit* des cotisations de chômage et de retraite, au lieu de l'humiliante – et malhonnête – prime au départ volontaire surnommée « prends dix mille balles et casse-toi » qu'avait essayée de mettre en œuvre le gouvernement de Raymond Barre. C'est faute d'avoir utilisé cette méthode et de s'être résigné à une « immigration CDI » qu'on se retrouve avec un stock de « chômeurs à vie » pour qui on n'a aucune solution et qui plombe le dynamisme et le moral de la France.

La politique – ou plutôt la rhétorique – de l'intégration obligatoire a abouti au résultat exactement inverse : pérenniser le droit au séjour d'une masse de populations qui *refusent* l'intégration *par le fait même qu'on la leur a imposée et promise* au lieu de leur signifier que c'était à elles d'en faire le choix et leur responsabilité de la réaliser par elles-mêmes. Et on feint de s'étonner du développement des tendances communautaristes ?

Des goûts et des couleurs

Il ne suffit pas qu'existent sur un territoire différentes communautés, ethniques, culturelles ou religieuses, ni même que ces communautés cherchent à se singulariser les unes par rapport aux autres pour qu'on puisse parler de communautarisme. Le « particularisme communautaire » avec tout ce qu'il implique de folklore culturel ou culinaire, de coutumes vestimentaires, et même d'endogamie, de népotisme, de solidarité et d'entraide, n'est pas le communautarisme. On le voit avec les amicales de Bretons, de Corses ou d'Arméniens, où se cultive la convivialité communautaire, sans pour autant qu'elles fonctionnent comme des noyaux de contre-pouvoir[151].

C'est en revenant sur l'idée de laïcité telle que l'ont forgée ses pères fondateurs sous la Troisième république que l'on peut le mieux appréhender *a contrario* en quoi consiste le communautarisme.

La laïcité n'est pas seulement la cohabitation paisible entre des religions différentes. Tout cela était déjà acquis en France avec l'édit de tolérance de Louis XVI et l'émancipation des juifs en 1789, cent ans après que le *Bill of Rights* eût reconnu la liberté de conscience en Angleterre[152]. L'abolition des discriminations et des statuts particuliers, l'égalité des citoyens devant la loi n'étaient déjà plus objet de débat depuis un bon siècle lorsque le parti radical a engagé la France dans la voie de la laïcité autour des années 1900.

La laïcité à la sauce Troisième république est inséparable de la lutte anticléricale. On peut définir le cléricalisme comme le fait que la hiérarchie religieuse exerce une autorité risquant de mettre en échec la volonté du corps politique et puisse influencer le pouvoir d'État. Dans un régime soumis au cléricalisme, les autorités politiques sont obligées de composer avec les hiérarchies religieuses. Une variante extrême du cléricalisme est l'alliance du pouvoir d'État avec la hiérarchie religieuse, comme l'Espagne de Franco en a donné l'exemple. La France de 1900 n'était pas dans cette situation, même si les tentations royalistes n'avaient pas disparu et si l'Église catholique était soupçonnée de les encourager[153], mais les radicaux feignaient de le craindre d'autant plus que, en bons disciples de Rousseau qu'ils se flattaient d'être, ils étaient prompts à s'irriter de tout ce qui pouvait faire obstacle à la « volonté générale », c'est-à-dire *la leur*. Ils l'ont d'ailleurs manifesté en d'autres domaines, par exemple à travers la répression qu'ils ont menée contre le mouvement syndical. À cet égard, l'anticléricalisme était un bon moyen, pour ces dignes héritiers de Voltaire et des massacreurs de communards, de dédouaner leur bonne conscience « progressiste » tout en laissant en l'état la question sociale[154]. L'exact inverse de l'orientation que prenaient à l'époque les pays d'Europe du nord, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, plus soucieux, eux, du sort concret des travailleurs[155] que de régler de vieux comptes avec leurs « curés ». Un motif de plus pour que la France républicaine, politiquement à l'avant-garde mais à la traîne sur le plan social, se sentît isolée dans une Europe *entièrement monarchique* à l'exception de la Suisse – et du Portugal à partir de 1911. Les personnages de Proust pouvaient encore s'attrister du spectacle médiocre que donnaient les dirigeants de la République en habit sombre sur une scène diplomatique où les dynastes paradaient en chapeaux à plumes.

La doctrine française de la laïcité est ainsi le produit quasi accidentel de circonstances politiques particulières. On peut s'étonner qu'elle ait pu être

érigée en principe intangible et figurer désormais parmi les « valeurs de la République[156] », il en est ainsi et on voit mal qui pourrait revenir dessus. En un sens, la lutte pour la laïcité a été une lutte pour faire prévaloir le pouvoir d'État sur toute forme de contre-pouvoir issu de la société civile. La Troisième république se situait ainsi dans le prolongement direct du projet révolutionnaire visant à briser les « corps intermédiaires ».

L'Angleterre a connu une histoire politique toute différente. Sa *Glorious Revolution* de 1688 a fondé un compromis entre le pouvoir royal, les aspirations politiques des classes montantes et les forces établies de la société civile. Cette culture du compromis, qui implique une négociation entre des forces indépendantes les unes des autres, est très différente de la culture du « rouleau compresseur » instituée en France à partir de Richelieu, puis amplifiée par les révolutionnaires et le bonapartisme[157]. La laïcité à la française, interdisant aux citoyens toute autre allégeance qu'à l'égard de l'État, ou du moins rejetant les autres allégeances dans la sphère de la vie privée, permet de mieux définir en négatif le concept de communautarisme.

Dans un système politique qui accepte le communautarisme, l'allégeance à une communauté, ethnique ou religieuse, est *première* par rapport à l'allégeance à la nation. Les communautés se dotent de centres de pouvoir qui exercent en leur sein des attributions normalement dévolues au pouvoir d'État et règlent la vie sociale sans référence à des normes édictées par l'État. Les autorités communautaires exercent en outre une fonction de médiation entre leurs membres et les autorités politiques. En la matière, tout est affaire de degré. Le régime communautariste n'est pas en soi antagonique avec les principes « républicains[158] », tant que la communauté ne devient pas le champ exclusif de la formation du lien social, tant que la médiation qu'il réalise reste *facultative*. Il peut même être envisagé comme une simple déclinaison du principe de subsidiarité : régler au plus près du terrain des affaires de la vie quotidienne, en faisant appel à des critères auxquels les intéressés adhèrent. Dans un système de médiation facultative, le citoyen appartenant à une communauté peut rechercher l'appui des instances de sa communauté pour se protéger des abus du pouvoir d'État, lequel à son tour reconnaît un tel rôle à celle-ci. Il peut à l'inverse, s'il le désire, se soustraire de sa propre initiative à l'autorité des instances communautaires : il n'est pas enchaîné par son appartenance. Il peut en appeler au pouvoir d'État contre l'emprise communautaire. Il faut également que la pression sociale n'empêche pas le citoyen de trouver son épanouissement personnel en dehors du cocon communautaire.

De tels systèmes communautaristes existent-ils et fonctionnent-ils de manière efficace en donnant satisfaction aux membres des différentes communautés ? Les exemples ne sont pas tous encourageants à cet égard.

Écartons d'emblée le cas de la Belgique. Il y existe des communautés linguistiques et culturelles dont les disputes encouragent les Français dans leurs clichés et attirent l'ironie des Africains. Elle n'est pas pour autant organisée sur un mode communautariste. Contrairement à ce que l'on dit trop souvent, la Belgique est une vraie nation. Ils ont beau être partagés par la langue, les Belges ont en commun une tradition politique remontant aux franchises communales de l'état bourguignon du XVe siècle, une même civilisation marchande, un même goût pour la bière et la même perplexité narquoise à l'égard des emballements idéologiques de leurs voisins du sud. Le clivage qui me frappe chez eux n'est pas entre Flamands et Wallons, mais entre une bourgeoisie dont la politesse doucereuse m'évoque les paroles vachardes des chansons de Brel et des couches plébéiennes promptes au tutoiement s'adonnant à une convivialité spontanée aussi différente de celle des Français qu'elle contraste avec le rigorisme moralisant des Néerlandais. Ils ont institutionnalisé leurs communautés linguistiques en leur confiant des attributions précises en matière d'enseignement, d'initiative culturelle et de sécurité sociale. Les « communautés » belges ne sont que des institutions administratives. Au même titre que les « régions » et les collectivités locales, elles tirent leurs compétences de l'autorité de l'État[159]. L'appartenance à telle ou telle communauté est sans effet sur le statut personnel des individus.

Dans les pays héritiers de l'Empire ottoman, le statut civil des personnes suit le modèle communautariste. Cela se traduit de manière concrète par le fait que les règles relatives au mariage, à la filiation, à l'héritage sont régies par le droit propre à chaque communauté. Ce statut civil est à caractère coutumier et l'État ne peut pas le modifier de manière unilatérale par la loi, sauf à abolir le système, ce qui serait une révolution. Le Liban représente un cas extrême de cette situation avec un pacte de partage du pouvoir politique à base communautaire. La tragédie qu'a vécue ce pays entre 1975 et 1991, même si elle est due en grande partie à des interférences géopolitiques sur lesquelles le gouvernement et le peuple libanais n'avaient guère de prise, est aussi liée au communautarisme, ne serait-ce que parce que les acteurs extérieurs qui voulaient manipuler les événements du Liban ont précisément pu s'appuyer sur les rapports de forces et les rivalités entre communautés pour déstabiliser le pays. On ne peut pas dire que l'exemple libanais milite en faveur de l'approche communautariste[160]. Il est difficile dans un tel contexte, voire impossible, pour un citoyen de s'affranchir à titre individuel de l'emprise communautaire, car il n'existe pas d'espace juridique

« civil », de terrain neutre, dans les interstices du système. Le cas des mariages « mixtes » en fournit une illustration : si deux personnes relevant de communautés différentes envisagent de se marier, le fait que les règles du droit matrimonial différent d'une communauté à l'autre crée une incertitude juridique sur le régime applicable aux époux, de sorte que la sagesse ou la pression des proches commande le plus souvent de renoncer au projet. Les communautés sont ainsi forcées de pratiquer une endogamie qui en retour les perpétue.

On entend souvent dire que la Grande-Bretagne a une approche communautariste dans sa gestion du problème des minorités d'origine non européenne. Comme je l'ai dit, la tradition politique anglaise n'est pas celle de la France. Le pays s'est formé par l'union de plusieurs royaumes dont chacun avait déjà son histoire, sa langue et ses coutumes. Le parlement de Westminster vote séparément pour l'Angleterre et le pays de Galles d'une part, pour l'Écosse d'autre part, les lois relatives au système judiciaire et à l'organisation administrative. La monnaie est commune mais les billets ne sont pas les mêmes[161]. À l'époque coloniale, les ressortissants de l'Empire ne participaient pas à la citoyenneté britannique[162]. Les tendances communautaristes ne rencontrent pas d'objection de principe. On accepte davantage la pluralité des cultures. Le système national de santé, le NHS, offre ainsi à ses patients la possibilité de consulter en arabe, en urdu, en hindi – pas en français. C'est peut-être l'*Arbitration Act* de 1996 qui a eu les conséquences les plus profondes pour promouvoir la mise en place d'un ordre juridique de type communautariste. Cette loi autorise l'insertion dans les contrats privés, civils ou commerciaux, d'une clause par laquelle les parties peuvent s'en remettre à un arbitre de leur choix pour régler leurs litiges éventuels en renonçant d'avance à faire appel de la sentence arbitrale devant les tribunaux. Dans l'esprit des auteurs de la loi, sans doute ne s'agissait-il que de désengorger le système judiciaire qui, chez eux comme ailleurs, croule sous les dossiers. Très vite l'*Arbitration Act* a été détourné de cet objet par des militants qui ont encouragé les membres de leurs communautés à faire attribution de juridiction à des tribunaux coutumiers communautaires sous couvert de la clause d'arbitrage[163]. « C'est ainsi, me confiait un homme d'affaires britannique de confession israélite, que si je veux faire du *business* avec certains autres juifs, je suis obligé d'accepter la juridiction d'un tribunal rabbinique sinon je serai mis à l'écart de la communauté et je me fâcherai avec mes amis ». Le caractère facultatif du recours aux instances communautaires est donc facilement mis en échec par la pression sociale dans un contexte de cristallisation identitaire.

Le bouillon de poule du bon roi Henri

La France elle-même a expérimenté le communautarisme au cours de son histoire. On entend souvent citer Henri IV comme le précurseur de la laïcité. Je crois que c'est à tort. Certes, le bon roi Henri, qui a accepté d'embrasser la religion romaine pour accéder au trône, a eu le mérite de mettre fin aux guerres de religion. Il était pénétré de l'idée qu'une France réconciliée serait plus forte et plus prospère. Peut-être même ajoutait-il à son sens politique un esprit assez chrétien pour juger que c'était péché de s'entre étriper au nom du Christ. Mais le moyen qu'il adopte pour réaliser son projet n'a rien de « laïque ». C'est même tout le contraire : le dispositif de l'édit de Nantes est du communautarisme pur jus. Richelieu s'est employé à démanteler le système des « places de sûreté » par crainte de les voir servir de points d'appui aux puissances protestantes avec qui il était en guerre. Leçon numéro un : la tradition absolutiste de l'État français ne s'accommode pas du communautarisme ; leçon numéro deux : ce principe n'est pas tenable dans un environnement géopolitique où des communautés peuvent être soupçonnées d'allégeances étrangères.

Ce que la France de Louis XIV a eu la cruauté de refuser aux protestants, dont les racines étaient pourtant tout ce qu'il y de « gauloises », la République a-t-elle l'obligation morale de l'accorder à ses minorités issues d'autres cultures ? Dans le contexte actuel, et sans même évoquer le spectre du « choc des civilisations », les communautés risquent de n'être que la projection de clivages géopolitiques : on le voit bien avec le discours « antisioniste » qui a cours dans les banlieues islamisées et la manière dont les responsables du judaïsme français expriment leur méfiance à l'égard des sympathies pro palestiniennes d'une partie de l'opinion.

Le problème des allégeances étrangères est crucial. Il serait sans conséquence que les Laotiens de France, par exemple, cultivent leur particularisme communautaire parce que le Laos est un petit pays lointain avec lequel la France n'a pas, et n'est pas appelée à avoir, de contentieux politique, sauf à vraiment vouloir le faire exprès en allant nous ingénier à nous mêler de questions qui ne nous regardent pas. En outre, la civilisation laotienne, par ailleurs tout à fait respectable, n'a aucune prétention à se poser en modèle pour la nôtre et à transformer notre société. Il n'en est pas de même avec des communautés issues de pays avec lesquels la France peut se trouver en conflit d'intérêts politiques, économiques ou stratégiques. Vous allez me dire que je viens de tout juste de décrire le type de relations existant entre la France et les États-Unis. Oui, mais je ne sache pas que les Américains vivant en France aient des tendances communautaristes. Si le modèle culturel américain est bien une menace sérieuse pour des traditions

auxquelles nous sommes attachés, la « communauté » américaine de France n'en est certainement pas le vecteur. Elle semblerait même se faire davantage l'avocate du *French way of life* auprès de ses compatriotes que l'inverse. J'ai parfois entendu[164], par exemple, des correspondants à Paris de journaux américains exprimer des critiques sur tel aspect de la politique de la France ou faire part de leur amusement ou de leur agacement à l'égard de certaines bizarreries des mœurs françaises, et il n'y a rien à redire à cela. Tant mieux même si cela ouvre à ceux qui les écoutent des horizons différents. Je n'ai en revanche pas souvenir d'avoir vu aucun d'eux exiger avec fracas la parole dans un débat public pour venir y dénigrer la société française et la mémoire historique de notre pays comme le font de manière répétitive et véhémente pas mal d'icônes des communautés venues de loin. Ce qui est préoccupant est que ceux-ci donnent l'impression que leurs communautés se perçoivent comme les avant-gardes – les têtes de pont pourrait-on dire – de la lutte contre le modèle de civilisation de la société qu'ils ont pourtant *choisi* de rejoindre. Ils partagent, entretiennent et propagent le ressentiment dont l'Occident est l'objet de la part du tiers-monde et paraissent plus solidaires de leurs congénères d'outre-mer que du pays où ils vivent et revendiquent « leur » place.

Les immigrants du début du XXe siècle venus des ghettos d'Europe de l'est fuyaient, comme les « réfugiés » d'aujourd'hui, l'oppression et la misère, mais ils cherchaient aussi à échapper aux déterminismes communautaires pour atteindre un épanouissement *individuel* que leurs sociétés d'origine leur refusaient[165]. Est-ce le cas des immigrés actuels ? Oui, dans une certaine mesure. Des Africains vivant en France me parlant de la vie dans leurs villages m'ont raconté à quel point la pression exercée par le groupe sur l'individu peut devenir pénible – cette fameuse « valeur » de la solidarité à l'africaine dont il est plus facile de parler que de la vivre – et j'ai eu le sentiment que c'était un des facteurs qui les avait poussés à partir. Y avaient-ils échappé pour autant ? Pas du tout. Elle les poursuit jusqu'en France, les obligeant à cotiser lourdement sur leurs maigres salaires de travailleurs clandestins pour les « œuvres » du bled et elle trouve un relais dans le système très organisé – quoique complètement souterrain – par lequel les individus continuent à être « pistés » – et rançonnés – depuis leurs villages jusqu'au fin fond des banlieues parisiennes. Quand ce ne sont pas les confréries maraboutiques, ce sont les églises évangéliques et les associations communautaires qui se chargent de cette tâche au demeurant fort lucrative pour les apparatchiks du système. Comme ces immigrés, même s'ils ont « les papiers », ont toujours besoin d'un appui pour obtenir un job en remplacement d'un compatriote malade ou parti au pays, d'un tuyau pour

un logement, voire du prêt – de la location plutôt – d'une carte de sécu pour faire soigner un proche, ils n'ont aucune chance de pouvoir s'arracher à l'emprise des « cinquièmes colonnes » de la société africaine.

Bien entendu, on peut faire l'hypothèse que ce n'est qu'une étape transitoire. À mesure que les descendants des immigrés trouveront leurs repères dans la société française, qu'il en assimileront le mode d'emploi et qu'ils consolideront leur statut économique – je n'irai pas jusqu'à dire : « s'intègreront » –, on peut imaginer que le lien communautaire s'affaiblira et, surtout, que le soutien qu'ils y trouvent deviendra moins nécessaire[166]. Après tout, les Italo-américains, chez qui sévissait un système assez analogue – vous voyez ce que je veux dire, mais il y a des mots qu'il ne faut pas employer sous peine de voir les droits d'auteur s'évaporer en frais d'avocats –, sont bien arrivés à s'en affranchir. Oui, mais d'une part la distance culturelle entre les Italiens et la majorité d'alors, originaire de l'Europe du nord-ouest, n'était pas si grande et d'autre part la dynamique d'affranchissement ne s'est vraiment mise en route *qu'à partir du moment où l'Amérique s'est fermée à l'immigration* dans les années 1920, sans parler des effets intégrateurs que la guerre mondiale a eus pour le peuple américain. Et, dans ces conditions somme toute favorables, le processus a pris une bonne quarantaine d'années. On ne voit pas dans la France actuelle quel événement pourrait l'enclencher.

Tout cela pour dire, d'abord, que même sans qu'on l'ait adopté en tant que politique délibérée, le communautarisme s'installe et instaure son ordre propre qui défie nos lois et nos principes[167] – les « zones de non-droit » ne sont pas que des périmètres géographiques. Ensuite, qu'il n'est pas nécessaire d'invoquer les grands principes de la République et de s'interroger pour savoir s'ils sont compatibles ou non avec le communautarisme, il suffit de voir comment fonctionne concrètement ce qu'il en existe chez nous et d'en repérer les conséquences pratiques dans le vécu des intéressés.

Vive la cuisine « fusion » !

Pour beaucoup, l'affaire est réglée : la France ne trouvera pas dans l'approche communautariste la solution aux problèmes que lui pose sa population désormais hétérogène. Ils ont sans doute raison. Une des meilleures preuves en est le fait qu'on ne voit pas émerger de sentiment communautariste – ou de réflexes communautaristes – chez les « blancs ». Au demeurant, si d'aventure des blancs téméraires se risquaient à appliquer les recettes éprouvées – et tolérées – qui font prospérer les structures

communautaires d'importation – la solidarité économique[168], par exemple, que pratiquent au grand jour la plupart des « minorités visibles » où l'on trouve normal et légitime de réserver sa clientèle, ses « bons plans » et ses offres d'emploi aux « frères » – ils s'exposeraient à l'opprobre du « *testing* » et aux rigueurs de la loi[169]. De toute manière, ils n'y songent même pas :

– Du « communautarisme blanc » ? Quelle horreur ! On n'a pas idée d'aller chercher des expressions aussi hypocrites : en bon français, ça s'appelle du « racisme[170] ».

– Et le communautarisme « black », alors ? Ne me dis pas que ça n'existe pas.

– Ah non, ça n'a rien à voir. C'est un sentiment de fraternité entre opprimés. Et puis, c'est tellement plein de convivialité ! C'est même une forme de thérapie contre le complexe identitaire. Ils ont tellement souffert …

Je vous épargne la suite du discours : ouvrez votre journal habituel, il y en a plein les pages.

Pour éviter aux blancs de verser dans la nostalgie identitaire et pour les dissuader de succomber à la tentation communautariste, le discours dominant leur a trouvé une alternative plus alléchante : le « métissage ».

Le tournant vers le « métissage » est contemporain de l'arrivée aux commandes, dans le sillage du gouvernement Jospin, de la classe d'âge et du clan qui avait « fait 68 ». En même temps, les enfants des soixante-huitards et de ceux du rapprochement familial des années soixante-dix entrent dans la vie active. Cette tranche d'âge a été scolarisée dans un contexte, disons, « multiculturel » et est libérée des « préjugés » des anciennes générations. Plus besoin donc d'intégrer, c'est dépassé. Le mot d'ordre est désormais le « métissage[171] ».

On peut voir la question de plusieurs manières.

Sur un mode optimiste, l'intégration a déjà plus ou moins réalisé ce qu'on en attendait. Il donc temps d'aller plus loin en décrétant le mélange général, la fusion des composantes du peuple et de sa culture. Il est vrai qu'il existe, parmi la génération des jeunes adultes « issus de l'immigration », un bon nombre qui se sent à l'aise dans la société française contemporaine. Partis avec des handicaps, ils ont lutté ; la sélection s'est opérée, les plus performants ont émergé. Quand ils atteignent la reconnaissance professionnelle ou l'exposition médiatique, c'est souvent au prix de plus d'efforts que leurs collègues « français canal historique ». D'où le fait qu'on trouve parmi eux une proportion élevée d'êtres doués, courageux et persévérants. À côté de cette élite, une frange plus nombreuse ne ressent pas de penchant pour la culture française et occidentale – ce qui l'affranchit des

inhibitions liées à cette culture – mais se satisfait de maîtriser le mode d'emploi de la société française et ses codes sociaux tacites au point de s'y sentir « comme des poissons dans l'eau ». Cela facilite le contact avec les « Gaulois » et permet de faire son chemin parmi eux. Elle commence à avoir son mot à dire sur la mise à jour du mode d'emploi et compte bien le faire évoluer à son avantage. La promotion du « métissage » est l'instrument qu'elle a choisi pour y parvenir.

On peut aussi voir les choses sur le mode pessimiste. L'intégration a échoué et même régressé dans la mesure où le désir d'intégration, par choix ou par découragement, a reculé. Mais le poids relatif grandissant des groupes non intégrés dans la population de la France devient l'un des facteurs-clefs de l'évolution de la société. Le métissage n'est plus alors l'instrument d'une volonté portée par les désirs d'une « avant-garde » de la société, mais une fatalité.

Laquelle de ces visions rend compte de la réalité ? Les deux, sans doute, mais à des degrés inégaux.

Ceux qui ont fondé leur réussite professionnelle et sociale sur l'effort et la compétence sont, comme à l'habitude, discrets et silencieux. En revanche, ceux pour qui effort et compétence font partie des « valeurs » périmées, ne se privent pas de gémir et de revendiquer « la place que la société leur refuse ». Ils savent se faire entendre et passent sans doute pour plus nombreux qu'ils ne sont. Et puis il y a la réalité sociale des cités, dont on parle et qui concerne au total beaucoup de monde, mais aussi celle des quartiers transformés en souks au cœur de nos villes, de Barbès à Belzunce[172], qui font moins parler d'eux. Là, on n'a pas besoin de se faire entendre, on ne parle pas de métissage : on compte sur la loi du nombre et on attend l'heure.

Il y a une troisième manière d'envisager la question. Vous vous souvenez de la chanson de Claude Nougaro, sur le thème « hélas, je ne suis pas noir » ? Ce qui était le sympathique paradoxe d'un poète fou de jazz et, qui sait, un clin d'œil à l'attention des méchantes langues qui colportaient qu'il était assez souvent « noir » en fin de soirée, devient un travers ridicule à l'échelle d'un peuple. Dans le contexte du moralisme quasi-religieux qui imprègne l'idéologie postmoderne, le métissage remplit une fonction *rédemptrice* à l'égard des péchés commis par les blancs d'autrefois ; on devrait même dire : « du péché originel d'*être* blanc ». D'où la présence obsédante, incantatoire, du thème dans le discours dominant. Il faut dire que le thème fait recette, comme si les blancs étaient pressés, à la manière du caméléon poursuivi par ses prédateurs, de se fondre dans le décor pour passer inaperçus.

Si le sel vient à s'affadir, avec quoi le salera-t-on ?

Cela étant, le métissage est le résultat de choix individuels aussi licites que circonstanciels ; il n'a pas à faire l'objet d'un jugement de valeur et on ne saurait être ni pour ni contre. Au niveau collectif, c'est un fait de société. La présence sur le territoire français de différents groupes ethniques ou confessionnels produit statistiquement un nombre croissant de mariages mixtes – j'utilise encore cette expression pour dire : « mariage entre deux personnes d'origines ou de cultures différentes », avant qu'il n'acquière, ce qui ne devrait tarder, le sens de « mariage entre personnes de sexe opposé ». On peut, vis-à-vis d'un tel phénomène historique et social, se poser la question de savoir s'il est favorable, défavorable ou indifférent à l'intérêt général, sans que cela implique un quelconque jugement de valeur sur les cas particuliers ou sur les choix individuels dont ce fait de société est l'agrégation.

Avant la Seconde guerre mondiale, l'idée avait cours que les métis « cumulaient les défauts des deux races ». C'était à l'évidence une stupidité. L'idée actuelle serait plutôt que les métis cumulent les « qualités » des deux races et c'est tout aussi stupide, d'autant que la notion même de « qualités » ou de « défauts » attachés à une « race » est en soi une ânerie dangereuse. Tout ce qu'on peut en dire est qu'une personne « métisse », qui se situe à l'intersection de deux identités collectives, dispose ainsi de plus de degrés de liberté pour construire sa propre identité individuelle, ce qui est en soi un avantage comparatif et, s'il en fait un bon usage, une richesse.

Le métissage combiné au nomadisme a sans doute été, pour l'espèce *Sapiens*, le facteur qui en a maintenu l'unité biologique : sans les mélanges, même marginaux, entre différents groupes ethniques, combien de communautés n'auraient-t-elles pas, à l'image de ces iguanes des Galápagos coupés de leurs congénères du continent, amorcé un processus de différenciation darwinienne suscitant l'émergence d'espèces nouvelles[173] ?

Le métissage, sur le plan biologique, peut en outre être bénéfique aux populations isolées et peu nombreuses pour pallier les risques de la consanguinité. C'est ainsi que la prétendue liberté de mœurs des femmes polynésiennes vantée par les premiers marins occidentaux qui avaient relâché sur ces rivages résultait d'une coutume qui voulait que, lorsque se présentaient des voyageurs d'au-delà de la mer, la fleur de la jeunesse se dévouât afin de rafraîchir le sang de la communauté insulaire[174]. L'argument perd de son poids lorsqu'on passe de l'échelle d'isolats de quelques milliers d'individus tous plus ou moins parents les uns des autres à celle de nos

nations de plusieurs millions d'habitants, au surplus en contact séculaire avec l'ensemble d'un continent vaste, populeux et divers. Il peut même se retourner car le métissage peut, à l'inverse, amener la disparition pure et simple de cultures et de sociétés trop fragiles pour lui résister. C'est ainsi que, dans l'Amazonie brésilienne, où on estime qu'il existait autrefois plusieurs centaines d'ethnies amérindiennes distinctes, chacune avec ses mœurs, ses traditions, ses structures sociales, sa culture, et peut-être plus de mille langues, il en subsiste aujourd'hui moins de deux douzaines. La cause majeure d'un tel appauvrissement de la diversité humaine – qui confine à l'« ethnocide » – n'est pas l'extermination physique de ces populations, mais l'engloutissement de leurs différences par le métissage qu'a provoqué l'installation en grand nombre de descendants d'Européens et d'Africains depuis le XIXe siècle. Tout n'est donc affaire que de dosage et de circonstances ; c'est dire que le métissage est un phénomène ambivalent.

Accepter le métissage – je ne veux pas parler d'acceptation juridique puisqu'elle est acquise et n'est pas contestée, du moins tant que la loi civile française reste applicable et prévaut sur les droits coutumiers et confessionnels apportés dans les bagages de certaines communautés, mais d'*acceptation sociale* – est porteur d'effets positifs. Si les jeunes aux racines exotiques sont davantage encouragés à se marier en France au lieu d'aller chercher un conjoint « au bled », cela peut concourir à restaurer la cohésion nationale, autour d'une identité qui, sans être tout à fait la même, resterait encore « française ». En premier lieu, se tarirait – se réduirait, plutôt – le flux des apports exogènes et du ressourcement identitaire des communautés issues de l'immigration. Ensuite, l'établissement de liens personnels et familiaux entre membres de communautés différentes devrait entraîner, *volens nolens*, ces communautés à effacer leurs complexes identitaires, prélude à leur dissolution dans un ensemble où les « différences » feraient place à une gradation continue de nuances. Ce « modèle brésilien » est censé conjurer le spectre des conflits intercommunautaires.

C'est plausible, mais pas tout à fait rassurant. Puisqu'on nous donne le Brésil en exemple, regardons-y de plus près. Ce pays, en effet, n'est pas à l'abri des tensions causées par les clivages qui divisent en profondeur sa société. Ceux-ci n'opposent pas les « blancs » aux autres, mais les *riches* aux *pauvres*. Les classes dominantes et les couches aisées de la classe moyenne sont en grande partie composées de blancs qui prêchent le métissage tout en se gardant de le pratiquer. De leur côté, les masses populaires amalgament noirs, « petits blancs », descendants des peuples amérindiens et toutes les combinaisons intermédiaires en un ensemble dont le caractère « métissé » n'est que le symbole le plus visible d'un sort commun pas nécessairement

enviable et dont la si vantée « joie de vivre » fait office de cache-misère. Au demeurant, la valorisation du métissage, qu'on nous présente comme une avancée décisive de la conscience contemporaine, ne date pas d'aujourd'hui et ses origines sont loin d'être aussi politiquement correctes que l'imaginent ses adeptes actuels. L'idée est apparue au cours des années trente dans un ouvrage[175] de l'intellectuel brésilien Gilberto Freyre où il mettait en lumière le rôle du modèle patriarcal de la plantation esclavagiste dans la formation de la société du Brésil moderne, ainsi que celui du métissage luso-africain comme matrice de son originalité culturelle. Jusque là, rien à redire, n'est-ce pas ? Mais, là où tout se gâte, c'est que ce thème a été récupéré pour être érigé en principe fondateur d'une identité nationale que le régime fascisant de Getulio Vargas entendait opposer à la « menace » que représentait à ses yeux l'immigration germanique et italienne[176]. Quelques années plus tard, les ouvrages de notre Michelet du Capricorne[177] avaient traversé l'Atlantique et son essai, *O mundo que o Português criou*, publié en 1940, allait inspirer la propagande coloniale du régime de Salazar. Ajoutez-y le fait que le Pr. Freyre a accordé la caution de son autorité morale au coup d'État militaire qui a renversé le président – de gauche – João Goulart en 1964, et vous prenez la mesure de l'ambiguïté du contexte où a prospéré l'idéologie du « métissage ».

Le « métissage » n'est donc pas seulement un fait biologique et démographique : c'est aussi un thème politique et, surtout, un défi culturel. Dans une situation où plusieurs civilisations sont en contact les unes avec les autres, il se produit des phénomènes multiples et complexes dont on ne peut pas prévoir le résultat à l'avance.

Le choc avec la culture de l'autre peut susciter le rejet, suivi d'un repli sur soi à la recherche de ses propres traditions. C'est d'une certaine manière ce qui s'est passé dans le monde islamique lors du contact avec la modernité occidentale – ou plus exactement lorsque son impact a commencé à s'étendre au-delà des élites intellectuelles ou économiques, déjà engagées *proprio motu* dans la voie de la modernité, pour frapper les masses populaires et les groupes sociaux les plus fragiles. Le « repli sur soi » n'est pas toujours synonyme de régression : il peut aussi être le déclencheur d'une renaissance. Le rejet peut être sélectif, comme dans l'exemple classique du Japon de l'empereur Meiji dont le pari consista à emprunter leur savoir-faire technique aux étrangers, sans pour autant tolérer leur présence dans l'archipel ni laisser corrompre sa culture traditionnelle par des valeurs importées.

De la confrontation des cultures peuvent aussi naître des idées, des formes d'expression artistique et des pratiques sociales entièrement

nouvelles, à travers toute une combinatoire d'exclusions, d'emprunts et de synthèses. Les interactions entre plusieurs cultures se développent ainsi de manière imprévisible et multiple ; elles peuvent être source d'innovations et de progrès, mais aussi de décadence. Tout dépend du contexte historique, c'est-à-dire des rapports de force entre les cultures en contact mais aussi à l'intérieur de chaque société. C'est ainsi que peut s'établir un système de « coexistence dynamique » où des nations vivent les unes à côté des autres en échangeant de manière mutuellement profitable, outre leurs productions matérielles, leurs savoirs, leurs idées et leurs produits culturels, chacune gardant la faculté de filtrer les contributions de toutes les autres afin de choisir celles qu'elle veut bien absorber et s'approprier en les adaptant à son génie propre, tout en restant elle-même. On peut trouver des exemples de ce processus : le monde levantin de l'âge du bronze[178] ; ou alors, à une époque plus récente, le XVIIIe siècle « cosmopolite » des Lumières et le « long » XIXe siècle européen de 1815 à 1914 que l'affirmation des nationalités n'empêche pas d'être globalement une période de paix[179] et d'intenses échanges commerciaux et culturels.

Il est vrai que des lieux singuliers ayant connu un développement brillant ont été aussi des foyers « multiculturels » ou du moins des milieux cosmopolites, comme Venise au XVIe siècle, Amsterdam au XVIIe, Alexandrie et Vienne autour de 1900, New York depuis les années 1950. Il est tentant de faire le lien en disant que c'est le brassage multiculturel qui est à l'origine de la réussite. A vrai dire on n'en sait rien et c'est peut-être, à l'inverse, la réussite économique qui est première et attire des gens venus de partout : Salvador Dali, exilé aux États-Unis dans les années quarante, avouait bien que l'artiste est obligé d'aller là où se trouve l'argent.

Le métissage culturel est un processus conflictuel et donc douloureux[180]. Il est toujours difficile de se comprendre entre cultures sans des passerelles, c'est pourquoi on a besoin de « métis culturels ». Pour celui qui en est investi, cette fonction de *médium* est lourde à assumer, cette « mission » pourrait-on dire, à la manière des romantiques qui ressentaient leur vocation poétique comme une malédiction que le destin avait fait tomber sur eux et à laquelle ils ne pouvaient pas se dérober[181]. C'est joli de dire que porter en soi deux cultures est une richesse, mais j'en ai connu assez d'exemples proches pour affirmer que ce n'est pas facile à vire, *a fortiori* quand on doit se partager entre deux allégeances. Le destin de métis culturel est de ceux qui trempent les âmes fortes et peuvent briser les âmes ordinaires : on n'a pas le droit de le souhaiter au plus grand nombre. Et – oserai-je le dire ? – on doit au moins y regarder à deux fois avant de songer à l'imposer à sa propre progéniture.

Au niveau plus large des mécanismes sociaux, la question est : comment faire que le métissage, qui est *une réalité que nous devons assumer*, ne détruise pas notre civilisation et notre identité ? Le métissage culturel, en effet, ne s'opère pas à travers de gentilles conversations dans des salons ou des cafés branchés[182], mais à travers une lutte concurrentielle féroce qui laisse de nombreuses victimes sur le terrain. C'est *une transformation révolutionnaire* qui implique, entre autres, le renversement d'une couche dirigeante culturelle et son remplacement par une autre, avec toute la gamme des conséquences qu'on observe dans les révolutions politiques : perte de leur statut économique et de leur prestige social par les anciennes élites, disparition des hiérarchies, perte des repères, mise au rancart de pans entiers du patrimoine qui vont se trouver ravalés au rang de folklore quand ils ne sont pas menacés carrément de disparition physique. En voulez vous quelques exemples ?

La crise actuelle de l'édition musicale, en particulier la mort programmée d'un secteur entier de l'industrie phonographique, celui de la musique classique, n'est pas seulement lié à des phénomènes purement technologiques – la facilité de la duplication et de la diffusion sauvages des enregistrements grâce aux techniques numériques et à l'Internet – mais bien plus sûrement au fait que le processus de métissage est d'ores et déjà en route. Ce volet particulier de l'héritage culturel de l'Occident est l'un des premiers à en être victime, aussi bien parce qu'il est fragile que parce qu'il constitue une cible privilégiée. Fragile, d'abord, parce que la veine créative de la tradition musicale classique occidentale s'est essoufflée depuis déjà longtemps, de sorte que le répertoire est figé : parmi ses derniers représentants, Richard Strauss et Rachmaninov ont bien vécu jusqu'au milieu du XXe siècle mais pas mal de leurs œuvres majeures datent d'avant 1920 ; d'autres comme Chostakovitch ou Rodrigo, font figure de cas isolés, de « buttes témoins ». Fragile aussi parce que la musique classique exige, pour être appréciée, une initiation, un apprentissage du goût. Son public était déjà minoritaire, il est désormais résiduel. Cible, ensuite, parce que la musique classique véhicule une image élitiste, presque ésotérique, et surtout parce que cette image est fortement associée à l'héritage historique de la culture « blanche » dont elle constitue une composante emblématique. Quelle est alors la portée d'une telle mise au rancart ? Elle est plus grande qu'on pourrait le croire. Le fait, pour les amateurs de cette forme d'expression artistique, de se sentir marginalisés, dévalorisés, ce qui les met dans l'impossibilité de transmettre leurs connaissances et leurs goûts aux nouvelles générations, est constitutif d'une vraie souffrance. Ça vous fait rire ? Normal, la souffrance des vaincus est souvent risible. Mais vous ne

serez pas toujours du côté des rieurs. Etre exclus du courant principal de la société à cause de son attachement à ce qui est de plus en plus présenté comme une survivance du passé est difficile à vivre : à mesure qu'avancera le processus, cela s'appliquera à de plus en plus d'aspects de votre univers culturel jusqu'au moment où, si vous ne suivez pas le mouvement, vous finirez par vous sentir devenus des étrangers, des déracinés de l'intérieur, au milieu de la société qui vous a vus naître et grandir. Mais les dégâts sont aussi économiques : la baisse des ventes de disques conduit peu à peu les grands éditeurs à se désengager de ce secteur[183] ; les recettes des concerts ne suffiront plus à faire vivre les musiciens. Les pouvoirs publics se lasseront de subventionner, au seul bénéfice d'un public marginalisé et ringardisé, des orchestres, des salles de concert, des festivals et des conservatoires, dont beaucoup risquent de disparaître, entraînant l'extinction de l'industrie de la lutherie. À brève échéance, cela se traduit en termes de chômage pour des milliers d'artistes, d'artisans, d'enseignants et de techniciens à travers l'Europe. Bien, me direz-vous, cela n'est pas si grave : c'est la « rançon du progrès », après tout l'automobile a bien fait disparaître les cochers, les palefreniers, les charrons et les maréchaux-ferrants[184]. Pourquoi ce secteur particulier serait-il à l'abri d'une logique économique que l'on ne conteste pas dans d'autres domaines ? Argument typiquement néolibéral. Je n'entrerai pas dans le débat sur la légitimité de l'« exception culturelle », mais je vous inviterai plutôt à méditer un autre exemple, bien plus recevable, lui, parce qu'il porte sur *les dégâts causés par l'Occident aux cultures des autres*.

Je veux parler du traumatisme culturel infligé à l'Afrique par la colonisation. J'ai évoqué dans un précédent volume l'effet de déstabilisation qui en est résulté pour les sociétés africaines et le désarroi dans lequel ce processus a plongé les Africains et dont ils ne sont, un siècle plus tard, pas encore remis. Personne ne niera en outre que les autodafés d'objets de culte, la dévalorisation des coutumes ancestrales, la tombée dans l'oubli de la tradition orale, la perte des savoir-faire artistiques et artisanaux, a été un appauvrissement non seulement pour l'Afrique, mais *pour l'humanité tout entière* dont une part du patrimoine matériel et immatériel a ainsi été effacée. L'« acculturation » de l'Afrique par l'Occident – incomplète et maladroite, certes – qu'est-ce d'autre qu'un phénomène de « métissage » culturel ? Est-ce *cela* que vous souhaitez vivre vous-mêmes ou faire vivre à vos enfants ? Et ce n'est certainement pas en vous infligeant cette punition que vous réparerez les souffrances de l'Afrique. Non, peut-être, disent les bien-pensants, mais on n'arrête pas la marche du progrès.

Le discours sur les bienfaits du métissage repose en effet en grande partie sur le postulat que le « brassage » de cultures différentes est à l'origine de *tous* les progrès de l'humanité. Le postulat est discutable. Par bienséance, je ne ferai pas appel à ces icônes recuites d'une culture française dépassée et nauséabonde que sont Montaigne perché dans sa « librairie » et Descartes confiné dans son « poêle » par la rigueur des hivers bataves, pour suggérer au contraire que la réflexion solitaire peut parfois produire davantage d'idées neuves que des années de « dialogue interculturel ». J'évoquerai plutôt une phrase d'Isaac Newton, personnage un peu plus présentable, non seulement parce qu'il n'est pas français, mais aussi parce que « $F = k * (m_1 * m_2) / d^2$ », c'est quand même relativement « transculturel[185] » : « *Truth is the offspring of silence and meditation* »[186]. On admettra que ce sont des exemples isolés.

D'une façon générale, plus que le « métissage », c'est la *lutte concurrentielle* au sein d'une *même* société qui est le vrai moteur des innovations intellectuelles, techniques et sociales. En un mot, quelque chose qui ressemble fort à ce qu'on appelait autrefois la « *lutte des classes* ». Cela nous explique pourquoi la bien-pensance postmoderne se livre à l'exaltation du « métissage » : *c'est tout simplement pour empêcher qu'on parle de lutte des classes*.

An der schönen blauen Donau

L'intéressant, au demeurant, n'est pas le brassage en soi, c'est la synthèse qui peut en sortir. Il n'en produit que lorsque la diversité des apports culturels s'effectue dans le cadre d'une culture dominante assez solide et assez sûre d'elle même pour évoluer *en absorbant les apports* et les fondre sans renier son propre caractère. Je me plais à rappeler l'exemple de Damas du temps des Omeyyades qui est devenu le creuset d'une civilisation florissante parce que le cadre politique y a permis que la culture arabo-islamique dominante s'y enrichisse de l'héritage technique, scientifique et artistique du Levant hellénisé.

La synthèse peut du reste s'effectuer sans brassage. La France du temps de Henri IV s'est trouvée confrontée au défi italien[187]. Le roi avait épousé une princesse florentine et ses finances dépendaient des banquiers génois. L'Italie tenait la tête de l'Europe par ses artistes, ses savants, ses littérateurs, ses ingénieurs et son art culinaire : on oublie trop souvent que votre fameuse « haute cuisine française » n'est que le fruit du raffinement italien apporté à vos rustiques traditions. Pendant que les ateliers français de verrerie, de soierie ou de métallurgie s'appropriaient les innovations techniques venues d'Italie, Descartes étudiait Galilée, La Tour s'inspirait de

Caravage, Molière empruntait aux ingrédients de la comédie italienne pour les combiner avec la vieille farce médiévale et créer son propre style ; les Génois quant à eux continuaient à prêter au roi. Il n'y a pas eu brassage, mais absorption : la France a produit son Grand Siècle à l'école des Italiens sans perdre son caractère[188]. Parce que la France d'alors était un Etat et qu'elle entendait rester elle-même.

On a coutume de citer en exemple des bienfaits du brassage la *Mitteleuropa* du règne de François-Joseph[189]. Ce n'est pas si sûr. L'empire austro-hongrois était bien lieu de brassage, mais celui-ci n'a pas de rapport direct avec la floraison culturelle des années 1890-1914. Si cette époque a brillé dans autant de domaines, des arts plastiques avec les noms de Klimt et de Schiele à la musique avec Mahler et Schoenberg, en passant par la littérature avec Kafka, Musil, Rilke, Zweig, Schnitzler, Hofmannsthal, les sciences humaines avec Freud, la physique avec Ernst Mach, il ne faut pas oublier que l'*une* des communautés, pourtant très minoritaire, s'y taillait la part du lion dans la production intellectuelle. C'était la communauté juive germanophone. Elle se faisait un point d'honneur d'être partie intégrante de la *culture commune* du monde germanique et, si elle tenait le premier rang, elle ne le devait pas à une quelconque revendication identitaire, mais seulement à ses talents et à ses efforts. Elle en a hélas été bien mal récompensée par la naissance de l'antisémitisme militant dans cette même ville de Vienne dont la renommée d'alors lui devait tant. Pire : les tensions politiques nées du brassage dont l'empire était le théâtre ne sont pas sans rapport avec l'émergence de ce mouvement et avec la disparition consécutive du pôle culturel viennois.

Ainsi, rien ne permet d'attribuer au « brassage » un rôle exclusif et univoque dans les progrès de la culture. Le brassage n'est pas indispensable à l'éclosion d'idées, de formes ou de pratiques nouvelles. Il n'offre aucune garantie qu'il en produira.

Je ne passerai pourtant pas l'occasion de donner trois exemples historiques à l'appui de la théorie du brassage. Et pas des moindres.

Les États-Unis, produit d'un brassage, sont devenus en à peine plus d'un siècle la plus grande puissance mondiale. À telle enseigne même qu'ils en ont fait leur devise[190] : « *e pluribus unum* ». Oui, mais ce « brassage » s'est opéré dans le cadre d'une culture dominante anglo-saxonne sur laquelle s'est greffé un apport germanique – en particulier celui des sectes chrétiennes dissidentes d'Allemagne et de Suisse alémanique – qui est venu insuffler à l'esprit américain ce caractère systématique, terriblement rationnel et vaguement ennuyeux par lequel il se distingue de celui des cousins britanniques. Et les Saxons étaient bien des Germains, non ? Pendant

longtemps, l'essentiel de l'apport migratoire est venu d'Europe, donc de pays avec lesquels la « distance culturelle » n'était pas si grande, et s'est agrégé au socle anglo-germanique, quoique laborieusement dans certains cas, comme pour les Italiens du *Mezzogiorno* ou les juifs hassidiques de Lituanie. Depuis deux ou trois décennies, l'immigration est surtout latino-américaine, africaine et asiatique. Quant à savoir quelles en seront les effets à terme sur le fonctionnement du *melting pot*, la question reste posée[191].

Remontons plus loin. L'empire romain a réalisé un immense brassage à partir de la conquête de la Grèce et de l'Orient hellénisé[192]. Il y a eu d'ailleurs une plus grande influence culturelle du vaincu sur le vainqueur : *capta Graecia fierum victorem cepit*. La synthèse entre l'esprit latin et la pensée grecque[193] a superbement fonctionné de l'époque de Cicéron à celle de Marc-Aurèle[194]. On peut même voir dans cette alliance entre le pragmatisme et les penchants spéculatifs une préfiguration de l'identité de l'Occident moderne. Cela n'a tout de même pas empêché les deux moitiés de l'empire de conserver chacune sa particularité et de prendre ensuite des chemins divergents quand les circonstances ont changé. Il est vrai que celles-ci résultaient d'un autre brassage.

L'Europe et la civilisation occidentale sont le résultat de ce nouveau brassage, cette fois entre la culture classique du monde gréco-latin, l'influence judéo-chrétienne et les invasions germaniques. Ce n'est pas rien : son effet dure jusqu'à aujourd'hui. A propos : combien a-t-il fallu de siècles de désordres et de misère après la fin de l'empire romain pour qu'enfin la mayonnaise prenne ?

Une chance pour la France ?

Mais sans doute est-il vain de chercher à mettre le postulat multiculturel à l'épreuve des raisonnements historiques, puisque la vraie raison de la supériorité du brassage et du métissage est que c'est « moderne », c'est « jeune » et c'est « une chance pour la France », que dis-je ? C'est *la* chance de la France de demain[195]. Et de l'Europe tant qu'on y est. On peut comprendre la séduction qu'exerce le « métissage » : le peuple français a conservé de l'époque où il allumait des incendies en brandissant la torche de la liberté à travers l'Europe, la semant de ruines et de cadavres, la nostalgie d'être toujours à l'avant-garde et prétend, contre toute les évidences du dernier demi-siècle, s'en faire une vocation. Ayant perdu la capacité et la volonté d'être à l'avant-garde des sciences et des arts où avait longtemps été sa place, il soigne sa nostalgie en se voulant désormais à l'avant-garde du « métissage », nouvelle Terre promise de l'humanité future.

En quel sens est-ce moderne ? C'est « moderne », à coup sûr, parce que c'est dans le droit fil de l'idéologie des bons sentiments. Vous avez tous entendu la jolie chanson de Pierre Perret, *Mélangez-vous* : comment ne pas souscrire à ce gentil programme qui nous promet l'avènement de la paix universelle à travers l'effacement des différences résultant de la fusion des populations ? Pierre Perret est un poète et, comme tout le monde, j'aime bien sa chanson. Mais il faut la prendre pour ce qu'elle est, pour un instant de rêve fleur bleue en musique, pas pour une révélation descendue du ciel : elle ne me fera pas oublier que le fait d'avoir la même couleur de peau n'a pas empêché Français et Allemands de s'entretuer pendant cent cinquante ans. Oh, on a tous besoin de rêves et de bons sentiments, ça aide à vivre, à supporter la dureté du monde et ça redresse parfois les idées quand on risque de se laisser aller à un « réalisme » froid et stérile : un antidote contre le cynisme en quelque sorte. Mais c'est comme les « médicaments de confort » : ça soulage sans guérir. En tout cas, ça ne dispense pas de chercher à fonder l'avenir sur des bases plus solides.

La première de ces bases, c'est que la dynamique du métissage est en route et qu'on n'y coupera pas, donc autant s'y faire. Voilà bien, n'est-ce pas, une idée « moderne » : *on ne peut rien contre le destin*.

– Ah bon ? Je croyais au contraire que la soumission au destin, c'était plutôt archaïque ? Les Lumières, la Révolution, la raison, le progrès, c'était tout le contraire, non ?

– Voyons, tout ça c'est passé de mode, il faut vivre avec son temps : celui des « marchés », de la technologie, de la mondialisation.

Ça y est, j'ai compris : c'est « moderne » parce que c'est à la mode ; sot que je suis, comment n'y avais-je pas pensé tout seul ?

– J'imagine que si c'est à la mode, il y a des raisons. Cela peut-il favoriser ou accélérer, par exemple, l'émergence d'idées, de formes artistiques, de solutions en matière politique ou sociale ? Expliquez-moi.

– Comme c'est mesquin ! Vous ne pouvez pas vous empêcher de raisonner en termes d'« avantages », d'« inconvénients ». De nos jours, il faut être ouvert.

Là je comprend mieux. Quand on esquive le débat sur le pour et le contre, c'est qu'on a des intérêts qu'on n'a pas envie de laisser découvrir. C'est donc « moderne » parce que ça va dans le sens qui convient à ceux qui ont le pouvoir de déterminer la mode. Les mêmes qui n'ont de cesse d'appeler à la démolition de la vieille culture classique, de la vieille France blanche et catholique dont on sait quel mal il faut penser et qui, sans doute, quelque part, les dérange. En quoi peut-elle les déranger ? Parce qu'il n'y a

plus d'argent à faire sur ces thèmes, alors que celui du « métissage » est porteur d'énormes profits ? Ce qui est une chance pour eux est donc « une chance pour la France ». Et, en prime, ça fait entrer de l'air frais dans le sépulcre blanchi d'une culture sclérosée, ça tourne le dos aux archaïsmes d'une France « moisie », tout entière emmurée dans le ressassement morbide de son passé, de sa culture, de son histoire, de son identité …

– Ah bon, je croyais que l'identité, c'était plutôt positif ?

– Oui, certes, les identités des autres, qui sont des identités neuves, celles des nations jeunes, de peuples porteurs de devenir, pas celle d'un pays comme la France, qui est une identité vieillie, toute ridée, qui perd ses dents. Qui, en outre est une identité chargée de trop de péchés, la traite négrière, le colonialisme, la collaboration, le génocide des juifs …

– Comment, le génocide ? Ce sont quand même les Allemands qui ont déporté les juifs.

– Et Papon alors, il était allemand ? Et les trains, qui c'est qui les conduisait, les trains ? Et d'ailleurs de Gaulle, ce de Gaulle dont vous avez toujours le nom à la bouche, vous les nostalgiques de la France du passé, c'était bien lui, ce bouffon, qui était le chef en ce temps là, non ? Et qu'est-ce qu'il a fait pour les juifs, hein ?

– Et que pouvait-il de plus que faire la guerre aux nazis ?

– Ah, la guerre, la guerre, ce n'est pas un prétexte valable. Il pouvait faire beaucoup plus, tiens : imprimer des tee-shirts, monter des concerts de soutien dans les stades, je ne sais pas, moi. Eh bien, pas un, pas un. Ça ne vous était même pas venu à l'idée, les concerts, et les grèves de la faim dans les églises, et tagguer l'ambassade d'Allemagne, des choses comme ça, des *vraies* actions, quoi.

– C'était la guerre, je vous dis. L'ambassade d'Allemagne à Londres était fermée.

– Là, tu me fatigues, tu me prends la tête, t'es qu'une « face de craie » sortie tout droit du passé, tu peux pas comprendre, il faut être moderne, enfin, quoi.

Ne discutons plus : va donc pour être « moderne ».

Et pourtant, ma conviction est que la promotion du métissage conduit à une impasse.

Il ne s'agit pas, je le répète, de sa composante « biologique », peu m'importe que les gens aient la peau blanche, noire, brune ou beige. Encore que … J'aime bien la diversité ; il me plaît que les gens changent d'aspect quand on change de pays, que les blancs soient blancs, que les noirs soient

noirs, que lorsqu'on va chez les Inuits on y voie des Inuits, à Saint-Domingue des *criollas* aux belles jambes et aux yeux pétillants, à Singapour des Malaises toutes menues dans leur *sarong kebaya*, à Téhéran des Iraniennes au regard de dignité farouche …

– Téhéran ? Ça va pas, non ? Et les tchadors, qu'est-ce que vous en faites ?

Bon, d'accord, les tchadors, ça gâche pas mal le paysage : question diversité, on fait mieux. J'apprécie que tout le monde puisse circuler où il veut et comme il veut, mais que chacun puisse savoir où il est *chez lui* et où il est *chez les autres*. L'idée d'un univers uniformisé ne m'enchante pas. Le Brésil, puisque c'est le pays qu'on nous donne en modèle, c'est un pays dynamique, c'est joli et c'est sympa, du moins ce que j'en ai vu en un bref voyage – et, j'imagine, surtout pour ceux qui appartiennent aux classes aisées –, mais quel charme offrirait le Brésil si la terre entière était comme le Brésil ?

J'ai passé une partie de ma vie dans des environnements cosmopolites. J'ai travaillé dans des organismes où j'avais pour collègues, pour collaborateurs, pour chefs ou pour interlocuteurs, des personnes de toutes nationalités et de toutes origines. J'ai eu des chefs noirs excellents, des chefs blancs odieux … et l'inverse, bien entendu. Et j'ai beaucoup appris auprès d'eux tous, les blancs comme les noirs, les médiocres comme les bons. Mais, je l'avoue, le « métissage » culturel a du mal à me convaincre de ses mérites. Pour la culture aussi, j'apprécie la diversité, mais j'aime pouvoir repérer, au sein de cette diversité, un « territoire culturel » où je se me sens chez moi, où je peux me replier pour communiquer à mon aise avec des personnes partageant des références communes, sans avoir besoin de composer à tout instant, sous peine de susciter des réactions imprévisibles, avec des codes aussi intransigeants qu'ils me sont imperméables. En d'autres termes, le dialogue interculturel, c'est passionnant mais c'est épuisant et on a, de temps à autre, besoin de prendre du repos. Ou alors, on tombe dans la facilité, on restreint le champ de ses échanges à un « plus grand dénominateur commun » fait de banalités aimables et insipides, comme dans les conversations superficielles qu'impose l'étiquette des réceptions d'ambassades. Je vous assure : j'ai pratiqué, et c'est très loin d'être du niveau de la correspondance entre Léon Tolstoï et Rabindranath Tagore. Plus qu'à un enrichissement par l'apport de composantes diverses, je crois bien que le « métissage culturel » risque fort de ne produire qu'*un socle commun appauvri*.

Ma conviction ne suffira sans doute pas à entraîner votre adhésion, et il me faut aller plus loin.

La maison ne fait pas la vente au détail

Je voudrais tout d'abord relever la contradiction que contient le postulat de la « modernité » du métissage. Celui-ci – je ne parle que de son aspect *culturel*, faut-il le rappeler ? – consiste à importer et à adopter des éléments de la culture des communautés qui sont venues s'installer en France, en grande partie originaires du tiers-monde, et pour beaucoup de deux régions, le Maghreb et l'Afrique francophone subsaharienne, dont les sociétés traditionnelles sont parmi les plus conservatrices au monde. Et, quand je dis : « conservatrices », c'est pour rester aimable.

L'Afrique subsaharienne est au surplus la seule région du monde où *toutes* les politiques de développement tentées au cours des cinquante dernières années ont échoué. Il est difficile d'expliquer une telle persévérance dans le sous-développement de ces pays sans la relier d'une façon ou d'une autre, comme je m'y suis efforcé dans un précédent volume, au caractère *contre-productif* des valeurs sociales dont ils sont imprégnés.

Je n'ai pas voulu, il est vrai, placer la discussion sur le plan de la culture proprement dite. Je m'étais en effet fixé pour règle d'éviter ce qui pourrait ressembler à de la pure spéculation – je vous ai dit que je ne crois pas à la notion d'« âme africaine », encore moins d'« âme noire » – pour adopter une approche qu'on pourrait dire « empirique » s'intéressant aux comportements et aux faits sociaux parce qu'il s'agit d'une matière *observable*. Il en est de même pour ce qui est des « valeurs ». Il y a des valeurs, auxquelles on croit ou on fait semblant de croire ou on s'imagine qu'on croit. Ce n'est pas celles-là que j'évoque ici. Il ne s'agit dans mon propos que de valeurs *pratiques*, en ce sens qu'elles déterminent des comportements ou des modes de fonctionnement sociaux. Cela dit, l'évolution qu'a eue le contenu du mot « culture » fait qu'il recouvre aujourd'hui une réalité plus vaste que celui de la vie artistique et intellectuelle, pour englober aussi l'ensemble des structures mentales – notion plus neutre et plus large que celle de « valeurs » – qui déterminent les comportements collectifs – ce qu'on appelait autrefois les « mœurs » – et les faits sociaux. Ce glissement de sens ne se réduit pas à un phénomène linguistique, mais est certainement lié à la prise de conscience que toutes ces structures mentales, y compris celles qui relèvent de l'idéologie ou des croyances religieuses, y compris celles qui sont uniquement forgées par la force des habitudes ou l'emprise de l'environnement, y compris aussi celles qui gouvernent le rapport au réel, interagissent pour modeler les comportements individuels et la dynamique sociale. Il est possible, bien entendu, d'étudier l'algèbre interne – ou l'alchimie comme on voudra – de

ces structures mentales. Ce n'est pas mon propos. Mais on peut aussi ne s'attacher qu'à leurs propriétés « opératoires », à la manière dont elles fonctionnent en produisant des manifestations observables qu'on peut alors tenter d'interpréter. C'est l'option que j'ai choisie, appuyée sur la masse d'observations que mon expérience personnelle m'a fait accumuler. C'est donc à ce niveau, et à ce niveau seulement, que je me réfère à des notions de culture et de valeurs. C'est aussi à ce niveau que je me place pour affirmer que les valeurs de la culture africaine sont contre-productives. Attention : pas contre-productives *en soi*, puisqu'elles ont permis à des sociétés humaines de perdurer pendant des millénaires en surmontant le défi d'environnements souvent ingrats et de procurer à leurs membres un certain bonheur d'exister. Mais, à coup sûr, contre-productives dans le contexte présent[196] parce que leurs manifestations observables vont à l'encontre des critères de progrès matériel et des exigences fonctionnelles d'un monde « moderne » où la rencontre avec l'Occident a projeté, de gré ou de force, les peuples du continent africain.

Importer chez nous la culture de l'Afrique, ce n'est pas seulement en importer les aspects aimables, la musique des griots, les belles voix du Sahel, les jeux de graphismes et de couleurs de l'art nègre et quelques spécialités culinaires aux saveurs robustes. La logique du « métissage » culturel enclenche une dynamique qui empêche de s'arrêter là. Elle implique, qu'on le veuille ou non, de laisser pénétrer et de s'approprier l'ensemble des composantes de la vision du monde dont ces productions culturelles découlent. Et cela précisément à un moment où notre culture, notre société, nos structures politiques et nos peuples sont en train de perdre, non seulement la confiance en eux-mêmes mais, encore pire, *l'estime de soi* qui est indispensable pour effectuer le travail de filtrage et de sélection sans lequel on ne peut pas absorber des apports culturels en restant soi-même. C'est précisément ce qui s'est passé pour les sociétés colonisées qui ont été déstabilisées et déstructurées par l'intrusion d'une culture occidentale qu'elles étaient trop vulnérables pour intégrer harmonieusement à leur propre univers culturel. « Nous sommes des métis culturels », disait Senghor. J'ai longtemps trouvé sa formule belle et émouvante ; il m'a fallu longtemps pour me rendre compte que beaucoup d'Africains, et pas seulement les afrocentristes, lui reprochent précisément d'avoir accepté le métissage avec l'Occident comme une voie d'avenir pour l'Afrique. Sa forte personnalité et son élévation morale ont su l'assumer et le faire fructifier, mais sans doute a-t-il sous-estimé la souffrance qu'une telle acculturation a causée à ses compatriotes tout en surestimant les bienfaits qu'elle pouvait apporter dans l'immédiat. Ou bien peut-être pensait-il que cette souffrance

était le prix à payer pour entrer dans la modernité en s'économisant quelques siècles de tâtonnements avant que l'Afrique trouve sa propre voie.

Car, je ne crains pas de le répéter, le métissage culturel est un processus douloureux. S'y engager sans avoir pesé ce qu'il peut apporter et ce qu'il peut faire perdre est risqué. Faut-il vraiment, au nom du « métissage », laisser s'installer une culture qui, dans les sociétés dont elle est issue, porte l'essentiel de la responsabilité du sous-développement et de l'arriération ? Pourquoi pas, si vous éprouvez pour elle un penchant sentimental, ce qui vous regarde, mais, de grâce, n'invoquez pas la « modernité » lorsqu'il s'agit d'incorporer dans la culture de la France de demain des valeurs « prémodernes » empruntées aux pays les plus obstinément arriérés de la planète et qui ont jusqu'ici puissamment contribué à les maintenir dans l'ignorance, la tyrannie et la misère.

La machine est déjà en marche. Vous vous en êtes certainement rendus compte. C'est devenu un lieu commun de relever l'évolution des mœurs au quotidien : indiscipline, langage cru, laisser-aller vestimentaire, je ne vais pas vous en dresser la liste, descendez dans la rue, ouvrez les yeux – ou, à défaut, vos journaux. On la déplore dans les feuilles réacs. On affecte de s'en féliciter dans les milieux « éclairés », ouverts à la culture « jeune » et à tout ce qui contribue à balayer « tabous » et inhibitions venus du fond des âges. Tout au plus, civisme « républicain » oblige, exprime-t-on des réserves teintées de « compréhension » vis-à-vis de quelques regrettables dérives, comme le plaisir de « gruger » ou les agressions verbales. L'esprit de l'« après-68 » y a sa part mais on ne peut pas tout lui mettre sur le dos. De telles conduites sont précisément celles que visait à réprimer l'entreprise de « dressage » par quoi l'Occident avait construit *à la fois* ses normes de civilité, sa singularité historique et les fondements de sa suprématie. L'héritage est pesant. Les jeunes générations ont désormais sous les yeux une alternative, celle qu'offrent les cultures, en apparence plus aimables car vierges de péchés, des diasporas d'origine non-européenne, parées en outre du prestige conféré aux « racines » africaines par la musique populaire et les succès sportifs, deux sources majeures des « valeurs » de la « culture jeune ». Les formes d'expression artistique, les modes vestimentaires ou les tics de langage que cultivent, non pas les « minorités visibles » dans leur ensemble, mais leurs franges réfractaires, deviennent objet d'imitation. Par ce biais, se diffusent aussi des types de conduite en rupture avec le modèle occidental, où l'on reconnaît pas mal des ingrédients du sous-développement. Le processus est l'exact inverse de celui par lequel, au long des Temps modernes, les normes élitistes s'étaient diffusées dans de larges couches de la population d'Europe. C'est, n'hésitons pas devant le mot, une

régression, c'est-à-dire une marche *en sens opposé*. Une trentaine d'années ont suffi pour compromettre le résultat de quatre siècles de conditionnement.

L'enjeu ne se situe pas que sur le plan des convenances extérieures. Il est global et porte sur l'ensemble du modèle de civilisation qui avait assuré votre prospérité et votre bien-être. N'imaginez pas, en effet, que votre modèle économique est assez performant ou assez sophistiqué pour résister aux conséquences de la régression culturelle. Le développement économique n'est nullement irréversible. Prenez l'exemple de l'Argentine : en 1945, elle figurait au quatrième rang mondial pour le PIB par tête d'habitant ; tout au long des années cinquante, on continuait à la décrire dans les manuels de géographie comme un « pays neuf », rangé dans la même catégorie que l'Australie ou le Canada, au long de chapitres illustrés de photos en noir et blanc de moissonneuses-batteuses et de silos géants, à la manière d'un *Middle West* austral dont les performances attiraient les immigrants d'Europe et ridiculisaient l'URSS des Plans quinquennaux, alors que, déjà, elle s'enfonçait doucement sans qu'on s'en rende compte. Ces dernières années, ce pays faisait le désespoir des économistes – ce qui n'est pas trop grave – et de ses habitants – ce qui l'est beaucoup plus – tant il semblait incapable de s'arracher à sa spirale de paupérisation. N'oubliez pas non plus que ce ne sont pas vos richesses naturelles qui ont déterminé votre prospérité : l'Afrique en a plus que vous, et c'est d'ailleurs pour cela que vous allez les chercher chez eux, ils vous le reprochent assez. La différence essentielle réside dans *l'immense capital immatériel* accumulé par vos anciens et qu'on peut désigner par le vocable générique de « culture » : avez-vous réellement envie de le troquer contre le leur ? Et, sans aller jusque-là, êtes-vous prêts à prendre le risque de le déstabiliser en le « métissant » avec le leur ? Mais sans doute est-ce déjà trop tard : le ver est dans le fruit.

Le futur bas latin de l'Europe

Une société « multiculturelle » n'a, par définition, pas de culture commune. Pour faire tenir ensemble ses différentes composantes, il est nécessaire, à défaut d'une structure despotique devant laquelle tous sont obligés de s'incliner – comme cela a été le cas pendant les soixante-dix ans du régime soviétique – de bâtir ensemble un pacte politique solide, une plate-forme *a minima* acceptée *sans discussion* par tous – ce que les États-Unis sont arrivés à réaliser *parce que le pacte préexistait* à la montée de la diversité et qu'ils ont géré celle-ci en veillant à ce qu'elle prenne l'empreinte du moule. Mais un accord politique reste une base fragile pour faire tenir d'aplomb des entités hétérogènes. Cela explique d'ailleurs pourquoi les Américains se montrent imperméables à toute critique même marginale de

leur système institutionnel et de leurs mœurs politiques : ils sont trop conscients qu'ils ne peuvent simplement pas se permettre la moindre remise en cause car elle risquerait d'être trop déstabilisante.

Il y a toutefois d'autres formules qui permettent de réunir différentes composantes pour former une société – ou du moins un ensemble présentant *certains* des caractères fonctionnels d'une « société ». L'idéologie néolibérale croit trouver dans le système des relations financières et la religion du commerce une recette propre à faire tenir ensemble toutes les parties du monde mais attendons qu'elle ait fait ses preuves pour juger de sa validité. Heureusement, il y a des exemples passés plus démonstratifs à cet égard. Le monde de l'Islam classique en a été un : il a su conserver assez de spécificité et d'unité malgré sa dispersion géographique et son morcellement politique, grâce à la puissance fédératrice de la foi musulmane et de la langue arabe. En face, l'Occident médiéval reposait sur une formule similaire, avec la chrétienté et le latin, en ajoutant au dispositif un ingrédient supplémentaire : la superstructure de l'Église romaine. La formule devait avoir quelque robustesse puisque l'un de ses ingrédients a continué à fonctionner comme ciment de la société européenne, au moins au niveau de son élite intellectuelle, deux siècles encore après la fracture religieuse de la Réforme : la langue latine, qui est restée le véhicule de l'échange des idées jusqu'à ce qu'elle soit supplantée dans ce rôle pour deux autres siècles par la langue française, avant que celle-ci s'efface à son tour à partir des années 1920.

Un édifice multiculturel peut aussi trouver avantage pour assurer son maintien à ce qu'une des communautés assume le rôle de lien entre toutes les autres composantes. Si elle est majoritaire ou si elle détient les leviers de commande politiques et l'appareil coercitif, on est dans un système classique de domination sociale par un noyau dur, comme cela a été le cas avec le bloc *Wasp* de l'Amérique jusqu'aux années cinquante, avec l'élément turc au sein de l'Empire ottoman ou comme cela l'est toujours avec le bloc « grand-russien » au sein de la nouvelle Russie. Si, en revanche, ce rôle fédérateur est joué par une composante minoritaire qui ne détient pas de pouvoir politique, elle est confrontée à un challenge qui l'oblige à mettre en œuvre des mécanismes plus subtils : la maîtrise de rouages économiques, la poursuite de l'excellence de manière à accroître son utilité sociale ou son influence culturelle. C'est à un tel exercice d'équilibrisme que se livre aujourd'hui la « tribu blanche » d'Afrique du Sud. En un sens, c'est ce qui s'est passé en Europe, plus précisément dans l'aire de la *Mitteleuropa*, du milieu du XIXe siècle jusqu'à la fin des années 1920, où l'élite intellectuelle juive a rempli une fonction de médiateur entre les différentes composantes nationales de la

culture européenne[197]. Pour une minorité, tenir un tel rôle, qu'il ait été voulu ou qu'il lui soit imposé par la simple force des choses sans qu'elle l'ait cherché, peut se révéler inconfortable – voire périlleux – ne serait-ce que parce qu'elle risque à tout moment d'être accusée de l'avoir usurpé et d'en tirer des avantages indus.

L'Europe des vingt-sept fait figure d'ensemble « multiculturel ». Par quoi d'assez fort pourraient donc être liés Français et Britanniques, Allemands et Roumains, Espagnols et Polonais ? Dans le discours officiel, c'est essentiellement sur les ressorts économiques qu'il faut compter pour bâtir l'unité de l'Europe. Il y a toutefois peu de chances qu'elle y arrive de cette manière, puisque les liens privilégiés d'échanges et de solidarités économiques supposés entraîner sa cohésion se dissolvent l'un après l'autre dans le processus de mondialisation. D'ailleurs, le reste du monde l'a parfaitement compris : il suffit d'observer comment le démantèlement de tout le dispositif des solidarités et des préférences communautaires – la politique agricole commune n'est pas seule à être menacée – est devenu un enjeu-clef – une cible, devrait-on dire – des négociations commerciales globales du cycle de Doha.

Je n'ose pas suggérer que l'Europe pourrait trouver un ciment dans ce que ses cultures ont en commun, qui pourtant saute aux yeux : elle le refuse, ou plutôt ses élites le récusent, car cela obligerait à reconnaître de quelles *racines* – oh, que le mot sonne vilain quand il s'agit des nôtres ! – une Europe réunie pourrait tirer la substance d'une identité et d'un vouloir-vivre qui la fassent *exister* dans le nouveau siècle. On l'a bien vu dans les débats qui ont accompagné la rédaction du projet de « constitution » et le tollé qu'ont suscité les propositions visant à faire référence à un tel héritage. Je crois m'être assez étendu sur cette question dans de précédents ouvrages pour ne pas avoir à développer le thème plus avant.

Alors quoi ?

Eh bien, si on a réfuté ce postulat en ce qui concerne la nature, il faut toujours se souvenir que la culture et la politique ont horreur du vide. Puisque l'Europe n'arrive pas à trouver en elle-même le ciment à glisser dans les interstices qui séparent ses cultures plurielles, il faudra bien que d'autres candidats se proposent pour jouer les maçons. Il n'est pas nécessaire d'aller chercher bien loin, il suffit d'allumer la télé.

Lorsqu'on s'efforce de repérer des ingrédients communs dans les *pratiques culturelles* des Européens de la jeune génération, ce qui en ressort est souvent issu de la culture « black ». Quand j'évoque la « culture black », je ne me réfère pas tant aux traditions africaines qu'à ce décalque superficiel

de la sous-culture urbaine afro-américaine[198] qui envahit depuis quelques années la sphère médiatique et l'espace public : le *hip-hop*, les modes vestimentaires, l'abandon des traditions culinaires nationales au profit du *fast-food* et des limonades alcoolisées. Elle apparaît ainsi comme une candidate naturelle à la fonction d'élément fédérateur de la culture populaire de l'Europe du XXIe siècle.

La culture « black » bénéficie d'une survalorisation évidente. Laissez moi vous en donner un exemple anecdotique, mais révélateur. Dans une émission télévisée récente sur Buenos Aires, par ailleurs excellente, lors de l'incontournable séquence tango, on a eu droit à un discours pesant en voix *off*, nous expliquant que le tango est une musique « métissée » – qualité désormais indispensable pour assurer les ventes, et au demeurant pas fausse dans le cas d'espèce – « marquée par l'héritage africain des anciens esclaves », etc. Vous connaissez la chanson. Il suffit pourtant d'écouter quelques mesures de tango pour se rendre compte que s'il y a une filiation, elle est plutôt du côté des musiques tziganes d'Europe centrale auxquelles le tango emprunte ses tonalités et son *pathos* si particuliers. Mais voilà : les « racines » africaines, du point de vue marketing, on ne fait pas mieux. Les ressorts d'une telle survalorisation me paraissent en effet d'ordre économique : les intérêts de l'industrie de l'*entertainment* et de celle des *marques* globales, qu'il s'agisse des marques de boissons sucrées ou de celles de vêtements de sport, qui trouvent dans une communauté « euroblack » aux effectifs croissants un des rares segments de marché pour lequel on puisse sans risque d'erreur dresser des projections toujours à la hausse[199]. D'autres secteurs industriels vont sans doute rejoindre bientôt le mouvement[200].

En un sens, on pourrait comparer le rôle que s'apprête à jouer la culture « black » dans l'Europe de demain à celui des juifs dans celle d'il y a cent ans. Il y a toutefois deux différences – je n'ai pas, rassurez-vous, la grossièreté de me placer sur le terrain glissant de la « qualité » ou de la « richesse » culturelles – : l'une est que les juifs formaient une proportion de la population trop faible pour peser sur les équilibres politiques[201]; l'autre, plus fondamentale, est que leur élite adhérait pleinement à la culture et aux valeurs de la société européenne dans laquelle ils étaient immergés[202] et dont ils se situaient à l'avant-garde intellectuelle et artistique, sans prétention à se servir de cette position éminente pour faire prévaloir leur culture spécifique. Ils ont mis leurs talents au service de la culture commune de notre continent, alors que d'autres aujourd'hui n'ont de cesse d'utiliser les leurs pour la piétiner. Les euroblacks et leurs leaders se posent en effet en contestataires, en dénonciateurs, en contempteurs de tout ce qui, de près ou de loin, peut

évoquer la notion de « civilisation européenne » et l'identité historique de l'Europe. Noble cause, sans aucun doute, à laquelle l'opprobre moral dont est entaché notre héritage culturel au nom de la mémoire de la colonisation et de l'esclavage fournit ses meilleures armes.

On arrive ainsi à cette situation paradoxale que les euroblacks, coupés des sources des cultures nationales des pays d'Europe et donc, *ipso facto*, « libérés » des cloisonnements nationaux, se trouvent parmi les mieux placés pour façonner la culture européenne du XXIe siècle. Ce n'est pas que cette culture soit moins respectable que la nôtre. Certes, on a le droit d'avoir une opinion là-dessus – et de la garder pour soi – mais c'est purement subjectif. Simplement, *ce n'est pas la nôtre* et déjà, alors qu'elle n'est encore qu'au début de son entreprise de conquête, elle est ressentie comme oppressive par beaucoup de nos compatriotes. Pas la peine de tourner autour du pot pour se le dissimuler : il y avait de cela dans le fameux « message du 21 avril » qui n'était pas qu'un message de défiance à l'égard du « déficit d'écoute » des dirigeants. Il traduisait aussi le désarroi de pas mal de Français devant une évolution de leur pays contraire à ce qu'ils souhaitent.

Il n'est pas nécessaire de porter un jugement de valeur sur la culture « black » pour entrevoir que si elle triomphait en Europe, les conséquences ne seraient pas toutes aimables.

Je sais combien vous, Français, êtes attachés à un produit qui concourt aux charmes de votre pays. Je veux parler du vin. Pour vous, mais aussi pour beaucoup d'Italiens, de Portugais, d'Allemands ou d'Espagnols, le vin n'est pas seulement une boisson – à consommer avec modération –, encore moins un simple produit commercial, c'est un sujet passionnel et un marqueur de civilisation. Avouons-le : s'il y a un aspect de votre culture qui pourrait faire office de test de l'intégration *réelle* de vos concitoyens mahométans, c'est bien celui-là. À l'inverse, partout où l'on fait du vin, du Minho à la Franconie, de l'Anjou à l'Olténie[203], il suffit de pousser la porte d'un bistrot à vins, d'une taverne, d'un *mesón*, d'un *weinstub* ou de la cave de dégustation d'un vigneron, pour ne plus se sentir étranger : le vin balise les territoires où l'on se sent chez soi. Il est chez vous symbole de convivialité, de bons moments entre amis ou en famille, matière à conversation et controverses. C'est aussi, dans la diversité de ses arômes et de ses terroirs, un langage codé pour exprimer des préférences individuelles : dans les années quatre-vingts, les milieux de la gauche « aux affaires » s'étaient mis au Saumur Champigny pour se démarquer des managers de droite supposés inféodés au Bordeaux ; demander à une personne de commander le vin lors d'un déjeuner afin deviner de quel bord elle inclinait, c'était un test rarement pris en défaut. Depuis ce temps-là, il a dû y avoir des reconfigurations du

paysage politico-bachique mais j'ignore lesquelles car je ne « déjeune » plus. Le vin est, en tout cas, une boisson très *politique*, évoquant la guerre des tranchées, des luttes sociales terribles, la constitution d'une classe de petits propriétaires farouchement républicains[204]. La diversité infinie des terroirs n'est pas que l'œuvre de la nature : elle est aussi le produit de l'individualisme paysan acharné à façonner son environnement et à différencier ses méthodes culturales de manière à se singulariser de ses voisins. Le vin a modelé vos paysages à l'image de votre société et vos peuples à l'image de ses territoires. C'est déjà dur de le faire comprendre à des Anglo-saxons amateurs de goûts standardisés[205], encore plus aux Européens du nord adeptes de la défonce à la bière et aux alcools de grains[206], imaginez ce que cela pourrait devenir dans une Europe soudée par la culture « black ». Le vin, ils n'en ont rien à cirer, eux qui préfèrent des trucs au glucose ou des limonades fluo aromatisées à la vodka. La culture du vin ? Juste un résidu réac' d'une civilisation détestée.

Si le problème se limitait au vin, cela pourrait ne relever que de l'anecdote ou du folklore. Je ne vais pas revenir sur les conséquences économiques puisque j'en ai déjà discuté. Je me bornerai à rappeler qu'elles pourraient bien se résumer à *l'importation massive du sous-développement*. Attention : ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Il n'y a dans mon esprit rien qui ressemble à l'équation simpliste : « africain » égale « sous-développement », ni même : « noir » égale « culture black » et j'espère qu'il en est de même pour vous. Autant des personnes, quelles que soient leurs origines, peuvent concourir à la prospérité d'une nation si elles s'approprient les cadres de pensée et de conduite qui fondent cette prospérité, quitte à les enrichir d'idées nouvelles et créatrices qui les feront évoluer à la longue, autant on ne peut pas espérer un tel résultat si elles apportent avec elles et prétendent *imposer collectivement* une culture qui se donne pour projet de saper ces mêmes fondements.

Il y a toutefois deux challenges sérieux pour la culture « euroblack ». Le premier est que, aux yeux de beaucoup d'Européens de l'est qui estiment, leurs pays n'ayant pas eu de colonies africaines, n'avoir aucun péché postcolonial à expier, la dimension « rédemptrice » que revêt pour les Européens de l'ouest l'adhésion enthousiaste aux « valeurs » venues du Sud est difficile à accepter. « Si vous vous faites envahir, vous gens de l'ouest, c'est votre affaire et, au fond, vous l'avez mérité. Mais ça ne vous donne aucun droit de nous l'imposer à nous qui ne sommes pour rien dans vos complexes à l'égard de vos anciens colonisés. Nous sommes entrés dans l'Union pour rejoindre des pays *européens*, mais quel est l'intérêt pour nous si vous n'êtes pas déterminés à le rester ? », me disent mes amis de là-bas.

Pour l'instant, ces pays pèsent encore trop peu pour exiger, par exemple, que les frontières « africaines » de l'Europe – Méditerranée et Canaries – soient mieux gardées ou pour revendiquer les droits d'une culture « européenne » qui voudrait le rester. Mais ils s'en alarment et il ne faut pas sous-estimer ce facteur qui ne pourra que prendre de l'ampleur à mesure que ces pays se développeront et auront davantage voix au chapitre au sein de l'Union. Prenez la Pologne qui, forte de ses quarante millions d'habitants[207], revendique désormais sa place au club des grands états européens, au même titre que la France, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Allemagne. De telles réactions ne sont peut-être pas étrangères au fait que des courants politiques d'extrême droite y connaissent de regrettables succès. Cela n'empêche pas, j'imagine, leurs « jeunes » d'aller bouger sur du rap afro-américain dans les boîtes branchées de Varsovie. Dans quel sens, alignement sur le credo « multiculturel » général ou désir de préserver ce qui reste de l'identité « blanche » de l'Europe – ou, du moins, de « leur » Europe –, ces pays vont-ils finalement pencher ? Difficile à dire.

Le second challenge, c'est l'islam. Il est pour l'instant occulté par l'alliance objective – au sens maoïste, c'est-à-dire « s'allier à l'ennemi secondaire pour abattre l'ennemi principal » – qui s'est nouée entre la composante black et la composante islamique pour mener un combat commun contre la culture blanche. C'est à une telle stratégie qu'il faut imputer le silence des leaders de la « cause noire » à l'égard de la traite esclavagiste pratiquée par les Arabes. Il y a peu de doute sur la capacité de cette coalition à provoquer une transformation de la culture de notre continent, d'autant plus qu'elle bénéficie de sympathies affichées dans les milieux blancs bien-pensants. Mais à terme, laquelle de ses composantes va-t-elle prendre l'avantage sur l'autre ? Je parierais plutôt pour une synthèse sous l'égide de l'islam. J'y vois deux raisons.

La première est que, à une échelle « globale », l'islam se présente comme la plus sérieuse force de contestation de l'idéologie occidentale depuis la disparition du communisme. Il a réussi, aux yeux d'une bonne partie des masses du tiers-monde, à se positionner en porte-étendard de la rébellion contre un ordre international dominé par les « blancs ». Certes, au plan géopolitique, le plus redoutable *challenger* de l'Occident est désormais la Chine. Mais celle-ci paraît surtout intéressée par des enjeux pratiques – conforter sa suprématie industrielle, s'assurer la maîtrise des flux du commerce mondial et devenir autonome en matière de hautes technologies. Elle a renoncé, depuis l'ère Deng Xiaoping, au rôle d'entraînement idéologique qu'elle jouait du temps du « Grand Timonier ». Et, pour quelqu'un qui n'est pas né Chinois, il est impossible de le devenir, alors qu'il

est si facile de se faire musulman – ou de faire semblant. Dans ces conditions, pourquoi l'islam n'étendrait-il pas au théâtre européen, où il est déjà bien implanté et où il bénéficie, au nom de la « tolérance » et de « l'ouverture à l'Autre », de la sympathie des élites « éclairées », les succès qu'il a déjà obtenus ailleurs ? La cohérence idéologique et le dynamisme du militantisme musulman paraissent plus aptes à attirer vers l'islam la communauté « black », déjà mahométane à soixante ou soixante-dix pour cent, que l'inverse. La culture « black » semble trop anecdotique, trop superficielle, et surtout trop constituée en « contre-culture » par rapport à la culture « blanche » – je veux dire qu'elle se donne la culture blanche pour référentiel, même si c'est en négatif – pour résister longtemps à la concurrence de l'emprise islamique.

La seconde raison, elle aussi de nature politique, me paraît plus déterminante. Dans le contexte franco-français, la « diversité » est appelée de manière inexorable à devenir numériquement majoritaire, comme je le développerai dans un chapitre ultérieur. Toutefois, aucune de ses multiples composantes, prise individuellement, ne sera en mesure de concurrencer la suprématie politique d'une « population historique » qui restera encore pour longtemps plus nombreuse que chacune d'entre elles. Et même en additionnant les minorités, les mécanismes de la démocratie élective font qu'elles resteront impuissantes à accéder ensemble au pouvoir si elles ne forment pas une coalition solide. Cela ne peut se faire que si leur coalition arrive à se souder par une solidarité permanente d'intérêts et à mobiliser ses troupes sur la base d'une plateforme idéologique commune. C'est le rôle que joue, à l'évidence, le thème de la « mémoire coloniale ». Celui-ci a donc peu de chances de s'effacer du débat public. Il serait trompeur de ne voir dans le « travail de mémoire » lié à la question coloniale, qu'une thérapie contre la souffrance héritée d'un passé douloureux ou un phénomène de « concurrence victimaire », comme le prétendent les interprétations psychologisantes à la mode. C'est l'instrument d'un dessein bien précis : fédérer une collection de minorités pour la transformer en une majorité politique apte à revendiquer le pouvoir dans notre pays, dans la logique de la montée en puissance démographique de la « diversité ».

Le thème de la mémoire de l'esclavage a joué un rôle fédérateur du même ordre au sein des diasporas africaine et afro-caribéenne qui, au départ, n'avaient pas tant de raisons de se sentir solidaires[208]. Il a maintenant à peu près réalisé son objet. Il a réussi à détacher bon nombre de Français d'origine antillaise – surtout parmi les jeunes – des Français « canal historique » dont ils faisaient partie, pour les rapprocher de la composante africaine. Il est ainsi en voie de réaliser l'unification d'une « communauté

noire » où les références à ses deux origines particulières s'effacent peu à peu. Il sera donc bientôt temps de le remiser car il a fini de servir. Il est en outre porteur de dangers potentiels pour la « cause », en risquant, pour peu qu'on creuse la question avec un minimum d'honnêteté et de rigueur – je vous concède que l'honnêteté et la rigueur scientifiques ont peu de chances de prévaloir en la matière, mais on n'est jamais trop prudent –, de dresser les descendants d'esclaves contre les descendants d'esclavagistes – d'origine subsaharienne ou nord-africaine.

La « mémoire coloniale », en revanche, fournit un socle consensuel au rassemblement des composantes euroblack et franco-maghrebine dans une commune exécration des valeurs hypocrites au nom desquelles leurs ancêtres ont été opprimés par la République. Elle prospère d'autant mieux qu'elle est attisée chez les uns et chez les autres par le discours officiel qu'on tient dans leurs pays d'origine – et dans les médias français eux-mêmes. C'est chez les franco-algériens qu'elle est la plus prégnante, du fait de la date plus récente et des circonstances plus conflictuelles et beaucoup plus douloureuses de l'accession à l'indépendance de l'Algérie. C'est chez les militants afro-caribéens[209] qu'elle recrute ses théoriciens les plus talentueux et les plus influents. Elle a enfin l'avantage de pouvoir attirer des personnes d'autres origines exotiques dans le même camp face aux « Gaulois ». Si vous croyez que tout cela est de l'élucubration gratuite, lisez donc le manifeste des « Indigènes de la République » : ce mouvement, même s'il a l'air de s'essouffler quelque peu, sans doute du fait de querelles de personnes et de faiblesses d'organisation, a le mérite de poser parfaitement la problématique.

Le thème de la mémoire coloniale offre en prime l'avantage décisif de proposer à l'expression de la mauvaise conscience mea-culpiste ce qu'on appelle dans le jargon des diplomates : des « éléments de langage ». C'est ainsi une « arme d'intimidation massive » destinée à annihiler par avance toute volonté de résistance chez les « Gaulois ». C'est donc le thème rassembleur par excellence de la « diversité » et, si l'entreprise réussit, le futur *mythe fondateur* de la France nouvelle qui pointe à l'horizon de notre siècle. Enthousiasmant, n'est-ce pas ?

Toutefois, le thème de la mémoire coloniale, lui aussi, peut finir par s'user. En outre, il risque de se révéler inopérant dans les pays qui, n'ayant pas, ou peu, de passé colonial, sont imperméables au mea-culpisme qui lui est associé chez nous. Dans une perspective européenne – et pourquoi la « diversité » bornerait-elle ses ambitions à la France, l'Angleterre, la Belgique et le Portugal ? –, il faudra donc trouver autre chose. Seul l'islam semble aujourd'hui offrir la possibilité de rassembler sur une base plus large

les minorités d'origine non-européenne dont l'effectif monte en puissance d'un bout à l'autre du continent.

En attendant, la culture « black » produit ses décibels et déblaie le terrain sur lequel l'islam pourra prospérer : les euroblacks se sont-ils donné pour vocation de devenir les « tirailleurs sénégalais » des imams ?

La banalisation de l'exotisme

Aimez vous les cuisines exotiques ? Autrefois, je veux dire il y a trente ans, aller dîner dans un restaurant chinois ou chez *Charly de Bab-el-Oued* était comme de traverser les mers, changer de monde, de goûts et de parfums. Maintenant, c'est devenu une banalité[210]. On peut s'en réjouir en estimant que la diversité de l'offre proposée aux consommateurs enrichit les plaisirs de la vie. On peut le déplorer parce que cela a fait disparaître le charme de l'exotisme. Question de goût ou de tempérament.

Du point de vue inverse, celui de quelqu'un qui vit dans un pays « exotique », il s'est passé un phénomène similaire. Lorsque je vivais en Afrique il y a vingt-cinq ans, les retours en France à l'occasion d'une mission ou d'un congé étaient comme un ressourcement ou un rafraîchissement. Je me souviens encore qu'à la descente de l'avion, mes enfants se précipitaient aux lavabos de l'aéroport pour aller boire dans le creux de leurs mains une gorgée *d'eau du robinet*. Difficile à croire, mais après avoir passé des mois avec le goût insipide de l'eau bouillie et filtrée, une simple eau du robinet pouvait être une friandise[211]. Aujourd'hui, quand je reviens d'Afrique, je ne ressens plus rien de tout cela parce que le pays que je retrouve ressemble chaque fois davantage à celui que j'ai quitté quelques heures plus tôt. Peut-être faut-il vivre à l'étranger pour le comprendre ? Peut-être faut-il avoir parmi ses proches des personnes ayant vécu l'expérience de perdre une première fois leur pays, d'avoir dû s'adapter à un autre jusqu'à s'y sentir chez eux, pour comprendre ce qu'on peut éprouver quand on a l'impression qu'on est en train de perdre une nouvelle fois sa patrie ? Je ne le crois pas. Je suis sûr que beaucoup de Français canal historique ont aujourd'hui un sentiment comparable au vu de ce qu'est en train de devenir leur pays et que cela contribue largement à alimenter la morosité et la démoralisation de nos concitoyens.

J'avais été frappé il y a une vingtaine d'années en Nouvelle-Calédonie par le spectacle du centre ville de Nouméa un dimanche après-midi. Des bandes de jeunes Kanaks déambulaient le long des devantures de magasins aux rideaux baissés, pendant que des familles endimanchées étaient assises en silence sur les pelouses de la place des Cocotiers en grignotant des

paquets de chips. On avait l'impression que tous ces gens profitaient de la parenthèse dominicale pour se réapproprier timidement et mélancoliquement un espace dont les activités de la modernité occidentale les avaient dépossédés, à la manière de déracinés venus sur la pointe des pieds contempler un monde étrange qui avait poussé là sans qu'on puisse bien comprendre comment. Ces gens n'étaient pas des immigrés : ils étaient sur la terre où reposent soixante générations de leurs ancêtres. Comme vous l'êtes aujourd'hui dans une France qui se transforme sous vos yeux sans que vous puissiez rien y faire. C'est cela : un sentiment d'impuissance mélancolique, voila ce à quoi me font penser les Français canal historique à chaque fois que je replonge parmi eux.

Le problème, je le répète, n'est pas que les gens soient blancs, noirs ou gris. C'est que les règles de vie, les mœurs et les normes d'un autre monde, apportés chez vous par des gens qui considèrent votre pays, votre héritage – et vous-mêmes tant qu'à faire – comme des ennemis, ont acquis droit de cité chez vous, faisant pressentir qu'un jour elles pourraient remplacer les vôtres pour s'imposer à vous.

Déjà, votre pays a adopté ou s'apprête à adopter des formules qui ont été inventées dans le tiers-monde en réponse à des problèmes pratiques. Il y a plus de trente ans, les amortisseurs de ma vieille voiture protestaient en grinçant contre les dos d'âne que les Mexicains installaient sur leurs routes faute de pouvoir discipliner autrement que par cette méthode brutale les excès de vitesse de leurs conducteurs téméraires. Aujourd'hui la mode a gagné les rues de vos villages et même celles de Paris. Dans les années soixante-dix, deux métropoles du « Sud », Caracas et Lagos, avaient imaginé d'endiguer une circulation anarchique en instituant la circulation alternée : numéros d'immatriculation impairs les lundi, mercredis et vendredis, numéros pairs les mardis, jeudis et samedis. Méthode évidemment inefficace dans des pays où seuls les riches possèdent des voitures et ont les moyens d'en avoir deux. Et voilà qu'on en menace périodiquement les Parisiens, au nom de la lutte contre la pollution et les embouteillages, avec sans aucun doute des résultats similaires sur le plan social, en pénalisant les travailleurs qui ont besoin de leur véhicule pour gagner leur lieu d'emploi et en faisant bien rire les classes aisées qui se servent des leurs pour se promener.

Vos institutions ne font pas qu'importer du tiers-monde des palliatifs à leur manque de courage pour faire face à l'indiscipline grandissante : elles capitulent devant l'importation sauvage des mœurs exotiques.

Je prenais un jour à Roissy un vol pour Bamako. Ma fille et mon gendre m'avaient accompagnée à l'aéroport. Au moment de franchir le premier contrôle qui donne accès à la file d'attente de l'enregistrement,

l'agent de sécurité a arrêté mon gendre qui s'était proposé de m'aider à porter mon bagage jusqu'au comptoir. « Les passagers seulement ». Pas de problème, c'est le règlement. Derrière moi, suivait un monsieur important – pas seulement par le gabarit et le volume d'air qu'il déplaçait, mais aussi par son assurance impérieuse – vêtu d'un boubou brodé dont les manches amples laissaient voir une grosse montre en or – les peaux noires donnent à l'or un éclat incomparable. Sans desserrer les dents, il avait signifié d'un rapide mouvement des yeux que la personne qui l'accompagnait était son esclave[212], un homme rabougri sans billet ni passeport, lui aussi en boubou, mais un boubou délavé et rapiécé. L'agent de sécurité, sans rien dire, a rendu son billet au voyageur après avoir pointé son nom sur la liste, puis s'est effacé et a même fait s'écarter deux ou trois autres personnes pour livrer passage à l'esclave et à son chariot où s'entassaient les volumineuses valises de l'important. Arrivé au comptoir, je hisse mon bagage sur la bascule en expliquant à l'hôtesse que j'aurais bien apprécié si mon gendre avait pu venir m'aider et je lui raconte la scène à laquelle je venais d'assister pour lui demander si, quand même, il ne pouvait pas y avoir de petits accommodements avec le règlement ou si c'était réservé à certaines catégories de passagers. Que voulez-vous, me dit elle, avec « eux », on ne peut rien faire sinon c'est l'émeute et, en cas d'incident, on se fait saquer. Il était clair que le hall d'enregistrement de Roissy était devenu une zone d'extraterritorialité où, dès la porte de l'aérogare franchie, la juridiction des marabouts se substituait à la loi républicaine.

Des zones extraterritoriales, il y en a beaucoup. N'exagérons pas en parlant de « zones de non droit » car, pour grossiers et insolents que soient des comportements comme celui de l'important de Roissy, ils n'ont pas de caractère délictueux, de sorte qu'une société qui s'est construite sur un consensus d'autodiscipline se trouve désarmée pour les sanctionner. Il est déjà difficile de trouver le terme approprié pour les qualifier. Un de nos ministres – Chevènement, je crois – avait trouvé le mot bien choisi d'« incivilités» pour désigner toutes ces goujateries au quotidien, tous ces manquements à un code tacite de discipline civique qui permet à la société de fonctionner et à la rue de ne pas être une jungle. Pas de chance, le sens prêté au mot a vite évolué et il est devenu un euphémisme pour désigner la petite délinquance et le vandalisme. L'impuissance sémantique ne trouve pas de remède dans l'inflation législative qui s'obstine à « pénaliser » – c'est-à-dire à mettre au rang d'infractions pénales – des comportements irritants, voire insupportables, mais que les intéressés ne ressentent pas comme coupables. En arriver à faire une loi qui interdit les rassemblements dans les entrées d'immeubles, c'est s'exposer au ridicule en démontrant son

impuissance à faire respecter un minimum de discipline sociale sans le recours au gendarme. C'est aussi s'exposer à l'hostilité de tous ceux pour qui le hall de leur immeuble est une simple annexe de leur domicile qu'ils estiment être en droit de s'approprier pour y faire la loi ou pour tout casser, selon leur humeur du moment.

On l'a bien vu lors des émeutes de la Toussaint 2005 dans les banlieues françaises. Les parents avaient du mal à comprendre que les « Céfrancs » puissent leur reprocher de laisser errer leurs « petits rois » dans les rues à des heures indues : envoyer les enfants – les garçons – dans la rue pour ne pas les avoir dans les jambes est un trait constant de leur culture, ici comme « là bas ». Au contraire, en voulant voir dans ces événements ce qu'ils n'étaient pas, un « appel au dialogue », on ne fait que s'enfoncer encore plus dans l'impuissance. Dialoguez, dialoguez tant que vous voudrez, votre dialogue restera inopérant tant que vous n'arriverez pas à prononcer la phrase-clef qui se bloque dans votre gorge : « ici c'est comme ça et *ce n'est pas toi qui le changeras* ». Si vous êtes venus ici, ou si vos parents sont venus ici et vous y ont fait naître, c'est que ce pays offrait davantage d'opportunités qu'au « bled ». Demandez-vous pourquoi et vous comprendrez que c'est au premier chef parce que s'y est élaboré un système de normes de conduite sociale *plus performant* que celui de là-bas[213]. Vous voulez en profiter, respectez-le ! Il en est de ces normes comme de la langue. Les linguistes relèvent que certaines choses ne se disent pas ; même si elles sont structurellement conformes aux règles de grammaire, l'usage les prive de sens ou leur confère un sens qui fait tache dans le contexte[214]. Je peux dire : « j'ai vu rouge », et on me comprend ; si je dis : « j'ai vu vert », on me demande ce que j'ai fumé.

Brûler des écoles pour, soi-disant, « exprimer sa détresse » et faire comprendre « qu'on voudrait étudier », c'est un « message » qu'on a tort de vouloir « comprendre[215] ». Il y a des choses qui ne se font pas et qu'une société n'a pas à accepter, point à la ligne. Mettre volontairement le feu à un bâtiment est un délit, ou même un crime passible de la cour d'assises si des personnes en sont victimes[216], ce n'est pas une « incivilité », encore moins un « message ». Je me souviens des manifestations dans Paris entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 où des foules black-blanc-beur – plutôt black-beur d'ailleurs – défilaient au son du tam-tam sous des forêts de drapeaux algériens en braillant : « deuxième génération, on est chez nous ! ». Vous êtes peut-être chez vous en tant qu'« enfants de la loi », et personne ne le conteste, même pas le type contre qui vous manifestez, mais vous ne pourrez vous dire *vraiment* chez vous que le jour où vous cesserez de traiter en ennemis ce pays, son peuple et sa mémoire. Commencez par

rentrer ces drapeaux algériens qui n'ont rien à faire dans une manifestation politique française, conduisez-vous comme on se conduit normalement ici et on verra. Une de mes filles, née aux États-Unis, possède la nationalité américaine. Lorsqu'elle vitupérait l'Amérique de Bush, je lui disais : « si tu n'aimes pas Bush, et je te comprends, inscris-toi sur les listes électorales et vote contre lui, mais ne dénigre pas un pays qui est aussi le tien ou, sinon, rends ton passeport américain ».

Il faut être cohérent. La vision officielle réductrice du « pacte républicain » se refuse à y voir plus qu'un énoncé de principes abstraits. Elle a tort : il a fallu des siècles au peuple français pour élaborer des règles de conduite en société qui la font à peu près fonctionner et *sans lesquelles le pacte républicain est vide de contenu concret*. Il n'a pas à capituler devant la prétention de groupes venus du fond de la brousse de lui dicter ses actions et de lui imposer d'autres mœurs. Et encore faut-il se souvenir qu'au fond de la brousse, les gens n'étaient pas des sauvages et qu'il y avait des normes de conduite dont la transgression était punie de façon autrement sévère : celui qui se serait avisé de mettre le feu à un édifice risquait fort qu'on l'y jette pour brûler avec. Mais il est vain de « dialoguer » sur ce plan avec des interlocuteurs dont la logique est : « causez toujours, mais dans pas si longtemps c'est *vous* qui serez chez *nous* et devrez vous plier à *nos* règles ».

Du reste, on s'y plie déjà. J'ai lu un article de presse relatant le quotidien d'un bureau de poste du XVIIIe arrondissement. Les employés racontaient les interminables files d'attente les jours d'arrivée des mandats des « allocs » dont le montant repart aussitôt au bled via *Western Union*, les palabres pour contourner tel ou tel article du règlement, les tentatives de substitution d'identité, les tensions qui parfois tournent en insultes – les coups ? « Non, pas trop souvent » – enfin tout le folklore avec lequel il nous faut désormais bien vivre. Il manquait cependant un petit détail pittoresque – faute de place dans la colonne du journal, je suppose. Il se trouve que je connais ce bureau de poste[217] pour l'avoir fréquenté à plusieurs reprises. L'administration l'a équipé d'une machine à tickets qui délivre des numéros d'ordre. Mais voilà : cinq minutes après l'ouverture du matin, la machine est vide. Pas grave : un groupe de deux ou trois « capuccinos » – je ne me réfère pas à la couleur de leur peau, à laquelle je n'ai pas prêté attention, mais je trouve le mot bien venu pour désigner des individus en capuche grise – qui tiennent les murs dans un coin du local vous propose obligeamment un ticket qui vous permettra d'avoir votre tour d'ici trois quarts d'heure. Les mêmes, bien sûr, qui avaient vidé la machine dès l'ouverture. Que ne ferait-on pas pour rendre service ? Surtout quand ça permet de vous « taxer » cinquante sous à chaque fois. Remarquez, rien ne vous oblige à vous laisser faire : vous

pouvez toujours aller tenter votre chance dans le bureau de poste d'un quartier moins « animé » en espérant que les « capuccinos » ne l'ont pas encore mis en coupe réglée.

Deux, trois, plusieurs Viêt-Nam

Les plus philosophes ou les plus politiquement corrects des Céfrancs affectent de s'en amuser en mettant cela sur le compte d'un folklore qui passera, le temps que tout ce beau monde « s'intègre ». Remarquez, si des gaillards de vingt-cinq ans, nés ici, ne sont toujours pas « intégrés » à leur âge, on peut se demander quand ils le seront. En arrivant à la retraite, peut-être ? À supposer qu'ils en aient envie[218]. Quant à ceux qui s'en irritent intérieurement, ils savent que s'ils s'avisaient de protester ou de dénoncer, ils passeraient au mieux pour des « beaufs », au pire pour des racistes ou des « nostalgiques »[219]. Je crois bien qu'il y a chez les uns et les autres une erreur de perspective.

Ne voir dans ces comportements que l'effet d'une inadaptation temporaire aux règles d'une société développée, ou bien l'expression anodine d'habitudes différentes et – pourquoi pas ? – légitimes, c'est se dissimuler qu'ils sont révélateurs de deux réalités qui pèsent lourd. L'une est l'ampleur du fossé culturel qui sépare l'Occident de l'Afrique ; l'autre est leur caractère délibéré.

Si je me suis longtemps étendu dans un précédent volume sur l'articulation complexe du système de valeurs qui fonde la culture occidentale, c'est parce qu'elle explique pourquoi l'adaptation – pour ne pas parler d'intégration – des non occidentaux à cette culture est si difficile[220]. Comment imaginer qu'un processus qui a pris quatre siècles pour se développer et être assimilé par les Européens, et qui au surplus a été très peu analysé et compris par les penseurs européens eux-mêmes[221], pourrait être déclenché et mené à son terme chez des populations pour lesquelles il est d'une étrangeté totale, en quelques années de scolarité ou même en une ou deux générations ? Le fait qu'il ait fonctionné, et de manière remarquable, pour un petit nombre d'individus placés dans des conditions favorables et qui avaient fait le choix sincère – et sans doute douloureux – de changer d'appartenance, ne prouve aucunement qu'il peut fonctionner pour le plus grand nombre qui ne bénéficie pas de ces circonstances et qui, du reste, le refuse en voulant voir dans les tentatives d'acculturation une séquelle arrogante de l'impérialisme colonial[222].

Ce refus qui s'exprime en Afrique par ce que j'appelle « l'incivilité patriotique » se manifeste chez vous au sein des communautés originaires de

ce continent par l'incivilité tout court. On a tort, complètement tort, de voir dans les comportements incivils, le vandalisme, les taux élevés de délinquance, le recours aux petits trafics de l'économie souterraine, le produit mécanique du chômage, de la précarité économique, de l'échec scolaire, de l'urbanisme des cités, que sais-je encore. On a tort de croire qu'en soignant ces symptômes[223] à coup de milliards, en embauchant les jeunes dans des emplois subventionnés, en rétribuant leurs meneurs comme « animateurs » pour les encadrer, en leur délivrant des diplômes par défaut à l'issue de *cursus* sur mesure, en rasant les tours et les barres, on arrivera à guérir la pathologie sociale qui résulte *de ce refus lui-même*. Pas davantage en se livrant à un « dialogue » aussitôt interprété comme le signe de votre résistance affaiblie à leurs comportements de refus.

Prenez l'échec scolaire. Ne me dites pas que les enfants d'immigrés, nés en France, élevés depuis leur plus jeune âge avec l'électricité et l'eau courante, entendant chaque jour parler français à la télévision, dans des familles disposant de revenus modestes mais plus ou moins assurés à un niveau minimum[224] grâce aux mesures de « traitement social », puis placés dans des classes de vingt-cinq élèves avec des enseignants dévoués à les « comprendre », ont moins de chances de réussir leurs études que les petits Africains d'autrefois massés à cinquante sous des préaux à toit de chaume autour de leurs autoritaires instituteurs coloniaux. Et pourtant les premiers tiennent les murs sans tous savoir lire après dix ans de scolarité, alors que les seconds ont formé l'armature des classes moyennes de leurs pays[225]. Les enseignants des banlieues, quand on leur laisse la parole, admettent que c'est certes plus difficile pour leurs élèves que pour ceux de la bourgeoisie – il en était déjà ainsi pour les petits Français de la classe ouvrière, ne l'oublions pas – mais aussi que la cause primordiale de l'échec scolaire de masse dans la jeunesse issue de l'immigration est *le refus collectif*[226] qu'elle oppose à l'institution scolaire, à la transmission des savoirs et à l'autorité du corps enseignant.

L'échec scolaire est ainsi le résultat d'une *conduite d'échec* menée avec persévérance par les intéressés, comme s'ils pressentaient que *c'est de cet échec collectif qu'ils tirent la force qui soude leurs communautés et leur donne le bras de levier pour mettre la société des « blancs » à leur merci.* Évoquer une telle stratégie n'est pas pure spéculation intellectuelle car elle a des précédents. C'était déjà le schéma de la « stratégie Fabien » revendiquée par les résistants communistes de 1942-1943 : susciter le maximum de répression pour rallier le maximum de Français à la résistance active. Elle est exprimée noir sur blanc dans le *Petit Livre rouge* : « il faut que le peuple souffre pour que la patrie soit sauvée ». Elle a été mise en œuvre avec succès

par les révolutionnaires algériens de 1954. Et c'est tout simplement la stratégie menée à l'échelle du continent par les leaders africains pour tirer de la paupérisation de leurs pays de quoi prendre un ascendant moral sur leurs homologues du « Nord », et qui a si bien fonctionné jusqu'ici à leur profit. Inutile d'invoquer des « théories du complot » en cherchant un hypothétique « chef d'orchestre », « barbu » ou non, il n'y en a pas besoin et il n'en existe pas – du moins pas que je sache[227]. Cette stratégie n'en est que plus robuste car elle résulte d'une adhésion collective et spontanée au rejet de la société « blanche », au sein de laquelle elle trouve pourtant tous les relais dont elle a besoin au nom du « multiculturalisme », du « dialogue » et des délices du mea-culpisme.

Dans cette perspective, les comportements incivils dont j'ai donné quelques exemples, et dont vous avez tous les jours sous vos yeux des manifestations innombrables, ne relèvent pas du pittoresque ou de l'anecdote : ils relèvent d'une *stratégie de provocation*. Créer sans cesse des situations de confrontation, faire naître la lassitude et la résignation chez un adversaire à qui sa culture a fait perdre la capacité de *penser* les rapports de force[228], afin de remporter de petites victoires qui s'accumulent jour après jour, marquer son territoire et l'étendre peu à peu[229], tout cela est un ouvrage patient dont les fruits sont désormais en vue.

Ce caractère d'épreuve de force était tout à fait perceptible dans les émeutes de novembre 2005[230]. Alors qu'à chaque appel au dialogue et à la raison faisait écho la nuit suivante davantage de désordres, la modeste mesure de fermeté administrée par le gouvernement a aussitôt fait baisser l'intensité des violences. Trois jours après l'état d'urgence, on n'entendait plus parler de rien et tout le monde filait doux. Pas parce qu'« ils » étaient calmés. Parce ce qu'ils avaient vu exactement *jusqu'où ils pouvaient aller* sans risque[231]. Ils ont repéré où se situait la « ligne rouge », la ligne de défense des Céfrancs. L'objectif était rempli, il n'était plus nécessaire de poursuivre le test. Il ne reste plus qu'à méditer les leçons, pour tâcher d'aller plus loin la prochaine fois. Et encore plus loin la fois d'après. Et de continuer autant qu'il faudra. Jusqu'à la victoire. Et pas besoin de se presser : le temps travaille pour eux.

Quand on voit ce que les fils de l'Afrique ont réussi à faire de leurs pays en quarante ans d'indépendance, on n'a pas envie de penser à ce qu'ils pourraient faire du nôtre s'ils avaient un jour les moyens d'en déterminer le destin.

Il faut pourtant y penser.

Oh, pas pour l'empêcher – vous rêvez – : pour nous y préparer.

III

Arithmétique du déclin

Qu'on le regarde d'un point de vue français ou de celui, plus global, de l'ensemble des peuples occidentaux, une des questions les plus déterminantes pour l'avenir sera celle des rapports de forces démographiques. L'expression ne devrait pas choquer : la loi du nombre n'est-elle pas aussi celle de la démocratie ?

En ouvrant ce chapitre, je vous prie tout d'abord de m'excuser car je vais en faire souffrir certains : on va en effet parler de chiffres. Mais ne vous inquiétez pas, on ne va pas pinailler sur les décimales, comme dans un récent débat électoral où les candidats se disputaient pour savoir si le « vrai » chiffre était de 8,4 ou 8,5 % : on travaillera « à la louche ». Cela suffit largement pour éclairer les perspectives.

Cela dit, pour les *aficionados*, il ne vous est pas interdit de sortir vos calculettes, et même de brancher vos ordinateurs si l'envie vous prend de vous connecter à *Internet* pour vérifier sur les sites officiels – Insee, agences des Nations Unies, ministère des Finances –, que je ne vous mène pas en bateau ou que je ne charge pas la barque.

Je n'en ai du reste nul besoin, car elle est déjà assez lourde.

Regards sur la France de vos enfants

La France vieillit, nous dit-on. Elle ne fait pas que vieillir. Elle se transforme. C'est normal : « c'est le progrès ». En est-on si sûr ? La génération à laquelle j'appartiens a vécu sa jeunesse dans l'idée que demain serait meilleur qu'aujourd'hui. Qu'en reste-t-il à présent ? Essayons, à travers quelques observations et quelques calculs, de dessiner ensemble ce que pourrait être le visage de la France où vivront vos enfants et petits-enfants. L'exercice, plus facile qu'on le croit, est révélateur. De quoi ? Que rien ne garantit qu'ils y seront encore chez eux.

Portrait de la France en équipe de foot

La France est fière de son équipe de football « black-blanc-beur ». Un peu moins quand elle perd. Peu importe, le foot n'est qu'un jeu. Ce qui compte, n'est-ce pas, c'est que cette sympathique aventure a fait prendre conscience au pays d'Astérix de son caractère « multiculturel ».

Qui sont ces blacks et ces beurs ? Des citoyens français, bien sûr, puisque les règlements sportifs l'exigent pour les équipes nationales. Mais le critère de la nationalité administrative épuise-t-il la question ? Si l'on compare un footballeur qui a grandi à Marseille, qui parle avec l'accent de Pagnol et a la tête aussi près du bonnet que ses personnages, qui témoigne d'un patriotisme sans faille à l'égard du pays dont il porte les couleurs, avec un joueur recruté à l'âge de vingt ans dans un club exotique, puis naturalisé en accéléré quand on a eu besoin de lui en équipe nationale, il est clair que les liens avec la France ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Je ne dis pas qu'un « mercenaire » ne peut pas se comporter avec loyauté vis-à-vis de son nouveau pays et faire honneur à son équipe, mais il n'est pas sûr que la dimension affective soit aussi forte.

Les « beurs[232] » – entre eux, ils utilisent plutôt le vocable de « rebeux », une sorte de verlan de « beur » qui fonctionne vis-à-vis des « Gaulois » à la manière d'un retour à l'envoyeur – sont issus d'Afrique du nord. Je n'ai, en effet, pas entendu ce mot utilisé par les gens du Proche-Orient qui, du reste, ne versent pas dans ces néologismes vernaculaires lorsqu'ils s'expriment dans votre langue. La plupart de ces « rebeux » possède la nationalité française, soit par naturalisation soit de naissance, puisqu'ils ne sont pas « immigrés » mais nés en France ou de parents déjà citoyens français. La question qui se pose à leur égard, c'est la manière dont les intéressés *vivent* leur identité.

Sur les relations entre la France et l'Afrique du nord pèse le contentieux alimenté par le souvenir de la guerre d'Algérie. D'accord, la plupart des « rebeux » d'aujourd'hui n'étaient pas nés au moment de l'indépendance de l'Algérie et n'ont donc pas de raison de situer leur relation à la France par rapport aux enjeux de cette époque. Et pourtant, le fait qu'ils n'aient pas vécu ces événements semble au contraire les rendre beaucoup plus réceptifs à la légende qui s'est bâtie sur leur mémoire.

Les milieux dirigeants français ont feint de croire jusqu'au milieu des années quatre-vingt, que la dynamique d'intégration allait effacer les différences et que les « rebeux » allaient se fondre dans la masse. Il est vrai que nombre d'entre eux, dès lors qu'ils adoptent les modes vestimentaires et les comportements sociaux « occidentaux », se distinguent à peine du reste de la population. C'est à ce moment-là en effet que cette dynamique s'est essoufflée avec la montée des revendications identitaires, et surtout la valorisation positive attachée aux démonstrations identitaires telles que le parler « cités », le particularisme vestimentaire, l'affichage appliqué des règles d'étiquette islamique. Tout cela est bien connu. Sans qu'on puisse y voir à coup sûr un lien de cause à effet[233], le grippage de la mécanique d'intégration a été contemporain de l'accroissement des flux d'immigrants qui s'est produit au milieu des années quatre-vingt, notamment en provenance d'Afrique subsaharienne. Les rebeux des cités, jusque-là mêlés aux « Gaulois » et en voie d'intégration, se sont soudain retrouvés submergés par les nouveaux arrivants[234] qui avaient apporté avec eux leurs mœurs et leurs structures communautaires, ainsi que des pratiques religieuses, disons, « moins distanciées ». Même ceux des « rebeux » qui avaient fait le choix de la société occidentale ont pu se trouver dans l'incapacité de le faire partager par leurs enfants. Quant à ceux qui avaient fait le choix inverse, celui du repli communautaire, les événements semblaient leur donner raison.

J'ai décliné dans un ouvrage antérieur les différentes typologies de rapport à la religion chez les musulmans. Comme me l'expliquait une personne rencontrée au Maroc : « au Maghreb, au moins, nous sommes de *vrais* Arabes, car chez nous, il n'y a pas d'infidèles » ; j'ai jugé plus courtois de ne pas insister sur le fait que j'avais moi-même épousé une de ces « infidèles » dont le Proche-Orient est infesté. Mais c'est un fait : l'Afrique du nord est musulmane à cent pour cent, au moins depuis que les juifs et les colons européens ont dû s'exiler lors du « nettoyage ethnique » de l'indépendance. Nos « rebeux » sont donc tous d'origine musulmane. Cela pourrait ne pas différer du rapport que les Français d'origine catholique, protestante ou israélite entretiennent avec la foi de leurs ancêtres. Mais, vu le

contexte actuel de radicalisation qui affecte le monde islamique, il est de plus en plus difficile pour un « rebeu » de refuser de prendre parti par rapport à une logique « eux » et « nous », de sorte qu'on est peu à peu conduit à tracer une ligne de partage entre ceux qui se rattachent à l'islam et ceux qui s'en sont éloignés. Le clivage entre musulmans et « laïques » recouvre-t-il le clivage entre ceux qui assument leur intégration à la société occidentale et ceux qui se réfugient dans une identité liée à leurs origines ? Pas exactement, car il existe un nombre croissant de personnes se réclamant *à la fois* de la modernité occidentale et de leur attachement à la confession mahométane. Vous qui prétendez, disent-ils, que les valeurs modernes sont compatibles avec une appartenance religieuse chrétienne ou juive, pourquoi ne l'admettriez-vous pas quand il s'agit d'islam ? Bonne question ou piège dialectique ? La réponse ne va pas de soi.

L'autre grand groupe « ethnique » présent en France est celui des « renoix[235] ». Ce groupe est plus divers par ses origines que celui des « rebeux ».

Les Antillais – leur frange militante préfère l'appellation « Afro-caribéens » – et les Réunionnais partagent trois cents ans d'histoire avec leurs compatriotes de métropole, pour le meilleur et pour le pire. Le pire, bien sûr, c'est l'arrachement à l'Afrique de leurs ancêtres, l'esclavage, les espoirs déçus de la Révolution française, la misère et l'abandon qui ont suivi l'abolition. Mais le meilleur ne doit pas être occulté. L'éveil aux Lumières dès la fin du XVIIIe siècle, prélude à l'étonnante synthèse culturelle qui fait l'originalité de la société antillaise. L'enthousiasme des arbres de la liberté de 1848. La participation à l'entreprise coloniale de tant d'administrateurs, de militaires et d'enseignants issus de la France d'Amérique[236]. Le formidable élan patriotique qui a conduit, en 1941-42, des milliers de jeunes Antillais à braver le blocus pour gagner les îles anglaises et s'engager dans les Forces françaises libres. Les contributions brillantes à l'expression littéraire et artistique. L'entrée dans la famille enfin reconnue par le statut départemental de 1946. Le sentiment profond que beaucoup d'Antillais vouent à la patrie de Victor Schœlcher et de Jules Ferry est toutefois récusé par une minorité bruyante, qui prône un retour aux « racines » africaines. Cette rupture avec l'appartenance occidentale se manifeste aux Îles par la montée d'un mouvement indépendantiste et identitaire, par le refus des disciplines qu'impose la modernité économique et par l'affichage de la langue créole, supposée plus propre à exprimer l'âme profonde des peuples afro-caribéens. En France métropolitaine, qui doit compter pas loin d'un million de personnes originaires des DOM, cette orientation se traduit dans les jeunes générations par une *convergence* avec les communautés d'origine

africaine et la communion dans une culture « black » censée exprimer la solidarité et la singularité du peuple noir.

L'autre composante géographique des « renoix » est directement issue du continent africain. Ce groupe est traversé de plusieurs clivages. La plus ancienne et la moins nombreuse de ses composantes a été formée lors de la décolonisation par des éléments d'une élite instruite et intégrée : cadres de la fonction publique, intellectuels, membres des professions libérales, parfois déjà installés en métropole, qui ont préféré opter pour la nationalité française plutôt que tenter l'aventure de l'indépendance. D'autres, tout en poursuivant une carrière en Afrique, ont eu la prudence de consolider leurs attaches avec la France et d'y établir le centre de leurs intérêts économiques pour parer à toute éventualité. Ils ont été suivis, à partir de la fin des années soixante, par une vague de travailleurs immigrés qui ont pu faire venir leurs nombreuses familles à la faveur des politiques de rapprochement familial des années soixante-dix. Quelques régions, comme le pays mandingue de l'ouest du Mali, ont fourni les plus gros bataillons, pressés de reconstituer sur votre sol leurs structures communautaires, gages d'une solidarité protectrice face à une société française perçue comme mystérieuse et vaguement inquiétante. Comment le reprocher à ces gens abattus par la grisaille de nos climats, pauvres, transis et vulnérables ? Alors que l'immigration des années soixante-dix était surtout d'origine rurale et parlait à peine quelques rudiments de français, les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont vu l'arrivée d'une troisième vague. Celle-ci est souvent issue du prolétariat des métropoles africaines ou des classes moyennes paupérisées par les politiques « d'ajustement structurel », demi-instruite – ou plutôt se croyant instruite – et à qui l'accoutumance aux productions hollywoodiennes ou aux films de *kung-fu* en cassettes pirates tenait lieu de culture. Tout au long de ces années, le flot principal a été grossi d'une foule de cas individuels, allant de l'homme politique à qui la posture d'opposition rendait dangereux le séjour dans son pays, à la belle fille ayant « épousé le passeport » en la personne d'un « VSN » naïf et à l'universitaire hyper qualifié ou l'artiste talentueux à qui le contexte africain n'offrait pas de perspective à sa mesure.

Aux différences créées par cette évolution historique, s'ajoute la césure religieuse. Les paysans sahéliens sont en majorité musulmans, mais d'une variété particulière, l'islam « maraboutique » mêlé de croyances magiques, que des prédicateurs orthodoxes s'efforcent de remettre dans le droit chemin. Les immigrants d'origine urbaine des pays du golfe de Guinée et des deux Congo comptent de nombreux adeptes des sectes évangéliques d'inspiration afro-américaine ou d'églises autochtones marquées par un syncrétisme flirtant avec la tradition vaudoue.

Aux côtés des « rebeux » et des « renoix », la société française compte d'autres composantes d'origine non européenne ou issues de traditions non occidentales[237].

De l'ancienne Indochine française et des provinces voisines de la Chine, plusieurs vagues se sont succédé au cours du XXe siècle. Il y a eu d'abord les travailleurs – pas tous volontaires – « invités » pour remplacer dans nos usines les ouvriers mobilisés en 14-18, milieu au sein duquel les premiers militants du mouvement nationaliste des années 1920 s'étaient initiés au marxisme. Ont suivi les réfugiés de 1954 menacés par la tyrannie vietminh du fait de leur confession catholique, de leurs engagements à l'égard de la France ou, tout simplement, de leur éducation occidentale. Les années soixante-dix ont vu l'arrivée des *boat people* – comprenant de nombreux membres de la diaspora chinoise d'Indochine ainsi que nombre d'intellectuels rétifs à l'abrutissement totalitaire. Leurs mœurs policées leur ont valu d'être acceptés sans trop de heurts par la société française. La tradition confucéenne du respect du savoir et leur ardeur au travail leur ont permis de briller dans les affaires et les disciplines scientifiques – plus que dans le football. La France leur doit entre autres d'être restée à ce jour parmi les champions du monde de la recherche en mathématiques et en physique théorique.

Depuis une vingtaine d'années, on voit arriver de ces régions une immigration plus, comment dire … « brute de décoffrage », davantage alimentée par la pauvreté des campagnes que par des considérations culturelles et pas toujours dénombrée avec précision. C'est surtout à elle que se réfère le terme de « nouach' », que pour ma part je préfère éviter : en effet, si « rebeux » et « renoix » se désignent eux-mêmes ainsi – ce qu'on appelle, en langage pédant, des « auto-ethnonymes » – autorisant *ipso facto* les autres à en faire autant, je n'ai jamais entendu le mot « nouach' » dans la bouche de personnes d'origine extrême asiatique. Certaines estimations en évaluent l'effectif à cinq cent mille, chiffre sans doute exagéré.

Qui se souvient aujourd'hui des comptoirs de l'Inde et de la douce litanie de leurs noms, Mahé, Pondichéry, Karikal, Yanaon, Chandernagor ? Ils avaient pourtant, au cours de deux cents ans de tutelle débonnaire, formé bon nombre de Français de cœur qui servaient leur lointaine patrie dans des emplois de sous-officiers ou d'infirmiers dans ses hôpitaux militaires et qui ont opté sans hésiter pour la France lors de la restitution à l'Inde de ces derniers bouts d'empire. Ils sont désormais submergés par une nouvelle vague d'immigration en provenance du sous-continent, qui fait flotter sur le Xe arrondissement de Paris des arômes de curry et des reflets de soieries sans avoir jamais entendu parler ni de Dupleix ni du bailli de Suffren.

Je ne reviens pas sur les gens de l'ancien Empire ottoman, qu'il s'agisse de sa partie balkanique ou de sa partie asiatique : j'ai déjà eu l'occasion d'en parler à plusieurs reprises.

Cette population venue de loin ne peut plus être décrite comme un ensemble de « minorités » qui ne diffèrent de la majorité que par leurs origines géographiques ou ethniques. Elle forme, avec la « population historique » de la France, un cocktail qu'on peut décrire comme une « société plurielle », ou « multiculturelle ». Il n'est pas facile pour les enfants nés ou élevés en France de choisir entre la norme occidentale et des modes de pensée et de comportement qui peuvent leur sembler plus propres à sauvegarder les rassurantes solidarités communautaires.

Et si on parlait de chiffres ?

La divine surprise de l'« effet an 2000 »

Je viens d'utiliser l'expression de « population historique ». C'est à dessein que je l'ai choisie pour sa ressemblance avec celle d'« opérateur historique » qu'on utilise maintenant dans les secteurs des télécoms ou de l'énergie électrique pour désigner les bonnes vieilles entreprises familières qui avaient pris le risque de départ, bâti le réseau et créé le marché, afin de les distinguer des « nouveaux entrants » amenés par les politiques de libéralisation. Avant d'estimer les parts respectives de la « population historique » et de la population venue de loin, que je désignerai sous le nom de « diversité », puisque c'est le vocable qu'elle a choisi pour se caractériser elle-même, examinons les chiffres globaux, les seuls que fournissent les sources officielles.

La France métropolitaine est passée de 41,7 millions d'habitants en 1950 à 50,8 millions en 1970 et 59,5 millions en 2002. La barre des soixante millions aurait été franchie en 2003[238].

Le taux de croissance de la population a été proche de 1 % par an pendant les années cinquante et soixante, avant de chuter presque de moitié après 1970 pour se rapprocher de 0,3% dans les années quatre-vingt-dix. En fait, le baby-boom s'est essoufflé dès 1960 puis la tendance s'est inversée, la fécondité chutant au-dessous du seuil de renouvellement. Cela n'a pas empêché les naissances de continuer à l'emporter sur les décès grâce à la conjonction de deux facteurs : l'effectif important des classes d'âge fécondes par rapport au total de la population et, bien entendu, la diminution de la mortalité, c'est-à-dire l'allongement de l'espérance de vie[239]. Dans ce contexte de décroissance globale de la fécondité et de la natalité, on s'attendait à ce que l'accroissement naturel s'annule vers l'an 2000, au

moment où les générations du baby-boom d'après-guerre arriveraient à la fin de leur vie reproductive. C'est précisément cette année-là que se produit un événement qui crée la surprise : la tendance se retourne, le nombre des naissances se met de nouveau à augmenter. On attribue d'abord ce phénomène à un supposé « effet an 2000 » – des parents auraient voulu que leurs enfants portent ce millésime – mais cette explication tirée par les cheveux a fait long feu : la tendance semble installée durablement et tous de s'en féliciter sans chercher à l'expliquer. En réalité, seuls les statisticiens et les dirigeants politiques feignent de ne pas connaître l'explication, car les citoyens de base qui observent, non les chiffres mais ce qui se passe autour d'eux, ont déjà tout compris.

L'extrapolation des *trends* démographiques des années soixante et soixante-dix – c'est-à-dire la baisse tendancielle de la fécondité et l'accroissement de l'espérance de vie – à partir du chiffre de la population française de 1960, soit une grosse quarantaine de millions, aurait dû aboutir pour les années 2000-2003 à un chiffre voisin de cinquante millions. Cela représente, sur quarante ans, un accroissement naturel de vingt-cinq pour cent, correspondant à une croissance moyenne de l'ordre d'un demi-pour-cent par an sur la période. L'accroissement naturel de la population déjà présente en 1960 conduit donc à un effectif inférieur d'une dizaine de millions d'habitants aux chiffres donnés par les derniers recensements.

D'où viennent les dix millions supplémentaires ? La réponse coule de source : du dehors. Non, je ne prétends pas qu'il est entré dix millions d'immigrés en France mais, nous le savons tous, l'immigration a fait souche. D'où venait-elle ? L'immigration italienne était déjà tarie au milieu des années soixante et l'immigration ibérique a sérieusement fléchi à la fin des régimes de Franco et de Salazar, pour disparaître, voire s'inverser à partir de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne. Au total, ces pays frères pèsent peu dans le bilan des trente dernières années[240]. Il y a aussi eu en 1962 un afflux important, près d'un million, avec les rapatriés d'Algérie[241]. Le reste est constitué d'une immigration d'ascendance non-européenne.

Il y a beaucoup de confusion autour des données relatives à ces questions. Les pouvoirs publics – et les partisans d'une augmentation de l'immigration[242] – mettent en avant le fait que *le nombre des étrangers* est relativement stable dans la population de la France depuis 1960, autour de trois millions, comme l'Insee le souligne rituellement dans chacune de ses analyses des recensements. Il a même sensiblement diminué pour certaines nationalités : c'est le cas des Algériens. Il n'y a rien d'étonnant à cela car bien des immigrés sont devenus français entre temps par naturalisation[243] et,

même pour les autres, leurs enfants nés en France le sont, de même que les enfants nés « au bled » de ceux qui étaient déjà citoyens français. La stabilité du nombre d'étrangers n'est nullement en contradiction avec l'observation que tout un chacun peut faire de l'accroissement explosif des effectifs de la « diversité », passé en quarante ans de un à dix millions. Une telle multiplication est dans la logique des choses pour une population initialement composée de jeunes adultes, rejoints dans les années soixante-dix par leurs familles, elles-mêmes issues de sociétés où les taux de fécondité sont supérieurs à quatre ou même à cinq.

Cette estimation de dix millions ne peut pas être vérifiée à partir de données chiffrées, puisqu'il n'y en a pas, la loi interdisant de relever les appartenances ethniques lors des recensements, mais elle est plausible. Elle est implicitement confortée par des déclarations comme celle d'un responsable de la chaîne de télévision *Al-Jazira* faisant état de « huit millions de musulmans en France » ou celle de Fodé Sylla[244] : « il ne nous sera pas possible de vivre en harmonie avec *dix millions* de personnes sans que notre culture commune s'imprègne de la leur ». Certains vont plus loin : « vingt pour cent des Français sont issus des minorités visibles », affirme Patrick Lozès[245]. On arriverait à un chiffre plus proche de *douze millions* que de dix. Vous aurez remarqué, à la faveur de ces exemples, que le discours est en train de changer : au lieu de chercher à minimiser l'effectif de la « diversité » – comme continuent à le faire les Jack Lang et consorts qui n'ont pas compris grand-chose, ou qui font semblant –, les porte-parole communautaires et leurs soutiens font au contraire ressortir l'importance de leur nombre, signe sûr qu'ils se sentent désormais en mesure d'imposer leurs revendications à partir d'une *position de force*.

En tout cas, le chiffre de dix millions n'est pas incohérent avec l'historique des mouvements migratoires enregistrés sur la période. Selon les estimations officielles, le solde migratoire serait à peu près constant, autour de cent cinquante mille par an, à l'exception d'un pic dans la deuxième moitié des années soixante-dix, suite à l'adoption du décret sur le « rapprochement familial ». Sur trente ans, cela correspond à environ cinq millions d'arrivées. Si l'on y ajoute ceux déjà présents en 1970, il n'y aurait rien d'étonnant que ces six millions de personnes aient, depuis leur arrivée, donné naissance à trois ou quatre millions d'enfants. L'estimation à *dix millions* de la « diversité » est peut-être en dessous de la réalité. Les affirmations des leaders communautaires sont d'autant plus plausibles que le raisonnement à partir du solde migratoire – la donnée que les autorités mettent en avant pour minimiser le problème aux yeux des Français canal historique – dissimule un autre phénomène. Il s'agit de l'émigration de

Français, les uns jeunes et hautement qualifiés, les autres retraités aisés, vers des pays leur offrant de meilleures opportunités ou une fiscalité plus favorable, Angleterre, États-Unis, Canada, Europe du nord, Belgique, Espagne. Le solde migratoire annuel stable à cent cinquante mille est en fait le résultat de l'émigration de cent mille Français et de l'entrée sur le territoire de deux cent cinquante mille personnes « venues de loin ». Et encore ne comptabilise-t-on pas, et pour cause, les entrées illicites ou clandestines. Il ne faut pas confondre les deux notions. Beaucoup d'entrées « illicites » n'ont rien de clandestin. Cela va de la personne munie d'un visa de court séjour, obtenu dans les règles, entrée au grand jour par un poste-frontière officiel et qui « oublie » de retourner dans son pays, jusqu'à celle qui a réussi à l'aide de documents obtenus on se sait comment à se faire délivrer un vrai passeport français par les autorités habilitées[246]. Les *boat people* dérivant en Méditerranée et dans le courant des Canaries font la « une » des infos, mais ils ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

Compte tenu de ces observations, le redressement de la natalité française depuis quelques années est parfaitement logique : le mystérieux « effet an 2000 » vient de l'arrivée en masse à l'âge adulte de la génération issue du regroupement familial des années soixante-dix. Curieusement, les spécialistes continuent à s'interroger doctement sur les raisons de l'« exception démographique » française – une fécondité supérieure, très supérieure, à la moyenne européenne – alors qu'il n'est pas besoin de chercher midi à quatorze heures pour comprendre qu'elle n'a pas d'autre cause que la présence sur votre sol de communautés ayant hérité de comportements démographiques différents, désormais en nombre suffisant pour influer sur la statistique. Il serait injuste de jeter la pierre aux spécialistes[247]. J'ai assez travaillé sur des dossiers économiques dans différents pays pour savoir qu'il y a des règles professionnelles auxquelles tout spécialiste agissant dans un cadre institutionnel est soumis : l'une d'elles est l'obligation de baser ses travaux sur les chiffres officiels[248]. Comme les données officielles ne contiennent aucune indication d'ordre ethnique, les spécialistes n'ont pas matière à faire intervenir cette question. Quand bien même auraient-ils des intuitions personnelles, la rigueur scientifique leur interdit d'en faire état puisqu'ils ne disposent pas des données pour les valider ou les réfuter : « ce dont on ne peut parler, il faut le taire[249] ».

La « diversité » forme aujourd'hui, selon l'estimation évoquée plus haut, un peu plus de quinze pour cent de la population française totale. Mais c'est une population plus jeune que la population historique, de sorte qu'elle représente peut-être de l'ordre de vingt pour cent de l'effectif des femmes de quinze à quarante-cinq ans. Avec un taux de fécondité de 4 pour la diversité,

comparé à 1,2 ou 1,3 dans la population historique – proche des moyennes européennes –, on arrive par une opération arithmétique simple, au taux moyen de 1,8 ou 2 estimé par les statistiques, expliquant très bien l'écart observé avec d'autres pays européens[250]. Ce calcul sommaire suggère également que les enfants issus de cette population représentent aujourd'hui un bon tiers, si ce n'est *quarante pour cent* des naissances totales enregistrées en France, confirmant l'observation « naïve » que tout un chacun peut faire à l'occasion d'une visite dans n'importe quelle maternité d'un grand hôpital ou dans n'importe quelle cour d'école parisienne. Le « baby-boom de l'an 2000 » révèle encore davantage : la « diversité » a désormais atteint la masse critique à partir de laquelle on peut pronostiquer *qu'elle se substituera à terme à la population historique* dans « votre[251] » pays.

Qui va à la chasse perd sa place

Avant de préciser cette perspective, passons en revue les hypothèses sur lesquelles on peut articuler le scénario.

La mortalité est restée pour l'instant inférieure à la natalité dans la population historique grâce à l'allongement de l'espérance de vie, même avec une fécondité déjà inférieure au seuil de renouvellement. Toutefois, la tendance est en train de se retourner. Au cours de la période 1965-2000, l'arrivée en fin de vie a concerné des générations relativement peu nombreuses, celle qui avait été décimée par la première guerre mondiale, puis celle des « classes creuses », d'où un effet mécanique de réduction du taux de mortalité. L'accroissement naturel observé depuis quarante ans est un effet de régime transitoire qui ne peut pas durer indéfiniment et qui nous prépare un retournement brutal de tendance lorsque les classes nombreuses du baby-boom d'après-guerre arriveront à leur tour en fin de vie. La population historique pourrait ainsi connaître un véritable « effondrement gravitationnel » en chutant de près d'un cinquième entre 2020 et 2040.

On peut en outre faire l'hypothèse – qui n'est en rien plus hypothétique que celles des instituts très savants – que l'espérance de vie est appelée à plafonner et sans doute d'ici pas très longtemps. Avec le déficit structurel de la sécurité sociale, qu'on n'arrivera pas à redresser, on pourra de moins en moins soigner les générations âgées. On va en effet à coup sûr vers un rationnement des soins. On a déjà supprimé les prétendus « médicaments de confort » ; la sélection des personnes admises à recevoir les traitements longs et coûteux commence à ne plus être un sujet tabou[252]. Les difficultés du financement des retraites obligeront à travailler plus

longtemps. Même si on dit que « le travail conserve », il est indéniable que les progrès de l'espérance de vie ont accompagné la réduction de la durée et de la pénibilité du travail. Les professions où le travail est plus dur ont une espérance de vie inférieure, alors que les personnes ayant eu une profession où l'on peut prendre sa retraite plus tôt vivent plus longtemps et en meilleure santé : le différentiel d'espérance de vie est de plus de dix ans entre un cadre de la fonction publique et un ouvrier agricole. C'est bien la preuve que le travail fatigue – d'ailleurs, si ce n'était pas le cas, les gens ne fuiraient pas le travail comme ils le font généralement dès qu'ils en ont la possibilité. Les jeunes retraités d'aujourd'hui peuvent se façonner un environnement agréable : activités de substitution, loisirs, vie saine. À l'inverse, le choc de la retraite est sans doute plus fort pour ceux qui la prennent plus tard, c'est-à-dire trop tard pour mettre en place ce cadre agréable. Sans compter que les retraités pauvres meurent plus vite que les retraités aisés. Or les retraités de demain seront bien moins prospères que ceux d'aujourd'hui. Et qui sait si on ne va pas vers une asymptote biologique ?

À échéance de deux générations, la décroissance de la population historique paraît acquise. À l'inverse, la population de la « diversité » est jeune : elle a donc une mortalité inférieure qui se conjugue avec une fécondité largement supérieure au seuil de renouvellement pour entretenir un fort accroissement naturel. Beaucoup font valoir que son comportement démographique ne peut que se rapprocher à terme de celui de la population historique. Cette affirmation semble raisonnable, mais elle repose en fait sur l'idée implicite qu'une population *minoritaire* en voie d'intégration est poussée à adopter le modèle que lui offre la majorité au sein de laquelle elle est immergée. De tels phénomènes sont toutefois lents à se produire : une ou deux générations. Et ils sont incertains : à mesure que la « diversité » monte en puissance dans la société française, elle a de moins en moins de motifs de prendre modèle sur une population historique en repli, vieillissante et dévalorisée. En tout cas, deux générations suffisent pour que la population des nouveaux Français se soit assez accrue pour trouver en elle-même, et non pas auprès des « Gaulois », les modèles qu'elle entend suivre. En effet, même avec une baisse tendancielle de sa fécondité, cette population gardera encore pendant au moins deux générations le dynamisme que lui confère la proportion élevée de personnes jeunes, garantes d'une forte natalité structurelle.

S'ajoute un facteur supplémentaire, l'immigration. La politique menée depuis trois décennies, dite d'« immigration zéro », se traduit néanmoins par un flux annuel de cent cinquante mille à deux cent mille arrivées *officielles*. Après une préparation d'artillerie qui a mobilisé avec un bel ensemble les

responsables de la Commission européenne, Kofi Annan et bien d'autres voix faisant autorité, nos dirigeants ont réussi à faire adopter le principe d'une réouverture de l'immigration de travail. Il est plus que douteux que celle-ci puisse être compensée par une plus grande sévérité à l'égard de l'immigration « familiale » comme les politiciens de droite l'avaient fait miroiter à leur électorat. Les pressions patronales s'ajoutant à la posture idéologique des partisans du multiculturalisme et de la « solidarité » avec le tiers-monde pousseront à aller plus loin dans cette voie et les perspectives de récession économique n'y feront sans doute pas obstacle. On peut trouver tous les artifices sémantiques, parler de « quotas » ou d'« immigration choisie », peu importe : l'affaire est entendue. Il faut, selon ces messieurs, que l'Europe s'ouvre davantage à l'immigration et ils auront raison puisque ce sont eux qui commandent.

Résumons les hypothèses. Une population historique de cinquante millions en 2003, affectée d'une décroissance presque imperceptible, qui s'accentue à partir de 2015, pour atteindre un taux annuel de décroissance de 0,5% à l'horizon 2020[253]. Une « diversité », chiffrée à dix millions en 2003 qui, elle, connaît une croissance naturelle supérieure à 2% – simple extrapolation des taux de croissance qu'il a bien fallu qu'elle ait ces vingt dernières années pour arriver aux chiffres actuels[254]. Cette croissance s'infléchit progressivement au fil des années pour rejoindre en deux générations, c'est-à-dire vers 2050, le taux d'accroissement naturel qui était celui de la population française de souche vers 1980[255]. L'immigration reste au chiffre de cent cinquante mille les premières années, pour s'établir à deux cent mille par an à partir de 2008 – du fait de la mise en application de la nouvelle politique migratoire – ce qui est une hypothèse relativement modeste ; le tout en supposant, bien entendu que l'immigration clandestine est maintenue à zéro – ou que son chiffre reste inconnu de sorte qu'on ne peut pas le faire entrer dans les calculs. Avec un ordinateur de modèle courant et un tableur, vous pouvez faire les calculs vous-même. À la limite, une simple calculette et un peu de patience suffisent. Rien de compliqué.

Je vais vous donner mes résultats. Ils ne sont pas gravés dans le marbre, ils ne sont pas des oracles : vous pourrez à volonté les examiner, les critiquer, les contester à partir de vos propres calculs, voir comment ils se modifient si on fait varier tel ou tel paramètre. À la différence des calculs savants des spécialistes, le modèle que je vous propose est sommaire, mais il est *transparent*. Et il n'a aucune raison d'être plus faux que ceux des spécialistes[256] : d'abord, ceux-ci ne sont pas en mesure d'estimer comment évoluera la répartition entre populations « historique » et « diversité » puisque leurs règles leur interdisent de distinguer ces catégories ; et ensuite,

quand ils en discutent entre eux, ils n'arrivent pas à se mettre d'accord à l'intérieur de larges fourchettes d'incertitude[257]. Il a fallu un congrès mondial de démographie, à Tours, l'été 2006, pour que l'un des experts présents explique comment et pourquoi l'estimation la plus probable de la population française en 2050 est de soixante-quinze millions alors que nos experts « officiels » tablaient sur une stabilisation à soixante-quatre millions vers 2010, suivie d'une lente décrue. Entre temps, l'Insee, gêné sans doute de s'être fait « allumer » par les chercheurs indépendants lors du congrès de Tours, a révisé ses calculs pour sortir une projection à soixante-neuf millions : on n'a fait que la moitié du chemin mais, que diable, il faut procéder par étapes pour habituer l'opinion à cette révélation dérangeante[258]. Qu'importent cinq ou six millions de plus ou de moins, c'est une grande joie pour tout le monde : le déclin démographique est enrayé, le spectre du vieillissement de la France est conjuré ! Ça tombe bien, les soixante-quinze millions annoncés au congrès, c'était tout près de l'estimation que donnait mon modèle pour 2050. À vrai dire, j'avais trouvé un peu moins de soixante-treize millions, mais j'ai été tenté de refaire mes calculs pour retomber sur le chiffre de l'expert : vieux réflexe professionnel, toujours s'efforcer de coller aux données « officielles ». Pour dire qu'il n'y a rien dans ma démarche qui ressemble à une volonté de défier la « science officielle ». Tant pis, restons en aux chiffres calculés.

Voici donc les résultats auxquels on aboutit[259] :

Population (en millions)

	Historique	*Diversité*	*Totale*
2003	50,0	10,0	60,0
2015	49,6	14,8	64,4
2030	46,6	22,1	68,7
2050	38,4	34,5	72,9

Il est facile de prolonger les calculs : ils font alors apparaître que la « diversité » devrait devenir *majoritaire* dans le pays vers 2060, la « population historique » semblant vouée à ne plus représenter qu'un tiers du total à la fin du siècle, accédant à son tour au statut de « minorité visible ». La proportion serait encore trop élevée pour penser à des formules de type « réserve indienne » afin de régler la « question blanche » qui se posera alors à la majorité, mais on s'en approcherait. Je pense toutefois qu'une telle

extrapolation sur une durée si longue, pour facile que soit l'exercice mathématique, n'a plus de sens. Les ordres de grandeur pour les années 2030 à 2050 sont *d'ores et déjà déterminés par les structures actuelles de la société française*[260] et ne pourraient être altérés qu'à la marge s'il survenait des inflexions ou des événements non retenus par le scénario – par exemple un redressement inattendu de la natalité des « Gaulois », un raidissement des politiques d'immigration ou un alignement plus rapide de la « diversité » sur les mœurs occidentales. De telles incertitudes, en revanche, peuvent faire sentir leurs impacts au-delà de cet horizon.

Les inconnues du scénario

Plusieurs inconnues affectent en effet cette prospective et font qu'elle peut se traduire par des situations politiques, économiques et sociales assez différentes.

Vous avez sans doute remarqué que j'ai laissé de côté dans ce chapitre mon expression habituelle de « Français canal historique » pour ne parler que de « population historique ». Actuellement, parmi la « diversité », une bonne partie – un quart, un tiers même peut-être ? – adhère à la logique de la société occidentale ou au moins à quelques-uns des principes essentiels qui en constituent le socle : principe d'efficacité, laïcité, participation civique, discipline sociale. Sans nécessairement abdiquer son identité et l'attachement sentimental à ses racines : ce n'est pas incompatible tant que la revendication identitaire ne devient pas l'élément structurant des relations à la société environnante. On peut donc, à quelques réserves près, la compter au nombre des « Français canal historique ».

Ce phénomène d'intégration partielle va-t-il progresser ou bien se bloquer ? Le plus probable est qu'il se bloque et même qu'il régresse. Les facteurs de blocage deviennent en effet de plus en plus puissants : la réislamisation – je ne parle pas d'extrémisme, mais de la propension croissante à chercher dans l'islam *la source du lien social* –, les revendications identitaires, la ghettoïsation communautaire. S'y ajoutent deux facteurs à caractère moral. L'un est que l'héritage occidental et les « valeurs » qui le constituent sont de plus en plus dénigrés. Les « blancs » eux-mêmes se font complices de ce dénigrement en s'acharnant à ne pas vouloir se réconcilier avec leur histoire, comme en témoignent la posture mea-culpiste et le cortège des « repentances ». L'autre est l'évolution « postmoderne » de la société « blanche », c'est-à-dire la rupture du « compromis utilitariste », cet équilibre dynamique entre valeurs contradictoires qui en faisait la singularité. Dans ces conditions, quelle

motivation peut-il y avoir pour les populations de la « diversité » à s'intégrer dans une société où elles seront à terme majoritaires et assez fortes pour obliger les blancs à faire, *eux*, l'effort de s'intégrer à *leur* société ? Effort que, au demeurant, « ils » ne se privent déjà plus de réclamer de vous.

Dans un tel contexte, les débats sur la « mémoire coloniale » nous invitent à une nouvelle réflexion. La mémoire coloniale est au cœur de la relation qu'entretiennent avec la France des gens qui sont appelés, à échéance de deux générations, à former la majorité de sa population. Ces débats n'ont pas pour enjeu d'établir des responsabilités ou des culpabilités relatives à des actes vieux de plus d'un siècle. Ils ont pour enjeu de savoir ce que sera la France de demain. Ils ne sont pas de ceux qui peuvent être réglés, soit par un consensus amnésique, soit par des gesticulations de repentance – *surtout pas* des repentances. Il ne s'agit pas en effet de pousser les « Français canal historique » à se désolidariser des actes de leurs ancêtres ou, à l'inverse, à s'accabler de leurs péchés. Ce sont, au contraire, *les « nouveaux Français » qu'il faudrait réconcilier avec la mémoire de la nation* où ils revendiquent leur place. Selon l'orientation qui prévaudra, le visage de la France de demain sera celui d'un pays gardant ses chances pour l'avenir, ou celui d'une annexe du tiers-monde, paralysée par le ressentiment et engluée dans des pratiques contreproductives.

La seconde inconnue est le comportement démographique de la population historique. La tonalité actuelle est à la résignation : pourquoi donner naissance à des enfants pour les faire vivre dans un monde qui ne sera pas le leur et auquel ils sont condamnés à devenir étrangers ? Nous savons d'ores et déjà que les enfants blancs qui naissent aujourd'hui en France finiront leur vie dans une société où ils seront devenus minoritaires. Mais enfin, la France n'est pas tout et, si l'intégration européenne progresse assez vite, la « diversité » restera tout de même longtemps en minorité dans un ensemble européen qui peut en tirer assez de confiance en lui-même pour ne pas céder au découragement. En particulier, l'immigration future venant d'Europe centrale et orientale pourrait infléchir – un peu – la tendance en France même. Je dis « un peu » car ces pays ont une démographie déprimée. Toutefois ils ont des chances de renverser la tendance avec l'amélioration de leurs perspectives économiques après leur entrée dans l'Union européenne et, comme ils resteront longtemps moins attrayants que l'Europe de l'ouest pour les immigrants du tiers-monde[261], ils seront moins sujets au sentiment d'être submergés[262]. La France et les pays d'Europe de l'ouest sauront-ils mettre en œuvre une politique donnant la priorité à l'immigration d'origine européenne sans lui donner un caractère raciste et discriminatoire ? Et, tant qu'à faire, sauront-ils infléchir leurs politiques, par exemple en instituant des

barèmes d'allocations familiales qui incitent à rapprocher les comportements démographiques entre les différentes composantes de la population ? Ce n'est pas si difficile, à enveloppe financière inchangée : il suffirait de relever les prestations pour les deux ou trois premiers enfants et de les rendre rapidement dégressives au-delà, voire de les plafonner au troisième enfant[263]. Encore faut-il y penser et en avoir le courage politique.

La troisième inconnue vient de la problématique du métissage. Bien entendu, le métissage « biologique » va progresser, dans un pays où vingt, puis trente et bientôt près de cinquante pour cent de la population nubile appartiendra à la « diversité ». C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles cela n'a pas de sens de prolonger les calculs au-delà de 2050 car on peut considérer qu'à cette échéance la distinction entre « population historique » et « diversité » pourrait être largement effacée par le métissage. Les chiffres de leur importance numérique respective auront perdu toute pertinence. La question est : de quel bord pencheront les enfants issus de couples mixtes ? Vers quel type de culture se tourneront-ils ? D'une façon générale, dans une société où un groupe ethnique est majoritaire et dominant, il est normal que les métis cherchent à s'agréger à lui. Les enfants issus de métissages entre la population historique et la « diversité » auront à faire des choix qui seront déterminants : c'est à eux qu'il appartiendra de décider s'ils veulent vivre dans une société « occidentale » ou dans *une projection européenne des sociétés du tiers-monde*. En fait, rien ne sera plus déterminant pour l'avenir de nos pays.

Quelle est la tendance qui se dessine à cet égard ? Pour la loi islamique, les enfants sont d'office musulmans ; ce principe est non-négociable pour tout musulman cohérent, si « modéré » et « ouvert » soit-il. Si l'islam continue à progresser – je parle ici de l'islam pacifique, ouvert et tolérant – il y a de grandes chances qu'il tire à lui par ce mécanisme tout un pan de la société française. Quant aux communautés issues de la diaspora noire, on les voit aujourd'hui revendiquer avec de plus en plus de virulence leur appartenance « ethnique » et leurs racines « afro ». C'est ainsi que nombre de jeunes Antillais dont les parents s'étaient toujours sentis « Français canal historique », ont désormais tendance à s'intégrer aux côtés de leurs camarades d'origine africaine dans une communauté « black » qui se pose en contre-société face à la majorité « blanche ». Les dignitaires institutionnels et les intellectuels musulmans français, en majorité d'origine maghrébine, affichent leur allégeance à la « République » et ne tiennent jamais de discours hostile à l'identité française. Ils y ont du mérite car les « Gaulois » n'avaient pas pour habitude d'afficher un amour fou pour « les Arabes ». Ne me dites pas le contraire, je me souviens parfaitement des

propos de comptoir tenus autrefois par des « beaufs » sur le thème : « je ne suis pas raciste, *mais* … », ce « mais » étant souvent suivi de … ce que vous savez. À l'inverse, les Gaulois se sont entichés de l'image de bonhomie et de « convivialité » véhiculée par les clichés traditionnels sur les noirs. À cet égard, les amis de la « cause noire » qui ont fait campagne contre le vieux slogan du *Banania* ont, pour une fois, commis une erreur de tactique, car ce slogan participe de l'image sympathique sur laquelle ils ont bâti leur capacité d'influence et d'intimidation. À moins qu'ils n'aient déjà remporté assez de succès pour ne plus en avoir besoin. Du reste, les porte-parole de la « cause noire », y compris ceux qui font partie de l'establishment politique[264], n'éprouvent plus le besoin de prendre des gants avec les « blancs ». Ils n'hésitent pas, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, à dénigrer la mémoire historique de la nation française, au nom de l'esclavage, du contentieux colonial ou d'un « antiracisme » qui ressemble souvent à du racisme anti-blanc. Est-ce un effet de la posture de leurs porte-parole institutionnels respectifs, si les « renoix » semblent s'être engagés de manière beaucoup plus résolue et plus provocatrice que les « rebeux » dans ce que j'ai appelé la « banalisation de l'exotisme » ? Je ne sais pas, mais je soupçonne que les « renoix » ne peuvent être qu'encouragés par l'hostilité que leurs leaders manifestent ouvertement à l'égard de la France des « faces de craie ».

Un phénomène peut faire obstacle à la progression du métissage : c'est la tendance à « se marier au bled ». On l'observe dans les communautés musulmanes d'origine maghrébine aussi bien que ouest africaine[265]. Il semble que le phénomène s'est accentué depuis que les premières générations d'enfants d'immigrés ont atteint l'âge adulte[266]. Comme me l'avait expliqué un jeune franco-algérien célibataire : « je ne veux pas épouser une "Céfranc", et encore moins une fille beur ; ces filles sont trop influencées par les mœurs françaises, elles revendiquent l'égalité des sexes, elles ne savent pas ce que c'est que le respect du mari ; je préfère me marier avec une fille du bled et au moins je serai sûr qu'elle n'aura pas couché avant ». C'est tout aussi vrai dans l'autre sens avec les filles, qu'on marie de force à des hommes du bled[267]. Au-delà des préférences personnelles ou familiales, on peut y voir une stratégie cohérente visant à préserver l'identité de la communauté en gardant le contact avec les « racines » – oh, le joli mot, quand elles sont de « là-bas » ! –, en la protégeant d'un *métissage non souhaité* avec les « blancs », mais aussi *en luttant contre l'acculturation des générations nées en France* qui, sans cela, courraient le risque de devenir à la longue des « Français canal historique ». Elle concourt aussi à renforcer l'effectif de la communauté par l'apport de conjoints issus du pays d'origine et qui pourront obtenir de plein droit à l'issue du délai légal le permis

d'immigration au titre du « rapprochement familial ». Ce phénomène, s'il perdure, continuera, comme c'est le cas actuellement, à nourrir un important solde migratoire[268] même en situation « d'immigration zéro ». À cet égard, les projets de loi visant à empêcher les mariages forcés ne suffiront pas s'ils ne sont pas accompagnés de sérieuses restrictions à la possibilité pour les conjoints du « bled » d'immigrer en France. Une politique beaucoup plus ferme en ce domaine pourrait avoir des effets sensibles sur le profil futur de la société française. On peut toutefois tenir pour improbable qu'elle soit jamais mise en œuvre : aucun gouvernement, quelle que soit son opinion à cet égard, ne peut plus se permettre de s'aliéner le vote des « nouveaux Français », qui est déjà en mesure de faire pencher la balance dans les scrutins serrés et qui représentera au fil des années une part croissante du corps électoral. Sur ce plan, le point de non-retour est sans doute déjà franchi.

Les inconnues que je viens d'évoquer ne me paraissent pas de nature à remettre en cause la tendance lourde que dessinent mes projections. Elles peuvent toutefois, selon les politiques adoptées et selon la manière dont la société évoluera dans le regard qu'elle porte sur elle-même, retarder de dix ans ou plus les échéances de la deuxième moitié du siècle, celles qui détermineront si la France restera ou non un pays « occidental ». Dix ans ce n'est pas rien. Il ne s'agit pas d'un combat d'arrière-garde.

Les projections chiffrées suggèrent que, compte tenu de leurs pyramides des âges respectives, la « diversité » devrait de façon purement mécanique être à égalité, dès avant le milieu du siècle, avec la population historique *dans les tranches actives*. Elle pèsera alors de façon significative sur les leviers de commande de la société. Cela se produira-t-il avant que cette population soit correctement intégrée ? Le résultat pourrait alors être une « intégration à l'envers » qui imposerait les mœurs politiques, les modes de pensée et les valeurs sociales issues des régions rurales de l'Afrique, avec tout ce que cela implique. Les quelque vingt-cinq ou trente ans qui nous séparent de cette échéance, cela fait diablement court : les postes de responsabilité seront alors occupés par les adolescents d'aujourd'hui. La question est de savoir si ceux qui tiennent les murs en capuchon gris dans les cités ou fument des joints dans les cages d'escalier , auront ou non adopté entre temps ce que je n'ose pas appeler des comportements plus « responsables », disons pour éviter les grands mots, des manières plus conformes aux normes sociales occidentales. Pensez qu'un jour quelques-uns d'entre eux pourraient se trouver, par exemple, aux commandes d'une centrale nucléaire. Il faudra bien que cela arrive, non ? Je ne sais pas si cette perspective vous rassure. Répondez franchement … et gardez votre réponse

pour vous : je veux que mes lecteurs restent entiers pour m'acheter le prochain livre. Au fond, la grande inconnue est le résultat de la *course de vitesse* qui se livre entre ce qu'il peut y avoir d'intégration et la montée en puissance numérique et sociale de populations dont les références culturelles et affectives se situent en dehors de la sphère occidentale. C'est pourquoi il n'est pas indifférent de pouvoir gagner du temps, en retardant les échéances – fût-ce de quelques années – à la condition que le répit qui pourrait être obtenu par des politiques retardatrices soit mis à profit pour redonner de la vigueur au modèle occidental et le rendre plus attrayant pour les populations originaires d'autres univers culturels, ou même le leur imposer. Rien de tel n'a été fait au cours des vingt-cinq dernières années – où, au contraire, les élites postmodernes ont fait de leur mieux pour « déconstruire » le modèle occidental et le dévaloriser auprès des masses –, alors que la France avait encore du temps devant elle. Rien ne dit qu'elle saura mieux le faire dans la situation de compte à rebours où elle se trouve désormais.

Le problème n'est pas de savoir si vos enfants vivront dans une société « multiraciale » où ils tendront à devenir minoritaires : *c'est un fait acquis*, mais ce n'est en soi porteur de rien de négatif, ni de rien de positif, tant l'appartenance « raciale » est, je le crois profondément, un facteur *neutre*. Il est de savoir s'ils devront se plier aux normes d'une société régie par une logique non-occidentale, et comment les armer pour qu'ils puissent y trouver leur place et y conserver leur « identité ». Ce qui rend optimiste, c'est le spectacle de nos cours d'école, où les enfants « blancs », déjà un peu isolés dans la masse, s'accommodent finalement plutôt bien des codes sociaux imposés par les groupes issus de l'immigration – du reste, ceux qui ne s'en accommodent pas se font traiter de « bouffons » et il vaut donc mieux ne pas trop s'y risquer. Il n'y a pas que les « rebeux » et les « renoix » à utiliser le patois des cités : les « Céfrancs » bon teint qui habitent ces quartiers s'y sont mis de bonne grâce. Vive donc l'intégration à l'envers, puisqu'elle semble fonctionner de manière indolore pour ceux qui ont appris depuis tout petits à la considérer comme la situation « naturelle »[269]. C'est rassurant, mais à la condition de se laisser porter par le mouvement sans trop réfléchir. Réfléchissons, pourtant.

La civilisation occidentale s'était affirmée depuis les Temps modernes à l'aide d'un mécanisme d'imitation fonctionnant du sommet vers la base, diffusant des valeurs élitistes d'origine aristocratique vers les classes bourgeoises, puis de celles-ci vers les couches populaires. La dynamique postmoderne, qui se déploie en Occident depuis quarante ans, suit le chemin inverse. L'émergence de la « culture jeune » à partir des années cinquante[270], dont « mai 68 » fut la révélation paroxystique, a, bien entendu, joué un rôle

dans ce renversement. Je crois cependant qu'il faut en chercher les causes profondes dans la remise en cause des valeurs de la modernité consécutive à la crise morale déclenchée par les horreurs des « trente ans de guerre mondiale » ainsi que dans le jeu des rapports de force à l'intérieur de la société.

Au sein des couches intermédiaires et moyennes formant le « noyau dur » de la société, qui avaient, pendant trois siècles, pris le pli d'emprunter peu à peu aux classes dominantes leurs codes de conduite, leur vision du monde et leurs critères de jugement[271], est apparu un malaise conduisant à chercher d'autres modèles dans le but de s'affranchir des « hypocrisies » du conditionnement « petit-bourgeois ». L'idéalisation du « Peuple », mise en scène par les « progressistes » de l'ère stalinienne[272], a pu servir un temps d'alternative. Lorsque ce thème a commencé à s'user à la fin des années soixante, celui de l'idéalisation de « l'Autre », incarné par le tiers-monde combattant et le portrait de Che Guevara sur les tee-shirts, est venu à point nommé prendre la relève[273]. Le pas décisif a été franchi avec l'arrivée du tiers-monde à domicile[274], mettant l'alternative rédemptrice à portée de la main. Les thèmes idéologiques chers aux franges contestataires – rejet des modes « autoritaires » de transmission du savoir, « libération des mœurs », antiracisme – ont ainsi trouvé leur place dans le discours dominant. Tout cela s'est accompli avec la bienveillance intéressée des élites. Celles-ci y trouvent en effet leur compte. Peu leur importe ce que l'on combat du moment que cela ne porte pas atteinte à leur propre statut économique et social : « les capitalistes préfèrent qu'on lutte contre le racisme que contre le capitalisme ». La montée de la « diversité » a été voulue et planifiée par nos élites qui ont vu en elle un formidable moyen de peser sur les équations de la lutte des classes dans un sens favorable à leurs propres intérêts, mais la « diversité » ne peut pas être tenue pour responsable de ce retournement de dynamique qui tient à une évolution *endogène* de la société occidentale. La « diversité » n'a guère fait que « prendre le train en marche » lorsque ses avant-gardes militantes ont compris, avec une lucidité et un sens de l'opportunité dignes d'admiration, quel parti elles pouvaient en tirer pour elles-mêmes et – accessoirement – pour leurs « frères ». Si l'on a pu proposer avec autant de succès à l'imitation des nouvelles générations de « Gaulois » formées au refus des valeurs « bourgeoise », des valeurs « alternatives » issues de fonds culturels exotiques, c'est que la brèche était déjà ouverte et le terrain bien préparé.

Un dernier point concernant mes projections chiffrées : bien sûr les institutions établies, type Insee, sans parler des organismes genre ONU, OCDE et UE, auront beau jeu de leur opposer le qualificatif de « simpliste ».

Je l'assume, c'est simpliste car ma prospective repose sur des calculs simplificateurs, mais transparents : chacun peut les vérifier si ça lui chante et je donne les formules. Ces doctes institutions s'appuient de leur côté sur leurs propres calculs savants et invérifiables par le commun des mortels, mais elles seront bien en peine de me réfuter, car elles sont légalement privées des bases leur permettant d'effectuer des calculs portant sur les catégories que j'ai fait intervenir, la loi leur faisant interdiction de recueillir et de compiler des données faisant état d'origines ethniques ou d'appartenance religieuse[275]. C'est ainsi qu'elles donnent une vision biaisée du problème. Celle-ci heurte tellement le sens commun et l'observation naïve qu'elle contribue – et pas un peu – à élargir le hiatus entre citoyens ordinaires et élites. Au sein de celle-ci, les bien-pensants, prêts à gober tout ce qu'on leur dit du moment que cela va dans le sens de la « posture morale », mêlent leur voix à ceux qui détiennent des intérêts bien compris dans l'exploitation des immigrés. Les instituts officiels peuvent se draper dans leur rôle de gardiens de la rigueur méthodologique ; ils ne peuvent se permettre ni de faire intervenir des catégories analytiques « illégales », ni de tenir compte des flux de clandestins, phénomène impossible à chiffrer et pourtant bien réel[276]. Ils ne peuvent donc élaborer que des prévisions peu convaincantes. Ils pourront aussi prétendre que mes hypothèses sont « fantaisistes » – les calculs, eux, ne mentent pas, seules les hypothèses peuvent mentir et les formules ne pas refléter la réalité des phénomènes. Mais l'objection n'est pas recevable : on ne peut qualifier une hypothèse de « fantaisiste » que si on lui en oppose une autre, fondée sur des données plus scientifiques, ou du moins plus plausibles ; or ils ne le peuvent pas. Mettez-vous à leur place : c'est rageant, non ?

L'école et un toit pour tous

Peu importe d'ailleurs que l'opinion soit ou non convaincue par les prévisions officielles à long terme : 2050, c'est bien loin et il y a des défis plus urgents à relever. Les soixante millions d'habitants de votre pays n'y suffiront pas, nous serinent nos élites, sans que le tiers-monde vienne à leur aide. Il s'agit, vous vous en doutiez, du défi de la croissance économique et de celui du financement des régimes sociaux.

Certains estiment que l'industrie, l'artisanat et les services ont aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de postes de travail vacants, faute de candidats pour les occuper[277]. Le manque à gagner pour le pays représente peut-être un point de taux de croissance en moins[278]. Un point, c'est beaucoup : en soixante-dix ans, cela peut faire varier la richesse nationale du simple au double. Pour assurer son avenir, la France doit recourir à de la

main d'œuvre venue d'ailleurs, sans quoi elle est condamnée à stagner et à perdre son rang parmi les grandes puissances économiques. Il ne s'agit pas seulement d'emplois de faible qualification : les pénuries seraient encore plus criantes pour les ingénieurs, les cadres, les chercheurs, le personnel soignant. Si vous avez des enfants fraîchement diplômés – du CAP au « bac plus six » – qui rament depuis des années de stage en CDD sans trouver d'emploi stable, ou si vous êtes vous-même dans cette situation, vous pouvez avoir une opinion différente, mais c'est parce que vous vous obstinez à regarder les choses par le petit bout de la lorgnette ; vous n'avez rien compris, vous expliquent vos élites. N'insistez pas, vous allez vous faire traiter de « beauf » ou, pire encore, de « populiste ».

Il faut prendre de la hauteur. Il ne faut pas examiner cette question à travers le prisme des intérêts particuliers des citoyens, mais sous le seul angle de « l'intérêt général de l'économie ». Traduisez : de l'intérêt des grandes entreprises qui ont les moyens de se faire entendre – et de faire pleuvoir les milliards au profit de leurs actionnaires et de leurs dirigeants. Vu de cette manière, c'est évident : plus l'emploi est précaire, plus les salariés sont vulnérables, plus ils sont soumis à la double concurrence des travailleurs du bout du monde et de ceux qu'on fait venir de là-bas, plus ils se tiendront tranquilles. Le journal *Libération* avait, lors de la grève des « sans-papiers » de la restauration au printemps 2008, magnifiquement résumé cette problématique : « Patrons, sans-papiers, même combat ! ». Jamais, relève-t-on souvent depuis quelques années, il n'y a eu aussi peu de grèves en France. Oui, la SNCF, l'EDF, les transports urbains : ceux-là peuvent se le permettre, pas les salariés du secteur concurrentiel. C'est pour cela qu'il est urgent de privatiser : pour que tout le monde soit logé à la même enseigne. Il y a du vrai dans ce raisonnement. Pourquoi ceux qui bénéficient d'un statut dans un secteur protégé auraient-ils le privilège supplémentaire d'être autorisés à nuire aux intérêts des autres citoyens ? Qui sait si le démantèlement des forteresses du secteur public ne va pas être à l'origine d'une solidarité renouvelée entre *tous* les travailleurs, solidarité qui est sans doute devenue indispensable à la remise à plat du pacte social ? Les organisations syndicales seraient sans doute mieux avisées de jouer cette stratégie plutôt que de se retrancher dans leurs bastions pour y mener des combats d'arrière-garde[279].

On peut aussi se poser la question d'un strict point de vue financier. La cour des Comptes s'y est essayée[280] : elle a été horrifiée de ce qu'elle a découvert sans pouvoir – ou sans oser ! – donner plus qu'un aperçu de l'ardoise. Des économistes estiment le surcoût pour la France de la présence des populations « issues de l'immigration » à trente-six milliards d'euros par

an. Chaque immigré supplémentaire qu'accueille le pays crée cent mille euros de coût annuel supplémentaire pour la société[281]. Et encore ne s'agit-il, si j'ai bien compris, que d'incidences budgétaires pour les finances publiques et les régimes sociaux. Celles-ci ne tiennent pas compte de la perte de productivité induite par des comportements non conformes aux disciplines de la modernité occidentale, sans même parler de la casse des émeutes de la Toussaint 2005, qui est de l'ordre de l'épaisseur du trait : cinq cents millions d'euros, une bagatelle[282]. Vu la source dont émanent ces chiffres – des personnes qui ne font pas mystère de leurs réticences à l'égard de l'immigration écrivant dans un journal de droite ! – on ne peut pas les prendre pour argent comptant[283]. Essayons donc d'y voir un peu plus clair en nous limitant à deux aspects qui pèsent déjà assez lourd, l'éducation et le logement.

L'éducation nationale représente une charge d'environ vingt pour cent du budget de l'État, de l'ordre de soixante-dix milliards d'euros annuels[284], auxquels il faut ajouter les dépenses des collectivités territoriales pour la construction et l'entretien des bâtiments scolaires, le tout pour une dizaine de millions d'élèves, ce qui établit le coût moyen de la scolarisation d'un enfant autour de huit mille euros par an. Lorsqu'une famille immigrée s'installe en France avec trois ou quatre enfants, c'est *une trentaine de milliers d'euros annuels que la France prend en charge pour une bonne dizaine d'années*. Est-on sûr que la contribution économique supplémentaire dont le pays bénéficiera du fait de cette installation – dans l'hypothèse où au moins une personne de cette famille occupera un emploi – sera à la hauteur de ce seul effort ? À supposer que, sur les deux cent mille immigrants légaux admis à entrer en France chaque année, un tiers soient des enfants d'âge scolaire, la charge annuelle induite pour les budgets de l'État et des collectivités est de cinq cents millions d'euros. Le million et demi d'entrées enregistrées au cours des dix dernières années, représente quatre milliards d'euros de charges annuelles supplémentaires et le chiffre augmente chaque année. On veut bien se dire que c'est un investissement pour l'avenir. Certes, on peut le voir de cette manière. Du moins jusqu'à ce que les gamins lanceurs de cocktails Molotov vous aient brillamment administré la démonstration de la productivité de cet investissement éducatif. Que serait-ce si on lui ajoutait le coût additionnel des prestations familiales et des diverses allocations servies à cette population ? Notez bien que je n'ai pas fait entrer dans ce calcul de coin de table les coûts relatifs aux populations déjà installées de longue date : il ne s'agit que de l'impact différentiel des flux courants. Juste pour situer les enjeux, on peut estimer que le coût de la scolarisation des enfants de la population issue de l'immigration des trente dernières années

représente plus de vingt milliards d'euros annuels, soit un quart du budget de l'Éducation nationale : on a déjà fait la moitié du chemin vers les ordres de grandeur avancés par les économistes mentionnés plus haut, dont on commence à soupçonner qu'ils pourraient ne pas être fantaisistes[285]. Bien entendu, ces vingt milliards ne sont pas « investis » en pure perte : nombre de ces enfants réussiront dans leurs études – ou on veillera à ce que le résultat pour eux y ressemble, à l'aide de filières alternatives sur mesure – et produiront du « retour sur investissement » au cours de leur vie professionnelle. Combien ? Regardez les taux de réussite scolaire et vous en aurez une idée. En outre, il ne suffit pas de calculer l'ensemble des coûts : encore faut-il les comparer à la contribution économique de ces populations sans qui certains secteurs d'activités seraient bien en peine de fonctionner – y compris une importante économie « informelle » qui va des petits travaux du bâtiment à des trafics inavouables et qui, au final, soutient la consommation ! Cela étant, si l'on se borne à l'impact direct immédiat sur les budgets de l'État, des collectivités locales et des régimes sociaux, l'incapacité de la France à résorber ses déficits publics pourrait bien trouver une partie de son explication dans le handicap qu'elle traîne du fait de la politique d'immigration menée au cours des trois ou quatre dernières décennies.

On peut effectuer des calculs similaires pour le logement : l'accueil d'une famille immigrée dans des conditions décentes nécessite un investissement d'au moins cent mille euros, non compris les coûts annexes – pour implanter un nouvel ensemble d'immeubles, il faut bien acheter les terrains, construire les voies d'accès, les réseaux de distribution et d'assainissement, éventuellement renforcer un certain nombre de services publics pour rester dans les normes : pompiers, police, lignes de bus. Comptez une bonne moitié en plus. Deux cents mille arrivées par an représentent quelque quarante mille familles[286], soit quarante mille logements supplémentaires à construire. Pas besoin d'ordinateur pour faire la multiplication et trouver que l'ardoise atteint six milliards d'euros avec les à-côtés. Diable ! Bon, cet investissement n'est pas à fonds perdu, puisqu'ils vont payer un loyer, enfin dans les cas où l'APL ne le paie pas à leur place …

Mais assez de considérations mesquines : la question du logement est devenue passionnelle et il est difficile d'en traiter de manière sereine. Lors d'un débat télévisé[287] organisé à la suite des incendies qui avaient fait de nombreuses victimes dans des taudis parisiens pendant l'été 2005, on a pu entendre deux remarques significatives. L'une était de Martin Hirsch, le dynamique et dévoué patron d'Emmaüs, devenu depuis lors vaguement

ministre : « Ce n'est pas l'immigration qui est la cause de la crise du logement ; il y en a beaucoup d'autres, *l'augmentation de la population*, etc. ». Personne sur le plateau n'a relevé que, dans la conjoncture démographique déprimée de la France contemporaine, l'immigration est devenue le premier facteur d'augmentation de la population, à la fois par les nouvelles arrivées et par la natalité des populations de la « diversité ». C'est pourtant un phénomène qui n'a rien de secret puisque, lorsqu'on discute du côté « plus » du bilan, on ne manque pas de le mettre en avant pour s'en féliciter. Mais le discours dominant interdit qu'on en évoque le côté « moins » : les coût financiers, économiques, sociaux et culturels de cette politique.

L'autre remarque émanait d'Éric Raoult, maire « de choc » d'une commune du « Neuf-trois » et ancien ministre : « Il n'y a pas de "F-9" dans la nomenclature HLM ». Il est clair en effet que le système de logement social imaginé à l'époque du Front populaire et mis en œuvre après la Seconde guerre mondiale est désormais inadapté aux besoins de populations qui ont importé avec elles des modes de vie si différents des vôtres. Il est aussi sans doute inadapté à leurs attentes. Le reportage qui accompagnait le débat l'illustrait bien. L'une des personnes qui avait été évacuée d'un taudis de l'avenue Vincent Auriol, promptement relogée dans un 110 mètres carrés flambant neuf grâce à la sollicitude de M. Delanoë, pour un loyer mensuel de six cents euros – donc largement subventionné par le contribuable[288] – se plaignait amèrement : « la famille a été obligée de se séparer, car nous sommes polygames et "ils" n'ont pas voulu qu'on reste ensemble ; et puis, maintenant, nous sommes isolés de nos anciens voisins », etc. La question que pose le cas de cette brave dame est donc : devons-nous « adapter » notre politique de logement social aux besoins ou aux attentes de ces populations, ou devons-nous leur imposer de se couler dans le moule de notre système ? Ou pire, limiter l'entrée de personnes « venues de loin » à celles qui se montrent prêtes à se couler dans le moule, à supposer qu'on sache comment s'en assurer ? Bien entendu, la seule réponse politiquement correcte est la première. Elle nous mène pourtant tout droit à la constitution de ghettos communautaires, ce que nous prétendons vouloir éviter. M. Delanoë a certes sa solution qui, au moins, a le mérite de la clarté et de la cohérence : éliminer les derniers ghettos « blancs » en imposant assez de ses protégés dans tous les quartiers de Paris[289], d'autant plus que les ghettos blancs – horreur ! – votent à droite. Mais, hélas, il n'a de juridiction que sur Paris *intra-muros* et le problème reste entier pour les autres communes de France. Vu les réactions de certains maires présents sur le plateau, il y a encore du travail avant de les convertir au delanoïsme.

La nécessaire rénovation des cités est un des chantiers prioritaires qui s'imposent aux pouvoirs publics. Cette question est une autre illustration du coût pharaonique de l'immigration. On peut en effet, si on a un minimum de mémoire, se souvenir que les « grands ensembles », comme on disait à l'époque, avaient été conçus à partir des principes exposés dans la *Charte d'Athènes*. Ce texte avait été rédigé dans les années trente à l'initiative de Le Corbusier et d'un « collectif » d'architectes progressistes[290]. Les idées maîtresses étaient d'ordre « hygiénique ». Séparer l'habitat et les activités économiques pour mettre les zones résidentielles à l'abri des nuisances industrielles. Rompre avec le modèle classique de l'alignement des bâtiments le long des rues et construire en hauteur afin de multiplier les façades ouvertes à l'air et à la lumière et de dégager autour des immeubles des espaces verts où les enfants puissent s'ébattre sans risque. Hiérarchiser les voiries pour que les habitants ne soient pas dérangés par la circulation de transit. Bien entendu, il y avait aussi un objectif économique : mettre à disposition de tous au moindre coût les éléments du confort « moderne » grâce à la standardisation industrielle de la construction[291]. L'expérience a peut-être montré que le concept était erroné ; en tout cas, il était bien intentionné et il est ridicule – voire insultant – d'entendre dire aujourd'hui que ces ensembles ont été construits pour « parquer les immigrés dans des ghettos »[292].

Au demeurant, ils avaient d'abord été peuplés par des Français, dont beaucoup de paysans chassés de leurs campagnes par la modernisation de l'agriculture dans les années soixante. Les premiers occupants étaient satisfaits du confort modeste qui leur était offert – je le sais, j'y ai moi-même habité et j'y ai gardé des amis. Cela n'excluait pas, surtout pour les gens venus de la campagne, une certaine mélancolie qu'ils ont assumée avec dignité : vous souvenez vous de la chanson de Jean Ferrat, *Que la montagne est belle* ? En tout cas, ils y ont honorablement élevé leurs enfants ; ils ont pris soin de leurs intérieurs et de leur environnement ; ils se sont abstenus de passer leur temps à se lamenter, préférant économiser pour s'offrir un jour l'accession à la propriété dans des lotissements pavillonnaires. Ils ont même fait de ces « grands ensembles » des lieux de vie fraternels où s'exprimaient la fierté et la solidarité de la classe ouvrière, de sorte qu'ils ont souvent pu faire office de creusets d'intégration pour les premières familles maghrébines arrivées dans les années soixante-dix. C'est plus tard que les choses se sont gâtées, avec l'arrivée en masse de nouvelles populations[293], d'autant plus promptes à se plaindre de tout qu'elles avaient obtenu d'emblée ce qu'elles ne pouvaient même pas imaginer dans leurs rêves

quand elles étaient au bled. Comme le dit si bien le proverbe : « chien que tu aides à traverser le marigot te mordra une fois arrivé de l'autre côté ».

Aujourd'hui, le patrimoine est sinistré. Certes, on avait construit à l'économie et on avait sous-estimé les coûts d'entretien. Mais il faudrait faire la part, dans les dépenses de rénovation qu'il va bien falloir financer, de ce qui relève de la simple vétusté, des conséquences d'une politique sociale qui s'efforçait de limiter le montant des loyers en rognant sur l'entretien et de l'effet d'une utilisation non conforme aux hypothèses sur lesquelles s'étaient fondés les concepteurs : ceux-ci ne pouvaient pas prévoir que des quatre pièces seraient habités par douze personnes, que les cages d'escalier serviraient de studios de création artistique et que les pelouses se transformeraient en arènes pour rodéos. Ils avaient postulé que les habitants à qui ces immeubles étaient destinés se plieraient à un minimum de discipline sociale sans laquelle ce type d'habitat devient invivable. Supposez un instant que, pour briser la « logique du ghetto », on décide, comme le proposent quelques extrémistes du delanoïsme, de réquisitionner les immeubles des quartiers bourgeois pour y transférer les populations « stigmatisées ». Il y a gros à parier que, en moins de dix ans, nous aurions un « problème des centres villes » et qu'on décrirait la situation de la plaine Monceau ou du faubourg Saint-Germain dans les termes qu'on applique aujourd'hui aux Minguettes ou au Val Fourré[294].

J'en reviens, et tant pis si cela ressemble à du radotage, à cette notion de civilité, inculquée aux peuples occidentaux par des siècles de dressage, et tellement intériorisée qu'elle est un postulat implicite dont il est difficile de s'affranchir. Non seulement il ne s'applique pas *naturellement* à des personnes qui ne sont pas issues de cet héritage, mais il est totalement démenti lorsque les normes occidentales de conduite sociale sont ressenties comme *oppressives* et suscitent en retour une réaction d'« incivilité identitaire », relevant du même mécanisme que l'« incivilité patriotique » de l'Afrique postcoloniale. Vous pouvez dépenser des milliards à rénover les cités : tant que ceux qui les habitent ne se seront pas appropriés les règles de conduite qui ont cours dans une société urbaine moderne et ordonnée, tant qu'ils n'auront pas admis que, étant *chez vous*, c'est à eux de se plier à *vos* règles, vous pourriez aussi bien jeter ces milliards à la mer, vous n'en retireriez pas moins de dividendes – et vous pourriez au moins sauver les baleines[295]. Et, franchement, pourquoi prendraient-ils ce chemin si vous ne les y obligez pas ? C'est à vous de prendre les moyens de le leur faire comprendre et, à la place, vous vous torturez les méninges à essayer de *les* comprendre. C'est pourtant un enjeu de taille. Vous ne pourrez pas les empêcher d'être un jour maîtres de votre pays par la loi du nombre : c'est à

vous de savoir si vous voulez que, ce jour-là, ils le fassent prospérer dans l'intérêt commun ou si vous vous accommodez qu'ils en fassent « la zone ». Il est certain que, pour la seconde option, ils n'ont pas besoin de vos leçons.

En attendant, plutôt que vous serrer la ceinture afin de réparer les dégâts qu'ils ont causés et de rétribuer leurs caïds pour encadrer leurs monômes, vous seriez mieux inspirés de les mobiliser pour qu'ils s'occupent eux-mêmes de remettre leurs cités dans l'état où ils les ont trouvées en arrivant, de manière à économiser vos ressources pour les investir dans la modernisation de l'appareil productif, dans la recherche et dans les secteurs qui permettront à vos enfants de rester utiles dans le monde de demain.

De la postérité je n'ai plus de souci

On s'emploie depuis longtemps à vous faire accepter l'importation massive de travailleurs apatrides, préférables pour le capitalisme international qui leur paie des salaires inférieurs et vous fait supporter *à vous* les coûts induits. Le capitalisme international, dont le capitalisme français n'est qu'une composante, n'a pas besoin que votre pays soit prospère pour prospérer lui-même. L'exemple de l'oligarchie du tiers-monde le montre bien : la pauvreté qu'elle entretient dans ces pays ne fait en rien obstacle à son propre enrichissement.

Cette propagande agite depuis longtemps le thème bien connu des « travaux dont les Français ne veulent pas » : il faut donc aller chercher ailleurs ceux qui les effectueront. Le discours a parfaitement fonctionné. Les bien-pensants n'ont certes pas été les derniers à se laisser séduire par l'idée de se réserver les emplois les plus valorisants ou les moins pénibles en abandonnant à leurs protégés les tâches les plus dures, sans en percevoir le cynisme. On peut lutter contre la traite et l'esclavage d'il y a deux siècles, cela n'empêche pas de profiter avec la meilleure conscience du monde d'un système qui y ressemble … Mais, comme toujours, le cynisme est à courte vue : ce schéma a enclenché une dynamique devenue incontrôlable. Sa logique se répète en effet à l'identique avec les « nouveaux Français ». *Eux non plus* ne veulent pas de ces emplois où ont trimé leurs parents, estimant que leur citoyenneté toute fraîche et l'ancienneté – je ne parle pas de « connaissances » – acquise dans les établissements scolaires, leur ouvrent droit à des postes dans les bureaux ou, à la rigueur, derrière des guichets. Comme on ne peut pas décemment leur reprocher d'avoir adopté une attitude dont on leur a donné l'exemple, on a renoncé à mettre au travail ceux qui « tiennent les murs » et on présente comme seule solution possible … de faire venir de nouveaux immigrés. Cette logique de fuite en avant peut-elle

être enrayée ? Il faudrait pour cela une politique cohérente jouant sur les incitations négatives – serrer la vis aux systèmes d'assistance encourageant le non-emploi et tordre le cou à l'économie souterraine – autant que sur les incitations positives – rendre les rémunérations des emplois manuels actuellement peu recherchés plus attrayantes par rapport à celles des emplois peu qualifiés de la bureaucratie. C'est difficile[296], mais pas hors d'atteinte.

Le financement des retraites est l'autre argument invoqué par le lobby pro-immigration[297] à l'appui des ses thèses. En résumé : pour corriger le déséquilibre entre le nombre des actifs et celui des retraités, un niveau élevé d'immigration est indispensable. En outre, cet apport de « sang neuf » est censé produire toutes sortes d'effets heureux, le métissage évidemment, car rien ne peut avancer sans métissage, le rajeunissement des mentalités, le dynamisme, l'ouverture au monde, la confiance dans l'avenir. Tout cela s'oppose à la vision « franchouillarde », repliée sur elle même, étriquée et passéiste de ceux qui s'alarment de la perspective d'être un jour submergés. Pas la peine d'en rajouter, ce discours est devenu tellement dominant que tout le monde le connaît par cœur. Il a même été repris par le secrétaire général des Nations Unies, c'est dire.

Ce discours est-il valable ?

La réponse est *non*. L'immigration ne résoudra pas le problème des retraites et d'autres orientations sont possibles.

Le fait que la relance de l'immigration soit une mauvaise solution n'a pas empêché pas qu'elle ait été décidée car la pression est très forte. Le lobby pro immigration est solidement installé au cœur de nos institutions et il représente surtout des intérêts économiques et catégoriels puissants. Lesquels ? Toujours pour résumer, les mêmes que ceux qui nous ont apporté l'immigration de masse à la charnière des années 1960-70 : le patronat qui entendait ainsi faire baisser les salaires et casser la puissance de mobilisation des syndicats. À cet égard, il faudrait enfin réviser la mémoire du bon Monsieur Pompidou dont la magistrature débonnaire a présidé à ce mauvais coup porté contre la France. Avec l'aide de la fine équipe de conseillers dont il s'était entouré, vous voyez qui je veux dire : ils ont fait leur chemin depuis.

L'amusant c'est que les bons esprits qui appuient l'immigration pour des raisons idéologiques, l'antiracisme, le devoir de réparer le tort fait aux peuples colonisés, la fraternité, l'amour du « métissage », se croyaient eux-mêmes à l'abri de la concurrence des travailleurs venus du dehors. Les bons esprits en question se recrutent surtout dans les milieux intellectuels de la fonction publique où la tradition républicaine réservait l'emploi aux

nationaux. Ils n'ont pas encore pris conscience que leur protection est en train de s'envoler, non seulement à cause des privatisations qui restreignent le champ de la fonction publique, mais aussi à cause la tendance à la banalisation de l'emploi public, c'est à dire son alignement sur les statuts du secteur privé.

Une des raisons pour laquelle l'immigration ne résoudra pas le problème des retraites paraît à elle seule déterminante. La direction dans laquelle évolue la composition de la population est de nature à rompre la logique du pacte intergénérationnel sur lequel repose le système par répartition. Lorsque je paie des cotisations de retraite, elles ne génèrent par elles mêmes aucun revenu futur, car elles sont utilisées en totalité pour verser les pensions à mes anciens et cela me crée des droits pour être plus tard entretenu par les générations futures. Sur le papier c'est limpide. Dans la réalité, tout l'édifice repose entièrement sur la confiance : *confiance que la génération future ne dénoncera pas le pacte*. Cela paraît aller de soi, mais on peut penser que cette confiance ne repose en réalité que sur le fait que les anciens sont *nos* anciens et que les jeunes sont *nos* enfants. Le lien biologique et affectif entre les générations successives n'est pas indifférent, il constitue au contraire *le cœur même du pacte.*

À échéance de vingt ou trente ans, les gros bataillons de jeunes de la « diversité » d'aujourd'hui qui constitueront la majorité de la population active – et *a fortiori* les immigrés arrivés entre-temps – n'ont aucune raison d'accepter de travailler pour payer les retraites des vieux blancs – pas plus d'ailleurs que pour financer leurs dépenses de santé. Allez donc expliquer à de pauvres hères qui s'agglutinent le long des barbelés de Ceuta que, s'ils ont la chance de pouvoir passer de l'autre côté, ce sera pour cotiser à votre profit : je vous promets un joli succès. Il faut ajouter que beaucoup d'entre ceux qui sont déjà ici manquent d'entraînement, n'ayant pas eu l'habitude dans leur jeunesse de payer quoi que ce soit pour la collectivité mais seulement de recevoir. Ils ont à leur disposition tout l'outillage rhétorique nécessaire pour habiller leur refus de payer nos retraites des meilleures raisons du monde. L'idéologie néolibérale leur aura appris que la solidarité sociale et le système par répartition ne sont pas « modernes ». La posture bien-pensante les aura confortés dans leur conviction d'être à perpétuité les créanciers de ce qui reste de l'ordre social « blanc » au titre des souvenirs de l'esclavage, des séquelles du colonialisme et de la juste compensation due pour leur jeunesse oisive. Ils seront les premiers à exiger à ce moment-là un système de capitalisation qui leur promette d'être *eux-mêmes* les bénéficiaires de leur effort de cotisation.

On peut discuter des mérites respectifs du système par répartition et du système par capitalisation mais il est certain que la période de transition d'un régime de répartition vers un régime de capitalisation est douloureuse pour les retraités car il faut distraire de la répartition une fraction progressivement croissante des cotisations pour les affecter à la montée en puissance du capital des fonds de pension, dont seuls les retraités futurs tireront les fruits. Cela peut se produire précisément au moment où les populations venues de loin deviendront majoritaires dans les tranches actives, soit vers 2040-2050. Ceux qui seront le plus lourdement pénalisés seront donc les générations nées entre 1970 et 1990, celles des enfants des soixante-huitards, encore composées en majorité de Français canal historique, qui auront été handicapés par leur entrée tardive et chaotique sur le marché du travail et ne pourront jamais atteindre les quarante-cinq ans de cotisation qui seront probablement de règle pour eux.

Le pire n'est toutefois pas sûr. A supposer que l'intégration – ou le métissage – ait assez progressé pour que les membres de la « diversité » acceptent la solidarité avec la population historique ou même en soient arrivés à ne plus faire de différence entre eux-mêmes et celle-ci, et qu'on commence dès maintenant à faire un minimum de capitalisation pour préparer ces échéances quitte à augmenter les contributions de retraite, il est *peut-être* possible de bâtir un pacte de solidarité sinon irrévocable, du moins plus solide. Là encore on est dans la problématique de la course de vitesse.

Un des arguments invoqués chez nous contre la capitalisation est le risque boursier. L'argument ne tient pas car, après tout, si les riches arrivent à rester riches et même à continuer à s'enrichir davantage alors qu'ils dépendent des revenus de leurs placements, c'est bien parce que ce risque peut être maîtrisé. Rien n'empêche d'étendre à la gestion des fonds de pension la méthode qu'ils appliquent : diversifier les supports. En combinant les *blue chips* – actions françaises et internationales de premier rang –, un zeste de capital-risque et de fonds spéculatifs, les obligations d'État et du privé, l'immobilier résidentiel et commercial, les placements sur le marché monétaire, les fonds de matières premières, des garanties sur les marchés de réassurance, des fonds de crédit-bail pour le financement d'équipements industriels, des portefeuilles de brevets, des réserves foncières urbaines, des forêts, du foncier agricole, on atténue les fluctuations de cours qui peuvent affecter la valeur des patrimoines.

De toute manière, quoi qu'on fasse, y compris avec un système par répartition, il n'y a pas de moyen de se garantir contre le risque d'une dépression économique générale[298] car c'est le volume d'activité qui nourrit la masse à distribuer. C'est *toujours* la production réalisée par les actifs qui

sert à entretenir les inactifs[299], quel que soit le véhicule employé, redistribution des cotisations ou rémunération du capital. La problématique générale est toujours la même : comment dégager une part de la production globale pour la redistribuer aux retraités ? C'est donc à la base une question de répartition, qui est du reste liée à une autre : comment répartir la production entre consommation privée et consommation publique. Cela ne signifie pas que c'est seulement à travers un mécanisme de « répartition » – au sens technique du mode de financement actuel des caisses de retraite – qu'on peut y répondre. C'est aussi, en se plaçant du point de vue de chaque individu, un problème d'arbitrage entre consommation présente et consommation future, qui s'apparente à la problématique « épargne-investissement » qu'on rencontre dans la gestion macroéconomique. Ce qui permet cette répartition, à la base, c'est la capacité de l'économie à dégager des *surplus* c'est-à-dire une part de production en excès de ce qui est nécessaire pour alimenter la force de travail des producteurs. Si la production est juste suffisante pour assurer les besoins des producteurs, il n'y a pas de surplus à distribuer, pas plus aux retraités que, par exemple, à la structure étatique : armées, organes du pouvoir, etc. La problématique est aussi ancienne que les sociétés humaines : elle date au moins de la « révolution néolithique ». Celle-ci a enclenché l'essor de la civilisation à travers deux mécanismes. Elle a permis de dégager des surplus grâce à l'augmentation du rendement du travail. Elle a aussi permis de conserver les surplus grâce à un certain nombre d'avancées sociétales – l'appropriation du sol – et techniques – la sélection des céréales qui se gardent jusqu'à l'année suivante ; l'élevage qui permet de garder sur pied le stock de viande ; l'invention des premières biotechnologies, celles de la fermentation, utilisées pour conserver le jus de la vigne sous forme de vin, le lait sous forme de fromage – de manière à assurer la régulation intersaisonnière des ressources alimentaires.

D'où proviennent les surplus ? Pour l'essentiel, de l'organisation sociale – la division du travail –, de la technologie et de l'investissement, c'est-à-dire de la démultiplication des capacités productives des collectivités humaines par rapport aux capacités du travailleur isolé à mains nues. À ce titre, rien n'a changé. Ce qui a permis, au cours des soixante dernières années, l'amélioration de la condition des anciens travailleurs, c'est la capacité de l'économie, accrue par la révolution technique des « Trente glorieuses », de dégager des *surplus distribuables*. La « formule magique » du système de retraites par répartition aurait été inopérante sans l'accroissement des surplus. C'est de plus en plus le capital « immatériel » – financier, technologique, intellectuel, organisationnel – qui est le moteur

de la productivité. Le défaut du système « par répartition » tel qu'il fonctionne depuis la Libération est de faire peser le financement de la redistribution sur la seule rémunération du travail, c'est-à-dire *sur une composante de plus en plus mineure de la création de surplus*. Faute de prendre en compte cette dimension, les propositions de réponse au problème sont inadaptées. Vouloir corriger le déséquilibre de la pyramide des âges par l'importation massive de travailleurs jeunes – dont la contribution au « capital immatériel » risque fort d'être décevante – n'est pas seulement une solution malsaine au plan politique et social – comme je me suis efforcé de le montrer – mais c'est aussi *un non-sens économique* car elle va à l'encontre de la logique économique à l'œuvre qui rend la composante « travail » de moins en moins déterminante dans la génération des surplus. C'est comme si, en 1900, on avait voulu résoudre les problèmes de déplacements de la population en région parisienne en important ou en élevant toujours plus de chevaux, au lieu de construire le métro.

C'est pourquoi *la réponse au problème des retraites n'est pas d'importer des cotisants*, mais *d'élargir l'assise et d'augmenter la productivité de votre économie*. En revanche, selon qu'on est en système par répartition ou en système par capitalisation, le périmètre des actifs n'est pas le même : les Américains l'ont parfaitement compris, eux qui achètent vos entreprises pour que *vos* travailleurs paient *leurs* retraites[300].

Une autre raison pour laquelle une augmentation de l'immigration n'est pas indispensable au rétablissement de l'équilibre des régimes sociaux est que la France dispose déjà chez elle de gisements de main d'œuvre tout à fait substantiels. Il n'y a pas en effet que les trois millions de chômeurs, le million de Rmistes et un bon million de personnes radiées des listes ou découragées de s'inscrire comme demandeurs, soit au bas mot cinq millions de personnes privées d'emploi. Il y a aussi un à deux millions de jeunes qu'on oblige à toute force à poursuivre des études pour lesquelles ils n'éprouvent aucun goût et une tranche d'âge des 50-65 ans où le taux d'activité, inférieur à quarante pour cent, est l'un des plus faibles au monde. Sur une telle masse, il est difficile de croire qu'on ne pourrait pas arriver à trouver la gamme entière des « profils » et des talents qu'on s'ingénie à vouloir faire venir du tiers-monde. Non seulement le discours des partisans de l'immigration est mensonger, mais il est injurieux pour toutes ces personnes. Même si beaucoup d'entre elles sont « mal intégrées », elles ne le sont à coup sûr pas plus mal que ceux qui se pressent à nos frontières. Moins malléables peut-être, et c'est surtout cela qu'on leur reproche.

Il y a aussi et cela ne fait plaisir ni aux intéressés ni aux organisations syndicales qui font métier de les représenter, une fonction publique[301] et un

secteur public aux effectifs pléthoriques. Le pays aurait tout à gagner à redéployer ces personnels, dont beaucoup possèdent des niveaux d'instruction élevés, vers des emplois plus productifs. En fixant aux institutions publiques des objectifs de productivité plus exigeants, on pourrait, sans diminuer le volume des prestations fournies par les administrations et encore moins la qualité du service rendu aux citoyens, réduire sensiblement les effectifs de la fonction publique. Risquons une hypothèse : avec 20 à 30% de gain de productivité, on libérerait 20 à 30% des effectifs pour les redéployer vers le secteur marchand[302].

Le réservoir de population active sur lequel la France pourrait s'appuyer pour corriger son déséquilibre démographique n'est sans doute pas loin de six à sept millions de personnes, même en ayant soustrait les doubles comptes et ceux qu'on qualifie, peut-être à tort, d'« inemployables ».

L'économie réalisée sur les prestations sociales grâce au retour à l'emploi, s'ajoutant à la réduction de la masse salariale de la fonction publique, permettrait de diminuer les prélèvements fiscaux tout en finançant l'augmentation des contributions aux caisses de retraites, indispensable pour mettre en place une part progressive de capitalisation. Vingt pour cent de productivité en plus dans les administrations publiques peuvent à eux seuls représenter une trentaine de milliards d'euros par an de charges fiscales en moins. En affectant les économies ainsi réalisées à des investissements, il devrait être possible d'accumuler en vingt ans un capital supplémentaire dont les revenus pourraient compléter les pensions des vingt millions de retraités de l'horizon 2025. Ce capital, l'État l'avait dans son patrimoine social il y a vingt ans : demandez-vous quelle est la valeur actuelle des entreprises publiques qui ont été privatisées depuis cette époque. Au lieu d'affecter le produit des privatisations à doter les régimes de retraites pour accompagner en douceur leur conversion partielle vers un système de capitalisation, les dirigeants de droite et de gauche l'ont dilapidé à résorber des déficits courants qu'ils ont laissé se creuser. Avec la circonstance aggravante qu'aujourd'hui une bonne partie du capital de ces entreprises est détenue par des mains étrangères et contribue à financer … *les retraites des autres* et à renforcer la puissance économique de nos concurrents. Il est déjà bien tard pour remonter la pente et l'on n'en prend pas le chemin. Sortez votre calculette : la petite réforme portant à quarante-deux ans la durée de cotisation et dont on nous a promis merveille n'est rien d'autre que la compensation du déficit de production résultant du passage aux trente cinq heures[303]. Elle n'a aucune chance de contribuer si peu que ce soit à corriger les effets du rétrécissement de la pyramide des âges.

Le recours à l'immigration n'est rien d'autre, une fois encore, qu'une fuite en avant. Il ne saurait apporter de réponse durable à la question du financement des retraites. Le vieillissement de la population a un coût élevé, mais l'assumer et en tirer les conséquences en adoptant un modèle de pacte social durable coûtera moins cher à terme que d'ouvrir les vannes à l'immigration. Certes, dans l'immédiat, on peut feindre d'y gagner. « On importe des populations adultes jeunes pour qui on n'a pas eu à dépenser de frais de scolarité et tout de suite, ils cotisent au profit des actuels bénéficiaires », disent les partisans de cette politique. Pas du tout, la situation est d'emblée inverse : les frais d'établissement de la main d'œuvre immigrée, à qui il faut bien fournir des logements et des écoles pour ses enfants, dont il faut au surplus compenser les insuffisances de formation pour l'adapter à la logique de notre système, l'emportent sur les avantages. Au-delà des chiffres, chacun peut constater le handicap dont la France a hérité du fait de l'immigration massive des trente dernières années. C'est l'une des composantes du marasme du pays et de son incapacité à réagir. A qui fera-t-on croire que la politique de relance de l'immigration atténuera les problèmes que nous connaissons aujourd'hui au lieu de les aggraver ? A moins que cela ne soit pour punir les Français des quarante ans de négligence de leurs dirigeants et de la complaisance avec laquelle ils se sont accommodés d'une situation qui leur donnait l'illusion de pouvoir se décharger sur les autres de leurs travaux pénibles.

Vous n'avez pas besoin de trop vous inquiéter pour l'immédiat : tant que vous pouvez servir à leur payer leurs allocs, « ils » vous ménageront. C'est plus tard que ça se gâtera. Quand vous basculerez dans la catégorie des bénéficiaires, vous serez bons à jeter. Rassurez-vous quand même : on trouvera bien des solutions[304]. On pourra par exemple vous « délocaliser » vers des maisons de retraite installées dans le tiers-monde où l'on vous entretiendra pour cent euros par mois. Et peut-être même, si vous avez gardé de quoi consacrer un peu d'argent de poche à soudoyer ça et là, vous y serez chouchoutés ! Mais en tout cas, tenez-vous le pour dit, « ils » n'ont pas immigré pour avoir le plaisir de vous payer vos retraites : ne les prenez quand même pas pour des imbéciles.

La jeunesse du monde

Assez parlé de la France. Elle n'est qu'un cas particulier, intéressant pour vous, certes, puisque vous y vivez, et même pour moi qui n'y vis pas pour le moment car c'est, que je le veuille ou non, mon port d'attache, un pays pour lequel je ne cesserai jamais d'éprouver un sentiment filial, et en tout cas un pays dont l'avenir importe à celui de mes enfants. Et, accessoirement, le pays où j'ai pendant quarante ans payé mes cotisations de retraite : considération bassement matérielle, certes, mais qui osera dire que cela ne compte pas ? Mais il faut élargir la perspective. À l'échelle du monde « globalisé », elle n'est pas rose pour vous.

Varsovie, 1942-2002

C'est une photo, publiée en 2002 dans le magazine distribué à bord des avions de *South African Airways*, qui me paraît symboliser le mieux la situation actuelle de l'Occident. On y voit deux vieux messieurs aux cheveux gris, très dignes avec leurs blazers stricts et leurs cravates régimentaires. Ils se tiennent droits, les yeux bleus dirigés vers l'objectif de l'appareil de prise de vue, presque au garde-à-vous. Devant eux, un canapé pastiche Louis XV. Assise sur le canapé, dans une pose nonchalante, je ne dirais pas « étalée » mais presque, une jeune femme, vêtue d'une élégante robe bariolée, du style que produisent les designers à la mode de Capetown. Plus que la robe, ce qui frappe est la lueur de ses yeux : ils expriment la satisfaction, un brin d'effronterie, comme savourant le plaisir d'avoir joué un joli tour à la terre entière.

En 1942, les Anglais avaient décidé de frapper un grand coup symbolique, à la fois pour entamer le moral des Allemands et soutenir celui des Polonais : lancer un raid aérien sur Varsovie. L'énoncé de la mission était simple : traverser toute l'Allemagne en jouant à cache-cache avec la DCA et les chasseurs de la *Luftwaffe*, atteindre Varsovie, larguer quelques bombes sur des casernes de la *Wehrmacht* et une pluie de tracts en polonais sur les quartiers du centre-ville, portant un message d'espoir aux populations : « nous sommes toujours là, tenez bon, on les aura » ; une fois réalisé cet objectif, épuiser les derniers gallons d'essence pour rejoindre les monts Tatra, crasher l'avion et sauter en parachute, puis se diriger à pied vers la frontière espagnole pour gagner Gibraltar ou, à défaut, faire la jonction avec les maquisards polonais ou tchèques pour terminer la guerre dans leurs rangs. Plus facile à dire qu'à faire. Ils l'ont fait. Comme la mission était risquée, c'est le moins qu'on puisse dire, l'état-major avait

choisi pour la réaliser une unité de la force aérienne sud-africaine qu'on réservait pour les coups les plus durs et les opérations sans retour.

Les deux vieux messieurs en blazer étaient des survivants de cette aventure, qu'on avait envoyés à Varsovie pour les cérémonies de commémoration du soixantième anniversaire de leur exploit. Et la jolie jeune femme épanouie était Mme l'Ambassadeur d'Afrique du Sud en Pologne. Elle aussi avait réalisé un exploit : à peine quarante ans et déjà ambassadeur, il y a de quoi être fière. Bien sûr, me direz-vous, il y a cent fois plus de chances, dans la « nation arc-en-ciel », de se retrouver à ce rang à cet âge quand on est femme et noire que si l'on est homme et blanc, merci l'*empowerment*. N'empêche, son Excellence avait bien mérité de figurer au premier plan de la photo, devant ces raides vétérans, embarrassés du rôle qu'on leur faisait jouer mais l'assumant avec dignité.

Tout y est : d'un côté le passé glorieux, le poids de l'âge, les articulations engourdies, la mélancolie dissimulée ; de l'autre la jeunesse triomphante, la souplesse désinvolte, le goût de revanche. C'est comme cela que se présente le monde d'aujourd'hui.

Flux et reflux

On ne peut pas prendre une juste mesure de ce qu'a été la dynamique coloniale sans tenir compte de l'équation démographique sur laquelle elle s'est appuyée.

Pendant les siècles où l'expansion européenne a été la plus forte, du XVIIIe au XIXe[305], les mouvements migratoires qu'a connus la planète avaient leur origine en Europe[306]. Est-ce à dire que c'est la projection de puissance des nations européennes qui les a causés ou, au contraire, la pression migratoire qui a alimenté la dynamique coloniale ? Est-ce la vitalité démographique des Européens qui a induit l'expansion coloniale ou la seconde qui a stimulé la première ? Ne nous enfermons pas de nouveau dans ces dilemmes du type « l'œuf et la poule » et constatons. Selon les estimations des historiens, en 1700, l'Europe rassemblait de l'ordre de vingt pour cent de la population mondiale. En 1900, les Européens et les populations de souche européenne établies sur les autres continents atteignaient trente pour cent de la population de la planète. Entre temps, des millions d'Anglais, d'Irlandais, d'Écossais, d'Allemands, d'Italiens, de Polonais, d'Ibériques, étaient partis vers les Amériques, l'Australie, l'Afrique du Sud, tandis que des millions de Russes s'installaient en Sibérie et en Asie centrale. Même les Français, réputés casaniers, avaient été nombreux à traverser la Méditerranée pour s'établir en Algérie.

Aujourd'hui, la population européenne ou d'origine européenne pèse quinze pour cent du total mondial[307], une diminution *de moitié* en un siècle. Les flux migratoires se sont renversés à partir des années soixante[308] et ce sont désormais les anciens pays « blancs » qui en sont les cibles. Peu importe qu'Hollywood, les marchands de couleurs pour cheveux – et les hommes, parait-il – « préfèrent les blondes », celles-ci ne seraient plus qu'une sur mille dans le monde entier – j'ai peine à le croire mais, avec le peroxyde, allez savoir. La projection des tendances démographiques indique que la proportion des « blancs » pourrait être un peu inférieure à dix pour cent vers 2050, pour chuter aux environs de six pour cent à la fin du siècle. Ça tombe bien : six pour cent, c'est à peu près le chiffre qu'on donnait il y a trente ans quand on parlait de « seuil de tolérance ». Quand les « blancs » seront passés en dessous du seuil de tolérance, peut-être le reste du monde cessera-t-il de leur en vouloir, qui sait ?

Quelle que soit l'importance des autres facteurs, et notamment de la dynamique sociale induite par l'articulation singulière du système de valeurs de l'Occident, il est difficile de ne pas penser que l'équation démographique a aussi joué son rôle dans la domination planétaire des occidentaux. Lorsqu'on représente une proportion forte *et croissante* de la population d'un ensemble, comme cela a été le cas des blancs par rapport au reste de la planète au cours des XVIIIe et XIXe siècles, on est en meilleure posture pour peser sur son destin. À l'inverse, il est plus difficile à un groupe d'exercer une influence collective lorsqu'il est peu nombreux et, de surcroît, en voie de diminution.

Ceux qui analysent les rapports de force géopolitiques estiment que la concentration de puissance militaire et économique de l'Occident est si écrasante que le tiers-monde est de plus en plus faible face à lui. Je crois que c'est une vue erronée. Pour commencer, il est clair que c'est l'Amérique, à travers son appareil militaire, ses firmes géantes et le rôle clef de sa monnaie, qui détient l'essentiel des leviers de commande de la puissance occidentale. Or l'Amérique, on l'a vu, ne joue pas la carte de la solidarité occidentale, car elle situe ses intérêts propres au-dessus des intérêts communs de l'Occident. Elle ne l'a d'ailleurs *jamais* jouée, sauf à l'époque de la guerre froide, où la notion d'Occident revêtait la signification tout à fait particulière de « ensemble des pays adversaires du bloc communiste ». Et encore : elle n'a pas hésité, au cours de cette période, à jouer contre ses propres « alliés » lorsqu'elle y trouvait convenance. Et elle a continué : il est difficile de ne pas soupçonner que le soutien saoudien aux islamistes algériens avait la bénédiction de Washington, dans la mesure où ce mouvement politique luttait contre les généraux d'Alger, eux-mêmes liés au

lobby pétrolier français. Attention : je n'ai pas dit que les services américains étaient derrière les attentats de Paris en 1995, à la suite desquels la France a pour un temps mis en sourdine les velléités d'« indépendance » qu'avait affichées le président nouvellement élu ; ne versons pas dans les « théories du complot ».

Si on se place à l'échelle du théâtre euro-africain, celle dont les enjeux nous concernent plus directement et à plus court terme, les chiffres sont spectaculaires. En 1950, l'ensemble du continent africain avait une population totale d'un peu plus de deux cents millions d'habitants, dont 170 millions pour l'Afrique subsaharienne, soit la moitié de la population de l'Europe de l'ouest. Aujourd'hui l'Afrique subsaharienne compte une fois et demie plus d'habitants que l'Europe de l'ouest et autant que l'ensemble des pays européens Russie comprise. La population totale du continent africain en 2002 était, selon des chiffres officiels, de 838 millions d'habitants. Compte tenu du taux de croissance actuel, la barre symbolique du milliard d'habitants a dû déjà être franchie en 2007. Même en tenant compte de la « transition démographique » décelée par les spécialistes, l'Afrique de 2050 pourrait atteindre deux milliards d'habitants[309], à un moment où la population de l'Europe entière hors Russie pourrait être tombée à moins de cinq cents millions, dont une bonne cinquantaine de millions d'origine africaine.

Cela ne signifie pas que l'Europe sera nécessairement « submergée », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alfred Sauvy[310], mais il est clair que l'Afrique sera en mesure d'exercer sur l'Europe une pression permanente et que les maux qui l'affligent risquent fort de se communiquer au « Nord » par effet de percolation ou de capillarité, quelle que soit la forme politique et économique que cela prendra – explosion migratoire, chantage à l'aide, confrontation militaire, prise du pouvoir dans certains pays européens par les diasporas africaines[311]. En tout cas, la comparaison des chiffres suggère que le rapport de forces entre le continent européen et son voisin du sud va en être profondément affecté.

Comment peut-on évoquer la question en termes de rapport de forces, alors que la disproportion de puissance matérielle est si grande entre une Europe encore prospère et une Afrique appauvrie et affamée ? Comment peut-on même évoquer l'explosion démographique de l'Afrique, alors qu'elle est si dramatiquement confrontée au spectre du sida ? Sur le sida, soyons clairs : c'est une tragédie humaine et sociale terrible, ce n'est pas une menace démographique[312]. On estime que quinze millions de personnes pourraient mourir de cette affreuse maladie sur les dix prochaines années pour l'ensemble du continent. Chaque année, la population africaine

s'accroît pourtant de trente millions de bouches à nourrir supplémentaires, autant dire que l'impact est presque indécelable : que l'accroissement de population soit de 435 millions au lieu de 450 millions dans les quinze prochaines années, cela ne bouleverse pas l'équation des grands équilibres. Il faut lutter contre le sida, il faut aider l'Afrique à s'en débarrasser ou à le circonscrire : c'est un devoir de solidarité humaine à l'égard des malades et de leurs proches, mais l'enjeu n'est certes pas de « sauver l'Afrique de la disparition ». Rassurez-vous, elle ne court pas ce risque. Plus largement, si on veut pouvoir aider l'Afrique à s'extirper de sa misère, une Europe affaiblie ne lui sera d'aucun secours. À l'inverse, plus l'Europe apparaît vulnérable, plus l'Afrique est tentée de croire qu'elle trouvera la solution à ses problèmes en prenant possession de vos pays et de leurs richesses, et plus elle a les moyens d'y parvenir. Peu importe que ce soit une illusion : si l'Afrique arrive à submerger l'Europe, ce n'est pas pour autant qu'elle parviendra à s'approprier sa prospérité. Au contraire, tout ce qu'elle arrivera à faire, c'est à l'entraîner dans son naufrage. À se demander si le spectacle désolant que nous donnent les misères et les conflits de l'Afrique ne sont pas une prémonition du futur qui nous attend[313]. Et ce n'est pas parce que cette perspective aboutit à un désastre qu'elle ne se réalisera pas.

Rira bien qui rira le dernier

Revenons aux chiffres et élargissons le panorama. Avec, en 2050, une population de 1,7 milliards en Afrique subsaharienne et de huit cents millions entre le Moyen-Orient et le Maghreb, c'est environ deux milliards et demi d'habitants que rassembleraient les proches voisins de l'Europe, soit *cinq fois* la population de celle-ci. L'Asie proprement dite – hors Moyen-Orient et ex-pays soviétiques – semble s'acheminer vers une plus grande modération de sa croissance. Les taux de fécondité y sont déjà plus proches du seuil d'équilibre. Ils lui sont même inférieurs en Chine[314]. Cela étant, sa population continuera à augmenter pour les mêmes raisons que celle de la France dans les années soixante-dix : allongement de l'espérance de vie et forte proportion de population jeune qui entretient la natalité pendant une bonne génération même après une baisse de la fécondité en dessous ou au voisinage du seuil de renouvellement. De trois milliards et demi aujourd'hui, on peut compter qu'elle passerait à quatre milliards et demi en 2050, reculant ainsi d'environ 55% de la population mondiale d'aujourd'hui à cinquante pour cent. La population des Amériques, actuellement de 850 millions, devrait atteindre 1,4 milliards, dont un quart de souche européenne[315].

Le poids de l'Europe dans ce total, sera amenuisé au point que, face à la puissance américaine et au poids démographique des régions qui

l'entourent, il est difficile d'imaginer qu'elle puisse encore peser autrement que de manière marginale sur les affaires du monde. C'est déjà presque le cas aujourd'hui. Cela aurait pu être réversible si l'Europe avait saisi les chances que les circonstances des vingt dernières années lui ont offertes de façon presque inespérée, mais elle ne l'a pas fait et ne semble pas en voie de le faire. Dans une configuration où l'on ne dispose pas de la puissance qui permet de faire, au moins, entendre sa voix – je ne parle même pas de la faire prévaloir – il ne faut pas s'étonner que le destin collectif de l'humanité soit déterminé par d'autres. J'irai plus loin : il est illusoire de croire qu'on peut rester maître *de son propre destin*, qui ne peut alors qu'être façonné par d'autres, *en fonction de leurs intérêts à eux*.

Quels sont ces autres à qui reviendra de déterminer votre devenir ?

L'Amérique est, bien entendu, candidate à ce rôle : elle l'assume déjà très largement. Pourra-t-elle continuer à le tenir ? La question est de savoir si son modèle de suprématie économique appuyée sur un monopole militaire est soutenable dans la durée. Difficile de risquer un pronostic car l'Amérique nous a pas mal habitués depuis un siècle à nous étonner par son aptitude spectaculaire à rebondir dans une direction où on ne l'attend pas. Cela étant, elle est confrontée à deux défis qu'elle devra gérer et qui pourraient bien absorber une grande partie de son énergie dans les décennies qui viennent.

L'un est le défi *interne* d'une société dont l'identité est en train de changer à une vitesse accélérée sous l'effet d'un double mouvement : on y observe en effet à la fois un enfermement intégriste, porté non seulement par les courants fondamentalistes chrétiens mais aussi par les tendances sécuritaires paranoïdes dont l'opinion publique s'accommode jusqu'ici fort bien, et, à l'inverse, un mouvement centrifuge de fragmentation culturelle induit par la présence croissante sur son sol de communautés qui se soucient comme d'une guigne du *melting pot* et de l'héritage occidental. Je ne saurais dire si ces contradictions sont de nature à menacer la solidité de l'édifice ou si l'Amérique, avec le talent qu'on lui connaît, arrivera à les dépasser ou à opérer la synthèse[316]. En tout cas, de la manière dont elle évolue, elle porte un regard de plus en plus indifférent sur une Europe qu'elle voit comme une pécheresse condamnée par l'histoire et qui ne l'intéresse que comme un musée. Et d'ailleurs, elle semble déjà avoir perdu un des caractères typiques de l'esprit occidental, le sens de l'humour, encore qu'elle n'en ait jamais eu beaucoup[317].

L'autre est le défi *externe* que représente la montée en puissance militaire de la Chine. On a longtemps cru, ou voulu croire, que la Chine était fondamentalement pacifique dans ses rapports avec le reste du monde, comptant plus sur sa masse pour se protéger et sur son dynamisme

commercial pour s'imposer sur la scène internationale. On est en train de s'apercevoir que ses ambitions vont plus loin et que ce pays est en passe de reprendre le flambeau de l'ancienne URSS en tant que challenger géopolitique des États-Unis. Je ne vais pas m'étendre sur ce point qui a été traité mieux que je ne saurais le faire dans plusieurs excellents ouvrages parus au cours des dernières années[318]. En tout cas, la Chine est déjà en embuscade à travers ses implantations de plus en plus nombreuses en Europe, en Afrique et en Amérique latine[319]. Elle pourrait bien avoir le dernier mot car, pas tout à fait sortie du sous-développement, elle sait parfaitement « faire avec » grâce à ses ressources en personnel adéquat, tout aussi efficace que les occidentaux, tout aussi frugal que les populations pauvres du tiers-monde. Pour l'instant, elle a de quoi rigoler doucement en observant l'Occident, et particulièrement l'Europe, se faire gentiment grignoter. C'est sûr que cela lui facilitera la tâche quand son heure viendra.

En attendant, c'est la pression exercée par ses voisins du sud qui semble de plus en plus façonner le sort de l'Europe. Je ne vais pas revenir sur les nombreux mécanismes à travers lesquels cette pression s'exerce, mais il est bon de rappeler que ce qui lui donne son caractère original et singulièrement efficace est qu'elle s'exerce principalement de l'intérieur et bénéficie de la sympathie qu'une cause aussi légitime ne peut qu'inspirer aux bien-pensants occidentaux. Comme je ne suis pas optimiste sur la possibilité que l'Afrique se développe, ni par ses propres forces, ni grâce à l'aide occidentale qui, au contraire, revient à faire perdurer les structures politiques et sociales responsables du sous-développement, je ne pense pas qu'elle pourra tirer parti de l'emprise qu'elle est en train d'acquérir sur l'Europe autrement qu'en y exportant son sous-développement en même temps qu'elle y exporte ses enfants.

Il y a longtemps, du reste, que ses enfants sont la principale richesse de l'Afrique et qu'elle a trouvé comment en tirer le meilleur profit. Autrefois, c'était en les vendant comme esclaves aux blancs ; on se faisait payer comptant et on n'avait plus à s'en soucier. Aujourd'hui, c'est toujours en les envoyant chez les blancs, mais désormais pour y gagner de l'argent ; on ne se fait plus payer d'avance mais, grâce à *Western Union*, le flot ne se tarit jamais : on mesure le progrès accompli. Demain, avec l'aide de Dieu, ils n'auront même plus besoin de travailler car les blancs seront obligés de leur donner les clefs de leur pays et de leur révéler le secret de la source d'où coule l'argent. C'est réconfortant de voir qu'on n'arrête pas le progrès.

Tout cela convient à merveille à l'ordre néolibéral mondialisé en s'inscrivant dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail où

l'Occident fabrique de l'argent, l'Asie fabrique des objets manufacturés et l'Afrique fabrique des enfants.

Pourquoi ont-ils tué Malthus ?

Il y a peu de noms, parmi les pères fondateurs de la réflexion économique, qui suscitent autant de dégoût et avec une telle constance que celui de Malthus.

Rappelez-vous avec quelle énergie, dans les années soixante et soixante-dix, les essayistes partisans du progrès à l'américaine[320] fustigeaient la vieille France « malthusienne », refusant la croissance et le changement – à l'époque, elle n'avait pas encore commencé à « moisir », on disposait donc de moins de qualificatifs pittoresques. Ces ouvrages sont oubliés, les inquiétudes malthusiennes ont subrepticement trouvé de nouveaux adeptes à travers la démarche du club de Rome et de nombreux « Verts », mais l'épithète de « malthusien » reste une injure. Se faire traiter de « malthusien » est l'équivalent d'une condamnation à mort intellectuelle et médiatique, de la même manière que le qualificatif de « bouffon » vous tue socialement dans une école de banlieue.

Pourtant, Malthus n'a pas grand-chose à voir avec le refus du progrès, la frilosité et autres postures réac'. Ce n'est pas qu'il refusait le progrès, c'est qu'il n'en avait pas perçu les conséquences. Il s'était placé dans la perspective d'une société agricole, alors que l'Angleterre était en pleine révolution industrielle, – à l'évidence, il y avait quelque myopie là-dedans[321] –, il n'avait pas entrevu comment les mutations économiques et, en particulier, les progrès de la productivité pouvaient singulièrement changer la donne, et sa démonstration que la population s'accroît en progression *géométrique* alors que la production ne peut augmenter qu'en progression *arithmétique*, ne tient pas debout[322]. C'est en cela que réside l'erreur de perspective sur Malthus : ce qui invalide son raisonnement n'est pas l'hypothèse de croissance géométrique de la population – elle est parfaitement exacte tant que la natalité et la mortalité sont constantes et, en tout cas, si l'Angleterre de la première moitié du XIXe siècle a démenti la prophétie de Malthus, c'est parce qu'elle a pu déverser sur l'Amérique et sur ses colonies son excédent de population – mais celle d'une progression arithmétique de la production : elle n'est justifiée ni théoriquement, ni empiriquement, c'est un postulat arbitraire, juste pour faire joli et frapper les esprits par une formule bien ciselée. Au global, son modèle est donc faux mais c'est à tort qu'on en déduit que son « principe de population » est faux.

L'équation de l'État-providence

Le modèle malthusien est gênant pour la pérennité du système de l'État-providence. Celui-ci est basé sur la redistribution. On dit « la »

redistribution, mais en fait il combine plusieurs mécanismes différents de redistribution. Simplifions. Le premier consiste à prendre aux riches pour apporter un peu plus aux pauvres, sous la forme d'allocations complétant leurs revenus, de subventions ou de prestations gratuites fournies par l'État. C'est le fondement de l'impôt progressif sur le revenu. Le second consiste à prendre à tous pour le leur rendre en proportion de ce qu'ils ont versé, lorsqu'ils sont frappés par la maladie, le chômage ou lorsqu'ils sont devenus trop vieux pour travailler. Il y en a un troisième, la prise en charge des soins médicaux, qui n'est pas à proprement parler une redistribution mais une mutualisation du risque.

Examinons le second mécanisme, et plus précisément celui des retraites. On a inventé jusqu'ici deux systèmes, la capitalisation et la répartition. Avec la capitalisation, on met de côté un peu chaque mois pour constituer un pécule dont les revenus permettront à terme de servir des pensions dont le montant dépend de la qualité – et de l'intégrité – de la gestion patrimoniale sur une très longue période. C'est pour éliminer cette incertitude que certains pays lui ont préféré le système par répartition : on prélève des cotisations sur les actifs pour verser des pensions aux retraités. Si vous avez cent actifs et vingt retraités et que vous voulez verser aux retraités la moitié de ce qu'ils recevaient en travaillant, il faut, en moyenne, prélever dix pour cent des revenus de chaque actif[323]. Si vous avez cent actifs et cinquante retraités, il faut alors prélever vingt cinq pour cent du revenu des actifs. À taux de prélèvement constant, il est nécessaire que le nombre d'actifs augmente dans les mêmes proportions que le nombre de retraités pour équilibrer le système. Vous pouvez alors calculer combien il faut de naissances chaque année pour que, dans trente ans par exemple, les proportions soient inchangées. Si vous ne voulez pas modifier les paramètres de base – taux des pensions, âge de la cessation d'activité et taux de prélèvement – seule une natalité forte permet de soutenir le système dans la durée. En conséquence, si vous avez l'œil rivé sur les données de cette équation, tout fléchissement de la natalité est une menace. Tout est bon pour la conjurer. Y compris d'oublier que la population d'un pays ne peut pas s'accroître indéfiniment et que le moment vient tôt ou tard – c'est déjà le cas dans des pays comme la Hollande, le Japon ou le Bangladesh – où il n'y a plus assez de place pour habiter. Il faut pourtant envisager la possibilité, dans un avenir plus ou moins lointain, d'avoir à restreindre la natalité ou à changer les paramètres de l'équation. Vous n'y pensez pas ! C'est du malthusianisme[324] !

C'est vrai que changer les paramètres de l'équation est un exercice douloureux. D'abord, il faut effectuer des tas de calculs fastidieux, mais ce

n'est pas trop grave, il y a des gens qui sont payés pour ça et qui font très bien leur travail si on leur laisse la liberté de prendre les bonnes données. Ensuite, les conséquences peuvent être désagréables : on peut, par exemple, reculer d'un an ou deux l'âge de la retraite pour diminuer la proportion de retraités ; on peut augmenter les taux de cotisation ; ou diminuer le taux des pensions. Faute de pouvoir éviter ces conséquences, on les maquille. C'est ce qu'a fait la France avec sa dernière réforme : en augmentant la durée de cotisation sans reculer l'âge de la retraite, on a de fait et sans le dire diminué le montant des futures pensions. Pas pour tout le monde : là est l'habileté, diviser pour régner. Qui sera frappé ? Les mêmes qui auront déjà été pénalisés par une entrée tardive dans la vie professionnelle à cause du chômage. Bravo ! Mais tout cela n'est pas grave – du point de vue de ceux qui nous gouvernent : le temps qu'on s'en aperçoive, ils auront leurs noms sur des piscines ou des maisons de la culture. Ce qui constitue la vraie difficulté de l'exercice, c'est que la modification des équations suppose une mise à plat des données du problème devant l'opinion publique et – encore pire – une négociation à mener avec les parties prenantes, face à des organisations syndicales coriaces : là, il vaut mieux se dérober et laisser gentiment le problème s'aggraver plutôt que de risquer un *clash* dont l'expérience a montré aux politiciens qu'il est toujours périlleux pour la suite de leur carrière et leur gloire posthume. Et dénoncer le malthusianisme, en prononçant des incantations à la déesse Fécondité pour qu'elle veuille bien permettre la poursuite de la fuite en avant. Et si la déesse reste sourde aux oraisons qu'on lui adresse, il y a toujours l'expédient d'importer de la main d'œuvre pour modifier la proportion en augmentant le nombre des actifs, de manière à ne pas toucher aux équations. Quant à se replonger dans les travaux de Malthus pour voir par où ils pèchent et découvrir à travers la faille de son raisonnement – l'absence de prise en compte du progrès technique et de l'augmentation de la productivité – une des voies possibles de solution[325], c'est trop demander. Malthus, c'est ringard, et n'en parlons plus.

L'infanterie des conquêtes

Il est pourtant un contexte où il serait bon d'en parler, c'est celui des pays du tiers-monde et plus spécialement celui de l'Afrique. Mais là non plus, ce n'est pas d'actualité.

À l'époque où prévalait l'idée du « développement », dans les années soixante et soixante-dix, il était évident pour tous que la croissance économique ne pouvait pas augmenter le bien-être des populations si les effectifs de celles-ci s'accroissaient encore plus vite. On a donc inclus dans

les programmes d'aide aux pays du tiers-monde des volets de « contrôle des naissances ». Assez vite – déjà, le politiquement correct commençait à pointer le bout de son nez – on a rebaptisé ces actions de noms moins transparents tels que « planification de la population[326] ». Dans l'ensemble, ces programmes ont été inefficaces. Ils consistaient en distribution de contraceptifs et en campagnes menées auprès des femmes pour les initier à l'utilisation de ces moyens et leur faire prendre conscience des enjeux. Mais ils ne s'attaquaient pas à la racine du problème : le contexte culturel et social qui, dans tous ces pays, fait de la possession d'une nombreuse progéniture à la fois un élément de prestige et une assurance contre les aléas de la vie[327]. Agir sur les motivations objectives est déjà très difficile : il faut par exemple avoir les moyens d'imposer l'obligation scolaire et l'interdiction du travail des enfants – les deux vont de pair – de manière à casser l'équation de base de la surnatalité : « beaucoup d'enfants » égale « beaucoup de main d'œuvre » égale « richesse ». Ajoutez-y le fait que, dans des pays où n'existe aucun système de retraites[328], avoir de nombreux enfants est le seul moyen d'avoir de quoi vivre une fois devenu vieux. Qu'est-ce d'autre, au fond, que la transposition dans l'univers rural et les mécanismes de l'économie informelle, de l'équation de fuite en avant de l'État-providence des pays développés ? Quant à s'attaquer aux aspects culturels des comportements démographiques, c'est une autre affaire. On touche au plus profond des valeurs d'une société, ce à quoi la domination coloniale ne s'était jamais risquée de propos délibéré. Les adversaires de ces politiques avaient trouvé l'argument qui leur permettrait de les mettre en échec : c'est un viol de notre âme que les blancs sont en train de perpétrer. Il s'inscrivait très bien dans le contexte des politiques d'« authenticité » de l'époque. Il ouvrait aussi la voie à une nouvelle stratégie dans les relations avec le « Nord ».

Celle-ci s'est exprimée dans les conférences sur la population qui se sont tenues à Bucarest, à Mexico et au Caire. Le discours était habile et d'une cohérence impeccable[329] :

– Vous nous imposez des politiques de contrôle des naissances contraires à nos traditions et à vos valeurs. En cela, vous manquez de respect à nos cultures : c'est la poursuite sous une forme insidieuse de votre entreprise de domination coloniale. Ces politiques, vous ne les menez pas dans notre intérêt, mais dans le vôtre. C'est pour maintenir votre domination sur la planète que vous voulez nous empêcher de développer ce qui fait notre plus grande force : la vitalité et le nombre de nos populations. C'est aussi la preuve de votre égoïsme. Vous voulez garder pour vous la plus grande part des ressources de la planète, c'est pourquoi vous cherchez à diminuer le nombre de ceux qui pourraient vous en disputer l'accès.

Face à ce discours, qui au fond ne dit pas autre chose que ce que je m'efforce de faire ressortir à travers ce livre mais en partant de la perspective opposée, les pays du Nord se sont tenus cois. Les États-Unis étaient mal à l'aise car une partie de leur opinion publique, déjà travaillée par les courants fondamentalistes, était hostile à des politiques qui se mettaient en travers du commandement biblique « croissez et multipliez ». Le Vatican, représenté à ces conférences comme tous les états souverains, ne pouvait qu'applaudir. Les pays européens, comme d'habitude, ont été inexistants, soit pour ne pas faire de peine à leurs protégés africains, soit parce que leurs délégués n'avaient reçu aucune consigne – ou alors, je suppose, la consigne habituelle que me donnaient mes chefs quand ils me dépêchaient pour les représenter dans des réunions internationales qu'on ne s'était pas soucié de préparer : « ne vous mettez pas en minorité et faites pour le mieux ».

On n'a plus parlé du sujet, les programmes de « planification de la population » sont passés à la trappe et tout le monde a été content. Il y a peu de chances qu'on en reparle avant longtemps et, à moins que quelque laboratoire ait l'idée d'inventer la pilule miracle qui permet à coup sûr d'avoir des garçons – on peut lui garantir un succès foudroyant dans tout le tiers-monde[330] – en faisant s'effondrer la natalité au bout d'une génération, les effectifs vont continuer à augmenter pendant un bon demi-siècle dans les pays qui sont les moins en mesure de les nourrir.

Lorsque se sont tenus, à partir des années 1990, les fameux « sommets de la Terre », alors que tout le monde sait que la surpopulation est une des menaces majeures contre le « développement durable », le sujet n'était même pas à l'ordre du jour. Et qui aurait pu mettre sur le tapis cette question sulfureuse ? Que les malthusiens lèvent le doigt !

IV

Les chances gaspillées

Il y a ceux qui pensent que le monde est soumis au jeu de forces implacables auxquelles les hommes ne peuvent pas changer grand-chose par leurs actions conscientes. Il y a ceux qui pensent que les communautés humaines peuvent peser sur leur destin.

Normalement, ceux qui ont foi en l'idée démocratique devraient pencher du côté des seconds s'ils étaient logiques et pourtant ils se sont souvent rangés sous la bannière de forces politiques dont la doctrine s'appuyait sur la vision des premiers. Aujourd'hui, ils se sont réconciliés avec leurs anciens adversaires qui pensent désormais que, du moment que ces forces anonymes sont celles du « marché » – pardon, du « Marché », j'avais oublié la majuscule – et non plus celles de « l'histoire », tout va bien. Ne restent à l'écart de ce beau consensus que de rares individus modérément démocrates qui ont parfois le tort de privilégier l'action de personnalités hors du commun par rapport à la volonté collective des peuples. Charles de Gaulle, en son temps, semblait plutôt de ce bord ; c'est pourquoi on le classait à droite. Non qu'il récusât la puissance des déterminations historiques, mais il voulait croire qu'on peut les façonner en amont et que c'est précisément à cela que doit s'attacher l'action politique si elle prétend avoir un sens.

On peut aussi accepter l'idée que le devenir humain est soumis à une mécanique fondamentalement déterministe et penser qu'il est vain de lutter contre les « tendances lourdes », tout en croyant qu'il est des moments privilégiés où s'ouvre pour peu de temps une fenêtre offrant l'opportunité d'agir de façon décisive. Encore faut-il savoir saisir l'instant propice et faire le bon choix. L'histoire est avare de tels moments : moins d'une fois par génération, peut-être moins d'une fois par siècle dans l'histoire d'une nation. Il n'est en général pas donné aux acteurs de saisir les enjeux situés dans un avenir lointain, ce qui donne l'impression que les grandes décisions historiques ont été le fait du hasard.

Sous les remparts de Séville

Un de ces moments a été l'année 1492. L'Espagne venait d'achever la *Reconquista* en prenant Grenade. Deux décisions lourdes de conséquences sont alors prises par les rois catholiques : l'expulsion des juifs et le feu vert donné à l'expédition de Christophe Colomb.

La figure romanesque du grand découvreur ne peut que séduire les biographes, les scénaristes et le public. Les récits des intrigues de cour qui ont précédé la décision royale font apparaître ses adversaires comme des obscurantistes perfides tournant en ridicule sa théorie de la rotondité de la Terre et multipliant les traquenards pour le perdre dans la faveur de la reine. Il est peu plausible que beaucoup aient cru que la Terre était plate[331] alors que la cosmographie officielle de l'époque se référait à Ptolémée, que la circonférence terrestre avait été mesurée depuis mille six cents ans par Ératosthène et que tous les navigateurs de ce temps utilisaient les *Tables alphonsines* basées sur le modèle sphérique[332].

La question était politique.

Et il ne s'agissait pas de politique subalterne pour se disputer des places à la cour. L'inspirateur des opposants à Colomb était le cardinal Ximenez[333]. Titulaire à vie de l'archevêché de Tolède et de la charge de chancelier de Castille, il avait atteint le sommet et n'avait pas à craindre de devoir en descendre. Ce qui était en jeu était l'orientation qu'allait adopter l'Espagne maintenant que Grenade était prise et son sol enfin libéré de l'occupation musulmane. Je n'avance pas ces termes de « libéré » et d'« occupation » par mégarde, mais de propos délibéré, quitte à faire grincer les dents de certains. Je ne partage pas du tout la vision bien-pensante contemporaine qui tend à présenter la prise de Grenade comme une manifestation de la tendance profonde de l'Europe chrétienne à « exclure l'Autre[334] ». Je vois au contraire dans la *Reconquista* une lutte de libération semblable à celle que la France – et pas seulement ses rois – a menée contre les Anglais à la fin de la guerre de Cent ans. La conquête du dernier royaume andalou n'était que l'achèvement naturel de l'entreprise. S'y ajoute une dimension géopolitique évidente et tout à fait classique : l'enjeu en était de maîtriser les approches du détroit de Gibraltar, clef des échanges maritimes entre l'Italie d'une part et l'Angleterre et les Flandres d'autre part, au moment où ceux-ci prenaient une importance économique croissante. Il y avait plus d'un siècle que Castille et Aragon en brûlaient d'envie, mais aucun ne voulait s'y risquer de peur de rompre l'équilibre des forces sur lequel reposait la « coexistence pacifique » entre les deux états. L'union réalisée par le mariage des deux souverains en offrait enfin l'occasion. On peut résumer le dilemme des vainqueurs en des termes simples :

Méditerranée ou Atlantique ? Est-ce une autre façon de dire : « Aragon ou Castille ? ». Pas tout à fait. L'Aragon regardait vers la Méditerranée : il tenait la Sardaigne, Naples et la Sicile ; Barcelone, Tortosa et Valence commerçaient avec l'Italie et l'Orient. La Castille, elle, s'écoule vers l'Océan. Mais les implications étaient plus complexes. L'option méditerranéenne avait pour inconvénient de mêler les Espagnols aux affaires d'Italie et aux jeux embrouillés opposant le roi de France, l'empereur, le pape et les Vénitiens. L'option atlantique risquait de troubler le *modus vivendi* avec le Portugal[335] et donc la tranquillité de la frontière ouest.

Que représentait au juste l'Atlantique dans l'esprit des acteurs du scénario qui se jouait à la cour des rois catholiques ? Si Colomb avait, semble-t-il, par ses contacts avec les marins basques de Getaria pêchant la baleine jusqu'aux abords du banc de Terre-neuve, des indices de l'existence de contrées inconnues à une soixantaine de jours de navigation, ce n'était sans doute pas le cas de ses contradicteurs. Ceux-ci n'avaient en revanche pas de raison d'être convaincus par la démonstration truquée que proposait le Génois au sujet de la distance supposée de la Chine par l'ouest. Je dis bien : « démonstration truquée », car je ne crois guère à la théorie de « l'erreur de calcul » de Colomb : la difficulté du problème ne réside pas dans le calcul qui est simple[336], mais dans l'estimation des dimensions du continent asiatique, sur laquelle Colomb et ses contemporains géographes devaient bien avoir quelques lumières[337]. Même avec une incertitude de quatre ou cinq mille kilomètres, c'est trop peu pour confondre.

Ximenez, lui, avait d'autres vues. L'élan de la *Reconquista* trouvait son prolongement naturel en Afrique du nord. Tout y invitait : la proximité géographique, l'émiettement politique entre des émirats affaiblis[338], le danger que faisaient courir les relations des communautés musulmanes du sud de l'Espagne avec les « frères » de l'autre rive, l'ambition de constituer au sud du bassin occidental de la Méditerranée une ceinture de territoires reliant la péninsule ibérique aux possessions aragonaises d'Italie. On pouvait en outre s'appuyer sur les juifs espagnols qui connaissaient bien le Maghreb pour y commercer régulièrement et sauraient en décrypter les arcanes de manière à y jouer sur les alliances, les rivalités et les intérêts. Encore eût-il fallu ne pas les persécuter. En les expulsant, l'Espagne se privait d'un atout maître sans lequel il n'y avait pas de politique africaine possible ; en choisissant l'option atlantique proposée par Colomb, elle se lançait dans une entreprise qui allait absorber pour longtemps ses énergies guerrières et ses imaginations[339]. En quelques semaines, et presque par inadvertance, elle avait effectué *deux* choix historiques majeurs qui écartaient à jamais la

perspective de la restauration d'un Maghreb latin et catholique, tel qu'il l'était mille ans auparavant.

Fermez les yeux et imaginez un instant Marrakech et Alger parlant espagnol et tout bruissant des carillons de clochers baroques – « quelle horreur ! » s'écrieront les amis de l'islam de part et d'autre de la Méditerranée – et tout ce que cela pouvait changer dans la donne géopolitique actuelle[340].

Le violoncelle sur le mur

Une telle fenêtre d'opportunité s'est ouverte à l'Europe en 1989. Rappelez-vous : la chute du mur et Rostropovitch venant jouer du violoncelle sur ses ruines, dans la liesse générale. Vous avez pris cela pour une initiative géniale, ou pour une lubie d'artiste. C'était un message. Venant de « Rostro », le plus « occidental » des artistes russes, le seul dont le statut l'autorisait à flirter avec les dissidents tout en restant *persona grata* auprès du pouvoir, la démarche avait un sens. C'était à vous de le décoder, vous n'y avez vu que du feu : vous ne vous intéressez qu'aux « messages » qui vous arrivent dans la figure sous forme de cocktail Molotov. Tant pis pour vous. La chance n'a pas été saisie et il semble bien que la fenêtre vient de se refermer.

De l'Atlantique à l'Oural

Pour les manuels de géographie, l'Oural marque la limite conventionnelle de l'Europe. Y a-t-il une réalité derrière la convention ? Lorsqu'on survole cette longue barrière montagneuse qui s'interrompt subitement aux approches de l'océan Arctique, à la manière de la montagne Noire à l'aplomb de Revel, on a peine à discerner ce qui distingue son versant est de son versant ouest.

On peut aborder la question en demandant à différentes personnes où se situe selon elles le centre de l'Europe. Je racontais un jour à un ami d'origine roumaine un bref séjour que j'avais effectué au lac de Constance et je parlais de l'impression qu'on ressent un soir d'été sur les terrasses de café qui bordent le petit port de Lindau, ce « centre de l'Europe » où se mêlent les atmosphères latines et germaniques, au son des orchestres tziganes jouant des airs slaves. « Tu n'y es pas du tout, me répondit-il, le centre de l'Europe se trouve sept cents kilomètres plus à l'est, entre Vienne et Bratislava ». C'est une façon de voir les choses : la mienne suggérait implicitement que j'identifiais l'Europe à l'« ouest » – c'était du temps d'avant la chute du mur – ; la sienne révélait une conception de l'Europe s'arrêtant à la frontière russe. Si on adopte la convention des manuels de géo, le centre se situe encore plus loin : à l'emplacement d'une petite pyramide de pierre placée au milieu d'une clairière des environs de Vilnius.

Pendant longtemps, le rideau de fer, au-delà duquel commençait un autre monde, presque une autre planète, a causé une distorsion de la vision que nous que nous avions de l'Europe. On dit que les bouleversements de 1989 ont ouvert le processus de « réunification » de l'Europe – à supposer qu'elle ait jamais été « unie », ce qui reste à prouver – symbolisée

maintenant par l'élargissement de l'Union à vingt-sept, en attendant l'entrée des derniers états balkaniques. On oublie en cela que l'effondrement du « soviétisme » a entraîné une autre conséquence dont on n'a pas su tirer la leçon.

Dans les années quatre-vingts, le livre de Mme Carrère d'Encausse a révélé le poids croissant de la composante asiatique et musulmane dans l'ensemble soviétique dont elle pourrait à terme représenter la moitié de la population. L'éclatement de l'URSS et le désengagement de la Russie d'Asie centrale et de Transcaucasie a éliminé[341] ce facteur d'hétérogénéité culturelle qui conférait son caractère original au « seul pays dont la dénomination ne contient aucune référence géographique ou ethnique ». La Russie est redevenue *la Russie*.

Est-elle pour autant un pays « européen » ?

Déjà, en ce qui concerne la langue, il n'y a aucun doute. L'accumulation des suffixes et l'écriture cyrillique ne doivent pas dissimuler que le russe n'est pas si éloigné de l'allemand ou du latin. Non seulement les mots ont les mêmes racines – *gorod* (la cité, autrefois ceinte de murs) évoque bien le latin *hortus* (le jardin *clos*) tandis que *pravda* (la vérité) repose sur la *preuve* et la *probité* –, non seulement la grammaire révèle des parentés repérables – la première déclinaison russe en *roza*, *rozy*, etc. vous fait sans doute penser à quelque chose de familier – mais l'articulation des concepts y est souvent semblable – l'individu *grajdanski* (civil) est celui qui est formé dans la *gorod* (cité) – révélant une proximité de *civilisation*.

Deux événements sont à l'origine de la nation russe. L'un est la fusion qui s'est opérée de l'an 700 à l'an mil entre la branche orientale des Slaves et les Varègues, un peuple originaire des rives de la Baltique, apparenté aux Vikings[342]. Ils avaient étendu leur influence et leurs activités mêlant le commerce et la piraterie le long des fleuves, jusqu'à atteindre la mer Noire et même menacer Byzance[343]. L'autre est daté avec précision : en 988, le prince Vladimir, maître de Kiev, se convertit au christianisme orthodoxe et affirme ses ambitions en s'attribuant le titre de *tzar*, c'est-à-dire « César ». Les invasions tatars, puis mongoles, ont effacé pendant trois siècles la puissance russe. Pendant ce temps, la nation russe se forgeait sous le joug.

À partir du XVIe siècle, la Russie renoue avec l'ouest, dès l'époque de l'affreux tyran qu'était Ivan le Terrible, et s'ouvre aux influences de la Renaissance italienne. Le monument emblématique de Moscou, l'église Saint Basile le Bienheureux, au bout de la place Rouge, en est le témoin. Curieux, me direz-vous, pour un monument dont l'aspect est décidément bien exotique. Pas du tout. Les guides qui le font visiter vous montreront

comment, en observant la structure, on discerne derrière l'enchevêtrement apparent des coupoles de hauteur inégale et des motifs ornementaux, la stricte division par trois de la règle byzantine : l'église, image de la Trinité, est toujours divisée en trois parties dans chacune des trois dimensions. En concevant Saint Basile, l'architecte italien a non seulement composé une savante et complexe partition jouant sur les vingt-sept cellules imposées par la tradition orthodoxe, il a réalisé une étonnante synthèse entre la rigueur de la règle et la liberté créative, ce qui est précisément au cœur de la culture occidentale[344].

La Russie des XVIII[e] et XIX[e] siècles participe pleinement aux mouvements intellectuels, politiques et esthétiques de la modernité européenne, même si c'est à sa façon à elle, décalée vers la démesure. Quand Pierre le Grand introduit le concept de monarchie absolue à la française, c'est dans une déclinaison infiniment plus despotique ; lorsque ses urbanistes français et italiens dessinent Saint-Pétersbourg comme une synthèse de Venise et de Versailles, ils sont sommés d'en étirer l'échelle jusqu'au gigantisme ; lorsque Dostoïevski, héritier du Romantisme, plonge dans les profondeurs des âmes, il atteint aux extrêmes de la noirceur ; lorsque les intellectuels révolutionnaires absorbent la pensée marxiste, c'est pour en faire une machine monstrueuse à broyer les corps et les consciences.

Ce qui inquiète l'Europe dans la Russie est ce caractère de démesure dont l'immensité de l'espace n'est qu'un trait parmi d'autres, peut-être celui qui détermine tous les autres.

Cela valait bien d'y regarder à deux fois avant de tirer toutes les conséquences du fait que, désormais amputée de la plupart de ses républiques allogènes, *la Russie redevenait européenne*. L'hypothèse d'une construction européenne qui pourrait s'étendre, non jusqu'à l'Oural, mais jusqu'aux rives de la mer du Japon, et qui multiplierait d'un coup la superficie de l'Union par six ou sept, a quelque chose de vertigineux qui mérite d'être examiné de manière calme et rationnelle. Je ne parle même pas du défi que représenterait l'intégration d'une économie en ruines et d'une société disloquée. Mais encore faudrait-il y regarder.

On n'y a même pas regardé à *une* fois.

Il neigeait, on était vaincu par sa conquête

Au cours d'un vol de Tokyo à Paris, sur les quelques douze heures et demie de trajet, on reste huit heures d'affilée au-dessus du même pays, de Vladivostok à Saint-Pétersbourg. Lorsqu'on voyage de Paris à Abidjan, sur les six heures de vol, quatre s'effectuent à l'aplomb du continent africain,

une au-dessus de la Méditerranée. L'Europe – dans sa conception réduite, sans la Russie – est toute petite. L'étroitesse de son territoire a sans doute, historiquement, constitué un atout. Il suffira de citer trois raisons, sans avoir besoin de les discuter de manière approfondie : des distances courtes diminuent le coût des transports ; les proximités géographiques entre différents pôles économiques et culturels sont propices aux synergies – d'autant que le fractionnement politique multiplie les tentatives innovantes et les met en concurrence –; un espace « plein » incite les hommes et les états à se projeter outre-mer.

Aujourd'hui, cette étroitesse fait figure de handicap[345]. Trois mille ans d'exploitation minière ont épuisé les gisements. Les impacts environnementaux sont démultipliés par l'intensité de la pression exercée sur le milieu. Le fait, même en levant les barrières intérieures, de buter très vite sur des limites physiques contribue à borner les perspectives mentales des Européens en les empêchant désormais de « penser grand », maintenant que la projection sur les autres continents appartient au passé.

Longtemps, la France et la Grande-Bretagne se sont pensées en incluant leurs prolongements d'outre-mer. Le Royaume-Uni était un état, il n'était pas une nation. Il a été fait de l'agglomération de quatre nations, l'anglaise, la galloise, l'écossaise et l'irlandaise. Au-dessus de ces nations historiques s'est construite la superstructure d'une « nation britannique » comprenant aussi les Canadiens – du moins les anglophones –, les Australiens et les Néo-zélandais. Jusqu'aux années 1980, même s'ils détenaient des passeports différents, Australiens et Britanniques ne possédaient pas des nationalités distinctes : un Britannique qui s'installait *down under* y devenait aussitôt électeur et éligible sans autre formalité, et réciproquement. On a vu, il y a vingt-cinq ans un Australien siéger comme secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Londres.

En 1940, le raisonnement de quelques politiques et de pas mal de militaires était que, malgré l'effondrement de l'armée et la moitié de son territoire métropolitain tombée aux mains de l'ennemi, la France était encore loin d'être « envahie » puisque son domaine africain restait intact et, sans doute pour un moment, hors d'atteinte des Allemands. C'était un des éléments-clefs de l'équation stratégique du général de Gaulle. C'est à partir de l'Empire et en s'appuyant sur lui qu'il comptait rendre à la France son rang parmi les nations victorieuses. « Pas de place au club pour un pays vaincu et occupé par l'ennemi », estimait Roosevelt. « Minute, Franck, je tiens encore quatre-vingt quinze pour cent de mon territoire, ça fait plus que la superficie des États-Unis », pouvait-il lui répondre[346]. On peut estimer qu'en termes de puissance cela n'a pas de sens d'additionner des kilomètres

carrés de désert comme des kilomètres carrés de champs de betteraves, mais en termes d'opérations militaires, demandez-vous ce que Napoléon ou les généraux d'Hitler perdus au fond de la Russie pouvaient en penser.

Plus rien de tout cela n'existe aujourd'hui. Du côté britannique, le Canada est de plus en plus englobé dans l'aire américaine – soixante pour cent de son économie est contrôlé par les États-Unis – tandis que l'Australie se verrait bien comme un appendice de la prospérité asiatique. De son côté, la France a cultivé l'illusion qu'en s'accrochant à son « pré carré » africain elle pourrait trouver la profondeur stratégique dont la prive l'exiguïté de son territoire ; cette illusion est maintenant enterrée. Comment l'Europe pourrait-elle retrouver avec la profondeur stratégique, l'extension de ses horizons mentaux qu'elle a perdus en même temps que ses empires ? Comment ne pas se dire que c'est seulement en accueillant la Russie qu'elle peut y parvenir ?

J'ai écrit : « en accueillant la Russie ». On n'aurait pas pu écrire cela avant 1989. Il y avait jusque-là une autre manière de le voir, sans doute politiquement et moralement intenable, mais pas absurde d'un point de vue géopolitique, lorsque le rapport de forces semblait inverse : *en se plaçant sous la tutelle soviétique*. Plus personne, bien entendu, ne se rappelle avoir soutenu cette opinion. Elle n'avait pourtant rien pour faire horreur à une bonne partie de l'élite intellectuelle « progressiste » et à des formations politiques recueillant de vingt à trente pour cent des suffrages en France et en Italie. Sous quelle forme de Gaulle voyait-il cette grande Europe « de l'Atlantique à l'Oural » qu'il avait évoquée dans un célèbre discours[347] sans davantage préciser sa pensée ? S'agissait-il seulement de donner le frisson à l'opinion publique et de faire enrager les Américains, comme il y excellait, ou s'agissait-il d'une vision politique de long terme ? On n'en sait rien, mais il y a gros à parier que le bonhomme ne l'envisageait pas comme une substitution de la tutelle de Moscou à celle de Washington.

Voyons les choses d'un peu plus près, tout en gardant assez de distance pour embrasser la totalité russe d'un seul regard.

La Russie post-soviétique est un espace d'environ dix-sept millions de kilomètres carrés, *grosso modo* l'équivalent du Canada et des États-Unis réunis. Ce territoire recèle des ressources minérales immenses – gaz, pétrole, gisements métalliques – pas encore toutes exploitées. La terre agricole est abondante et peut encore être étendue. Oui, d'accord, un sale climat. Un collègue russe en poste à Magadan – ça se trouve sur la mer d'Okhotsk, à l'embouchure de la Kolyma, un nom qui fait froid dans le dos : on imagine un patelin plutôt sinistre – avec qui j'assistais à un congrès professionnel en Corée, me dit mélancoliquement le jour de la séance de clôture en me montrant les massifs d'azalées en fleurs ondulant sous une brise tiède – on

était au mois de mai – : « et dire que je quitte ça pour retourner chez moi et me retrouver avec trente centimètres de glace ». Mais ce sale climat n'est pas pire que celui du Canada ou de la Suède, pays pourtant situés tout en haut des classements de la qualité de vie ! Et n'oubliez pas le réchauffement climatique. Bien sûr, ce serait mieux si on pouvait l'éviter mais si ce n'est pas le cas, il faudra bien faire avec. Oh, je ne rêve pas à des plages bordées de cocotiers sur les rivages de l'océan Arctique, d'autant plus que la montée des eaux pourrait submerger presque toute la grande plaine de Sibérie, cette immense région où l'Ob et l'Ienisseï se perdent en méandres au milieu des marécages. Mais la perspective de températures plus clémentes du nord de la Russie aux pentes de l'Altaï change sans doute pas mal la donne et peut donner une utilité plus évidente à des millions de kilomètres carrés du territoire russe.

Tout ça c'est dépassé, me direz-vous, les territoires ne comptent pas, ce qui compte ce sont les gens. Eh bien oui, parlons en, des gens. La Russie actuelle rassemble à peu près la moitié de la population de l'ex-URSS qui était d'environ trois cents millions. C'est une population vieillissante, appauvrie, en mauvaise santé et dont l'espérance de vie a chuté de dix ans depuis la fin de l'ère soviétique, un panorama plutôt triste. C'est aussi, non seulement une population dont le niveau d'instruction était élevé, mais une population exceptionnellement cultivée – même si sa culture était « orientée » par le régime – en tout cas plus cultivée que la population américaine et une bonne partie de celle d'Europe de l'ouest. Ce facteur est d'une importance immense pour relever les défis du siècle. L'effondrement de la démographie russe date d'avant la décomposition du soviétisme. On peut y voir le résultat de deux facteurs : l'un matériel, la dureté des conditions de vie, en particulier la pénurie de logements ; l'autre moral, le découragement et l'absence de perspectives d'avenir. Ces facteurs sont réversibles – alors que le second ne l'est pas en Europe de l'ouest, particulièrement en France, où l'on peut hésiter à mettre au monde des enfants qui risquent de finir leur vie au fond d'une réserve indienne en tant que spécimens d'une espèce en voie de disparition. L'intégration à l'Europe et l'ouverture de perspectives communes, même si les résultats concrets sont lents à venir, peuvent être décisives pour renverser la tendance.

Restent deux aspects, les plus lourds sans doute du dossier : une économie dévastée et des structures politiques inefficaces, autoritaires et corrompues.

L'économie russe telle que nous la montrent nos médias offre un panorama contrasté : d'un côté, les anciens combinats, mastodontes industriels en ruines dont les ouvriers en loques attendent leurs arriérés de

salaires ; de l'autre, les fortunes rapides édifiées par d'anciens membres des services spéciaux à ramifications mafieuses reconvertis dans le tertiaire haut de gamme, le commerce de luxe, la spéculation immobilière et surtout l'exploitation des matières premières pour les marchés occidentaux et asiatiques. Elle ne se limite pourtant pas à ces deux volets extrêmes. L'agriculture, dont on ne nous parle pas, semble s'être bien relevée sous l'effet des privatisations et du desserrement du carcan bureaucratique puisque le pays, autrefois gros importateur net de céréales pèse désormais en tant qu'exportateur sur les marchés mondiaux. Il existe aussi un tentaculaire secteur « informel » qui va de l'agriculture de proximité aux trafics d'exportation illicite de produits précieux – substances radioactives ou caviar – en passant par le commerce d'articles usagés venus au grand jour des pays riches – les voitures japonaises d'occasion débarquées à Vladivostok, par exemple – ou de manière plus « nocturne » – comme les grosses berlines allemandes arrivées on ne sait comment. Sur tout ce secteur, l'emprise mafieuse est probable et cela n'a rien de particulièrement brillant mais procure des moyens d'existence précaires à beaucoup de gens tout en complétant les fortunes de quelques-uns. Il y a aussi ce qui subsiste de l'ancien complexe militaro-industriel soviétique et qui remporte des succès appréciables à l'exportation avec des matériels dont le bas prix compense le retard technologique supposé. Le pouvoir soviétique avait fait de la recherche scientifique et technique une de ses priorités et avait légué à ses successeurs un énorme potentiel humain et matériel. Dans les années qui ont suivi la chute du régime, l'aide apportée par l'Occident n'a pas permis de maintenir ce potentiel, de sorte que la mise à niveau de l'appareil *high-tech* de la Russie est sans doute plus problématique qu'elle l'était en 1991. À vrai dire, ce n'était pas à cela que visait l'aide et la manière dont elle a été gérée n'incite pas à penser qu'elle avait une chance quelconque d'y parvenir.

Les États-Unis avaient aimablement « proposé » leur aide à la Russie pour « sécuriser » son arsenal nucléaire dont l'armée, en pleine déconfiture, n'avait même plus l'inventaire. En fait, ils en avaient fait un préalable à l'octroi de tout appui financier, et la Russie a bien été obligée d'en passer par là sous peine de se retrouver en cessation de paiements. L'assistance américaine s'est surtout attachée à démanteler la capacité opérationnelle des armes, en se souciant comme d'une guigne des pollutions radioactives et de la protection de l'environnement.

L'essentiel de l'aide européenne a été véhiculé par le programme « *Tacis* » consistant, comme son nom l'indique[348], en « assistance technique » et par un programme spécifique visant à la mise en sécurité du parc de centrales nucléaires de type Tchernobyl. La gestion de ces

programmes a été calamiteuse, même si les dirigeants de l'Union européenne ont réussi à camoufler le scandale. C'est tout juste si quelques lignes ont été publiées dans la presse lorsqu'il a été révélé qu'un milliard et demi d'euros avaient été dépensés en pure perte, pendant que l'ambassadeur de l'Union européenne à Moscou se faisait prendre la main dans le sac en train de monter des sociétés commerciales en association avec des bénéficiaires de contrats communautaires[349]. On peut craindre que, dans le contexte de l'ère Eltsine, une telle gabegie ait impliqué des connexions mafieuses. À quel niveau auraient-elles pu se situer ? À celui des rouages d'exécution, au sein des administrations russes impliquées dans la mise en œuvre des programmes ou au cœur de la citadelle bureaucratique bruxelloise ? Bien malin qui peut le dire. De lourdes sanctions ont été annoncées – l'ambassadeur a été relevé de ses fonctions … pour prendre ses congés avant d'être muté à un poste de haut rang à Bruxelles[350] : que diable, il faut bien délivrer des « signaux forts » ! – et l'affaire en est restée là[351]. On se souvient du scandale qui a éclaboussé la Commission Santer au point de causer sa démission[352] et surtout, pour nous Français, des démêlés de Mme Cresson au sujet de deux ou trois billets de train payés à son conseiller pour aller à Châtellerault ; avouez que c'est quand même autrement plus grave que le « gâchis » d'un milliard et demi d'euros : la preuve, c'est qu'on a voulu lui sucrer la moitié de sa pension alors que la justice – belge – l'avait blanchie[353]. On peut se demander à quel point ce n'était pas simplement un rideau de fumée élevé pour faire oublier l'affaire *Tacis* et quelques autres, ou même une vengeance de la bureaucratie communautaire contre des commissaires trop curieux qui avaient voulu mettre leur nez dans ses « petites » affaires.

Quoi qu'il en soit, à supposer que les programmes de l'UE aient été gérés de façon correcte, leur contenu n'était pas de nature à donner à la Russie nouvelle l'impulsion nécessaire pour enrayer sa décadence économique. En quoi consistait l'« assistance technique » du programme *Tacis* ? Tous ceux qui ont fréquenté la bureaucratie des pays de l'est savent bien qu'elle a été coulée dans un moule intellectuel qui rend – c'est une litote – le dialogue difficile avec elle. Je sais de quoi je parle, ayant participé à des discussions laborieuses avec le GKNT[354] – le CNRS soviétique – à l'époque Brejnev. Une remise en perspective des savoirs, des modes de raisonnement et des méthodes était indispensable afin de les adapter à de nouvelles règles du jeu. D'où l'idée tout à fait naturelle et légitime de recourir à une assistance technique comprenant des actions de formation et le détachement d'experts au sein des structures de gestion pour aider de leurs analyses et de leurs conseils à les faire évoluer. La méthode peut marcher,

mais le succès n'est pas garanti : j'en sais quelque chose puisque j'ai pratiqué ce métier une bonne partie de ma vie, avec des résultats, disons, « contrastés ». Dans le cas d'espèce, il n'y avait pas de raison que ça marche car la grande masse des budgets d'assistance technique financés par les *contribuables européens* est allée aux quelques gros cabinets *américains* qui dominent ce marché, selon un schéma classique dans l'utilisation des fonds de l'UE. Le problème n'est pas tant que ces cabinets soient américains, mais qu'ils ont coutume d'appliquer partout leurs solutions standard, quelle que soit la nature du problème et sans se soucier de faire intervenir les particularités du contexte. Leurs prescriptions, on les connaît d'avance : sabrer dans les effectifs et les budgets d'investissement, céder au premier venu – ou plutôt au premier *prévenu* – les actifs les plus attrayants pour se désendetter et, si possible, supprimer au final les activités de production ou le service rendu aux usagers pour se consacrer aux tâches nobles de la gestion abstraite, d'autant plus nobles qu'il ne reste plus rien à gérer. Je ne caricature pas, ou à peine : je les vois à l'œuvre depuis trente ans et leur recette est toujours la même, ce qui ne les empêche pas de continuer à prospérer[355].

Ce serait, en revanche, pure médisance de suggérer que tous ces beaux efforts n'avaient qu'une seule finalité : « couvrir » la prise en mains de l'économie russe par les réseaux mafieux des « oligarques ». Non bien sûr, ce n'était pas le but poursuivi – comment imaginer une chose pareille ? – mais, vu de l'extérieur, le résultat y ressemble beaucoup. D'autant que, selon certaines rumeurs que je n'ai aucun moyen de vérifier, il y avait parmi les « oligarques » issus des services secrets soviétiques bon nombre d'anciens agents doubles, « honorables correspondants » de longue date des services occidentaux. Cela expliquerait-il les complaisances dont ils ont bénéficié dans les années quatre-vingt dix de la part des bailleurs de fonds occidentaux ? Peut-être saura-t-on un jour : à chaque nouvelle ouverture d'archives, on découvre des choses tellement ahurissantes sur les dessous de la guerre froide … Cela dit, je ne jette pas la pierre à tous ces jeunes gens et jeunes femmes aux ordinateurs portables employés par les cabinets internationaux de consultants – je suppose qu'ils étaient de la même espèce que ceux que j'ai si souvent rencontrés en Afrique, aux détails vestimentaires près, à cause du sale climat. Moi-même, je ne me suis pas toujours conduit de manière héroïque dans mes missions. Tenez : le jour où, dans un pays où l'ambiance était un peu *hard*, j'étais tombé sur un problème qui appelait à recommander une modification, mineure mais pas anodine, du code des marchés publics, à la fin de la réunion du groupe de travail où j'avais exposé ma proposition, un collègue local, avec qui les relations

n'étaient pourtant pas particulièrement amicales, m'avait pris à part en me posant une question incongrue :

– Qu'est-ce que tu as prévu pour ton retour en France ?

– Excuse-moi, peux-tu préciser ?

– Oui, en place assise dans l'avion à la fin de ton contrat, ou la semaine prochaine en soute dans un sac en plastique ?

Eh bien, vous savez ce que j'ai fait ? Je me suis dégonflé et le code des marchés est resté en l'état. À vrai dire, même si j'avais insisté, le temps que le projet chemine et arrive au Parlement, je pouvais être à la retraite. Ou sous une dalle au pied d'un saule pleureur.

Pendant ce temps le tissu industriel de la Russie s'écroulait et les infrastructures se dégradaient. Peu importe, *la* réforme était en marche et c'était l'essentiel. Plus fondamentalement, la potion ne pouvait être qu'inefficace car la racine du problème était politique.

La démocratie n'est pas si simple à acclimater dans un pays où elle n'est pas dans les traditions. Les exemples de conversion démocratique réussie, comme l'Espagne après la mort de Franco ou Taiwan après celle de Chiang Kaï Chek, ne sont pas si nombreux et tiennent à des conditions particulières. Sans doute, Gorbatchev avait-il la vision et l'autorité pour conduire la Russie sur ce chemin. Le courage et l'imagination aussi : selon l'un de ses proches[356], bien loin d'avoir été un spectateur passif et résigné de la chute du mur de Berlin, il en aurait été le *deus ex machina*, assumant pleinement le risque qu'impliquait la perte des marches européennes de l'empire soviétique, sacrifice à ses yeux indispensable pour créer le choc dont il avait besoin afin de forcer la transformation de son pays et du régime. Mais l'effet de déstabilisation a été trop brutal : « Gorby » a été mis hors jeu avec la bénédiction de l'Occident et a dû céder la place à des gens qui ne le valaient pas. Les Américains s'étaient entichés de Boris Eltsine et lui ont servi la soupe. Il avait su être là où il fallait au bon moment, il a eu le génie d'imaginer la formule magique pour déjouer les complots des apparatchiks de l'ancien régime recyclés à la sauce libérale : « celui-là, on va le nommer milliardaire » disait-il quand il voulait neutraliser les ambitions politiques de tel ou tel qui pouvait le menacer. Admirable d'opportunisme et savourant les honneurs avec délices, à la manière d'un Mitterrand de la taïga – en moins cultivé et moins maître de lui – pas mauvais bougre au demeurant, mais rien qui le disposât à insuffler un nouvel élan à son pays, alors que l'atmosphère « thermidorienne » de ces années-là appelait un Bonaparte.

Vladimir Poutine se rêvait dans ce rôle. On s'applique à nous faire croire qu'il n'en a pas été à la hauteur. Je n'en suis pas si sûr. Je vous

concède que ce n'est peut-être pas un démocrate exemplaire ni un adepte de la « transparence », mais il a mis au pas quelques uns des oligarques les plus flamboyants en faisant fi de leurs supposées protections occidentales. Mieux : la Russie fait un retour remarqué sur la scène diplomatique proche-orientale avec des initiatives hardies dont on avait perdu l'habitude. Elle ne répugne plus aux bras de fer avec les chouchous de Washington, à commencer par l'Ukraine « orange ». Elle s'efforce d'organiser un dialogue privilégié avec la Chine, histoire de faire la nique aux Américains sur des sujets « chauds » tels que le nucléaire iranien. Elle serait même en train de se reconstituer un solide outil militaire, bien moins obèse que l'ancienne Armée rouge, mais plus nerveux et plus « mordant », comme l'a montré son opération-éclair d'août 2008 en Géorgie. Si j'en crois les témoignages que m'en ont donnés des collègues qui font là-bas de fréquents voyages professionnels, le peuple russe semble avoir retrouvé fierté et assurance, ingrédients-clefs de toute renaissance. Ne nous y trompons pas : *Russia is back*. Est-ce à dire que l'heure est passée pour que l'Europe puisse espérer faire équipe avec elle ?

Il est vrai que le contexte géopolitique ne s'y est guère prêté.

Le cimetière des rustres

Je ne vais pas refaire ici l'histoire de la crise des Balkans des années quatre-vingt dix, d'autant plus que cette histoire reste encore largement à écrire. Trop de faux-semblants et trop de désinformation ont pollué notre compréhension de cette douloureuse affaire. Pour schématiser, on peut simplement relever qu'elle a eu trois ingrédients principaux. Il y avait d'abord les tensions internes héritées de l'ancienne Yougoslavie titiste : les rivalités d'apparatchiks, les rancunes mal éteintes datant de la Seconde guerre mondiale ; et, au-delà, la fracture historique entre anciennes provinces ottomanes et anciens territoires austro-hongrois. Compliquez encore les choses avec les tergiversations européennes, liées aux sympathies antagoniques qu'entretenaient la France pour les Serbes et l'Allemagne pour les Croates. Ajoutez à cela le jeu trouble de la rivalité séculaire entre Russes et Anglo-Saxons. De toutes les positions prises par les acteurs extérieurs, celle de la France a été la plus ambiguë. Ne jetons pas trop la pierre à nos gouvernants de l'époque, obligés de louvoyer entre l'exigence d'une cohésion de façade avec l'Allemagne ouvertement pro-croate, les liens historiques avec Belgrade, le désir de se démarquer des Américains tout en participant aux déploiements militaires de l'Otan, et les sentiments d'une opinion publique en majorité acquise aux thèses pro-bosniaques défendues avec fougue – et talent – par nos intellectuels organiques. Il faut avouer que

ceux-ci ont « fait fort ». Dénoncer les atrocités perpétrées par les milices serbes est une chose, verser dans l'« essentialisme » en invoquant à tout bout de champ la « barbarie serbe » en est une autre, qui n'est pas loin de tomber sous le coup des lois réprimant l'incitation à la haine raciale. Je ne ressens ni sympathie ni antipathie particulières pour le peuple serbe que j'ai peu fréquenté, mais il a droit, autant que tout autre peuple, à un minimum de respect et il est indécent de le taxer collectivement de « barbarie » au nom des excès commis par la bande d'apparatchiks cyniques et corrompus qui l'avait asservi.

La Serbie avait en effet le soutien des Russes. Soutien embarrassé, bien entendu, la Russie étant à l'époque dans un état de faiblesse, d'humiliation et de confusion intérieure qui lui commandait la discrétion. Assez clair cependant pour que les Américains et leurs obligés britanniques puissent entretenir la crainte qu'elle ne profite de la crise pour revenir jouer un rôle politique dans la péninsule balkanique. Ce n'est nullement pour dénigrer la prétendue « perfide Albion » que je traite les Britanniques d'« obligés » mais parce que, vous l'avez sans doute remarqué, chaque fois que s'annonce une crise internationale, le conflit nord-irlandais refait surface, à la manière d'une piqûre de rappel immunisant Londres contre toute velléité de s'écarter de la ligne fixée par Washington. Personne ne prétend que l'IRA est manipulée par les Américains, mais on a pu observer à plusieurs reprises que ceux-ci arrivaient comme par miracle à exercer sur elle une influence modératrice aux moments opportuns, ce qui ne laisse pas d'être troublant et, en tout cas, « oblige » le gouvernement de sa Majesté à rester loyal à son allié d'outre-Atlantique. Et quand il s'agit de barrer à la Russie la route des « mers chaudes », les vieux réflexes du « grand jeu » ne demandent qu'à se réveiller. En l'espèce, ils ont pris la forme d'un soutien au gouvernement de Sarajevo, pourtant guère plus recommandable que celui de Belgrade. Un soutien en quatre volets : un appui diplomatique aux « efforts de paix » qui se transformait curieusement, dès qu'un règlement était en vue, en encouragement à la partie bosniaque de pousser la surenchère au-delà de ce que la partie serbe pouvait décemment accepter ; une couverture médiatique habilement sélective partageant le temps de parole à égalité entre des soudards serbes avinés et de charmants intellectuels bosniaques[357] ; un embargo tout aussi sélectif qui avait tendance à fermer les yeux sur les livraisons d'armes à destination du « bon » côté[358] ; et enfin, selon certaines sources, une aide plus directe des forces spéciales US à l'équipement et à la formation de contingents de *moujahidin* venus des pays « frères ». Ce dernier volet n'a pas porté chance aux Américains, puisqu'ils ont depuis lors retrouvé en face d'eux quelques uns de leurs anciens protégés

en Afghanistan et en Irak. Mais qu'importent quelques rafales de *kalach'* et de lance-grenades essuyées par les engins blindés des *boys* à côté d'une si belle réussite.

L'affaire bosniaque, une réussite ? Comment peut-on proférer une pareille insanité, après toutes ces horreurs et ces misères ? Eh bien oui, voyez les résultats. Les états européens qui, au départ, tiraient à hue et à dia, ont tous fini par se ranger docilement sous la bannière américaine : qui ne se féliciterait de cette unanimité retrouvée ? La meilleure preuve en est que, quelques années plus tard, le schéma a pu être réédité lors de l'affaire du Kosovo, en faisant l'économie des tergiversations et des bavardages. Mais il y a mieux : toute cette affaire a empoisonné les relations entre les Européens et la Russie, empêchant ainsi que s'amorce une dynamique de rapprochement. Ce n'est plus maintenant, alors que les Russes se sont faits à l'idée qu'ils doivent, et peuvent, se débrouiller seuls, qu'on va pouvoir repasser le plat. Pour les États-Unis, le succès est de taille. L'éventualité d'une jonction des forces de l'Europe et de la Russie, de nature à leur disputer le leadership mondial, est pour eux une hantise – et même un *casus belli* puisque c'est précisément pour la conjurer qu'ils se sont engagés militairement aux Balkans en y entraînant leurs alliés[359]. Cela valait bien de sacrifier quelques dizaines de milliers de rustres moustachus, non ? Et, après tout, on sait bien qu'ils adorent ça, les Balkaniques, de se taper dessus les uns les autres, à telle enseigne qu'ils n'ont pas cessé de le faire depuis sept cents ans, même quand il n'y avait personne pour les y pousser ! Réconfortante constatation qui dispense de se sentir si peu que ce soit coupable.

Aux élections européennes de 1994, une liste avait été présentée par une bande d'intellectuels parisiens très hostiles à la Serbie, sous le slogan de « l'Europe commence à Sarajevo ». J'avais trouvé alors la formule peu aimable pour les Grecs, suggérant que leur pays se situait cinq cents kilomètres au-delà, à la manière d'une sorte de DOM-TOM de l'Europe. Réflexion faite, elle était révélatrice et ses promoteurs avaient fait preuve d'une lucidité étonnante, quoique involontaire : si l'Europe « commence » à Sarajevo, c'est aussi bien, lorsqu'on se déplace en sens contraire, là qu'elle s'arrête, non ? Et si elle s'arrête à Sarajevo, c'est qu'elle n'ira jamais jusqu'à l'Oural. D'ailleurs, c'était déjà là que son essor séculaire avait pris fin un jour de juin 1914. Comme quoi, il y a des endroits qui portent la poisse.

Mais s'agit-il vraiment de « poisse » ? Une autre leçon de cette déplorable affaire nous est donnée à travers la blague de Blanche-Neige et des deux politiciens. Vous la connaissez ? Un politicien sincère, un politicien menteur et Blanche-Neige marchent dans la rue. Devant eux, sur le trottoir,

un billet de cent euros. Qui va le ramasser le premier ? Le politicien menteur bien sûr. Mais pourquoi ? *Parce que les deux autres sont des personnages imaginaires*. Pourquoi l'Europe s'est elle laissé piéger dans l'affaire yougoslave et n'a pas pu ramasser la mise que lui offrait le retour de la Russie à son identité européenne ? Parce que, en tant qu'acteur politique, *l'Europe est une entité imaginaire*.

Le navire sans capitaine

Vous avez sans doute remarqué, lors du référendum sur la « constitution » européenne, l'intensité du matraquage auquel se sont livrés les partisans du « oui » pour convaincre les Français que c'était la seule option « raisonnable » et « moderne » ? Il en avait été de même en 1992 pour le traité de Maastricht. L'objectif était identique : dissuader les électeurs de se prononcer sur le contenu du texte, un replâtrage des institutions juste propre à en accentuer le caractère « usine à gaz », pour transformer le referendum en un plébiscite pour ou contre l'Europe. Je suis convaincu que c'est cette campagne d'intimidation qui a rendu les citoyens soupçonneux et les a poussés à rejeter le traité, plus que les arguments des opposants à la constitution. D'ailleurs, celui dont on avait voulu faire le leader du camp des « non », et qui s'était bien gardé de trop se manifester lorsque la campagne est entrée en phase active, un ancien Premier ministre socialiste dont j'ai oublié le nom, et dont la prise de position semblait n'avoir d'autre but que d'« exister » au sein d'un paysage politique où sa figure terne était éclipsée par des personnalités plus flamboyantes, a disparu depuis lors des « unes » et des sondages. En réalité, le résultat ne doit rien à ces manœuvres politiciennes. Il s'agissait d'autre chose. Le « message » adressé aux élites – tous partis confondus – était clair : « arrêtez de nous faire prendre des vessies pour des lanternes ». Bien entendu, cette réaction de défiance, comme l'ont avec juste raison relevé les analystes, avait une portée plus large que l'enjeu d'un Nième bricolage des institutions communautaires. En revanche, c'est à tort qu'on prétend que les Français se sont prononcés sur des enjeux intérieurs qui n'avaient rien à voir avec la question européenne. Des enjeux intérieurs, oui, il y en avait. Mais peut-on prétendre que cela n'a rien à voir avec l'Europe, lorsqu'on a le sentiment que ce sont précisément des contraintes européennes qui empêchent les systèmes politiques nationaux de trouver des réponses à des problèmes intérieurs ? Ce sentiment, au demeurant partagé par les Néerlandais qui ont, eux aussi, voté « non » et par les opinions de pas mal de pays où les électeurs n'ont pas eu l'occasion de se prononcer, est-il fondé ?

Problème de robinets

On s'est gaussé des controverses ridicules qui ont accompagné l'affaire du « plombier polonais » – dont l'ex-commissaire européen Bolkestein, intervenant malencontreusement dans le débat, avait voulu faire le symbole des avantages que « sa » directive pouvait apporter aux possesseurs de résidences secondaires. À tort : c'est bien d'une histoire de

plomberie qu'il s'agit au premier chef. De la « plomberie » interne de l'édifice institutionnel communautaire, j'entends. Plus précisément de la mécanique de décision.

C'est le cœur du problème et le reste, *tout le reste*, n'est qu'anecdote. Les traités font du Conseil des ministres l'organe suprême de l'Union européenne. Le Parlement est investi d'une fonction décorative, ce qui n'est pas pour rien dans le taux d'abstention qu'on enregistre lors des élections européennes. Il est coutumier, après chaque scrutin, de le déplorer et de le mettre au compte de « l'absence d'esprit européen » des citoyens. Les citoyens sont bien moins stupides que le croient les dirigeants et les analystes à leur service : ils ne jugent tout simplement pas utile de se déranger pour élire des députés sans pouvoir. On peut agiter tant qu'on veut des notions alambiquées de « codécision », tant que le Parlement n'aura pas le pouvoir de déterminer la ligne politique de l'Europe et de choisir ceux qui la mettent en œuvre, il ne suscitera aucun intérêt de la part des électeurs. Rien dans le projet de « constitution » soumis à leur suffrage n'allait dans ce sens, c'est pourquoi il a été rejeté dans deux des pays où on avait eu la faiblesse de leur demander leur avis.

En fait, l'erreur de base est d'avoir fait de la Commission la clef de voûte du système. Au départ, ce n'était pas une erreur, c'était voulu et, au demeurant, plutôt habile. Pour surmonter l'inertie des états, dont les pères fondateurs se doutaient bien qu'ils seraient parfois tentés de freiner les avancées pour préserver leurs prérogatives, on a confié à la Commission le rôle de « locomotive » et on lui a donné les moyens de l'exercer.

Par son mode de désignation, pour commencer : en la composant de personnalités nommées par les gouvernements, on a fait en sorte que seuls des europhiles convaincus sont choisis. Quel gouvernement pourrait, sans commettre une faute de goût le mettant en porte-à-faux vis-à-vis de ses partenaires, se prendre de la lubie de désigner comme commissaire un sceptique de la « Cause » ? En tout cas, la méthode écarte le risque de voir entrer dans ce sacré collège un dissident porté par les aléas du suffrage. On assure ainsi la poursuite de la « ligne », qu'on peut résumer par un slogan : « toujours plus ! ». Plus de quoi ? Plus de pouvoir, pardi. Ensuite, on l'a dotée d'un outil redoutable, assez bien dissimulé au fond d'un article du traité pour que la question ne vienne *jamais* sur le tapis dans le débat public : *le monopole de l'initiative*. C'est en effet à la Commission, et à elle seule, que revient le droit de proposer la législation communautaire. La formulation exacte est la suivante : « Lorsque, en vertu du présent traité, un acte du Conseil est pris *sur proposition de la Commission*, etc. »[360]. Vous pouvez le relire dix fois, vous ne trouverez dans le texte du Traité *aucune autre*

disposition permettant au Conseil d'adopter des actes juridiques. L'usage et la jurisprudence de la Cour ont confirmé cette interprétation restrictive. Les rédacteurs devaient être conscients du rôle-clef de cette disposition pour l'avoir ainsi « masquée » de sorte qu'elle passe inaperçue lors d'une lecture rapide. Cela n'empêche pas les dirigeants des états membres d'avoir des idées ou des suggestions, c'est même la tâche principale du gouvernement qui assure la présidence tournante du Conseil. Mais ce ne sont que des *suggestions*, présentées à la Commission qui, seule, peut décider de déclencher le processus pour les transformer en législation après les avoir accommodées à sa propre sauce ou, au contraire, de les enterrer sans avoir à s'en justifier en profitant du changement de présidence. La Cour de justice a encore renforcé ce monopole en donnant de ces règles une interprétation privant en pratique les états membres du *droit d'amendement*. Traduisez : si la Commission soumet un projet de législation[361] comportant une mesure qui ne convient pas à un état, celui-ci n'a pas le droit de proposer une alternative à ses partenaires. Bien entendu, cela ne l'empêche pas de faire part de ses observations au cours des débats, mais aucune proposition ne peut être mise aux voix si la Commission n'a pas préalablement décidé de la faire sienne et de l'incorporer à son projet[362].

Quand on vous dit pour vous rassurer que « ce n'est pas la Commission qui décide, ce sont les états », c'est *formellement* vrai en ce sens que les actes communautaires sont adoptés par le Conseil après discussion, mais le vote n'a jamais lieu que sur un texte rédigé par la Commission sans que les états membres, c'est-à-dire les gouvernements démocratiquement élus, aient pu intervenir sur sa rédaction. Ils sont, vis-à-vis de la Commission, dans la situation des citoyens appelés à se prononcer par referendum sur un texte tout ficelé sans autre possibilité que de dire « oui » ou « non ». Cette disposition du traité a fait de la « locomotive » un « bulldozer » qui, s'il ne passe pas toujours en force, finit toujours par passer à l'usure. On voit même aboutir des projets qui font pratiquement l'unanimité des états contre eux mais qu'ils se résignent à adopter par lassitude. Cette mécanique est d'une extraordinaire puissance, puisque tout ce que la Commission décide finit tôt ou tard par passer, mais elle peut être très lente si le projet suscite une forte opposition des états. Le résultat final est d'autant plus assuré pour la Commission que le Conseil souffre, face à elle, de deux faiblesses structurelles. La première est liée au fait que le Conseil – il s'agit du *conseil des ministres*, l'organe suprême de décision en matière de législation communautaire, et non du conseil des chefs d'État et de gouvernement qui n'a qu'un rôle d'orientation générale sans pouvoirs juridiques – est un organe virtuel : sa composition change selon le menu de

ses réunions, ministres de l'Agriculture pour traiter de questions agricoles, ministres chargés des transports pour les mesures en matière de transports, etc. L'autre est que ses membres ne sont pas des décideurs finaux : si, d'aventure, un ministre se risque à récalcitrer, il est facile au président de la Commission de le faire rentrer dans le rang en faisant appel à son chef de gouvernement. Quand j'ai écrit : « par lassitude », quelques lignes plus haut, c'était juste pour éviter de peiner les europhiles en employant un mot plus adéquat, celui d'« intimidation.

De là vient l'impression contradictoire d'une Europe toute-puissante devant laquelle les états – et la volonté démocratique – sont désarmés alors qu'elle est en même temps incapable de manifester une volonté *en temps réel*, condition indispensable pour exister en tant qu'acteur politique sur la scène du monde.

Ce ne sont pas les mesures proposées dans le projet de « constitution » européenne qui pouvaient y changer quoi que ce soit. Sur le plan institutionnel[363], le texte s'attache surtout à incorporer les compromis laborieux réalisés par la « Convention » sur la pondération des voix pour les votes à la majorité au sein du Conseil et sur la pondération des sièges au Parlement, il se garde bien de toucher à cette mécanique fondamentale d'articulation des pouvoirs entre Commission et Conseil qui a bien plus d'importance pratique. Ah, le Parlement ? En effet, j'allais l'oublier. Il intervient dans le processus législatif, il étudie les projets, vote des avis[364], mais il ne décide pas : le dernier mot est au Conseil, dans les conditions que je viens de décrire. Le Parlement, c'est pour faire joli, afin que les citoyens se sentent « concernés » une fois tous les cinq ans, en quelque sorte une fonction thérapeutique pour soigner le malaise des Européens à l'égard du « machin ». Et accessoirement pour offrir, grâce au scrutin à la proportionnelle, un lot de consolation à des apparatchiks ayant eu la malchance de perdre leur circonscription dans les élections nationales[365].

Et encore : je ne viens de décrire que la partie émergée de l'iceberg. Pour ce qui se passe en dessous de la ligne de flottaison, la « plomberie » n'est connue que des seuls initiés.

On peut toutefois le résumer assez simplement à l'aide d'une fable. Supposons que la Commission ait entrepris de légiférer sur, par exemple, « la normalisation des caractères d'imprimerie dans les publications périodiques sur support papier paraissant plus d'une fois par semaine » – en français : « les journaux ». Elle commence par envoyer un « avis » aux ministères concernés des états membres, leur demandant de lui faire connaître leurs observations sur cette grave question avant telle date ; le délai est souvent assez bref : quinze jours. Dans lesdits ministères, on se

remue donc beaucoup, on tient des réunions, on passe des coups de fil aux professionnels, et on rédige un pavé qu'on adresse à la Commission. Puis, pendant plusieurs mois, on n'entend plus parler de rien. Un beau jour, arrive de Bruxelles un document de huit cents pages, résultant des cogitations des eurocrates qui se sont fait aider par des firmes de consultants recrutées à grand prix – de préférence américaines, ça « en jette » plus – et ont recueilli les avis des organisations représentatives de la profession – les *lobbies*. On n'y trouve en général pas trace des considérations sur lesquelles on avait « planché » au départ, ce qui est normal car, ne sachant pas quelle idée la bureaucratie communautaire avait en réalité derrière la tête en envoyant son « avis », on a donné dans le « hors sujet ». La lettre d'envoi demande aux états membres de faire part de leurs observations sous huitaine. Puis, de nouveau six à douze mois de « silence radio ». Un beau matin – c'est une façon de parler car c'est plutôt vers 17 heures que cela tombe – arrive un fax annonçant une réunion pour le lendemain 9 heures 30 « au niveau des experts » afin de discuter du projet d'« acte » joint. D'un coup, les téléphones se mettent à sonner dans tous les coins du ministère. On court, on s'agite, car il ne reste plus qu'une heure ou deux pour régler une multitude de points : se concerter avec le ministère des Affaires étrangères et la Représentation permanente pour fixer la composition de la délégation, trouver des personnes disponibles au pied levé, réserver les places de *Thalys* pour Bruxelles, faire signer les ordres de mission. S'il reste un peu de temps, on prendra connaissance du texte et on ira frapper chez le directeur pour en discuter cinq minutes et recevoir les instructions maintenant familières : « faites pour le mieux et, surtout, ne vous mettez pas en minorité ». Sinon, vous pourrez toujours lire le document dans le train de 6 heures 55. Et y découvrir quoi ?

En préambule, un long exposé des motifs rappelle qu'il est absolument nécessaire, « dans l'esprit du marché unique », que rien ne s'oppose à la libre circulation de la presse dans les pays de l'Union. Aucun doute, l'intention est noble, de sorte que si vous essayez de « planter » le projet, vous vous exposez à passer pour un ennemi de la liberté de la presse. A la page suivante, arrive tout de go l'affirmation, sans démonstration, que la diversité des caractères d'imprimerie est « un obstacle majeur » à la diffusion transfrontalière de la presse. Ah bon ? J'ignorais que si telle gazette de Bratislava est de faible vente dans la maison de la presse de Saint-Flour, c'est parce qu'elle contient des lettres du genre « _ » . Je croyais, dans mon indécrottable naïveté, que c'était juste parce que peu de ses clients lisent couramment le slovaque. Seule une normalisation européenne peut y porter remède en application du « principe de subsidiarité ». Tiens, il me semblait

que le principe en question consistait exactement en l'inverse, à savoir que l'Union ne doit pas se mêler de questions dont chaque état se débrouille très bien tout seul, mais passons : nous savons que le « principe de subsidiarité » dans le jargon des eurocrates, c'est comme « citoyen » dans la *novlangue* de la politique française, un mot *joker* qui remplace les enluminures des parchemins médiévaux. Suivent une soixantaine d'articles dont vous ne retenez que le point capital : le projet de règlement vise en fait à supprimer les caractères accentués, « c » cédilles, *tildes* et autres signes diacritiques.

Vous arrivez enfin à la réunion dans le beau[366] cube de béton marron du « *Concilium* », en face des structures verre et acier du Berlaimont où siège la Commission, après avoir passé une demi-heure à remplir des papiers et à faire la queue aux portiques de détection. Comme la séance ne peut pas commencer car il faut attendre les collègues grecs et finlandais venant de trop loin pour être là à neuf heures et demie pile, vous engagez une conversation à bâtons rompus avec vos voisins. Le Britannique vous confie que, les accents, il n'en a que faire dans sa langue, mais que son gouvernement est *a priori* contre, comme chaque fois que la Commission se mêle de sujets qui ne la regardent pas. Déjà un allié. L'Italien, toujours très informé, vous glisse dans le creux de l'oreille que, selon un tuyau qu'il a recueilli d'une compatriote, tout ce remue-ménage viendrait d'un industriel taiwanais fabriquant de claviers d'ordinateurs qui a calculé que le fait d'avoir un modèle unique pour toute l'Europe lui économiserait 0,01 % sur ses coûts de production et qui a soudoyé un fonctionnaire communautaire pour déclencher l'affaire. Bref, vous découvrez que personne ne veut du projet.

Va-t-il passer à la trappe ? Que non ! Quand s'ouvre la discussion, les délégués prennent la parole à tour de rôle pour passer de la pommade à la Commission, en louant « la qualité du travail » et « l'effort accompli », sans rien dévoiler de leurs réticences quant au fond. Chacun attend en effet qu'un collègue se soit risqué le premier en dehors de la tranchée : toujours la règle d'or de ne pas se mettre en minorité, et surtout ne pas s'exposer trop hardiment face aux fonctionnaires de la Commission, faute de quoi un coup de téléphone est vite donné et on se ferait tancer par ses chefs à son retour. Il faudra arriver à un point technique obscur pour que de timides objections se manifestent : le but est de tenir jusqu'au soir sans être arrivé aux points vraiment litigieux, histoire de gagner quelques mois. N'espérez pas mettre à profit ce délai pour préparer une riposte forte ; si vous vous y aventuriez, Bruxelles dispose d'assez d'informateurs au sein des états-majors gouvernementaux[367] pour l'apprendre dans l'heure et déjouer le complot. Chacun étant rentré chez soi, tous gardent profil bas, nouveau silence radio

jusqu'à l'automne, nouvelle convocation pour le lendemain, accompagnée d'un texte révisé par la Commission, « pour tenir compte des observations et contributions soumises par les états lors de la séance précédente » : en fait le même texte à deux virgules et trois substitutions de synonymes près.

Là, il sera temps d'invoquer des problèmes de différences entre la version française et la version allemande, certaines nuances ayant échappé aux traducteurs, et c'est bon pour un nouveau *round*. À moins que le Britannique n'ait eu la présence d'esprit de poser au moment crucial la question qui tue : « avez-vous pensé à prévoir une clause d'extension pour les périodiques imprimés à Gibraltar ? », sachant perfidement que ce sera un sérieux point d'achoppement. L'Espagne considère en effet que Gibraltar fait partie de son territoire[368], et donc du territoire communautaire, et qu'il ne saurait donc y avoir, lorsqu'il s'agit de Gibraltar, « extension » mais au contraire « dérogation ». Clin d'œil de l'Espagnol qui n'est pas dupe et qui embraie aussi sec. Lequel des deux mots va-t-on mettre dans le texte ? Ouf, le dossier va passer pendant quelques mois aux mains des diplomates, toujours ça de gagné. Mais, personne ne pouvant compter sur assez de soutien de sa hiérarchie pour prendre une position ferme demandant l'abandon du projet, celui-ci continuera son petit bonhomme de chemin. Ce n'est pas lorsqu'il arrivera au niveau politique – le « vrai » Conseil, celui où les ministres siègent en personne – qu'on pourra faire machine arrière et je suis prêt à parier que d'ici dix ans, on ne trouvera plus de clavier *Azerty* sur le marché sous peine d'amende. Ce qui, entre nous, n'a aucune importance puisque la « génération texto » se fiche pas mal des accents sur les lettres.

Si vous trouvez que la fable force la dose, c'est que vous avez voté « oui » et que vous avez besoin de vous rassurer car, si on en croit la théorie démocratique, la majorité du corps civique ne peut pas avoir tort, n'est-ce pas ? En tout cas, je peux vous dire en confidence que j'ai assez d'anciens condisciples qui participent à ces farces pour m'en avoir racontées de bien pires que seuls la discrétion et le devoir de réserve m'interdisent de rapporter ici[369]. Ceux qui ont voté « non » n'étaient certes pas tous au courant des petits secrets de plomberie, mais leur sentiment d'avoir affaire à un système opaque est sans doute pour beaucoup dans le résultat du 29 mai 2005. À l'époque de la campagne du referendum sur le traité de Maastricht en 1992, la ministre des Affaires européennes et ardente propagandiste du « oui », Élisabeth Guigou, l'avait d'ailleurs superbement – et involontairement – formulé, dans un registre qui n'était pas celui de la plomberie, mais de la mécanique automobile : « quand on conduit une voiture, on ne regarde pas sous le capot ». Eh pardi, il ne faut *surtout pas* regarder sous le capot, elle était bien placée pour le savoir[370].

L'opacité découle en outre du principe de la « primauté du droit communautaire », plus connu que celui du monopole de l'initiative. Il signifie que la législation élaborée selon les processus que décrit ma fable, et qui se tiennent bien entendu *à huis clos*, prévaut sur le droit interne des états, y compris sur les lois débattues publiquement par les parlements nationaux[371]. La publicité du débat, que je sache, est un critère de base de la légitimité démocratique. Le système du bulldozer combiné au huis clos donne à la machine européenne cette apparence de puissance inexorable, impersonnelle et mystérieuse contre laquelle la volonté collective des citoyens se sent désarmée, à la manière de « *la Force* » des films de science-fiction.

Il y a une autre conséquence, dont l'opinion publique est peu consciente et que les éditorialistes semblent avoir été jusqu'ici incapables de discerner[372] : la puissance même de la mécanique communautaire nourrit l'impuissance politique de l'Europe.

Problème d'aspirateur

L'extension indéfinie des pouvoirs de l'Union, qui parvient *toujours*, à travers des processus que les institutions communautaires sont seules à maîtriser[373], à rogner sur les compétences restant en principe au niveau des états aux termes des traités, ne cesse de les affaiblir sur la scène internationale. L'Union, en revanche, est mal outillée pour *exercer* les compétences qu'elle sait si bien arracher aux états, à cause de la lourdeur et de la lenteur de ses mécanismes décisionnels. Les états européens perdent ainsi peu à peu la substance de leur souveraineté, au profit d'une machine qui, loin de la rassembler pour produire *une plus-value de souveraineté*, la stérilise faute de savoir quoi en faire : l'Union fait office d'*aspirateur de souveraineté*, à la manière d'un trou noir qui engloutit la matière.

Une comparaison historique nous fournit le négatif de ce phénomène. Au début du XVIIIe siècle, l'Acte d'Union a réuni les deux royaumes d'Angleterre et d'Écosse[374]. Les Écossais ont renoncé à leur indépendance, mais c'était au profit d'un ensemble politique devenant par là même plus puissant : ce qu'ils ont perdu en tant que sujets d'un petit royaume montagneux et pauvre leur a été restitué avec des dividendes à titre de citoyens d'un état devenu en un siècle le plus riche et le plus puissant de la planète. Ils ont soigné la nostalgie de leur indépendance perdue en perfectionnant leur savoir-faire dans la distillation du whisky, mais surtout grâce à la satisfaction de participer à la maîtrise de l'Empire. Ce que le Royaume-Uni a su réaliser – non sans douleur[375] – à l'égard de ses entités

constitutives, c'est-à-dire d'être pour elles *un démultiplicateur de puissance*, l'Union européenne y a échoué.

À la base de cet échec, il y a plus que l'effet de mécanismes pervers, il y a une des idées fondatrices de la construction européenne. Pour en comprendre la portée, il faut revenir à la blague sur Yalta, avec Joe, Franck et les gamins turbulents. Le premier objectif assigné à la construction européenne, et elle l'a jusqu'ici superbement réalisé, était d'établir la paix entre des nations qui n'avaient pas cessé de se battre depuis des siècles. Comment a-t-elle réussi cet exploit ? À l'aide d'une méthode consistant à *ligoter* progressivement les états européens dans un carcan de règles qui leur enlève la possibilité pratique de redevenir menaçants les uns pour les autres et établisse ainsi un climat de confiance mutuelle. Au moment de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, cinq ans à peine après la fin de la seconde guerre mondiale et du régime nazi, bien des Européens instruits par l'échec de la paix de Versailles, continuaient à redouter le réveil du « danger allemand ». La formule de la CECA visait donc à *emprisonner* l'Allemagne dans un filet solide qui l'empêche définitivement de nuire à ses voisins, en soustrayant à son contrôle les ressources éminemment stratégiques qui servent à fabriquer les canons. Le génie des « pères fondateurs » a été de comprendre que, si on voulait écarter le spectre d'une réédition du scénario d'après 1919, il fallait installer ce filet en s'abstenant d'humilier l'Allemagne. Il fallait donc en premier lieu rester dans le non-dit en évitant d'invoquer cet argument à haute voix, pour mettre l'accent sur la seule efficacité économique d'une mise en pool des ressources sidérurgiques. Il était impératif, en second lieu, que les autres états européens acceptent *pour eux-mêmes* les règles qu'ils imposaient à l'Allemagne, en mettant ces ressources sous la coupe d'un organe, la Commission, doté d'outils de pouvoir assez puissants pour tenir les états en respect.

Le modèle de la CECA a été transposé par le traité de Rome à la Commission de la CEE, dotée d'instruments similaires de pouvoir, destinés cette fois-ci à lui donner les moyens d'imprimer sa dynamique à la construction européenne. Cette logique était efficace pour faire avancer la machine, elle a eu pour résultat d'empêcher que l'Europe puisse émerger en tant que puissance géopolitique. Faut-il s'en étonner ? Non bien sûr, puisque l'objectif ne figurait pas dans la mission assignée à la construction européenne, enclenchée sous les auspices américaines : Washington voulait un glacis stratégique et une force d'appoint dans la perspective de la guerre froide, pas une puissance rivale. Ce n'est pas seulement l'incapacité des Européens à s'entendre sur bien des dossiers de politique extérieure qui est

la cause de leur impuissance à agir, c'est que *le cadre institutionnel qu'ils se sont donné fonctionne selon une logique qui s'y oppose*.

Bien entendu, la « Constitution » avortée n'était pas de nature à y porter remède. Et ce n'est surtout pas en se résignant au grignotage indéfini des prérogatives des états par la Commission qu'on peut faire de celle-ci la préfiguration d'un futur gouvernement de l'Europe : par construction, elle n'est faite que pour *ligoter* les états, pas pour faire naître de leurs puissances additionnées *une synergie collective* et encore moins pour leur donner ainsi une projection extérieure. La seule orientation institutionnelle qui pourrait faire progresser l'Europe à cet égard serait de doter l'Union d'un organe politique détenant une légitimité démocratique propre par élection directe ou à travers un vote d'investiture du Parlement, partageant le droit d'initiative avec le Parlement et le Conseil, et chargé de la mise en œuvre des « politiques communes » ; en langage familier, on a un mot pour désigner ce genre d'organe : cela s'appelle un « gouvernement ». La Commission aurait, de son côté, assez de travail en tant que « Haute Autorité de la concurrence » ainsi que pour vérifier la cohérence des projets de législation avec le maquis des textes existants[376], tâches dont elle s'acquitte du reste assez bien aujourd'hui. Un tel dispositif, lui, n'usurperait pas le nom de « Constitution » et pourrait même respecter mille fois mieux que le « machin » actuel[377] la souveraineté des états dans les domaines autres que ceux des « politiques communes ». Et à quoi servirait le Conseil dans ce système ? Précisément à veiller à ce que l'Union n'empiète pas sur les prérogatives des états sans leur consentement. Bien entendu, ce n'est pas d'actualité et personne n'en veut.

On n'en veut pas, bien entendu, parce que « les esprits ne sont pas mûrs ». Les esprits ne sont *jamais* mûrs pour ce qui innove. C'est vrai pour tout. Ils n'étaient pas mûrs pour l'abolition de la peine de mort, pour les radars automatiques, pour faire des achats sur Internet, que sais-je encore ? Et quand on passe outre, ces esprits trop verts s'en accommodent fort bien. C'est du côté des dirigeants qu'il y a problème : on veut bien abdiquer sa souveraineté *pratique*, tant qu'elle n'est pas entamée au plan *symbolique* car c'est des symboles qu'on retire les satisfactions qui sont la récompense d'une carrière politique. On n'en veut pas non plus, parce que la plupart des états européens sont engagés, chacun pour son compte, dans des liens géopolitiques avec des puissances extérieures à l'Union : la Grande-Bretagne avec les États-Unis au premier chef. Imaginez une défense commune européenne avec un des états, au surplus celui qui possède le meilleur outil militaire, dont le système de renseignement – le nerf de la guerre moderne – est incorporé à une « coopérative » dirigée de Washington : cela ne tient pas

debout. La France s'imagine avoir une relation privilégiée avec le continent africain ; elle est attentive, comme l'Espagne et l'Italie, aux évolutions affectant le sud de la Méditerranée. De tout cela, les états d'Europe du nord se contrefichent. La France et l'Allemagne caressent l'idée de partenariats avec la Russie tandis que l'Angleterre et les états d'Europe de l'est s'en méfient comme de la peste. Allez donc, à partir de visions aussi divergentes, bâtir une « politique étrangère et de sécurité commune » qui débouche sur autre chose que des déclarations vertueuses qui font rire le monde entier et nous discréditent. Si, il y a une solution, la solution de facilité qui met tout le monde d'accord : mettre la politique étrangère de l'Europe sous la tutelle des États-Unis. C'est, dans la pratique, à peu près ce qui se passe, en dépit des rodomontades : ce n'est pas un hasard si on a choisi pour s'en occuper – je ne dis pas pour la « diriger » – Javier Solana, à l'évidence *personna grata* aux yeux de Washington en tant qu'ancien secrétaire général de l'Otan. Cela pourrait ne pas être idiot : après tout, on pourrait profiter de ce parapluie pour, en douce, monter en puissance et faire converger les vues, de manière à préparer un affranchissement futur[378]. Le défaut du pari, c'est que les Américains orientent cette politique commune selon l'idée qu'ils se font de *leurs* intérêts et non selon les *nôtres* – avouons qu'à leur place, nous ferions pareil – et veillent au grain pour tuer dans l'œuf tout ce qui pourrait ouvrir la voie à une éventuelle émancipation de l'Europe.

On n'en veut pas, au surplus, pour une autre raison, qui est de nature idéologique. Pour tous ceux qui détestent l'idée de « nation », à qui les « frontières » donnent de l'urticaire, l'idée de « souveraineté » est tout aussi bonne à jeter. Un système qui prive les états de leur souveraineté sans lui en substituer une de niveau plus élevé, ne peut que combler leurs vœux[379]. Pas étonnant que néolibéraux et bien-pensants de gauche aient communié dans la même ferveur à matraquer l'opinion en faveur du « oui ». À leurs yeux, un immense mérite de l'Union européenne telle qu'elle fonctionne est de nous faire entrer enfin dans l'ère « post-westphalienne ». Cette Union qui n'est ni un état, ni une organisation internationale, l'emboîtement complexe des « coopérations privilégiées », avec cette Banque centrale qui ne rend de comptes à personne, mais qui n'a juridiction que sur une partie de l'Union, c'est pain bénit[380]. Voyons cela de plus près.

Le traité de Westphalie, qui a mis fin en 1648 à la guerre de Trente ans, n'a pas seulement été le premier d'une série de grands actes diplomatiques multilatéraux qui ont façonné, à raison d'un ou deux par siècle, la configuration territoriale de l'Europe en entérinant les nouveaux rapports de force résultant des conflits majeurs : traités d'Utrecht en 1713, de Paris en 1763, de Vienne en 1814, de Versailles en 1919 et d'Helsinki en

1977. Il a surtout enterré l'ordre politique féodal en dissolvant le lien de vassalité qui unissait les princes allemands au Saint Empire[381], pour lui substituer un « concert européen » constitué d'*états souverains*, proclamés égaux en droit. De quoi est faite cette souveraineté ? Du principe général que chacun est maître chez soi[382]. En découlent deux principes dérivés : on ne se mêle pas des affaires des autres – principe de non ingérence – ; l'étendue territoriale de la juridiction de chacun est fixée par des frontières internationalement reconnues. C'est sur la base de ces principes qu'a fonctionné le système international et qu'il continue à fonctionner : il n'est pas rare que les diplomates y fassent référence. On peut voir dans la concomitance, en ce milieu du XVII[e] siècle, de l'émergence des Lumières et de la naissance de l'ordre politique où elles s'épanouiront, un pur hasard historique. On peut ainsi voir dans le traité de Westphalie la matrice de la modernité. Une bonne raison pour que nos postmodernes, pas vraiment « fans » des Lumières, en rejettent l'héritage. Il est vrai que celui-ci est ambivalent.

On peut en effet accuser ce système d'états jaloux de leur indépendance et de leurs prérogatives d'avoir déclenché des conflits horribles, des guerres napoléoniennes aux deux guerres mondiales. Je crois que c'est une erreur de perspective. D'abord, les humains n'ont pas attendu 1648 pour s'entretuer et la plupart des conflits actuels, des guerres africaines aux bombardements israéliens sur le Liban, n'ont pas un caractère « westphalien ». C'est même parce que la RDC, où il n'y a longtemps pas eu d'État, et le Liban, où l'État manque des moyens d'imposer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, n'arrivent pas à faire prévaloir les critères westphaliens, qu'ils sont l'un et l'autre si vulnérables. Parmi les protagonistes de ces conflits, ni les seigneurs de la guerre africains, ni l'Autorité palestinienne, ni Al-Qaeda, ni le Hamas, ni le Hezbollah ne forment des entités westphaliennes. Ensuite, si le système de Westphalie n'a pas empêché les guerres, il a eu le mérite de les *policer* en posant des principes de conduite dont il est difficile de nier la sagesse : la paix est l'état *normal* des relations internationales ; les états doivent s'abstenir d'actions susceptibles de la troubler et s'efforcer de régler leurs différends par la diplomatie ; la guerre est un *état d'exception* qu'on ne déclenche pas sans une déclaration préalable qui produit des effets juridiques garantissant notamment les droits des neutres ; les frontières ne peuvent être modifiées que d'un commun accord – quitte à ce que le consentement d'une des deux parties lui soit arraché par la défaite[383]. Ce n'est pas l'idéal, mais c'est mieux que l'état de guerre larvée qui est le lot des théâtres où un tel ordre ne

s'exerce pas. Le conflit du Proche-Orient est un exemple de ce que donne la violation persistante de tous les principes que je viens d'énoncer.

On peut faire un autre reproche à l'ordre westphalien, celui d'être « eurocentriste » ou, du moins, asymétrique. Ses concepts sont nés en Europe et pourtant, au cours de son histoire, l'Europe ne les a pas appliqués spontanément dans ses relations avec les autres peuples. Dans certains cas, elle a fait usage d'instruments non westphaliens, comme la VOC ou la *East India Company* pour s'emparer de pays avec lesquels elle n'avait pas de différends ; mais le fait qu'on triche avec des principes ne signifie pas que ces principes doivent être jetés aux orties. À l'inverse, on peut se dire que, lors des conquêtes coloniales de l'Afrique, le fait que les entités politiques africaines, aux frontières floues, plus ou moins liées les unes aux autres par des rapports complexes de vassalité ou de belligérance larvée, ne se conformaient pas au paradigme westphalien, a eu pour effet que les Européens, se refusant d'y reconnaître de « vrais » états, les aient tenues pour quantités négligeables, ce qui dans leur esprit leur ouvrait d'office un droit de conquête[384]. On trouve, dans les récits des premiers colonisateurs, l'idée que, ces territoires ne possédant pas d'« états », ils étaient *res nullius* et qu'ils étaient donc à prendre sans autre forme de procès[385]. Bonne raison, en tout cas, pour condamner un système qui inspirait des idées aussi malfaisantes et s'engager allègrement dans l'ère post-westphalienne. En prime, cela permet de faire presque la même chose que les anciens colonisateurs, avec des justifications opposées, au nom d'un prétendu « devoir d'ingérence » aussi hypocrite que dangereux.

Et vive l'« Union » européenne avec sa pseudo constitution qu'ils finiront bien par nous fourguer, en gros ou en détail, et qui achèvera d'en faire un superbe *objet post-westphalien non identifié*, fonctionnant comme un aspirateur pour nettoyer le terrain des débris malpropres d'un ordre périmé !

L'ennui, c'est que les pays qui semblent les mieux placés pour être, en face ou à la place des États-Unis, des acteurs déterminants de l'ordre mondial du XXIe siècle, Chine, Inde, Russie, Brésil et quelques autres, sont, eux, *parfaitement westphaliens* et n'ont aucune intention de renoncer à ce caractère dont ils tirent leur force. L'Europe, pour sa part, s'oriente vers un modèle politique qui la rend aussi vulnérable que l'Afrique du temps des conquérants coloniaux. Et elle trouve ça très bien : l'attrait pour le « métissage culturel » produit décidément de drôles d'effets.

Dérapages incontrôlés

Cet attrait se retrouve dans l'un des arguments avancés par des partisans de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne : l'apport de cet état musulman la ferait – enfin ! – sortir de son enfermement judéo-chrétien pour la faire avancer de façon décisive sur la voie du « multiculturalisme ». L'identité européenne, ou ce qu'il en reste, est si exécrable, qu'il est urgent de la dissoudre afin de donner au reste du monde le visage aimable d'un ensemble « ouvert » et de combler le « fossé des civilisations ». Ces arguments, bien entendu, ne comptent pas pour grand-chose dans le processus qui conduira à l'adhésion de la Turquie d'ici quelques années, mais ils visent à le faire accepter par une opinion plus que réticente et à faire apparaître ceux qui s'y opposent comme des « islamophobes » et des « racistes » ou, pour le moins, des ringards.

Les vraies raisons pour lesquelles nos élites et les institutions communautaires font un tel forcing à l'égard de l'entrée de la Turquie sont claires. Elles sont d'abord « économiques » : avec ses quatre-vingts millions d'habitants et sa croissance industrielle, la Turquie est en même temps un grand marché et un atelier. Je suis frappé, en circulant dans les quartiers commerçants d'Afrique, de voir la place croissante des produits *made in Turkey*, ustensiles de cuisine, petit électroménager, articles de second œuvre du bâtiment, indice d'un essor de l'industrie de ce pays. Mais l'économie ne se limite pas au *business*. En effet, au-delà de cette considération qui est, somme toute, défendable, il y en a une autre dont on parle moins, mais qui a influencé de manière subliminale les réactions de l'électorat à l'affaire du « plombier polonais » : en intégrant au marché du travail européen la masse que représente la Turquie, on se donne un moyen puissant de faire pression sur les salaires et sur le statut social des travailleurs de toute l'Europe. Une pression à la baisse, cela va de soi. Et une pression d'autant plus efficace que ces gens-là bossent fort et que la masse potentielle à jeter sur le marché du travail peut s'augmenter des populations de Kirghizie, d'Azerbaïdjan, de Turkménie et d'autres pays « turcophones » à qui la loi turque ouvre sa nationalité et, par voie de conséquence, la citoyenneté de l'Union dès que l'adhésion sera en vigueur. Puisque les résistances syndicales font obstacle au démantèlement des acquis sociaux et de l'État providence et même, dans bien des pays, à leur indispensable réforme, on recrutera là-bas les bataillons qui les feront sauter. Une réédition par les cercles dirigeants européens de la vieille stratégie de l'« alliance avec le Grand Turc », mais dirigée cette fois contre l'« ennemi intérieur » : le peuple. Le peuple n'est pas dupe.

Il y a aussi des raisons géopolitiques. Elles sont parfaitement illustrées par l'irruption insolente de Condoleeza Rice dans un débat qui, pourtant, ne

la regardait pas. Au cours du Conseil européen houleux où un veto autrichien risquait de faire obstacle à l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie, il a suffi que la secrétaire d'État américaine siffle la fin de la récréation pour que tous ces messieurs-dames se mettent au garde à vous et déclarent nulles et non avenues les conditions pourtant élémentaires que l'Europe avait mises à son accord : la reconnaissance par la Turquie de l'ensemble des états qui la composent, entre autres. Il ne faudrait pas oublier qui est le chef ici ! À l'attention de ceux qui se lamentent que l'Union européenne erre comme un navire sans capitaine, le coup de sifflet de madame la secrétaire d'État est un formidable message de réconfort : oui, il y a un capitaine ; il n'est pas en uniforme bleu galonné, mais en tailleur rose : ne boudons pas notre plaisir. Pourquoi l'Amérique est-elle si acharnée à faire entrer la Turquie dans l'Union ? Ce n'est pas difficile à deviner. D'une part, la dilution de l'identité européenne résultant de l'incorporation d'un tel « corps étranger » culturel ne peut que rendre plus difficile la marche vers sa constitution en entité politique. D'autre part, la Turquie siégeant au Conseil européen est une assurance tous risques contre le spectre, toujours redouté par Washington, d'une coalition entre l'Europe et la Russie.

Au-delà des enjeux, la question de base est bien connue : la Turquie est-elle un pays européen ? Passons rapidement en revue les arguments historiques invoqués par les partisans de l'adhésion. La Turquie a longtemps été une puissance européenne, du temps où l'Empire ottoman s'étendait sur la Grèce, la Hongrie, la Serbie, la Bulgarie et une partie de la Roumanie. La belle affaire ! La France a été pendant plus de cent ans présente sur une bonne partie du continent africain, elle y garde même quelques confettis insulaires et une vague influence, cela ne lui donne pas qualité, que je sache, à postuler à l'Union africaine. Et c'est faire bon marché de la lutte de trois siècles qu'ont menée les peuples du sud-est de l'Europe pour s'affranchir de la bienveillante tutelle turque. Les arguments qu'on peut aller chercher dans un passé plus lointain sont tout aussi ridicules. Oui, c'est vrai, le territoire actuel de la Turquie a longtemps fait partie de la sphère « occidentale » : l'Ionie, grecque depuis les origines et jusqu'aux années 1920 ; le reste de l'Asie mineure, du temps des royaumes hellénistiques jusqu'à l'Empire byzantin. On peut en dire autant du Maghreb, de la chute de Carthage à la conquête arabe, et il ne viendrait à l'idée de personne de prétendre que la Tunisie ou l'Algérie sont « européennes ». Ce serait même très politiquement incorrect : ça risquerait de rappeler les thèses « Algérie française ». D'ailleurs, les Turcs sont les premiers à récuser l'héritage

hellénique et ils ne se sont pas gênés en 1922 pour chasser de chez eux les Grecs qui étaient pourtant là depuis deux mille cinq cents ans.

La question n'est en rien d'ordre « ethnique ». En effet, les Turcs ne sont pas « turcs », ou si peu. Je ne parle pas des Kurdes, qui affirment leur différence avec l'identité turque, mais de ceux qui s'en réclament. Dans l'antiquité, une partie des habitants de l'Anatolie était de souche celtique, venue des régions du moyen Danube d'où étaient issus Gaulois, Galiciens, Gallois, Gaëliques et autres Valaques[386]. C'est pourquoi on les appelait les « Galates ». J'ai eu l'occasion de constater, en parcourant les rues d'une ville de l'ancienne Pamphylie, à quel point le type physique des passants était proche de celui des descendants d'Arvernes qu'on croise sur le marché de Laguiole. Le pays était déjà peuplé, les conquérants turcs, venus des confins de la Chine et du Kazakhstan, étaient peu nombreux et ils n'ont enrichi le capital génétique des populations d'Asie mineure que d'une touche légère. Leur empreinte a été, pour l'essentiel, d'ordre culturel : la Turquie – ou plutôt la composante spécifiquement « turque » de l'Empire ottoman dont est issue la Turquie moderne –, s'est tenue depuis sa formation à l'écart du développement historique de la civilisation européenne. Elle lui a emprunté certes, mais pas au point d'altérer l'identité originale qu'elle s'est construite. L'un des ingrédients de cette identité est l'islam. Je ne vais pas me lancer dans des développements là-dessus, et notamment sur le rapport ambigu entre l'islam turc et la « laïcité » kémaliste, de nombreux ouvrages bien documentés ont été publiés sur cette question[387]. Je me bornerai à rapporter quelques impressions personnelles qui ne valent pas démonstration, d'autant plus qu'elles sont tout aussi ambivalentes que la question elle-même.

Je m'étais rendu en Turquie il y a une dizaine d'années pour y donner des cours dans le cadre d'un séminaire universitaire. C'était en hiver et les faubourgs d'Istanbul, avec leurs immeubles gris, la brume glacée et l'odeur de la fumée des poêles à charbon qui y flottait, m'évoquaient davantage ceux de Sofia, de Belgrade ou de Moscou que ceux de Damas ou du Caire. Logique, me direz vous, Istanbul est en Europe, en Europe orientale, qui plus est. Dans la salle des professeurs de l'université, au décor douillet de club anglais avec ses boiseries, ses gravures de chasse et ses fauteuils *regency*, mes collègues m'avaient organisé un dîner. D'excellents vins blancs des Dardanelles suivis d'un rouge somptueux de Trébizonde arrosaient des plats délicats servis dans de fines porcelaines accompagnés d'une salade de roquette au vinaigre balsamique, pendant qu'un étudiant de la faculté des Arts égayait l'ambiance en jouant des sonates de Haydn sur un splendide *Bösendorfer*. À mille lieues des clichés « orientaux », il aurait été difficile de ne pas se sentir dans une rassurante atmosphère « européenne ». J'imagine

que cet accueil VIP était du genre de celui que reçoivent les gens de nos élites quand ils se rendent en Turquie à titre officiel et, comme ils n'ont pas coutume d'aller, comme je le fais, traîner sur les marchés des faubourgs et les stations d'autobus, on devine tout à fait quelles conclusions ils peuvent en tirer. Mes convives s'en étaient d'ailleurs amusés et l'un avait fait mine de me prévenir : « ne croyez pas que *toute* la Turquie est comme ça ». On s'en doute.

Ce double visage de la Turquie lui donne-t-il la chance de devenir ce fameux « pont » entre l'Europe et l'Islam dont rêvent vos élites ? Je suis plus que sceptique, étant assez Arabe par alliance pour savoir que mes « beaux-frères » mahométans avaient beau considérer les Turcs comme des « frères », ils se souviennent que ces frères avaient des sabres très bien aiguisés. Ne peut-on pas penser à l'inverse que le fait que la césure entre les deux civilisations traverse la société turque, en isolant une élite occidentalisée de masses attachées à leur identité musulmane, risque plutôt *d'importer le « choc des civilisations » à l'intérieur de nos frontières* ? Ce n'est pas si grave, il y sévit déjà.

L'histoire et la culture n'apportant pas de réponses décisives à notre obsédante interrogation – ou apportant plutôt des éléments de réponse auxquels la décence nous commande de boucher nos oreilles politiquement correctes –, reste la géographie. Là, les fans de l'adhésion tiennent le bon bout : la Turquie est « européenne » puisqu'une partie de son territoire est en Europe. Bien sûr qu'Istanbul et la région qu'on appelait autrefois la Roumélie sont du « bon » côté du Bosphore, mais cela ne représente qu'à peine quatre pour cent du territoire turc ; le reste correspond à ce que, dans l'antiquité, on appelait « *Asia* », l'Asie « mineure » d'aujourd'hui. C'est à peu près aussi pertinent que si on prétendait que la France fait partie de l'Amérique du sud au motif qu'il s'y trouve près de vingt pour cent du territoire de la République[388] ; il est vrai que le bras de mer qui sépare les deux parties de la Turquie est moins large que l'océan Atlantique. Tout de même un peu désorientés par l'objection, nos partisans se ressaisissent :

– Il faut être moderne. À l'époque de l'avion et d'Internet, la géographie et les distances, ça ne compte plus. Regardez Chypre, c'est encore plus loin.

Allons, je leur concède Chypre, et même nos DOM pour faire bonne mesure, mais, si la géographie ne compte pas et si on laisse de côté la Russie, pourtant bien plus « européenne » que la Turquie, pourquoi ne pas inviter à rejoindre l'Union des pays eux aussi plus « européens » que la Turquie par leurs mœurs et leur culture, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Chili ou même, je l'ai évoqué, Israël – à condition,

pour ce dernier, qu'il s'assagisse et se décide à se conduire de manière plus civilisée comme on est en droit de l'attendre d'un membre du « club » – ?

En fait, tous les arguments invoqués par les adversaires de l'adhésion turque manquant leur cible. La bonne tactique n'est pas de s'affronter aux opinions bien-pensantes, mais plutôt d'abonder dans leur sens. « Si tu veux aider quelqu'un à labourer un terrain en pente, aide le dans le sens de la descente », disait Pagnol. Il suffit de se mettre à l'école des belles âmes et de repérer dans leur discours comment ils savent introduire au bon moment le « mot qui tue » afin de renverser la perspective. Essayez avec moi : arrêtons de parler d'« élargissement » et d'« adhésion ». Le processus qui est en route doit être dénoncé avec indignation comme celui d'une « annexion de la Turquie par l'Union européenne », la réalisation, en somme, *d'un fantasme « impérialiste » séculaire*. Là, on peut s'afficher contre l'entrée de la Turquie, sans se départir d'une posture moralement défendable. Avec ça, vous pouvez commencer à mobiliser. Les bien-pensants européens seront piégés par leurs propres paradigmes et vous avez de bonnes chances de rallier à vous les « souverainistes » turcs, pas enchantés de ce que leurs dirigeants leur préparent.

Cela ne vous coûte rien d'essayer mais dépêchez-vous, dix ans c'est vite passé. C'est dès maintenant qu'il faudrait renverser le mouvement, mais il est sans doute déjà trop tard.

Peu importent péripéties, arguments et tactiques d'arrière-garde : la messe est dite, la Turquie entrera dans l'Union et l'Europe n'existera pas. Au plan symbolique, l'apposition par la Turquie de sa signature sur le traité constitutionnel européen en est un signe sûr. À un niveau plus pratique, la logique du bulldozer communautaire finira par l'imposer aux états, qu'ils en veuillent ou non. Les alternatives sont pur bavardage : les Turcs ont rejeté celle du « partenariat privilégié », à juste titre d'ailleurs, puisque son contenu ne peut guère être autre chose que ce qui existe déjà avec les accords d'association. Et on n'imagine pas qu'au terme d'un processus de dix ans de négociations où auront été déblayés tous les obstacles techniques, la réponse finale puisse être négative. Enfin, dix ans, c'est ce qu'on nous annonce, mais je suis convaincu que l'échéance est bien plus proche : les urgences économiques et géopolitiques de l'agenda de nos « décideurs » feront presser le pas.

La construction d'une Europe forte, prospère et vaste était à votre portée. Elle vous offrait une belle chance d'exister collectivement dans le monde de demain, sans cesser d'être vous-mêmes. Encore fallait-il ne pas laisser passer le moment de reprendre le contrôle de la machine et de

l’aiguiller dans la bonne direction. Vous avez raté le moment, vous avez gaspillé la chance.

Il ne vous reste plus qu’à inventer comment exister autrement.

Épilogue

Le boulevard du crépuscule

Et, puisqu'il faut mourir, mourez d'un beau trépas.
Tristan L'Hermite, *La mort de Sénèque*.

Je ne voudrais pas me faire taxer de « déclinisme ».

C'est très mal vu d'être « décliniste ». Ça va à l'encontre des injonctions de l'ordre moral postmoderne qui exige de nous d'être « jeunes », de « positiver ». Le mot a été inventé pour dénigrer quelques auteurs qui s'étaient aventurés à déceler dans les tendances actuelles les prémisses d'une décadence de notre pays ou de notre civilisation. On peut être décliniste en version pessimiste ou en version optimiste.

Connaissez-vous la différence entre un optimiste et un pessimiste ?

Le pessimiste est tout le temps à se plaindre que les choses vont mal : « croyez-moi, ma bonne dame, nous touchons le fond, ça ne peut pas être pire ». Mais non, répond l'optimiste, « ça ne va pas si mal, nous n'avons *pas encore* vu le pire ».

Les déclinistes pessimistes redoutent que le déclin où nous nous sommes engagés ne soit irrémédiable. Les déclinistes optimistes croient qu'il est encore utile de lancer leur cri d'alarme pour conjurer le déclin. Les antidéclinistes, eux, trouvent que tout va bien et que le suicide programmé de votre pays, de l'Europe et de l'Occident est la meilleure chose qui puisse arriver à notre planète. Je ne suis pas sûr qu'ils aient tort. Je ne suis pas sûr, en revanche que ce soit la meilleure chose qui puisse nous arriver *à nous*. Qu'importe, il va falloir faire avec, puisque personne ne semble décidé à prendre le taureau par les cornes pour qu'il en soit autrement et que les rares qui pourraient en être tentés craignent de s'exposer au discrédit jeté par les belles âmes sur ceux qui ne partagent pas leurs généreuses convictions.

Vive le déclin !

LA DERNIERE CARTE

Étrangers dans votre propre demeure

L'un des aspects agréables de la forme de déclin que nous connaissons est qu'il se déroule dans la joie et la bonne humeur.

À part quelques grincheux, comment ne pas s'enthousiasmer au spectacle festif de la disparition d'un ordre du monde qui a fait tant de malheureux ? La mondialisation, l'ouverture des frontières aux accents des musiques métissées, l'application généreuse de la belle maxime : « tout le monde chez moi », voila bien de quoi réchauffer le cœur.

C'est d'ailleurs un thème qui est utilisé dans des films comiques et qui « fonctionne » à coup sûr. Vous voyez ce que je veux dire : la surprise-partie organisée par le grand dadais de fiston, où les invités cassent tout dans la maison, vident la cave et jettent les poubelles dans la piscine. Le fou rire est garanti dans la salle. Le point culminant de l'épisode est le moment où les parents rentrent de leur soirée à l'opéra. Tête des parents ! Je vous dis : à se tordre. Et, en plus, le scénario est à tiroir : deuxième point culminant trois minutes après, la scène de l'arrivée de la police, alertée par les voisins excédés du tapage. Vingt films plus tard, à condition de changer les acteurs et le décor, ça marche toujours.

Comme dit la pub' : « quand on aime la vie, on va au cinéma ». Il arrive que ce soit moins drôle pour les intéressés quand des situations de cinéma font irruption dans la vie, mais l'essentiel est de garder le moral. Gardons-le.

Du règlement de copropriété aux règlements de comptes

La suprématie occidentale avait établi un ordre du monde où les « blancs » étaient chez eux partout. Il faut reconnaître que c'était désagréable pour les autres. Alors que ces autres commençaient à trouver le temps long, les blancs se sont mis à se disputer grave entre eux et ont eu pendant un bon moment d'autres chats à fouetter que de surveiller leurs métairies. Trop fatigués par leurs disputes, ou rendus trop indolents par leur aisance pour reprendre les choses en main, ils ont fait cadeau du titre de propriété des métairies à ceux qui avaient l'air les plus sérieux ou à ceux qui criaient le plus fort, selon les cas. Mais, pour que les choses ne tournent pas à la pagaille complète, ou plutôt à ce que les blancs, avec leur esprit bizarre auquel on n'arrivera jamais à s'habituer, appellent « pagaille », ils ont édicté un règlement général pour tout le monde.

Comme ils ont continué à se disputer entre eux, et comme le règlement était mal fichu, la pagaille s'est installée et a empiré. Pour calmer

le jeu, les chefs des blancs se sont entendus avec les chefs des métayers : « à partir de maintenant, on va régler tout ça entre chefs et les autres n'ont qu'à bien se tenir ; comme nous sommes trop paresseux pour tenir les nôtres, on vous donne le droit de leur donner des raclées ». Parmi les blancs normaux, je veux dire : « ceux qui n'étaient pas chefs », les plus malins ont trouvé qu'il fallait se mettre en bons termes avec les chefs des anciens métayers de manière à être du côté de ceux qui donnent des raclées ; c'est tout de même mieux que d'en recevoir. De sorte que, le jour où les chefs des métayers leur ont dit : « on a de la domesticité en trop, on ne voudrait pas qu'ils viennent manger dans notre gamelle, rendez-nous service, prenez-les chez vous », les petits malins blancs ont répondu : « mais comment donc ! ». Ça tombait bien, les petits malins étaient de plus en plus fatigués et ils avaient envie de faire la fête : de la domesticité pour la faire travailler à leur place, ça ne se refuse pas. Et, en plus, une domesticité qui apporte avec elle sa musique, que peut-on rêver de mieux pour animer la fête ?

Je vous dis : la joie et la bonne humeur.

Vous aviez pris l'habitude d'écrire le règlement de copropriété de la planète, sans que personne vous l'ait demandé ; vous êtes en train de perdre jusqu'au droit d'édicter celui de votre propre demeure : d'autres le font à votre place et à leur avantage. Le problème n'est pas seulement que vous laissiez votre maison sans entretien parce que son style est démodé. Ce n'est pas seulement que vous en laissiez la porte ouverte à tous les vents, c'est que vous ne vous préoccupez même pas de ce qui s'y passe. Encore mieux, vous applaudissez quand les invités flanquent des raclées à vos enfants.

Quittons le registre de la fable. Le défi lancé aux pays européens est double. Ils n'ont pratiquement plus voix au chapitre en ce qui concerne les règles de l'ordre mondial. Ils sont soumis à un tsunami migratoire en provenance de leurs anciennes colonies. Le problème n'est pas la migration en soi : il y en a toujours eu. Il est que vous ne ferez pas de ces migrants des occidentaux, parce qu'ils ne le veulent pas, parce que l'heure de l'Occident est passée, *même dans vos esprits*. Ce n'est plus vous qui écrirez l'avenir du monde ; ce n'est plus vous qui écrirez *votre* avenir.

Votre passé non plus d'ailleurs. À cet égard les controverses relatives au statut historique de l'esclavage et de la colonisation ont une tout autre portée que ce que vous croyez. « Ils » vous refusent désormais le droit d'écrire l'histoire autrement que sous leur dictée pour en faire l'instrument de leurs règlements de comptes. Vous n'avez plus droit à votre mémoire : on vous somme de la troquer contre la leur et vous avez déjà obéi. Vous avez cru leur faire plaisir, vous avez en réalité signé votre perte : la demeure de l'Occident n'est pas qu'un territoire, c'était l'histoire. Avec un grand « H ».

Fin de l'histoire ou sortie de l'histoire ?

On s'est beaucoup gaussé de Francis Fukuyama, annonçant la « fin de l'histoire » aux lendemains de la chute du communisme, sans avoir vu venir les nouveaux conflits qui n'allaient pas tarder à se substituer au clivage est-ouest. Cela part à mon avis d'une double méprise.

La première est qu'on a mal lu Fukuyama – et « mal lu » veut souvent dire qu'on n'a lu *que le titre,* éventuellement la quatrième de couverture. En tant que disciple d'Alexandre Kojève, lui aussi à la fois philosophe et diplomate, lui aussi hégélien pur sucre, Fukuyama estime que la démocratie libérale représente l'aboutissement ultime de tout l'effort humain visant à réaliser la forme politique idéale, tout comme Hegel représente l'aboutissement « indépassable » – je mets le terme entre guillemets tant on trouve souvent cette idée sous la plume de Fukuyama, et encore plus chez Kojève si on a le courage de lire sa prose[389] – de toute la démarche philosophique amorcée avec les présocratiques. Cet effort tâtonnant et souvent tumultueux de l'humanité pour inventer le gouvernement parfait, c'est précisément cela que Fukuyama appelle « l'histoire », le reste n'étant que péripéties. Une fois que cet objectif est, non pas encore réalisé, mais tracé et accepté par toute la planète, bien sûr il continuera à y avoir des tensions, des problèmes, des luttes peut-être sanglantes, des retournements inattendus, mais il n'y a plus de place pour une interrogation sur le *devenir ultime*, il n'y en a plus que pour les *péripéties*[390].

La seconde méprise vient de ce qu'on a pris *La fin de l'histoire* pour un ouvrage d'analyse politique – les librairies anglo-saxonnes le font figurer au rayon « *current affairs* » – alors qu'il serait plutôt à classer du côté du *Zarathoustra*, c'est-à-dire dans le genre « prophétie philosophique ». Et il n'échappe pas au destin de toute prophétie digne de ce nom : celui de ne se réaliser que sous un mode métaphorique et décalé. Si l'on voulait trouver un exemple d'illustration de la pensée occidentale par quelqu'un dont les origines biologiques ne sont pas occidentales, ce serait bien cet intellectuel américain et catholique d'origine japonaise, classé parmi les « néo-conservateurs », qui a porté sa réflexion au cœur même de la destinée de l'Occident. Il en a tellement intériorisé la pensée qu'il a été atteint par la tentation solipsiste inhérente à la culture « blanche » : se croire universelle. Lorsque Fukuyama déclare « indépassable » la démocratie libérale, il démontre en fait l'impuissance *de l'Occident* à dépasser cette forme d'organisation de la société, révélation véritablement « prophétique » de l'épuisement de la créativité politique dans la culture occidentale : l'incapacité des Européens à édifier leur Union sous la forme d'un « objet

post-westphalien » *viable* n'en est qu'une illustration. Lorsqu'il annonce *la* « fin de l'histoire », il n'annonce pas autre chose que *votre* prochaine sortie de l'histoire : l'histoire de l'humanité continuera, bien sûr. Simplement, elle se fera sans vous.

D'ailleurs, comme le révèle chaque jour davantage le débat sur la « loi scélérate » qui a tant agité un petit monde parmi les politiques, les historiens et les enseignants à l'automne 2005, l'histoire écrite selon une perspective occidentale n'est plus recevable dans le contexte postmoderne. Il ne s'agit pas seulement de vos élites intellectuelles. Il ne s'agit pas seulement de la France. C'est vous tous, les blancs, qui refusez désormais cette perspective « eurocentrée ». C'est l'ensemble des Européens qui aujourd'hui se sent *fatigué de l'histoire*. Une histoire qui, au fil des siècles, leur a apporté trop de deuils et de souffrances, trop d'espoirs frustrés, et aussi trop de tentations, trop d'occasions de culpabilité. Ce n'est qu'en apparence un dilemme moral : était-ce « bien » ou « mal » d'avoir voulu conquérir le monde, d'avoir voulu le convertir à votre vision ? Question à laquelle on préfère répondre : « c'était mal », juste pour ne pas avoir à s'interroger et à peser la réponse, sans doute aussi pour esquiver l'affrontement avec les « Autres ».

C'est plus affaire de « moral » que de « morale » : le front est rompu parce que *le moral des troupes a flanché*. À l'exception d'une poignée de « nostalgiques » contemplant avec mélancolie et peut-être avec effroi votre sortie de l'arène, c'est un sentiment de soulagement, un sentiment « munichois », qui prévaut chez vous : dans le fond, vous êtes bien contents d'être tenus à l'écart avant, sans doute, d'être mis au rancart. En prononçant la condamnation de vos anciens qui n'avaient eu d'autre tort que d'avoir été *acteurs* de leur histoire avec tout ce que cela implique, ce que vous démontrez n'est pas votre supériorité morale, comme vous vous délectez à le croire, c'est *votre refus d'assumer la position d'acteurs*, de crainte d'avoir à en affronter les responsabilités. Vous me faites penser à ces juges donneurs de leçons, confortablement installés dans leurs bureaux douillets et embusqués derrière le rempart de leurs dossiers, qui s'offrent le luxe de fustiger les erreurs commises par des marins pêcheurs, des guides de haute montagne ou des opérateurs d'engins de chantier qui ont dû, dans l'instant et au péril de leur vie, prendre des décisions lourdes de conséquences dans des situations qui ont mal tourné.

Vous pouvez bien prendre en dérision Kipling et son fameux – si j'écrivais en anglais, je n'hésiterais pas à placer ici le mot : « *infamous* », qui associe à la notion de célébrité une coloration péjorative – « fardeau de l'homme blanc ». Difficile aujourd'hui, n'est-ce pas, d'imaginer plus ringard que cette prétention insolente où se complaisait sa génération de « bâtisseurs

d'empire » de porter en avant le mouvement de l'histoire pour le compte de tout le reste de l'humanité – qui d'ailleurs ne lui en demandait pas tant. Vous ne mettriez pas tant d'empressement à en être déchargés si vous n'aviez pas au fond de vous-mêmes le sentiment de quelque chose de trop lourd pour vos paresseuses âmes postmodernes, trop heureux d'aller vous asseoir sur les gradins pour regarder d'autres prendre votre relais.

Vous oubliez qu'à l'arène de l'histoire, il n'y a pas de place pour les spectateurs : il n'y a que des acteurs et des figurants. Et ce ne sont pas les figurants qui fixent la règle du jeu, ils ne sont là que pour recevoir le fouet et faire des grimaces. C'est en effet à cela que conduit d'être postmoderne : votre sortie de l'histoire refermera la parenthèse où vos anciens ont inscrit, deux ou trois siècles durant, les mots de « démocratie », de « liberté », de « progrès ». Des idées qui ont fait les Lumières et qui avaient le parfum du combat. On ne peut pas les dissocier de celle d'une participation active des peuples à leur histoire afin d'en façonner collectivement le devenir. Imaginer qu'on puisse renoncer à cette dernière idée tout en espérant conserver les premières ? Vous rêvez.

Et pourtant, la fin de l'eurocentrisme aurait sans doute pu avoir du bon pour l'Occident, l'occasion d'un réveil salutaire. En dissipant la croyance à laquelle s'étaient attachés les « blancs » qu'ils étaient « le sel de la terre », que leur civilisation était « la » civilisation, elle pouvait leur faire prendre conscience que la civilisation occidentale n'est *qu'une civilisation parmi d'autres*. Une civilisation qui n'est ni meilleure, ni supérieure, mais qui est *la vôtre*. Si vous ne l'aimez plus, qui l'aimera ? Et, si *vous* ne la défendez pas, personne ne le fera à votre place.

Adieu aux larmes

Je vais vous dire : à voir la manière dont vous avez renoncé à assumer et à défendre votre identité et votre culture, en parant de nobles motifs votre trahison et votre paresse, je ne peux pas éviter de me dire que vous avez bien mérité votre destin. Ceux qui cultivent vos beaux sentiments à la seule fin de se repaître plus vite de vos dépouilles se réjouissent tout haut : « enfin, justice est faite ». Vous ne les en admirez que plus, sans qu'on sache si c'est pour la beauté de leurs sentiments ou pour l'adresse avec laquelle ils vous manœuvrent. Croyez-moi, ce n'est pas mon cas : je ne tire aucun plaisir de votre punition et je n'ai pas davantage de goût pour les postures de vos justiciers. Le spectacle d'un peuple qui se fait l'instrument conscient et volontaire de son propre abaissement, alors qu'il a encore tant de moyens d'y résister, quoi de plus triste ?

Tant de moyens ? N'attendez pas de moi que je vous livre un *Manuel pour guerriers des Lumières*. Ce serait gaspiller votre temps et le mien : la bataille est perdue parce que *vous* avez décidé d'avance de la perdre. À vous donc de vous fabriquer votre propre *Manuel de survie pour espèce menacée*, à l'aide du portrait que je vais vous brosser d'une culture de minoritaires.

Mémoire de nos chagrins

« Les civilisations sont mortelles, tout le monde le sait. Pourquoi la civilisation occidentale moderne ferait-elle exception ? »

Nous étions en train de finir de dîner à la terrasse d'un restaurant de la baie de Jounieh en compagnie d'un couple d'amis, des Libanais d'Amérique venus passer des vacances au pays. Les vagues de la Méditerranée clapotaient le long du rivage. Les mets excellents, la douceur de la brise et les arômes de la fumée de la *chicha* que nous aspirions paresseusement n'incitaient pas particulièrement au pessimisme. Georges sourit en entendant ma phrase et servit à la ronde les verres d'*arak*. S'appelait-il vraiment ainsi ? Je ne vous le dirai pas. Vu la vénération dont jouit, dans les chrétientés orthodoxes et orientales, ce personnage d'*heroic fantasy* pourtant radié par l'Eglise romaine de la liste de ses saints, considérons ce « Georges » comme un prénom générique.

Il posa l'embout de sa *chicha* dans la soucoupe et dit rêveusement :

« Moi, j'en ai déjà vu mourir une, la mienne. »

Il poursuivit :

– Je voudrais te faire part d'une petite réflexion qui m'a été inspirée par ces émissions de télé où l'on soumet rituellement aux invités une

manière de « questionnaire de Proust ». Quand on leur demande : « quel est votre mot préféré ? », les trois-quarts répondent : « amour », « liberté » ou autres mots qui ne peuvent faire de peine à personne, et je trouve ça très bien. Je n'ai jamais eu l'honneur de passer dans ce genre d'émission mais, en ce qui me concerne, la réponse est évidente : c'est « non », le plus beau mot de la langue française. « Non », c'est Jeanne d'Arc, c'est le Danton de la « patrie en danger », c'est le Victor Hugo de l'exil à Guernesey, c'est de Gaulle le 18 juin 1940.

C'est aussi, me fis-je la remarque en moi-même pour ne pas distraire Georges du fil de son propos, le peuple français le 29 mai 2005 – tout n'est pas perdu, qui sait ? Mais que peut un « non » prononcé dans le secret de l'isoloir, s'il n'est pas relayé par une prise de parole publique assumée par une force politique crédible[391] ?

Georges poursuivit :

– Vous qui avez eu une histoire où, à des moments cruciaux, des âmes fortes se sont levées pour dire « non », vous ne pouvez sans doute pas vous rendre compte à quel point c'est un luxe. Nous, les Levantins[392], avons été privés, vingt-cinq siècles durant, du privilège de dire « non ». Ce n'est pas l'envie qui nous en manquait, mais la malédiction de l'histoire qui a voulu que toujours d'autres parlent à notre place.

Le mot de « Levantin » n'est pas très bien porté en français. Il évoque je ne sais quoi d'obscur et de tortueux, tout un climat fait d'ambiguïté, d'intrigues et de double langage, une réputation de « sens des affaires » qui rime avec élasticité morale, souplesse d'échine, perfidie et frime, bref, une image plutôt négative.

– Ne proteste pas hypocritement des bons sentiments xénophiles de tes compatriotes, je sais à quoi m'en tenir. Il y a, dans votre catalogue, des « bons » étrangers : ceux qui gémissent sans cesse et vous crachent à la figure ; et des … « moins bons » : ceux qui se tiennent cois et gardent de la tendresse pour votre pays. Nous faisons partie des seconds. C'est comme cela et nous n'y pouvons rien : vous méprisez ceux qui vous aiment et vous vous entichez de ceux qui vous détestent. La littérature nous offre des milliers de romans dont l'intrigue fait appel à cette trame. Eh bien, cette appellation de « Levantin », je l'assume, et je l'assume avec fierté.

Pas seulement parce que nous sommes issus du berceau de la civilisation et du pays de tous les prophètes, mais aussi parce que, depuis que nous avons perdu notre indépendance il y a vingt-cinq siècles, nous sommes les héritiers de cent générations d'opprimés qui ont su vivre leur sort dans la dignité et trouver dans leurs épreuves la source d'une certaine douceur de

vivre. Nous avons eu pour maîtres les plus puissants empires de l'histoire. Tous sont passés, nous sommes restés nous-mêmes. De quelques uns nous avons appris, de la plupart nous avons été les instituteurs. De notre condition d'opprimés, nous avons appris encore plus.

Nous avons appris l'art du double langage : savoir dire à nos maîtres ce qu'ils ont envie d'entendre, savoir dissimuler nos pensées secrètes pour prévenir la catastrophe d'un mouvement de mauvaise humeur. L'instinct de survie nous a appris à percer leurs desseins avant même qu'ils les aient formés : en position d'opprimé, le procès d'intention n'est pas une arme rhétorique, c'est un principe de précaution. Cette rude école a fait de nous les intermédiaires naturels entre nos maîtres et le monde extérieur et nous a donné le talent d'en faire une source de richesse. C'est pourquoi nous avons été enviés et, pour que les jalousies ne deviennent pas meurtrières, nous avons appris à les déjouer en soudoyant.

Ah, le fameux art levantin de la corruption, je savais que vous m'attendiez là-dessus ! Je vois vos moralisateurs se dresser, j'entends vos accents réprobateurs – les accents réprobateurs me font toujours rire. C'est parce que vous ne savez pas ce que c'est de vivre la tête courbée sous le sabre. Si peut-être, parmi les Français, les aînés, ceux qui ont vécu l'occupation. Cela a duré quatre ans, quatre terribles années. Chez nous, vingt-cinq siècles. Lorsque vous appartenez à une communauté raffinée, civilisée, mais minoritaire, soumise à un pouvoir qui se soucie comme d'une guigne de votre existence et du respect de vos valeurs, et qui emploie pour maintenir son ordre une soldatesque recrutée dans les couches les plus grossières de ses peuples, quelle défense avez-vous contre cela ? Eh bien, ces prolétaires de l'oppression, vous les achetez. Il est si facile d'acheter les faveurs ou l'indifférence de troupes sous-payées. Quant à leurs gouverneurs, l'empire ne prend même pas la peine de les payer, sûr qu'ils prendront leur dîme sur les soldes de la troupe et se paieront sur la bête. Habiles corrupteurs, oui, nous avons appris à l'être par la force des choses – et souvent employés pour cela par les uns et les autres, vous les Occidentaux compris.

Quand notre monde levantin s'est trouvé à l'interface entre un Orient alangui et un Occident conquérant, nous avons utilisé les atouts que nous avions et que personne ne pouvait nous disputer. Nous avions vu passer assez de maîtres successifs pour vite décoder son « mode d'emploi » quand en arrivait un nouveau ; il nous a été facile de trouver le vôtre. Faute de détenir le pouvoir qui nous aurait assuré la part du lion, nous avons tiré profit de partager la langue de l'Orient et la religion de l'Occident. Ainsi investis de part et d'autre du monopole de la confiance, nous en avons usé, quelques

uns en ont abusé. Notre rôle d'intermédiaires pour le négoce trouvait son prolongement naturel dans le commerce des idées : c'est ainsi que nous avons introduit en Orient les concepts scientifiques et politiques de l'Occident des Lumières, tout en instruisant vos savants, vos marchands, vos diplomates et vos poètes des mystères de l'Orient. La cause était belle, elle a scellé notre tragédie. En la servant, nous avons acclimaté sur nos vieilles terres le ferment de bouleversements qui nous ont été fatals.

Nous avons aussi appris de notre condition à nous plier au destin, sans que nos âmes plient pour autant. Il nous a fallu composer au quotidien sur les questions pratiques sans jamais transiger sur les principes qui fondent notre existence et notre identité. Combien de fois avons-nous dû, frappés par les bienfaits de la « tolérance », quitter nos villages et nos églises pour prendre les routes de l'exil ! Combien de fois, après avoir rebâti un bonheur provisoire dans un nouvel asile, avons-nous dû remettre sac au dos en abandonnant ses ruines sans pouvoir leur dire adieu afin de garder nos énergies pour la prochaine étape !

– Oui, c'est vrai, dit alors mon épouse, ma famille a vécu cela. Dans notre maison, à Damas, nous gardions précieusement deux pieuses reliques : une croix pectorale en argent et un évangile en arménien. Ma grand-mère les tenait d'un prêtre arménien qui faisait partie d'un convoi qu'on menait à la mort. Ils faisaient halte dans son village, décharnés et épuisés. Ma grand-mère était arrivée à tromper la surveillance des soldats turcs pour leur apporter un peu d'eau et de pain. Le prêtre avait tiré de sa soutane la croix et l'évangile et les lui avait donnés : « Je sais qu'ils vont nous tuer. Je ne crains pas la mort mais je ne veux pas qu'ils profanent l'image et la parole de Notre Seigneur ». Après la guerre, réfugiée à Damas, elle s'était rendue à l'évêché arménien en disant : « ces objets appartiennent à votre église, j'ai pu les sauver, je suis heureuse de les lui restituer ». L'évêque lui avait répondu : « ma fille, puisque Dieu a voulu que tu en sois la dépositaire, conserve-les afin de porter témoignage. Va, et sois fidèle à la mission que le Seigneur t'a confiée ».

Georges reprit :

– De cette accoutumance au chagrin, nous avons tiré deux traits qui font partie de l'identité levantine. L'un est le sens de la fidélité. Ne pouvant pas être attachés à des lieux ou à des pierres d'où on nous a trop souvent chassés, nous sommes fidèles à l'égard des seuls biens qu'on ne peut pas nous enlever à la force des armes : l'amitié, l'amour de la famille, la mémoire et la foi. Voilà pourquoi, nous autres chrétiens d'Orient, peu importe que nous soyons croyants ou incroyants, nous vengeons les offenses faites à nos familles et nous ne permettons pas qu'on touche à notre foi. Vos

belles âmes qui se croient à l'abri des malheurs du destin n'y voient que « fanatisme ». Qu'elles l'appellent comme cela leur chante, nous n'en avons cure et nous avons notre conscience pour nous. Parce que nous n'avons pas le choix. L'autre trait est une aptitude à prendre les choses et les événements avec légèreté. Elle nous fait profiter des plaisirs et des bonheurs de la vie sans remords et sans arrière-pensées, en les accompagnant d'une générosité ostentatoire dont on peine parfois à discerner ce qu'elle comporte de sens du partage, de frime et de stratégie de compromission. La légèreté est aussi une arme pour faire face aux épreuves sans avoir l'impolitesse de nous en plaindre, ce que je pourrais appeler « une élégance du malheur », tellement ancrée en nous qu'elle est devenue une obligation sociale. Il faut nous entendre, lorsque nous nous rencontrons au bout du monde, disserter avec gourmandise sur les mille et une manières de préparer et de savourer les courgettes farcies cuites au bouillon de tête de mouton ou les plats de viande crue pilée à l'huile d'olive ! Et quand remonte de notre mémoire le parfum âcre des fleurs de vigne, la douceur des pâtes d'abricot de Damas, le goût acide des prunes de printemps, nous ne pouvons pas nous empêcher de sentir nos yeux se mouiller et nos gorges se serrer de souriante mélancolie. Il faut aussi avoir le cœur bien accroché quand on téléphone à des amis, en pleins bombardements sur le Liban, et qu'on s'entend répondre : « ah, c'est parce que tu t'inquiétais que tu as appelé ? J'avais peur que tu aies un problème avec ta santé ». Vous pouvez insister, vous n'en saurez pas plus, ou à peine : « oui, on fait un peu attention, il y a un obus qui est tombé près du jardin, tu sais ce que c'est avec ces imbéciles. Et toi, ta santé ? Dommage que tu ne puisses pas venir en ce moment, c'est si agréable avec ce beau temps, on irait à la montagne, ça te ferait du bien ». Vous êtes libres de hausser les épaules en pensant qu'« ils se la jouent » : peut-être bien, mais allez donc frimer sous les bombes et on verra.

Cette élégance morale, nous nous devons à nous-mêmes de la conserver jusque dans l'humiliation. L'obséquiosité levantine n'est rien d'autre qu'une forme de politesse perfide. Il n'est pas agréable de devoir pendant des siècles courber la nuque sous le sabre, mais on s'habitue à tout. On s'accoutume à ne plus le redouter, de sorte qu'on ne courbe la tête que par courtoisie à l'égard de celui qui tient le sabre. C'est ça qu'il attend, non ? Le pauvre, c'est bien triste pour lui s'il n'a que ça comme plaisir, pourquoi l'en priver ? Rester poli à l'égard de celui qui veut vous humilier, et vaincre l'humiliation par le sentiment de supériorité que confère l'excès de politesse : voilà bien une conduite que vos ancêtres, qui connaissaient encore le sens du mot « panache », comprenaient sans qu'on leur explique. Savoir garder sa dignité intérieure lorsqu'on est obligé de courber la tête, c'est une

grande leçon héritée de nos siècles d'oppression. Sans espoir concret de renverser l'oppresseur, il n'y a pas de place pour l'affirmation fanfaronne, l'essentiel est de durer. Et c'est ainsi que nous avons réussi à préserver pendant douze siècles un ordre précaire, miracle d'ingéniosité, de composition et de finesse. Durer, cela peut paraître bas si c'est un but en soi faute de mieux ; cela ne l'est pas si c'est pour porter témoignage afin de transmettre une âme dont on est dépositaire. Ce n'est pas une facilité, c'est une ascèse et un devoir.

C'est ainsi qu'une autre grande leçon est de rester obstinément fidèle à son identité. Nous avions forgé la nôtre depuis bien longtemps quand les conquérants arabes sont devenus nos maîtres. Nous avons tout enseigné de l'art de vivre à ces frustes enfants du désert. Nous avons assez bien su biaiser avec eux pour devenir nous aussi « arabes » sans que notre identité propre se soit effacée. C'est elle qui a donné au Levant son caractère unique, celui d'une aire singulière au sein du monde arabo-musulman au plan de la culture, de la sensibilité artistique, des mœurs et de la vision du monde. Mais nous avons préféré l'intérioriser et la vivre dans l'intimité de nos familles et de nos communautés. Ce particularisme levantin a ouvert nos régions plus tôt que d'autres aux courants de la modernité venue d'Occident. Le Levant est ainsi devenu au XIXe siècle le creuset des tentatives de renouveau de la nation arabe sur la base des idées politiques inspirées des Lumières et de la révolution française, pour faire de nos communautés, par un tragique choc en retour, des sortes de corps étrangers que le monde arabe s'efforce, avec votre complicité intéressée, d'extirper depuis une cinquantaine d'années. Il est maintenant à peu près arrivé à bout de son entreprise.

Cette civilisation n'avait pour assise qu'une aire géographique minuscule, une chaîne de cités qui s'étendait de Smyrne à Beyrouth, d'Alep à Alexandrie, quelques campagnes alentour et quelques vallées au cœur de massifs escarpés, l'étendue d'un confetti à l'échelle de la mappemonde d'un atlas de bibliothèque. Elle n'a pas à son actif de réalisation grandiose, ni dans les monuments ni dans la sphère immatérielle, comme si les grandes prophéties nées autrefois sur cette terre d'Orient en avaient épuisé pour toujours la veine créatrice, comme si nos conquérants arabes avaient achevé d'aspirer ce qui lui restait de substance pour la faire leur.

Mais cette civilisation portait témoignage à la face du monde et, surtout, c'était la nôtre, c'est en elle que nous trouvions notre bonheur et notre fierté. Elle est morte et nous ne finirons pas d'en porter le deuil et la nostalgie.

L'exil est notre dernière patrie

Allez, puisque nous en sommes à évoquer des témoignages, continuons avec celui d'un homme aux cheveux blancs qui tenait la cafétéria d'un magasin d'informatique dans la banlieue de Johannesburg.

Entre un *expresso* et un baklava miniature posé sur un napperon en dentelle de papier, il a engagé la conversation dans un français hésitant. Né dans une famille grecque d'Anatolie, il avait quitté tout enfant sa terre natale, lorsque ses parents se sont réfugiés à Chypre pour échapper à la bienveillance des Turcs, puis à Alexandrie, phare des exilés de tout l'Orient. Et, de là, le parcours classique le long de l'axe Le Caire-Le Cap[393] : chassé d'Égypte du temps de Nasser, réfugié au Kenya, à nouveau chassé après le départ des Anglais, arrivé au Transvaal déjà trop âgé pour s'intégrer à la communauté afrikaner : toute une vie d'exil, toute une vie passée dans l'entre-deux des diasporas coloniales, à essayer de trouver place dans l'interstice entre colonisateurs et colonisés, et toujours la valise prête avec de vieilles photos d'enfance aux bords dentelés, la robe de baptême et une poignée de pièces d'or frappées du sceau ottoman, au cas où …

Il affichait cette bonne humeur de surface et cette courtoisie « vieille France » que j'ai souvent rencontrée à travers le monde comme la marque de reconnaissance des exilés levantins de l'ancienne génération.

– Ah, ça me fait quelque chose de parler français avec vous. C'est la première fois depuis que j'ai quitté Alexandrie. Là-bas, vous comprenez, ça faisait chic et c'était le plus commode pour communiquer avec les autres. Oh, je ne comprends pas tout ce que vous dites mais je suis sûr que si je discutais un moment avec vous, ça me reviendrait. Voulez-vous un autre café ?

Tandis qu'il s'affairait auprès de sa machine, il me faisait remarquer :

– Il est bon, n'est-ce pas ? Maintenant, on a du bon café en Afrique du Sud. C'est grâce aux Italiens. Eux aussi, ils viennent d'Égypte ou alors d'Éthiopie. Et en Grèce, ils font bien le café ? Vous connaissez la Grèce ? La vie n'est pas trop chère ?

– Oui, j'y suis allé quelques fois en vacances ou pour le travail. C'est agréable, dès qu'on sort d'Athènes.

– Je vous demande ça parce que je vais peut-être partir m'installer là-bas. Ça me fait un peu peur à mon âge car je n'y ai jamais mis les pieds et je ne sais pas si je pourrai m'y faire. Mais je n'ai pas le choix, ici, ça devient trop dur.

Et de m'expliquer qu'il était en train de faire ses papiers, pour essayer de récupérer sa nationalité grecque – ou plutôt de la faire reconnaître, car il ne l'avait jamais eue en tant qu'« ex-sujet ottoman sous protection britannique » – ; que sa petite retraite avait fondu :

– Autrefois, quand je suis arrivé ici, la livre sud-africaine valait une livre sterling, et puis c'est devenu le rand[394] et maintenant il faut quinze rands pour une livre.

Il était ainsi contraint à quatre-vingts ans passés, de continuer à travailler pour s'assurer un complément minuscule, alors qu'en Grèce, il pourrait obtenir une sorte de RMI ou d'allocation vieillesse, dans les deux cents euros mensuels, trois fois ce qu'il touchait ici. Pas d'amertume dans son propos. Juste une mélancolie teintée d'un dernier espoir. L'espoir de l'ultime exil qui, cette fois, sera le bon, avant le grand repos.

Méditez l'histoire de cet homme, essayez de comprendre les sentiments qu'il peut éprouver. C'est avec ce genre de sentiments que vos enfants devront apprendre à vivre.

En marche vers un avenir radieux

La tradition biblique fait d'Israël le « peuple élu », choisi par Dieu pour être le gardien de sa parole puis, selon l'interprétation chrétienne, le porteur du message qu'accomplira l'avènement du Rédempteur. Ce destin unique est pour les juifs source à la fois de fierté et de malédiction.

L'Occident était trop imprégné de tradition judéo-chrétienne jusque dans ses idéologies séculières, pour ne pas avoir été tenté, au cours des cinq derniers siècles, de transposer à la vision qu'il avait de sa propre destinée singulière l'idée qu'il était le nouveau peuple élu. Élu par le dessein divin, dans la vision portée par l'Espagne des rois catholiques, de l'Angleterre victorienne et même encore aujourd'hui, de l'Amérique néo-conservatrice, élu par l'Histoire dans la déclinaison laïque qu'en donnaient les fils de la Révolution et de la République. Le cours qu'ont pris les choses avec l'expansion planétaire de sa domination a semblé lui donner raison.

Vos élites bien-pensantes, qui rejettent avec horreur tout ce qui peut rappeler cette ancienne « mission » de porte-flambeau du « progrès » dont l'Occident s'était auto-investi, restent pourtant marquées plus qu'elles le croient par cette empreinte, elles qui se posent aujourd'hui en gardiennes de la conscience universelle.

À l'origine de ce refus des blancs d'assumer leur héritage et d'en tirer fierté, il y a, j'en suis convaincu, le soupçon de la malédiction qu'attire tout destin singulier. La destinée brillante et tragique du peuple juif, tragique parce que brillante, peut être vue comme une métaphore, ou mieux, comme une *prophétie*, de la destinée de l'Occident tout entier. Vous avez été le levain dans la pâte, mais quand vient l'heure de cuire le pain, vous implorez la grâce du boulanger. Vous avez tort de vous inquiéter : le boulanger aura encore besoin de levain et il en gardera bien un peu pour le pain de demain. C'est pourquoi vous ne disparaîtrez pas tout à fait, comme dans ce conte de Jack London où l'on demande au survivant d'une aventure qui a mal fini pourquoi lui seul a été épargné : « parce qu'il fallait bien qu'il en reste un pour raconter l'histoire ».

Ah, c'est sûr, la vie ne sera pas facile pour les blancs des prochaines générations, tentés de se dissoudre dans une masse qui ne les aime guère, mais ils y garderont, s'ils y veillent, une petite place. Il vous faudra courage, vigilance, imagination et persévérance pour préserver, outre votre existence, quelques parcelles de votre culture singulière que le reste du monde déteste parce qu'elle a fondé votre puissance passée, et qu'il méprise parce qu'elle nourrit votre faiblesse présente. Vous n'avez guère d'espoir de pouvoir empêcher qu'on vous prenne bientôt votre pays et qu'on vous oblige à vivre

en diaspora sur les terres que vos ancêtres ont fécondées, alors inspirez-vous des juifs en diaspora qui ont su, en dépit de toutes leurs épreuves, garder leur foi et rester un peuple. Il vous faudra apprendre à vivre en minoritaires, à courber la tête sans abdiquer votre dignité intérieure, à tenir vos distances, à refuser le destin d'espèce en voie d'extinction qu'on voudrait vous tracer, à reprendre confiance en vous-mêmes et en vos fameuses valeurs, à conserver assez d'énergie et d'abnégation pour porter témoignage et vous contenter d'une modeste influence sur un monde où d'autres seront les maîtres.

Rassurez-vous : d'autres avant vous ont bien appris, vous apprendrez.

Bonne chance, les blancs.

Table des matières

Notes, références et compléments

1 Jean Ziegler (*La haine de l'Occident*, Albin Michel, Paris, 2008) se dit « *frappé par l'hostilité de principe que les peuples du Sud manifestent à l'endroit de ceux du Nord.* (…) *Dans ces conditions, localiser les racines de la haine que le Sud voue désormais à l'Occident, et réfléchir aux moyens propres à l'extirper, est devenu une question de vie ou de mort pour des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à la surface du globe* ». J'ai essayé moi aussi, dans mes précédents ouvrages (*À la poursuite du Grand Méchant Blanc* et *Victoire sur le développement*), de « localiser les racines de la haine » et je crois en avoir trouvé quelques unes qui me paraissent plonger plus profond que celles qu'évoque M. Ziegler. J'aimerais bien, comme lui, qu'on puisse « l'extirper », mais je crains, hélas, qu'il ne soit trop tard. Les systèmes politiques, les couches dirigeantes et les leaders d'opinion du Sud ont fait de l'instrumentalisation de cette haine la base de leur « fonds de commerce » ; ils n'y renonceront pas. Bien plus, ils ont mis au point une véritable « formule magique » pour l'assouvir plutôt que de se fatiguer à l'extirper. Je suis donc tout-à-fait d'accord que c'est « une question de vie ou de mort », mais cela l'est tout autant pour l'Occident lui-même.

2 En fait, l'expression ne serait pas de lui, mais était employée depuis longtemps par les topographes britanniques chargés de relever et de baliser la frontière du nord-ouest de l'Inde et qui jouaient à cache-cache et à « qui arriverait le premier en haut de la montagne » avec leurs collègues russes chargés du même travail pour le compte du tzar. Kipling aurait emprunté l'expression à l'un d'eux dont il s'est inspiré pour composer un des personnages de *Kim*.

3 Sauf les Européens, arrivés par mer. Quoique. Une invasion persane avait ravagé Delhi en 1739, précisément à l'époque où les Anglais commençaient à monter en puissance à partir de leurs bases commerciales et militaires de Calcutta, Bombay et Madras. On peut voir dans cet épisode une cause de l'affaiblissement de l'empire mogol sur lequel les Anglais ont capitalisé pour lui imposer le traité d'Allahabad. Au fond, ça confirme la thèse : la vulnérabilité est au nord-ouest.

4 Une étape-clef de ce processus a été l'accord signé à Saint-Pétersbourg le 31 août 1907 établissant des « zones d'influence » respectives de la Russie et de l'Angleterre en Perse et en Afghanistan.

5 À la même époque, le gouvernement américain intervient plus directement encore sur un autre théâtre en aidant ses compagnies pétrolières à évincer les

Anglais de l'exploitation des gisements du Venezuela, premier exportateur mondial de pétrole dans les années 20.

6 Au cours des tractations relatives à l'indépendance et à la partition, les musulmans indiens accusaient pourtant le dernier vice-roi britannique, Lord Mountbatten, de partialité en faveur des hindouistes et du Parti du Congrès. Même si c'était vrai, les jeux étaient faits et Mountbatten n'était plus en mesure de faire prévaloir ses vues personnelles pour infléchir les orientations fixées de longue date par la politique britannique. (Ferguson)

7 Et quand bien même ce clan aurait eu la tentation de faire prévaloir des intérêts personnels, il faut se rappeler le précédent du rétablissement de l'esclavage par Bonaparte en 1802. On a dit que cette décision avait été inspirée par Joséphine qui possédait des domaines à la Martinique et entendait récupérer ce que l'abolition lui avait fait perdre. Bonaparte, tout cupide qu'il fût, était trop politique pour se laisser dicter son action par des intérêts aussi ponctuels, sachant qu'il y avait tellement plus de profits à tirer de son pouvoir en Europe que de la modeste plantation des Trois-Îlets. Il me semble plutôt que, dans le contexte de la guerre contre l'Angleterre, il avait besoin de s'assurer de la loyauté des bourgeoisies maritimes de Nantes et de Bordeaux traditionnellement anglophiles et dont les intérêts dans l'économie esclavagiste étaient considérables. Dépêcher à Saint-Domingue le corps expéditionnaire de Leclerc n'était ainsi qu'*un geste de politique intérieure* pour consolider son régime et, dans son esprit, les Antilles ne comptaient guère. La surdité opposée par le Premier consul aux appels au secours de son beau-frère – Leclerc avait épousé Pauline Bonaparte, qui se consolera plus tard de son veuvage en devenant princesse Borghèse et en se faisant statufier par Canova dans une pose alanguie qui inspirera à Stendhal un passage enthousiaste de ses *Promenades dans Rome* – montre bien que Leclerc et ses troupes avaient été passés par pertes et profits dès que l'escadre avait appareillé de Brest. On trouve dans *Les Jacobins noirs* de Cyril James des extraits des courriers pathétiques envoyés par Leclerc jusqu'à la veille de sa mort pour réclamer des renforts et auxquels il n'y a jamais eu de réponse.

Morale de l'histoire : le pouvoir peut être tellement profitable en soi qu'on le fait toujours passer avant les autres intérêts.

8 C'est même dès la guerre d'indépendance de la Grèce dans les années 1820 qu'apparaît l'antagonisme entre la Grande-Bretagne et la Russie au sujet de la « question d'Orient ». Capodistria, issu d'une famille d'origine vénitienne de Corfou et ancien ministre des affaires étrangères du tzar, était devenu le premier chef de gouvernement de la Grèce indépendante avec le soutien de la Russie. Lorsqu'il a été assassiné, certains y ont vu – on n'en a jamais rapporté la preuve – la main de l'Angleterre. Il est vrai qu'elle a « exfiltré » le meurtrier et que, sitôt Capodistria enterré, elle s'est employée à donner aux Grecs un roi bavarois qui n'a pas fait merveille, à part construire des palais néoclassiques en marbre. Après l'échec de la dynastie bavaroise, on l'a remplacée par les habituels Saxe-Cobourg qui jouaient à

l'époque le double rôle d'agence d'intérim pour trônes vacants et d'agence matrimoniale pour princes célibataires.

En 1878 une insurrection avait éclaté en Bulgarie, réprimée avec une extrême férocité par les Turcs. Les Bulgares ont appelé la Russie à l'aide. À la conférence de Berlin (la première, pas celle du partage de l'Afrique 7 ans plus tard), Disraeli s'était employé, avec l'appui de Bismarck, à ce que les Bulgares, amis des Russes, n'obtiennent ni l'indépendance complète ni l'accès à la mer Égée. La Turquie l'en avait remercié en faisant cadeau de Chypre à l'Angleterre.

Tout cela est déjà en plein dans la logique du « grand jeu ».

[9] À une réserve près : les Persans ont plusieurs fois tenté la conquête de l'Inde mais n'ont jamais pu pousser au-delà de la région de Delhi. Il existe en Inde une communauté d'origine iranienne, les *parsis*, à laquelle appartiennent quelques unes des grandes dynasties industrielles du pays. Ils pratiquent un culte dérivé de l'ancienne religion mazdéenne. On trouve une évocation de ce culte dans un chapitre du *Tour du monde en quatre-vingts jours* de Jules Verne.

[10] L'expression peut choquer : beaucoup pensent que c'est l'inverse. Non. D'une part, les Russes causent aux Tchétchènes des tourments qui sont bien plus que des « tracas », et d'autre part, ma phrase se rapporte à la vision qu'en ont les Russes et au rôle qu'elle joue dans l'orientation de leur politique.

[11] Au moment où j'écrivais ces lignes, Poutine était encore président. Il est maintenant Premier ministre et garde voix au chapitre.

[12] George Steiner, *Grammaires de la création*, Gallimard, Paris, 2001, p. 13.

[13] Avec tout de même trois différences substantielles : la Turquie est restée neutre, l'Italie et le Japon avaient changé de bord. En 14-18, le Japon n'était intéressé que par une chose : s'emparer des territoires allemands de Chine et du Pacifique. Vingt ans après il a fait la guerre aux Américains, toujours pour la Chine et le Pacifique, mais cette fois en les voulant tout entiers. Moralité : c'est dangereux d'avoir les yeux plus gros que le ventre.

On lit souvent que l'Italie a tergiversé jusqu'en 1915, poussée d'entrer en guerre par une clique belliqueuse mais n'arrivant pas à décider de quel côté. C'est une vision « moralisante » erronée. L'Italie savait très bien ce qu'elle voulait : achever sa construction territoriale avec le sud Tyrol, Trieste et le Frioul. Elle attendait de l'Autriche-Hongrie qu'elle les lui cède pour prix de son alliance. Vienne a fait la sourde oreille. Les Alliés les lui ont promis : affaire conclue. En 1940, elle voulait Nice, la Corse, la Tunisie et l'hégémonie sur la Méditerranée. Moralité : la même. Ou alors, tenez, pour changer, on va le dire en langage noble : « la démesure en mûrissant produit l'épi de l'erreur, et la moisson qu'on en lève n'est faite que de larmes » (Eschylle, *Les Perses*).

[14] L'Angleterre est contrainte d'accepter des ajustements territoriaux au profit des États-Unis sur les confins du Canada et de l'Alaska (Murray Lundberg, *The*

Alaska-Canada Boundary Dispute, www.explorenorth.com). La frontière avait été fixée par une traité de 1825 entre la Russie et l'Angleterre et des contestations avaient été élevées suite à des obscurités de traduction à partir de la version originale en français ; elles ont été réglées à l'avantage des États-Unis par un traité signé en 1903. Les Britanniques ont également été obligés de céder aux pressions du président américain Cleveland en renonçant à une intervention armée au sujet d'un problème de frontières datant de 1814 entre leur colonie de Guyana et le Venezuela et en acceptant de le porter devant un tribunal arbitral international. On peut considérer ces deux incidents comme signifiant l'acquiescement du Royaume-Uni à la « doctrine de Monroe », et du même coup la reconnaissance par celui-ci de la suprématie géopolitique des États-Unis sur l'ensemble des Amériques. En 1914, la *Royal Navy* se retirera de la mer des Caraïbes pour renforcer ses moyens en Europe, en laissant à la marine US le soin de la sécurité de la zone.

[15] On peut lire un récit détaillé de cet épisode dans : Sebastian O'Kelly, *Amedeo: The True Story of an Italian's War in Abyssinia*, Harper Collins, Londres, 2004, page

[16] Malgré son caractère périphérique, ce conflit a infligé aux Espagnols un traumatisme majeur, leur faisant prendre conscience de la fin d'une époque. Les uns ont réagi par l'accablement, d'autres par l'idée qu'il fallait repartir sur des bases nouvelles. En témoigne le mouvement littéraire et intellectuel connu en Espagne sous le nom de « *generación del noventa y ocho* », illustré par des figures telles que José Ortega y Gasset, Blasco Ibañez, Pío Baroja, Ramón del Valle-Inclán et Miguel de Unamuno.

On peut même se demander dans quelle mesure le dynamisme actuel de l'Espagne, impressionnant par rapport à la morosité française, ne tient pas au fait que le pays a enfin achevé, à l'égard de sa grandeur passée et de ses anciennes illusions, le « travail de deuil » amorcé un siècle plus tôt que celui des Français (qui est à peine en train de commencer, sans doute trop tard pour être de quelque utilité). Les Anglais, eux, ont fait leur travail de deuil dans les années 60 (John Mander, *Great Britain or little England*, Penguin Books, Londres, 1963, fournit un bon exemple des débats de l'époque). Ils ont passé toutes les années 70 sous le choc, dans un climat d'accablement résigné, et ont repris le dessus il y a vingt-cinq ans, à partir de la guerre des Malouines. On peut penser tout le mal qu'on veut de Mme Thatcher et du cynisme dont elle a fait preuve en lançant son expédition, celle-ci a contribué à réveiller l'orgueil national britannique.

[17] Les conséquences de la guerre hispano-américaine de 1898 se sont fait sentir jusqu'à la guerre du Pacifique de 1941-45. Outre les Philippines et Guam, l'Espagne possédait également les archipels de Micronésie (Mariannes, Marshall, Carolines et Palau) qui lui servaient de sentinelles sur la route vers le Mexique et le Pérou au temps des galions. Après 1898, elle n'avait plus motif à conserver ce qui n'était pour elle qu'une annexe des Philippines et les a vendus à l'Allemagne. En 1919, ils ont été attribués sous mandat de la SDN au Japon donnant à celui-ci le

contrôle d'une immense étendue maritime et des points d'appui que les Américains ont eu bien du mal à lui enlever au cours des campagnes de 1944. Ils ont ensuite été administrés par les États-Unis jusqu'aux années 90 où ils sont devenus indépendants, à l'exception des Mariannes qui ont opté pour un statut de territoire associé comparable à celui de Porto Rico.

Mes collègues micronésiens qui m'ont conté ces péripéties et décrit la dureté du sort de leurs grands-parents du temps de la domination japonaise (la SDN s'était peu souciée de contrôler l'exercice de son mandat) portaient d'ailleurs des patronymes espagnols. Même après l'indépendance de ses colonies d'Amérique, l'Espagne était restée jusqu'au XIX[e] siècle la « puissance de référence » dans une partie du Pacifique où pas mal de terres nous sont connues par les noms que leur avaient donnés les découvreurs espagnols autour de 1600 (Guadalcanal aux îles Salomon, Nouvelle-Guinée, îles Santa-Cruz et Espiritu Santo au Vanuatu, îles Marquises en Polynésie française). On trouve un héritage de ce rôle ancien en 1906 dans le traité de condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides (aujourd'hui l'état de Vanuatu) qui confie au roi d'Espagne la nomination du magistrat chargé d'arbitrer les conflits éventuels relatifs à l'administration de l'archipel. Vous pouvez encore trouver des traces « culturelles » de cette présence ancienne si vous allez à Manado, au nord de l'île de Célèbes (*Sulawesi*). Dans ce pays majoritairement musulman, vous arriverez dans une ville remplie d'églises et de monuments reproduisant la grotte de Lourdes. Le soir, le long du boulevard de front de mer, vous pourrez vous mêler à la population se livrant au rituel hispanique du *paseo*. Une blague indonésienne très connue (et très grivoise, de sorte que la décence m'interdit d'être plus explicite ; les initiés comprendront), met en parallèle le mauvais état des rues de Bandung et la légèreté de mœurs supposée des filles de Manado, symbolisée par cette pratique du *paseo* (pour les musulmans, se promener dans la rue relève en effet de mœurs légères).

La position stratégique de Guam, resté territoire américain depuis 1898, a été illustrée pendant les années 60 par son rôle comme base des bombardiers B-52 de l'*US Air Force* opérant sur le Vietnam et le Cambodge.

[18] Ce style porte localement le nom de « *gingerbread* » (« pain d'épices ») et n'est pas sans rappeler celui des demeures des « *lumber barons* » d'Eureka, en Californie ou de la « maison hantée » de Disneyland. Il est différent du style « colonial » qui, au demeurant, n'existe pas en Haïti, tout ayant été détruit par les révolutionnaires des années 1791 -1803. Les quartiers anciens à Cap Haïtien ou à Jacmel, ainsi que celui de la rue des Miracles à Port-au-Prince ont bien une allure proche de ce qu'on peut voir dans des villes d'Afrique comme Saint-Louis, Rufisque ou Banjul, mais on ne peut pas la qualifier de « coloniale » puisque ces bâtisses datent du XIX[e] siècle, époque où Haïti n'était plus une colonie.

[19] Plusieurs épaves de sous-marins allemands coulés pendant la première guerre mondiale alors qu'ils tentaient de se dissimuler dans des criques de la côte haïtienne attestent que ces affirmations n'ont rien de fantaisiste. Cette bourgeoisie

originaire de la *Mitteleuropa* continue d'ailleurs à dominer l'économie de comptoir d'Haïti. Sa suprématie est aujourd'hui concurrencée par une classe de nouveaux riches dont les fortunes rapides doivent, paraît-il, beaucoup à la faveur politique et au négoce de substances d'origine végétale venant de Colombie. La chute en février 2004 du président Aristide, qu'on disait lié à cette classe de nouveaux riches, laisse supposer que la vieille bourgeoisie a repris la main.

[20] Eric Hobsbawm, *Age of extremes*, Abacus, Londres, 1995, p

[21] Mais sait-on ce qu'il est advenu de l'exemplaire américain du traité ? Il est exposé à la *Hoover Institution*, sur le campus de l'université Stanford en Californie.

[22] « Fais d'abord le ménage dans ta cour » ou, au choix, « commence par assurer tes arrières ».

[23] La thèse a été déclinée en particulier dans : Anthony Sampson, *The sovereign state of ITT*, Fawcet, Greenwich, 1974. ITT (*International Telephone and Telegraph*), l'un des premiers « conglomérats » à avoir affiché une « stratégie globale », disparu depuis, était à l'époque dans la ligne de mire des « anti-impérialistes » pour son rôle supposé dans le renversement du régime Allende au Chili.

[24] Le 28 juin 1940 à Maurice Schumann. On peut l'interpréter non comme une prophétie mais comme la constatation purement réaliste que la France n'avait plus les moyens de peser sur l'issue du conflit. Il valait donc mieux s'en désintéresser pour se concentrer sur un objectif unique : assurer sa place dans l'ordre mondial de l'après-guerre.

[25] Sebastian O'Kelly, *Amedeo*, p.

[26] L'Empire britannique n'était pas le seul visé. L'une des premières réactions des États-Unis suite à la défaite de la France en 1940 a été de réclamer l'indépendance des Antilles françaises et de faire adopter, à une conférence de l'Organisation des États américains, réunie à La Havane en août 1940, une motion proclamant le droit à l'autodétermination pour les colonies françaises d'Amérique.

[27] Ce propos est cité par Susan George et Fabrizio Sabelli, dans *Crédits sans frontières, la religion séculière de la Banque Mondiale,* La Découverte, Paris, 1994, p. 21, d'après un passage des mémoires d'Eliott Roosevelt, le fils du président, *Mon père m'a dit*, Flammarion, Paris, 1947. L'ouvrage de Roy Jenkins, *Churchill, a biography*, Farar Strauss & Giroux, New York, 2001, page 665, mentionne les deux points d'achoppement des négociations, mais pas la réplique de Churchill. Dans les termes rapportés par Susan George, elle était d'ailleurs mal exprimée par Churchill : Roosevelt ne cherchait pas à détruire l'Empire britannique, mais à le transformer en empire américain. Cela n'était pas nouveau car cette posture datait de la première guerre mondiale. Selon l'historien David Cannadine, Churchill « *disliked what he regarded as Woodrow Wilson's overbearing and naive idealism, and by the 1920s he had become worried that the US harboured ambitions to supersede Britain as the greatest power in the western world* » (*Taking the strain*, BBC-News, 31 juillet

2006). Ce ne sont pas des opinions isolées ; en 1949, l'historien Pierre Naville écrivait, dans l'avant-propos de la première traduction française des *Jacobins noirs* de Cyrill James : « Il est bien clair aujourd'hui que l'un des grands buts de guerre des États-Unis a été de reconstituer une politique mondiale sur le dos de l'Angleterre et de la France. D'où l'attitude anticolonialiste des États-Unis. (…) Cette préoccupation fut le ressort à peine caché de la politique de Franklin Roosevelt, de ses chicanes avec Churchill pendant la guerre et de sa volonté d'entente avec l'URSS en Europe ». On pourrait y ajouter que la politique en question constituait l'arrière-plan évident de l'opposition entre Giraud (qui n'avait rien compris) et de Gaulle (qui avait tout compris) après le débarquement allié en Afrique du Nord : Roosevelt poussait Giraud, qui avait une vision purement *militaire*, pour en faire le commandant en chef des forces françaises de manière à écarter de Gaulle, c'est-à-dire priver la France Libre de direction *politique*. L'affaire avait un enjeu immense et il est pour le moins léger d'y voir une simple rivalité de personnes.

[28] Mon propre professeur d'histoire en classe terminale, communiste bon teint (ce n'est pas un procès d'intention : il avait été élu conseiller municipal sous cette étiquette), ne manquait pas d'insister sur ce point dans ses cours, en ajoutant que « les Américains faisaient semblant de faire la guerre, en attendant une victoire allemande sur l'URSS », et que « ce n'est que lorsque les forces soviétiques ont commencé à s'enfoncer vers l'ouest qu'ils se sont enfin décidés à débarquer, plus pour faire barrage à leur avance que pour contribuer à la défaite des nazis ». Ce qui, du reste, était faux puisque les Américains avaient entamé les préparatifs du débarquement dès le printemps 1942, avant que les Soviétiques aient pris l'avantage à l'est.

[29] Cette hypothèse a fourni le sujet d'un roman de Philip Roth, *Le complot contre l'Amérique*, Gallimard, Paris, 2006. C'est une fiction, mais elle repose sur des bases historiques solides : l'existence aux États-Unis d'un courant isolationniste et antisémite qui aurait vu d'un bon œil en 1940 un arrangement de partage du monde avec l'Allemagne nazie.

[30] John Maynard Keynes, *Les conséquences économiques de la paix*.

[31] Keynes commençait à l'époque à être connu dans un cercle d'intellectuels non conformistes animé par la romancière Virginia Wolf, le « groupe de Bloomsbury » (du nom du quartier, aujourd'hui quelque peu tristounet, où se trouve la principale université de Londres), ainsi que dans le petit monde des cabinets ministériels : il avait été conseiller du ministre du Trésor et avait fait partie à ce titre de la délégation britannique à la conférence de la paix. Il était en revanche inconnu du grand public et des faiseurs d'opinion.

[32] *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*, qu'on peut traduire par : « ministère d'État pour l'élévation de la conscience du peuple et la propagande » ; le mot d'« *Aufklärung* » désigne « les Lumières » en allemand.

[33] À la lecture du livre de Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*, Plon, Paris, 2003, on se rend compte que la vision des milieux au pouvoir à Washington est toujours celle-là.

[34] Je me souviens de ces assemblées houleuses de l'UNEF dans les années qui précédaient 68, où les participants se divisaient en « majos » (« majoritaires ») et « minos ». Les majos, c'est-à-dire ceux qui arrivaient à faire voter leurs motions à main levée, n'étaient pas toujours les plus nombreux, mais plutôt les plus grandes gueules.

[35] *Que faire ?* (« ___ ______ ») est justement le titre d'un des ouvrages de Lénine (1905).

[36] À vrai dire, celui qui a, le premier, décrypté la logique implacable du léninisme, n'est ni un « nouveau philosophe », ni un politologue mais, comme souvent, un romancier : il s'agit de Malraux, dès les années 1920-1930, avec les portraits terrifiants (et fascinés) qu'il brosse dans *La condition humaine* et *Les conquérants* des commissaires politiques dépêchés en Chine par les Soviets.

[37] Ce slogan, qui figurait sur le bandeau du titre de la *Pravda*, est tiré du *Manifeste communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels (1848). Il est passé de mode, mais moins qu'on le croit : il continue à prospérer, sous une forme légèrement décalée que nous aurons l'occasion de rencontrer.

[38] Aucun des programmes pharaoniques lancés par l'administration Reagan (boucliers anti-missiles, armes orbitales, télécommunications durcies, etc.) n'a été mené à terme, soit faute de crédits, soit parce qu'ils reposaient sur des technologies encore trop expérimentales, soit encore parce qu'ils n'avaient d'autre fonction que de servir de chiffon rouge dans le cadre d'une stratégie de provocation visant à pousser l'URSS à se ruiner.

[39] La diplomatie soviétique de l'époque voulait faire de Berlin-Ouest une « ville libre », démilitarisée et détachée de la République fédérale d'Allemagne.

[40] En la qualifiant de « très présentable », je n'entends pas la faire passer pour une « poupée Barbie ». Raïssa Gorbatcheva était une personne d'une grande intelligence, fine, clairvoyante et courageuse, parfaitement à la hauteur de son rôle qu'elle a rempli avec distinction et humour. Fille de cheminot, elle avait fait des études d'ingénieur avant de devenir cadre du Parti. Frédéric Mitterrand a réalisé d'elle une belle biographie filmée.

[41] La bonhomie affichée du personnage est ce qui reste dans les mémoires. Elle ne doit pas faire oublier sa froideur manœuvrière et son tempérament d'acier : c'était tout de même lui, en tant que chef des commissaires politiques de l'armée, qui avait gagné la bataille de Stalingrad.

[42] J'y ajouterais pour ma part la crise des « euromissiles », suscitée à la fin des années 70, en pleine déconfiture américaine, qui aurait pu mal tourner sans la détermination de Valéry Giscard d'Estaing et de son compère Helmut Schmidt.

[43] Jean Monnet, promoteur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et avocat de la cause européenne, avait fait partie du *think tank* de Roosevelt et était lié aux milieux dirigeants américains. Certains murmurent même : « et à la CIA ». Ce n'est pas prouvé et l'hypothèse n'est même pas utile pour comprendre la logique de son action.

[44] Des auteurs tels que Gianfranco Sanguinetti, *Del Terrorismo e dello Stato*, 1979, vont beaucoup plus loin et soutiennent que l'agitation terroriste des « années de plomb » (Brigades rouges d'un côté, groupuscules fascisants de l'autre) était manipulée, et même commanditée, par les services secrets italiens liés aux milieux d'affaires, à la Mafia, aux Américains et, tant qu'on y est, au Vatican, pour servir les intérêts du clan au pouvoir. Toutes ces spéculations ont des relents évidents de « théorie du complot » et il n'est pas besoin d'y souscrire pour accepter l'analyse politique que je propose et qui, elle, ne s'appuie que sur des faits appartenant au domaine public.

[45] À l'exception du Portugal qui était resté non belligérant, sans être vraiment neutre, puisqu'il avait accordé des droits d'escale aux Açores pour les forces alliées.

[46] Patrice Lumumba, leader d'une décolonisation paisible ? Oui. Paisible *jusqu'au jour de l'indépendance*. C'est au beau milieu de la cérémonie que les choses se sont gâtées avec le discours incendiaire de Lumumba crachant son venin à la figure du roi des Belges : le lendemain le pays était à feu et à sang. Quarante-huit ans après, il l'est toujours. Beau résultat.

[47] L'inspiration était sans doute indirecte. Certains cadres des *moujahidin* algériens avaient servi dans l'armée française en Indochine et avaient été confrontés aux méthodes de guerre de leurs adversaires vietminh. Ils avaient retenu la leçon. Les officiers français aussi.

[48] Tirées de Lénine, certes, mais peut-être « par les cheveux ». Je n'en ai pas trouvé trace dans son ouvrage de référence sur la question, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* une lecture pas vraiment désopilante qui ne m'a pas incité à me jeter dans les 30 ou 40 autres volumes de ses œuvres complètes, de sorte que je ne suis pas allé chercher plus loin. Restons zen et attendons que d'autres le fassent.

[49] Avec sa perspicacité aiguisée qui lui permettait de juger d'un coup l'essentiel d'une situation et le sens du « mot qui tue » dont il avait fait une de ses armes favorites, de Gaulle les avait qualifiés de « groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques », qui « ne voient et ne comprennent la nation et le monde que déformés au travers de leur frénésie » (allocution du 23 avril 1961, celle du « quarteron », qui avait désamorcé le putsch d'Alger).

On peut citer parmi eux les colonels Roger Trinquier et Charles Lacheroy, qui ont, à l'époque, fait connaître leurs théories à travers des conférences, des articles et des ouvrages de librairie. On peut également citer le colonel Antoine Argoud, un des personnages les plus énigmatiques de cette époque troublée – et trouble. Le fait qu'il soit ensuite passé à la clandestinité dans les rangs de l'OAS

peut, aux yeux de certains, suffire à discréditer la thèse. L'épisode rocambolesque de son enlèvement à l'étranger par un groupe de barbouzes qui l'ont ramené en France pour le livrer à un tribunal chargé de le condamner, n'a pas arrangé sa réputation sulfureuse. Ancien polytechnicien, il faisait partie d'une génération de guerriers qui étaient en même temps des intellectuels, combinaison avec laquelle ni l'armée ni l'opinion publique « éclairée » ne se sentent à l'aise – parfois à tort, comme l'ont montré les exemples brillants du général Beaufre et, plus récemment, du général Gallois, sans parler du cas exceptionnel et emblématique de Charles de Gaulle à la génération précédente. Il ne s'agit pas, dans mon propos de savoir si la thèse était valide ou erronée, mais juste de rappeler qu'elle a été avancée à l'époque et qu'elle a déterminé les choix et les actions de certains des protagonistes.

[50] « Voulez-vous que Mers-el-Kebir et Alger soient demain des bases soviétiques ? », proclamation du général Challe, le chef du « quarteron de généraux en retraite » lors du putsch d'Alger en avril 1961.

[51] « Il faut songer que les responsabilités que le France porte actuellement en Algérie constituent pour elle *des hypothèques militaires et diplomatiques* », Charles de Gaulle, conférence de presse du 11 avril 1961.

[52] « Je préfère vivre sous la menace des armes nucléaires que mourir sous les bombes d'une guerre conventionnelle », avait déclaré un général à la fin des années 70 dans un article de presse répondant aux slogans des pacifistes « anti-nucléaires ».

[53] Basé en Haute-Loire, il est également implanté aux îles Marquises et chez les Inuits du Canada (d'où le titre de sa revue).

[54] Ce terme, qui évoque la nuque bronzée des gens qui travaillent aux champs, est à peu près synonyme de « plouc ». Dans le langage des milieux éclairés qui, là-bas comme chez vous, sont assez intolérants à l'égard de ceux de leurs concitoyens qui ne partagent pas leurs postures progressistes, on le réserve plutôt aux ploucs « sudistes », supposés être bornés et « racistes », de sorte qu'il serait plus exact de le traduire par « beauf ». Leur vrai tort est d'être amateurs de *country music* qui s'exporte beaucoup moins bien que la *soul* et fait gagner moins d'argent aux multinationales du disque.

[55] Isidor F. Stone, décédé il y a quelques années, était journaliste au *Washington Post*. C'est lui qui, en pleine guerre du Vietnam, a soulevé l'affaire des *Pentagon Papers*, révélant les stratégies tortueuses montées par le gouvernement américain pour entraîner le Cambodge dans le conflit. Arrivé à la retraite, il a décidé de se remettre au grec ancien pour élucider l'énigme du procès de Socrate qui l'avait turlupiné depuis ses années d'adolescence, appliquant aux textes de Xénophon et de Platon les méthodes du « journalisme d'investigation ». Il démontre ainsi que Socrate a été victime d'un procès politique, monté par les « démocrates » athéniens pour régler son compte au parti « aristocratique », accusé d'avoir suscité la « conjuration des Trente Tyrans » et supposé avoir été « inspiré » par le philosophe. C'est, je suppose, le parallèle implicite – Stone ne l'évoque pas – avec le procès

intellectuel instruit contre Heidegger qui a mis en fureur l'*intelligentsia* de Saint-Germain des Prés. J'avais été fasciné par ce livre pétri d'intelligence et d'humanisme, que j'avais acheté dans une librairie de quartier d'une ville du Texas dix ans avant qu'on daigne le traduire en français : les « ploucs » ne sont pas tous dans le *Middle West*.

[56] *The security strategy of the United States*, septembre 2002, disponible sur le site web de la Maison Blanche.

[57] On peut citer, par exemple : Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*, Hachette *Pluriel*, Paris, 2003 ; et : Henry Kissinger, *La nouvelle puissance américaine*, Fayard, Paris, 2003. Ce dernier ouvrage contient pas mal de platitudes et on n'y reconnaît pas le goût du paradoxe et la finesse d'analyse de l'auteur de *A world restored*. Est-ce un effet du poids de l'âge ? Je crois plutôt que c'est sa proximité de l'équipe au pouvoir à Washington qui l'oblige à rester « politiquement correct » dans ses raisonnements (c'est ça, je suppose, qu'on appelle « l'éthique de responsabilité » …) et c'est justement par ses platitudes mêmes qu'il est intéressant car révélateur de la « ligne » idéologique dominante.

[58] Certains historiens britanniques estiment que le premier conflit à caractère mondial avait été la guerre de Succession d'Espagne, à la fin du règne de Louis XIV. Certes, il y avait eu à l'époque des combats en Europe, aux Amériques et en Asie, ainsi que sur tous les océans, mais les armées qui se sont affrontées étaient exclusivement européennes et ce sont les opérations du théâtre européen (la bataille de Blenheim, 13 août 1704) qui ont seules emporté la décision finale. En revanche, la guerre de Sept ans a vu participer aux opérations des forces non européennes, dont l'armée « américaine », sous drapeau anglais mais quand même américaine et sous son propre commandement, les forces des nations autochtones d'Amérique du nord, ainsi que des états de l'Inde alliés, les uns à l'Angleterre, les autres à la France. En outre, le règlement du conflit par le traité de Paris en 1763 a reflété un rapport de forces mondial résultant en grande partie des opérations sur les théâtres extérieurs (élimination de la France du Canada et de l'Inde).

On peut même remonter plus loin dans l'histoire et qualifier de « premier conflit mondial » celui qui a opposé l'empire hispano-portugais à la Hollande dans les premières décennies du XVIIe siècle et qui a vu des opérations militaires se développer du Brésil à la mer de Chine, en passant par les Antilles, l'Angola et l'Océan indien. Dans nos manuels scolaires, le phénomène est largement occulté par les événements européens de la guerre de Trente ans et par les péripéties de la politique intérieure de Richelieu.

[59] Les Anglais tenant déjà depuis le traité d'Utrecht, Terre-neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, pouvaient donc verrouiller l'embouchure du Saint-Laurent pour couper la « ligne de vie » du Canada français. C'est d'ailleurs de là qu'est partie l'expédition qui s'est emparée de la place de Québec en 1759 et au

cours de laquelle le futur grand navigateur James Cook a gagné ses galons d'officier de marine.

[60] Trente fois plus nombreux que les colons français du Canada.

[61] Pour un exposé détaillé des campagnes d'Amérique au cours de la guerre de Sept ans et de la problématique politique qui en découle, on peut se référer à : Fred Anderson, *Crucible of War: The Seven Years' War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, Vintage Books, New York, 2001.

[62] Objectifs qui n'ont d'ailleurs pas fait l'unanimité, puisqu'une fraction des colons, qu'on appelait « les *Tories* », s'y est opposée, ce qui a donné au conflit le caractère d'une guerre civile très cruelle. Ils ont quitté les États-Unis au moment de la défaite anglaise pour trouver refuge dans l'Ontario. C'est l'origine du peuplement britannique du Canada et de son attachement « anachronique » à la Couronne.

Comme toujours, avec les situations révolutionnaires, il faut faire la part, dans l'escalade qui a mené à la rupture, de l'auto-intoxication des protagonistes par les excès démagogiques qu'entraînent des torrents d'éloquence enflammée : la fameuse déclaration de Patrick Henry, prononcée dans une petite église de Richmond devenue monument national – « *Is life so dear, or peace so sweet, as to be purchased by slavery and chains ? Forbid it, almighty God : give me liberty, or give me death.* » –, était complètement surréaliste. Les colons aisés qui animaient le mouvement indépendantiste n'étaient nullement tenus « enchaînés » : c'étaient au contraire *eux* qui avaient des esclaves. Dans ce climat d'excitation, les *Tories* étaient ceux qui avaient gardé la tête froide. L'histoire leur a donné tort à court terme, mais c'est finalement leur perspective qui a prévalu deux siècles plus tard.

[63] Ce n'est pas une élucubration gratuite : un tel compromis correspond à la formule que l'Angleterre, instruite par l'expérience, a mise en œuvre au siècle suivant dans ses dominions du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande et qui a progressivement amenés ceux-ci à l'indépendance.

[64] Alors même que se déroulaient les tractations du traité de paix de 1783, dont une plaque apposée sur un immeuble de la rue Jacob, à l'angle de la rue des Saints-Pères (Paris-6e), rappelle le souvenir, des émissaires du Congrès étaient à Londres pour conclure un traité de commerce avec l'Angleterre. Les satisfactions symboliques accordées à la France, « marraine de l'indépendance américaine », n'ont ainsi en rien fait obstacle aux intérêts économiques britanniques et à l'établissement d'une « relation privilégiée » transatlantique qui dure encore – dans l'autre sens.

[65] Un exemple : les positions prises depuis quelques temps par la diplomatie US sur le dossier du Sahara occidental pourraient indiquer qu'elle a, *in petto*, fait son deuil de l'alliance avec le Maroc et cherche à se préserver un point d'appui stratégique au nord-ouest de l'Afrique en se rapprochant du *Polisario*.

[66] Les lecteurs attentifs pourraient objecter que, chez Dante, le septième cercle, celui du pire, est au centre. Que ceux qui l'ont remarqué lèvent le doigt !

[67] Pour ceux qui s'intéressent à connaître la liste officielle à jour, c'est facile. Il suffit de feuilleter un passeport américain et de regarder à la troisième de couverture, à la rubrique : « ce passeport n'est pas valide pour les pays suivants ».

[68] Soit environ 25 CV, puisque, comme chacun sait, le « cheval fiscal » n'a rien à voir avec le cheval-vapeur (« ch »), unité de puissance valant 736 Watt ; c'est une unité de *volume* équivalant à peu près à 14 pouces cubes … Quand on vit dans l'aire américaine, il ne suffit pas de savoir convertir les pieds en mètres et les livres en kilos, il faut aussi s'habituer à jongler avec la conversion des PSI en bars, des miles par gallon en litres aux 100 km (attention : on raisonne en sens inverse), etc. Pour les scientifiques, je rappellerai que la valeur de la pesanteur, « *g* », est aux États-Unis de 32 (en pieds par seconde carrée, *of course*) au lieu du bien connu 9,81 de chez nous. Chez les Anglo-saxons non américains, on s'habitue lentement au système métrique, mais avec des différences qui peuvent surprendre : si on vous parle de « *kilos* », il peut s'agir de kilomètres, et non de kilogrammes et, pour mesurer les dimensions dans le bâtiment, on se sert des millimètres (« *mils* ») plutôt que des centimètres. C'est aussi ça, le « dialogue interculturel » dans sa déclinaison terre-à-terre.

[69] Vous remarquerez que je ne mentionne pas la finance. C'est pourtant à l'évidence un secteur stratégique où l'Amérique est très puissante. Mais elle n'y détient pas une position dominante aussi forte que dans les secteurs cités, car ses banques et ses compagnies d'assurance ont beau être parmi les plus grandes, elles effectuent l'essentiel de leur activité sur le marché intérieur et sont moins présentes à l'international que leurs homologues européennes. Si New York est la première place financière du monde, Londres reste loin devant pour les transactions *internationales* (drainant notamment l'épargne accumulée dans les juridictions *offshore*). C'est en train de changer avec le poids grandissant des banques d'affaires américaines dans les opérations de fusion-acquisition (voir à ce sujet : *Goldman Sachs à l'assaut des fonds de pension européens*, *Le Monde*, 26 septembre 2006). et, maintenant, la fusion d'Euronext avec le NYSE. Les banques américaines étaient restées longtemps d'une taille relativement modeste à cause d'une législation datant des années 30 leur interdisant d'exercer dans plus d'un état pour contenir les risques d'« effondrement systémique » ; c'est de l'abolition de ce régime avec la déréglementation des années 80 (le fameux *big bang*) que date la concentration et la montée en puissance du secteur bancaire américain. Selon le schéma que nous connaissons (« *secure your backyard first* »), elles se sont d'abord consolidées sur le marché intérieur avant de se lancer à l'assaut du marché mondial. Maintenant, c'est fait … et c'est un désastre.

[70] Je ne prétends pas que *Greenpeace* « roule » pour le lobby pétrolier en concentrant son action sur le nucléaire, mais je l'ai entendu dire par des collègues travaillant dans l'industrie et, en tout cas, le résultat y ressemble fort.

[71] Si vous ne me croyez pas, consultez le compte d'exploitation de *Coca-Cola*, que vous trouverez dans son rapport annuel (*www2.coca-cola.com/investors*).

Vous y verrez que la firme n'achète rien, ne fabrique rien et ne vend rien (ou presque), si ce n'est sa marque, son image (à travers les *royalties* sur les campagnes publicitaires dont elle impose la diffusion à ses « franchisés ») et, prétend la légende, la formule de son mystérieux sirop. Son chiffre d'affaires lui-même paraît modeste (23 milliards de dollars), comparé au volume global des ventes de ses produits (sans doute supérieur à 100 milliards de dollars) : c'est parce que son activité propre se concentre sur leur composante « immatérielle », la plus profitable (15 milliards de dollars de marge et près de 7 milliards de dollars de bénéfice avant impôt) et la plus dépourvue de risques financiers. Ce « modèle économique » se retrouve *mutatis mutandis* chez d'autres « firmes globales » basées aux USA, comme *Nike* ou *Mac Do*.

72 Oui, il s'agit bien de « gesticulations ». Cela n'enlève rien à la sagesse de la position française et à la noble éloquence du discours de Villepin au Conseil de sécurité, mais enfin, la France n'a agité dans le vide le chiffon rouge de son droit de veto que pour être au final bien soulagée d'être dispensée d'en faire usage.

73 Non, je ne dis pas que la « crise asiatique » de 1997 a été déclenchée par de sombres manœuvres américaines mais, au résultat, on a bien vu, par exemple, qu'à la faveur du krach boursier, les intérêts américains ont pris le contrôle d'une grande partie de l'industrie coréenne … Quand aux détenteurs d'actifs financiers d'Asie du sud-est, ils se sont promptement dégagés des marchés locaux pour investir en dollars. Concluez-en ce que vous voulez.

74 « La proposition du président Bush de supprimer totalement les droits de succession aux États-Unis a des chances sérieuses d'être adoptée par le Congrès américain (…) pour ceux qui suivent l'évolution de l'économie mondiale et la prospérité de chaque zone, cette décision sera un coup de maître historique. Elle renforcera de manière décisive l'attractivité déjà forte des États-Unis comme lieu de résidence des investisseurs mondiaux ». *La suppression des droits de succession aux États-Unis, un défi majeur pour l'Europe,* Jean-Daniel Tordjman, *Le Figaro*, 25 juillet 2006.

75 Je connais peu au quotidien les Américains d'aujourd'hui. Leur moralisme donneur de leçons politiquement correctes m'agace souvent mais ça reste superficiel. Je connaissais en revanche bien les Américains d'il y a trente ans, un peuple courageux, sérieux au travail, « *result oriented* », idéaliste, généreux et d'une étonnante courtoisie dans les rapports humains au jour le jour. Rien de spécialement arrogant. Auraient-ils autant changé depuis lors ?

76 Pas seulement eux, puisque ce modèle est prôné, sous une forme à peine différente, par les courants altermondialistes, « Verts » et une certaine « gauche de la gauche », à travers leurs propositions d'« économie solidaire » tirant parti des « immenses besoins du secteur associatif » pour créer des emplois.

77 J'emprunte cette appellation un peu désuète au titre du volume des *Instructions nautiques* couvrant l'Indonésie, les Philippines et la Nouvelle-Guinée.

[78] Churchill lui-même ref

[79] Dans le système institutionnel américain, le poste de secrétaire d'État n'est pas que celui d'un « ministre des affaires étrangères ». C'est la plus haute fonction de l'État, après le président et le vice-président, une sorte de « grand vizir ». Au départ, le secrétaire d'État était surtout le « garde des sceaux », pas en tant que responsable de la justice, mais au sens propre : c'est lui qui détient les *sceaux* officiels dont on revêt les actes solennels, lois et traités. Chargé d'enregistrer les traités, il s'est occupé de les négocier, d'où son rôle dans les affaires étrangères. Lorsque Nixon a démissionné en 1974, sa lettre de démission (une ligne : « *I hereby resign the office of President of the United States, effective immediately* ») était adressée au secrétaire d'État puisque c'est à celui-ci que revenait d'enregistrer cet acte ouvrant officiellement la procédure de succession.

[80] Au Québec, le phénomène atteint une dimension cocasse, *tristement* cocasse : voilà un pays qui s'est battu *deux cents quarante sept ans* pour maintenir son identité assiégée par le monde anglo-saxon et qui est en train de la brader joyeusement au nom du « multiculturalisme ». Ils peuvent bien proclamer fièrement sur la façade d'un magasin « Escomptes du Sommet » pour ne pas inscrire « *Top Discount* » (je n'invente pas : c'était rue Ste Catherine à Montréal, à deux blocs de *La Baie*), ce n'est pas ça qui les sauvera (le magasin en question non plus : il a fait faillite et a été remplacé par une bijouterie). Que voulez-vous ? S'ils préfèrent Cheikh Anta Diop à « Cheikh Spire », ce n'est certainement pas au nom de la « francophonie » qu'on peut y trouver à redire.

[81] N'oublions pas, toutefois, que Louis XVI était un esprit ouvert, gagné aux idées nouvelles et a pu être séduit par le caractère « progressiste » de la Révolution américaine. Sa décision de lui prêter main-forte ne relève peut-être pas que de la *realpolitik*. On peut voir dans son destin tragique une préfiguration de la conduite suicidaire de nos élites actuelles.

[82] Quand je dis « nos » jeunes filles, c'est une façon de parler. Pour nous, lecteurs d'aujourd'hui, ce sont plutôt nos *grands-mères*. Mais, en ce temps là, elles ne l'étaient pas encore. Comme le temps passe …

[83] Alan Bloom, *The closing of the American mind : How higher education has failed Democracy and impoverished the souls of today's students*, Simon & Schuster, New York, 1987, (traduit en français sous le titre beaucoup plus poétique de *L'âme désarmée*). Alan Bloom, récemment décédé, était un disciple de Leo Strauss, adepte de la théorie du « droit naturel », s'opposant à celle de la « table rase », illustrée notamment par John Rawls (des gens qui ont produit l'essentiel de leur œuvre à une époque où, en France, on ne jurait que par Sartre, de sorte qu'on ne les a « découverts » chez nous qu'à la toute fin de leur vie). C'était un penseur de haute volée, dans la grande tradition humaniste, souvent mentionné comme un des « pères spirituels » du courant « néo-conservateur » (une école de pensée qui, soit dit

en passant, est d'une tout autre tenue intellectuelle que les caricatures qu'en donnent les idées cuisinées par l'entourage de Bush II).

Les réflexions d'Alan Bloom ont été prolongées par Alain Finkielkraut, *La défaite de la pensée*, Gallimard, Paris, 1987, sur un mode plus théorique. « Finky » est souvent revenu depuis lors sur ce thème.

84 D'ailleurs, parmi les diplômés scientifiques de leurs universités, la proportion d'étrangers, notamment d'origine asiatique, ne cesse d'augmenter, les étudiants américains préférant, eux, se diriger vers les facultés de droit ou les *business schools*. C'est aussi une forme de prélèvement de richesses sur le reste du monde.

85 Peut-être même la *quatrième*, si on suit Serge Gruzinski (*Les quatre parties du monde : histoire d'une mondialisation*, La Martinière, Paris, 2004). La « mondialisation ibérique », réalisée par l'union des couronnes d'Espagne et du Portugal sous Philippe II, a pour centre politique la monarchie des Habsbourg, pour pôle économique Anvers, pour points d'appui Séville, Lisbonne, Naples, Mexico, Goa, Manille, et même ses « multinationales » : la communauté des marranes et la congrégation des jésuites. Elle s'achève au milieu du XVIIe siècle, avec la restauration de l'indépendance du Portugal et la perte de l'hégémonie espagnole en Europe, pour faire place à une deuxième vague de mondialisation, sous direction protestante : hollandaise d'abord, anglo-saxonne ensuite.

Cela étant, il y a assez de « ponts » qui lient l'une à l'autre ces deux périodes, assez de continuités dans les circulations planétaires des richesses, de l'information et du pouvoir, dont les banquiers et les marchands de Gênes, d'Anvers et d'Amsterdam sont les acteurs, pour qu'on puisse les considérer comme deux temps successifs d'une même dynamique. Du reste, le transfert du « centre de gravité » d'Anvers à Amsterdam, à partir du moment où les Pays-Bas septentrionaux sortent de l'orbite espagnole, n'est qu'un tout petit déplacement d'à peine cent cinquante kilomètres.

Ce qui, en revanche, distingue radicalement la mondialisation de l'ère victorienne de celle qui la précède, est l'extension de la *Révolution industrielle*, qui lui donne des outils (télégraphe, navigation à vapeur, chemins de fer) pour s'imposer malgré le regain de protectionnisme des années 1870. Sa dynamique, à son tour, s'interrompt assez longtemps, avec les deux guerres mondiales, la crise de 1929 et la fracture Est-ouest de la guerre froide, pour qu'on puisse considérer l'actuelle vague de mondialisation comme relevant d'un processus historique distinct dont, pour la première fois depuis le début des Temps modernes, l'Europe n'est plus l'élément moteur.

Avant les Temps modernes, il y avait eu une première ébauche de mondialisation réalisée sous l'égide de l'Islam, sur une aire géographique qui s'étendait de Sofala à Samarcande et du Cap Vert aux Moluques. Elle n'englobait pas l'Europe, mais celle-ci en était toutefois partie prenante par le canal des

Vénitiens, des Aragonais et des Moscovites qui commerçaient régulièrement avec la sphère islamique.

[86] Si vous lisez sur un horaire que le départ est à « 12:15a », ça veut dire « minuit quinze » ; midi quinze s'écrit « 12:15p ». C'est d'un commode … Il faut dire qu'autrefois, c'était encore pire : on signalait les heures de l'après-midi en les imprimant en caractères gras. On n'arrête pas le progrès.

Cela dit, la communauté scientifique américaine utilise de plus en plus le système métrique, ainsi que les industries de l'instrumentation médicale, des biotechnologies, etc. Les industries automobile, aéronautique et pétrolière, en revanche, semblent y être totalement réfractaires.

[87] John Ralston Saul, *The Collapse of Globalism and the reinvention of the world*, Viking Canada, Toronto, 2005.

[88] « Je ne suis pas optimiste sur le plan économique, je pense que la globalisation va peser de plus en plus sur l'emploi et les salaires », Emmanuel Todd, interview au *Monde*, 13 novembre 2005.

[89] La recette est introuvable. Normalement, dans les rayons de livres de cuisine, Ésope devrait se trouver juste après Ducasse et Escoffier. Peut-être épuisé chez l'éditeur ?

[90] Les loups ibériques, jusqu'ici confinés à la région des Picos de Europa, seraient, de leur côté, en train d'étendre leur territoire vers les montagnes basques (*Le retour du loup*, T. Laxalt, *Pays Basque Magazine*, janvier 2007).

[91] Attention : c'est juste une façon de parler. S'il prenait la fantaisie aux « faucheurs volontaires » de se mettre à exterminer vos toutous, ne m'en rendez pas responsable.

[92] Guy Debord, Préface à la quatrième édition italienne de *La société du spectacle*.

[93] Le terme de « libéral » n'avait pas à l'époque le sens réducteur de « adepte du libéralisme économique » qu'il a pris depuis, mais signifiait « adversaire des totalitarismes ». Le libéralisme de Raymond Aron trouvait son origine dans l'enseignement d'Alain (qui avait été son professeur à la khâgne d'Henri IV). Aron avait su s'affranchir de sa prudence étriquée et petite bourgeoise. Il n'avait rien de conservateur, encore moins de réactionnaire et était d'ailleurs un anticolonialiste résolu.

[94] C'est juste pour schématiser et c'est la vision qu'on en a aujourd'hui. Le débat avait commencé dès 1947, avec la publication d'*Humanisme et terreur*, de Maurice Merleau-Ponty, qui avait vivement irrité Sartre. Les profs de philo de mes années de lycée mettaient davantage l'accent sur l'opposition Sartre-Camus (en particulier sur le thème de l'« engagement »). Je n'ai pas souvenir de les avoir entendu évoquer Aron.

Sur ce sujet, voir Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, Fayard, Paris, 1995. L'un des passages les plus croustillants du livre est celui qui traite des séjours qu'ils ont fait l'un et l'autre à un an d'intervalle à Berlin, comme attachés culturels à l'ambassade de France, au moment de la montée du nazisme. En quelques mois, Aron a tout compris, Sartre n'a rien vu.

Le débat « Sartre – Aron » des années cinquante entre a eu son pendant en Allemagne. Il opposait Karl Popper et Theodor Adorno, le premier d'orientation libérale, le second d'orientation marxiste. Il était cependant moins frontal, plus universitaire et portait sur des subtilités philosophiques « pointues » qui atteignaient moins le grand public.

[95] L'appellation est coutumière, mais elle est trompeuse. Ce qu'on désigne sous ce nom est en fait le « marxisme-léninisme », version deutérocanonique de la pensée marxiste qu'on ferait mieux d'appeler le « léninisme » tout court, la boîte à outils du pouvoir pour les partis communistes.

[96] L'universitaire américain Perry Anderson n'y va pas avec le dos de la cuillère : «Il serait difficile d'imaginer une inversion plus radicale des normes nationales en matière de goût et d'intelligence que l'attention accordée par la sphère publique en France à ce grand nigaud, en dépit des preuves innombrables de son incapacité à saisir correctement un fait ou une idée. » (cité dans l'article *Mais où sont les clercs d'antan ?* de Michel Winock, *Le Figaro*, 19 mai 2005). Certes, « BHL » est irritant, les idées qu'il exprime font partie des ingrédients de la potion soporifique administrée à l'opinion publique par l'élite bien-pensante, mais c'est loin d'être un « grand nigaud ».

[97] J'exagère, bien entendu, car ils ont aussi parfaitement assimilé les leçons données à l'époque par « *des hommes persifleurs par état, qui ne sont jamais sortis de la capitale* (eh oui, on n'avait pas encore inventé le Luberon en ce temps-là !), *qui n'approfondissent rien et qui, livrés à des erreurs de toute espèce, ne voient que d'après leurs préjugés et décident cependant avec sévérité et sans appel* », Bougainville, *Voyage autour du monde*, Ch. III.

[98] Ne voyez dans ce propos aucune condamnation de ces pratiques. Tant qu'elles ne résultent que de choix individuels et qu'on ne cherche pas à leur donner statut de norme sociale, il n'y a rien à redire.

Il est bien légitime que les personnes amenées par les vicissitudes de la vie à « recomposer » leurs familles s'efforcent de vivre cette situation pas si facile en la dédramatisant et il est juste que la société les y aide. Elle y trouve un autre avantage, qui est loin d'être négligeable. Dans le contexte actuel de dépression démographique, les familles recomposées sont un stimulant de la natalité : les personnes qui « refont leur vie » avec un nouveau partenaire y incluent bien souvent un « projet d'enfant » qui n'aurait pas eu sa place dans une famille stable déjà parvenue au seuil du « 1,2 » jugé statistiquement suffisant par la plupart des couples.

De même, il est convenable que la société soit tolérante aux couples homos et leur permette de bénéficier de dispositions de droit civil adaptées à leur cas. De là à leur étendre telle quelle la notion juridique et sociale de « mariage », il y a un pas. Traditionnellement, l'institution du mariage a pour objet de réguler la reproduction sexuée et de l'intégrer dans le fonctionnement de la société. Les lois de la plupart des pays ont omis de préciser que le mariage était entre un homme et une femme, tellement cela allait de soi depuis les origines de la vie en société. Le simple fait que les lois régissant le mariage régissent aussi les liens de filiation est preuve suffisante de l'intention implicite – et constante – des législateurs à cet égard. Que les couples homos puissent éprouver du dépit du fait que les lois de la nature soient à ce point bornées et réactionnaires qu'elles n'ont pas prévu que leur union soit féconde, cela se conçoit. C'est sans doute pourquoi ils revendiquent le droit à une descendance dont leurs pratiques sexuelles les privent. Je ne doute pas que le génie génétique arrive un jour à y porter remède. À une époque où on arrive à faire porter des embryons de veaux par des brebis le temps d'une traversée maritime (non, pas l'inverse : la brebis prend moins de place qu'une vache sur le bateau), tous les espoirs sont permis.

En attendant, leur donner satisfaction entraîne deux conséquences. La première est de faire sauter le tabou du mariage en tant qu'union entre *un* homme et *une* femme. Dans cette phrase, les mots importants ne sont pas les désignations de genre, ce sont les adjectifs numéraux. Ce tabou éliminé, la porte s'ouvre à l'acceptation de la polygamie. L'autre conséquence est que le mariage homo va recourir en priorité à l'adoption. Comme il n'y a presque pas d'enfants adoptables chez vous, on ira les chercher ailleurs : voila enfin une bonne raison – peut-être même la *vraie* raison – qui fait que le mariage homo est « moderne ».

99 Cf. mon précédent ouvrage, *À la poursuite du Grand Méchant Blanc*, et plus précisément le chapitre *Le goût amer de la potion magique*.

100 Illustrée par Joseph de Maistre et Chateaubriand.

101 On peut citer Péguy, Maurras et Bernanos. On trouve une analyse intéressante de la personnalité et de la pensée de Péguy dans : Alain Finkielkraut, *Le mécontemporain*, Folio, Paris, 1991. Une quasi réhabilitation, faudrait-il dire tant Péguy était tombé dans l'oubli et même dans le discrédit. Les engagements politiques ultérieurs de Maurras et son adhésion au régime de Vichy mettent sa pensée à l'abri de toute réhabilitation ; elle n'est pourtant pas négligeable car elle a été, avec celle de Péguy, une des sources d'inspiration de De Gaulle.

102 Pour les penseurs en question, il ne s'agit pas de rompre avec la modernité parce qu'elle est *moderne*, mais d'ouvrir les yeux sur le caractère *idéologique* de bien des principes prétendus « scientifiques » et « neutres » sur lesquels elle repose. En ce sens, leur démarche se situe bien dans le droit-fil de Nietzsche : « il est évident que la philosophie moderne, en grande partie, a vécu et vit encore de Nietzsche » (Gilles Deleuze, *Nietzsche et la philosophie*, PUF – Quadrige, Paris,

1962, rééd. 2005, p. 1). Ce n'est pas un déni de la raison en tant que telle, mais reconnaissance que la « raison » n'est pas toujours aussi raisonnable qu'elle prétend nous le faire croire. Foucault, Derrida, Deleuze peuvent ainsi être crédités d'avoir *déstabilisé* l'édifice théorique de la modernité, déstabilisation ouvrant une avenue aux courants postmodernes, ils ne peuvent pas être revendiqués comme *pères spirituels* de leur dérive bien-pensante : il faudrait plutôt pour cela chercher du côté de Sartre. Ce n'est pas un hasard si l'un des gourous de la bien-pensance postmoderne, BHL, est aussi l'auteur d'une biographie – une hagiographie, faudrait-il dire – de Sartre.

Nietzsche n'est pas seul en son temps à avoir pressenti que l'édifice de la modernité, soutenu par la « dictature de la raison », était en train de se fissurer. Sa proclamation de la « mort de Dieu » ne se situe pas dans le simple prolongement de l'athéisme des Lumières. Elle est *aussi* celle de la mort du *Logos*, celle de l'entrée dans l'ère *post-logique*. Alors que la majorité de la communauté intellectuelle, à l'image de la Sorbonne républicaine, reste installée dans le confort du paradigme scientiste, les dernières décennies du XIXe siècle sont fertiles en « maîtres du soupçon », saisis de pressentiments similaires. Selon George Steiner (*Réelles présences*, Folio Essais, Paris, 1994, p 121), tout part de Mallarmé. La rupture qu'opère sa poésie « entre le mot et le monde » met à bas le contrat millénaire – « contrat social » s'il en est – qui est garant du « sens », c'est-à-dire de la congruence de la Raison au réel, l'article de foi au cœur de la culture occidentale. On peut citer nombre de contemporains de Nietzsche, comme Freud, Rimbaud (*Le bateau ivre*), Conrad (*Au cœur des ténèbres*), London (*L'appel sauvage*), et même Proust, qui ont en commun de dévoiler, dans d'autres registres, et chacun à sa manière, ce qui se cache derrière l'hypocrisie des mœurs policées de la société bourgeoise. Une barbarie, une sauvagerie latente, des forces mal domptées prêtes à se réveiller dès que le vernis craque, et qui pourraient bien être porteuses d'une vérité humaine plus profonde que la philosophie « officielle » d'alors. Dans cette révélation, où certains de ces auteurs espéraient trouver (comme Nietzsche) les voies d'une « régénération » pour notre civilisation usée, nous avons tendance aujourd'hui à voir l'intuition prémonitoire des catastrophes du XXe siècle.

[103] Paraphrase du titre de l'ouvrage de John Ralston Saul, *Voltaire's Bastards: The Dictatorship of Reason in the West*, Sinclair-Stevenson Ltd, Londres, 1992, qui stigmatise l'arrogance rationaliste des technocrates et l'instrumentalisation des justifications rationnelles par les élites au service de leurs propres intérêts.

[104] Est-il besoin de rappeler que la « une » du *Monde* annonçant l'explosion atomique sur Hiroshima en août 1945 avait titré : « *Une avancée scientifique extraordinaire* » ? Il y avait un sacré bout de chemin à faire avant que les doutes s'éveillent et cristallisent.

[105] Position qui a été illustrée, entre autres, par les réactions des partis communistes occidentaux aux révélations du « rapport Krushchev » en 1956. Seuls

les libéraux y ont vu d'emblée la condamnation des fondements de l'idéologie communiste.

[106] « La Révolution ne s'arrêtera qu'à la perfection du bonheur », Saint-Just, *Discours pour la défense de Robespierre*.

[107] C'est, du reste, cette classe d'âge qui a inauguré ce qu'on appelle la « culture jeune », apparue dans la seconde moitié des années 50. Selon Eric Hobsbawm (*Age of Extremes*, p.), celle-ci est le produit de plusieurs évolutions sociologiques simultanées :

(1) le développement très rapide de l'instruction, qui a eu pour effet que la majorité des étudiants d'alors étaient de « première génération » (enfants de parents n'ayant pas fait d'études supérieures) ; il en est résulté une dévalorisation des savoirs et valeurs transmis par la tradition familiale ;

(2) la situation de plein emploi qui permettait aux jeunes d'accéder très tôt à une autonomie financière, et donc de choisir leurs propres consommations ;

(3) le fait que le monde dans lequel ils ont grandi, celui de l'après seconde guerre mondiale et de la décolonisation, n'avait plus rien à voir avec celui de la jeunesse de leurs parents ;

(4) l'exode rural qui a coupé cette génération de ses « racines » ;

(5) l'émergence des « arts marchands » (rock and roll, design, fringues, etc.), confondus par la « génération jeune » avec les arts tout court.

Cette « culture jeune » devient alors la matrice d'une révolution culturelle dont mai 68 est la manifestation. Un symptôme pittoresque de cette révolution culturelle est relevé par Hobsbawm, c'est la banalisation d'un langage ordurier dans toutes les classes de la société : jusqu'à mai 68, dans la bourgeoisie, et même la petite bourgeoisie, la conversation utilisait un lexique qui « n'enlevait pas la cravate » (l'aristocratie, peut-être à cause de sa tradition militaire et de la fréquentation des chevaux, se permettait un langage plus cru).

[108] La conjoncture politique française avait fourni depuis longtemps à la pensée post-68 l'occasion d'exercer une influence déterminante. Le président élu en 1981 s'était entouré de collaborateurs issus de ces cercles, dont certains avaient appris au sein des chapelles trotskistes des méthodes efficaces de contrôle des appareils. Son inamovible ministre de la Culture, sans appartenir à la génération de 68, avait été un gourou de l'esprit post-68 et il a casé ses disciples dans tous les secteurs de la machine culturelle, leur donnant ainsi les moyens de propager leurs idées dans l'opinion et de réduire au silence leurs adversaires. Sur le noyautage opéré dans l'intelligentsia au cours des années 80, voir Michel Schneider, *La comédie de la culture*, Le Seuil, Paris, 1993.

[109] « Pour gagner les hommes il n'est point de meilleure voie que de se parer de leurs inclinations », Molière, *L'avare.*

[110] On ne répètera jamais assez que les auteurs des sublimes principes de 1789 – tout comme ceux de la déclaration d'indépendance américaine de 1776 – avaient simplement « oublié » les droits politiques des femmes et que cela ne leur était pas davantage venu à l'idée que de conférer des droits civils aux chiens, aux chats ou aux cochons. Non contents de cela, ils ont promptement coupé la tête des quelques femmes, comme Olympe de Gouges, qui avaient eu l'impudence – et l'imprudence – de s'en émouvoir.

[111] Était-ce toujours une « sympathie » ? Pour beaucoup de catholiques – dont des membres éminents de la hiérarchie de l'Église –, le souvenir des persécutions que leur avait infligées la République dans les années suivant 1905 avec l'affaire des « inventaires » et l'expulsion *manu militari* des congrégations religieuses, était encore vivant : après tout, en 1940, cela ne datait pas de si longtemps, c'était plus proche d'eux que mai 68 de nos jours. Il y avait donc sans doute une part de réaction de rejet à l'égard du régime de la Troisième république plus que d'adhésion aux principes et aux pratiques de Vichy.

[112] Je n'invente pas. Cet argument transparaît dans le discours des « militants de la mémoire ».

[113] Le personnage du « beauf » avait été créé par le dessinateur Cabu à la fin des années 60, en s'inspirant « d'un patron de bistrot de sa ville natale, Châlons-sur-Marne » (interview de Cabu sur TV5, 30 novembre 2006). Mais c'est dans les années 70 qu'il a pris son envol pour devenir une figure de l'imaginaire social.

[114] « Tendance », c'est du vocabulaire d'aujourd'hui. À l'époque on disait, si je me souviens bien : « dans le vent ». Quant à « gratter de la thune », ça ressemble à du « parler cités » qui n'est pas d'époque. On aurait dit « se faire des ronds ».

[115] Je ne me suis pas spécialement intéressé à la biographie d'Yves Boisset et à ses éventuelles affiliations politiques, mais j'ai repéré son nom, en tant qu'assistant réalisateur, au générique de films des années 60 dont les auteurs étaient des habitués de la signature des manifestes inspirés par le Parti. C'est dans la fonction d'assistant qu'on apprend son métier, n'est-ce pas ? Je peux donc dire « à l'école ».

[116] Quand on parle de « perte des repères » après 68, cela joue aussi sur les repères esthétiques : jusqu'aux années 60, la figure du Français de base, telle que la mettent en scène les films de Pagnol, de Carné et de toute une école de réalisateurs à prétentions « sociales », avec son béret, son kil de rouge et sa gouaille bon enfant, est une figure *positive*. Les classes populaires, encadrées par le « Parti », étaient protégées au niveau de leur image, que « géraient » des artistes eux-mêmes inféodés au Parti. Quand le Parti se trouve ringardisé dans les années 70, la protection s'envole et on peut alors ouvrir la chasse au « beauf ». Feu à volonté ! Dans un registre différent, *Dupont-Lajoie* fait partie de la même salve que *L'aveu* (le film ; le livre, lui, date de 1967) et *La barbarie à visage humain*. Vérifiez la chronologie et vous verrez. Cela étant, par le thème choisi et la manière de le traiter, c'est une belle illustration des exercices de rétablissement qu'ont su opérer dans la décennie 70

nombre de petits malins de l'intelligentsia pour se dédouaner de leurs anciennes étiquettes staliniennes et se recycler dans la nouvelle bien-pensance. En 81, ils étaient fin prêts pour reprendre du service aux premiers rangs, sous le mot d'ordre : « lavé, c'est comme neuf ».

Il y a quelques années, *Amélie Poulain* a osé casser le stéréotype anti-beauf en représentant le « peuple » avec tendresse, en renouant avec la veine du « réalisme poétique » de Prévert et Carné. Cet aspect du film n'est sans doute pas étranger à son succès populaire, en même temps qu'au fait qu'il a été jugé sévèrement par les élites qui l'ont trouvé « démago ».

117 Et, dans les familles d'immigrés, c'est, parait-il, du « renvoi au bled » qu'on menace les enfants qui ne se plient pas à la coutume. Chacun ses épouvantails.

118 Sans vous jurer le mot à mot, c'est tiré de Sun Tzu.

119 Non, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit : j'ai bien pesé ma phrase et je ne prétends pas – quelle idée ? – qu'il l'avait « engrossée opportunément ». Mon esprit persifleur ne va pas jusqu'à former de telles pensées …

120 Pas de nom, je ne donne pas dans la délation. Il suffira de rappeler qu'entre-temps il a eu de l'avancement et que, dans ses nouvelles fonctions, il n'agit pas autrement.

121 La même logique est à l'œuvre dans le secteur de la santé. Il y a quelques années j'ai entendu une émission sur RFI traitant d'un cas douloureux. C'était peu de temps avant les élections présidentielles de 2002 ; quelle chance que Le Pen ne l'ait pas écoutée, il lui aurait suffi de la rediffuser pendant ses temps d'antenne pour gagner quelques millions de voix ! Il s'agissait d'un ressortissant béninois menacé d'expulsion pour qui l'équipe de l'émission s'était mobilisée.

Le malheureux avait été admis en France pour y recevoir un traitement pour le diabète sévère dont il souffrait. Ses médecins, avec l'appui d'associations, lui avaient obtenu un permis de séjour de cinq ans « pour raisons médicales », et diverses allocations pour avoir de quoi vivre. À l'expiration de celui-ci, on lui avait accordé un nouveau permis de cinq ans, assorti cette fois d'une autorisation de travail. Les appuis associatifs de ce brave garçon lui avaient trouvé un job à temps partiel, juste ce qu'il fallait pour ne pas perdre ses allocs, cela va de soi. Maintenant, il arrivait au terme de ce second titre de séjour et l'administration lui avait fait connaître (je rappelle que c'était avant les élections de 2002, donc *sous Jospin*) qu'elle n'entendait pas accorder un renouvellement supplémentaire, estimant que dix ans de « séjour médical », cela suffisait. Au micro de l'émission, il avait su trouver des accents pathétiques pour décrire la cruauté de son sort : « si on me renvoie au Bénin, il n'y a rien là-bas, aucune structure qui peut me soigner, rien, on m'envoie à la mort ». Dans le studio, les larmes le disputaient à l'indignation.

Il se trouve que je connais le Bénin. Et je confirme : il avait raison, le pauvre, il n'y a rien, ou alors pas grand-chose. Mais pourquoi n'y a-t-il rien ? En

effet, la France a dépensé au cours des deux dernières décennies plus de cent millions d'euros pour le « renforcement » du secteur de la santé au Bénin. Et elle n'est pas la seule, puisque l'UE, la Banque mondiale, la Banque africaine de Développement, l'USAID, la Coopération canadienne, la Coopération japonaise, etc. ont pris leur part du fardeau. Où sont les hôpitaux qu'on a construits ? Ils sont en train de se dégrader faute d'entretien. Où est le matériel médical qu'on a fourni en abondance ? Il a été volé et revendu aux cliniques privées ou au Nigeria proche ; il en est d'ailleurs de même des stocks de médicaments dont on leur fait cadeau. Où sont les médecins et les infirmières dont nous avons payé la formation ? Ils sont partis, ayant trouvé des jobs plus rémunérateurs dans les hôpitaux français, belges ou québécois. Est-ce une raison pour que la France ait le devoir de prendre en charge les cas difficiles que ces pays *devraient* pouvoir traiter eux-mêmes avec les moyens que nous leur avons fournis ?

Et encore, un tel cas n'est pas le pire, puisque le diabète n'est pas contagieux et que, à la différence du Sida, l'accueil d'un malade ne fait pas courir de risque supplémentaire à la population déjà en France (*En France, un nouveau séropositif sur trois est d'origine subsaharienne*, Paul Benkimoun, *Le Monde*, 30 novembre 2005). Mais je n'irai pas plus loin sur ce terrain : c'est « zone interdite », terrain miné, sujet tabou.

[122] À cet égard, le courrier des lecteurs de *Libération* est significatif. Une proportion importante – un bon tiers, sur certains sujets controversés, – expose des opinions qui s'écartent de la ligne bien-pensante (*www.liberation.fr*). Est-ce parce que le lectorat du journal se recrute dans des milieux plus exposés aux réalités, ou est-ce parce que les modérateurs de *Libé* sont plus respectueux de la diversité des opinions ?

[123] C'est à Alger le 8 mars 1944 que le général de Gaulle a signé l'ordonnance donnant le droit de vote aux femmes. C'est de là, et pas avant, que date le *suffrage universel* en France. On cite souvent la date de 1945 pour le vote des femmes : c'est en effet seulement l'année suivante qu'a eu lieu le scrutin où elles ont voté pour la première fois.

[124] « Au Sénégal, nous touchons 68 000 francs CFA [103 euros] tous les six mois alors que les Français touchent 150 000 francs CFA [230 euros]. », *Les anciens combattants des ex-colonies françaises sur la voie de l'égalité de traitement*, *Le Monde*, 25 septembre 2006.

[125] Et même un peu avant les derniers temps. Une illustration en est la fameuse affiche de propagande *vichyste* portant fièrement le slogan « Trois couleurs, un drapeau, un Empire », montrant de profil sur fond bleu-blanc-rouge trois soldats, un Africain, un Arabe et un Indochinois, les yeux rivés sur la ligne bleue des Vosges.

[126] Les Français « de souche » de cette armée étaient pour la plupart recrutés parmi les « colons » d'Afrique du nord : « la guerre nous a été féroce et ils ont disparu nombreux. Je crois que, sauf en 14-18, aucune génération n'a autant payé

que nos classes mobilisées en Afrique du nord », Michel Jobert, *Mémoires d'avenir*, Le Livre de poche, Paris, 1974, page 141. Après le débarquement de Provence, l'armée de Lattre a pu faire la jonction avec les maquis du sud-est de la France. Leur incorporation a assez rapidement modifié le rapport numérique.

[127] À peu près au moment où a commencé la libération du territoire métropolitain, avec la campagne menée en Corse par des contingents de l'armée d'Afrique et les maquisards locaux – avec l'appui des garnisons italiennes qui s'étaient retournées contre leurs anciens alliés allemands. Un minimum de perspicacité pouvait faire penser à ce moment là que le vent avait tourné.

[128] Interrogé par Thierry Ardisson lors d'une émission télévisée (*Tout le monde en parle*), Jean-Christophe Mitterrand a récusé avec une superbe élégance ce cliché si souvent appliqué à son père : « Machiavel était le conseiller du Prince, il *n'était pas* le Prince ». Marie-France Garaud (*La fête des fous*, Plon, Paris, 2006), observatrice informée et caustique de la vie politique des trente dernières années après avoir été une actrice majeure de ses coulisses, propose un parallèle avec une autre grande figure de nos mythes collectifs : Don Juan, cherchant à tuer une deuxième fois le Commandeur et y parvenant enfin à titre posthume par la main de son successeur.

[129] De Gaulle aussi était issu de ce milieu.

[130] Leclerc ne s'appelait pas Leclerc. Philippe de Hauteclocque avait été doté de ce pseudo pour ne pas mettre en péril sa famille restée en France occupée.

[131] J'ai eu le privilège d'être invité à une fête annuelle des « Rhin et Danube » et je peux attester qu'autour du traditionnel méchoui, la fraternité entre anciens combattants « Gaulois » et musulmans était réelle.

[132] Les Américains avaient fourni la logistique du débarquement, l'appui aérien et naval, ainsi que les armes et les équipements. Sans tout cela, il n'y avait pas de débarquement. Ils ont en revanche engagé peu de troupes sur un front qu'ils considéraient comme secondaire bien qu'il ait contribué à diluer les défenses allemandes et joué un rôle décisif pour accélérer la libération du territoire français.

[133] Notons, on n'est pas à une contradiction près, que, parmi les signataires – et même les promoteurs – de ces manifestes et des articles au vitriol qui ont fleuri dans la presse, figuraient nombre d'historiens parfaitement sérieux, auteurs d'ouvrages objectifs, nuancés et exempts de tout manichéisme, portant sur les questions coloniales et postcoloniales. Pas de noms, de grâce, je ne verse pas dans la délation. Mais on peut s'interroger sur les raisons qui peuvent leur faire adopter, dans le débat public, des positions d'indignation vertueuse cautionnant les pires âneries au détriment de l'esprit critique dont ils savent faire preuve dans leur travaux destinés à un lectorat plus restreint. Le tribut qu'ils sont obligés de payer au « politiquement correct », sans doute ?

134 Ce qui, au demeurant n'était pas inutile dans la mesure où la place consacrée aux questions coloniales n'a cessé de régresser dans les manuels scolaires : de 8% du contenu des manuels d'histoire du secondaire en 1960, elle est tombée à quelques paragraphes.

135 « Comment donner envie aux jeunes gens issus de l'immigration de se sentir français si on leur enseigne à détester notre pays ? », Christian Vanneste (député du Nord et un des promoteurs du fameux amendement), *Le Figaro*, 9 décembre 2005.

136 Même au plan local : dans les circonscriptions où le « vote pied-noir » pèse encore, l'électorat des « nouveaux français » est largement plus nombreux.

137 Pour les réfractaires à Sardou, je précise que la chanson parlait du bateau, pas du pays. Ça ne l'empêche pas d'être prémonitoire.

138 Austerlitz, bien sûr, où la France n'a pas osé participer officiellement aux cérémonies du bicentenaire, pour ne pas déplaire à un petit clan rallié par l'auteur d'un opuscule sur le rétablissement de l'esclavage par Bonaparte. En revanche, on a tort de brocarder la participation de notre marine à la commémoration de Trafalgar : il ne faut pas y voir du « masochisme », mais la survivance d'un esprit chevaleresque qui sait rendre hommage à un adversaire valeureux, au surplus devenu entre temps un allié à qui la France doit beaucoup.

139 La preuve, c'est que la ville de Paris a débaptisé la « Place de Stalingrad » pour l'appeler « Place de la bataille de Stalingrad ».

140 Ce n'est pas une exagération. Plutôt que d'illustrer cette affirmation en citant les horreurs de tel ou tel rappeur insultant la France, je préfère citer, dans son ingénuité révélatrice, le propos d'une adolescente malienne de Grigny (Essonne), croyant manifester sa désapprobation à l'égard des « sauvageons » qui avaient mis le feu aux écoles au cours des émeutes de novembre 2005 : « En plus, il n'y a vraiment aucune raison d'attaquer ces écoles *où il n'y a pas de Français*. Il n'y a que nous, que des enfants d'immigrés » (rapporté dans l'article *En échec scolaire, des casseurs s'en prennent aux écoles pour se venger*, Cecilia Gabizon, *Le Figaro*, 8 novembre 2005). Il n'y a rien à ajouter.

141 La fiction allait d'ailleurs très loin : par un effet étonnant de l'acharnement qu'inspirait la volonté de cohérence des administrations, les militaires de carrière appartenant aux « troupes coloniales » qu'on y envoyait en renfort chacun à son tour, servaient en Algérie au titre de leur « séjour métropolitain ».

142 Il portait le nom de « Plan de Constantine ».

143 Un Algérien de l'époque avait ironisé sur le fait que ces « Français à part entière » restaient des « Français entièrement à part ». L'humour, et plus particulièrement la propension à faire jaillir des mots d'esprit de situations tragiques, est l'un des caractères qui font du peuple algérien un « peuple frère » des Français. Dommage qu'on ne le comprenne pas toujours de part et d'autre.

[144] On peut lire à cet égard *Les Ritals* de Cavanna pour se convaincre que tout n'était pas rose pour ces immigrés – venant pourtant d'un pays que nous considérons depuis deux mille ans comme « un pays frère » que la France a longtemps traité avec une certaine condescendance en oubliant qu'elle tient de lui presque tous les raffinements de sa civilisation – et comprendre combien ils ont du lutter et prendre sur eux pour arriver finalement à s'intégrer de façon si parfaite qu'ils se font eux aussi traiter de « Gaulois » : un comble. À faire se retourner Jules César et Vercingétorix dans leurs tombes !

[145] On a d'abord utilisé le terme d'« insertion » (déclaration de Georgina Dufoix en 1983, à l'époque secrétaire d'État à la famille et à l'immigration, citée par Alfred Sauvy, *L'Europe submergée : Sud∀Nord dans 30 ans*, Dunod, Paris, 1987, p. 243). Dommage qu'on l'ait abandonné car il était plus réaliste, suggérant que les intéressés trouvent leur place et accèdent au « mode d'emploi » de la société, mais sans qu'on leur demande d'en faire complètement partie. Peut-être justement était-il trop clair, c'est pourquoi on l'a abandonné.

[146] Inutile d'enfoncer des portes ouvertes. Je veux parler de déterminants naturels *endogènes*. Il y a bien sûr des déterminants naturels *environnementaux* : si les Inuits portent des fourrures alors que les Amérindiens d'Amazonie allaient tout nus, c'est à cause du climat ; si leur société s'est organisée pour la chasse au phoque et non pour la culture de la banane, c'est parce que les bananiers ne poussent pas au Nunavut. Ces déterminants environnementaux ne sont pas absolus. Si les habitants de Java, où il fait aussi chaud qu'en Amazonie et où il y a autant de forêts qui donnent de l'ombre, portaient sarong et tunique au lieu d'aller tout nus comme les Amérindiens, c'est un fait de culture.

[147] Je ne me réfère pas à la « capacité d'absorption » psychologique et autres notions floues apparentées au « seuil de tolérance », mais aux capacités *matérielles* du système d'enseignement, des mécanismes de financement du logement et des transports, des régimes de protection sociale, etc. ainsi qu'à la capacité de l'économie d'offrir des emplois.

[148] Mars 2007.

[149] Et ça n'arrive pas qu'en Afrique. Je l'ai expérimenté sur le territoire de la « République », en Martinique pour préciser. Étant entré un jour dans un petit restaurant recommandé par *Le guide du Routard*, j'ai été snobé par le gérant. Après avoir attendu en vain trois-quarts d'heure qu'il daigne prendre ma commande, tandis qu'il s'empressait auprès de tablées de gens de sa connaissance arrivés bien après moi, j'ai dû me rendre à l'évidence : ce monsieur ne voulait pas de ma clientèle. Inutile de lancer un *testing*, on sait bien que c'est réservé au sens inverse. Pas de quoi en faire un drame : je suis allé dépenser mon argent ailleurs ; la fois d'après, j'ai « zappé » la Martinique pour la République Dominicaine et, depuis, je boycotte la marque de rhum – pourtant excellente – produite dans la commune.

150 Ça joue aussi pour les « contrôles au faciès », petites tracasseries au quotidien dénoncées par les militants avec une virulence disproportionnée : dans le « ciblage » de ceux qui sont contrôlés, le *look* joue tout autant que le « faciès ». Et dans les deux sens. Je me souviens d'une scène à la frontière franco-suisse dans les environs de Genève, à l'époque de Delors et de son contrôle des changes. Les voitures chargées de vacanciers en « marcel » et casquette de toile passaient sans encombre, tandis que les « costumes cravates » étaient aussitôt encerclés par un peloton de douaniers qui les fouillaient jusqu'au slip.

151 Les immigrés portugais ont « importé » des structures communautaires, notamment sous la forme de paroisses portugaises, nombreuses en région parisienne. Elles ont joué un rôle clef dans l'encadrement de la jeunesse, à travers des activités sportives, culturelles et sociales ; on leur attribue par exemple le fait que c'est dans la communauté d'origine portugaise qu'on trouve le plus faible taux de délinquance – inférieur à celui des Français « de souche ». Au résultat, on s'aperçoit qu'elles ont œuvré dans le sens de l'intégration et pas du tout dans celui d'un repli communautariste. Il est vrai, mais est-ce opportun de le rappeler, que les Portugais étaient catholiques. C'est ainsi qu'on peut aujourd'hui être Français *et* Portugais, comme on est Français *et* Auvergnat. Le symbole de cette double appartenance, assumée et acceptée, a été cette finale de la coupe du Portugal de football qui a été jouée à Paris parce qu'elle opposait le Benfica de Lisbonne et le FC Porto, et qu'on ne pouvait donc la jouer ni à Porto ni à Lisbonne.

Les immigrés espagnols de la première vague, faite pour beaucoup de réfugiés républicains, se sont souvent intégrés par le biais du syndicalisme et du militantisme politique, sans passer par l'étape « communautaire ». Une des contributions éminentes du Parti communiste des années 50 était son rôle intégrateur à l'égard des populations immigrées, qu'on a tendance à trop oublier, à la fois à cause de l'image ringarde – et injuste – qu'on lui colle aujourd'hui et de la posture inverse de pas mal de tendances de l'ultra-gauche actuelle qui soutiennent aveuglément les revendications des immigrés d'origine non européenne, y compris celles qui vont dans un sens identitaire et communautariste.

152 Le *Bill of Rights* reconnaît la liberté de conscience mais pas l'égalité des droits politiques : catholiques et juifs en restent exclus. Un siècle et demi plus tard, Disraeli, pourtant baptisé dans la religion anglicane, aura du mal à se faire accepter dans la classe politique à cause de ses origines. Notez bien qu'il a choisi à cet effet une toute autre voie que de brûler des voitures dans les banlieues, ou de composer des paroles de rap insultant les Anglais et que, au final, ça lui a plutôt réussi.

153 À tort ou à raison. Les catholiques étaient partagés entre une ligne de ralliement à la République préconisée par le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger, et une ligne plus traditionaliste qui ne pardonnait toujours pas la répression exercée contre le clergé du temps de la Terreur. Les leaders de la gauche de l'époque avaient déjà compris l'efficacité du procédé consistant à accuser leurs adversaires politiques d'être, non pas opposés à leur parti, mais « opposés à la République ». Et, de fait, en

multipliant les brimades contre les catholiques (l'« affaire des fiches », les « inventaires », l'expulsion par la force des congrégations), ils ont durablement aliéné à la cause républicaine une partie des milieux catholiques. Ceux qui, en 1940 se rallieront à Vichy, ne le feront pas nécessairement par sympathie pour la clique opportuniste du Maréchal, mais par pur esprit de *revanche* à l'égard des vexations et des humiliations que la République leur avait infligées (après tout, 1940, ce n'est guère que 35 ans après 1905 : c'est court pour oublier). Cent ans après, cette méthode de l'amalgame continue à prospérer. Elle fait à l'évidence *partie intégrante* de la « culture de gauche ».

[154] Un exemple : la loi de 1880 supprimant le repos dominical utilisait l'alibi *anticlérical* pour justifier une mesure dont l'objectif était, à l'évidence, *antisocial*.

[155] Pas pour leurs beaux yeux, bien sûr. Parce que les dirigeants de ces pays avaient compris l'intérêt de désamorcer les luttes sociales en « lâchant du lest ».

[156] Valeurs tellement intangibles qu'elle ne s'appliquent pas, sans que cela dérange personne, dans les trois départements d'Alsace et de Moselle qui ont refusé au moment de leur retour à la France en 1919 de se soumettre à la loi de 1905 (ni en Guyane, allez savoir pourquoi). Cela étant, on vient d'enlever un tableau religieux d'une salle d'audience du palais de justice de Metz sous la pression du lobby laïque pour le reléguer dans un musée. Cela n'a rien d'anormal en soi de mettre un tableau dans un musée, mais les arguments invoqués vont *à l'encontre de la loi* (en l'occurrence le « droit local » d'Alsace-Moselle), ce qui montre bien en quelle considération nos dirigeants tiennent l'« état de droit », y compris dans l'enceinte d'un tribunal ! Ce qui ne les empêche pas d'invoquer ces mêmes dispositions du droit local pour justifier le financement public de la construction de mosquées dans ces trois départements.

[157] Sur le thème de la profonde continuité des pratiques politiques et administratives en France, on n'a rien écrit de mieux depuis Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*.

[158] Pourquoi ces guillemets ? Nos principes politiques ont mille fois plus en commun avec ceux des pays européens de monarchie constitutionnelle qu'avec ceux de bien des « républiques » du « Sud ». La vogue actuelle du mot « républicain » est très trompeuse à cet égard.

[159] L'État belge est une fédération organisée sur un mode « matriciel ». Il est d'une part divisé sur le plan territorial en trois régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles-capitale) et sur le plan des populations entre trois communautés (flamande, française et allemande). Cette formule quelque peu alambiquée paraît s'inspirer de celle qu'avait proposée le comte Badeni, ministre de François-Joseph, pour l'Empire austro-hongrois et qui n'a pas pu être mise en œuvre à cause du déclenchement de la guerre de 14.

[160] Georges Corm montre (*Le Liban contemporain*, page) comment le communautarisme peut mettre en échec la démocratie en déplaçant le champ de la

lutte politique à l'intérieur de chaque communauté où aucun mécanisme régulateur ne peut s'opposer à une dérive totalitaire. À moins (hypothèse que n'évoque pas Georges Corm) de pousser encore plus loin la logique communautariste en institutionnalisant le mode de fonctionnement des structures communautaires, pour faire du pays une confédération de communautés : c'est beaucoup de bouleversements pour un résultat incertain.

[161] Il n'y a pas en Écosse de *monopole* d'émission, mais un *privilège* d'émission accordé à trois banques commerciales. Il y a donc différents billets, selon la banque émettrice. Ce système existe dans plusieurs pays de tradition anglo-saxonne, comme à Hong Kong.

[162] Y compris pour les colons de souche britannique installés outre-mer, qui possédaient des passeports au sigle de leur territoire et n'envoyaient pas de représentants au parlement de Westminster. À l'indépendance, ils se sont retrouvés d'office citoyens kenyans ou zimbabwens et ont, lorsqu'ils sont obligés de partir, le plus grand mal à récupérer leur nationalité britannique.

[163] La province canadienne d'Ontario est actuellement le théâtre d'un débat politique dont l'issue pourrait bien être l'institutionnalisation de la *charia*, sous la pression conjointe des organisations islamiques et des bien-pensants partisans de la « diversité ».

[164] Par exemple dans l'émission hebdomadaire *Kiosque* sur TV5.

[165] On en voit une belle illustration dans le roman de Roger Ikor, *Les eaux mêlées*, Albin Michel, Paris, 1955, qui met en scène avec tendresse et humour les générations successives d'une famille juive immigrée de Russie au début du XXe siècle.

[166] Selon certains observateurs, les structures communautaires peuvent aussi servir de « sas » d'intégration, en abritant les nouveaux arrivés d'un choc trop rude. C'est possible, puisque cela a fonctionné de cette manière pour les Portugais. Toutefois, l'exemple des Algériens suggère le contraire : la génération des « quadra », arrivés enfants dans les années 70, est bien mieux intégrée que celle des 15-35 ans qui a « bénéficié » de beaucoup plus d'encadrement communautaire.

[167] Lors des « violences urbaines » – en Angleterre, où il s'en passe aussi de belles, on appelle ce genre d'événements des « émeutes raciales », mais le terme n'a pas cours en France – de la Toussaint 2005 dans le « Neuf-trois », les autorités se sont crues obligées de faire appel à des médiateurs ou « grands frères » pour appeler au calme au nom de l'islam. « *Allah-ou-akbar* » répondait en signe d'approbation la clameur de la foule pressée aux balcons. « Vu à la télé », comme on lit sur les paquets de lessive.

Très bien, très touchant et pourquoi pas si, à court terme, ça évite aux incidents de trop dégénérer. Mais ça démontre aussi que le prétendu « ordre républicain » est aujourd'hui incapable de s'imposer sur une partie du territoire français sans l'appui des relais communautaires. Cela ne fait que renforcer

l'influence des structures communautaires en tant qu'interlocuteurs *obligés* des pouvoirs publics. Inutile de se voiler la face : le communautarisme est installé, et bien installé.

Dans ces conditions, le discours officiel français du refus du communautarisme au nom des « valeurs républicaines » apparaît comme totalement étranger aux réalités du terrain. Persévérer dans cette voie en niant la réalité d'un phénomène social d'ampleur immense ne peut mener qu'à de graves déconvenues. Le basculement démographique annoncé pour le milieu du siècle est déjà une réalité dans au moins deux ou trois départements et quelques agglomérations où les Français « canal historique » sont désormais en minorité. Il faut espérer qu'ils sauront, d'ici à ce que la situation se généralise, enseigner à leurs compatriotes les règles essentielles du « savoir-survivre » en gérant sa condition de minoritaire.

[168] Un ami juif m'a dit un jour, où je lui l'avais invité à dîner et où je m'étais excusé, en blaguant, que les plats n'étaient pas *kasher*, m'a répondu : « oh, tu sais, pour qu'un aliment soit *kasher*, il faut surtout qu'il n'ait pas été préparé par des non juifs ; la *kasherout* a bon dos, c'est juste un prétexte pour réserver le *business* à la communauté ». Essayez donc de blaguer sur le thème du *halal* avec un musulman, vous m'en direz des nouvelles.

[169] Prenez l'exemple de cette affaire de discrimination à l'embauche, où la propriétaire d'un salon de coiffure de Loire-Atlantique a été condamnée pour avoir refusé d'engager une employée « de couleur », au motif que « cela pourrait nuire à son commerce ». C'est très mal – ou très maladroit – ce qu'elle a fait, nous en sommes tous d'accord. Cela dit, imaginez-vous qu'on oserait monter un *testing* pour piéger un salon de coiffure « afro » qui préfère embaucher des « blacks » ? Aucune chance, me direz-vous : ils ont une riposte toute prête car on sait bien que, techniquement, le cheveu « africain » exige un savoir-faire particulier que, de toute évidence, une employée « blanche » ne saurait maîtriser. N'empêche …

[170] Je n'invente rien. L'ouvrage militant publié par Frédérique Mouzer et Charles Onana, sous le titre accrocheur *Un racisme français. Le communautarisme blanc menace la République*, Éd. Duboiris, Paris, 2007, n'hésite pas devant cet amalgame. Au demeurant, il consiste en une suite de récits contant les déboires d'un certain nombre de personnes « de couleur », victimes de discriminations ou de tracasseries, mais il échoue à démontrer comment un prétendu « communautarisme blanc » pourrait en quoi que ce soit « menacer la République ». Ce n'est jamais sans intentions cachées qu'on s'applique à dénoncer des périls imaginaires.

[171] L'association *SOS Racisme* en a même fait son slogan : « Pour une République métisse ». Afin de le promouvoir, elle a eu l'habileté d'inviter les candidats à l'élection présidentielle à venir « plancher » devant ses militants, bon prétexte pour les faire défiler sur l'estrade et les prendre en photo devant la banderole portant cette belle maxime. Et il y a eu assez de naïfs qui se sont prêtés à

cette manipulation pour que, d'un coup, l'objectif du « métissage » acquière un quasi statut de consensus officiel. Bien joué.

172 Pour les non initiés, ou pour les sectaires du parisianisme, je précise qu'il ne s'agit pas de la rue Belzunce qui longe l'église Saint-Vincent de Paul dans le Xe arrondissement de Paris, à quelques centaines de mètres de Barbès. « Belzunce » est un quartier de Marseille, qui tire son appellation du cours Belzunce (du nom du même Mgr Belzunce, archevêque de Marseille au moment de l'épidémie de peste de 1720), avenue reliant la Cannebière à la porte d'Aix.

173 Cela s'est pourtant passé pour le genre humain au cours de l'évolution mais sur une échelle de temps bien plus longue, antérieure à l'émergence de l'espèce *Sapiens*.

174 Je tiens l'information d'amis tahitiens mais je n'en ai pas vu trace dans la littérature, à part dans le *Supplément au Voyage de Bougainville* de Diderot, faisant état d'une stratégie eugénique, mais c'est de sa part une pure spéculation vaguement basée sur un passage bien moins affirmatif du récit de Bougainville.

C'était surtout vrai, paraît-il, dans les Tuamotu, où beaucoup d'îles n'ont qu'une population des quelques centaines de personnes. Tahiti en avait moins besoin : le « rafraîchissement du sang » s'opérait à travers les expéditions guerrières contre l'île voisine de Moorea : on embarquait sur de grandes pirogues, on débarquait nuitamment du côté de la baie de Cook, on massacrait les hommes, on brûlait les villages et on razziait femmes et cochons. Quelques années plus tard, ceux qui avaient pu se réfugier dans la montagne de Moorea avaient reconstitué leurs forces et venaient rendre la politesse aux Tahitiens. De cette manière, on faisait d'une pierre trois coups : on remettait à jour le capital génétique, on entretenait les liens d'une culture guerrière commune avec les autres îles et on maîtrisait la croissance démographique.

Cette tradition, qui me fait penser à celle du « rugby cassoulet » opposant les anciens villages cathares aux anciens villages catholiques dans notre Midi languedocien, est aujourd'hui commémorée par de pacifiques courses de pirogues, superbe spectacle à ne manquer sous aucun prétexte si vous vous trouvez là-bas au bon moment (tous renseignements sur *www.tahiti-tourisme.pf*).

175 Gilberto Freyre, *Casa-grande e senzala*, 1933. Traduit en français sous le titre *Maîtres et esclaves : la formation de la société brésilienne*, Gallimard *Tel*, Paris, 1978.

176 Ainsi que japonaise et proche-orientale.

177 Je qualifie Freyre de « Michelet du Capricorne » pour évoquer son statut de « penseur officiel », mais, sur le plan idéologique, le parallèle serait plus exact avec Hippolyte Taine, l'auteur des *Origines de la France contemporaine* et classé comme « réac' », tant pour son opportunisme à l'égard du régime de Napoléon III que pour sa perméabilité à la « pensée raciale » de son temps.

178 Fernand Braudel, *Mémoires de la Méditerranée*, Le Livre de Poche, Paris, 1996, pages 224 à 229. On peut se demander pourquoi diable je vais chercher Braudel, et qui plus est un ouvrage de vulgarisation qu'il a réalisé sur commande, pour nous parler de cette époque dont il n'est pas spécialiste ? Justement parce qu'on peut être assuré que, n'étant pas spécialiste, mais étant d'une probité intellectuelle indiscutable, il s'est fait un devoir d'avoir lu *tout* ce qui a pu être écrit sur cette période avant de rédiger ce chapitre. N'ayant pas, quant à moi, le loisir de tout lire, je n'ai pas de raison de bouder le plaisir de m'appuyer sur les travaux d'un auteur qui a tout lu pour nous avec intelligence et nous en restitue la substance avec brio.

179 Paix troublée seulement par les conflits sanglants mais brefs qui opposent deux à deux la France, la Prusse et l'Autriche et dont les enjeux étaient l'unité italienne et l'unité allemande.

180 « Penser le métissage exige probablement de rompre avec des présupposés ne voyant en lui que des bienfaits nés des rencontres avec des cultures autres, indépendamment des contradictions qu'elles peuvent générer. (…) Penser le métissage culturel, ce n'est certes pas renoncer à son caractère fécond ou à l'humanisme qu'il porte, mais c'est montrer qu'il génère des tensions et des conflits, parfois bien éloignés de l'imaginaire angélique sur lequel se construit le sens commun et que les industries culturelles exploitent pour l'imposer à la planète entière. » Yves Le Pogam, *Avant-propos*, *Corps et Culture,* publication en ligne disponible sur le site : *http://corpsetculture.revues.org/document799.html*

181 Poète, c'est ainsi que font les grands poètes.
Ils laissent s'égayer ceux qui vivent un temps ;
Mais les festins humains qu'ils servent à leurs fêtes
Ressemblent la plupart à ceux des pélicans.
Quand ils parlent ainsi d'espérances trompées,
De tristesse et d'oubli, d'amour et de malheur,
Ce n'est pas un concert à dilater le cœur.
Leurs déclamations sont comme des épées :
Elles tracent dans l'air un cercle éblouissant,
Mais il y pend toujours quelque goutte de sang.

Alfred de Musset, *La nuit de mai*

182 « La révolution n'est pas un dîner de gala », *Petit livre rouge*, Éditions de Pékin, 1968.

183 Ou à ne s'y maintenir que de manière résiduelle au moindre coût. Le « classique » ne représente plus que 3 à 5% des ventes de disques. J'ai observé, en consultant le rayon « nouveautés » en musique classique sur les sites de vente par correspondance, que 80% d'entre elles sont des rééditions d'enregistrements anciens en éditions à bon marché, et une bonne partie du reste, des compils de « *light classics* » aseptisés et standardisés. Quand le consommateur a le choix, par exemple pour une sonate de Beethoven, entre une réédition à 4,99 € d'une interprétation de

Richter, d'Arau ou de Serkin, et le disque d'un « jeune talent » à 21 €, le choix rationnel est d'acheter la « vache sacrée ». Il n'y a donc presque plus d'activité de production de nouveaux enregistrements. C'est bien sûr au détriment des musiciens actuels qui perdent une source importante de revenus, sans parler de la perte de savoir-faire des studios en matière de « son » classique. Cela n'empêche pas un certain dynamisme de la musique vivante (concerts, festivals) mais celui-ci repose de plus en plus sur les subventions et le mécénat.

184 C'est la théorie de la « destruction créatrice » qu'on doit à Joseph Schumpeter, et que les idéologues néolibéraux – qui par ailleurs apprécient peu Schumpeter – se sont appropriée.

185 Oui, « relativement », parce que les concepts de masse et de distance qui interviennent dans l'équation de la gravitation universelle peuvent nous paraître aller de soi, ils n'ont été « construits » qu'après bien des tâtonnements et restent étrangers à pas mal de cultures. Le concept de *masse*, en particulier, avait été pressenti par Galilée, car il lui était nécessaire pour développer ses théories jusqu'au bout, mais il a échoué à le formuler et c'est précisément Newton qui a fini par le dégager. Après quoi il a fallu encore plus de cent ans pour qu'il s'impose dans le champ scientifique et acquière un caractère « transversal », avec le principe de la « conservation de la masse » dans les réactions chimiques, énoncé par Lavoisier. La théorie de la relativité et la mécanique quantique en ont enrichi le sens et la portée, tout en le privant du statut d'« invariant » dont l'avaient doté Newton et Lavoisier.

186 Traduction libre : « la vérité est fille du silence et de la méditation ». James Gleick, *Isaac Newton*, Harper Perennial, Londres, 2004.

187 Sur ce thème, peu familier du public français, on peut citer : Jean-François Dubost, *La France italienne XVI*[e]*-XVII*[e] *siècles*, Aubier, Paris, 1997.

188 Du reste, la France s'est montrée réfractaire à l'esthétique baroque. On peut rappeler à cet égard le refus par Louis XIV de la statue équestre qu'avait réalisée Bernin pour la place des Victoires et des projets « baroquisants » proposés pour la façade est du Louvre, auxquels a été préférée la colonnade dessinée par Perrault. Les exceptions (les œuvres de Puget, par exemple) relèvent de l'art « provincial ».

189 Parmi les ouvrages qui évoquent la culture et l'atmosphère de la *Mitteleuropa* du début du XX[e] siècle ainsi que la nostalgie née de la disparition de cette civilisation, on peut citer : le livre testament de Stefan Zweig, *Le monde d'hier* (Le livre de poche, Paris, 1993) ; l'essai de Claudio Magris, *Danube* (L'Arpenteur, Paris, 1988) ; et les romans de Joseph Roth, *La marche de Radetsky* et *La crypte des Capucins* (Points, Paris, 1994).

Une blague circulait à Budapest à la fin des années 1980 :

– Aujourd'hui, je me fais une soirée foot.

– C'est quoi le match ?

– Autriche-Hongrie.

– Ah bon ; et contre qui on joue ?

190 Interprétation quelque peu complaisante. La devise « *e pluribus unum* » se réfère à l'unité institutionnelle forgée à partir de la multiplicité des états constitutifs de la fédération, pas à l'unité nationale émergeant de la fusion d'apports ethniques et culturels divers. Mais c'est le sort des belles maximes de rester pertinentes en changeant de contenu.

191 C'est le sujet du dernier ouvrage de Samuel Huntington : *Who Are We?: The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, New York, 2004. Celui-ci a du reste été accueilli plutôt défavorablement par la critique.

192 On peut soutenir que, si le « brassage » a pu fonctionner, c'est qu'existait déjà, entre Rome et la Grèce, une profonde parenté culturelle (et même politique) bien avant la conquête de la Grèce par les Romains. Grecs et Romains s'accordaient, à partir du moment où l'extension du domaine latin en direction des cités d'Italie du sud les a mis en contact, à reconnaître dans la République romaine une sorte de déclinaison particulière des principes institutionnels de la *polis*. On trouvera un exposé, quelque peu aride, mais fort bien documenté et argumenté, de cette thèse dans : Pierre Grimal, *Le siècle des Scipions, Rome et l'hellénisme au temps des guerres puniques*, Aubier Montaigne, Paris, rééd. 1993.

193 Du XVIe au XVIIIe siècles, on avait du reste tendance à ne voir la civilisation grecque qu'à travers un prisme « latin », ou pour être plus exact, de ce qu'on pourrait appeler l'« hellénisme romanisé » qui s'appuyait lui-même sur la culture *hellénistique* plus que sur celle de la Grèce classique et *a fortiori* celle de la Grèce archaïque. Un exemple en est fourni par *Les métamorphoses* d'Ovide qui donne une version « latine » des mythes grecs et un autre par l'assimilation des divinités de l'Olympe au Panthéon latin (Zeus = Jupiter ; Aphrodite = Vénus, etc.). En témoigne l'utilisation presque exclusive des noms latinisés pour les personnages de la mythologie grecque dans la littérature classique française :

Je sentis tout mon corps et transir et brûler,
C'est Vénus tout entière à sa proie attachée,

écrit Racine dans *Phèdre*, pourtant celle de ses œuvres au climat le plus imprégné d'hellénisme (ah, « la fille de Minos et de Pasiphaé » !).

Il faut attendre l'époque romantique, avec le mouvement « philhellénique » initié par Hölderlin et son *Hyperion*, puis renforcé par l'engagement des artistes européens, de Lord Byron au Victor Hugo des *Orientales*, dans la cause de l'indépendance de la Grèce, pour qu'on commence à redécouvrir la singularité de l'héritage grec par rapport à une tradition gréco-romaine « métissée » jusque là dominante (et en quelque sorte, il faut le reconnaître, *appauvrie* par ce métissage). Avec les travaux des intellectuels de la seconde moitié du XIXe siècle, notamment Renan et Nietzsche, c'est l'héritage grec qui a été mis en avant, occultant en bonne partie ce qu'avait de spécifique la culture des Romains et ce que la civilisation occidentale doit à cette spécificité. On commence à peine, en particulier grâce au

succès public des ouvrages de Georges Dumézil, Pierre Grimal et Michel Serres, à « réévaluer » l'héritage romain proprement dit. Voir à ce sujet : Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*, Criterion, Paris, 1992.

194 Au prix d'un sérieux « filtrage », qui n'a retenu du *corpus* immense de la pensée grecque que certains courants particuliers, tels que l'héritage de l'épicurisme et du stoïcisme, ou encore les théories atomistiques de Démocrite reprises par Lucrèce, laissant davantage dans l'ombre, par exemple, la dimension politique de l'héritage socratique. À l'autre bout de l'empire, les spéculations de l'école alexandrine n'ont guère emprunté à l'héritage romain. C'est pourquoi il faut relativiser ce fameux « brassage » et reconnaître en quoi il a été « appauvrissant ». Tout s'était passé comme si les legs respectifs de la Rome des origines et de la Grèce archaïque avaient été bons à jeter parce qu'ils avaient fini de servir ou, en langage plus pompeux, avaient « épuisé leur mission historique ». On les avait débarrassés du salon pour les reléguer à la cave, où on ne les redécouvrira qu'à la fin du XIXe siècle, entre autres grâce à Nietzsche. Le legs n'était pas si ringard puisque c'est en puisant dans la force explicative de vieux mythes grecs remontés de la cave que le bon docteur Freud élaborera ses théories.

Appauvrissant, ce brassage l'a aussi été sur le plan de la culture politique. La Rome antique n'était pas une « démocratie » au sens athénien. Elle était le produit d'une succession de compromis politiques arrachés de haute lutte par la plèbe à une aristocratie de propriétaires terriens formant la « classe sénatoriale » qui détenait l'essentiel du pouvoir. Ce qu'avaient en commun Rome et Athènes était de se concevoir comme des communautés de citoyens libres, soumis à l'autorité de la loi et non aux caprices d'un despote. Hélas, ce n'est pas avec cette Grèce-là que s'est effectué le brassage de l'époque impériale, c'est avec le monde hellénistique. La tradition démocratique grecque avait été abattue par la conquête macédonienne avant d'achever de se dissoudre sous l'influence du « métissage » que les successeurs d'Alexandre avaient réalisé avec la culture autocratique de l'empire perse. À ce brassage avec les mœurs politiques du « despotisme oriental », l'esprit républicain des Romains n'a pas réussi à survivre. Et c'est, entre autres, de cela que la civilisation de l'Antiquité classique est morte.

195 C'est à Bernard Stasi que j'emprunte ce glissement transformant « une » chance en « la » chance. Il avait publié dans les années 80 un livre intitulé : *L'immigration, une chance pour la France*. Vingt ans plus tard, il récidive avec un ouvrage intitulé *Tous Français : immigration, la chance de la France*, Hugo Doc, Paris, 2007. Vous voyez que je ne caricature pas. La *seule* chance ? Sans doute car, à en croire l'ex-médiateur de la République et inventeur de la « Haute Autorité pour la lutte contre les discriminations », le « métissage » résultant de l'immigration possède d'immenses vertus pédagogiques, préparant la France à mieux affronter la diversité d'un monde sans frontières. Sa thèse caresse les bien-pensants dans le sens du poil avec toute la force des fausses évidences, à la condition de ne pas trop pousser l'analyse.

[196] Cette opinion est d'ailleurs partagée par nombre d'Africains de la « base ». J'ai eu souvent l'occasion d'en discuter avec eux et j'ai été frappé de constater combien ils ressentent comme « oppressives » les contraintes des coutumes africaines auxquelles ils ne peuvent pas se soustraire. C'est vrai en particulier d'immigrés vivant en France dans des conditions extrêmement frugales et pourtant obligés de prendre sur le peu qu'ils ont pour payer les dîmes dont leurs communautés restées là-bas les taxent.

[197] Ainsi qu'entre les intérêts nationaux au sein du « concert européen », en jouant à l'occasion des crises diplomatiques et de la négociation des traités de paix le rôle de facilitateurs des contacts entre les adversaires grâces aux connexions transnationales de leurs communautés : « *When these conflicts enlarged into national wars, they still remained an international element whose importance and usefulness lay precisely in their not being bound to any national cause* », Hannah Arendt, *The origins of totalitarianism*, Harvest Books, New York, 1976, p. 20. Arendt montre le caractère périlleux de ce rôle lorsque les conflits européens ont pris le caractère de « guerres totales » où la tradition des compromis diplomatiques n'avait plus sa place ; elle en donne pour exemple l'assassinat de Rathenau en 1922 (p. 21).

[198] Si j'emploie l'expression de « sous-culture », n'y voyez pas un jugement de valeur ; je l'entends seulement comme « sous-ensemble » de l'édifice plus vaste de la culture afro-américaine. Si vous préférez la comprendre autrement, je ne peux pas vous en empêcher, mais prenez vos responsabilités.

[199] Ce n'est pas le seul : il y a aussi le marché de la consommation « islamique » avec les produits alimentaires hallal et les articles vestimentaires qui vont avec.

[200] Le processus est déjà bien engagé pour l'industrie des cosmétiques.

[201] La population juive était toutefois en proportion importante dans quelques régions. C'était le cas, par exemple, des anciennes provinces polonaises d'Autriche-Hongrie qui forment aujourd'hui la partie occidentale du territoire de l'Ukraine. Mais l'empire des Habsbourg n'était pas une démocratie et les équilibres politiques n'étaient pas soumis à la loi du nombre.

[202] Du moins jusqu'à l'affaire Dreyfus. Celle-ci a en effet provoqué un choc parmi les juifs de toute l'Europe ; ses conséquences les plus visibles ont été la naissance du mouvement sioniste et les scissions au sein des organisations ouvrières juives de Pologne et de Lituanie (le *Bund*) entre un courant « internationaliste » qui a ensuite participé à la Révolution russe (ou à la Révolution allemande avortée, comme ce fut le cas pour la plus célèbre de leurs représentantes, Rosa Luxemburg) et une composante « identitaire » qui a opté pour le projet sioniste et jeté les bases du futur Parti travailliste israélien. On trouve un récit succinct de ces événements dans *Le monde d'hier* de Stefan Zweig et davantage de détails dans plusieurs ouvrages plus spécialisés (Henri Menczeles, *Histoire générale du Bund : un*

mouvement révolutionnaire juif, Denoël, Paris, 1999 ; Jack Jacobs, *Jewish Politics in Eastern Europe: The Bund at 100***,** New York University Press, 2001).

[203] Et même ailleurs : si vous voyagez en Afrique du Sud, allez donc visiter la région du Cap, entre Stellenbosch et Franshoek, et tâchez de loger dans des gîtes ruraux (*self-catering bed & breakfast*) au milieu des vignes, vous verrez.

[204] C'est moins vrai en Bordelais qu'en Bourgogne ou dans le « Midi rouge ».

[205] Pas de généralisations abusives : il y a chez les Anglais et les Belges des connaisseurs raffinés comme on n'en trouve pas si souvent en France. Mais il est vrai qu'en fréquentant les rayons des supermarchés britanniques j'y ai acheté toutes sortes de bouteilles, de Bordeaux, de Côtes du Rhône, de Chianti, de Rioja, de syrah australiens, de malbec argentins, de pinotage sud-africains : eh bien, ils ont tous le même goût, ou presque. La faute à Parker ? Je laisse les spécialistes répondre.

J'ai lu que l'alignement sur le « goût américain » aurait touché même les « premiers crus ». Je n'ai pas vérifié, n'ayant pas acheté depuis bien longtemps de bouteille dans cette catégorie.

[206] Non, que les lecteurs belges se rassurent, je n'ai rien contre la bière, il y en a de superbes chez eux, ainsi qu'en Allemagne, en Hollande, en Bohème, en Angleterre et même en Namibie – fabriquée en conformité avec la loi bavaroise de 1535, s'il vous plait – ; ni contre les alcools de céréales, quand ils sont purs malt et viennent d'Islay ; mais contre la défonce, oui.

[207] N'oublions pas qu'en y ajoutant les descendants d'émigrés polonais en Amérique et en Europe de l'ouest, il y a à travers le monde moitié plus de « Polonais de souche » que de « Français de souche » (60 à 70 millions contre 40 à 50 millions). Ni que, jusqu'au XVIIe siècle, la Pologne a été une des puissances majeures du continent, contrôlant l'actuel Belarus, l'Ukraine occidentale et les pays baltes tout en exerçant sa suzeraineté sur la Prusse. Ce sont les dysfonctionnements de son système politique interne (« république » dirigée par un roi élu, privé d'autorité réelle sur les féodaux qui l'élisaient, à cause de l'obligation d'obtenir leur unanimité pour toute décision d'importance) qui lui ont fait perdre son rang, puis son indépendance.

[208] Les Antillais, français de plein droit, ont longtemps été méfiants vis-à-vis de l'immigration africaine. Ce n'était pas, du reste, un secret pour eux que leurs ancêtres avaient été vendus par les chefs africains. Quelques Africains âgés pouvaient aussi se souvenir que beaucoup d'Antillais avaient servi dans l'administration coloniale, notamment dans les organes répressifs (magistrats, etc.).

[209] Vous êtes-vous demandé pourquoi les porte-parole des mouvements d'excités qui ont démoli l'économie de la Guadeloupe et de la Martinique début 2009, n'ont *jamais* prononcé le mot d'« indépendance » ? Certainement pas parce qu'ils craignent que l'indépendance ne leur fasse perdre la manne des quelque quinze milliards d'Euros que la France déverse chaque année sur ses départements d'outre-mer. Ces considérations mesquines ne pèsent d'aucun poids face à leurs

exigences de dignité et d'identité. Parce qu'ils savent qu'ils auraient bien tort de limiter leurs ambitions aux mille cinq cents kilomètres carrés de leurs îles, alors qu'en restant français, ils gardent toutes leurs chances de participer un jour à la prise du pouvoir sur la France tout entière. Ce qu'ils veulent, c'est éliminer ce qu'il reste de l'autorité de l'Etat sur leur territoire pour être tout seuls maîtres chez eux, avant de devenir les maîtres chez vous.

[210] Du reste, en revenant à Paris après plusieurs années d'absence, j'ai eu l'occasion de parcourir la rue Saint Séverin. Surprise : les restaurants exotiques dont elle était le fief ont fait place à des ribambelles de bistrots de « spécialités françaises ». Réaction « identitaire » à la banalisation de l'exotisme ou concession au fait que seuls les touristes étrangers, qui ne font certes pas le voyage jusque chez nous pour venir goûter au couscous, ont encore les moyens d'aller au restaurant ?

[211] « On a perdu la capacité d'émerveillement par rapport à l'eau du robinet », Bernard Guirkinger, président du syndicat professionnel des entreprises de services d'eau et d'assainissement, cité par *Libération*, 2 novembre 2005, *Quand vous ouvrez le robinet, l'eau coule.*

[212] Je précise que l'utilisation du mot « esclave » pour désigner cette personne ne se réfère qu'à ce qui m'a semblé être son statut objectif de subordination et sa situation économique apparente laissant supposer une absence de rémunération. Elle ne doit en rien être interprétée comme une accusation de « crime contre l'humanité » portée à l'encontre de son maître. Du reste, seule la *traite atlantique* et l'esclavage pratiqué *par les Européens* relèvent de cette qualification juridique, aux termes de la loi Taubira.

[213] « On pense aussi que les Occidentaux sont plus intelligents que nous. Non, définitivement non. Ce n'est pas une question d'intelligence. La différence entre nos pays c'est juste le droit. Le Canada est un état de droit où tout est bien organisé et où la loi s'applique à tout le monde. C'est la grosse différence. » *Après quatre ans passés au Canada, un Algérien raconte…*, *Les Débats*, Alger, 12 juillet 2006.

[214] Un exemple pittoresque – tristement pittoresque – : un institut pour enfants handicapés de Dakar proclame fièrement sur la pancarte qui orne son entrée : « *on y entre en rampant, on en sort en courant* ». Formellement, il n'y a rien à dire, à part un éventuel aspect de « publicité mensongère » éveillant des espoirs qui risquent d'être déçus. Et pourtant, dans ce contexte, en français standard, cela ne se dit pas : la formulation « on en sort en courant » a un autre sens que celui que lui prête le rédacteur de la pancarte : il suggère que l'établissement est si repoussant qu'on prend aussitôt la fuite.

J'ai beau détenir un diplôme universitaire américain et avoir passé une bonne partie de ma vie professionnelle en milieu anglophone à rédiger des milliers de pages de rapports en anglais, on me fait parfois la remarque : « il n'y a pas de fautes de grammaire et on comprend ce que vous voulez exprimer, et pourtant, il

suffit de trois lignes pour s'apercevoir que l'anglais n'est pas votre langue maternelle ».

L'« usage », ce mécanisme mystérieux qui fait trouver spontanément la formulation « dans le ton », intervient également en matière de normes de conduite sociale, qui ne sont pas réductibles à des « règlements » qu'on pourrait afficher ou faire apprendre par cœur. Ne nous leurrons pas : il faut sans doute plus d'une génération pour l'acquérir et les « venus de loin » ne l'acquerront que si les « Céfrancs » sont fermes, je dirais même intraitables, sur ce point.

215 Le désir de « compréhension » va très loin. Commentant l'affaire d'Étampes, où un élève avait poignardé une jeune enseignante, *Le Monde de l'éducation*, février 2006, concluait doctement que « les élèves ont besoin d'une écoute ». On ne savait pas que les coups de couteau amélioraient l'ouïe. Il faudrait faire une communication scientifique sur cette nouvelle thérapeutique.

216 Il semble, en fait, que ça dépend des cas. Deux « fachos », plutôt « bas de plafond », qui avaient mis le feu à une mosquée ont été condamnés à cinq ans de prison par la cour d'assises d'Annecy le 7 décembre 2006. Ils avaient dû se tromper de « message ».

En revanche, à la suite des émeutes de l'automne 2005, où plusieurs écoles du « Neuf-trois » avaient été incendiées, environ quatre-vingts mineurs sont passés en jugement, sans qu'aucune peine de prison ferme ait été prononcée. Là, le « message » a été reçu « cinq sur cinq ». La méthode est ainsi validée. Elle pourra resservir.

217 Rue de Clignancourt, pour préciser. Il est actuellement fermé pour travaux.

218 Ce qui ne semble pas le cas général. Un test effectué auprès de collégiens de la région parisienne après les émeutes de fin 2005 est édifiant à cet égard : « le mot "Français" [est] associé par les élèves à "bouffon", "cochon" ou "jambon-beurre"... *Personne ne semble s'être identifié au mot "Français"*, remarque le médiateur. *"On ne s'est pas senti visé"*, admet une élève. Un autre, qui n'est pas d'origine immigrée, tente d'expliquer la réaction de ses camarades : *"Ils se sentent plutôt arabes même s'ils ont la carte d'identité française."* », *Dans les collèges, les préjugés racistes à l'épreuve des mots*, Martine Laronche, *Le Monde,* 14 juin 2006.

219 À cet égard, le courrier des lecteurs des journaux est révélateur. Prenez par exemple les réactions à l'article *Banlieues : la provocation coloniale* de Philippe Bernard dans *Le Monde* du 18 novembre 2005. Beaucoup de lecteurs ont réagi en dénonçant la complaisance de l'auteur à expliquer que dans les cris de haine contre la France, « il serait grave d'entendre une déclaration de guerre et non la fureur de ne pas être admis dans le concert national » et autres sornettes de ce genre. Eh bien, ils se font traiter de « beaufs » et de « racistes » par d'autres lecteurs. On se doute de qui ça émane.

220 Pourquoi serait-ce plus facile que l'adaptation d'occidentaux à des univers culturels lointains ? Relisez *Stupeur et tremblements* d'Amélie Nothomb et vous m'en direz des nouvelles.

221 À l'exception bien sûr de Norbert Elias à qui on doit de l'avoir repéré et décrit (*La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris). Le mot de « civilisation » dans le titre de l'ouvrage d'Elias n'a pas le même sens que dans celui de Huntington. Il s'agit du *processus* civilisateur, non de son résultat.

222 Ce n'est ni une spéculation gratuite ni un procès d'intention : l'idée est bien présente dans un document comme le manifeste des « *Indigènes de la République* », déjà cité plus haut. Cela dit, j'ai quelque peine à les prendre au sérieux. Chaque fois qu'on invite sur les plateaux télévisés la *Pasionaria* de ce mouvement, je suis frappé par les efforts qu'elle fait pour donner à son visage (qui, sans cela, serait charmant) une expression sévère, comme si elle ne fronçait les sourcils que pour s'empêcher d'éclater de rire aux énormités qu'elle profère.

223 Cela peut paraître bizarre de traiter le phénomène du chômage de « symptôme ». Bien sûr le chômage est le produit de circonstances économiques et surtout de politiques économiques. Mais la conjoncture macro-économique n'est pas responsable du taux de chômage plus élevé qu'on observe chez les « minorités visibles ». On ne se prive pas d'invoquer la « discrimination » mais on occulte le fait que ces populations sont *d'abord* handicapées par leurs comportements collectifs qui les rendent inemployables dans de vastes secteurs et dissuadent les employeurs de les embaucher. À ce titre, le différentiel de chômage est bien *un symptôme* de leur inadaptation sociale.

224 Minimum affreusement insuffisant pour assurer une vie décente dans le contexte français, mais laissant tout de même de quoi alimenter *Western Union* et se faire considérer comme des nababs par les cousins du bled.

225 Je ne me place pas du point de vue de l'efficacité sociale d'un système qui a conduit l'Afrique à l'hypertrophie bureaucratique, mais du strict point de vue de la réussite scolaire.

226 Une des illustrations de ce refus *collectif* est l'ostracisme dont sont victimes ceux qui essaient individuellement de réussir : il suffit de travailler un tout petit peu à l'école pour se faire traiter de « bouffon » par les « frères » ; et je vous garantis que se faire traiter de bouffon, ça craint. La condamnation sociale de toute réussite individuelle hors des voies tracées par le groupe (parfois avec meurtre à la clef, *en général par empoisonnement* !) me semble assez répandue dans les cultures africaines, peut-être même en est-elle *le trait le plus caractéristique*. On en trouve un exemple frappant dans le document de Marcel Dolmaire : *Témoignage d'un administrateur de la France d'outre-mer en pays Lobi de Haute Volta entre 1953 et 57*, présenté lors d'un colloque au Sénat en 1993. J'ai moi-même constaté personnellement ce type de réactions à de nombreuses reprises. On l'observe non seulement en Afrique même, mais aussi dans la sphère afro-caribéenne (Haïti). Il n'y

a donc rien d'étonnant à ce qu'elle soit aussi transposée en France par les communautés d'origine africaine.

227 Il semblerait que certains partis de la « gauche de la gauche » auraient des velléités de « récupérer » les mouvements contestataires des cités. Si c'est vrai, je leur souhaite bien du plaisir. Mais je n'y crois pas du tout et cela ressemble plutôt à un fantasme de la droite. En tout cas, s'il y a une instrumentalisation, on peut être certain qu'elle est en sens inverse : ce sont les bien-pensants de gauche qui se font manipuler. Vous imaginez ces groupes faire confiance à des organisations politiques « blanches », fussent-elles de gauche ?

228 Je crois que c'était Georges Brassens qui disait superbement : « je traverse toujours dans les clous parce que je suis anarchiste ». Où est la logique ? « Eh bien, répondait-il, parce que, en tant qu'anarchiste, j'ai tellement horreur des flics que je préfère éviter d'avoir à discuter avec eux ». Même si on n'est pas anarchiste, on ne peut pas rêver meilleure illustration d'une culture qui s'applique à éviter les confrontations superflues. C'est à des détails de ce genre que le « pacte républicain » doit de fonctionner. Sans cela, il est vide.

229 *Verbatim* : « Ce qu'on veut, c'est être peinard en ville et qu'il n'y ait plus un seul flic ici. C'est notre territoire », propos d'un jeune émeutier de Toulouse, *La Dépêche du Midi*, 8 novembre 2005.

Les incendies allumés dans les banlieues n'ont pas pour fonction que de se défouler. Ils servent aussi à marquer des territoires, à sanctuariser des enclaves extraterritoriales. C'est une étape dans le dessein général, à la manière des « bases rouges » sur lesquelles s'appuyait la stratégie de prise du pouvoir menée par Mao Zedong dans les années trente. On peut aussi évoquer à cet égard le fameux texte de Che Guevara :

« Comme nous pourrions regarder l'avenir proche et lumineux, si deux, trois, plusieurs Vietnam fleurissaient sur la surface du globe, avec leur part de morts et d'immenses tragédies, avec leur héroïsme quotidien, avec leurs coups répétés assénés à l'impérialisme, avec pour celui-ci l'obligation de disperser ses forces, sous les assauts de la haine croissante des peuples du monde ! » (*Message à la Tricontinentale*, 16 avril 1967).

230 Petit rappel : les premières émeutes ont été déclenchées par l'électrocution de deux adolescents réfugiés dans un transformateur EDF alors qu'ils avaient la police à leurs trousses. L'un est mort, l'autre a souffert de graves brûlures et a été pris, puis interrogé sans ménagement. Du coup, on s'est empressé d'ouvrir une information judiciaire visant les policiers qui les recherchaient et qui auraient donc été à l'origine de leur fuite. On pourrait aussi, tant qu'à faire, poursuivre leurs enseignants qui ont essayé, sans y être arrivés, de leur apprendre assez bien à lire pour déchiffrer l'écriteau « défense d'entrer – danger de mort » apposé sur la porte des stations EDF, les fabricants de l'écriteau qui l'ont rédigé en français sans penser à le traduire en langage *texto*, les employés de l'EDF qui n'avaient pas coupé le

courant en prévision de ce qui allait se passer et, pour faire bonne mesure, les ingénieurs qui avaient conçu le transformateur. C'est triste pour ces jeunes, mais on pourrait aussi se souvenir du « que diable allait-il faire dans cette galère ? ».

231 Quand on se propose d'allumer « deux, trois plusieurs Vitry-le-François, ou Clichy-sous-Bois », ce n'est pas tout à fait la même chose que « deux, trois, plusieurs Viêt-Nam ». Une différence est que, dans le contexte de la France d'aujourd'hui, une telle stratégie est sans grand risque pour ceux qui la pratiquent, vu la mollesse de la réponse pénale. Même si le Code prévoit des sanctions sévères, il y a mille raisons plus valables les unes que les autres de ne prononcer que des peines minimales, comme un juge des enfants de Bobigny nous l'explique tous les jours avec complaisance sur son *blog* (référencé sur www.lemonde.fr).

232 Nombreux sont ceux, parmi les intéressés, qui récusent ce terme de « beur » (cf. *Les Berbères de France affirment leur différence*, *Le Figaro* du 18 décembre 2004).

233 Deux autres facteurs ont, à l'évidence, joué un rôle important : l'accroissement du chômage et de la précarité ; le départ des cités de nombreux « Gaulois », ceux qui étaient à l'abri de la précarité et avaient pu accéder à la propriété.

234 Ce phénomène a été décrit par Aziz Senni, interviewé par Thierry Ardisson lors de l'émission *Tout le monde en parle* (TV5, 21 novembre 2005, 21h 30 TU).

Cela confirme une observation que tout le monde peut faire : le contraste entre la génération des 35-40 ans, dont une bonne partie semble aujourd'hui bien intégrée et celle des 15-25 ans qui l'est manifestement beaucoup moins.

235 Pourquoi ce pluriel en « x » ? Le parler vernaculaire né dans les cités n'est pas (pas encore), à ma connaissance, une langue écrite et je ne crois pas que les adeptes de l'orthographe « texto » soient fondés à m'empêcher d'écrire ce mot comme j'en ai envie. Si je trouve du pittoresque à ce « x » final, pourquoi m'en priver ?

236 Le plus célèbre d'entre eux était Félix Éboué, originaire de Guyane, gouverneur du Tchad en 1940, nommé gouverneur général de l'AEF par la France libre. Il y en a eu beaucoup d'autres, moins illustres, dans la fonction publique coloniale.

Les porte-drapeaux de la cause noire réclamant davantage de « visibilité » politique semblent ignorants du cas de Gaston Monnerville, lui aussi guyanais. Après avoir été, dans l'entre-deux-guerres, un des ténors du barreau, d'abord à Toulouse, puis à Paris, il a été ministre en 1937-38 avant de participer à la Résistance. Inamovible président du Sénat – excusez-moi, c'est un pléonasme, les présidents du Sénat, une fois élus, ont tous l'air d'être devenus inamovibles – de la Quatrième république et des débuts de la Cinquième, il jouissait d'une notoriété extraordinaire chez les Afro-américains et du coup, la France faisait figure en ce

temps-là de nation la plus éclairée et la moins raciste du monde. En outre, il était maire d'une petite commune du Lot (Saint-Céré), ce qui montre bien qu'il n'y avait aucune discrimination dans la « France profonde » et que, si discrimination il y a aujourd'hui, il est injuste d'en chercher l'origine dans la frilosité ou le racisme des « Gaulois ».

[237] Les deux notions ne se recouvrent pas. Les Albanais sont bien « européens », et même l'un des plus anciens peuples d'Europe, déjà présent dans les Balkans avant l'arrivée des Doriens et, *a fortiori*, avant celle des Slaves. Ils ne sont pourtant, du fait de leur acculturation par les Ottomans, qu'en partie « de tradition occidentale », et peut-être moins « occidentaux » que beaucoup de personnes originaires, par exemple, des DOM, de Pondichéry ou du Liban.

[238] Le recensement partiel de 2004 le confirme en estimant la population totale de la France à 62 millions au 1er janvier 2004, dont 1,8 million pour les DOM

[239] *A contrario*, avec le même taux de fécondité, mais dans une configuration où l'effectif de population en âge de procréer s'amenuise, la population peut diminuer très vite. On trouvera tous les détails sur l'historique de la population française de 1946 aux années 90 dans Etienne Faguet, *La population de la France – Une croissance sans précédent depuis 1946*, note de l'INSEE, n° 444, avril 1996, disponible sur le site www.insee.fr.

[240] On estime que près d'un quart de la population historique de la France a au moins un de ses arrière grands parents né dans un autre pays, essentiellement Italie, Pologne, Espagne et Portugal.

[241] Les « rapatriés » étaient plus d'un million (650 000 pour la seule année 1962, selon les chiffres Insee), mais tous ne sont pas restés en France. Quelques milliers ont émigré vers l'Argentine ou sont partis en expatriation en Afrique francophone. Parmi les juifs algériens, qui constituaient un contingent important des rapatriés, une proportion non négligeable – un quart, peut-être – a ensuite préféré émigrer en Israël.

[242] Parmi ceux-ci, l'ancien ministre Jack Lang, assurant vouloir « corriger des idées fausses sur l'immigration », relève que « la France a proportionnellement plutôt moins d'étrangers que les autres pays européens » (émission *Culture et dépendances*, TV5, 20 avril 2006). Bien sûr qu'elle a moins d'étrangers que des pays qui ont accordé leur nationalité avec plus de parcimonie ! De telles affirmations, formellement exactes, mais trompeuses, concourent à discréditer le discours des élites, contribuant ainsi à l'essor du « populisme » qu'elles prétendent vouloir combattre.

[243] On souligne d'ailleurs, parmi les étrangers, le nombre élevé des Espagnols et des Portugais : c'est tout à fait normal, car en tant que citoyens de l'Union européenne, ils n'ont plus de raison de demander la naturalisation qui ne changerait pas grand-chose à leur droits concrets. Pour un historique de l'immigration, voir : *La*

population immigrée, le résultat d'une longue histoire, note de l'Insee n° 458, juin 1996, sur www.insee.fr.

[244] *La république blanche, c'est fini !* Fodé Sylla, *Le Monde*, 9 décembre 2005. L'article mérite d'être lu à la loupe : sous couvert d'« antiracisme », c'est une véritable déclaration de guerre à la République et au « communautarisme blanc ».

[245] À l'époque, membre du Centre d'action de la promotion de la diversité en France, il est surtout le fondateur du CRAN (Comité représentatif des associations noires). Cité par Laurence Girard, *La publicité tarde à prendre en compte la diversité*, *Le Monde*, 10 juin 2006.

[246] Quand je dis : « on ne sait comment », c'est juste par politesse. Outre l'exemple des « quatre communes » du Sénégal, déjà cité dans un précédent ouvrage, je peux en donner deux autres.

Dans les années 80, j'avais demandé un visa pour me rendre à Delhi. À l'ambassade de l'Inde à Paris, je me suis trouvé en présence d'une longue file d'attente, surtout composée de personnes ayant l'apparence d'Indiens. Arrivé à proximité du guichet, surprise : ces personnes demandaient aussi des visas. Munies de passeports français, elles avaient bien des difficultés à exposer leur cas à l'employée de l'ambassade, car pas une ne parlait français et l'employée – française – ne parlait pas tamoul. Un collègue d'origine pondichérienne m'a donné une explication : lorsque la France a restitué Pondichéry à l'Inde en 1954, en prévision d'un éventuel referendum (qui aurait en principe été obligatoire, mais dont on s'est dispensé), on a fait venir par camions des milliers de gens des régions indiennes voisines de l'enclave française et on les a illico inscrits sur les listes électorales à toutes fins utiles. Vingt-cinq ans après, des petits futés se sont avisés que ces inscriptions pouvaient être revendiquées comme preuve de nationalité, une astuce juridique grâce à laquelle des personnes dont les parents avaient mis les pieds à Pondichéry une seule fois dans leur vie en vue de « bourrer les urnes » pour la bonne cause, ont pu obtenir des papiers d'identité français. On n'est jamais assez reconnaissant des services rendus.

Une émission télévisée récente (*Complément d'enquête*, France 2, 10 mars 2009), nous a présenté les problèmes que va poser à Mayotte l'accession au statut de département d'outre-mer. L'état-civil y est déficient, les naissances n'étant parfois déclarées qu'avec plusieurs années de retard. Faute de date certaine, de nombreux habitants sont enregistrés comme « nés vers » sur la déclaration d'un parent supposé. Dans ces conditions, il n'est pas très difficile à des Comoriens établis dans l'île de se faire « fabriquer » rétroactivement un état-civil français en bonne et due forme.

[247] Tant qu'ils exercent leur métier avec honnêteté. En effet, certains spécialistes ne se privent pas de jouer sur les subtilités conceptuelles de leur discipline pour égarer l'opinion. Témoin cette affirmation, tirée d'un article de presse rendant compte d'un ouvrage récemment publié sur la question de la démographie française : « La fécondité exceptionnelle de la France s'expliquerait-

elle néanmoins par l'immigration ? Pas davantage, en réalité. Car si la contribution des immigrées au nombre des naissances est relativement importante (12 %), ce surcroît ne relève en fait le taux de fécondité du pays que de 0,1 enfant, le portant à 2 enfants par femme » (*L'immigration, phénomène inéluctable*, Laetitia Van Eeckhout, Le Monde, 17 janvier 2007). Où est le problème ? Outre une petite confusion arithmétique (12 % des naissances, rapportés à un taux de fécondité de 2, cela représente *0,24 enfant par femme, et non 0,1* ; mais qui se soucie d'exactitude des calculs ?), l'affirmation joue sur la notion d'« immigrées » (femmes nées à l'étranger et ne possédant pas la nationalité française à leur arrivée en France). Le chiffre des « immigrées » ne comprend donc ni les personnes « issues de l'immigration » nées en France, ni celles ayant acquis la nationalité française (par mariage ou par naturalisation des parents) préalablement à leur entrée en France. Si on ajoute ces deux catégories, c'est à coup sûr, comme je l'écris quelques lignes plus loin, *30 à 40 %* (et non 12 %) des naissances qui ne sont pas le fait de la « population historique ».

[248] Ou, plus exactement, si on veut s'écarter des chiffres officiels, on a la charge de la preuve. Autant dire qu'avec des moyens légers, on ne peut pas produire des chiffres alternatifs munis de garanties méthodologiques suffisantes pour contester des chiffres officiels. Au niveau des ouvrages qui se publient sur ces questions, c'est la même logique qui prévaut : si un universitaire rédige un essai, il est tenu aux mêmes règles de méthode. Il n'est donc possible de proposer des chiffres alternatifs que dans le cadre d'un ouvrage polémique. Or, un chercheur universitaire sérieux n'est pas censé en publier dans les domaines touchant à sa discipline. C'est comme cela et personne n'y peut rien.

[249] Ludwig Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus*, proposition n° 7, Gallimard, Paris, 2001, page 118.

[250] Voir à ce sujet : Françoise Legros, *La fécondité des étrangères en France : une stabilisation entre 1990 et 1999*, note de l'Insee n° 898, mai 2003, www.insee.fr. L'étude ne porte que sur les « étrangères » et exclut donc les personnes de nationalité française issues de l'immigration mais je ne sache pas que le coup de baguette magique de la naturalisation ait pour effet immédiat de changer le comportement démographique.

[251] Faites provision de guillemets, vous en aurez de plus en plus besoin pour en garnir vos adjectifs possessifs.

[252] Je n'exagère pas : l'idée qu'on devrait supprimer la couverture maladie pour les fumeurs et les personnes en surpoids est exprimée de temps à autre et passe très bien avec le discours moralisateur postmoderne. Cela me fait penser aux principes de la comtesse de Ségur pour qui la pauvreté était, sauf malheur accidentel, le juste châtiment de la paresse, de l'ivrognerie ou de la prodigalité.

[253] Les classes d'âge du baby-boom étaient d'environ 800 000. La population historique pourrait donc avoir de l'ordre de 600 000 décès annuels au cours de la

décennie 2020. Si elle a 350 000 naissances par an, cela correspond à une décroissance de 0,5% par an. Mais rien ne dit que la décroissance ne sera pas plus rapide : avec 800 000 décès et 200 000 naissances par an, le taux de décroissance serait supérieur à 1%. Si on y ajoute – hypothèse plausible – 50 à 100 000 départs annuels de jeunes émigrant vers des pays plus accueillants, ça peut aller encore plus vite. Les chiffres que j'ai pris dans mes calculs correspondent à des hypothèses *modérées*. C'est un canevas sur lequel vous pouvez faire facilement vos propres calculs en jouant sur les hypothèses.

[254] À titre de comparaison, ce taux annuel de 2% représente la moitié du taux de croissance observé dans les pays dont cette population est originaire (de l'ordre de 3,5 à 4%) ; on peut donc le tenir pour une hypothèse modérée, d'autant plus que cette population immigrée est *plus jeune* que la moyenne de ses pays d'origine. Juste pour voir, vous pouvez faire le calcul avec une hypothèse à 2,5% et une diminution moins rapide de ce taux pour arriver, par exemple, à 1,5% en 2050.

[255] La diminution du taux d'accroissement naturel de la population relevant de la « diversité » peut sensiblement varier selon l'importance du flux migratoire : plus celui-ci est élevé, plus les comportements démographiques « importés » du tiers-monde ont des chances de se perpétuer et plus cette diminution sera lente.

[256] Du reste, les spécialistes n'ont pas fait merveille jusqu'à maintenant : « Pendant vingt ans, les politiques du logement ont été appliquées en fonction de projections démographiques – établies par l'Insee – qui étaient totalement fausses. Pour des raisons autant politiques que mathématiques, les flux migratoires ont été sous-estimés de moitié, explique Michel Mouillard. Les données de 1993 faisaient déjà apparaître un écart de plus de 1 million de ménages par rapport à la réalité ». *Pauvreté – Les logements de la honte*, Gilbert Charles, *L'Express*, 5 septembre 2005.

[257] L'Insee présente ses prévisions à travers une quinzaine de scénarios, aboutissant à des résultats dont la dispersion est supérieure à 20%, sans dire clairement (du moins dans ses documents de synthèse accessibles au public) quels événements ou quelles politiques pourraient infléchir les probabilités respectives des différents scénarios.

[258] En fait, c'est dès le mois de mai 2005 que le chiffre de 75 millions avait été annoncé, lors d'un colloque du ministère de l'Équipement visant à faire le point sur les besoins futurs du pays en infrastructures : « Il est probable que la France comptera, en 2050, 75 millions d'habitants, affirme ainsi Gilles de Robien, qui tiendra un important colloque sur ce thème le 12 mai. Jusqu'à présent, les pouvoirs publics tablaient plutôt sur 64 millions, selon le «scénario central» que l'Insee avait établi après le recensement de 1999. » Michel Feltin, *Quand la France fait boom*, *L'Express*, 2 mai 2005. La suite de l'article n'évoque que des explications purement « techniques » avec des considérations sur l'incertitude de l'estimation de l'« indice final de fécondité » à partir de l'« indice conjoncturel ». En tout cas, la fourchette

d'incertitude entre 64 et 75 millions montre bien quel est le degré de précision et de fiabilité des projections « officielles ».

[259] Je vous donne les formules exactes que j'ai employées pour ceux qui voudraient vérifier mes calculs ou tester l'impact d'hypothèses différentes.

Population historique : 50 millions en 2003 ; accroissement naturel : zéro de 2004 à 2010, évolution linéaire de -0,1% à -0,4% de 2011 à 2014, -0,8% de 2015 à 2040 (arrivée en fin de vie des générations du *baby-boom*) ; -0,5% à partir de 2041.

Diversité : 10 millions en 2003 ; accroissement naturel : +2% jusqu'en 2025, réduction progressive (linéaire) de +2% à +0,75% entre 2026 et 2050 ; apport migratoire : +150 000 par an entre 2003 et 2007, + 200 000 par an à partir de 2008 ; l'apport migratoire de l'année N entre dans l'assiette de l'accroissement naturel l'année N+1, selon la formule :

PopDIV(N+1) = PopDIV(N) * [1+ Tx(N+1)] + Imm(N)

On peut aussi utiliser une formule différente, si on postule que l'immigration familiale n'est pas *constante* mais *proportionnelle* à l'effectif déjà présent : si 10 millions de membres de la « diversité » aspirent vers la France 100 000 personnes par an (sur le chiffre total de 150 000), cela représente 1% de l'effectif déjà présent. Vous pouvez alors vous amuser à calculer à quoi cela conduit avec :

Imm(N+1) = 50 000 + 1% * PopDIV(N)

[260] Je ne cherche pas à jouer sur les mots ; j'emploie ici le terme de « structures » pour désigner précisément la composition de la population et les tendances qui affectent chacune des composantes, et rien d'autre.

[261] Et encore … Voir à ce sujet l'article *Les Roumains partent à l'Ouest, la main d'œuvre chinoise arrive*, Mirel Bran, *Le Monde*, 18 avril 2007.

[262] L'influence de ce type de découragement sur les comportements démographiques n'est pas une spéculation intellectuelle. On peut citer l'exemple de la Polynésie où, au début du XXe siècle, la population, soumise à une emprise coloniale très forte, a sensiblement diminué à cause d'une chute de sa natalité. Les changements de statut, à partir de 1946, qui ont permis aux Polynésiens de reprendre possession de leur culture et de la gestion de leurs affaires, ont été accompagnés d'une reprise de la natalité. La question de l'immigration est cruciale dans ces archipels, exigus et frappés par un chômage élevé. Elle pose aujourd'hui un vrai problème politique : « si les lois de la République ne nous autorisent pas à limiter l'afflux de personnes venues de métropole et des pays Schengen, m'a confié un collègue tahitien, alors je serai obligé de me rallier aux indépendantistes ; et pourtant, ce n'est pas de gaieté de cœur car je me sens autant français que tahitien, mais quand même, tahitien d'abord ».

[263] De la même manière, on peut sans doute avoir un impact en offrant des majorations de retraites à ceux qui ont élevé des enfants, par exemple une annuité par enfant à concurrence de trois. C'était le cas dans la fonction publique. La réforme Raffarin a supprimé en catimini cette disposition, décision logique puisque les autres salariés n'en bénéficiaient pas mais aberrante au regard des enjeux à long terme : c'était le contraire qu'il fallait faire en étendant le système à l'ensemble des salariés.

[264] « Voilà que depuis quelque temps les Français d'origine africaine ou antillaise font entendre leur voix, amère et revendicative. Cette prise de parole n'est pas nouvelle, mais il semble bien que le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage en 1998, le vote de la loi de mai 2001 reconnaissant la traite et l'esclavage comme crimes contre l'humanité, puis la candidature de Christiane Taubira à l'élection présidentielle de 2002 en aient été les catalyseurs. » Pap Ndiaye, *Noirs, il y a de l'espoir*, *Libération*, 28 février 2005.

[265] « Les enfants et les petits-enfants d'étrangers, nés en France, souhaitent souvent, par le mariage, garder un lien culturel avec le pays d'origine de leurs parents », Laetitia Van Eeckhout, *Immigration familiale : les faits*, *Le Monde*, 5 janvier 2006. C'est joliment dit, mais la formulation est tendancieuse : on ne se marie pas pour « garder un lien culturel » ! Le mariage est tout de même l'un des actes les plus importants et les plus déterminants de la vie d'un individu. Si on choisit son conjoint « au bled », ce n'est pas juste pour « garder un lien », c'est parce qu'on a le sentiment que sa propre identité est plus « du bled » que du pays où l'on réside.

Un phénomène similaire se produit en Angleterre. L'immigration d'origine indienne est en bonne partie musulmane, ce qui fait qu'on la qualifie souvent de « pakistanaise ». Elle vient non seulement de l'Inde et du Pakistan mais aussi des communautés d'origine indienne d'Afrique orientale qui ont été obligées d'en appeler à la protection et à l'asile britanniques lorsqu'elles ont été persécutées par les autorités des nouveaux états, comme dans l'Ouganda d'Idi Amin. Elle avait commencé dans les années cinquante et avait abouti au bout d'une génération à une intégration considérée comme bonne. Mais, depuis une quinzaine d'années, la pratique des « mariages au bled » est revenue en force, signe clair d'un repli identitaire de cette communauté.

[266] Il a même pris assez d'ampleur pour que le consulat de France à Dakar ait un service spécial dédié au traitement des dossiers d'acquisition de la nationalité française par mariage. Ça ne s'invente pas. Du reste, vous pouvez vérifier par vous-même en appelant au numéro de téléphone du consulat (vous le trouverez sur *www.diplomatie.gouv.fr*) et en écoutant les instructions données par le répondeur.

[267] Ce n'est pas vrai qu'en France : « Les unions arrangées représentent un mariage sur deux dans la communauté turque en Allemagne. Les jeunes mariées sont souvent des fiancées "importées" que l'on va chercher jusque dans les villages

retirés de l'est de la Turquie. », *Les fiancées turques de Hambourg*, Stéphane Kovacs, *Le Figaro*, 29 octobre 2005.

268 Le scénario fonctionne de la manière suivante : une jeune fille née en France et donc française, devient la troisième ou quatrième épouse d'un homme plus âgé du village (scénario qui n'a rien de fantaisiste : il m'a été suggéré par la lecture des publications de mariage affichées dans les locaux du consulat de France à Dakar). Celui-ci gagne, à l'issue du délai légal, le droit de venir s'établir en France – le mariage avec la jeune fille ayant été légalement enregistré auprès des autorités françaises, qui n'ont aucune raison d'avoir connaissance des mariages coutumiers antérieurs de l'intéressé. Une fois en France, celui-ci peut faire venir ses enfants mineurs nés des autres mariages. Ces derniers ouvrent alors le droit à leurs mères de venir les rejoindre. Tout cela prend du temps : quatre ou cinq ans. D'ici là, une des filles de l'heureux époux aura bien atteint l'âge d'être mariée à son tour, et le cycle recommence. D'où l'équation : un seul mariage forcé peut mener à terme à l'immigration pour « motifs familiaux » de quinze ou vingt personnes. On se tromperait en croyant que le phénomène est d'effet marginal : cinquante mille mariages forcés sur une période de dix ans – chiffre cité par les personnes qui étudient la question – suffisent à « aspirer » vers la France *un million* d'immigrants parfaitement légaux.

Le même mécanisme fonctionne avec des effets multiplicateurs similaires quand on régularise un « sans papiers ». Voilà une version de la théorie du multiplicateur à laquelle Keynes n'avait pas pensé !

269 Vous vous souvenez peut-être – le temps passe si vite – du film *La smala*, il y a vingt ans, avec Josiane Balasko. À l'époque, nous l'avions vu comme une comédie gentillette, quand même un peu chargée. Demandez-vous si, aujourd'hui, on oserait encore faire un tel film. Et, en tout cas, si on aurait encore le cœur d'en rire.

270 Je vous renvoie à la note sur les observations d'Eric Hobsbawm au sujet de la genèse de la « culture jeune ».

271 Peut-être faudrait-il, plutôt que celle de « critères de jugement », employer ici l'expression de « dispositifs de jugement ». Celle-ci, que j'emprunte à Lucien Karpik, *L'économie des singularités*, Gallimard, Paris, 2007, recouvre une notion plus vaste qui englobe, outre les critères proprement dits, l'ensemble des agents et processus qui concourent à former le jugement.

Par exemple, ce qui différencie une pièce de Racine de la dernière livraison d'un auteur à la mode et qui fait que la première est classée dans la catégorie « grandes œuvres », ne se résume pas à une « valeur » intrinsèque attribuée à l'œuvre (originalité, qualité du style, vérité humaine des personnages et des situations, multiplicité des « niveaux de lecture », etc.), qui est en partie *subjective* (c'est-à-dire dépendante des goûts et de la culture du lecteur). Cela fait aussi appel à un ensemble de facteurs *objectifs* (longévité du succès et de la présence dans le commerce, influence sur des créations ultérieures, reconnaissance institutionnelle

accordée par le système scolaire, richesse de la production critique qui lui est consacrée, révérence manifestée par des personnalités de l'élite, etc.). Si je veux contester son statut de « grande œuvre », il me sera difficile de le faire à partir d'une position purement subjective (« Racine me prend la tête ») et, en tout cas, c'est sur moi que repose la charge de la preuve (« on n'a pas raison tout seul »). La solution de facilité est donc de me soumettre au conditionnement social et culturel pour m'incliner devant les « vaches sacrées » offertes à mon admiration.

Cela n'interdit pas la contestation, mais elle a un prix et il est plus lourd qu'on peut le croire à première vue. Je peux, au plan individuel, revendiquer le droit à ma propre subjectivité, mais cela n'intéresse personne. En revanche, la contestation peut prospérer au plan collectif. Cela implique (1) de faire reconnaître le principe de la primauté de la subjectivité sur tous les autres critères de jugement et (2) de remettre en cause la légitimité de tout le volet institutionnel du dispositif de jugement. C'est non seulement un retournement du paradigme esthétique « classique », mais aussi un processus *subversif* affectant en profondeur les rapports sociaux. Et c'est précisément cela qui s'est passé avec le retournement de dynamique observé depuis la fin des années 60.

Cela dit, la mécanique d'imitation du haut vers le bas ne s'est pas entièrement inversée. Elle continue à fonctionner en « mode dégradé », par exemple pour les produits de l'industrie du luxe, ou à travers la fascination pour les *people* qui fait le succès de la presse à potins.

272 Cf. le chapitre *Dr Jeckill & Mr Dupont*.

273 .Est-il besoin de rappeler que le « Mouvement du 22 mars », qui a allumé la mèche des événements de mai 68, est né à l'occasion d'une manifestation de soutien aux guérilleros vietnamiens ?

274 On peut voir une illustration de ce processus dans la succession des mouvements apparus au sein d'une des institutions les plus emblématiques de la civilisation occidentale, l'Eglise catholique : les « prêtres-ouvriers » dans les années 50, la « théologie de la libération » dans les années 60 et 70, la « solidarité avec les sans-papiers » depuis une quinzaine d'années.

275 Au niveau de la « cuisine » méthodologique, on a coutume de distinguer les approches de type « *top down* » – où l'on fait des projections à partir de tendances globales qu'on ventile ensuite entre différentes catégories – et les approches « *bottom up* », où l'on distingue d'abord des catégories analytiques pour identifier *les tendances propres à chacune* avant d'agréger les résultats de l'ensemble des catégories.

Le modèle que j'ai présenté est de type « *bottom up* » ; les institutions officielles, légalement empêchées de raisonner à partir de catégories « ethniques », ne peuvent utiliser que des modèles globaux (qu'on appelle « modèles agrégés » dans le jargon du métier).

Mon expérience professionnelle m'a souvent montré que, lorsqu'on élabore des projections – économiques ou autres – portant sur des ensembles hétérogènes, on s'expose à de graves erreurs si on se limite aux modèles agrégés et aux approches « *top down* ». Un exemple (lui aussi « simpliste » et purement théorique) : soit une économie où le PIB est partagé par moitié entre une agriculture dont la production croît à 0,5% par an et une industrie qui croît à 6,5% par an. La moyenne de croissance du PIB est alors de 3,5 %. Avec la méthode « *top down* », on va faire des projections sur la base de cette moyenne de 3,5 %, puis « désagréger » le résultat obtenu pour le répartir entre les deux secteurs. Avec une méthode « *bottom up* » on effectuera des projections séparées pour l'agriculture et l'industrie, puis on les « agrègera » pour dresser le tableau global. Bien entendu, il faut alors, quand on « agrège », se poser la question de la cohérence d'ensemble : l'agriculture arrivera-t-elle à nourrir la population engagée dans l'industrie ? L'industrie arrivera-t-elle à vendre ses produits à des agriculteurs dont le pouvoir d'achat aura stagné ? L'industrie pourra-t-elle trouver la main d'œuvre dont elle aura besoin grâce à une augmentation de la productivité du travail dans l'agriculture ? La méthode « *bottom up* » ne résout pas ces problèmes, mais elle permet de faire ressortir des questions qu'on risque sans cela de ne pas se poser.

[276] Je ne l'ai pas fait non plus, pour rester dans des projections prudentes ; il vous est loisible, si vous vous amusez à refaire mes calculs, d'introduire une hypothèse supplémentaire concernant les clandestins : vingt mille, cinquante mille par an – ou plus – juste pour voir ce que cela peut donner en effet cumulé sur vingt ou trente ans. Notons, pour faire bonne mesure, que la « politique des quotas » menée par le ministre Hortefeux s'est traduite en 2008 par un peu moins de 30.000 « reconduites à la frontière » (dont la moitié pour Mayotte et un quart pour la Guyane : voyez ce qui reste pour la métropole !), à comparer avec des estimations de l'ordre de 100.000 entrées illégales (en métropole seule). Même avec cette efficacité somme toute modeste, elle mobilise contre elle des critiques virulentes. C'est dire qu'aucun gouvernement ne prendra le risque d'affronter l'opprobre des médias et des élites en essayant d'aller plus loin dans la « fermeté ».

[277] Ce passage a été rédigé avant la crise économique de 2008. Est-il encore d'actualité ? J'ai été tenté de le réécrire, à la lumière des statistiques déprimantes de destructions d'emplois. Mais, si le discours officiel sur le « déficit de main d'œuvre » est quelque peu mis en sourdine, on se garde bien d'infléchir en quoi que ce soit les politiques migratoires pour les adapter à ce contexte dégradé. J'ai donc décidé de maintenir la rédaction telle quelle, en me contentant d'ajouter une remarque perfide sur les « milliards déversés aux actionnaires » dans le paragraphe suivant.

[278] Observons toutefois que maximiser la croissance du PIB ne peut pas être un objectif économique en soi ; l'effet « amortisseur » de l'euro a trop fait oublier qu'il faut *aussi* tenir compte des équilibres extérieurs : une croissance du PIB résultant seulement de l'augmentation des emplois de services de proximité induit des

importations sans accroître les exportations. Les États-Unis ont subi de plein fouet ce phénomène tout au long de l'ère Clinton-Bush : plus ils connaissaient de croissance, plus ils subissaient de déficit commercial.

279 Sans même évoquer la posture suicidaire que certains syndicats, comme la CGT, ont adoptée en apportant leur soutien aux revendications de sans-papiers réclamant leur régularisation inconditionnelle.

280 *La Cour des comptes fustige trente ans de politiques d'immigration*, *Le Monde*, 23 novembre 2004

281 « S'appuyant notamment sur les travaux des professeurs d'économie Jacques Bichot et Gérard Lafay, Yves-Marie Laulan, président de l'Institut de géopolitique des populations, estime le coût de l'immigration et de son intégration (éducation, formation professionnelle, logement, santé, lutte contre la délinquance, maintien de la sécurité, etc.) à 36 milliards d'euros par an. Soit 80% du déficit public, 13,5% des dépenses publiques, 3,5 fois le «trou» de la Sécu, 2 fois le budget de la recherche et de l'enseignement supérieur, 87% du budget de la défense : (…) chaque immigré qui franchit la frontière (250 000 par an) coûte 100 000 euros par an à la collectivité nationale, soit vingt fois plus que les Corses », Yvan Rioufol, *Le Figaro*, 18 novembre 2005. Vérification faite (il faut *toujours* vérifier les sources), l'institut en question, organisme sans statut officiel, est doté d'un président quelque peu sulfureux (je veux dire : « nettement marqué à droite », si j'en juge par la liste de ses publications). Il revendique néanmoins la présence dans son « conseil scientifique » de plusieurs personnalités au *cursus* impeccable (Académie des Sciences morales et politiques, etc.) comme Christian de Boissieu, Jacques de Larosière, Thierry de Montbrial ou Évelyne Sullerot, qui ne devraient pas être récusées par le courant bien-pensant.

Je crois que le chiffre de 100 000 € par an et par immigré « ne tient pas la route » : il s'agit sans doute plutôt de 100 000 € *par famille*. Si le chiffre est bon, c'est en revanche ce que coûte à la collectivité le fait de faire venir de loin un travailleur pour occuper un emploi. *Le Figaro* a ultérieurement publié un rectificatif sur le chiffre des 100 000 €, mais il n'est pas très clair et on n'est guère plus avancé. À tout prendre, je préfère mes calculs « de coin de table ».

282 *Émeutes : 500 millions d'euros de facture*, *Le Figaro*, 19 novembre 2005

283 Pas plus d'ailleurs que s'ils émanaient de personnes *favorables* à l'immigration. Il ne faut *rien* prendre pour argent comptant, même pas ce que *je* vous dis, surtout quand il s'agit de chiffres. C'est pour cela que je vous indique dans les notes qui suivent le moyen de vérifier par vous-même.

284 59 milliards pour l'enseignement primaire et secondaire ; 20 milliards pour l'enseignement supérieur et la recherche, partagés par moitié entre les universités et la recherche (source : fiches du ministère du Budget, disponibles sur son site Internet), d'où les 70 milliards. Pas de chiffre consolidé pour les dépenses des collectivités (communes pour les maternelles et le primaire, départements pour les

collèges et régions pour les lycées ; les données sont probablement consolidées au niveau national par les ministères de l'Intérieur et de l'Education, mais le résultat n'est pas publié) : on doit être entre cinq et dix milliards, soit entre 75 et 80 au global.

285 Cela étant, il ne suffit pas de s'en tenir aux chiffres globaux.

Le coût budgétaire de la scolarisation des enfants de la population venue de loin est sans doute d'une vingtaine de milliards d'euros. Mais, si la France comptait le même effectif de population composée de « Gaulois », il faudrait aussi scolariser leurs enfants, ce qui coûterait la même chose *par élève*. La différence est qu'à effectif égal, la proportion d'enfants d'âge scolaire serait moindre et le coût ne dépasserait pas une douzaine de milliards. Le différentiel, seul paramètre qu'il est pertinent de faire entrer dans le calcul, est alors de 8 milliards, auxquels il faut ajouter l'investissement à fonds perdu représenté par le différentiel de réussite scolaire. Si le taux d'échec scolaire est, par exemple, de 30% dans la population historique et de 70% dans la population venue de loin, la part des autres douze milliards qui est « perdue », est d'environ 5 milliards. La prise en compte de ces deux effets différentiels conduit à réduire le « surcoût » hérité de l'immigration de 20 milliards à 13 milliards.

De la même manière, quand on regarde les chiffres de la politique de la ville et du logement, on y voit 5 114,6 millions d'euros consacrés au programme « aide à l'accès au logement », qui est la part de l'État dans le financement de l'APL (source : fiches publiées par le ministère du Budget sur son site Internet – document *ldf2006.ville et logement.pdf*). Ce chiffre s'ajoute aux quelque quinze milliards financés par les CAF et à la participation des collectivités locales sous la forme d'aides diverses. À supposer que 60% des bénéficiaires des aides au logement soient des « venus de loin », on ne peut pas prendre 60% des vingt milliards dans le « surcoût », mais seulement la part supplémentaire induite par le fait que la proportion de familles aidées est plus élevée dans cette population.

Et ainsi de suite, pour l'ensemble des budgets sociaux qui représentent, éducation comprise, de l'ordre de 110 milliards dans le budget de l'État plus, bien entendu, la part « sociale » des budgets des collectivités locales (qui financent notamment une partie du RMI), le budget de la « Sécu » (d'un volume global comparable à celui de l'État), les affectations directes de recettes comptabilisées « hors budget » (par exemple 18 milliards pour le soutien à l'emploi – source : document *ldf2006.travail et emploi.pdf* du ministère du Budget).

J'ignore si les auteurs de l'étude citée plus haut sont allés jusqu'à ce degré de détail. Cela dépasserait le cadre du présent ouvrage de « vérifier » tous leurs chiffres, mais il n'est pas mauvais d'effectuer quelques calculs « de coin de table » pour voir si les ordres de grandeur sont plausibles ou « fantaisistes ». Le petit coup de sonde que j'ai jeté dans cette question laisse à penser que leur estimation est globalement plausible.

286 La base du logement à 100 000 € (hors charge foncière et aménagements urbains induits) correspond à une famille de 5 personnes, afin de respecter la cohérence des chiffres.

287 Retransmis sur TV5 le 27 septembre 2005

288 Il faut rappeler pour être juste que le contribuable fait néanmoins une bonne affaire. Le loyer « normal » d'un appartement de 110 m2 à Paris est de 1800 € mensuels. Si le loyer nominal est de 600 €, cela veut dire que le contribuable subventionne les 1 200 € de différence, alors que l'hébergement de la même famille en hôtel meublé coûtait à la mairie de Paris entre 2 000 et 3 000 € mensuels : l'économie est substantielle, c'est ce qu'on appelle un jeu « gagnant – gagnant » : on économise l'argent de vos impôts et cette brave dame bénéficie d'un logement comme elle n'en a jamais vu que dans les téléfilms. Contribuables, dites merci à M. Delanoë. Maintenant, si vous êtes depuis cinq ans sur la liste d'attente pour avoir un HLM, et que vous vous faites passer devant par les protégés de M. Delanoë, vous pouvez être d'un avis différent et avoir envie de leur rappeler à tout hasard qu'il y a tous les jours à 17 heures un avion pour Bamako, où ça coûtera encore moins cher au contribuable – on délocalise bien vos emplois, bientôt on vous délocalisera pour vous soigner à moindre coût dans des hôpitaux du tiers-monde, pourquoi ne délocaliserait-on pas le logement de vos protégés, en plus dans leur propre pays où ils seront au milieu de leurs amis ? La formule serait encore plus « gagnante gagnante » et c'est dans la logique de la mondialisation. Mais d'aussi mauvaises pensées ne peuvent pas vous effleurer : vous ne voudriez quand même pas vous faire traiter de « populiste ».

289 Ce n'est pas un procès d'intention : c'est ce à quoi vise le projet de PLU pour Paris. C'est exprimé en termes codés, mais il n'est pas si difficile de décoder.

290 Il avait été présenté au cours d'un congrès international d'architecture et d'urbanisme qui s'était tenu à Athènes en 1933, d'où le nom de *Charte d'Athènes*. Pour la petite histoire, Le Corbusier et ses amis l'auraient rédigé sur le bateau qui les conduisait de Marseille à Athènes. Le document a été publié en 1942 (Le Corbusier, *La charte d'Athènes – 1933-1942*, Le Seuil, Paris, 1971). La revue *Urbanisme* a consacré en 2003 un numéro spécial (n°330) sur le thème : *Que faut-il penser de la Charte d'Athènes ?*

291 Ces principes dérivaient des idées développées dans l'Allemagne de la république de Weimar par les architectes du *Bauhaus*, un groupe dont une des figures marquantes était Mies van der Rohe, l'auteur du palais des Nations Unies à New York. Dans les années 60, l'architecte Fernand Pouillon a été un des continuateurs de cette école de pensée et a rendu compte de sa vision et de son expérience dans un livre, *Mémoires d'un architecte*, Le Seuil, Paris, 1968. Tout cela a produit la fameuse « architecture de chemin de grue » typique des années 60, dont les modules dimensionnels sont déterminés par les exigences techniques et

économiques de la conduite des chantiers (construire vite et bon marché) plus que par la recherche de l'agrément esthétique ou fonctionnel.

[292] Un phénomène semblable s'est produit aux États-Unis dans le quartier new-yorkais du Bronx, qui avait été dessiné dans les années 1930 par des urbanistes « progressistes » sur la base des idées du *Bauhaus* pour être une « cité radieuse » destinées aux nouvelles classes moyennes de la société industrielle et qui, à partir des années cinquante, a connu une dégradation croissante avec l'évolution « culturelle » de sa population. On peut lire sur ce sujet les pages pleines de verve que le romancier Tom Wolfe lui consacre dans *The bonfire of vanities*, Farrar Straus & Giroux, New York, 1987, pages .

[293] « Les enfants de l'immigration subsaharienne des années 1980 et 1990 entrent massivement sur la scène incandescente des quartiers populaires, au moment même où des enfants de Maghrébins, en partie intégrés à la classe moyenne, se vivent avant tout comme les victimes des violences et souscrivent au discours sur le rétablissement de l'ordre », *Banlieues : la provocation coloniale*, Philippe Bernard, *Le Monde*, 19 novembre 2005.

[294] En écrivant ces lignes (rédigées en 2006), je ne m'imaginais pas que les événements me donneraient raison aussi vite. Après un incident survenu à l'automne 2008 (le meurtre d'un jeune lors d'une bagarre entre *dealers*) sa bande avait tout cassé alentour. Cela s'est passé dans l'îlot Dupleix, un ensemble de logements sociaux implantés au cœur d'un des quartiers les plus bourgeois de Paris. L'inénarrable Mme Anne Hidalgo, adjointe au maire et madone des bobos parisiens, n'a pas hésité à l'attribuer aux « problèmes sociaux graves que connaît ce quartier ».

[295] Notez que je m'abstiens d'ajouter : « les bébés phoques ». C'est pour ne pas m'exposer à l'amalgame avec les idées réacs de Brigitte Bardot. On n'est jamais trop prudent.

[296] En particulier pour les emplois de production exposés à la concurrence « globale ». De toute manière, on ne les sauvera pas en pesant sur les salaires mais en ciblant les créneaux innovants, en relevant les qualifications et en développant leur productivité par la technologie. À cet égard, la proposition (avancée par Mme Royal pendant la campagne de 2007 pour contrer le projet de « TVA sociale ») de transférer sur les équipements productifs la charge des cotisations sociales économisées par la substitution du capital au travail est l'une des pires âneries proférées dans le contexte politique actuel.

Un relèvement des salaires est plus facile à imaginer pour les activités non délocalisables comme les services de proximité, les travaux du bâtiment, la restauration, etc. Encore faudrait-il rompre avec le principe d'un Smic unique pour adopter des salaires planchers par branches, à travers un processus négocié entre les partenaires sociaux plutôt que par voie réglementaire. Cela étant, il semble tout à fait pervers de pénaliser les salariés exposés à la concurrence internationale, tout en

privilégiant sur le plan salarial ceux qui en sont abrités (c'est pourtant ce qui a été fait depuis trente ans en « sanctuarisant » le secteur public).

[297] Évoquer un « lobby pro immigration » n'est pas verser dans la « théorie du complot ». Un tel lobby existe et ne se cache pas. On en trouvera un exemple mentionné dans un article de Sylvia Zappi, *Appel à désobéir à la loi Sarkozy sur l'immigration*, *Le Monde*, 7 juin 2003 : « Les cinéastes (*suivent une dizaine de noms*) et les musiciens (…) se disent solidaires des *"centaines d'associations, des milliers de citoyens qui accueillent, aident, informent sur leurs droits des étrangers"*. » En démocratie, on a le droit de manifester contre un projet de loi, et tout autant pour faire changer la loi. Appeler à désobéir à la loi est une autre affaire, c'est se placer délibérément en dehors du « pacte républicain ». Lorsque des structures associatives, souvent subventionnées par l'argent public, ont pour activité principale de prêter main-forte aux violations de la loi, il est difficile de ne pas les voir comme un lobby.

[298] C'est bien ce à quoi on assiste depuis l'automne 2008. Avec un régime par répartition, les chocs sont atténués, mais pas éliminés : crise = moins d'emplois = moins de cotisations = déficit des caisses de retraite.

[299] Pas besoin de démonstration complexe : il suffit pour s'en convaincre d'examiner la question non plus du point de vue des équilibres financiers mais de celui de *l'économie physique* : la consommation des inactifs est alimentée par la production globale. C'est l'équation classique, limpide, et incontournable, « des ressources et des emplois » :

production + importations

=

consommation + exportations + investissements + variation des stocks

[300] Les fonds de pension américains détiennent près de la moitié de la capitalisation boursière du CAC 40, et perçoivent donc une proportion équivalente des dividendes.

[301] Le terme « fonction publique » est à prendre *au sens large*. Outre la fonction publique d'État, elle-même composée de deux catégories (les personnels statutaires d'une part : fonctionnaires, magistrats, militaires, ouvriers d'État ; et les contractuels d'autre part), il recouvre également la fonction publique territoriale, la fonction publique hospitalière, ainsi que les personnels des organismes de sécurité sociale et les personnels sous statut des entreprises publiques. L'ensemble représente de 6 à 7 millions de salariés. La décentralisation a fortement accru les effectifs de la fonction publique territoriale sans que ceux des administrations d'État aient été redéployés vers les collectivités locales à l'occasion des transferts de compétences.

[302] On pourrait même libérer une proportion plus grande des effectifs, vu la réduction du périmètre de responsabilité de l'État induite par l'évolution néolibérale et par les transferts de souveraineté aux institutions européennes. On objectera que les gros bataillons de la fonction publique se trouvent dans des secteurs où la notion de « productivité » n'est pas pertinente. Ce n'est pas si vrai. Prenez l'enseignement.

Dans mon enfance, nous étions dans des classes de 35 élèves, et nous ne nous en portions pas plus mal. Aujourd'hui, la norme serait plutôt de 25 (l'effectif total des agents de l'Éducation nationale est de 1 pour 9 élèves, mais il n'y a pas que les enseignants) : la différence de « productivité » est d'un tiers. Mais, ajouterez-vous, ce n'est pas pareil : avec l'évolution « multiculturelle » de la population scolaire, on a besoin d'un taux d'encadrement plus élevé. Je ne le nie pas, mais je remarque que vous apportez plutôt de l'eau à mon moulin.

303 35 heures * 52 semaines * 42 ans = 76 440 heures

39 heures * 52 semaines * 37 ans _ = 76 050 heures

(je ne déduis pas les semaines de congés payés puisqu'on cotise aussi sur les salaires de congé).

Le passage à 42 ans de cotisation compense à peine les 35 heures.

304 Il y en a une, radicale : c'est celle d'un « écrêtage » de la pyramide des âges par l'institution d'une euthanasie obligatoire au-delà d'un certain âge – ou en fonction de critères de santé et d'activité. Cela parait atroce, mais j'ai entendu l'ancien ministre de la recherche Claude Allègre l'évoquer dans une émission télévisée. Il n'a pas prononcé le mot d'« euthanasie », mais de « profil de vie carré » – une vie qui se termine d'un coup, avant que la santé se dégrade – et il n'évoquait pas la formule à l'occasion du problème des retraites, mais en tant que réponse à la souffrance du grand âge dépendant. C'est en tout cas de cette manière, si certains y songent, qu'ils vous la feront avaler.

305 À partir du XVIe siècle, il y a eu un mouvement migratoire à partir de l'Espagne vers ses colonies d'Amérique mais il n'avait pas un caractère de masse (200 à 300 000 en deux siècles). Les grandes vagues de peuplement « blanc », notamment vers le Brésil et l'Argentine datent de la fin du XIXe siècle.

306 Et en Afrique, ne l'oublions pas, à cause de la traite qui est un phénomène migratoire à part entière.

307 Soit environ 950 millions sur une population totale de 6 milliards, en corrigeant les chiffres par pays pour tenir compte des minorités d'origine non européenne en Europe et en Amérique du nord, ainsi que des minorités de souche européenne en Amérique latine et en Afrique du Sud.

308 À une exception notable : l'émigration d'un million de juifs d'Union soviétique vers Israël.

309 La projection repose sur une hypothèse d'accroissement naturel de 2% par an en Afrique subsaharienne et 1,5% en Afrique méditerranéenne. Les projections à 2050 du Fonds des Nations Unies pour la population, établies à l'aide de méthodes plus fines, donnent des chiffres assez comparables, par exemple 1,937 milliards pour l'Afrique entière au lieu de 2 milliards dans mes calculs « simplistes » (rapport *État de la population mondiale 2005*, page 117 et suivantes, à consulter sur www.unfpa.org).

[310] Alfred Sauvy, *L'Europe submergée*. En réalité, ce livre traite surtout de l'implosion démographique et du vieillissement de la population européenne, un des thèmes classiques du grand économiste et démographe catalan, en n'abordant que de manière incidente les défis de la pression migratoire.

[311] Il faut toujours méditer l'exemple de la chute de l'Union soviétique et du rôle joué par la compétition militaire qui l'a ruinée. Même en l'absence de confrontation armée directe, l'évolution du rapport de forces obligera, qu'elle le veuille ou non, l'Europe à répondre aux inévitables tensions sur ses frontières sud par une politique de précautions militaires qui peut devenir assez coûteuse pour entraîner un jour l'effondrement de ce qui restera de son économie.

[312] Certains pays africains se targuent d'une diminution de moitié des taux de prévalence du VIH en cinq ans *et le mettent au crédit de leurs politiques sanitaires*. Réfléchissons un peu : qu'est devenue l'autre moitié ? Puisqu'on n'en guérit pas, il n'y a qu'une seule réponse : elle est décédée – à l'exception du petit nombre de ceux qui ont pu émigrer vers le « Nord » pour s'y faire traiter. On se prend donc à soupçonner que ces fameuses politiques de santé pourraient tout simplement consister à isoler les personnes testées positives et à les laisser mourir à l'écart – attention : c'est juste un soupçon. En tout cas, de telles politiques, pour cyniques qu'elles soient, s'inscrivent parfaitement dans la ligne de ce que j'ai évoqué au sujet des « danses de la pluie », c'est-à-dire que la pérennité de la communauté est prioritaire par rapport à la survie des individus : la culture africaine n'a pas d'états d'âme à ce sujet. Sont-elles efficaces ? Bien sûr que non. En effet, si le risque, lorsqu'on est testé positif, est d'être « déporté » dans des mouroirs, personne ne va plus se faire tester – remarquez, ça fait baisser les statistiques de prévalence, du point de vue des technocrates, c'est déjà ça de gagné.

Plusieurs reportages télévisés mettant en évidence la réticence des populations pauvres à se faire tester dans pas mal de pays d'Afrique (cela s'exprime, dans les déclarations des interviewés, par une phrase qui revient souvent : « à quoi bon se faire tester puisque, si on est positif, on ne sera pas soigné ? » ; dans ces pays, les pauvres sont obligés de s'exprimer en langage codé et ils sont pudiques : ce sont les dirigeants et les privilégiés qui se plaignent tout le temps, pas la « base »), laissent à penser que le soupçon n'est peut-être pas fantaisiste.

Autre hypothèse : *toutes les statistiques sont fausses*. Ce ne serait pas le seul domaine où ça se passe de cette manière. Je parle d'expérience.

[313] Je partage tout à fait sur ce point l'intuition développée par le journaliste américain Robert Kaplan dans un article écrit pour la revue *Atlantic Monthly* et repris dans son livre *The coming anarchy – Shattering the dreams of the post Cold War*, Vintage Books, New York, 2000, pages 7-19.

[314] Le Japon, lui, connaît les mêmes problèmes que les autres pays du Nord, avec une fécondité inférieure au seuil de renouvellement depuis une génération. Il est confronté, mais depuis moins longtemps (une quinzaine d'années) à un problème

d'immigration. Autrefois, elle venait surtout de Corée, maintenant, elle s'est diversifiée.

[315] Si tant est que la notion ait un sens dans des pays très métissés comme le Brésil. Les pays andins sont majoritairement de population amérindienne. Dans ces pays le terme d'*Indios* ou d'« indigènes » ne se réfère pas à l'origine ethnique mais aux populations ayant conservé le mode de vie traditionnel.

[316] A cet égard, l'élection de Barack Obama est un révélateur de la capacité de synthèse de l'Amérique. Celui-ci n'a jusqu'ici, ni dans sa campagne, ni dans ses premiers actes comme président, succombé aux tendances d'un communautarisme revanchard qu'on voit fleurir chez certains de ses supporters français.

[317] Le cinéma de l'âge d'or d'Hollywood (1935-1955) était certes un modèle d'humour et de légèreté. Mais il faut se souvenir que beaucoup de ses grands auteurs étaient des émigrés juifs de l'ancienne *Mitteleuropa* ; leur humour raffiné n'a pas peu contribué à les faire prendre en horreur par le clan des protestants anglo-saxons pisse-vinaigre qui soutenaient McCarthy. Aujourd'hui, la verve caustique de Tom Wolfe – pourtant un Wasp pur sucre – fait figure d'exception dans une production littéraire américaine plutôt lourdaude.

[318] Par exemple : Thérèse Delpech, *L'ensauvagement*, Grasset, Paris, 2005, pages 202-205, 223-231, 253-254 et 278-314. En particulier, l'idée que la question des armes nucléaires nord-coréennes est manipulée en sous-main par la Chine pour « tester » la détermination américaine est présentée de manière très convaincante. Ça me chagrine beaucoup car j'avais prévu de l'évoquer et Mme Delpech m'a grillé mon scoop. C'est d'ailleurs tout à fait normal car je ne pouvais présenter cette idée que comme une simple supposition à partir d'un raisonnement abstrait, alors que Mme Delpech peut l'étayer sur des faits précis et une connaissance des affaires d'Extrême-Orient que je n'ai pas. Raison de plus pour concentrer mon propos sur l'Afrique, dont je suis spécialiste.

[319] Un exemple et de taille : la concession du canal de Panama, « voie d'eau intérieure des États-unis », à une société de Hong-Kong. Dans un pays comme la République dominicaine, qui a connu un spectaculaire essor industriel, 40% de la production manufacturière des *zonas francas* serait contrôlée par les Chinois (Taïwanais, en l'occurrence). J'ai évoqué dans un volume précédent les progrès fulgurants des Chinois en Afrique.

[320] Les lecteurs de ma génération auront compris à quel titre je fais allusion ; je crois utile de préciser, pour les plus jeunes, qu'il s'agit surtout de l'ouvrage de Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le défi américain*, Denoël, Paris, 1968. Dès sa parution, il a fait office de manifeste pour les modernisateurs qui entendaient secouer le « conservatisme franchouillard » du régime gaulliste. Rétrospectivement, beaucoup de prédictions de détail du livre ont été démenties par les faits, mais sa vision générale s'est révélée juste, ce en quoi cet ouvrage a été véritablement prophétique.

[321] La myopie de Malthus et de beaucoup d'autres observateurs de l'époque est tout à fait explicable : ils n'ont pas intégré la révolution industrielle dans leur raisonnement, parce qu'ils ne la *voyaient* pas.

Précisons. L'Angleterre n'est pas un pays de plaines (sauf de l'East Anglia au Yorkshire), mais de collines. Son industrialisation s'est faite surtout dans les fonds de vallées, pour utiliser l'eau des rivières, de sorte qu'elle reste dissimulée dans le paysage. Les axes routiers passent en général par la crête des collines et vous pouvez très bien traverser les parties les plus industrielles du pays tout en ne voyant que de la campagne tout votre trajet. Essayez l'itinéraire de Birmingham à Leeds et vous verrez que je ne plaisante pas (ou à peine).

[322] Pour les allergiques au maths : une progression géométrique est une suite de nombres multipliés à chaque fois par un facteur constant (exemple : +5% par an veut dire que chaque année le nombre est multiplié par 1,05) alors que dans une progression arithmétique, le nombre s'accroît à chaque fois d'une quantité constante (exemple : 100 000 de plus par an). Si la population croît à 2% par an, 50 millions deviennent 100 millions en 35 ans ; si la production de riz augmente d'un million de quintaux par an, en 35 ans, 50 millions de quintaux sont devenus 85 millions : il y en a de moins en moins par tête d'habitant.

[323] En réalité un peu moins car la structure des emplois évolue et la proportion de professions qualifiées à hauts salaires est plus élevée chez les actifs qu'elle l'était dans la population aujourd'hui retraitée. Aujourd'hui, le mouvement s'inverse, ce qui aggrave encore le problème.

[324] Le plus cohérent des adversaires du malthusianisme était le grand économiste et démographe Alfred Sauvy. Lui maîtrisait parfaitement la mécanique des équations et avait annoncé il y a trente ans les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

[325] En réalité, si les systèmes redistributifs de l'État providence ont pu se mettre en place, c'est parce que la productivité des actifs avait assez augmenté pour prélever de manière *presque* indolore de quoi redistribuer. Si 100 travailleurs produisant chacun 100 peuvent soutenir 30 retraités, il n'y a pas de raison que demain 100 travailleurs produisant chacun 200 ne puissent pas soutenir 60 retraités (bon, d'accord ce n'est pas linéaire, mais enfin c'est juste l'idée générale). Reste à imaginer le mécanisme pratique de prélèvement (on ne peut pas continuer à tout baser sur la masse salariale) et surtout le rendre compatible avec les contraintes de compétitivité dans le contexte « mondialisé ». Ça, c'est une autre paire de manches ! Sinon, c'est le système à l'américaine : capitalisation plus investissement des capitaux dans des pays à bas salaires *pour « délocaliser » la source du paiement des pensions*.

[326] On parle plutôt maintenant de « santé reproductive ». Ce n'est pas seulement un artifice sémantique. Il y a derrière cette expression une stratégie consistant à s'appuyer sur des interventions à caractère sanitaire pour créer le climat

de confiance à partir duquel les actions de sensibilisation aux enjeux de la natalité peuvent être engagées. Cette problématique, telle que la présente la brochure *24 conseils pour implanter un programme dans un contexte culturel sensible*, publiée par le Fonds des Nations Unies pour la population (disponible sur www.unfpa.org), est pleine de bon sens. Elle n'a que l'inconvénient de différer d'une génération l'impact éventuel sur la natalité proprement dite.

[327] Sans oublier la contrainte économique : une dose mensuelle de contraceptifs à 2 ou 3 euros, c'est une ponction lourde sur le budget d'une famille qui vit avec 30 euros par mois.

[328] Et quand il en existe, les responsables partent régulièrement avec la caisse à chaque changement de gouvernement. Cela fait partie des scandales récurrents auxquels les populations se résignent. On sait qu'on cotise à fonds perdus et on fait avec.

[329] Le discours qui suit n'est pas une reproduction *verbatim* de propos réellement tenus, c'est une reconstruction synthétique des positions exprimées dans des réunions internationales, des éditoriaux de presse, etc. La motivation politique et militante ne fait aucun doute : « lorsqu'elle présidait le Mouvement des pays non alignés en 1973, l'Algérie défendait la thèse que beaucoup de pays africains appuyaient selon laquelle une importante croissance démographique est une force de progrès *et de pouvoir* pour le tiers-monde, accusant même les pays industrialisés qui proposaient le contrôle, de pratiquer le néocolonialisme. » *La démographie au cœur de la tragédie africaine*, Jéronimo Paèz, directeur de la Fondation *Héritage andalous*, *L'Économiste* (quotidien économique marocain), 26 juillet 2006.

[330] Cela dit, les conséquences peuvent être différentes si les hommes de ces pays entreprennent d'aller chercher des femmes chez les autres. Rappelez-vous l'enlèvement des Sabines.

[331] Jacques Attali dans *1492*, Le livre de poche, Paris, 1991, présente la question de manière « politiquement correcte » en prétendant que les Anciens savaient que la Terre était ronde, mais que ce savoir s'était « perdu » sous l'influence pernicieuse de l'Église qui voulait à toute force qu'elle fût plate. Il se réfère à cet effet à des cartes figurant sur des manuscrits monastiques représentant la Terre selon le fameux « diagramme en T-O ». C'est une blague. Ces cartes n'avaient d'autre fonction que symbolique (ordonner l'univers mystique) et ne jouaient aucun rôle auprès des astronomes, des géographes et des marins de l'époque qui savaient tous fort bien à quoi s'en tenir. On peut comparer pour s'en convaincre la *Mappa mundi* de Hereford (1300) avec les portulans de Pietro Vesconte (1325) ou de Pietro Roselli (1465), dans : Peter Barber, *The map book*, Weinenfeld & Nicolson, Londres, 2005, pages 61, 63 et 75.

[332] Les *Tables alphonsines* font partie des *Libros del saber*, une encyclopédie rédigée vers 1250 par une équipe de savants juifs majorquins à la demande du roi de Castille Alphonse X le Sage. Elles contiennent notamment une table fort exacte de

déclinaison du soleil (l'inclinaison de l'axe de la Terre y est estimée à 23°30', à comparer avec les 23°27' des mesures modernes), servant à déterminer la latitude à la mer par l'observation méridienne du soleil.

333 Il s'agit du même Ximenez dont s'est inspiré Montherlant pour *Le cardinal d'Espagne*, une pièce crépusculaire au style raide qu'on ne joue plus et qu'on ne trouve plus en librairie.

334 J'ai un peu fréquenté Attali à l'époque où je suivais des des séminaires qu'il animait à l'école Polytechnique. J'en ai gardé le souvenir de quelqu'un qui est trop intelligent pour être réduit à l'image qu'on se fait des bien-pensants. Mais il est assez avisé pour savoir qu'il faut ménager les bien-pensants, car ce sont eux qui achètent les livres et qui assurent leur succès. C'est, je suppose, pourquoi il développe longuement cette thèse dans *1492*. Il est piquant de relever que, sur cette question, les bien-pensants de chez nous se retrouvent *objectivement* dans le camp des terroristes jihadistes. Pour ceux-ci, la prise de Grenade par les chrétiens est en effet une « usurpation » : « le mythe d'Al-Andalus (…) apparaît de plus en plus comme un argument central pour justifier des attentats sur le sol espagnol. (…) Dans une exhortation aux combattants salafistes, en février, Ayman Al-Zawahiri priait pour qu'*"Allah* [vous] *concède le droit de fouler de nouveau le sol de l'Al-Andalus usurpé"*. Mercredi, le message du groupe ayant revendiqué l'attentat d'Alger allait dans le même sens : *"Nous ne serons en paix que lorsque nous aurons libéré toute la terre d'islam* (...) *et que nous aurons repris pied dans notre Andalousie spoliée"*. » François Musseau, *Les terroristes islamistes viseraient les enclaves espagnoles au Maroc*, *Le Monde*, 12 avril 2007.

335 *Modus vivendi* sanctionné par le traité d'Alcobaça (1479).

336 À la latitude de 40° Nord (en gros celle de Lisbonne), un degré de longitude représente une distance en milles nautiques de 60 * cos (40°), soit environ 46 N et la circonférence terrestre environ 30.000 km.. Ce calcul « de coin de table », les géographes du temps de Colomb le maîtrisaient parfaitement avec ou sans le secours de la trigonométrie (le mot n'apparaît qu'en 1595, mais les concepts de base de cette technique de calcul remontent à Ptolémée). Si on connaît la distance entre l'Europe et la Chine par la route asiatique (Colomb pouvait-il la connaître ? Et si oui, avec quelle marge d'erreur ? Là est toute la question), soit de l'ordre de 10.000 km, on trouve par une simple soustraction la distance à parcourir pour y arriver par l'ouest, en suivant le 40° parallèle : 20.000 km, soit *trois fois* la largeur de l'Atlantique. Même avec 50% d'erreur sur la distance Europe-Chine (cf. note suivante), on ne peut pas se tromper à ce point. Il est donc *plausible* (mais non certain) d'imaginer que, si Colomb avait recueilli auprès des pêcheurs basques des indices de l'existence d'une terre à quelque 5 ou 6.000 km à l'ouest de l'Europe, il devait se douter que ce n'était pas la Chine.

337 Les marchands arabes naviguaient jusqu'à Malacca et certains jusqu'à Canton ; les Génois et les juifs d'Espagne qui commerçaient avec eux devaient bien

leur avoir soutiré quelques tuyaux. Il y avait par ailleurs les indications qui pouvaient être tirées des récits des quelques Européens qui avaient fait le voyage d’Extrême-Orient, comme Marco Polo et l’ambassadeur que la Castille avait dépêché à la cour du grand khan de Tartarie au début du siècle. Toutefois, ces indications étaient très incertaines dans la mesure où il était difficile d’inférer la distance parcourue à partir du comput des jours de marche, en raison des multiples péripéties affectant les voyages caravaniers. Si vous avez visité Erfoud, au sud du Maroc, vous avez sans doute vu la pancarte : « Tombouctou, 52 jours de chameau », ce qui correspond *grosso modo* à 1.600 km en ligne droite à raison de 30 km par jour. Élémentaire, n’est-ce pas ? Mais, d’Alep à Xian (les deux extrémités de la « Route de la soie »), le trajet était beaucoup plus compliqué : massifs montagneux et zones de guerre à contourner, longues périodes d’attente, crochets à effectuer pour tirer parti d’opportunités commerciales, etc.

[338] « Au lendemain de la prise de Grenade, la décadence des états nord-africains était profonde. Les divisions politiques appelaient vraiment la conquête étrangère ». Fernand Braudel, *Les Espagnols et l’Afrique du nord de 1492 à 1577*, article publié en 1928 dans *La revue africaine*, repris dans *Autour de la Méditerranée*, Le livre de poche, Paris, 1996, p 65. Au demeurant, la conquête finira bien par avoir lieu, mais par les Ottomans.

[339] Il y a bien eu, en fait, des tentatives espagnoles en Afrique du nord tout au long de la première moitié du XVI[e] siècle à la suite de l’impulsion donnée par Ximenez. Elles se sont toutefois limitées à la prise de quelques places sur la côte, dont les *presidios* de Ceuta et Melilla sont aujourd’hui les reliques.

Les Espagnols ont tout de même tenu le *Peñon* d’Alger (un îlot aujourd’hui rattaché au continent) de 1510 à 1529 et Oran de 1505 à 1708, puis de 1732 à 1792, mais ils ont dispersé leurs efforts en essayant de s’emparer de Tunis et de Jerba où ils se sont heurtés aux Turcs, sans avoir consolidé leurs emprises territoriales en Algérie. Commandements médiocres, expéditions mal préparées, corruption, absence de projet économique, manque de continuité dans la vision stratégique, ont au final voué ces tentatives à l’échec. L’Espagne a surtout manqué de moyens, ses ressources étant tout entières absorbées par les guerres d’Italie et l’édification de l’empire américain. Dans la seconde moitié du XVI[e] siècle, l’insurrection des Flandres leur a enlevé la dernière chance de consacrer assez de forces au théâtre nord-africain pour y jouer un rôle autre que marginal. Comme dit la sagesse populaire : « après l’heure, c’est plus l’heure ».

On trouve le récit détaillé de ces entreprises dans l’article de Fernand Braudel cité plus haut, pages 48 à 124 de *Autour de la Méditerranée.*

Cela dit, les deux options n’étaient pas si antinomiques aux yeux des contemporains. L’esprit d’un prolongement de la *Reconquista* n’était en effet pas absent des desseins de Colomb, dont un des buts était de prendre l’Islam à revers. L’établissement d’une route maritime vers l’Inde en passant par l’ouest visait à capter au profit de l’Espagne le commerce des épices dont l’Islam tirait une bonne

part de sa richesse et de sa puissance. En fait, c'est bien ce que réaliseront les Portugais, contribuant à affaiblir l'empire turc et à l'empêcher de conquérir l'Europe entière à la fin du siècle suivant.

340 Je ne prétends pas que le débat ait fait explicitement intervenir ces arguments. Ce qui m'a mis sur la voie est une toute petite phrase du portrait que Jean Amsler brosse de Colomb dans l'*Histoire universelle des explorations* de C.H. Parias (sous la direction de), préface de Lucien Febvre, Nouvelle Librairie de France, Paris, 1958, Tome II : *La Renaissance (1415-1600)*, page 83 : « la réussite du découvreur fut d'une portée immense : *elle signifia pour l'Espagne une catastrophe* et pour l'Europe un tournant ». À la lumière de cette observation et en se demandant en quoi pouvait bien consister la « catastrophe » en question, il suffit d'examiner la situation *objective* de l'époque pour en déduire que les enjeux étaient bien ceux-là.

Après, interviennent les éléments circonstanciels, les *péripéties*, pour parler comme de Gaulle : un courrier qui n'arrive pas, un rendez-vous manqué, un acteur enroué ou distrait qui ne peut pas se faire entendre au moment où tout bascule, et la pièce est jouée. Ce qui compte dans le raisonnement développé ici n'est pas tant la motivation de la décision telle que l'ont *perçue* dans l'instant les acteurs, mais que la décision ait été prise alors que rien n'était joué d'avance et les conséquences qui en ont découlé par rapport à *ce qui aurait hypothétiquement pu se passer* si elle avait été différente mais qui *ne pouvait à coup sûr plus se passer* dès lors que la décision était celle-là. Rien ne permet d'affirmer que si l'Espagne avait refusé l'expédition de Colomb, elle aurait réussi dans ses conquêtes nord-africaines (« on ne refait pas l'histoire ») mais on peut affirmer que, à partir du moment où était donné le feu vert à Colomb, l'aboutissement logique de la *Reconquista*, c'est-à-dire la reconstitution du périmètre de l'empire romain d'Occident du IVe siècle, devenait impossible.

341 Pas complètement, comme l'illustre la tragédie tchétchène.

342 On trouve un bref exposé sur l'histoire des Varègues et leur rôle dans l'émergence de la nation russe dans l'article de Régis Boyer, *Les Varègues, ces Vikings qui firent la Russie ?* sur le site web du voyagiste Clio. Le Pr. Boyer est également l'auteur de *Les Vikings, histoire et civilisation*, Plon, Paris, 2002. Les Varègues sont à l'origine de la fondation de Novgorod (« Villeneuve »), le deuxième berceau de la Russie avec Kiev.

343 Pour le récit de l'attaque des Varègues sur l'Archipel grec en 1024, voir, Louis Bréhier, *Vie et mort de Byzance*, Albin Michel, Paris, p

344 Pour la petite histoire, le tzar aurait été tellement heureux du résultat qu'il aurait aussitôt fait mettre à mort l'architecte pour l'empêcher d'aller construire quelque chose d'aussi beau chez un autre prince. Peut-on imaginer plus belle récompense et plus bel hommage pour un créateur qui s'est donné tout entier à son œuvre ?

[345] Cela dit, si le renchérissement de l'énergie s'amplifie, le coût des transports peut exploser et la compacité de l'Europe pourrait redevenir un avantage comparatif par rapport aux géants territoriaux handicapés par leurs distances intérieures. À ceci près qu'elle n'a pas d'énergie sur son sol !

[346] Il va sans dire, pour les jeunes lecteurs qui n'ont pas connu le personnage, que c'est une manière de parler. Je n'imagine pas ce langage familier dans la bouche du « Connétable », surtout s'adressant à Roosevelt qu'il fréquentait peu (il ne l'a rencontré qu'une ou deux fois) et avec qui l'hostilité était réciproque et non dissimulée.

[347] La formule a été prononcée à Strasbourg en novembre 1959 : «Oui, c'est l'Europe, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, c'est l'Europe, c'est toute l'Europe, qui décidera du destin du monde !» Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a une sacrée pente à remonter pour donner raison au Général.

[348] TACIS : *Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States*.

[349] Soupçonné d'avoir « passé de gros contrats à ses contacts à Moscou, St Petersbourg et ailleurs, dans le but de se construire un empire économique » (*British Eurocrat in fraud investigation*, *The Independent*, 15 février 1996), son cas n'a jamais été élucidé, la Commission ayant refusé de lever son immunité ce qui a eu pour effet de bloquer l'enquête diligentée par la justice belge. Il est d'ailleurs tout à fait possible qu'il ait été complètement innocent – en dehors de sa « légèreté » dans la gestion des programmes – et que les accusations contre lui aient été fabriquées pour détourner l'attention des vraies malversations. La seule conclusion sûre qu'on peut tirer de cette affaire est que l'action de l'Union Européenne manque singulièrement de transparence.

[350] Au Centre européen de Prospective stratégique (CEPS).

[351] La Cour des comptes européenne a relevé depuis lors que « à peine cinq projets (sur 279) ont eu l'effet recherché », *L'immense gâchis de l'aide européenne à la Russie*, dépêche *Reuters*, 20 avril 2006.

[352] Rappelons que la Commission Santer a démissionné *pour éviter un débat* sur une motion de censure qui avait été déposée au Parlement européen, démission de pure forme, puisqu'elle a été maintenue « provisoirement » en fonctions jusqu'à son terme prévu : belle leçon de démocratie, et on s'étonne que des citoyens votent « non » à un texte « constitutionnel » qui n'offre rien qui puisse éviter de telles comédies ! Rappelons aussi, pour rendre justice à ce pauvre Santer, que la plupart des faits évoqués par la motion de censure et examinés ensuite par un « Comité des Sages » dataient en réalité *de l'ère Delors*. La seule chose qu'on puisse vraiment reprocher à M. Santer et à ses collègues est d'avoir fait obstacle de toutes leurs forces à la manifestation de la vérité quant aux « dysfonctionnements » de la Commission. Il a transmis à la justice quelques dossiers fabriqués à la hâte pour empêcher que des enquêtes parlementaires puissent s'intéresser à leurs aspects politiques. Il a agité devant le Parlement – qui n'était peut-être pas « blanc-bleu » –

la menace de mettre sous enquête sa propre gestion – dont l'affaire du « Caprice des dieux », le montage financier acrobatique du siège bruxellois – pour le dissuader d'insister dans sa demande de rendre les organes internes de contrôle indépendants de la Commission.

353 Au final, la Cour de justice l'a reconnue « fautive » d'avoir contrevenu aux règles déontologiques de sa charge – s'il n'y avait qu'elle ! Et dans son cas, c'étaient des cacahuètes. –, mais a refusé de faire droit aux demandes de sanctions financières réclamées par les services juridiques de la Commission.

354 GKNT : *Gosoudarstvienny Komitiet dlya Naouk i Tiekniek*, comité d'État pour les sciences et techniques.

355 Ces cabinets ont connu quelques revers dans les années 90, notamment parce qu'ils avaient certifié les comptes de grosses sociétés qui se sont effondrées aussitôt après, de sorte qu'ils ont été obligés de séparer leurs branches « audit » de leurs branches « conseil » pour éviter les conflits d'intérêts. Ils continuent à dominer le marché.

356 Vladimir Fedorovski, interviewé sur TV5 :

– Nous n'étions pas des apprentis sorciers, il y avait 400 000 hommes prêts à intervenir à Berlin.

– Avez vous eu peur ?

– On avait peur de ne pas être à la hauteur.

357 Exercice à vrai dire d'autant plus facile que la Bosnie-Herzégovine avait hérité de l'ancienne domination ottomane une bourgeoisie urbaine d'origine turque ou assimilée, tandis que les Bosno-Serbes étaient, eux, confinés dans les régions montagneuses où ils menaient une vie fruste. Ce facteur a également joué dans les positions prises par les élites intellectuelles parisiennes au sujet du conflit.

358 J'avais lu un article en ce sens dans le *Straights Time*s de Singapour (pays tout petit et pas très rassuré de se sentir coincé entre deux états musulmans, donc porté à être partial) mais j'avais du mal à y croire, jusqu'à ce que cela me soit confirmé par un témoin oculaire (le fils d'un de mes amis qui avait effectué son service militaire comme officier de marine sur un bâtiment affecté aux opérations de contrôle de l'embargo en Adriatique).

359 La doctrine officielle de défense américaine, dans sa version actuelle (*The security strategy of the United States*, septembre 2002), est plutôt en retrait par rapport au discours de l'administration Clinton qui n'hésitait pas à qualifier l'éventualité de l'émergence d'une puissance recherchant la parité avec les États-Unis de « menace pour leur sécurité », avertissement qui semblait dirigé contre l'Europe, au moins autant que contre la Chine. Le document rédigé par l'équipe Bush n'en fait plus mention. Est-ce parce que Bush serait moins « faucon » que Clinton, malgré les apparences ? Ou parce que le 11 septembre a fait apparaître d'autres risques comme plus urgents ? Ou parce que le risque parait maintenant

conjuré avec l'alignement européen à l'occasion de la crise du Kosovo et des opérations contre l'Afghanistan ?

[360] *Article 250*, « Version consolidée ».

[361] J'utilise le mot de « législation » là où le traité (article 249) emploie celui d'« acte », qui recouvre quatre types de textes, les « règlements », les « directives », les « décisions » et les « recommandations ». Seuls les deux premiers relèvent de la notion de « législation ».

[362] Article 250, alinéa 2.

[363] La Constitution présente toutefois des innovations majeures sur d'autres plans. Par exemple, elle substitue au mot « principes » celui de « valeurs ». On mesure l'importance de l'avancée. Et on mesure à quel point est juste l'opprobre qui frappe ceux qui ont voté « non » : ce sont, à n'en pas douter, des adversaires des « valeurs ».

[364] Article 251. Les avis, votés à la majorité absolue, reviennent devant le Conseil après que les amendements proposés par le Parlement aient été passés à la moulinette de la Commission. Le seul cas où le Parlement a un pouvoir de décision est celui où il rejette à la majorité absolue une proposition d'acte. C'est en quelque sorte un droit de veto, ce n'est pas un *vrai* pouvoir législatif.

[365] Le Parlement n'est pas inutile, loin de là. Son utilité réside au niveau de sa fonction de contrôle du budget et de son exécution par la Commission. Je n'en traite pas, afin de me concentrer sur le seul aspect des *mécanismes de décision* en matière de législation communautaire.

[366] Chacun ses goûts. « Beau » est très exagéré, mais l'édifice donne une impression de majesté intimidante. On peut aimer ça. À l'intérieur, c'est assez confortable et plutôt bien agencé.

[367] Attention, je ne prétends pas que la Commission entretient un service de renseignements ou une sorte d'*Opus Dei* pratiquant l'espionnage dans les états membres, mais dans ce petit monde de quelques milliers de fonctionnaires nationaux et communautaires, tout le monde connaît plus ou moins tout le monde et, entre copains, on se refile des tuyaux ou on se fait part des scoops qui finissent par aboutir là où il ne faudrait pas. Sans compter que la complexité des procédures communautaires exige d'avoir, dans les administrations nationales, des spécialistes bien au fait des rouages ; il est fatal que se nouent des relations privilégiées entre ces spécialistes et leurs correspondants bruxellois sur le mode : « rends moi service sur le dossier des accents circonflexes ; j'ai un tuyau pour toi sur le dossier des étiquettes de fromage ». On en vient à se demander si les fonctionnaires chargés par une administration nationale de suivre ses dossiers à Bruxelles ont pour mission de faire passer ses vues auprès de la Commission ou de jouer les « cinquième colonne » pour faire avaler les vues de la Commission par leur gouvernement. « Les deux, disent les sages, et c'est grâce à quoi la machine fonctionne ». Je ne leur donne pas tort, je pratique moi aussi le système, puisqu'une partie du travail dans le

development business est de jouer ce rôle d'« honnête courtier » mais, dans le cas de l'Europe, c'est aussi grâce à quoi on arrive au choc du 29 mai. Du coup, les « sages » sont attristés et ne comprennent pas pourquoi.

[368] La Grande-Bretagne tient Gibraltar du traité d'Utrecht en 1713. L'Espagne maintient depuis 300 ans que le traité a confié à Londres *l'administration* de la presqu'île ainsi que des privilèges militaires et douaniers, mais sans lui transférer la *souveraineté*. Cette interprétation repose sur une ambiguïté du traité, dont l'article X stipule la cession « à la Couronne de Grande-Bretagne [de] la pleine et entière propriété de la ville et des châteaux de Gibraltar », tout en énonçant quelques lignes plus loin que « ladite propriété est cédée à la Grande-Bretagne sans aucune juridiction territoriale ». Allez comprendre ! En fait, la contradiction n'est peut-être qu'apparente, si on se place dans une logique féodale (et donc « pré-westphalienne ») où la propriété « pleine en entière » d'une ville n'empêche pas l'exercice de sa juridiction par le suzerain du propriétaire.

En outre, la partie de l'isthme de Gibraltar où est construit l'aérodrome fait l'objet d'une occupation de fait depuis les guerres napoléoniennes sans qu'elle ait été entérinée par aucun traité.

La position adoptée par la partie britannique depuis la seconde guerre mondiale est que le peuple de Gibraltar tient de son statut colonial le droit à la reconnaissance de son identité et à l'autodétermination. Fort satisfaits des avantages que cela leur confère sur le plan fiscal et des opportunités de *business* que cela leur procure, les habitants n'ont aucune envie de sortir de la tutelle britannique pour intégrer le droit commun espagnol ou communautaire.

[369] Je ne suis moi-même pas resté assez longtemps d'affilée dans le circuit pour avoir suivi de A à Z un de ces processus, qui prennent facilement deux à trois ans, mais j'en ai vécu presque toutes les étapes sur des dossiers différents. Je me souviens d'une réunion où nous avions décidé, entre collègues des différentes délégations, de poursuivre la discussion au bistrot d'à côté. Nous avons réussi à dégager une position commune à quinze (à l'époque, il y avait 15 états membres). Cela n'a servi à rien et le texte de la Commission a été adopté deux ans plus tard *ne varietur* par les ministres.

[370] Avant d'être nommée ministre, Mme Guigou avait longtemps dirigé le SGCI, « Secrétariat général pour la coordination interministérielle », organe dépendant de Matignon, officiellement chargé d'élaborer la position de la France à partir des contributions des différents ministères, en fait de faire « avaler » la « ligne » de Bruxelles. Elle était donc un agent technique fort expérimenté du *back office* où se concocte cette cuisine.

[371] Le terme de « règlement », désignant les actes communautaires de portée générale et d'application directe, est trompeur par rapport au vocabulaire politique et juridique français : à la différence de notre Constitution, les traités européens ne distinguent pas « domaine législatif » et « domaine réglementaire », de sorte que des

« règlements » européens peuvent très bien comporter des dispositions qui, dans le droit français, relèveraient du domaine *législatif.* Cet aspect passe totalement inaperçu : même les « souverainistes » n'y font jamais référence, c'est dire comme le débat est tronqué.

Il aurait été difficile de faire autrement, car les frontières entre les deux domaines varient d'un pays à l'autre, et le concept même est absent dans certaines traditions politiques. Dans le système britannique, par exemple, il existe un domaine réglementaire « naturel », assez restreint (la « prérogative royale »), auquel s'ajoute, au cas par cas, le champ réglementaire ouvert de manière *limitative* par les lois particulières mandatant le gouvernement pour en assurer l'exécution.

372 A vrai dire, je ne crois pas qu'ils en sont incapables. C'est juste parce que, si vous êtes correspondant à Bruxelles d'un grand journal, vous avez besoin des tuyaux que vous refilent les initiés pour remplir vos colonnes. Si vous vous avisez de « manger le morceau », plus de tuyaux, plus de papiers croustillants et donc, plus de job. C'est aussi simple que ça. Bien entendu, ça ne vaut pas que pour Bruxelles …

373 Chaque fois que s'est élevé un contentieux au sujet d'un empiètement sur les prérogatives des états, la Cour de justice a tranché en faveur d'une interprétation extensive des pouvoirs de l'Union. Un exemple connu est celui l'origine de la libéralisation du transport aérien, que les traités excluaient du champ des politiques communes. Cela n'a pas empêché la Cour, saisie par un demandeur qui entendait bénéficier dans ce domaine des dispositions du « marché unique », de juger que celles-ci devaient prévaloir sur l'exclusion, pourtant explicite.

374 C'est l'origine de l'*Union Jack*, emblème qui fusionne les deux drapeaux d'Angleterre et d'Écosse.

375 L'Union s'est d'abord traduite par une oppression des Écossais par l'Angleterre, au point qu'ils se sont insurgés, ont perdu et ont été victimes d'une répression féroce. Une grande partie des terres a été confisquée au profit de l'aristocratie anglaise. Non contents d'exploiter durement leurs fermiers écossais, les propriétaires terriens anglais ont lancé au début du XIXe siècle une campagne brutale d'évictions qui a réduit les paysans écossais à la famine et en a poussé beaucoup à l'émigration, notamment vers le Canada, puis vers l'Australie. La bourgeoise urbaine, en revanche, a tiré profit de l'extension aux navires écossais des privilèges commerciaux obtenus par l'Angleterre aux quatre coins du monde, puis de l'éviction des fermiers qui a fourni une main d'œuvre nombreuse et peu coûteuse pour leurs manufactures. C'est l'origine de l'essor de Glasgow et de sa tradition ouvrière, symbolisée par ses clubs de football.

376 Comme le fait en France le Conseil d'État.

377 Le « machin » actuel, tout comme la pseudo constitution rejetée le 29 mai, n'affirme le principe de « subsidiarité » que pour mieux le vider de contenu pratique, selon la bonne habitude des juristes rédacteurs de constitutions.

[378] C’est une politique de ce genre qu’avait conduite Metternich entre 1812 et 1814, ne s’alliant à Napoléon que pour reconstituer tranquillement ses forces avant de se retourner contre lui. Mais Metternich n’avait de comptes à rendre qu’à son empereur, pas à des comités.

[379] « Commençons donc à penser l'Union européenne non pas comme une “nation inachevée” ou un “État fédéral incomplet”, mais comme un projet cosmopolite d'un nouveau type », Ulrich Beck et Anthony Giddens, *Le Figaro*, 7 octobre 2005.

[380] Alain Minc nous fait part dans *Le nouveau Moyen-Âge*, Folio, Paris, 1995, de l’enthousiasme que lui inspire la disparition programmée de l’ordre westphalien en Europe (je ne suis pas sûre qu’il emploie le mot car j’ai lu le livre il y a de nombreuses années et je ne l’ai pas sous la main au moment où j’écris, mais au niveau du contenu, c’est l’idée maîtresse du livre).

[381] Le Saint Empire a continué à exister à titre décoratif, en tant qu’objet non westphalien privé de contenu politique concret. Si vous examinez un « thaler de Marie-Thérèse », grosse monnaie d’argent à l’effigie de Marie-Thérèse d’Autriche qu’on trouve en abondance au Yémen et dans la Corne de l’Afrique (l’Autriche avait vendu son stock de pièces à l’Ethiopie vers 1880), vous constaterez que n’y figurent que ses titres dynastiques (reine de Bohème et de Hongrie, duchesse de Bourgogne, d’Autriche et du Tyrol) sans aucune mention d’un titre impérial. L’Empire n’étant plus entité souveraine ne battait pas monnaie.

[382] Les ouvrages classiques mentionnaient trois « attributs » de la souveraineté : disposer de la force armée, rendre la justice et battre monnaie. Cette approche « technique » n’est pas en contradiction avec l’approche « politique » que j’ai choisi de privilégier.

[383] On peut croire que le résultat est le même. Pas exactement. L’usage médiéval voulait qu’une région conquise par un royaume étranger continuât à être régie par ses propres lois que le vainqueur se devait de respecter (la violation de ce principe a été à l’origine de nombreuses révoltes). Selon les principes westphaliens, c’est l’accord des parties reconnaissant le changement de souveraineté d’un territoire qui fonde le droit de son nouveau maître d’y étendre son ordre juridique. Au niveau de la vie quotidienne – de la « société civile » comme on dit – la différence pratique est d’importance. Dans un contexte où le découpage territorial a beaucoup fluctué, ce principe était nécessaire pour réaliser l’unification du droit à l’intérieur d’un même état.

[384] Non seulement l’idée est présente, au moins de manière implicite, dans les récits des colonisateurs (c’est ce qu’exprimait le qualificatif de « sauvages » dont la propagande colonialiste affublait les sociétés traditionnelles africaines), mais on peut remarquer que Cheikh Anta Diop consacre de nombreuses pages dans *Nations nègres et culture* et dans *Civilisation et barbarie* à démontrer que les états africains

précoloniaux étaient de « vrais » états, dans le but explicite de délégitimer la colonisation.

[385] Il y a des exceptions, mais elles n'infirment pas la règle. Madagascar, par exemple, était un vrai état (reconnu en tant que tel par la France, dans un traité signé en 1862 avec le roi Radama II), avec des frontières bien définies – pour sûr, c'est une île ! –, entretenant des relations diplomatiques – on voyait, dans l'ancien palais de la reine à Tananarive, une photo représentant l'ambassadeur malgache à Londres présentant ses lettres de créance à la reine Victoria – : c'est sans doute pourquoi les colonisateurs français ont fabriqué un différend artificiel avec le gouvernement malgache, de manière à avoir un prétexte à leur intervention armée.

[386] La proximité étymologique paraît moins évidente, mais quand on se souvient que « Gallois » se dit en anglais « *Welsh* » et que les Allemands qualifient les Français de « *Welches* », c'est clair.

[387] En particulier celui d'Alexandre del Valle, *La Turquie dans l'Europe*, Éditions des Syrtes, Paris, 2001.

[388] La Guyane française, département d'outre-mer, s'étend sur 90 000 km_ (550 000 pour la métropole) et se trouve, pour ceux qui sont fâchés avec la géographie, en Amérique du sud. Le Brésil et le Surinam font ainsi partie des pays limitrophes de la France. Le Brésil est même celui qui a la plus longue frontière commune avec la France !

[389] Kojève est ardu à lire, limite illisible pour qui n'a pas un doctorat de philo (et peut-être même si on en a un … mais ce n'est pas mon cas). Je n'ai jamais pu dépasser les vingt premières pages de son indigeste *Essai d'une histoire raisonnée de la philosophie païenne* (Tome 1 – *Les présocratiques*, Gallimard, Paris,) où il ne parle guère que de Hegel de sorte que je n'ai pas eu envie de m'atteler à son *Introduction à la lecture de Hegel*. On trouve un exposé beaucoup plus accessible du rôle de la pensée hégélienne comme fondement de la démocratie bourgeoise et de son caractère d'aboutissement ultime dans Herbert Marcuse, *Reason and Revolution*, (ainsi que dans Fukuyama).

[390] Si vous en doutez, lisez bien son dernier chapitre avec la métaphore de la caravane de pionniers dans l'Ouest américain : c'est exactement cela qu'il dit.

[391] Les analystes l'expriment autrement. Le « non » au referendum européen de 2005 a rassemblé des « souverainistes » de droite et de gauche, des « anti-mondialistes » de la « gauche de la gauche » et des syndicalistes anti-libéraux au nom de la défense des « acquis ». Cela le prive de réel poids politique. Le « non » reste « protestataire », guère plus qu'une source d'agacement pour les cercles dirigeants, puisque, du fait de son *hétérogénéité*, il n'a aucune chance de se cristalliser en une force politique susceptible de disputer le pouvoir à ceux qui le détiennent, la seule question à laquelle ils s'intéressent.

[392] Au sens strict, le mot de « Levantin » se réfère aux membres des communautés d'origine occidentale, Vénitiens, Français, Britanniques, établis dans

les Echelles du Levant au titre des Capitulations et qui y ont fait souche. Je l'emploie ici dans un sens élargi, désignant l'ensemble des communautés, porteuses du vieil héritage araméen et byzantin, qui ont refusé au fil des siècles d'embrasser l'islam et ont ainsi édifié cette civilisation minoritaire qui faisait l'originalité des pays de la Méditerranée orientale par rapport au reste du monde arabo-musulman.

393 Par exemple, le secteur de la restauration en Afrique du Sud est en grande partie tenu par des Grecs, souvent d'origine chypriote ou anatolienne arrivés par étapes, via Alexandrie et les colonies britanniques d'Afrique orientale. Dans les restaurants de chaîne, vous trouverez partout la *Greek salad*, avec romaine, tomates, oignons, fêta et olives (dans les pubs *O'Hagan* elle figure même à la page « spécialités sud-africaines » du menu !).

Il y a comme cela des routes classiques d'exil. Vous en trouverez un exemple émouvant au restaurant *Goldenberg* de l'avenue de Wagram où est affichée une carte retraçant les étapes successives de la famille : Odessa, Constantinople, Marseille, Paris.

394 À la fin des années 60 ; le rand a régulièrement décroché tout au long de la période de l'embargo et, avec la réouverture des échanges commerciaux, sa dépréciation est devenue un facteur clef de la compétitivité de l'économie sud-africaine. Toutefois, pour les retraités qui ne bénéficient pas d'un système d'indexation comme en France, le choc a été rude.